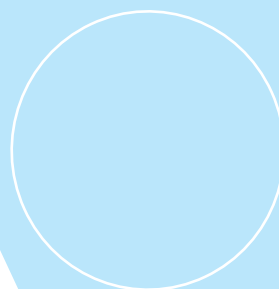
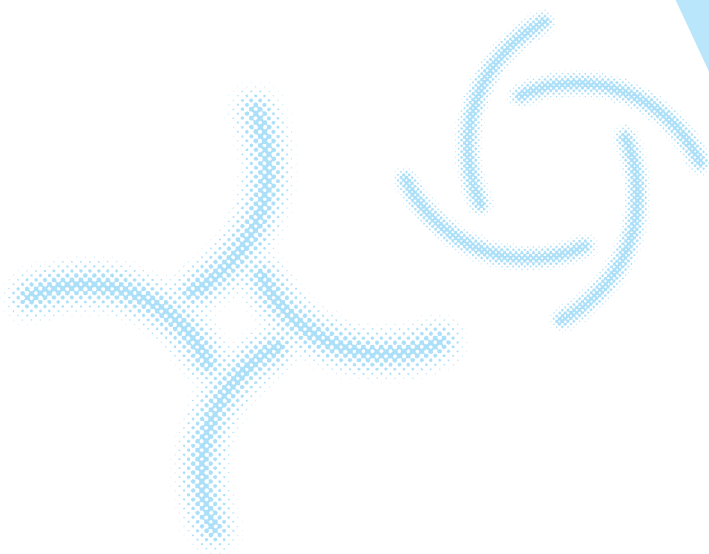


COMPARAISON  
DES RÉGLEMENTATIONS DANS 175 PAYS

# Doing Business 2007

Comment réformer



© 2006 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale  
1818 H Street NW  
Washington, D.C. 20433, États-Unis  
Téléphone : +1 202-473-1000  
Site Web : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)  
Courriel : [feedback@worldbank.org](mailto:feedback@worldbank.org)

Tous droits réservés.

1 2 3 4 5 09 08 07 06

Une co-publication de la Banque mondiale et de la Société Financière Internationale

---

Ce document a été réalisé par le personnel du Groupe de la Banque mondiale. Les conclusions, interprétations et remarques qui y figurent ne reflètent pas nécessairement les vues des directeurs exécutifs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. Le Groupe de la Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des informations figurant dans cet ouvrage.

### **Droits et autorisations**

Les informations figurant dans ce document sont protégées par des droits d'auteur. Copier et/ou transmettre cet ouvrage en partie ou en totalité sans autorisation pourrait constituer une infraction au droit applicable. Le Groupe de la Banque mondiale encourage la dissémination de son travail et accorde généralement rapidement une autorisation de reproduire des portions de ses ouvrages.

L'ouvrage original a été publié en anglais par la Banque mondiale sous le titre *Doing Business in 2007: How to Reform*. En cas de divergence, la langue originale prime.

Pour obtenir l'autorisation de photocopier ou de reproduire une quelconque portion de cet ouvrage, veuillez soumettre votre demande accompagnée d'informations détaillées à :

Copyright Clearance Center Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, États-Unis ;  
téléphone : +1 978-750-8400 ; télécopieur : +1 978-750-4470 ; site Web : [www.copyright.com](http://www.copyright.com).

Toutes les autres demandes d'obtention de droits et de licences, y compris de droits subsidiaires, doivent être adressées à : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ;  
télécopieur : +1 202-522-2422 ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Pour acheter des copies supplémentaires de *Doing Business 2007 : Comment réformer*, *Doing Business en 2006 : Créer des emplois*, et *Doing Business en 2005 : Éliminer les obstacles à la croissance*, veuillez consulter le site : [www.doingbusiness.org](http://www.doingbusiness.org).

Publié pour la Banque mondiale par:  
Éditions Saint-Martin  
5000, rue Iberville, bureau 203  
Montréal, Québec H2H 2S6  
Canada  
Tél.: 514-529-0920  
courriel: [st-martin@qc.aira.com](mailto:st-martin@qc.aira.com)

ISBN-10 : 2-89035-402-4  
ISBN-13 : 978-2-89035-402-9

# Table des matières

*Doing Business 2007 : Comment réformer* est le quatrième rapport annuel d'une série consacrée aux réglementations visant à renforcer l'activité commerciale, ainsi qu'à celles qui la limite. *Doing Business* présente un certain nombre d'indicateurs quantitatifs relatifs aux réglementations commerciales et à la protection des droits de propriété comparant 175 pays, de l'Afghanistan au Zimbabwe, et il les présente dans la durée.

Les réglementations applicables à 10 domaines de l'activité commerciale courante sont mesurées : Création d'entreprise, Obtention de licences, Embauche des travailleurs, Transfert de biens immobiliers, Obtention de prêts, Protection des investisseurs, Paiement des taxes et impôts, Commerce transfrontalier, Exécution des contrats et Clôture d'entreprise. Ces indicateurs sont utilisés pour analyser l'impact économique des réformes effectuées et déterminer lesquelles ont fonctionné, où et pourquoi.

Cette méthodologie a ses limites. D'autres domaines importants de l'activité des entreprises, tels que la proximité de marchés importants, la qualité des services d'infrastructure (autres que les services relatifs au commerce transfrontalier), la protection des biens contre le vol et le pillage, la transparence des procédures d'attribution de marchés publics, la situation macroéconomique et la solidité sous-jacente des institutions ne sont pas couverts directement par *Doing Business*. Pour que les données soient comparables entre tous ces pays, les indicateurs font référence à un type d'entreprise particulier, en général une société à responsabilité limitée implantée dans la première ville économique du pays.

La méthodologie utilisée pour quatre des rubriques couvertes par *Doing Business* a été modifiée pour cette édition. En matière de paiements d'impôts, le taux d'imposition total comprend désormais toutes les contributions sociales versées par l'employeur et excluent les taxes à la consommation. Pour ce qui concerne l'exécution des contrats, l'étude de cas a été révisée pour refléter un différend contractuel typique relatif à la qualité de marchandises, plutôt qu'une simple tentative de recouvrement de créance. Pour le commerce transfrontalier, *Doing Business*

<b>Présentation générale</b>	<b>1</b>
<b>Création d'entreprise</b>	<b>9</b>
<b>Octroi de licences</b>	<b>13</b>
<b>Embauche des travailleurs</b>	<b>21</b>
<b>Transfert de propriété</b>	<b>26</b>
<b>Obtention de prêts</b>	<b>31</b>
<b>Protection des investisseurs</b>	<b>36</b>
<b>Paiement des taxes et impôts</b>	<b>41</b>
<b>Commerce transfrontalier</b>	<b>47</b>
<b>Exécution des contrats</b>	<b>53</b>
<b>Fermeture d'entreprise</b>	<b>59</b>
<b>Références</b>	<b>64</b>
<b>Notes statistiques</b>	<b>67</b>
<b>Les indicateurs de Doing Business</b>	<b>87</b>
<b>Tableaux par pays</b>	<b>103</b>
<b>Remerciements</b>	<b>163</b>

présente maintenant les coûts associés à l'exportation et l'importation de fret, en plus du temps et du nombre de documents requis. En ce qui concerne l'embauche de main-d'œuvre, les coûts de main-d'œuvre hors salaire ne sont plus inclus dans le calcul de la facilité d'embauche. Pour ces raisons, et parce que 20 nouveaux pays ont été ajoutés à la liste, les classements de l'année dernière concernant la facilité de création d'une entreprise ont été recalculés à l'aide de cette nouvelle méthodologie et sont reproduits au chapitre intitulé « Présentation générale ».



# Présentation générale

En Bolivie, 400 000 personnes travaillent officiellement dans le secteur privé, sur une population totale de 8,8 millions. En Inde, c'est le cas de seulement 30 millions de travailleurs, sur une population totale de 1,1 milliard d'habitants. Au Malawi, ce chiffre est de seulement 50 000 personnes, sur une population de 12 millions, et au Mozambique, de 350 000, sur une population totale de 20 millions.

Effectuer des réformes pourrait changer la situation de ces pays en facilitant la création d'emplois par les entreprises du secteur formel. Les jeunes et les femmes seraient les principaux bénéficiaires de telles mesures, car chacun de ces groupes constitue une part très importante des chômeurs (voir figure 1.1). Effectuer des réformes permettrait également d'élargir la portée des réglementations en vigueur en faisant rentrer de nombreuses entreprises et de nombreux employés dans le secteur formel, permettant à ces derniers

de bénéficier d'une couverture médicale et de prestations de retraite. Ces entreprises paieraient également des impôts. Leurs produits seraient soumis à des standards de qualité, et elles pourraient beaucoup plus facilement obtenir des prêts bancaires ou utiliser le système judiciaire pour résoudre d'éventuels litiges.

De nombreux gouvernements ont décidé d'agir. Deux cent treize réformes, dans 112 pays différents, ont été adoptées entre janvier 2005 et avril 2006. Les pays réformateurs ont simplifié la réglementation des entreprises, renforcé les droits de propriété, diminué les charges fiscales, facilité l'accès au crédit et réduit les coûts d'exportation et d'importation.

La Géorgie arrive en tête, en matière de réformes, ayant amélioré 6 des 10 domaines étudiés par *Doing Business* (voir tableau 1.1). Elle a réduit le montant du capital minimum requis pour créer une entreprise de 2 000 à 200 laris (85 USD). Les immatriculations de sociétés ont progressé de 55 % entre 2005 et 2006. Les réformes des services des douanes et de la police ont permis de simplifier les procédures frontalières. Il fallait 54 jours pour remplir toutes les obligations administratives relatives à l'exportation en 2004, aujourd'hui il ne faut plus que 13 jours. La Géorgie a également modifié son code des procédures judiciaires en créant, dans les tribunaux, des chambres spécialement consacrées au commerce, et en réformant ses procédures d'appel. Le délai nécessaire pour résoudre les litiges commerciaux est passé de 375 à 285 jours.

Par ailleurs, la nouvelle réglementation du travail en Géorgie facilite l'accès à de meilleurs emplois. Les charges sociales des entreprises sont passées de 31 % du salaire à 20 %, ce qui facilite l'embauche de nouveaux salariés. Le système de collecte de l'impôt sur les sociétés, trois fois plus efficace en moyenne cette année, a plus que compensé la perte de re-

FIGURE 1.1

**Taux de chômage élevé des jeunes, particulièrement chez les femmes**

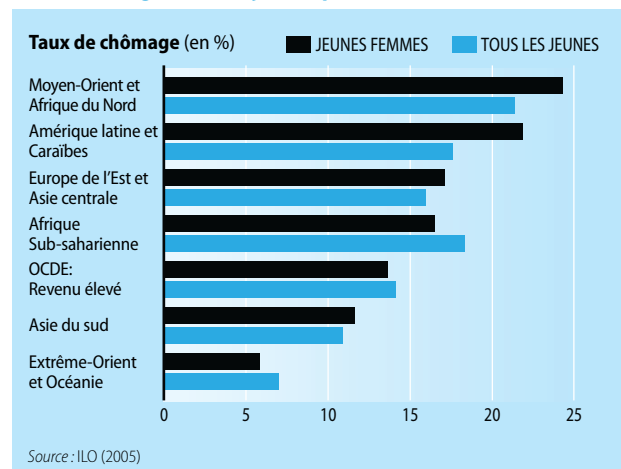


TABLEAU 1.1

**Les 10 premiers pays réformateurs en 2005/2006**

Pays	Création d'entreprise	Octroi de licences	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Géorgie	✓	✓	✓		✓			✓	✓	
Roumanie		✓	✓		✓	✓		✓		✓
Mexique	✓					✓	✓			
Chine	✓				✓	✓		✓		
Pérou	✓				✓	✓			✓	X
France		✓			✓			✓	✓	✓
Croatie	✓			✓					✓	
Guatemala	✓	✓		✓						
Ghana				✓			✓	✓		
Tanzanie	✓			✓		✓		✓		

Remarque : Les pays sont classés en fonction du nombre et de l'impact de leurs réformes. *Doing Business* commence par sélectionner les pays ayant effectué des réformes dans un minimum de trois des domaines couverts par le rapport. Ensuite, les pays sont classés en fonction de l'amélioration de leur rang pour « la facilité de faire des affaires » par rapport à l'année précédente. Plus cette amélioration est significative et meilleure est le classement du pays réformateur concerné. Un « X » indique une réforme négative.

Source : Base de données *Doing Business*

venus liée à la diminution des charges sociales, et le chômage a chuté de 2 points.

La Roumanie arrive en seconde position dans ce classement, ayant elle aussi réformé 6 des 10 domaines couverts par *Doing Business*. Elle a simplifié ses procédures d'obtention de permis de construire et mis en place un service unique de traitement des dossiers qui remplace les 5 différents services auxquels les entreprises devaient s'adresser auparavant. Le délai requis pour obtenir les documents de construction a diminué de 49 jours. Afin d'encourager les entreprises à embaucher de nouveaux entrants sur le marché du travail, la Roumanie a adopté une nouvelle réglementation du travail autorisant des contrats à durée déterminée renouvelables dans une limite de six ans, et a également facilité le commerce transfrontalier. Des audits effectués après le passage des marchandises permettent aux services des douanes de

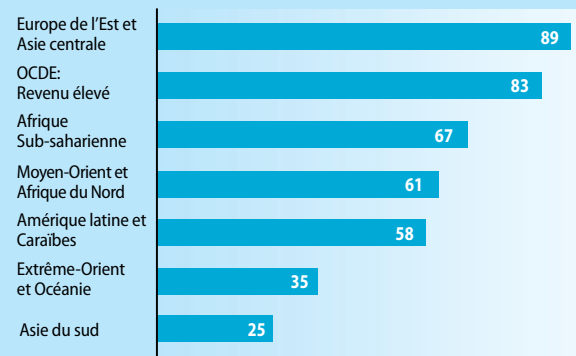
rapidement remettre les cargaisons de marchandises aux importateurs, le chargement des conteneurs étant contrôlé après l'arrivée de ces derniers à l'entrepôt. Le délai nécessaire aux entreprises exportatrices pour satisfaire l'ensemble des exigences imposées par la réglementation a été réduit de moitié et n'est plus que de 14 jours. et le nombre de documents d'exportation a été réduit de 4, il correspond désormais à la moyenne dans l'Union européenne.

Le Mexique est en troisième position grâce aux réformes effectuées dans les domaines de la création d'entreprises, de la protection des investisseurs et du paiement des impôts. Une nouvelle loi sur les valeurs mobilières définit pour la première fois les devoirs des administrateurs de sociétés, abandonnant l'obligation de « porter le même soin aux affaires de la société qu'aux siennes propres » et établissant, à la place, une liste d'activités qui constituent des infractions à cette obligation. Cette loi renforce également le contrôle pesant sur les conventions réglementées. Elle impose que l'ensemble des éléments d'une quelconque transaction bénéficiant à une personne de l'entreprise soit divulgué avant la transaction. D'autres réformes ont réduit les délais de création d'une entreprise dans la ville de Mexique de 58 à 27 jours : les notaires peuvent maintenant émettre sur le champ un numéro d'immatriculation fiscale et la procédure d'immatriculation de sociétés a été simplifiée. Le taux de l'impôt sur le revenu des sociétés a été passé de 33 % en 2004 à 30 % en 2005 et à 29 % en 2006.

FIGURE 1.2

**L'Afrique arrive au troisième rang en matière de réformes**

Pays ayant mis en œuvre au minimum une réforme positive en 2005/06 (en %)



Source : Base de données *Doing Business*

## L'Afrique réforme

L'année dernière ainsi que l'année précédente, l'Afrique était la lanterne rouge en termes de rapidité des réformes. Cette année, elle se place au troisième rang, derrière la région Europe de l'Est - Asie centrale et les pays à haut revenu membres de l'OCDE (voir figure 1.2). Deux tiers des pays africains ont effectué au moins une réforme. La Tanzanie et le Ghana se classent parmi les 10 premiers réformateurs.

En Côte d'Ivoire, transférer des titres de propriété prenait 397 jours en 2005. Les réformes effectuées ont notamment éliminé l'obligation d'obtenir l'autorisation du Ministère de l'Urbanisme préalablement au transfert. Aujourd'hui, seuls 32 jours sont nécessaires. Le Burkina Faso a ramené le nombre des procédures nécessaires pour créer une entreprise de 12 à 8, et la durée de ces procédures de 45 à 34 jours. Madagascar a réduit le montant du capital nécessaire pour démarrer une entreprise de 10 à 2 millions de francs. La Tanzanie a mis en place, au niveau des douanes, un système d'échange de données électroniques ainsi que des contrôles fondés sur le niveau de risque. Le délai de passage à la douane des importations a été réduit de 12 jours. La Gambie, le Nigéria et la Tanzanie ont réduit la durée des procédures judiciaires.

D'autres progrès sont en cours et seront reflétés par les indicateurs publiés dans *Doing Business 2007*. Le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, Madagascar, Malawi, Mali, le Mozambique, le Niger, le Nigéria et la Zambie ont tous engagé des réformes visant à simplifier la réglementation des entreprises. Les réformes les plus faciles – le simple trait de plume d'un ministre peut accomplir beaucoup – sont les premières effectuées. Quelques limitées que soient ces réformes initiales, elles permettent d'attirer les investisseurs en quête des opportunités de croissance qui en résulteront. Il est probable que l'essor économique de l'Inde procède d'une série de réformes simples adoptées dans les années 80.<sup>1</sup>

Plusieurs pays africains ont décidé de viser plus haut. L'Île Maurice s'est fixé pour objectif d'être classée parmi les 10 premiers pays pour la facilité de faire des affaires d'ici 2009. Ce pays a ciblé plusieurs domaines à réformer : l'assouplissement du droit du travail, réduction de la charge fiscale et accélération des procédures de création d'entreprises et de transfert de propriété. Voici un exemple de réforme : à partir de 2007, chaque entreprise recevra un numéro d'immatriculation unique et les chefs d'entreprise n'auront plus besoin de s'immatriculer en personne pour l'impôt sur le revenu des sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée, les droits de douanes et l'attribution de numéros de sécurité sociale. L'objectif est de faire circuler les informations au sein du gouvernement, plutôt, que d'obliger les chefs d'entreprise à perdre leur temps à courir de bureau en bureau.

## Chine, Europe de l'Est – Pays de réformes accélérées

Le reste du monde devrait relever que la Chine compte parmi les 10 premiers réformateurs. Le gouvernement a accéléré la procédure de création d'entreprise, augmenté la protection des investisseurs et réduit le nombre des démarches en douane. La Chine a également créé un registre d'information sur la solvabilité des consommateurs, utilisé pour l'attribution de prêts. Aujourd'hui, la solvabilité de 340 millions de chinois peut être évaluée grâce à ce registre.

L'Europe de l'Est est la région qui a le plus facilité la pratique des affaires. La volonté d'entrer dans l'Union européenne a stimulé les réformes en Croatie et en Roumanie. La Bulgarie et la Lettonie viennent juste derrière – et constituent respectivement le 11ème et le 15ème réformateur – El Salvador, l'Inde et le Nicaragua sont aussi dans ce groupe. La concurrence réglementaire dans l'Union élargie a stimulé l'élan de réformes.

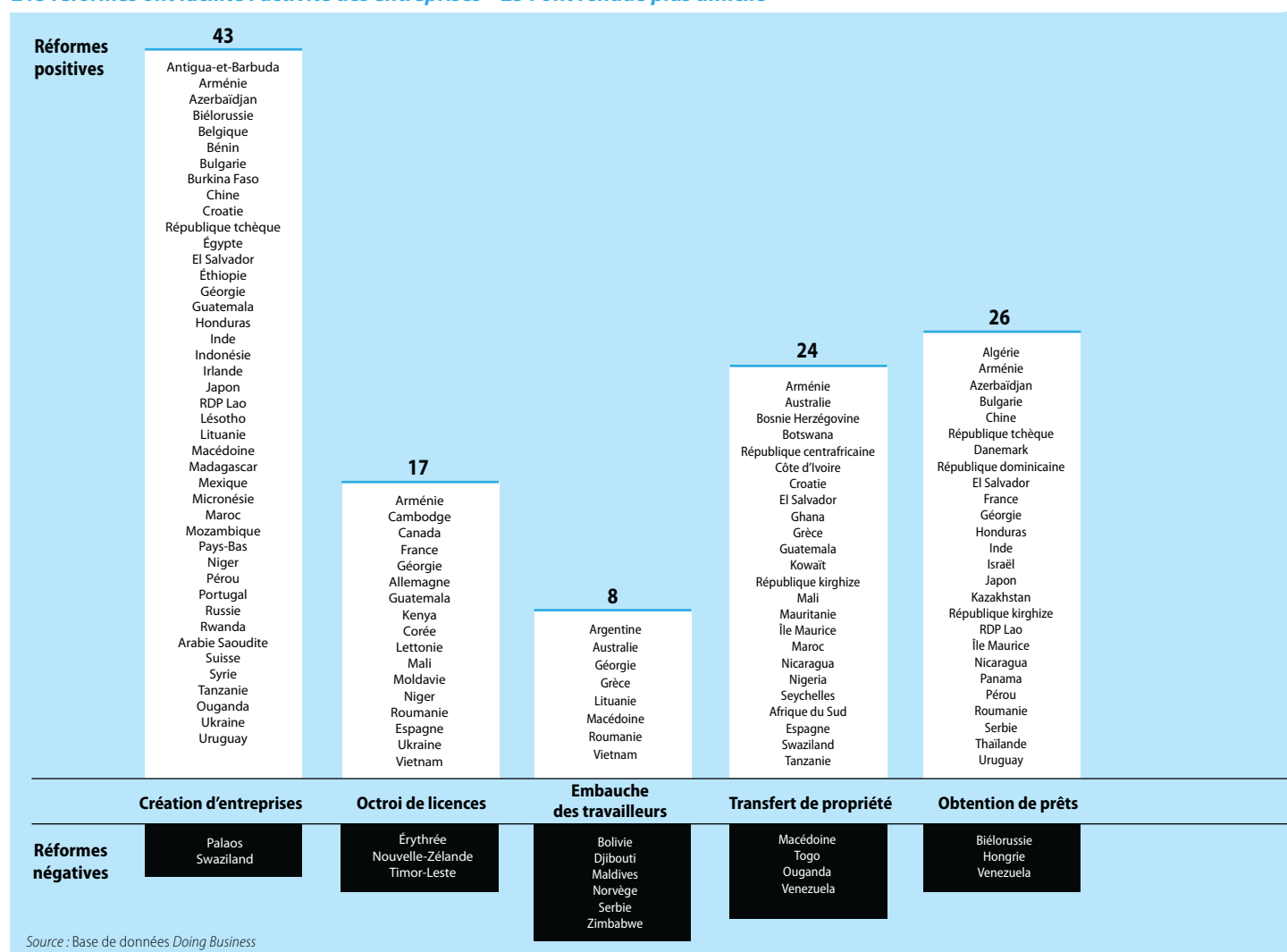
Voici les 3 réformes les plus audacieuses et produisant les progrès les plus significatifs, tels que mesurés par les indicateurs de *Doing Business* :

- Le renforcement de la protection des investisseurs au Mexique, grâce à une nouvelle loi sur les valeurs mobilières.
- L'assouplissement de la réglementation du travail en Géorgie, grâce à l'adoption d'un nouveau code du travail.
- La simplification des procédures d'importation et d'exportation en Serbie par la mise en place d'un nouveau code des procédures douanières.

La réforme la plus populaire en 2005/06 a été la simplification de la réglementation en matière de création d'entreprises. Quarante-trois pays ont simplifié leurs procédures dans ce domaine, réduisant coûts et délais (voir figure 1.3). La deuxième réforme la plus populaire a consisté à réduire les taux d'imposition et les démarches nécessaires au paiement de l'impôt. Il est très facile d'expliquer la popularité de ces réformes: le slogan électoral « plus d'emploi, moins d'impôts » est souvent efficace.

Plusieurs pays, y compris la Bolivie, l'Érythrée, la Hongrie, le Timor Oriental, l'Ouzbékistan, le Venezuela et le Zimbabwe ont reculé. Le Venezuela a rendu les transferts de propriété plus complexes pour les entreprises, ainsi que l'accès au crédit et le commerce transfrontalier. La pire des réformes cette année a été effectuée en Érythrée : en novembre 2005, le gouvernement de ce pays a suspendu tous les permis de construire et interdit à toute société privée d'accéder au marché de la construction.

FIGURE 1.3

**213 réformes ont facilité l'activité des entreprises – 25 l'ont rendue plus difficile****Singapour – pays champion en matière de facilité de mener des activités commerciales**

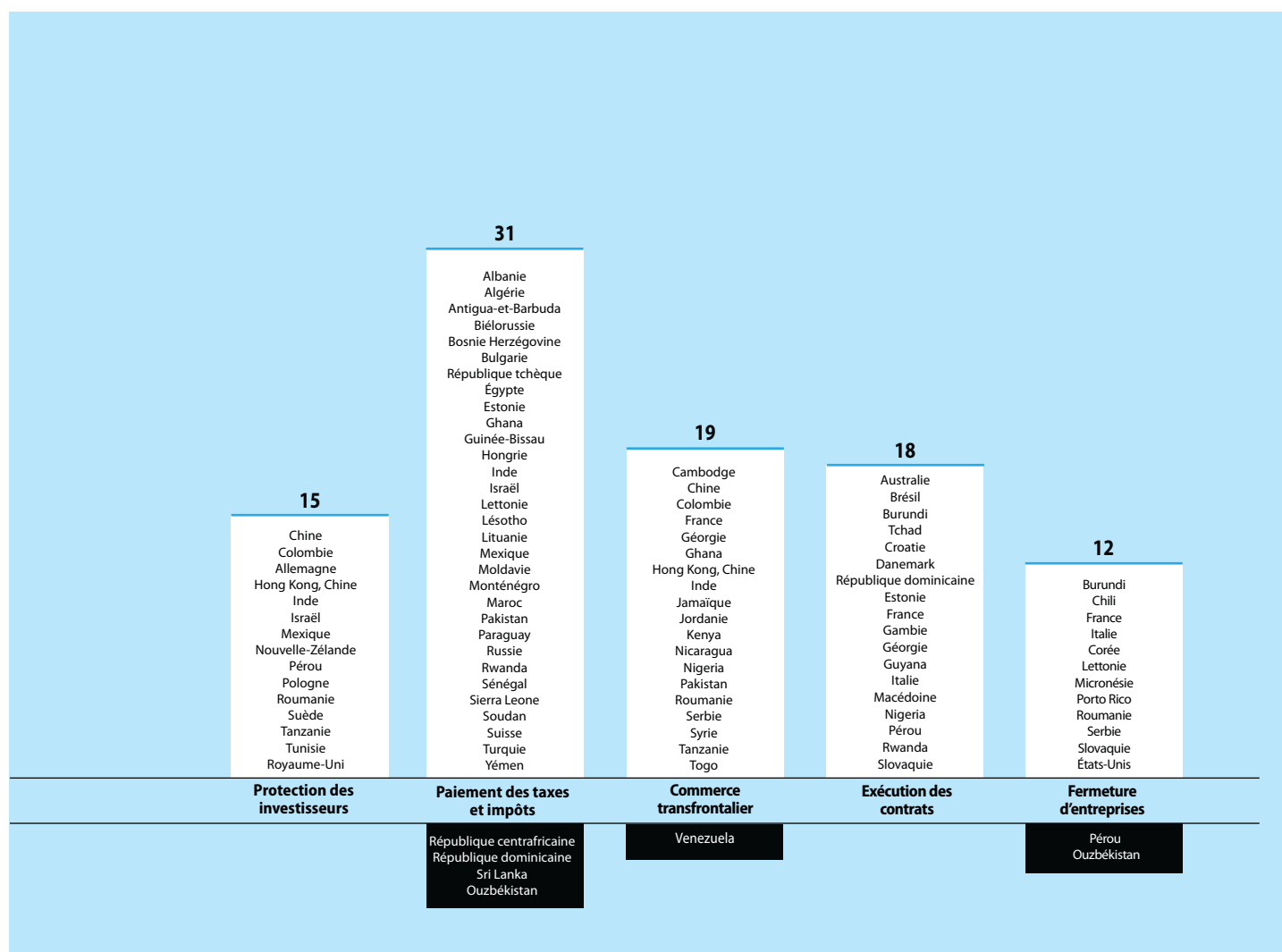
Singapour est devenu l'économie la plus accueillante du monde pour les entreprises en 2005/06, selon les indicateurs *Doing Business* (voir tableau 1.2). La Nouvelle-Zélande arrive en seconde position. Les États-Unis sont troisièmes.

Le classement de certains pays a fortement progressé. La Géorgie, par exemple, qui occupait le 112<sup>ème</sup> rang en 2004, est désormais 37<sup>ème</sup>. Le Mexique est passé au 43<sup>ème</sup> rang, un bond de 19 place. Ces changements majeurs illustrent les progrès qui peuvent être accomplis lorsqu'un pays poursuit ses efforts année après année.

Cependant, le classement des pays ne résume pas tout. L'indice sur la facilité de faire des affaires a un champ limité. Il couvre uniquement la réglementation des affaires. Il exclut des facteurs tels que la proximité de marchés importants, la qualité des services d'infrastructure (autres que les services

relatifs au commerce transfrontalier), la protection des biens contre le vol et le pillage, la transparence des procédures sur les marchés publics, la situation macroéconomique ou la solidité sous-jacente des institutions.<sup>2</sup> Ainsi, si le rang de la Namibie avoisine celui du Portugal pour la facilité de faire des affaires, cela ne signifie pas que les entreprises seront aussi désireuses d'opérer à Windhoek qu'à Lisbonne. L'éloignement de marchés importants et la piètre qualité des infrastructures – deux facteurs qui ne sont pas directement évalués par *Doing Business* – font de la Namibie une destination moins attrayante pour les investisseurs.

Cependant, un bon classement sur la « facilité de faire des affaires » signifie que le pays en question a mis en place un cadre réglementaire facilitant la vie des entreprises. Le fait de progresser dans les indicateurs *Doing Business* reflète souvent la mise en œuvre de réformes plus larges dans les domaines législatif et institutionnel, réformes dont l'impact va bien au-



delà des procédures administratives, délais et coûts nécessaires pour se conformer à la réglementation du secteur privé.

### Ce qui est mesuré finit par être effectué

En 2003, les bailleurs de fonds de l'Association internationale pour le développement ont fixé des objectifs en matière de réduction des délais et coûts de création d'entreprise conditionnant l'obtention d'aides supplémentaires. Seize pays ont réformé leurs procédures de création d'entreprises, réduisant les délais de 9% en moyenne et les coûts de 13%.<sup>3</sup> En 2004, le Compte du millénaire américain (Millennium Challenge Account) a également conditionné l'accès aux aides, sur la base des délais et coûts de création d'entreprise. Depuis, 13 pays ont engagé des réformes visant à satisfaire ce critère. Le Burkina Faso, El Salvador, la Géorgie et Madagascar y sont déjà parvenus. L'enseignement à en tirer : ce qui est mesuré finit par être effectué.

Publier des données comparatives sur la facilité de mener des activités commerciales encourage les gouvernements à engager des réformes. Depuis sa création en octobre 2003, l'initiative *Doing Business* a inspiré ou servi de substrat pour 48 réformes dans le monde. Le Mozambique est en train de réformer plusieurs aspects du secteur privé, avec l'objectif de parvenir au premier rang des pays d'Afrique méridionale pour la « facilité de faire des affaires ». Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont en concurrence pour décrocher la première place dans ce domaine en Afrique de l'Ouest. La Géorgie cherche à faire partie des 25 pays les mieux classés et utilise les indicateurs *Doing Business* pour mesurer ses progrès. L'Île Maurice et l'Arabie Saoudite veulent atteindre 10 premiers rangs.

Les comparaisons entre différents pays, et entre différentes villes au sein d'un même pays, sont des moteurs de réformes encore plus puissants. Diverses études récemment effec-

TABLEAU 1.2

**Classement des pays sur la « Facilité de faire des affaires »**

Classement			Classement			Classement		
2007	2006	Économie	2007	2006	Économie	2007	2006	Économie
1	2	Singapour	60	58	Kiribati	119	113	Iran
2	1	Nouvelle-Zélande	61	56	Slovénie	120	115	Albanie
3	3	États-Unis	62	57	Palau	121	122	Brésil
4	4	Canada	63	82	Kazakhstan	122	119	Surinam
5	6	Hong Kong, Chine	64	70	Uruguay	123	120	Équateur
6	5	Royaume-Uni	65	78	Pérou	124	134	Croatie
7	7	Danemark	66	60	Hongrie	125	125	Cap-Vert
8	9	Australie	67	72	Nicaragua	126	121	Philippines
9	8	Norvège	68	95	Serbie	127	127	Cisjordanie et Gaza
10	10	Irlande	69	61	Salomon (Îles)	128	132	Ukraine
11	12	Japon	70	64	Monténégro	129	124	Biélorussie
12	11	Islande	71	75	El Salvador	130	135	Syrie
13	14	Suède	72	65	Dominique	131	126	Bolivie
14	13	Finlande	73	63	Grenade	132	129	Gabon
15	16	Suisse	74	66	Pakistan	133	130	Tadjikistan
16	15	Lituanie	75	74	Pologne	134	138	Inde
17	17	Estonie	76	67	Swaziland	135	131	Indonésie
18	19	Thaïlande	77	68	Émirats arabes unis	136	133	Guyana
19	18	Porto Rico	78	73	Jordanie	137	139	Bénin
20	20	Belgique	79	76	Colombie	138	143	Bhoutan
21	21	Allemagne	80	77	Tunisie	139	136	Haïti
22	22	Pays-Bas	81	79	Panama	140	137	Mozambique
23	23	Corée	82	69	Italie	141	156	Côte d'Ivoire
24	31	Lettonie	83	80	Kenya	142	150	Tanzanie
25	25	Malaisie	84	83	Seychelles	143	142	Cambodge
26	26	Israël	85	85	Saint-Kitts-et-Nevis	144	141	Comores
27	27	Sainte Lucie	86	87	Liban	145	140	Iraq
28	24	Chili	87	86	Marshall (Îles)	146	152	Sénégal
29	28	Afrique du Sud	88	81	Bangladesh	147	151	Ouzbékistan
30	30	Autriche	89	89	Sri Lanka	148	146	Mauritanie
31	29	Fidji	90	104	République kirghize	149	148	Madagascar
32	32	Maurice (Île)	91	84	Turquie	150	157	Guinée équatoriale
33	33	Antigua-et-Barbuda	92	94	Macédoine	151	154	Togo
34	37	Arménie	93	108	Chine	152	147	Cameroun
35	47	France	94	102	Ghana	153	145	Zimbabwe
36	34	Slovaquie	95	91	Bosnie-Herzégovine	154	161	Soudan
37	112	Géorgie	96	97	Russie	155	166	Mali
38	35	Arabie saoudite	97	96	Éthiopie	156	155	Angola
39	38	Espagne	98	101	Yémen	157	149	Guinée
40	45	Portugal	99	100	Azerbaïdjan	158	158	Rwanda
41	36	Samoa	100	90	Népal	159	164	RDP Lao
42	39	Namibie	101	93	Argentine	160	170	Niger
43	62	Mexique	102	92	Zambie	161	153	Djibouti
44	42	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	103	88	Moldavie	162	159	Afghanistan
45	41	Mongolie	104	98	Vietnam	163	171	Burkina Faso
46	40	Koweït	105	99	Costa Rica	164	144	Venezuela
47	43	Taiwan, Chine	106	105	Micronésie	165	165	Égypte
48	44	Botswana	107	103	Ouganda	166	160	Burundi
49	71	Roumanie	108	109	Nigéria	167	162	République centrafricaine
50	48	Jamaïque	109	111	Grèce	168	163	Sierra Leone
51	46	Tonga	110	106	Malawi	169	167	Sao-Tomé-et-Principe
52	50	République tchèque	111	107	Honduras	170	168	Érythrée
53	49	Maldives	112	110	Paraguay	171	169	République du Congo
54	59	Bulgarie	113	118	Gambie	172	172	Tchad
55	52	Oman	114	116	Lesotho	173	173	Guinée-Bissau
56	51	Belize	115	117	Maroc	174	174	Timor-Leste
57	53	Papouasie-Nouvelle-Guinée	116	123	Algérie	175	175	République démocratique du Congo
58	54	Vanuatu	117	114	République dominicaine			
59	55	Trinité-et-Tobago	118	128	Guatemala			

Remarque : Le classement de l'ensemble des pays résulte d'une comparaison en date d'avril 2006 et est reproduit dans les Tableaux par pays. Le classement sur la « Facilité de faire des affaires » est la moyenne des classements des pays dans les 10 catégories couvertes par *Doing Business* 2007. Le classement de l'année dernière est indiqué en italique. Il est ajusté en fonction des changements apportés à la méthodologie utilisée, des corrections de données et de la présence de 20 pays supplémentaires. Pour des informations plus détaillées, voir Note Statistiques.

Source : Base de données *Doing Business*.

tuées dans 13 villes brésiliennes et 12 villes mexicaines ont instauré une concurrence interne farouche pour la mise en place d'un environnement réglementaire optimal pour l'activité des entreprises.<sup>4</sup> La raison en est simple : les réglementations fédérales étant identiques dans les deux pays, les maires ont du mal à expliquer pourquoi il faut plus de temps ou d'argent pour créer une entreprise ou transférer la propriété dans leur ville. Aucune excuse n'est valable.

Pour être utiles aux pays réformateurs, les indicateurs doivent être simples, faciles à reproduire et porter sur des changements de politique spécifiques. Ce n'est que dans ces conditions qu'ils pourront encourager les réformes et être utiles à l'évaluation de leur impact. Bien peu de mesures de ce type existent actuellement, mais ceci change rapidement. Dans plusieurs pays, tels que le Mali et le Mozambique, les entreprises privées contribuent désormais à identifier les réformes les plus urgentes. Habitues à penser en termes de résultat, elles montrent qu'il est important de porter une attention nouvelle à l'évaluation des progrès accomplis. La culture de bureaucrates disant à d'autres bureaucrates ce qui est bon pour les entreprises, est en train de disparaître rapidement. Avec elle disparaît l'aversion traditionnelle à une mesure de l'impact des réformes.

### Comment réformer

Dans les principaux pays réformateurs ces 3 dernières années, près de 85 % des réformes ont été effectuées au cours des 15 premiers mois après l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement. Qu'est-ce que cela prouve ? Que pour un gouvernement récemment élu (comme, par exemple, au Bénin et au Mexique) ou réélu (comme en Colombie), le meilleur moment pour faire adopter des réformes ambitieuses se situe au début de son mandat. Pour reprendre les propres mots d'un responsable politique : « Réformer, c'est

un peu comme essayer de réparer une voiture quand le moteur est encore en marche : vous n'avez pas le temps d'élaborer une stratégie ».

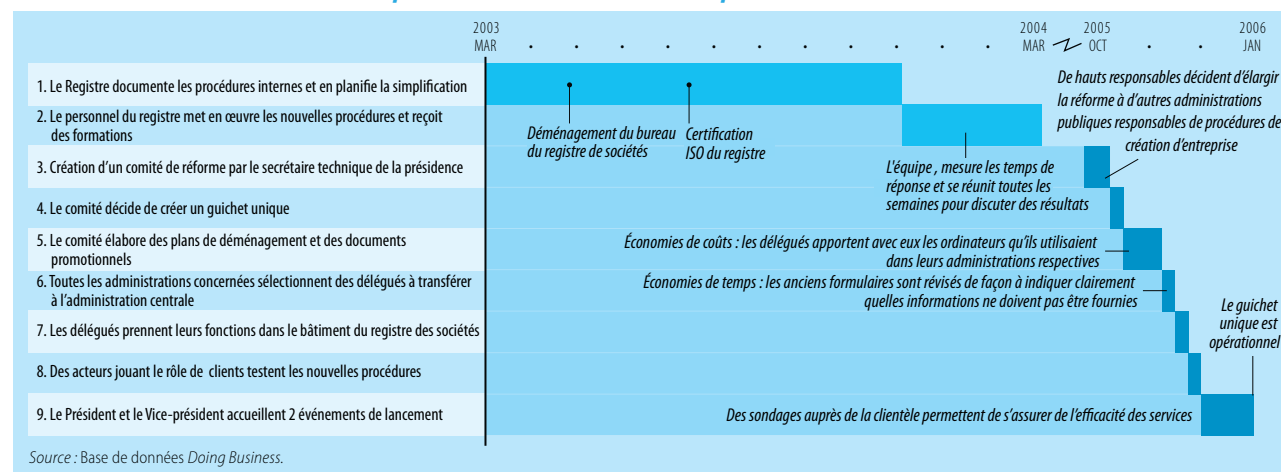
Lorsque le gouvernement parvient à mettre en œuvre les premiers éléments de réformes, la population elle-même commence à en noter les avantages : plus d'emplois sont créés et plus de ressources sont allouées aux secteurs de l'éducation et de la santé. Et les demandes de réformes se font croissantes. En Géorgie et en Roumanie, les deux pays dont le classement *Doing Business* a progressé le plus rapidement, le gouvernement a engagé des réformes dans plusieurs domaines à la fois dès le début de son mandat. Cependant, on note que peu de pays ont eu l'opportunité (ou ressenti une pression) les conduisant à engager des réformes dans tous les domaines. En réalité, les pays réformateurs doivent décider par quelles réformes commencer. Les 4 étapes d'une réforme réussie :

- Commencer simple, et penser à réformer en premier les procédures administratives, sans amender aucune loi.
- Éliminer les procédures inutiles, ce qui permettra de réduire le nombre de bureaucrates auxquels les chefs d'entreprise doivent s'adresser.
- Créer des formulaires de demande standard, et publier autant d'informations que possible sur la nouvelle réglementation.
- Enfin, ne jamais oublier que les très nombreuses difficultés auxquelles les entreprises sont confrontées résultent simplement de la façon dont la réglementation est administrée. L'Internet permet d'éliminer certaines de ces difficultés, sans changer une virgule à l'esprit de la réglementation.

El Salvador est passé par toutes ces étapes. En l'espace de 2 ans, ce pays est parvenu à réduire le délai de création d'une entreprise de 115 à 26 jours, sans apporter le moindre chan-

FIGURA 1.4

### Comment El Salvador a réformé ses procédures de création d'entreprises



gement à sa législation (voir figure 1.4). Ses réformes ont commencé, en 2003, par celle du registre des sociétés, qui s'est fixée l'objectif de devenir le premier registre d'Amérique latine à être certifié ISO. Le personnel du registre a effectué des études scientifiques sur l'organisation du travail pour tous les types de transaction, et en a éliminé toutes les étapes inutiles. Les sondages effectués auprès des clients ont permis d'obtenir leurs commentaires rapidement. En l'espace de 18 mois, le délai de création d'une entreprise est tombé à 40 jours, et le taux de clients satisfaits est passé de 32 à 87 %. Lors d'une seconde vague de réformes, un certain nombre d'employés du Ministère des Finances, du Ministère du Travail et de l'Institut de la caisse des retraites ont été transférés au registre des sociétés. Les chefs d'entreprise s'inscrivent désormais auprès des 4 administrations au cours d'une seule visite.

Le Pakistan a suivi la même voie. Il a mis en place une nouvelle procédure de déclaration douanière qui permet aux importateurs de déposer leurs déclarations de marchandises avant même que celles-ci n'arrivent à bon port. Il ne faut plus que 19 jours pour importer des marchandises entre la date de la signature du contrat de vente et celle de l'arrivée des marchandises à l'entrepôt. En 2004, il fallait compter 39 jours. La Jamaïque a mis en place un logiciel capable de détecter si un document accompagnant une cargaison est incomplet et de calculer le montant des droits de douanes à verser. Au Ghana, une nouvelle technologie relie les services des douanes à plusieurs banques commerciales afin que les douaniers puissent confirmer le paiement des droits sans démarche supplémentaire.

Les nouvelles technologies permettent souvent de simplifier les relations entre les chefs d'entreprise et l'administration fiscale. Madagascar a informatisé ses déclarations fiscales en octobre 2005. Si les informations figurant sur un formulaire sont exactement identiques à celles fournies précédemment, l'entreprise peut utiliser la déclaration précédente par un sim-

ple clic de souris. Avantage : le délai nécessaire pour remplir les obligations fiscales d'une entreprise a diminué de 17 jours. La Croatie a simplifié ses formulaires fiscaux, éliminant ainsi 8 pages des déclarations de revenu. Le délai nécessaire pour remplir les obligations fiscales d'une entreprise a diminué de 5 jours.

### Comment faciliter la vie de toutes les entreprises

Quelles que soient les réformes engagées par un pays, celui-ci doit toujours se poser la question suivante : « Qui en bénéficiera le plus ? » Si les réformes visent principalement à bénéficier aux investisseurs étrangers ou aux grandes entreprises, ou aux bureaucrates reconvertis en investisseurs, elles affaibliront certainement la légitimité du gouvernement. Toute réforme mise en œuvre doit viser à soulager tous les types d'entreprises : PME et grandes entreprises, entreprises nationales et étrangères, et entreprises rurales et urbaines. Ainsi, il devient inutile de chercher à savoir d'où viendra la prochaine vague de créations d'emplois. Chaque entreprise, qu'il s'agisse d'un studio de cinéma à Lagos, d'un développeur de logiciels à Bangalore ou d'une société de transcription de notes de médecins à Belize City, aura l'opportunité de prospérer.

---

### Remarques

1. Rodrik et Subramanian (2005).
2. L'édition de *Doing Business* qui sera publiée l'année prochaine élargira la portée des indicateurs afin de couvrir l'infrastructure des entreprises et éventuellement la transparence des procédures d'attribution de marchés publics.
3. Ces objectifs ont été remplacés par des objectifs moins ambitieux lors de la deuxième série d'attributions de subventions. Une opportunité d'encourager des réformes supplémentaires a été manquée.
4. FIAS (2006a, 2006b).

## Création d'entreprise

Le Portugal est arrivé en tête des pays réformateurs en 2005/2006 dans la catégorie « Création d'entreprises ». Alors qu'il y a un an il fallait 54 jours pour créer une entreprise dans ce pays, aujourd'hui il n'en faut plus que 8. « J'ai passé des semaines à errer de bureau en bureau, suppliant l'un pour un timbre, l'autre pour une signature. Rien que faire approuver le nom de la société a demandé 15 jours. Et ensuite, il a fallu passer par le bureau des certifications, le bureau du registre des sociétés, l'administration fiscale, le service de la caisse nationale de retraites et d'autres encore », se souvient José, un entrepreneur de Lisbonne. Tout cela appartient désormais au passé.

Au total, quarante-trois pays ont assoupli leurs procédures de création d'entreprise au cours des douze derniers mois, et ces réformes ont pris une dimension sans précédent en Afrique. Dix pays africains ont mis en œuvre des réformes,

en commençant par le Burkina Faso et Madagascar. Par comparaison, en 2004, seuls la Côte d'Ivoire et le Nigéria avaient assoupli leur procédure de création d'entreprise. Ces réformes étaient particulièrement nécessaires, car 6 des 10 pays dans lesquels cette procédure est la plus difficile sont situés sur le continent africain (voir tableau 2.1).

Le renversement de tendance récent en matière de réformes montre que, lorsqu'on prend la peine de mettre en place des systèmes visant à mesurer les progrès accomplis, des progrès sont réalisés. Le Compte du Défi du Millénaire (Millennium Challenge Account) mis en place par les États-Unis fixe des conditions à satisfaire qui concernent notamment les délais et les coûts de création d'une entreprise : avant de pouvoir demander une aide, un pays doit être mieux classé que la moyenne des pays éligibles dans ces deux catégories. Les réformes menées au Burkina Faso, au Salvador, en Géorgie et à Madagascar ont permis à ces pays de satisfaire ces critères.

Ces réformes ont également brisé de vieux tabous. Sept pays (la Chine, la Géorgie, le Japon, la République démocratique populaire du Laos, Madagascar, la Micronésie et le Maroc) ont réduit ou éliminé le capital minimum exigé – plus qu'au cours des 5 dernières années réunies. D'autres pays continuent à exiger un niveau de capital minimum afin de protéger les créanciers de l'entreprise, mais ceci n'a pas beaucoup de sens. Pour que le capital minimum réduise effectivement les risques auxquels les créanciers sont exposés, ne faudrait-il pas que ce minimum varie en fonction de la taille de la société et de son secteur d'activité ? Et ce minimum étant de 58 422 USD en Syrie et de 124 464 USD en Arabie Saoudite, peu d'entrepreneurs ont les moyens de s'inscrire au registre et un grand nombre d'entre eux optent pour un statut officieux.

TABEAU 2.1

**Dans quels pays est-il facile de créer une entreprise ?  
Dans quels pays est-ce difficile ?**

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Canada	1	Tadjikistan	166
Australie	2	Haïti	167
Nouvelle-Zélande	3	Erythrée	168
États-Unis	4	Togo	169
Hong Kong, Chine	5	Angola	170
Irlande	6	Yémen	171
Roumanie	7	Rép. démocratique du Congo	172
Porto Rico	8	Cisjordanie et Gaza	173
Royaume-Uni	9	Tchad	174
Jamaïque	10	Guinée-Bissau	175

*Remarque :* Les rangs indiqués correspondent à la moyenne des classements de chaque pays en matière de procédures, de délai, de coûts et de capital libéré minimum pour démarrer une entreprise. Pour des informations plus détaillées, voir Remarques sur les chiffres.

Source : Base de données Doing Business

Lorsque la procédure de création d'entreprise est facilitée, on note une augmentation du nombre d'entreprises déclarées. Au Salvador, par exemple, le nombre d'entreprises enregistrées est aujourd'hui cinq fois supérieur à ce qu'il était avant que le gouvernement ne réforme la procédure. En Macédoine, le nombre d'entreprises créées a fait un bon de 78 % après la réforme, et en Géorgie, en Lituanie et en Ouganda, cette progression est respectivement de 55 %, 25 % et 16 %.

Encourager les entreprises à faire partie intégrante de l'économie formelle présente deux avantages. Premièrement, les entreprises déclarées se développent plus que celles qui

ne le sont pas. Dans une étude récemment effectuée sur les entreprises non déclarées à Sao Paulo, les chefs d'entreprise indiquent qu'ils pourraient doubler leur niveau d'activité s'ils étaient déclarés.<sup>1</sup> Pourquoi ? Parce qu'ils pourraient ainsi devenir les fournisseurs des plus grandes entreprises et exporter directement. De plus, ils n'auraient plus à craindre les contrôles des inspecteurs du gouvernement ou de la police – et plus besoin de leur verser des dessous de table. Ensuite, les entreprises déclarées paient des impôts, ce qui augmente les revenus de l'État.<sup>2</sup>

## Qui sont les réformateurs ?

Au Portugal, maintenant l'une des économies où la procédure de création d'entreprise est la plus rapide (voir tableau 2.2), un chef d'entreprise utilisant le nouveau système d'immatriculation accéléré choisit simplement un nom préalablement approuvé sur le site web du registre des sociétés et se rend ensuite au service de création d'entreprises où il peut effectuer l'ensemble des procédures en une visite. Le registre prend en charge l'enregistrement fiscal de la nouvelle société, ainsi que son immatriculation auprès de la caisse nationale de retraites et des services de cotisations sociales des entreprises, et publie l'avis de constitution de la société sur le site web du Ministère de la Justice. Le fait de donner aux demandeurs la possibilité d'utiliser des statuts standards accélère considérablement la procédure et élimine les sources d'erreur – ainsi que le besoin de faire certifier les documents. De plus en plus d'entreprises tirent parti de ce nouveau service. En l'espace d'un an, le nombre d'entreprises qui l'utilisent est passé de 12 à 75 par jour.

Le continent africain s'est particulièrement distingué en 2005/2006 par le nombre de pays ayant engagé des réformes dans ce domaine. Madagascar a réduit le capital minimum

nécessaire de 80 % et accéléré la procédure d'immatriculation en réaffectant un employé de l'administration juridique au service d'immatriculation. Ces améliorations ont permis à Madagascar de se classer parmi les 10 premiers pays réformateurs (voir figure 2.1). Le Burkina Faso a regroupé licences professionnelles, constitution de société, immatriculation fiscale et inscription à la caisse nationale de retraites en un point d'accès unique, réduisant ainsi de 25 % le délai nécessaire pour créer une entreprise. L'Éthiopie et l'Ouganda ont accéléré la procédure de déclaration. Le Bénin et le Niger ont éliminé l'obligation faite aux entreprises de prépayer leurs impôts avant de commencer leurs activités. Le Mozambique et la Tanzanie ont simplifié leur régime d'octroi de licences. Le Nigéria autorise désormais les chefs d'entreprise à vérifier la disponibilité d'un nom de société directement sur un site web. Le Lesotho a réduit le délai de la procédure en créant un formulaire unique en matière de déclaration de revenus et de plus-values. Enfin, le Rwanda a annulé une loi initialement promulguée durant l'ère coloniale, qui limitait à un seul le nombre de notaires dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui, 33

FIGURE 2.1

### 10 premiers réformateurs en matière de création d'entreprises

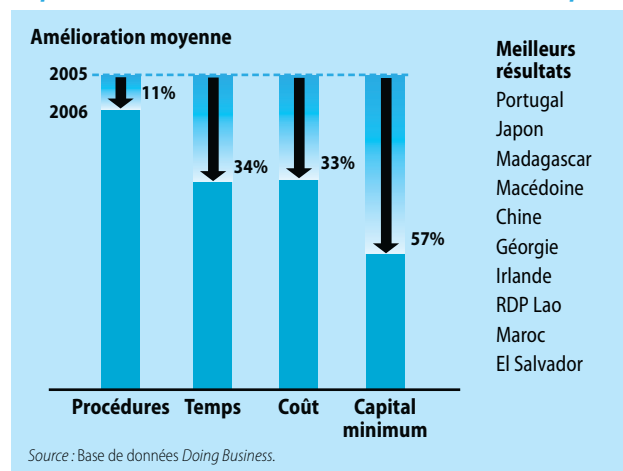


FIGURE 2.2

### Grandes améliorations en Chine et en Inde

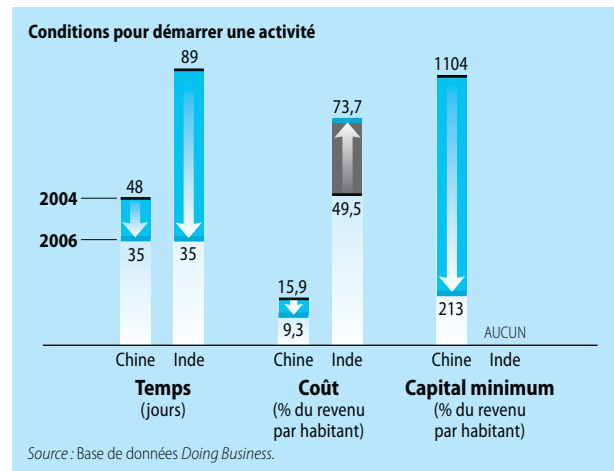


TABLEAU 2.2

**Quel pays réglementent le plus, et le moins, le lancement d'une entreprise?****Procédures (nombre)**

Le moins		Le plus	
Australie	2	Azerbaïdjan	15
Canada	2	Bolivie	15
Nouvelle-Zélande	2	Biélorussie	16
Afghanistan	3	Venezuela	16
Danemark	3	Brésil	17
Finlande	3	Guinée-Bissau	17
Suède	3	Paraguay	17
Belgique	4	Ouganda	17
Irlande	4	Tchad	19
Norvège	4	Guinée équatoriale	20

**Délai (jours)**

Le moins		Le plus	
Australie	2	Angola	124
Canada	3	Guinée équatoriale	136
Danemark	5	Venezuela	141
Islande	5	Sao-Tomé-et-Principe	144
États-Unis	5	Brésil	152
Singapour	6	Rép. démocratique du Congo	155
Porto Rico	7	RDP Lao	163
France	8	Haïti	203
Jamaïque	8	Guinée-Bissau	233
Portugal	8	Surinam	694

**Coût (% du revenu par habitant)**

Le moins		Le plus	
Danemark	0,0	Yémen	228,0
Nouvelle-Zélande	0,2	Cambodge	236,4
Irlande	0,3	Togo	252,7
États-Unis	0,7	Guinée-Bissau	261,2
Suède	0,7	Gambie	292,1
Royaume-Uni	0,7	Cisjordanie et Gaza	324,7
Porto Rico	0,8	Niger	416,8
Singapour	0,8	Rép. démocratique du Congo	481,1
Canada	0,9	Angola	486,7
Finlande	1,1	Sierra Leone	1.194,5

**Capital minimum avancé**

Le plus	% du revenu par habitant	US\$
Timor-Leste	667	5.000
Égypte	695	8.683
Niger	778	1.867
Jordanie	864	21.610
Guinée-Bissau	1.029	1.852
Arabie saoudite	1.057	124.464
Éthiopie	1.084	1.734
Cisjordanie et Gaza	1.890	18.008
Yémen	2.566	15.394
Syrie	4.233	58.422

Remarque: Soixante-quatre pays n'imposent aucun capital minimum.

Source : Base de données Doing Business.

TABLEAU 2.3

**Le guichet unique, une réforme populaire en 2005-2006****Création d'un guichet unique**

Burkina Faso, Croatie, El Salvador, Guatemala, Lituanie, Macédoine, Portugal, Ukraine

**Simplification de l'enregistrement auprès du fisc**

Arménie, Bénin, Bulgarie, Inde, Lesotho, Lituanie, Tanzanie, Uruguay

**Réduction ou suppression du capital minimum requis**

Chine, Géorgie, Japon, RDP Lao, Madagascar, Micronésie, Maroc

**Accélération de l'enregistrement via des réformes institutionnelles**

Biélorussie, Éthiopie, Honduras, Mexique, Russie, Rwanda, Arabie saoudite

**Réduction du droit de timbre et de l'impôt sur les capitaux**

Belgique, Irlande, Pays-Bas, Suisse, Syrie

**Simplification des documents à présenter pour l'enregistrement**

Azerbaïdjan, Égypte, Indonésie, RDP Lao, Niger

**Optimisation des procédures d'octroi de licences**

Mozambique, Pérou, Tanzanie

**Enregistrement administratif**

Antigua-et-Barbuda, République tchèque, Macédoine, Ouganda

Source : Base de données Doing Business.

notaires travaillent dans ce pays, ce qui permet de réduire les délais de création d'entreprise.

La Chine et l'Inde ont toutes deux réduit le délai de création d'entreprise de 35 jours (voir figure 2.2). L'Inde a simplifié son système particulièrement complexe de déclaration fiscale, réduisant ainsi de moitié la durée de la procédure. La Chine a amendé sa loi sur les sociétés, réduisant capital minimum exigé de 70 % et éliminant un examen approfondi des dossiers par les employés du registre. Ailleurs en Asie, l'Indonésie a continué à accélérer la procédure d'approbation au ministère de la Justice, ce qui a permis de réduire de nombreuses semaines le délai de création d'une entreprise.

Un certain nombre de pays européens travaillent principalement à la réduction du coût de leurs procédures ou à leur simplification. L'Irlande et les Pays-Bas ont aboli l'impôt sur le capital. La Suisse a éliminé les droits de timbre sur le premier million d'euros de capital d'une nouvelle entreprise. La Belgique a réduit de moitié le coût de création d'une entreprise en abolissant les droits d'immatriculation, et a par ailleurs mis en place un projet pilote d'immatriculation sur Internet. La Géorgie a réduit le capital minimum de 90 %. La Macédoine, un autre pays figurant au palmarès des 10 nations les plus réformatrices, a transféré la procédure de création d'entreprise du secteur judiciaire au secteur administratif et regroupé les procédures d'immatriculation de la société, d'immatriculation fiscale et d'immatriculation auprès de l'administration responsable de la caisse nationale de retraites. Le délai de création d'une entreprise est ainsi passé de 48 à

18 jours. L'Ukraine a mis en place un guichet unique. La Lituanie a créé un guichet unique en ligne (voir tableau 2.3).

Le Salvador est en tête en Amérique latine dans ce domaine de réformes pour la deuxième année consécutive. Ce pays est parvenu à réduire le nombre de ses procédures de 12 à 10, et le délai de 40 à 26 jours. Le Honduras a réduit de 18 jours le délai en déléguant la procédure de création d'entreprise à des chambres de commerce privées. Le Guatemala a regroupé les procédures d'immatriculation commerciale, fiscale et auprès de la caisse des retraites. Le Mexique autorise les entreprises à faire effectuer leur immatriculation fiscale par notaire au moment de leur constitution, ce qui leur permet d'économiser trois semaines. La municipalité de Lima, au Pérou, accorde désormais une licence municipale en une

semaine, et non plus en un mois. L'Uruguay a fusionné la procédure d'immatriculation fiscale avec la procédure d'immatriculation auprès de la caisse des retraites.

Quatre réformes différentes ont été effectuées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le Maroc a réduit le montant du capital minimum à 67 % du revenu par habitant. La Syrie a réduit ses droits de timbre de 1,5 % à 0,5 % du montant du capital initial. L'Égypte a réduit de 30 % le coût de création d'une entreprise en abaissant les droits d'immatriculation et en exigeant la publication de l'avis de constitution au registre plutôt que dans la gazette gouvernementale. L'Arabie Saoudite a simplifié les procédures au ministère du Commerce et réduit le délai de 64 à 39 jours.

## Comment réformer

Pour un gouvernement qui vient d'accéder au pouvoir en faisant campagne sur le thème des réformes, un bon point de départ consiste à modifier la loi sur les sociétés. Éliminer le capital minimum, transformer la procédure d'immatriculation de société en une procédure administrative et non plus judiciaire et permettre que les avis d'immatriculation soient publiés sur l'Internet ou au registre.

Créer une entreprise prend 20 jours ou plus en moyenne lorsque des juges doivent approuver la demande. La Serbie et l'Ouganda ont éliminé ce délai en créant un nouveau registre administratif. La Bulgarie a fait de même en avril 2006, malgré l'opposition farouche de l'administration judiciaire. Le Honduras et l'Italie ont transféré la responsabilité de ces procédures, qui relevait des juges, à des chambres de commerce privées. La Bosnie Herzégovine, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie ont décidé de laisser les tribunaux en charge de cette procédure, mais ils ont transféré la responsabilité des juges à des employés de l'administration judiciaire.

Voici par exemple comment la Serbie s'y est pris. Le gouvernement a décidé qu'une réforme radicale serait meilleure que de chercher à lutter avec le système existant. Il aura fallu au total deux ans pour mettre en place cette réforme, qui a commencé par l'organisation d'un séminaire sur les procédures d'immatriculation d'entreprises en janvier 2003 dans les pays de l'Union européenne (voir figure 2.3). Cette réforme a rencontré une opposition considérable de la part de l'administration judiciaire, une mise entre parenthèse de 8 mois à la suite de l'assassinat du Premier ministre Zoran Djindjic, ainsi que des difficultés techniques juste avant l'ouverture du nouveau registre administratif. Malgré tous ces obstacles, cette réforme a été menée à bien.

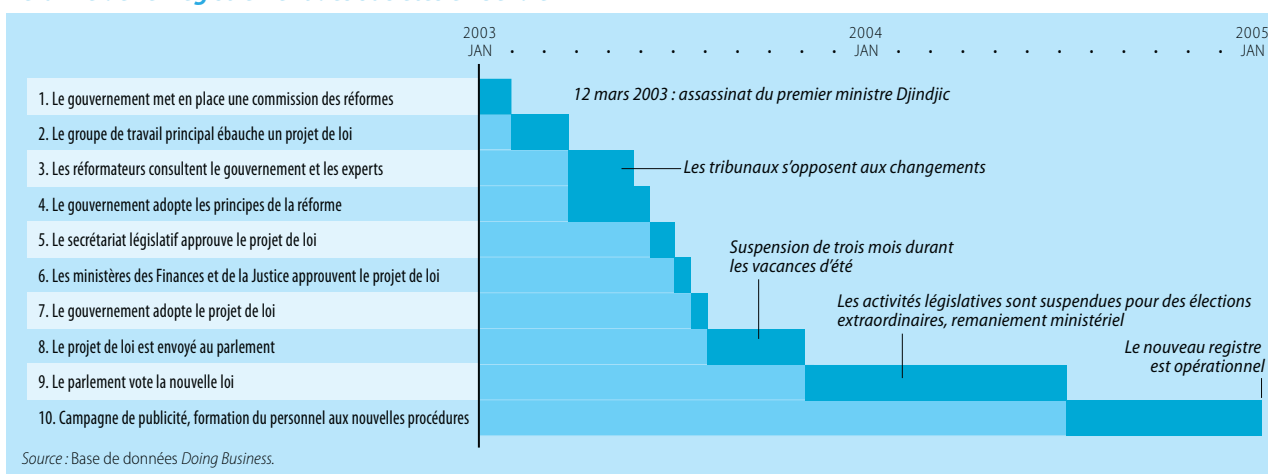
En mai 2004, le parlement a voté la loi de création du

nouveau registre. Grâce à cette réforme, la procédure d'immatriculation a été simplifiée et les administrations responsables sont désormais toutes reliées à une base de données électronique centralisée. Le registre ne dispose plus du pouvoir de vérifier l'authenticité des données ou de refuser l'immatriculation d'une société lorsque le dossier de demande est complet. Une règle « qui ne dit mot consent » garantit l'immatriculation du demandeur dans les 5 jours.

Dès la promulgation de cette loi, l'attention du gouvernement s'est concentrée sur la formation et la publicité. Le directeur du registre, nommé en juillet 2004, est devenu le porte-parole de la campagne de publicité mise sur pieds. En janvier 2005, lorsque le nouveau registre a ouvert ses portes, tout le monde en avait entendu parler. Les nouvelles immatriculations ont augmenté de 43 % dès la première année.

La Slovaquie, elle, a adopté une approche différente, préférant réformer par étapes. En octobre 2003, un an avant de devenir officiellement membre de l'Union européenne, la Slovaquie a promulgué la Loi sur le registre commercial, qui a transféré la responsabilité de la procédure d'immatriculation, relevant alors des juges, aux employés de l'administration juridique. Des documents standards et des procédures de déclaration claires ont remplacé un examen approfondi des dossiers par les juges. Et la Slovaquie ne s'est pas arrêtée là. En juillet 2004, elle a réduit le délai légal pour émettre une licence commerciale de 15 à 7 jours. En octobre 2004, elle a amendé son Code commercial afin de clarifier les raisons pouvant justifier le rejet d'une demande d'immatriculation, et en janvier 2005, en amendant ses lois d'administration fiscale et d'imposition sur les plus-values, elle a simplifié la procédure d'immatriculation fiscale. Trois ans après la promulgation de la loi de réforme du registre commercial, créer une entreprise dans ce pays ne prend plus que 25 jours, au lieu de 103 auparavant.

FIGURE 2.3

**Réforme de l'enregistrement des sociétés en Serbie**

Les pays réformateurs souhaitant commencer de façon simple pourraient d'abord envisager des réformes administratives : éliminer les procédures inutiles, mettre en place un service unique où s'effectue l'ensemble des procédures, créer des formulaires de demande standard et instaurer un système d'identification des sociétés par un numéro unique.

Le Portugal a suivi cette voie et a réformé son système en 5 mois. Dès que le nouveau gouvernement est arrivé aux affaires en mars 2005, il a constitué un groupe de travail au ministère de la Justice. Sa mission consistait à réduire autant que possible le nombre de procédures d'approbation et d'inspections sur le site des nouvelles entreprises. Une nouvelle loi a été adoptée dans les 3 mois et approuvée par le gouvernement le 30 juin 2005. Aucune ratification du parlement n'était nécessaire car la loi portait uniquement sur les sociétés, pas sur les tribunaux. Une semaine plus tard, la loi a été signée par le Président de la République et publiée dans la gazette officielle. Elle est entrée en vigueur le 13 juillet. Le logiciel du registre a été amélioré pendant que le texte de loi était rédigé, et dans la mesure où le système est désormais plus simple, le personnel du registre a pu y être formé très rapidement. En résumé, le système de procédure accéléré a été en place au mois d'août. Coût de cette réforme : 350 000 USD.

Créer un service central responsable de l'ensemble des procédures a été la réforme la plus populaire en 2005/2006. Huit pays, le Burkina Faso, la Croatie, le Salvador, le Guatemala, la Lituanie, la Macédoine, le Portugal et l'Ukraine, ont regroupé leurs administrations en charge de l'immatriculation des sociétés, l'immatriculation fiscale et de la caisse des retraites dans un bâtiment unique. Quinze autres pays ont créé un guichet unique entre 2003 et 2005.

Cependant, créer ce type de service ne suffit pas. Un grand nombre d'autres procédures pourraient être requises avant qu'une société puisse officiellement fonctionner, et

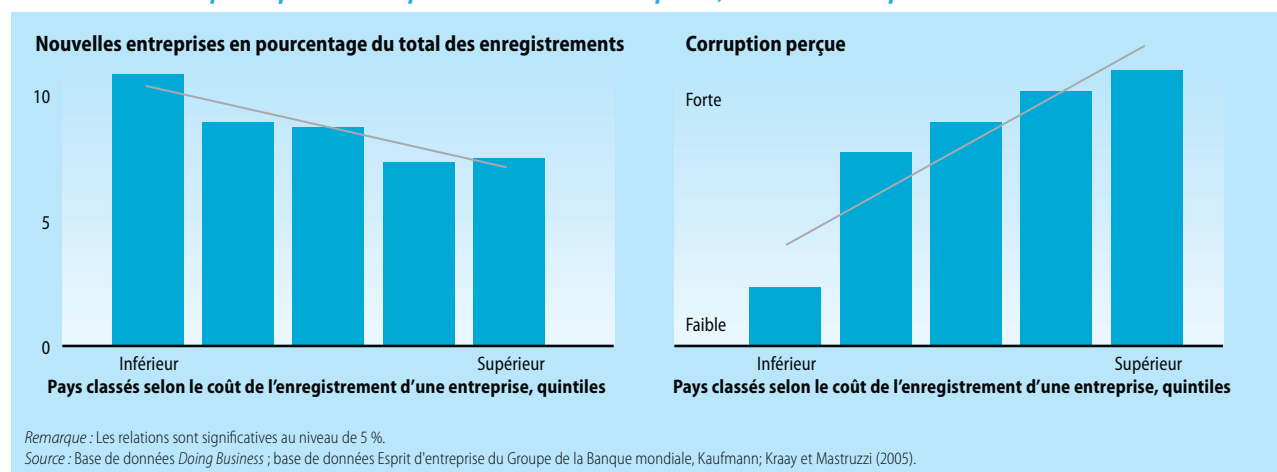
notamment obtenir des documents et les faire certifier par une administration, déposer le capital initial ou se faire immatriculer auprès de la caisse des retraites. Même au Portugal, une entreprise doit effectuer 5 procédures différentes à cette fin, en plus de rendre visite à l'administration centrale. Au Burkina Faso, ces procédures sont au nombre de 7, et de 9 en Macédoine. Les guichets uniques donnent les meilleurs résultats lorsque les autres procédures nécessaires à la mise en route d'une entreprise sont éliminées ou simplifiées.

Le Salvador est parvenu à réduire le délai de création d'une société sans effectuer le moindre changement législatif. Dans ce pays, la réforme a commencé en 2003 au sein du service du registre des sociétés en fixant un objectif unique : devenir le premier registre d'Amérique latine à décrocher la certification ISO. Le personnel du registre a effectué des études scientifiques sur l'organisation du travail pour tous les types de transaction, et en a éliminé toutes les étapes inutiles. Les sondages effectués auprès des clients a permis d'obtenir leurs commentaires rapidement. En l'espace de 18 mois, le délai de création d'une entreprise est tombé à 40 jours, et la proportion de clients satisfaits a atteint 87 %.

Les réformateurs sont cependant allés plus loin et ont transféré une partie du personnel du ministère des Finances, du ministère du Travail et de l'institut de la caisse des retraites au service du registre des sociétés. Les chefs d'entreprise s'inscrivent désormais auprès des 4 administrations au cours d'une seule visite et peuvent créer leur société en l'espace de 26 jours, au lieu de 115 avant la réforme.

Quelle que soit la réforme mise en œuvre, les pays réformateurs sont encouragés à promouvoir les changements apportés à leur système et à mesurer leur impact sur les nouvelles immatriculations. Souvent les pays réformateurs se révèlent assez faibles sur ce volet publicitaire, et, pour cette raison, peu d'entreprises savent à quel point les procédures

FIGURE 2.4

**Lancement d'entreprises plus facile – plus de nouvelles entreprises, moins de corruption**

ont été simplifiées. Le Salvador a été le premier à mettre en place une administration centrale en 1999, mais les entreprises locales ont longtemps pensé qu'elle était réservée aux étrangers. Les enseignements de cette erreur ont été tirés depuis lors. Lors du deuxième programme de réforme, les réformateurs ont organisé deux manifestations d'inauguration officielles, avec coupure de ruban par le Président de la République, Antonio Saca et la Vice-présidente Ana Escobar. La campagne médiatique a permis de garantir que toutes les entreprises soient informées de la mise en place du nouveau système avant sa mise en route en janvier 2006.

Enfin, il est conseillé aux réformateurs d'être fidèles à un principe de simplification. Les procédures d'immatriculation trop lourdes entraînent des complications pour les

entreprises et engendrent davantage de corruption, particulièrement dans les pays émergents (voir figure 2.4).<sup>3</sup> Chaque procédure représente un autre point de contact, et par conséquent une autre opportunité de demander des dessous de table. Coût de tels systèmes : les emplois qui auraient pu être créés par de nouvelles entreprises sont perdus.<sup>4</sup>

### Remarques

1. Bertrand et autres (2006).
2. Djankov et autres (2002).
3. Svensson (2005).
4. Klapper (2006).

## Octroi de Licences

Contrôler la qualité des travaux de construction est nécessaire à la protection des personnes qui vivront et travailleront dans un bâtiment. Les gouvernements se préoccupent de cette protection depuis des siècles. Les documents qui nous restent de la maison de Socrate, bâtie au 4<sup>ème</sup> siècle avant notre ère, comprennent des indications concernant les critères de contrôle de cette époque : « L'entrepreneur doit placer les joints les uns contre les autres afin de s'assurer qu'ils s'assemblent, et avant d'insérer des chevilles, il doit montrer à l'architecte que toutes les pierres s'assemblent, les placer correctement, puis les monter à l'aide de chevilles de fer à raison de deux par pierre... »<sup>1</sup>

Il y a toujours un compromis à faire entre la sécurité que les permis et autorisations visent à assurer, et leur coût, à la fois pour les entrepreneurs et pour les pouvoirs publics. Dans 70 pays, l'obtention d'un permis de construction prend plus de temps que la construction elle-même. La plupart de ces

pays sont situés en Afrique, continent qui compte 5 des 10 pays dans lesquels il est le plus difficile d'effectuer des travaux de construction (tableau 3.1).

Lorsque les procédures sont complexes et que le délai d'obtention des permis et autorisations ainsi que les coûts attachés à ces permis, sont importants ; peu de travaux de construction s'effectuent dans la légalité. Pensez au défi que représente l'obtention d'un permis de construire au Mozambique, où la réglementation dans ce secteur date des années 1880 : il faut passer par 13 procédures gérées par 9 administrations distinctes et se soumettre à 5 contrôles différents.

*Doing Business* examine la question des permis de construire car le secteur de la construction est l'un des plus importants dans tous les pays et que la nécessité de le réglementer est évident. Cependant, on retrouve aussi le même type de problème dans d'autres secteurs. Au Kenya, le gouvernement accorde (ou refuse) des permis dans tous les secteurs d'activité. En 2005, il a demandé à ce que soient examinés 1 347 critères de permis et d'autorisations destinés aux entreprises. À ce jour, il a proposé d'éliminer 118 permis. D'ici la fin de l'année 2007, 700 autres seront simplifiés et 320 seront abolis. Cependant des problèmes subsistent. Certains ministères n'ont pas soumis la liste des permis dont ils ont la responsabilité et des droits à verser, et la nouvelle réglementation proposée par le gouvernement n'a toujours pas été adoptée par le Parlement.

La patience, cependant, sera payante. Une étude réalisée en France sur les permis de construire révèle l'importance des bénéfices qui résulteraient d'une réduction de la très lourde réglementation sur les permis.<sup>2</sup> En 1974, le Ministère de l'industrie a émis une réglementation visant à protéger les petits commerçants contre la concurrence des grandes surfaces.

TABEAU 3.1

### Où la construction d'un entrepôt est-elle la plus facile ?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1	Guatemala	165
Japon	2	Guinée	166
Thaïlande	3	Iran	167
Belize	4	Burkina Faso	168
Marshall (îles)	5	Égypte	169
Danemark	6	Croatie	170
Saint-Kitts-et-Nevis	7	Zimbabwe	171
Singapour	8	Tanzanie	172
Maldives	9	Érythrée	173
Sainte Lucie	10	Timor-Leste	174

*Remarque:* Les classements reposent sur la moyenne du classement du pays au niveau des procédures, du temps et du coût nécessaires pour construire un entrepôt. Un pays (Afghanistan) ne possède pas de données. Voir les notes statistiques pour les détails.

*Source :* Base de données *Doing Business*.

La réglementation prévoyait que les permis de zonage soient accordés par les conseils municipaux. Très peu de ces permis ont été accordés. En l'absence d'une telle réglementation, le nombre de salariés déclarés dans le secteur de la vente au détail pourrait être augmenté de 10 % aujourd'hui.

En plus de créer de nouveaux emplois, éliminer des procédures permet de consacrer ces ressources à l'amélioration

des services publics. La Suède consacre 8 % de son budget à la réglementation des entreprises, et ce chiffre atteint respectivement 10 % et 11 % au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Réduire les procédures de 15 % libérerait des ressources équivalentes à environ la moitié du budget de la santé publique dans ces pays.<sup>3</sup> Cela permettrait également de réduire les coûts de mise en conformité supportés par les entreprises.

## Qui a réformé ?

En 2005/06, 17 pays ont simplifié leur procédure de mise en conformité au code de la construction ou simplifié leur régime de permis de construire pour les entreprises. La plupart de ces réformes ont été effectuées dans des pays riches, tels que le Canada, la France, l'Allemagne, la Corée du Sud et l'Espagne, ainsi que dans plusieurs pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, tels que l'Arménie, la Géorgie, la Lettonie, la Moldavie, la Roumanie et l'Ukraine.

La Géorgie est le pays ayant mis en œuvre les réformes les plus significatives, ce qui lui permet d'arriver en tête des pays réformateurs pour la seconde année consécutive. En Géorgie, les permis de construction sont désormais émis par une administration unique, qui regroupe à la fois les autorisations de projets de construction du Ministère de la Culture, du Ministère de l'Environnement et des administrations responsables de l'eau, de l'électricité et des télécommunications. Les délais plus courts ont été imposés pour la délivrance des permis, et plusieurs procédures ont été éliminées notamment la procédure d'approbation par l'inspecteur sanitaire avant le début des travaux et l'autorisation du bureau de l'archéologie. Il en résulte que le nombre de procédures nécessaires pour satisfaire l'ensemble des conditions de construction d'un entrepôt est passé de 29 à 17, et que le délai est passé de 285 à 137 jours (figure 3.1). Il est désormais aussi facile de se

conformer à la réglementation de la construction à Tbilissi qu'à Hong Kong (Chine).

L'une des réformes les plus populaires mises en œuvre en 2005/06 a consisté à introduire des délais statutaires en matière de délivrance d'autorisations (tableau 3.2). Ceci facilite le travail de planification de chantiers des entreprises de construction, notamment en termes d'embauche d'ouvriers, de commandes aux fournisseurs et de mise en place de prêts avec les banques, et oblige l'administration à être rapide et efficace. Au Canada, par exemple, la province de l'Ontario a révisé son Code de la construction afin d'imposer un délai de 15 jours maximum pour l'évaluation des demandes de permis de construire. Le temps nécessaire pour remplir tous les formulaires nécessaires à la construction d'un entrepôt est passé de 87 à 77 jours.

Le Cambodge a lui aussi imposé des délais, et a notamment introduit une limite de 30 jours pour la délivrance des permis de construction de petits chantiers, et de 45 jours pour les plus gros chantiers. Le plan de construction doit toujours être approuvé par 5 administrations différentes : la municipalité, le gouverneur de la circonscription, la direction locale de l'occupation des sols, le bureau de la planification de l'urbanisme et les bureaux de la construction. Les anciennes règles permettaient à ces services de prendre 60 jours pour délivrer des permis, mais la nouvelle réglementation a ra-

FIGURE 3.1

### Améliorations notables en Géorgie

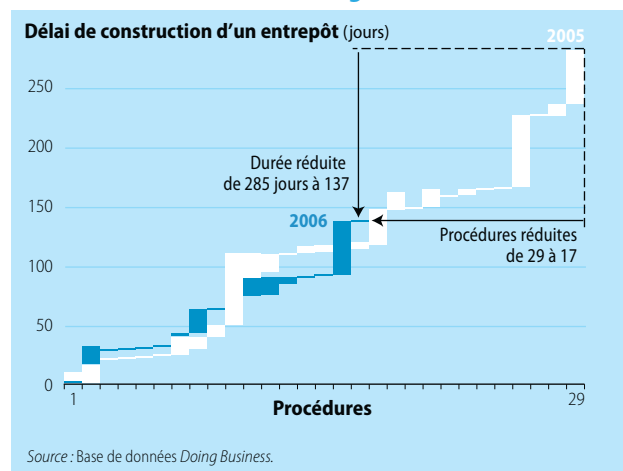


TABLEAU 3.2

### Réduction des licences - les réformes les plus populaires en 2005/06

#### Réduction du nombre de licences et de permis

Arménie, France, Géorgie, Allemagne, Kenya, Lettonie, Moldavie, Espagne, Ukraine

#### Introduction de délais légaux pour l'octroi de licence

Cambodge, Canada, Allemagne, Guatemala, Mali, Ukraine, Vietnam

#### Formulaires de demande normalisés

Canada, Géorgie, Roumanie

#### Inspections limitées

Canada, Mali, Niger

#### Processus d'octroi de licences informatisé

Corée, Moldavie

Source : Base de données Doing Business.

TABLEAU 3.3

**Qui réglemente le moins, et le plus, l'octroi de licences ?****Procédures (nombre)**

Le moins		Le plus	
Danemark	7	Chine	29
Nouvelle-Zélande	7	Guinée	29
Vanuatu	7	Égypte	30
Grenade	8	République tchèque	31
Suède	8	Burkina Faso	32
Marshall (îles)	9	Kazakhstan	32
Sainte Lucie	9	Taiwan, Chine	32
Thaïlande	9	Turquie	32
France	10	Moldavie	34
Irlande	10	Sierra Leone	48

**Délai (jours)**

Le moins		Le plus	
Corée	52	Népal	424
Finlande	56	Surinam	431
Belize	66	Cameroun	444
États-Unis	69	Brésil	460
Danemark	70	Nigéria	465
Saint-Kitts-et-Nevis	72	Bosnie-Herzégovine	467
Micronésie	73	Zimbabwe	481
Salomon (îles)	74	Russie	531
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	74	Côte d'Ivoire	569
Canada	77	Iran	668

**Coût (% du revenu par habitant)**

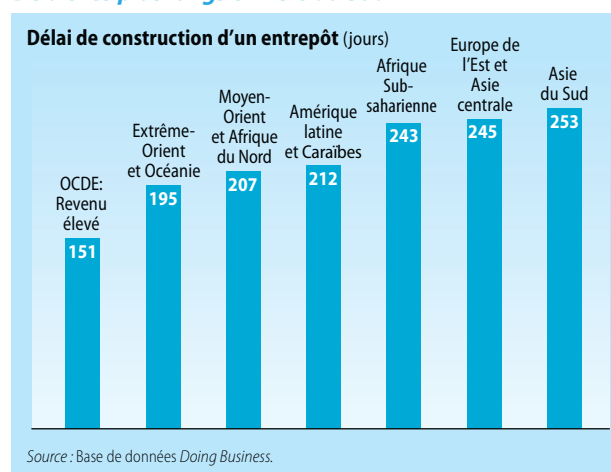
Le moins		Le plus	
Palau	6,8	Zambie	1.766
Trinité-et-Tobago	9,9	Mali	1.813
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	10,6	Serbie	1.947
Thaïlande	11,1	Rép. démocratique du Congo	2.282
Maurice (île)	13,7	Bosnie-Herzégovine	2.423
Australie	13,8	Guinée-Bissau	2.665
République tchèque	14,5	Niger	2.987
Saint-Kitts-et-Nevis	15,2	Tanzanie	3.797
Islande	15,7	Montenegro	5.869
États-Unis	16,0	Burundi	8.808

Source : Base de données Doing Business.

mené ce délai à 14 jours.

Neuf pays ont réduit le nombre de permis. En Allemagne, les chantiers de construction simples ne nécessitent plus de permis. À la place, l'entrepreneur notifie simplement à la municipalité la date prévue pour le début du chantier. Les inspecteurs viennent sur le site uniquement après le début des travaux. Le temps nécessaire pour se conformer à l'ensemble des obligations imposées par les permis et les autorisations est passé de 165 à 133 jours. En France, le nombre de permis requis pour les chantiers de construction a été réduit de 11 à 3. Et le délai nécessaire pour obtenir ces permis a été réduit d'un mois en obligeant les inspecteurs des chantiers de construction à se rendre sur le site et à délivrer une

FIGURE 3.2

**Délais les plus longs en Asie du Sud**

déclaration de fin des travaux dans les 3 mois. Toujours en Europe, le permis d'installation accompagnant le permis de construire n'est plus nécessaire en Espagne, ce qui a éliminé une procédure. L'Espagne a également adopté une règle « qui ne dit mot consent », qui fixe délai maximum de délivrance des autorisations à 90 jours.

Un certain nombre de pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ont eux aussi simplifié leur procédure de délivrance de permis. La Roumanie a réduit le nombre de formulaires à remplir pour obtenir un permis de construire et simplifié la procédure de dépôt de documents techniques. Ce pays a également créé un bureau unique de traitement des demandes de permis de construire, et le délai requis pour obtenir un tel permis a diminué de 49 jours. L'Arménie a simplifié ses procédures d'autorisation. Autrefois, les entreprises de construction devaient obtenir l'autorisation à la fois du maire et de la municipalité avant de pouvoir commencer leurs travaux. Aujourd'hui, seule l'autorisation du maire est nécessaire, et la procédure ne demande plus qu'un maximum de 112 jours, soit deux mois de moins qu'en 2005. Le coût de la procédure a chuté de 15 %, passant de 730 à 633 USD.

Le Mali, où les coûts sont parmi les plus élevés du monde, (tableau 3.3), est en tête de tous les pays africains en matière de réforme des permis de construire. Un nouveau décret limite le délai de délivrance de ces permis à 20 jours à compter de la date de la demande. Les inspections peuvent être effectuées une fois les travaux terminés. Auparavant, il fallait obtenir deux « certificats de conformité » séparés d'inspection et de sécurité en matière d'incendie avant de pouvoir commencer les travaux. Ces réformes ont permis de réduire les délais de 41 jours.

Aucune réforme n'a été mise en œuvre dans les pays d'Asie du Sud, la région dans laquelle les délais sont les plus longs (figure 3.2), et dans 2 pays, le Timor oriental et l'Érythrée, les

permis de construire ne sont plus accordés. Depuis janvier 2006, le gouvernement du Timor oriental refuse d'accorder le moindre permis de construire aux entreprises. La raison : le secteur de la construction est saturé d'entreprises. En septembre 2005, le gouvernement érythréen a décidé de mettre en place un contrôle des prix et des bénéfices des entreprises dans ce secteur, car « la plupart des résidences particulières

construites ces dernières années ont fait gonfler les prix de l'immobilier par le biais de la spéculation ». <sup>4</sup> Peu de temps après cette décision, le Département des Services d'infrastructure a suspendu tous les permis de construire et interdit aux entreprises privées de travailler dans ce secteur. Ce décret a été annoncé comme une « Victoire pour les masses... ».

## Comment réformer ?

Il est plus facile de créer de nouvelles réglementations que d'en annuler d'anciennes. La plupart des pays, particulièrement les pays émergents, ont mis en place des obligations excessives en matière de permis et d'autorisations. Un grand nombre de ces permis se contredisent. Certains sont même sans objet. Pourquoi le Kenya, par exemple, requiert-il une autorisation pour acheter des oignons de semence, ou un permis pour louer une bicyclette ? Même pour les entreprises commerciales ou industrielles ordinaires, 72 pays continuent d'exiger qu'elles obtiennent une licence d'exploitation en plus de leur immatriculation au registre des sociétés (figure 3.3).

Certains pays devraient réexaminer leurs réglementations sur les permis destinés aux entreprises tous les dix ans afin d'éliminer celles qui sont obsolètes et d'en simplifier d'autres. L'Australie a le meilleur des systèmes dans ce domaine. Une autre approche, mise en œuvre pour la première fois par la Suède dans les années 80, consiste à effectuer un réexamen une fois pour toutes de tous les permis et autorisations. Par défaut, l'étape suivante consistera à éliminer le permis, sauf s'il peut être justifié avant une date butoir. L'année dernière, la Moldavie, a réexaminé 1 130 décrets ministériels, en a amendé environ 400 et en a éliminé 150 autres. L'Ukraine a réexaminé près de 1 000 licences et en a éliminé la moitié. La Géorgie a réduit le nombre de ses licences de 909 à 144

(figure 3.4).

Réduire les obligations d'obtention de licences et d'autorisations nécessite l'intervention d'un grand nombre de ministères différents. Voici deux manières possibles de procéder : Tout d'abord, accorder à une administration un pouvoir de tutelle direct sur tous les ministères responsables de la réforme. La meilleure solution est de choisir le Ministère des finances ou le cabinet du premier ministre sachant que les ministères sont plus réactifs lorsque leurs budgets dépendent de leur degré de coopération. Ensuite, avoir un objectif précis de réduction des coûts administratifs liés à la délivrance et à la réglementation des licences. Puis, mettre en place un système d'évaluation de réduction afin de s'assurer que l'objectif soit atteint. Ceci retiendra sans le moindre doute l'attention à la fois des entreprises et des administrations publiques, et permettra de demander des comptes aux régulateurs.

Les Pays-Bas, qui ont mis en œuvre la meilleure réforme à ce jour, ont fait les deux. Le gouvernement a ciblé une réduction de 25 % de la charge administrative d'ici la fin 2006. Le Ministère des Finances a pris la responsabilité d'atteindre cet objectif et accepté de rédiger un rapport tous les six mois sur les progrès accomplis. Les ministères refusant de coopérer s'exposent à des coupes budgétaires. Un organe indépendant, appelé le Conseil consultatif sur les charges administratives (Advisory Board on Administrative Burden, ACTAL), a été

FIGURE 3.3

### Exigences inutiles de licences dans les pays pauvres

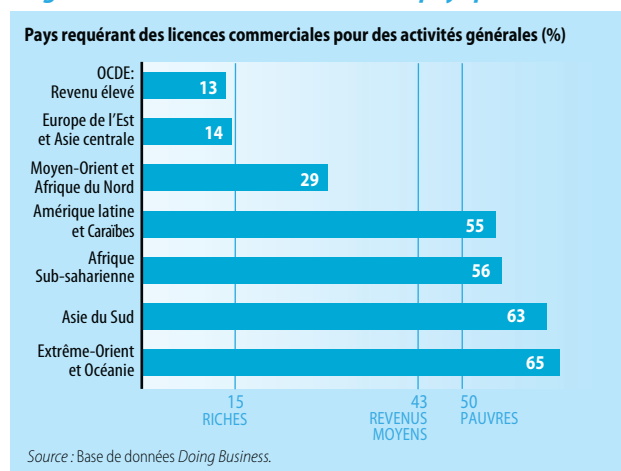
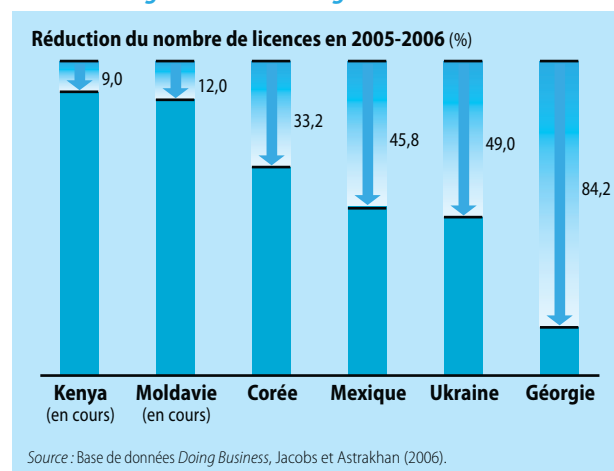


FIGURE 3.4

### Réductions significatives des exigences en matière de licences



créé afin de mesurer les progrès réalisés et de publier ses conclusions. Les économies estimées résultant de la seule réduction des obligations fiscales s'élèvent à 600 millions d'USD. ACTAL est également chargée d'avaliser les nouvelles propositions de réglementations avant que celles-ci ne soient soumises au parlement, afin de prévenir toute forme de réréglementation, un problème courant.<sup>5</sup>

Quelles que soient les réformes engagées, elles doivent impérativement faire appel à la contribution du secteur privé. En effet, les entreprises savent quels régimes de licences et d'autorisations sont les plus onéreux et entraînent les coûts les plus élevés et le plus grand nombre de complications administratives. Ceci serait donc une bonne façon de commencer.

Afin de faciliter le travail des entreprises de construction, les pays réformateurs peuvent introduire le principe « qui ne dit mot consent » dans le domaine des permis de construire. Selon ce principe, une fois que la date butoir pour traiter une demande de licences est passée, l'entreprise peut automatiquement commencer ses travaux. L'Espagne a introduit cette règle pour tous les permis de construire en 2005, et 7 des 10 pays classés en tête en matière de facilité d'obtenir des licences et autorisations l'ont aussi mis en place.

Une autre réforme susceptible de faciliter la délivrance de licences aux chantiers de construction est celle qui consiste à ajuster les licences et les inspections en fonction de la taille et de la nature du projet. Les dossiers des chantiers de taille modeste seraient examinés plus rapidement, ce qui réduirait les coûts de conformité et permettrait aux régulateurs de se concentrer sur des projets plus complexes. La Corée du Sud et la République démocratique populaire du Laos ont mis en œuvre de telles réformes en 2006. La Corée du Sud a notamment annulé l'obligation de demander un permis de construire avant le début des travaux pour les petits projets de construction. La République démocratique populaire du Laos a délégué le pouvoir de délivrance des permis de construire pour les petits projets aux bureaux de gestion des chantiers de construction présents dans chaque circonscription du pays.

Pour les gouvernements cherchant à réduire la corruption dans le domaine de la délivrance de permis de construire, voici quelques conseils. Premièrement, nous les encourageons à mettre en place un système de rotation des inspecteurs, de façon à ce que les entreprises ne développent pas des relations trop amicales avec ceux qui se rendent régulièrement sur leurs sites. Ensuite, il est bon d'exiger des employés de la direction des inspections qu'ils divulguent l'étendue de leurs revenus et de leurs avoirs. Les inspecteurs dont les finances révèlent qu'ils possèdent des sources de revenus non-officiels pourraient être poursuivis pour fraude. Troisièmement, il est recommandé de mettre en place un service téléphonique permettant aux entreprises de signaler

d'éventuels problèmes rencontrés avec certains inspecteurs. Ce type de service doit inclure un suivi des réclamations et la rédaction d'un rapport indiquant notamment quelles mesures ont été prises. Le Cambodge a mis en place un tel service en 2006. Enfin, il est important de s'assurer que la direction nationale des inspections effectue des contrôles aléatoires du travail effectué par les inspecteurs. Ceci les incite davantage à respecter la réglementation.

Un problème : quid si les directeurs des bureaux chargés de la délivrance des licences sont eux-mêmes corrompus. Dans ce cas les sanctions frappant les transactions frauduleuses doivent être administrées par les plus hautes instances gouvernementales. La Géorgie constitue un exemple récent (2004) de pays où ce type de réforme a réussi : la perception de pots de vins par la police routière a chuté de façon spectaculaire après le limogeage, par le nouveau gouvernement, de toute l'équipe de la direction nationale et tous les directeurs de bureaux régionaux, et la mise en place d'examens pour le recrutement des policiers.

Par contre, voici une mesure qui ne donne pas de bons résultats : augmenter les salaires des inspecteurs dans l'espoir de réduire la corruption dans leurs rangs. Dans les pays membres de l'OCDE, les inspecteurs de chantiers de construction reçoivent entre 125 et 150 % d'un salaire ouvrier moyen. Ce taux peut également être utilisé comme référence dans les pays émergents. Si les salaires des inspecteurs sont plus bas, ceux-ci, ainsi que les personnels chargés de délivrer des permis et des autorisations, pourraient ne pas être en mesure de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Accepter des pots de vins deviendrait une tendance naturelle. En revanche, payer les inspecteurs plus de 150 % du salaire ouvrier moyen a fort peu de chances de réduire la corruption. Les entreprises de construction qui ne tiennent délibérément pas compte des règles de sécurité peuvent proposer des pots de vins très supérieurs au montant du salaire d'un responsable.

Ceci est aussi vrai dans les pays riches. Aux États-Unis, le salaire moyen des inspecteurs de l'Administration de la sécurité et la santé du travail (Occupational Safety and Health Administration, OSHA) s'élève à 60 000 USD par an. Il est clair qu'une entreprise pourrait aisément obtenir un permis pour un chantier de construction qui n'est pas aux normes en soudoyant un inspecteur à l'aide d'un montant très supérieur. Cela arrive, d'ailleurs, mais rarement. Ce que les entreprises craignent le plus sont les enquêtes judiciaires et les peines de prison. Mettre en place un service téléphonique de réclamation, effectuer des inspections aléatoires et imposer la divulgation des revenus et avoirs des inspecteurs sont plusieurs façons de maintenir cette crainte et de prévenir des comportements illégaux.

---

## Remarques

1. Emporia, Service des vérifications (2006)
2. Bertrand et Kramarz (2002).
3. Les données concernant la Suède proviennent de NNR (2005), celles concernant le Royaume-Uni proviennent de la Chambre de Commerce britannique (2005) et celles concernant les Pays-Bas proviennent de l'Agence danoise du commerce et des entreprises.
4. Érythrée, Département des services d'infrastructure (2005)
5. Ladegaard (2005).

## Embauche des travailleurs

Au Venezuela, les salariés d'entreprises craignent de bénéficier d'une promotion. En effet, une loi récente interdit aux entreprises de licencier quiconque gagne moins de 150 % du salaire minimum. Certains employeurs imaginatifs ont trouvé un moyen de contourner cette loi : ils accordent une promotion à certains salariés accompagnée d'une augmentation de salaire, et ensuite ils les licencient.

Cependant, un grand nombre de PME ne peuvent pas se permettre de telles tactiques. Ignacia dirige une entreprise de produits laitiers à Caracas qui emploie 20 personnes. L'évolution récente de la demande en faveur des produits bios signifie qu'elle n'a plus besoin que de 15 employés. « Si je pouvais me libérer de 5 employés maintenant, d'ici un an je pourrais acheter de nouvelles machines et commencer à vendre des produits bios. Cela me permettrait de toucher une nouvelle clientèle et d'embaucher une douzaine de nouveaux salariés. Malheureusement, la loi ne me permet pas de le faire, et donc je n'embauche personne. » Le chômage est d'ailleurs en hausse dans ce pays.

La Bolivie est l'un des pays où le droit du travail est le plus rigide. Pourtant, en 2006, ce pays a durci encore davantage ses règles d'embauche et de licenciement. Un nouveau décret oblige les employeurs à demander une autorisation en cas de licenciement. Il en résulte qu'aucun salarié n'est licencié, mais que très peu sont également embauchés.

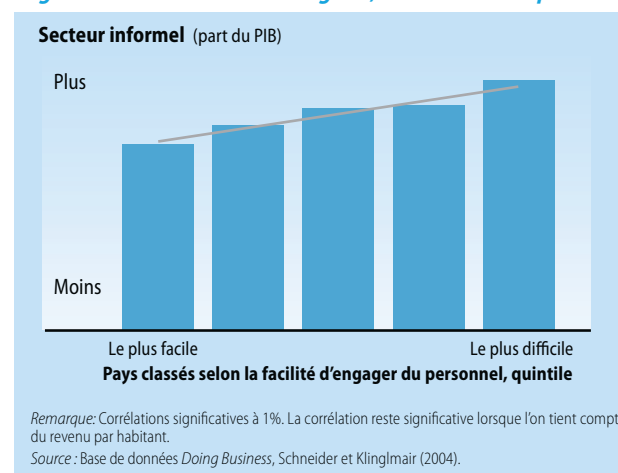
La réglementation du marché de l'emploi est conçue pour protéger les salariés contre des décisions ou mesures arbitraires, injustes ou discriminatoires de la part de leurs employeurs. Cette réglementation, qu'elle concerne le salaire minimum obligatoire, le paiement des heures supplémentaires, l'obligation de justifier les licenciements ou le versement d'indemnités de licenciement, a été mise en place de façon

à compenser les carences apparentes du marché. De plus, le Bureau international du travail (BIT) a instauré une série de principes et de droits fondamentaux du travail, y compris la liberté d'association, le droit à des conventions collectives, l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants et l'élimination de la discrimination à l'embauche et dans le travail.

Sur la base de ces règles et principes, les gouvernements cherchent à trouver un équilibre acceptable entre la souplesse nécessaire du marché de l'emploi et sa stabilité. La plupart des pays émergents ont tendance à adopter des systèmes trop rigides qui pèsent à la fois sur les entreprises et sur les salariés, mais les entreprises finissent toujours par trouver des moyens de contourner une réglementation rigide dans le domaine de l'emploi. En fait, plus la réglementation est rigide et plus les entreprises embauchent des salariés sans les déclarer, qu'elles

FIGURE 4.1

**Réglementations d'embauche rigides, niveau informel plus élevé**



paient moins que les salariés déclarés et qui ne bénéficient d'aucune couverture médicale et d'aucunes prestations sociales (figure 4.1).<sup>1</sup> Ceux qui sont censés être protégés par la réglementation sont ceux qui en souffrent le plus. Les femmes

sont trois fois plus exposées au risque de ne pas être déclarées que les hommes, et lorsque les parents n'ont pas pu trouver un emploi correct, leurs enfants doivent souvent travailler.

## Qui a réformé?

Huit pays ont assoupli leur code du travail en 2005/06. L'Europe de l'Est et l'Asie centrale arrivent en tête dans ce domaine : 4 pays ont mis en place un nouveau code du travail, et un cinquième a amendé le droit existant.

Avec un taux de chômage avoisinant 15% et un grand nombre de salariés non déclarés, la Géorgie a entrepris la plus ample réforme du droit du travail cette année. Une nouvelle loi assouplit les restrictions pesant sur la durée des contrats de travail et sur le nombre d'heures supplémentaires, et élimine l'obligation de payer des primes pour les heures supplémentaires. Elle élimine également l'obligation de notifier et d'obtenir une autorisation préalable des organisations syndicales avant un licenciement économique. Enfin, cette loi prescrit le paiement d'indemnités de licenciement correspondant à un mois de salaire, au lieu de règles complexes en vertu desquelles la durée du préavis de licenciement obligatoires variait avec l'ancienneté et le supérieur devait fournir de longues explications écrites aux organisations syndicales et au Ministère du Travail. L'ensemble de ces changements a permis à la Géorgie de se classer parmi les 10 premiers pays au monde en termes de facilité de l'embauche (tableau 4.1).

La Macédoine a suivi une voie similaire. Le nouveau code du travail a fait passer la durée maximum d'un contrat de travail de 36 à 48 mois et a réduit à la fois la période de préavis et le montant des indemnités de licenciement économique. La loi autorise par ailleurs les entreprises à faire travailler

leurs salariés 150 heures supplémentaires par an, payées au taux horaire normal. Enfin, la loi élimine les anciennes réglementations offrant de nombreux avantages aux dirigeants des organisations syndicales, y compris des vacances plus longues et des garanties de salaire en cas de grève.

D'autres pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ont éga-

TABLEAU 4.1  
**Dans quels pays est-il le plus facile et le plus difficile de recruter des travailleurs?**

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Marshall (îles)	1	Grèce	166
États-Unis	2	Angola	167
Singapour	3	Niger	168
Tonga	4	Paraguay	169
Maldives	5	Rép. dém. du Congo	170
Géorgie	6	Sierra Leone	171
Palau	7	Guinée équatoriale	172
Ouganda	8	Guinée-Bissau	173
Australie	9	Bolivie	174
Nouvelle-Zélande	10	Sao-Tomé-et-Principe	175

Remarque : Le classement est la moyenne du classement du pays pour la difficulté de recruter, la rigidité des heures, la difficulté de licencier et le coût des licenciements. Voir les notes statistiques pour les détails.

Source : Base de données Doing Business.

TABLEAU 4.2  
**Qui réglemente l'emploi le plus et le moins ?**

**Indice de rigidité de l'emploi (0–100)**

Le moins		Le plus	
Hong Kong, Chine	0	Guinée équatoriale	66
Maldives	0	Sao-Tomé-et-Principe	67
Marshall (îles)	0	Tanzanie	67
Singapour	0	République du Congo	69
États-Unis	0	République centrafricaine	73
Australie	3	Bolivie	74
Canada	4	Venezuela	76
Jamaïque	4	Guinée-Bissau	77
Palau	4	Niger	77
Nouvelle-Zélande	7	République démocratique du Congo	78

**Coût des licenciements (semaines de salaire)**

Le moins		Le plus	
Marshall (îles)	0	Guinée équatoriale	133
Micronésie	0	Équateur	135
Nouvelle-Zélande	0	Argentine	139
Palau	0	Mozambique	143
Porto Rico	0	Ghana	178
Tonga	0	Sri Lanka	178
États-Unis	0	Zambie	178
Italie	2	Égypte	186
Roumanie	3	Sierra Leone	329
Australie	4	Zimbabwe	446

**Coût des avantages (% du salaire)**

Le moins		Le plus	
12, y compris		République tchèque	35
Bangladesh	0	Hongrie	35
Botswana	0	Slovaquie	35
Cambodge	0	Brésil	37
Comores	0	Biélorussie	39
Éthiopie	0	Ukraine	39
Lesotho	0	Italie	42
Maldives	0	Chine	44
Surinam	0	France	47
Tonga	0	Belgique	55

Source : Base de données Doing Business.

lement assoupli leurs réglementations. La Roumanie a autorisé des contrats de travail à durée déterminée renouvelables dans une limite de six ans (au total). La Lituanie a augmenté le quota annuel d'heures supplémentaires autorisées. La République kirghize a réduit la période des préavis de licenciement. L'Arménie a éliminé les règles de priorité applicables aux licenciements et réduit le montant des indemnités de licenciement. Ce pays a cependant également limité le recours aux contrats à durée déterminée à des emplois à durée fixe, ce qui a réduit la flexibilité de l'embauche dans ce pays.

Le droit du travail dans les pays riches, plus souple en moyenne, continue à évoluer (voir tableau 4.2). En 2005, l'Australie a éliminé les restrictions pesant sur le travail de nuit et le week-end et renforcé la possibilité pour les salariés de négocier leurs salaires avec leurs employeurs. La Commission australienne des relations professionnelles a perdu ses pouvoirs en matière de fixation des salaires. La Grèce a assoupli ses restrictions sur les heures supplémentaires.

Introduites il y a cinq ans, ces restrictions visaient à encourager les employeurs à embaucher de nouveaux salariés plutôt que d'allonger les heures de travail des employés en poste. Mais ces mesures ont produit l'effet inverse : certaines entreprises, particulièrement dans le secteur du vêtement où la demande varie en fonction des modes saisonnières, se sont empressées de délocaliser leurs usines en Bulgarie et en Macédoine. Cette tendance a pu être inversée.

Aucun pays africain n'a engagé de réformes (tableau 4.3), alors même que la réglementation du travail en Afrique est

TABLEAU 4.3

### Assouplissement des règles de licenciement - les réformes les plus populaires en 2005/06

#### Réduction du préavis obligatoire

Argentine, Géorgie, Macédoine

#### Assouplissement des restrictions sur les heures de travail ou réduction du coût des heures supplémentaires

Australie, Géorgie, Grèce, Lituanie

#### Plus grande flexibilité des contrats à durée déterminée

Roumanie, Vietnam

#### Suppression des procédures pour les licenciements

Géorgie

Source : Base de données Doing Business.

la plus rigide au monde et que 90 % des salariés ne sont pas déclarés. Le Zimbabwe en est un bon exemple. Bien que le droit du travail dans ce pays impose le versement de 4 mois d'indemnités de licenciement, des commissions de réduction des dépenses nouvellement créées, bénéficiant de pouvoirs que lui confèrent la nouvelle réglementation, ont introduit des indemnités plus élevées, à hauteur de 3 à 6 mois de salaire par année d'ancienneté. Pour Tawanda, propriétaire d'un restaurant qui a besoin de licencier 3 employés en raison d'une baisse de la demande, cela signifie qu'il doit verser à chacun d'eux un montant de 4 à 10 années de salaire, payable en une fois. En fait, Tawanda a simplement fermé son restaurant et s'est enfui au Malawi, abandonnant ses employés sans aucune indemnité.

## Comment réformer?

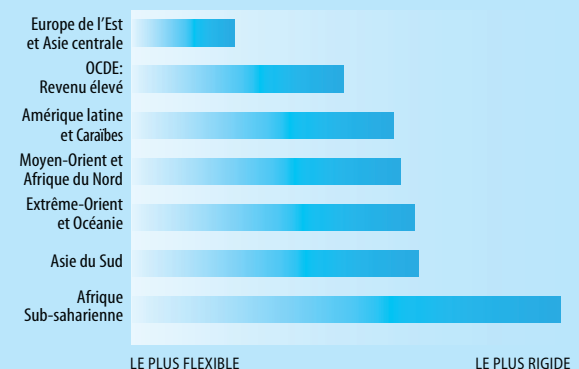
Sur le papier, le Malawi et le Mozambique semblent offrir des protections plus strictes aux salariés que la Suède et la Suisse (figure 4.2), mais en réalité, le droit du travail dans les pays d'Afrique et dans bien d'autres pays émergents s'applique uniquement à une minorité car très peu de salariés sont déclarés. Au Malawi, 50 000 salariés du secteur privé sont déclarés, pour une population totale de 12 millions d'habitants. Au Mozambique, ils sont 350 000 pour une population totale de 20 millions d'habitants. Les autres sont au chômage ou travaillent sans être déclarés. Ils ne bénéficient d'aucune protection juridique.

« Réformer le droit du travail constitue l'une des réformes les plus faciles à effectuer lorsqu'il s'agit d'un retour en arrière », déclare Alberto, un chef d'entreprise péruvien. « Assouplir les lois est bien plus difficile ». L'assouplissement du droit du travail élargit la portée de la réglementation car il permet de réintégrer davantage d'emplois dans le secteur formel. Malheureusement, peu de pays se lancent dans ce type de réformes. Le gouvernement de la Colombie ainsi que de

FIGURE 4.2

### L'Afrique complique le recrutement de travailleurs

#### Difficultés à l'embauche



Source : Base de données Doing Business.

plusieurs pays membres de l'OCDE ont adopté des réformes au début de leur mandat, et les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ont été les champions de la simplification du droit du travail au cours des 4 dernières années. La Slovaquie était en tête de tous les réformateurs en 2003, un titre qu'a repris la

Serbie en 2004, puis à leur tour la Macédoine et la Roumanie en 2005. Au cours de cette période, 15 pays de la région ont effectué des réformes visant à assouplir le droit du travail.

Cela ne s'est pas toujours fait sans difficulté. Certaines réformes ont été menées dans un contexte de forte hausse du chômage et ont parfois mal tourné. En 2001, la Slovaquie a adopté un nouveau droit du travail qui rendait le licenciement quasiment impossible, l'objectif étant de protéger les emplois existants dans les entreprises anciennement détenues par l'État. Cependant, les employeurs ont réagi en délocalisant leurs usines en République tchèque. Lorsqu'un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir en novembre 2002, il a assoupli cette loi. Paradoxalement, c'est la rigidité du droit de travail précédent qui a rendu possible la mise en œuvre d'une réforme d'envergure.

En 2001, la Macédoine affichait le taux de chômage officiel le plus élevé au monde : 37 %. Le chômage parmi les jeunes atteignait même 66 %. La rigidité de la réglementation rendait impossible de licencier qui que ce soit avant d'avoir obtenu l'accord des organisations syndicales. Lorsqu'un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir l'année suivante, réformer la réglementation du marché de l'emploi a été la première de ses priorités, une réforme qui a été engagée et menée par le ministre du travail lui-même. En tant qu'ancien chef d'entreprise, il comprenait parfaitement que créer de nouveaux emplois ne serait possible qu'après avoir assoupli le droit du travail. Il avait raison, et 25 000 emplois ont ainsi été créés.

Cependant, dans les pays émergents, les réformes stagnent. Les tentatives de réforme engagées sans véritables convictions mènent souvent à une complexité accrue. Prenons l'exemple du Malawi. Sa réforme du droit du travail de 2002 oblige les employeurs à verser à la fois des indemnités de licenciement et une pension totale à chaque employé licencié. En février 2004, le ministre du travail a amendé la réglementation et autorisé l'employeur à verser la somme la plus élevée d'entre les indemnités de licenciement et la pension totale. Son objectif consistait à réduire le coût des licenciements pour les entreprises et à encourager la création d'emplois, mais cet amendement fut révoqué l'année suivante. Résultat : les tribunaux sont submergés par les demandes d'employés poursuivant en justice leurs employeurs afin de recevoir des indemnités de licenciement ou une pension. D'autres pays n'envisagent même pas de faire des réformes car elles seront dénoncées par les critiques comme portant atteinte à la protection des travailleurs. Une telle analyse ignore la réalité : la plupart des travailleurs sont dans le secteur informel et ne bénéficient d'aucune forme de protection par le droit du travail.

Une manière de rendre les réformes du droit du travail acceptables dans les pays pauvres est de les combiner avec des

programmes de travaux publics temporaires offrant des emplois à ceux qui n'en ont pas. Ces travaux publics peuvent être des chantiers de construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux, mais aussi de canaux d'irrigation pour les agriculteurs ou de plantation d'arbre pour la conservation des sols. Le premier de ces programmes a été introduit il y a près de 200 ans, en 1834, en vertu de la Loi anglaise amendant la législation sur la pauvreté.<sup>2</sup> Plus de 100 pays l'ont utilisée depuis, y compris les États-Unis et la plupart des pays d'Europe pendant la Grande dépression des années 30. C'est là que les bailleurs de fonds peuvent aider, notamment à faciliter les ajustements consécutifs à la mise en œuvre de réformes.

Dans les pays émergents, les programmes de travaux publics offrent quatre avantages. Premièrement, ils sont offerts à tous les travailleurs, qu'ils aient été précédemment dans le secteur formel ou informel. Les solutions alternatives, telles que l'assurance chômage ou les programmes d'intervention sur le marché du travail, ne sont offertes qu'aux personnes ayant perdu un emploi déclaré.<sup>3</sup> Deuxièmement, les programmes parviennent à bien cibler les plus démunis car ils peuvent être mis en place dans des zones où le taux de chômage est élevé. Dans une étude récente couvrant 122 programmes de lutte contre la pauvreté, les programmes de travaux publics tels que Trabajar en Argentine et le Système de garantie de l'emploi Maharashtra en Inde sont ceux qui ont le mieux réussi à atteindre les populations démunies.<sup>4</sup> Dans le programme Trabajar, un programme commencé en Argentine en 1996, 82 % des bénéficiaires des emplois étaient tombés sous le seuil de pauvreté avant de participer au programme.<sup>5</sup> Troisièmement, de tels programmes requièrent peu de moyens administratifs car les candidats se sélectionnent eux-mêmes. Et enfin, ils permettent de mettre en place une infrastructure nécessaire.

Les pays réformateurs ayant recours aux programmes de travaux publics doivent être conscients d'une de leurs faiblesses. Les fonds publics peuvent facilement y être gaspillés en raison de problèmes de corruption ou de mauvaise gestion, et ceci même lorsque le programme est administré par des collectivités locales. Une étude récente portant sur 600 projets routiers en Indonésie estime que 28 % des fonds sont gaspillés lorsqu'il n'existe aucune procédure de contrôle centralisée.<sup>6</sup> Pour cette raison, un grand nombre de pays ont lancé ces programmes dans le secteur privé, par exemple en offrant une aide temporaire aux personnes trouvant un emploi dans une entreprise privée. Le contrôle est alors de la responsabilité de l'employeur, qui offre également une formation et la possibilité d'un emploi permanent.

Dans les pays à revenus moyens, les réformateurs peuvent mettre en place une assurance chômage à la place des règles de licenciement rigides. Ceci permet de déplacer les priorités législatives, de la protection des emplois à la protec-

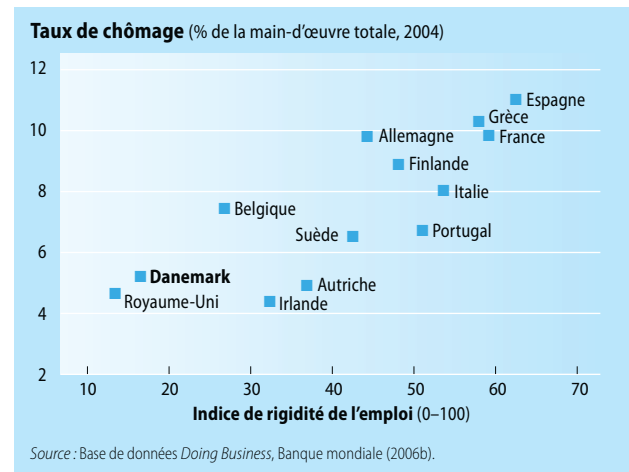
tion des travailleurs La réforme peut être initiée sur la base d'avantages modestes et de règles simples. La Jordanie et le Liban limitent les indemnités de licenciement à 1 mois de salaire par année d'ancienneté. La réforme effectuée au Chili en 2002 a introduit les comptes d'épargne : le salarié verse 0,6 % de son salaire brut et l'employeur verse 2,4 %, les deux tiers de ces versements étant déposés sur un compte individuel et l'autre tiers sur un compte collectif. Les indemnités de licenciement ont été réduites de 30 à 24 jours de salaires par année d'ancienneté. Les chômeurs chiliens reçoivent des indemnités de chômage pendant 5 mois. Le paiement de ces indemnités est progressivement réduit chaque mois afin d'encourager la recherche d'un nouvel emploi.

Parmi les pays riches, le Danemark est un parfait exemple en raison de la souplesse de sa réglementation du travail, de l'ampleur des indemnités de chômage et du nombre de programmes d'emploi créés. Depuis l'époque de ces réformes au milieu des années 90, le Danemark jouit de l'un des taux de chômage les plus bas des pays membres de l'OCDE (4,7 %), ainsi que de l'un des laps de temps moyens entre deux emplois les plus courts d'Europe (figure 4.3). Ce programme est la Rolls-Royce de la protection sociale, il requiert des moyens de contrôle considérables. Si vos routes ne sont pas prêtes pour ce bolide, ne cherchez pas à imiter le Danemark.

Une leçon à tirer pour tous les réformateurs : assurez la promotion de vos objectifs. Assouplir la réglementation du travail vise à créer des emplois, mais le message ne passe souvent pas en raison d'une mauvaise campagne de promotion. Les opposants à l'assouplissement du droit du travail cherchent à monter les salariés contre les entreprises. Ce discours est emprunt de présupposés visant à faire capoter les réformes. La rigidité de la réglementation bénéficie à un groupe limité de salariés employés, mais elle exclut complè-

FIGURE 4.3

### Législation du travail souple, taux de chômage faible au Danemark



tement beaucoup d'autres du marché des emplois déclarés, et lorsque quelqu'un perd son emploi, il lui est plus difficile d'en retrouver un autre. La meilleure protection pour les travailleurs consiste à assouplir la réglementation du travail de façon à ce que l'économie crée davantage d'emplois déclarés, ce qui facilite le passage d'un emploi non déclaré à un emploi déclaré.

### Remarques

1. Botero et autres (2004).
2. Himmelfarb (1984).
3. Vodopivec (2006).
4. Coady, Grosh et Hoddinott (2004).
5. Subbarao (2003). Voir également Haddad et Adato (2001).
6. Olken (2005).

# Transfert de propriété

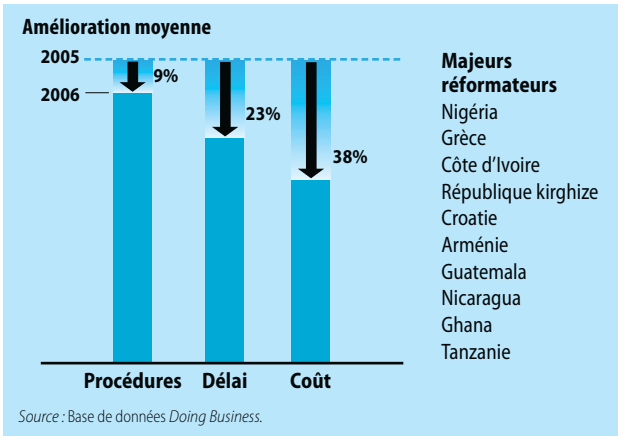
Seule une propriété sur dix est déclarée en Tanzanie. Rashid, un chef d'entreprise local, explique pourquoi : « Le service du registre foncier a un système de fichiers archaïque et ne parvient pas à faire face à la masse de dossiers et de transactions qui lui sont envoyés. Les titres de propriété ne sont pas localisés rapidement et la procédure de transfert prend beaucoup de temps. Dans bien des cas, les employés du service ne sont même pas disponibles pour signer les documents. » En moyenne, il faut compter 10 procédures et 123 jours pour faire enregistrer une propriété à Dar es Salaam. La bonne nouvelle est que la procédure de transfert de la propriété est moins coûteuse qu'en 2005, grâce à la réduction du montant du droit de timbre de 4 % à 1 % de la valeur de la propriété.

Les réformes prennent de l'ampleur dans d'autres pays également. Vingt-quatre pays ont rendu la procédure de transfert d'immeubles plus facile en 2005/06 ; une progres-

sion de 50 % par rapport à l'année précédente. La plupart de ces réformes ont également rendu cette procédure moins chère. Six pays ont accéléré la procédure au niveau du registre. En moyenne, les 10 pays réformateurs les mieux classés ont réduit le délai de la procédure de 23 % et son coût de 38 %. Trois des pays dans lesquels cette procédure était la plus difficile en 2004, c'est-à-dire la Côte d'Ivoire, le Nigéria et la Tanzanie, sont parmi les mieux classés cette année (figure 5.1).

Il reste que le transfert de la propriété est beaucoup plus complexe qu'il ne devrait l'être dans un grand nombre de pays. En Ouzbékistan, un chef d'entreprise doit effectuer 12 procédures, attendre 97 jours et payer 10,5 % de la valeur de la propriété concernée pour la transférer. Aux Maldives, les entreprises se voient tout simplement interdire d'effectuer des transferts de propriété. Au Timor oriental, une propriété

FIGURE 5.1  
**Les 10 pays réformateurs en matière d'enregistrement de la propriété**



TABEAU 5.1  
**Où l'enregistrement de la propriété est-il le plus facile et le plus difficile?**

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Nouvelle-Zélande	1	Ouganda	166
Arménie	2	Bangladesh	167
Lituanie	3	Sierra Leone	168
Arabie saoudite	4	Afghanistan	169
Slovaquie	5	Nigéria	170
Norvège	6	Guinée-Bissau	171
Suède	7	Maldives	172
Islande	8	Marshall (îles)	173
Émirats arabes unis	9	Micronésie	174
États-Unis	10	Timor-Leste	175

Remarque : Les classements sont une moyenne des classements des pays sur les procédures, le temps et le coût de l'enregistrement de la propriété. Voir les notes statistiques pour les détails.  
Source : Base de données Doing Business.

ne peut pas être cédée officiellement. Aux Îles Marshall, seul un cas de transfert de propriété a été recensé, et la procédure a demandé 2 ans et été l'objet de nombreux contentieux. C'est l'un des pays dans lesquels le transfert de propriété est la plus difficile (tableau 5.1).

Plus la procédure de transfert de propriété est complexe et moins les actifs des entreprises sont déclarés. Un bien non

déclaré ne peut pas être utilisé en tant que garantie pour obtenir des prêts. Sans titre de propriété officiel, la valeur du bien diminue, les propriétaires investissent donc moins.<sup>1</sup> Une étude récente effectuée en Argentine a montré que les investissements augmentent de jusqu'à 47 % lorsque les biens immobiliers sont enregistrés.<sup>2</sup> Une étude effectuée au Pérou a observé une augmentation de 60 %.<sup>3</sup>

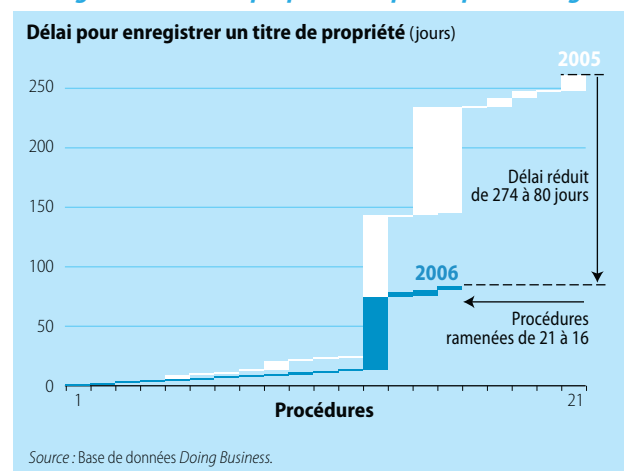
## Qui a réformé ?

En 2004, un transfert de propriété au Nigéria nécessitait 21 procédures différentes, 274 jours et des frais équivalents à 27 % de la valeur du bien. L'exigence d'obtenir un avis conforme du gouverneur de Lagos pour tout transfert de propriété constituait le principal goulot d'étranglement. Cette règle, vestige du régime militaire entraînait 6 mois de délai et des coûts équivalents à 10 % de la valeur de la propriété. La corruption était généralisée et un grand nombre de transactions étaient effectuées sans être déclarées.

La réforme du système a débuté après l'élection d'un nouveau gouverneur. Il a fallu 3 ans pour voir les résultats concrets de cette réforme. Le bureau du registre des sociétés a numérisé la plupart de ses fichiers, formé son personnel et commencé à effectuer des évaluations périodiques de la rapidité de la procédure de transfert. Cinq tarifs ont été regroupés en un seul, et les obligations à remplir pour obtenir une régularisation fiscale et des inspections ont été éliminées. Les listes des frais et de documents à fournir sont publiées dans la presse. Le délai d'enregistrement d'un bien est passé de 274 à 80 jours (figure 5.2). Les transferts ont fait un bond de 90 %, mais, il est vrai, à partir d'une base de départ plutôt modeste. La prochaine étape consiste à éliminer l'obligation d'obtenir l'accord du gouverneur.

FIGURE 5.2

### L'enregistrement de la propriété est plus rapide au Nigéria



Onze autres pays africains ont eux aussi amélioré leur procédure de transfert en 2005/06, faisant ainsi de l'Afrique la première région réformatrice au monde dans cette catégorie (figure 5.3). La République centrafricaine, le Ghana, la Mauritanie, l'Île Maurice, les Seychelles et la Tanzanie ont réduit le montant des impôts et des commissions, abaissant ainsi le montant des coûts des entreprises d'un tiers en moyenne. Les améliorations administratives des services du registre ont permis de réduire le délai nécessaire pour obtenir des titres de propriété au Botswana et au Mali. Il en résulte qu'au Mali, le revenu mensuel des ventes de terres a triplé, passant de 67 000 francs en août 2005, juste avant la réforme, à 182 000 francs en mai 2006.

Et pourtant, il reste beaucoup à faire en Afrique. Le total des biens officiellement déclarés ne représente encore que 2 % du total des biens existants sur ce continent, raison pour laquelle bien peu de gens bénéficient des améliorations apportées aux procédures administratives. Élargir la couverture des enregistrements requiert que les biens fonciers figurent au cadastre.

En Amérique latine, le Salvador a numérisé et réorganisé son registre, ce qui a permis de réduire de 19 jours le délai d'enregistrement. Le Guatemala a réduit de moitié le délai de sa procédure en la simplifiant et en embauchant du personnel. Les chefs d'entreprise brésiliens peuvent désormais obtenir en

FIGURE 5.3

### Les pays d'Afrique ont facilité l'enregistrement de la propriété

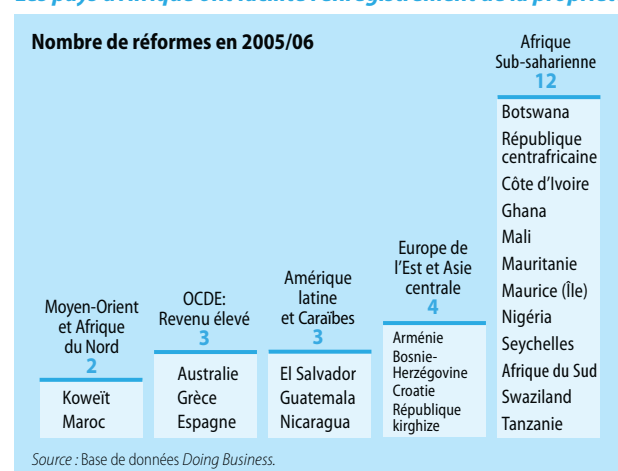


TABLEAU 5.2

**Réduction du coût de l'enregistrement - la réforme la plus populaire en 2005/06****Réduction des impôts ou des frais**

Australie, Bosnie-Herzégovine, République centrafricaine, Ghana, Grèce, République kirghize, Mauritanie, Maurice (Île), Maroc, Nicaragua, Nigéria, Seychelles, Afrique du Sud, Tanzanie

**Accélération des procédures d'enregistrement**

Botswana, Croatie, El Salvador, Koweït, Mali, Nigéria

**Informatisation du registre, procédures en ligne**

Croatie, El Salvador, Guatemala, Espagne

**Consolidation et suppression de procédures**

Arménie, Côte d'Ivoire, Nigéria

Source : Base de données Doing Business.

ligne l'autorisation des fonds des salariés et de l'administration fiscale de vendre un bien. Le Nicaragua a ramené la taxe de cession à 1 % de la valeur de la propriété.

Les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ont, quant à eux, poursuivi leurs réformes. La Croatie a réduit le délai de sa procédure de 18 mois et la délivrance en retard de titres de propriété de 36 % en numérisant son registre et en faisant passer la procédure dans le domaine administratif (auparavant, un juge était également impliqué dans la procédure). La Roumanie a donné aux services de certification de documents accès au registre par voie électronique, ce qui a permis de réduire les délais de 20 jours. La Bosnie Herzégovine a réduit le montant de sa taxe de cession de 1 % de la valeur de la propriété cédée. En Arménie, une nouvelle réglementation permet aux chefs d'entreprise de payer le droit de timbre directement au service de certification de documents, ce qui évite d'avoir à se rendre dans une banque.

Les pays riches ont développé l'utilisation de l'Internet pour les transferts de propriété. L'Allemagne autorise désormais la soumission de demandes de titres de propriété en ligne. Au Portugal, les chefs d'entreprise peuvent maintenant obtenir une régularisation fiscale directement en ligne, et en Espagne, une nouvelle loi oblige les services de certification de documents à utiliser les procédures disponibles sur l'Internet, résultat : les retards ont chuté de plus de 30 %. Certains pays ont décidé d'abaisser les coûts. La Grèce a réduit sa taxe sur les transferts de propriété de 10 % de la valeur du bien cédé à 1 %, tandis que l'Australie a éliminé la redevance facturée au vendeur, qui s'élevait à 2,25 % de la valeur du bien (tableau 5.2).

Au Moyen-Orient et Afrique du Nord, le Koweït et les Émirats Arabes Unis ont commencé à utiliser de nouvelles technologies dans leur service du cadastre et ont formé leur personnel à gérer le traitement des dossiers, ce qui a permis de réduire respectivement de 33 % et de 27 % ces procédures. Le Maroc a réduit de moitié les frais de cession.

Quatre pays ont, par contre, compliqué la procédure de transfert de propriété. Le Venezuela exige désormais des autorisations supplémentaires, ce qui ajoute des procédures et allonge les délais. Le Togo, quant à lui, exige désormais des documents prouvant la nationalité, ce qui allonge d'un mois une procédure de 7 mois déjà éprouvante. Afin de réduire la corruption au niveau du bureau d'enregistrement, l'Ouganda requiert que tous les paiements soient effectués dans une banque, et ce pays appartient désormais au groupe des 10 nations où le nombre de procédures est le plus important (tableau 5.3). Dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, les propriétaires doivent maintenant payer des taxes à la municipalité plutôt qu'à l'administration fiscale, ce qui allonge la procédure de 30 jours.

TABLEAU 5.3

**Qui réglemente l'enregistrement de la propriété le moins et le plus ?**

Procédures (nombre)				Délai (jours)				Coût (% de la valeur de la propriété)			
Le moins		Le plus		Le moins		Le plus		Le moins		Le plus	
Norvège	1	Afghanistan	11	Norvège	1	Bosnie-Herzégovine	331	Bhoutan	0,0	Burundi	17,9
Suède	1	Swaziland	11	Nouvelle-Zélande	2	Angola	334	Arabie saoudite	0,0	Sénégal	18,1
Pays-Bas	2	Érythrée	12	Suède	2	Gambie	371	Kiribati	0,1	Cameroun	18,7
Nouvelle-Zélande	2	Grèce	12	Thaïlande	2	Rwanda	371	Slovaquie	0,1	Mali	20,7
Oman	2	Ouzbékistan	12	Lituanie	3	Ghana	382	Nouvelle-Zélande	0,1	Comores	20,8
Thaïlande	2	Éthiopie	13	Arménie	4	Slovénie	391	Biélorussie	0,1	Nigéria	21,2
Royaume-Uni	2	Ouganda	13	Islande	4	Croatie	399	Azerbaïdjan	0,3	Tchad	21,2
Vanuatu	2	Brésil	14	Arabie saoudite	4	Bangladesh	425	Russie	0,3	Zimbabwe	24,0
Islande	3	Algérie	15	Pays-Bas	5	Kiribati	513	Suisse	0,4	Rép. du Congo	27,2
Singapour	3	Nigéria	16	Taiwan, Chine	5	Haïti	683	Palau	0,4	Syrie	27,9

Source : Base de données Doing Business.

## Que réformer ?

Il est plus facile de transférer des biens immobiliers en Nouvelle-Zélande que partout ailleurs dans le monde. En effet, il suffit d'effectuer 2 procédures sur Internet pour un coût total de 0,1 % de la valeur du bien concerné. Les avocats certifient les documents de transfert de propriété et les enregistrent par voie électronique. Une confirmation est obtenue dans les minutes qui suivent.

Cela n'a pas toujours été aussi simple. En 1995, les fichiers papier du registre représentaient 30 kilomètres d'étagères et augmentaient d'un kilomètre par an. La réforme a commencé peu après la fusion du bureau de délivrance de titres de propriété et du Département des domaines et des informations topographiques. Les certificats de propriété ont été numérisés entre 1997 et 2002, pour un coût total de 90 millions d'USD. En 2002, la Loi sur la propriété, alors vieille de 50 ans, a été amendée afin d'autoriser la délivrance en ligne de titres de propriété. Son utilisation n'est pas encore généralisée : à la fin de 2005, environ la moitié des transferts déclarés ont été entièrement effectués par voie électronique. Une nouvelle loi impose que toutes les transactions soient effectuées de cette manière d'ici le mois de juillet 2008.<sup>4</sup>

La manière la plus simple de suivre l'exemple de la Nouvelle-Zélande, même sans investissements importants, en temps et en argent, dans les nouvelles technologies, consiste à éliminer les procédures inutiles. La Côte d'Ivoire est un bon exemple. L'obligation d'obtenir l'accord du Ministère de l'urbanisme pour chaque transaction immobilière entraînait des retards de plus d'un an. En 2005, un ministre réformateur a éliminé cette obligation, ce qui a permis de réduire le délai d'obtention d'un titre de propriété de 397 à 32 jours. Plusieurs autres pays imposaient des obligations similaires (figure 5.4), qui n'ont d'autre objet que de retarder la procédure de transfert et ne font qu'alimenter la corruption. « Mon titre de propriété est revenu avec 18 signatures d'autorisation, et j'ai dû payer un nombre presque aussi important de personnes pour être sûr de l'obtenir », a déclaré un chef d'entreprise gabonais.

Une autre réforme simple consiste à réduire les coûts des procédures. Les opposants à ce type de réformes affirment que les commissions et les taxes de transfert de propriété élevées sont nécessaires pour que le gouvernement atteigne ses objectifs en matière de revenus. Cependant, réduire les coûts des procédures augmente en réalité les revenus du gouvernement, ainsi que le démontrent les réformes mises en œuvre en Inde et au Mali.<sup>5</sup> En effet, les coûts élevés encouragent les transactions non déclarées ou la déclaration des biens pour une valeur inférieure à la réalité. Les gouvernements perdent donc en fait de l'argent, et les propriétaires de biens immobiliers perdent la sécurité attachée au titre. En présence de coûts dépassant le 10 % de la valeur des biens dans 42 pays pauvres, les programmes de déli-

vance de titres de propriété ont peu de chances de réussir. Dès qu'un bien pour lequel un titre a récemment été délivré change de mains, il redevient rapidement un bien non déclaré.

La réforme engagée par la Géorgie procède de la volonté du gouvernement de régulariser les titres de propriétés. Comme d'autres anciens États membres de l'Union soviétique, la Géorgie a connu des difficultés pendant la période de transition lorsque l'État a perdu son droit de propriété sur les terres. Le gouvernement de l'ère postsoviétique a créé un ministère de gestion des sols ayant pour mission de réformer le cadastre national et la procédure de transfert des biens immobiliers. Il lui a fallu six ans pour élaborer un projet de réforme. Plusieurs visites aux cadastres les plus importants d'Europe ont fourni des modèles. Mais le projet a rapidement été abandonné par Édouard Chevardnadze, le Président de la République de l'époque, sous le prétexte que les intérêts de l'État n'étaient pas suffisamment protégés.

Un nouveau gouvernement lui succéda, ayant fait en partie campagne sur le thème de la réforme de l'administration des domaines. En l'espace de seulement quatre mois, entre les mois de février et juin 2004, une nouvelle loi a été promulguée dans ce domaine et un nouveau registre a été créé, sur la base de deux idées qui figuraient dans le projet rejeté par M. Chevardnadze. Les procédures ont été simplifiées et la taxe de transfert a été éliminée. Le délai nécessaire pour enregistrer un bien est passé de 39 à 9 jours.

Réduire la corruption était une autre priorité des réformes engagées par la Géorgie. Afin d'attirer des employés compétents, les salaires ont été multipliés par 20. Un système de primes a été mis en place, permettant aux employés de doubler leur salaire si leur unité surpasse les résultats enregistrés par les autres en termes de nombre de transferts et de satisfaction de la clientèle. Une campagne de recrutement a permis de s'assurer que des candidats qualifiés postulent pour ces emplois.

FIGURE 5.4

### Obtenir l'accord du gouvernement – le principal goulot d'étranglement

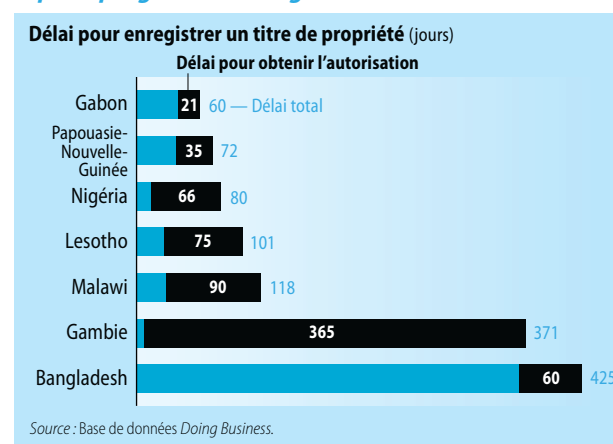
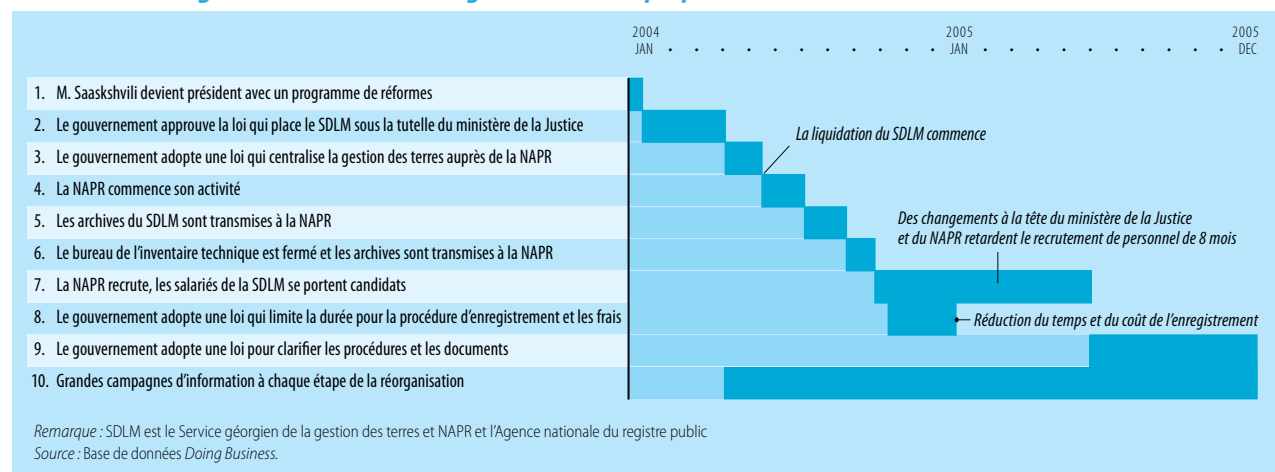


FIGURE 5.5

**Comment la Géorgie a-t-elle réformé l'enregistrement de la propriété**

À la fin de l'année 2004, le registre était opérationnel. Le cadastre et le Ministère de la Justice ont alors lancé une campagne d'information publique visant à encourager les propriétaires à déclarer leurs biens (figure 5.5). En janvier 2005, juste après la création du nouveau registre, 519 immeubles ont été enregistrés à Tbilissi. En décembre de la même année, ce chiffre avait déjà franchi la barre des 11 000. Les commissions versées permettent au registre de s'autofinancer et d'investir dans les nouvelles technologies.

La réforme au Pérou s'explique par la volonté du gouvernement à rendre l'accès à la propriété plus facile pour les femmes et aux populations pauvres. Des programmes pilotes, initiés en 1992-93, ont fonctionné de 1999 à 2004 avec pour objectif d'accroître l'accès à la propriété au sein des populations pauvres des villes. Un nouveau registre a été créé, de même qu'un nouveau cadastre. La nouvelle administration a remplacé les 14 autres qui étaient jusqu'alors responsables des enregistrements. Le délai de délivrance d'un titre est passé de 6 ans à 1 mois. Plus de 1,3 million de titres de propriété ont été délivrés, dont deux tiers à des femmes. La plupart des personnes ayant reçu un titre officiel ont également trouvé un emploi hors de leur domicile. Auparavant, un adulte devait rester à la maison et garder sa propriété. Les enfants finissaient souvent par travailler au noir afin d'aider leur famille.<sup>6</sup>

Les différends portant sur la propriété de terres se transformaient souvent en révoltes. Beaucoup connaissent la révolte paysanne menée par Thomas Muentzer en 1525 et se souviennent de sa fin sanglante, mais bien peu de gens savent que 60 révoltes paysannes se sont déroulées en Allemagne au cours des deux siècles précédents. De nos jours, les luttes entre propriétaires terriens (y compris l'État) et les paysans qui « squatent » leurs terres continuent de faire la une des journaux dans certains pays d'Afrique et d'Amérique latine.

En Honduras, par exemple, la réforme engagée a été

déclenchée par les nombreux litiges terriens qui résultent de l'absence de titres de propriété officiels. Avant ces réformes, on estimait que 70 % des 2,6 millions de propriétés existantes n'étaient pas officiellement enregistrées. En 2003, le gouvernement a soumis un projet de transformation du système. En 2004, une nouvelle loi a créé un registre administratif hors du système judiciaire, considéré comme corrompu et inefficace. Une fois que cette administration a commencé à travailler, les données du cadastre ont été intégrées à celles concernant les propriétés. Entre 2004 et 2005, le nombre de délivrance de nouveaux titres de propriété a augmenté de 160 %.

Quelle que soit la motivation ayant conduit à cette réforme, le problème social qu'elle résout est évident : en l'absence de possibilité de posséder légalement des terres, certaines personnes se voient refuser l'opportunité dont d'autres bénéficient. Ce refus n'est pas fondé sur leur capacité ou leur volonté de travailler mais sur une politique gouvernementale archaïque et souvent corrompue. La réforme des lois sur la propriété et des obligations d'enregistrement permettent de faire des progrès considérables en matière de réduction des inégalités économiques. C'est ce dont un grand nombre de populations pauvres, urbaines et rurales, ont besoin. Les pouvoirs publics de ces pays seraient bien inspirés de répondre à leurs attentes.

**Remarques**

1. Deininger (2003).
2. Galiani et Scharrogradsky (2006).
3. Field (2005).
4. Burns (2005).
5. Les données concernant l'Inde proviennent du Ministère des Finances, programme Maharashtra, et celles concernant le Mali proviennent de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre, à Bamako.
6. Field (2003).

## Obtention de prêts

Les pouvoirs publics inventent souvent des façons bien étranges d'augmenter l'accès aux sources de financement pour les PME. « Dans mon pays, les programmes d'accès aux prêts facilitent uniquement l'accès aux prêts à ceux qui dirigent de tels programmes », déclare une femme d'affaires cambodgienne. Au Bénin, en Inde et en Syrie, la réglementation limite le montant des taux d'intérêts que les banques peuvent facturer, et en Bolivie, au Mali et dans les Émirats Arabes Unis, la loi interdit la saisie de biens fonciers et d'équipements industriels utilisés comme garantie, ce qui peu servir d'incitations aux banquiers pour accorder des prêts.

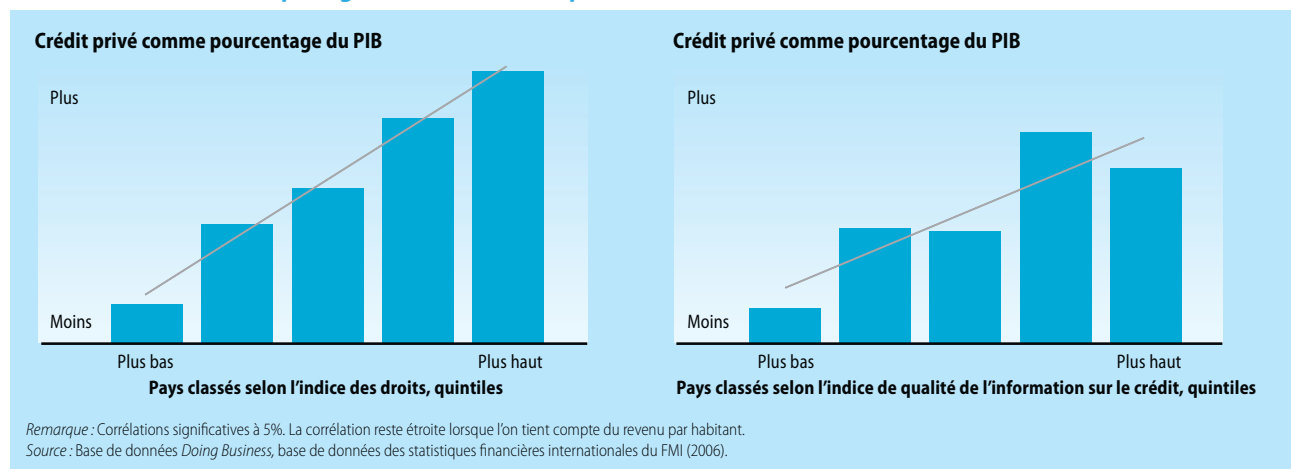
La logique de tels arrangements procède de la nécessité de protéger les emprunteurs, mais les emprunteurs à haut risque, c'est-à-dire la plupart des nouvelles et des petites entreprises, n'obtiennent pas des prêts lorsque les taux d'intérêt sont plafonnés ou que la possibilité de faire jouer les garanties

est limitée. Lorsque le niveau de protection des emprunteurs est trop important, les banques préfèrent investir dans des titres d'État ou prêter aux grandes entreprises avec lesquelles elles effectuent continuellement des transactions.

Une façon plus effective d'améliorer l'accès au crédit consiste à améliorer l'information concernant le degré de solvabilité des emprunteurs potentiels et à faciliter la conclusion et l'exécution des contrats de garantie. Vingt-six pays ont effectué des réformes de ce type en 2005/06. Seize ont créé ou réformé des centrales des risques et incidents de paiement afin de fournir aux prêteurs de meilleures informations sur le risque lié à l'emprunteur. Neuf pays ont réformé leurs lois sur les garanties afin de permettre aux entreprises d'utiliser une plus grande variété d'actifs comme garanties et aux créanciers de mettre en œuvre leurs droits plus rapidement et de façon moins coûteuse, souvent sans avoir à saisir les tribunaux. La

FIGURE 6.1

### *Meilleurs droits, meilleur partage des informations - plus de crédit*



France a mis en place ces deux types de réforme.

Les prêteurs peuvent examiner le passé financier et les garanties souscrites par l'emprunteur avant d'accorder des prêts. Là où un fichier des risques et incidents de paiements ainsi qu'une loi efficace sur les garanties, font défaut, comme c'est le cas dans la plupart des pays pauvres, les banques accordent moins de prêts (figure 6.1). Les crédits accordés au secteur privé représentent en moyenne 14 % du revenu national des 10 pays classés derniers pour la facilitation de l'activité des marchés du crédit par les lois sur les garanties et les centrales du crédit (tableau 6.1). Dans les 10 premiers pays, le crédit est supérieur à 120 % du revenu national.

Améliorer les informations sur le passé financier de l'emprunteur, ainsi que les lois permettant de créer et de faire appliquer les garanties, hors ou pendant une procédure collective, ne renforce pas seulement les droits des créanciers. Cette approche bénéficie tout autant aux emprunteurs méritants car elle augmente leurs chances d'obtenir des prêts.<sup>1</sup> Et elle stimule la productivité et la croissance en réorientant le capital vers les meilleures entreprises. Les gains qui en résultent sont importants. Au Bangladesh, près de la moitié de la population pauvre ayant reçu des prêts est parvenue à sortir de la pauvreté, mais seulement 4 % de ceux n'ayant pas eu accès à des crédits y sont parvenus.<sup>2</sup> Une partie de cet impact peut s'expliquer par des différences de niveau d'éducation et d'accès à la propriété immobilière, mais l'accès au crédit pour les entrepreneurs méritants joue un rôle moteur.

Disposer d'un appareil législatif solide en matière de garanties permet également aux banques de maintenir des portefeuilles sains. Dans les pays où peu d'actifs peuvent être

TABLEAU 6.1  
**Où l'obtention du crédit est-elle la plus facile et la plus difficile**

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Royaume-Uni	1	Comores	166
Hong Kong, Chine	2	Rép. démocratique du Congo	167
Australie	3	Égypte	168
Allemagne	4	Érythrée	169
Malaisie	5	Guyana	170
Nouvelle-Zélande	6	Rwanda	171
Irlande	7	Timor-Leste	172
Canada	8	RDP Lao	173
Singapour	9	Afghanistan	174
États-Unis	10	Cambodge	175

Remarque : Le classement est la somme de l'indice sur la fiabilité des garanties et de l'indice de la qualité des informations sur le crédit. Voir les notes statistiques pour les détails.

Source : Base de données Doing Business.

utilisés comme garantie ou dans lesquels le coût de création de garanties est élevé, les chefs d'entreprise utilisent des prêts aux particuliers. Au Mexique, par exemple, les prêts aux particuliers progressent actuellement à un rythme huit fois supérieur à celui des prêts aux entreprises. Le montant total des prêts aux particuliers dépasse 25 milliards d'USD dans ce pays. Au Pérou, les prêts aux particuliers représentent actuellement 2 milliards d'USD, un montant plus important que celui des prêts accordés aux entreprises. L'avantage des prêts aux particuliers est que les emprunteurs n'ont pas besoin d'utiliser des actifs en tant que garanties pour obtenir des fonds. Le problème est que, si l'activité économique ralentit, un grand nombre de ces prêts ne pourront pas être remboursés et les banques ne disposeront d'aucune protection pour couvrir leurs pertes.

## Qui a réformé ?

La France est arrivée en tête des pays réformateurs en 2005/06, tant dans le domaine de la législation sur les garanties que dans celui des informations sur risques et incidents de paiements. Une nouvelle loi sur les sûretés regroupe les réglementations existantes, ce qui permet de faire appliquer la garantie sans saisir les tribunaux, et a créé un registre unifié des biens mobiliers qui sera opérationnel en 2007. Les entreprises peuvent désormais nantir toutes sortes d'actifs, actuels ou futurs. La réforme du Service central des risques a élargi sa couverture à un million de nouvelles entreprises en réduisant la limite minimum des prêts de 76 000 à 25 000 euros.

Seize autres pays ont réformé leurs systèmes d'information sur le passé financier des emprunteurs en 2005/06. De nouveaux fichiers du crédit privés ont été créés en Bulgarie, en Géorgie, au Kazakhstan et au Nicaragua. L'île Maurice, le seul pays réformateur d'Afrique dans ce domaine, a mis en place un fichier public du crédit. De nouveaux fichiers du cré-

TABLEAU 6.2  
**Qui a le plus d'information sur le crédit et le moins ?**

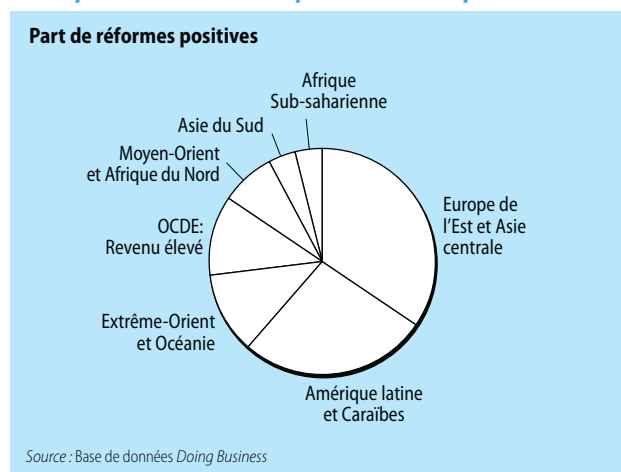
Emprunteurs couverts en tant que pourcentage de la population adulte

Le plus	(%)	Le moins	(%)
Argentine	100	Tchad	0,18
Australie	100	Algérie	0,15
Canada	100	Éthiopie	0,15
Islande	100	Népal	0,14
Irlande	100	Kenya	0,14
Israël	100	Burundi	0,12
Nouvelle-Zélande	100	Yémen	0,08
Norvège	100	Nigéria	0,05
Suède	100	Géorgie	0,02
États-Unis	100	Guinée	0,02

Remarque : Le classement du tableau porte uniquement sur les pays possédant des registres de crédit publics ou privés (122 au total). 53 pays n'ont aucun registre de crédit et par conséquent, ne sont pas abordés.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 6.2

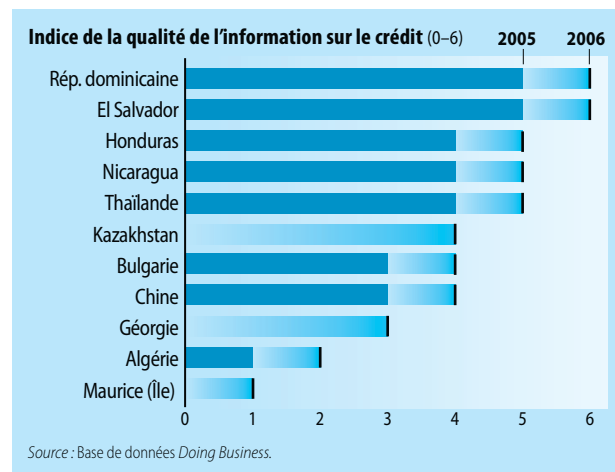
**L'Europe de l'Est et l'Amérique latine ont le plus réformé**

dit aux consommateurs se sont ouverts en Chine et en Israël, ce dernier pays figurant parmi les 10 premiers pays en termes de couverture (tableau 6.2). La République tchèque a créé un bureau du crédit privé destiné aux établissements non bancaires (tels que les créanciers de commerce et les entreprises d'eau/gaz/électricité/téléphone), et l'a associé au fichier pour les banques. Les deux fichiers nationaux du crédit thaïlandais ont fusionné. La concurrence s'est intensifiée sur le marché mexicain de l'information sur le crédit avec l'ouverture d'un troisième bureau.

La tendance la plus significative concernant les réformes du crédit a consisté à amender les lois traitant l'information sur les emprunteurs, une tendance particulièrement marquée en Amérique latine (figure 6.2). La République dominicaine a aboli l'obligation d'obtenir l'accord du particulier avant de communiquer ses données financières aux bureaux du crédit, et elle a mis en place une nouvelle procédure permettant à l'emprunteur de vérifier l'information le concernant. La nouvelle loi de protection des consommateurs au Salvador garantit également à ces derniers un accès aux données concernant leurs antécédents financiers (figure 6.3). Les institutions financières du Costa Rica sont désormais obligées de consulter le bureau du crédit avant d'accorder des prêts. Grâce à une nouvelle loi en Honduras, les données concernant les antécédents financiers sont désormais disponibles pendant une période de cinq ans. La loi sur le bureau du crédit votée en Équateur place cette limite à 6 ans. En Lituanie, elle est de 7 ans et en Pologne de 5 ans.

Les gouvernements des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont de plus en plus favorables à la création de fichiers privés du crédit. La banque centrale d'Égypte a révisé la loi sur le secret bancaire afin de permettre l'ouverture du tout premier fichier privé dans ce pays. La banque centrale du Koweït a cessé de distribuer aux grandes banques la liste des

FIGURE 6.3

**Extension de l'information sur le crédit**

prêts en rupture de paiement, ce qui a eu pour effet de doubler le nombre de demandes d'informations soumises au fichier privé. L'Algérie a créé un registre des incidents de paiement que les entreprises privées peuvent consulter.

Plusieurs pays ont élargi la portée des fichiers (voir tableau 6.3). La République dominicaine, Hong Kong (Chine) et la Roumanie offrent désormais plus d'informations sur les prêts en cours et les paiements ponctuels. L'Australie, la République dominicaine, le Honduras et le Portugal autorisent leurs bureaux à utiliser des sources publiques d'informations en matière de crédit, tels que les dossiers judiciaires. Les fichiers publics du crédit en Autriche, en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie et au Portugal ont également augmenté la quantité d'informations fournies dans les rapports de solvabilité. La Hongrie et l'Italie ont pris la direction opposée et ont décidé de réduire l'éventail de données fournies au registre.

TABLEAU 6.3

**Plus d'informations sur le crédit - la réforme la plus populaire en 2005/06****Introduction d'une loi sur le registre de crédit ou révision de la loi actuelle**

Algérie, République dominicaine, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Panama, Roumanie, Thaïlande, Uruguay

**Création d'un nouveau registre des crédits**

Bulgarie, Chine, République tchèque, Géorgie, Israël, Kazakhstan, Maurice (Ile), Nicaragua

**Autorisation de la saisie des garanties en dehors des tribunaux**

Arménie, France, Inde, République kirghize, Pérou, Serbie

**Élargissement des informations recueillies dans le registre des crédits**

Algérie, France, Roumanie, Thaïlande, Uruguay

**Création d'un registre des garanties**

Azerbaïdjan, France, Japon, RDP Lao, Pérou

**Élargissement des actifs pouvant servir de garantie**

Danemark, France, RDP Lao, Pérou

Source : Base de données Doing Business.

L'Indonésie et le Pakistan enregistrent désormais tous les prêts accordés dans leurs fichiers du crédit, multipliant respectivement par 5 et par 8 leur couverture des emprunteurs. Auparavant, les emprunts n'étaient dans les deux pays couverts qu'à partir d'un seuil élevé. L'Uruguay a également réduit son seuil, augmentant ainsi le nombre d'emprunteurs couverts de 5 %.

Dix pays ont rendu la création et la mise en œuvre de garanties plus faciles. Le Pérou est allé le plus loin dans ce type de réforme, autorisant les entreprises à placer une plus grande variété de biens en garantie et à faire jouer ces garanties sans recours aux tribunaux. Cette réforme a suscité l'opposition des notaires, mais le gouvernement a persévéré. Le résultat espéré est une diminution de 75 % des coûts et délais associés à l'exécution des sûretés.

Plusieurs autres pays ont également élargi la gamme de biens qui peuvent être nantis. Le Danemark a introduit une charge flottante, permettant aux sociétés de nantir un ensemble de biens non spécifiés. Il n'est donc plus nécessaire de modifier les conventions chaque fois qu'un bien entre ou sort de la masse. En vertu des anciennes règles, les sociétés devaient amender leurs conventions de garanties afin de refléter l'état de l'inventaire du jour. Les réformes ont placé le Danemark parmi les 10 premiers pays pour la fiabilité des garanties.

La réforme la plus populaire en matière de garanties a été d'autoriser l'exécution des garanties sans recours aux tribunaux, notamment en République kirghize et en Serbie. L'Arménie a encouragé les parties à convenir de l'exécution des garanties hors des tribunaux en supprimant l'exigence qu'un tel accord n'intervienne qu'après la défaillance des débiteurs. La cour suprême de l'Inde a confirmé le droit des banques de saisir les biens nantis sans l'intervention d'un tribunal. En pra-

TABLEAU 6.4

**Où la fiabilité des garanties est-elle la plus forte et la plus faible ?**

Indice sur la fiabilité des garanties (0–10)

Le plus		Le moins	
Hong Kong, Chine	10	Biélorussie	2
Royaume-Uni	10	Burundi	2
Albanie	9	Chine	2
Australie	9	Guinée équatoriale	2
Nouvelle-Zélande	9	RDP Lao	2
Singapour	9	Madagascar	2
Slovaquie	9	Égypte	1
Danemark	8	Rwanda	1
Irlande	8	Afghanistan	0
Malaisie	8	Cambodge	0

Remarque : Voir les notes statistiques pour les détails de l'indice

Source : Base de données Doing Business.

tique, un simple avis au débiteur suffit maintenant à obtenir le règlement de 50% des impayés. La réforme validée par la Cour a également introduit des délais pour les décisions de première instance et les appels concernant l'exécution des garanties.

Trois pays ont complexifié l'accès au crédit. En 2004, la Biélorussie permettait aux créanciers de faire jouer un nantissement sans recours aux tribunaux. Mais une nouvelle loi, passée en 2005 a rendu cette exécution particulièrement complexe et a restreint le champ des personnes pouvant conclure des contrats de nantissement—classant ainsi la Biélorussie parmi les 10 pays au monde où les garanties sont les moins fiables (tableau 6.4). Le Burundi a cessé de fournir des informations concernant les prêts non remboursés, mais une nouvelle base de données répertoriant les défauts de remboursement fonctionne encore. Par ailleurs, le Venezuela a totalement arrêté de partager des informations concernant le crédit.

## Comment réformer?

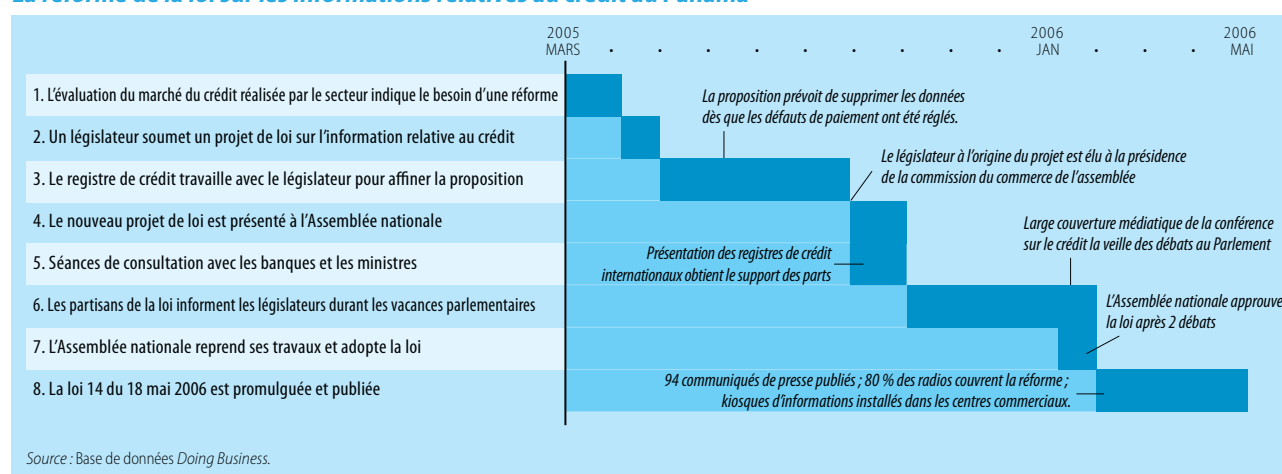
Un réformateur ambitieux étendrait la gamme des biens pouvant être utilisés comme garantie ainsi que celle des informations listées au fichier du crédit. Ceci peut paraître difficile, mais la Slovaquie a réussi. Dans le cadre de sa réforme en 2002, la Slovaquie a permis aux créanciers de nantir tous les biens mobiliers, présents comme futurs, matériels aussi bien qu'immatériels. Depuis lors, plus de 70 % des prêts aux nouvelles entreprises ont été garantis par des biens mobiliers ou des créances à échoir. La Loi bancaire est en cours de modification en vue d'assouplir les règles concernant la soumission de données au registre de crédit.

Certains pays ne s'engagent que partiellement sur la voie des réformes et finissent par n'en tirer aucun bénéfice. En 1997, le Panama a autorisé la constitution de charges flottantes sur les entreprises, mais uniquement pour leurs biens

situés en dehors du pays. La mise en œuvre judiciaire des garanties demeure un processus long et coûteux. Le Paraguay autorise les emprunteurs de mettre leur inventaire en gage, mais uniquement pour autant qu'il est constitué de produits miniers ou industriels, de plus chaque article doit être énuméré séparément. La Micronésie a introduit une nouvelle loi sur les garanties l'année dernière, mais comme elle ne dispose toujours pas d'un registre du crédit mobilier, cette loi n'a eu aucun effet sur l'accès au crédit. Les lois brésiliennes concernant l'information sur le crédit autorisent le débiteur à inspecter les données qui le concernent, mais elles limitent le partage d'informations positives concernant le remboursement et les prêts en cours.

Les réformes rencontrent un plus grand succès lorsque les créanciers participent à leur rédaction. Il arrive que les juristes ne perçoivent en effet pas tout ce qui favorise l'activité

FIGURE 6.4

**La réforme de la loi sur les informations relatives au crédit au Panama**

des entreprises. Au Mexique, par exemple, les réformes de l'année 2000 ont introduit deux nouveaux types de garanties, mais les banques ne les ont pas utilisés car le recouvrement était limité à la valeur des biens gagés (et non pas la valeur du prêt). Les banques ont fait pression pour supprimer ce plafonnement, et les nouveaux instruments sont maintenant largement utilisés. Au Panama, les premières propositions de réforme de l'information sur le crédit prévoyaient le retrait de la mention d'une défaillance aussitôt le paiement effectué. Des consultations ultérieures avec des créanciers, le fichier privé du crédit et des groupes de consommateurs ont éliminé cette provision et ont contribué à la rédaction d'une loi qui permet un plus grand partage des renseignements et renforce les droits des consommateurs (figure 6.4).

Pour ceux qui ne sont pas désireux d'engager des réformes par la voie parlementaire, les réformes administratives peuvent aussi avoir des effets significatifs. Unifier les fichiers sur le crédit pour tous les types d'emprunts ainsi que regrouper les registres du crédit mobilier pour toutes les zones géographiques et tous les types de biens représente un bon début. La France s'est engagée sur cette voie. Jusqu'en 2005, la France disposait de registres locaux du crédit mobilier limités aux nantissements d'actions, des comptes bancaires, ou des créances. Si un créancier à Paris avait besoin des renseignements sur un débiteur à Lyon, il devait se déplacer. Les réformes récentes améliorent cette situation.

D'autres pays riches ont également besoin de réformes : l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse n'ont pas de registres unifiés du crédit mobilier. 32 autres pays exigent de multiples inscriptions dont le Cameroun, la Colombie et l'Équateur. La solution : créer un registre unifié des biens mobiliers classé par noms (des débiteurs). En 2005, le Pérou a voté une loi qui aboutira à la création d'un registre unifié du crédit mobilier, alors que l'Azerbaïdjan a introduit un registre unifié du crédit

hypothécaire. L'Espagne avait unifié ses registres en 1998. Les pays de l'Europe de l'Est : la Bulgarie, la Hongrie, la Moldavie, la Roumanie, ont tracé la voie vers de telles réformes. Les registres les plus efficaces n'exigent pas d'examen approfondi des inscriptions, évitant ainsi les délais.

Unifier l'information sur le crédit pour tous les types de prêts constitue une tâche similaire. De telles réformes sont faciles à mettre en place lorsque des fichiers publics distincts existent pour les emprunts en cours, les incidents de paiement sur les prêts et les chèques impayés comme c'est le cas en Algérie, au Burundi et au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africain. Le Maroc a récemment réformé ce secteur : sa nouvelle loi bancaire permet la fusion des bases de données et même l'externalisation de leur gestion à des entrepreneurs privés. Le Liban est en train de regrouper ses bases de données séparées.

Un avertissement : ne pensez pas que les subventions augmentent l'accès au crédit. Suffisamment de projets de subventions ont échoué et démontré le contraire. Avant sa fermeture en 2005, Banrural au Mexique, qui subventionnait des prêts aux agriculteurs perdait 20 millions d'USD. Les frais de gestion étaient de 30 cents par dollar prêté, et plus de 45 % des prêts étaient non productifs. Pire, les subventions continues empêchaient que les banques privées n'offrent pas un crédit plus raisonné.

Les problèmes d'accès au crédit sont en général dus à une pénurie d'information sur le crédit et des lois qui n'établissent pas des garanties fiables. Les réformateurs peuvent s'atteler d'abord à ces questions.

### Remarques

1. Djankov, McLiesh et Shleifer (à paraître).
2. Grameen Bank (2004).

## Protection des investisseurs

Aisha Al Hamra possède une entreprise de transformation d'aliments à Dar es Salaam en Tanzanie. Elle a besoin de 8 millions d'USD pour acheter des camions et de l'équipement pour son entrepôt. Un prêt bancaire coûterait 20 % d'intérêts annuels et exigerait de mettre 15 millions d'USD de biens en garantie, Aisha ne dispose pas de tels atouts. Une meilleure solution consisterait à vendre des actions de son entreprise à des investisseurs locaux, éliminant ainsi le besoin de garantie et lui permettant d'acheter les camions. Mais elle doit d'abord convaincre ces investisseurs qu'elle ne compte pas s'approprier leur argent.

La réglementation peut aider Aisha en exigeant que les entreprises établissent des rapports sur les opérations et en permettant aux investisseurs d'examiner les décisions des dirigeants portant sur des sommes importantes. La Tanzanie a réformé sa Loi sur les sociétés en 2005, pour la première fois de-

puis 1929, afin de renforcer la protection des investisseurs. La nouvelle loi requiert la divulgation des activités d'une société et codifie les devoirs des directeurs envers les petits actionnaires. Ainsi, les investisseurs locaux sont plus enclins à investir.

Les marchés financiers peuvent prospérer là où la loi réglemente l'abus de biens sociaux, et sanctionnent les détournements par des initiés. L'amélioration de la transparence financière ainsi que de l'accès des investisseurs aux tribunaux favorise la croissance des marchés des valeurs mobilières (figure 7.1).<sup>1</sup> Quand la loi n'arrive pas à empêcher les délits d'initié, l'actionnariat est concentré car une participation majoritaire devient la meilleure protection contre les abus d'autres actionnaires.

La Nouvelle-Zélande est de nouveau en première position du classement de *Doing Business* pour la protection des investisseurs cette année, obtenant 29 des 30 points

FIGURE 7.1

**Une protection des investisseurs améliorée, plus de sociétés cotées, et une plus grande capitalisation boursière**

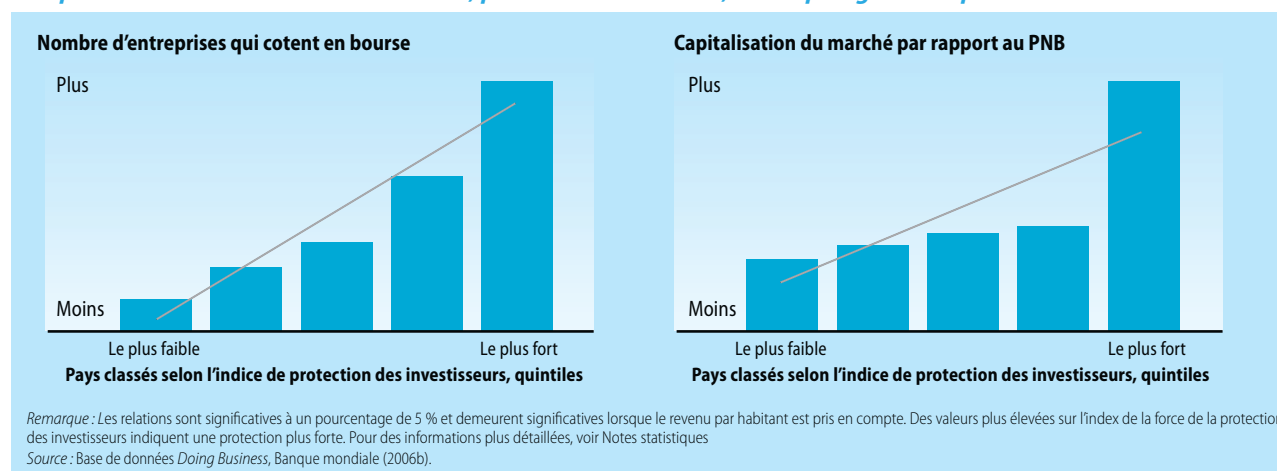


TABLEAU 7.1

**Où les investisseurs sont-ils protégés et où ne le sont-ils pas ?**

Le plus protégé	Classement	Le moins protégé	Classement
Nouvelle-Zélande	1	Albanie	164
Singapour	2	Gambie	165
Hong Kong, Chine	3	Rwanda	166
Malaisie	4	Venezuela	167
Canada	5	Djibouti	168
Irlande	6	Swaziland	169
Israël	7	RDP Lao	170
États-Unis	8	Vietnam	171
Royaume-Uni	9	Tadjikistan	172
Afrique du Sud	10	Afghanistan	173

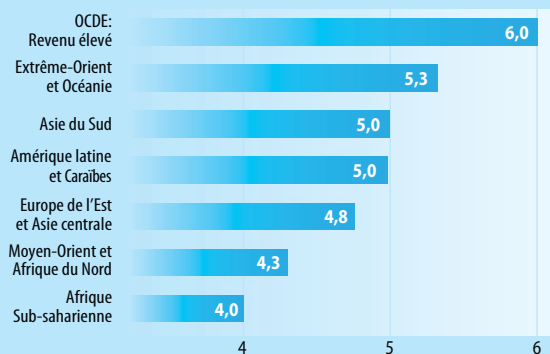
Remarque : Les classements sont établis en fonction de l'indice de protection des investisseurs. Deux pays ne disposaient pas de données. Voir les notes statistiques pour les détails.

Source : Base de données Doing Business.

possibles (tableau 7.1). Singapour est en deuxième position. La protection des investisseurs contre l'abus de bien sociaux ne constitue qu'un aspect de la gouvernance d'entreprise, c'est toutefois l'aspect le plus important dans les pays en voie de développement. La plupart des autres aspects, notamment l'inclusion de mesures d'intéressement dans les contrats des dirigeants afin qu'ils optimisent leurs décisions d'investissement, concernent principalement les pays riches. Une autre question qui n'est pas traitée dans ce rapport, celle des problèmes de gestion des entreprises publiques se pose principalement dans les pays en voie de développement.

Parmi les pays de l'échantillon, les pays riches fournissent plus de protection contre l'abus de biens sociaux (figure 7.2). Les obligations de divulgation y sont plus exigeantes en matière de conventions réglementées, à savoir les transactions entre un dirigeant ou un actionnaire majoritaire et la société elle-même, comme c'est le cas dans l'hypothèse envi-

FIGURE 7.2

**Les pays riches protègent le plus les investisseurs****Indice de protection des investisseurs (0-10)**

Remarque : Une valeur plus haute indique une plus grande protection des investisseurs. Voir les notes statistiques pour les détails.

Source : Base de données Doing Business.

sagée par Doing Business. Les investisseurs peuvent y compter sur la justice, en embauchant des avocats et en allant devant un tribunal, pour protéger leur argent.

Dans les pays en voie de développement, les investisseurs sont contraints de se fier plus à la réglementation publique qu'à la justice pour faire respecter leurs droits. Ceci est dû au fait que les règles de procédures sont souvent insuffisantes et que les investisseurs préfèrent ne pas s'en servir. Par exemple, les lois du Cambodge offrent aux investisseurs plusieurs formes de d'indemnisation par les dirigeants mais elles ne garantissent pas l'accès aux documents de la société aux fins de preuve. L'exécution est aussi déficiente, même si les investisseurs ont potentiellement l'opportunité de protéger leur argent. Souvent, les inspecteurs du gouvernement peuvent obtenir des bureaux fiscaux, des banques ou des partenaires commerciaux des dossiers auxquels les avocats n'ont pas accès.

**Qui a réformé ?**

Quinze économies ont réformé leurs systèmes de protection des investisseurs en 2005 et 2006 (tableau 7.2). Aussi bien les économies riches que les économies pauvres ont effectué des réformes qui ont été bénéfiques pour les investisseurs dans chaque région.

Le Mexique se place au premier rang des réformateurs en matière de protection des investisseurs en 2005 et en 2006. « Nous avons un dicton qui disait : hommes d'affaires riches, entreprises pauvres » raconte un investisseur. En effet, les dirigeants d'entreprises pouvaient gérer les entreprises comme bon leur semblait et ne s'en privait pas. Une nouvelle loi sur les valeurs mobilières a changé cet état des choses. La loi définit pour la première fois les obligations des dirigeants d'entreprise en s'écartant de l'obligation de « prendre soin des

TABLEAU 7.2

**Divulgation accrue - la réforme la plus populaire en 2005-2006****Exigences étendues en matière de divulgation**

Mexique, Pérou, Pologne, Roumanie, Suède, Royaume-Uni

**Poursuites contre les dirigeants facilitées**

Allemagne, Inde, Mexique, Tanzanie

**Comptes de la société rendus accessibles aux actionnaires**

Chine, Hong Kong (Chine), Tunisie

**Réglementation de l'approbation des transactions des parties apparentées**

Israël, Nouvelle-Zélande

**Régulation du marché financier centralisée au sein d'une agence**

Colombie

Source : Base de données Doing Business.

affaires de l'entreprise comme s'il s'agissait des siennes propres » pour établir une définition précise ainsi qu' une liste spécifique d'activités incompatibles avec ces responsabilités. Cette approche comble les failles de l'ancienne réglementation et guide le juge en condamnant spécifiquement certains comportements.

La loi mexicaine met également l'accent sur l'examen minutieux des conventions réglementées. C'est-à-dire qu'elle exige une divulgation préalable de toutes les informations concernant une transaction qui bénéficie à un dirigeant d'entreprise. En outre, l'équipe de direction doit obtenir l'avis d'experts indépendants sur l'équilibre de la transaction. Au cas où des exigences accrues de divulgation ne suffiraient pas à prévenir les abus, la loi accroit également les sanctions pénales infligées aux directeurs. Le classement du Mexique sur la protection des investisseurs a progressé de 92 places après la réforme, passant de la 125<sup>ème</sup> à la 33<sup>ème</sup> position.

D'autres réformateurs ont accru la transparence des données financières des entreprises. Les législateurs tunisiens ont exigé des entreprises qu'elles donnent aux actionnaires accès à leurs registres, permettant à ceux-ci de consulter les rapports financiers et interdisant les prêts accordés par l'entreprise aux directeurs, cadres et à leurs familles. De nouveaux amendements requièrent également que les auditeurs informent immédiatement l'autorité de réglementation de la Bourse de toute transaction susceptible de porter préjudice aux intérêts des investisseurs. La Tunisie a adopté ces dispositions dans le cadre de ses efforts visant à conclure un accord d'association avec l'Union Européenne.

La Chine a également amélioré son système de protection des investisseurs contre les conventions réglementées. Des amendements au droit des sociétés exigent des sociétés

par actions qu'elles obtiennent l'approbation des différents actionnaires pour de telles transactions. (La réglementation des marchés boursiers exige déjà ceci des entreprises cotées.) Il reste toutefois beaucoup à faire : les investisseurs qui votent contre une transaction ne peuvent pas intenter de poursuites par la suite pour les dommages susceptibles d'être causés par cette transaction. De ce fait, bien qu'ayant reçu le total des points pour l'indice sur l'étendue des divulgations, la Chine n'a reçu qu'un point sur 10 pour l'indice sur l'étendue de la responsabilité des directeurs. Ce déséquilibre frustre les investisseurs, particulièrement étrangers, habitués à pouvoir porter devant les tribunaux les comportements répréhensibles.

Plusieurs pays européens ont aligné leurs règlements avec les directives de l'UE. À titre d'exemple, la Pologne a remplacé sa loi sur les valeurs mobilières par 4 nouvelles lois qui sont plus conformes au règlement de l'UE. Entre autres dispositions, les actionnaires détenant 5 % des actions d'une entreprise peuvent à présent demander à des auditeurs externes de mener des enquêtes sur les activités commerciales suspectes. La Pologne a également simplifié les exigences relatives à la cotation sur le marché boursier. En réponse, 27 nouvelles entreprises ont été cotées en 2005, 1,5 milliards d'USD en nouveaux capitaux sont entrés sur le marché Polonais.<sup>2</sup> En comparaison, seules 3 nouvelles entreprises ont été cotées en 2004, pour une capitalisation de 212 millions d'USD. L'Allemagne a réduit le pourcentage d'actionnaires requis pour intenter une action sociale de 10 à 1 %. La République tchèque a transcrit la directive de l'UE relative aux acquisitions et introduit un examen des offres de rachat de parts des petits porteurs par les actionnaires majoritaires à des prix prédéterminés (opérations également connues sous le nom de « cession forcée »).

## Comment réformer?

Les crises financières permettent aux gouvernements d'examiner les problèmes réglementaires ordinairement ignorés pendant les bonnes périodes. Après l'effondrement de la bourse en 1929, les investisseurs ont réagi positivement aux réformes des marchés de valeurs mobilières américains, aboutissant à des années de croissance. « Tous s'accordaient pour dire que, la confiance du public dans les marchés de valeurs mobilières devait être rétablie » déclare la Commission des valeurs mobilières du pays.<sup>3</sup> La réforme augmenta la responsabilité potentielle des directeurs d'entreprise, qui est toujours parmi les plus élevées au monde (tableau 7.3).

La Thaïlande a réagi à la crise financière de 1997 en instituant plusieurs réformes réglementaires et institutionnelles visant en priorité les agences chargées de l'application des

lois. Les réformes ont transféré la supervision des entreprises cotées du Ministère du commerce à une commission indépendante des valeurs mobilières. Des tribunaux de faillite spécialisés ont été mis en place afin d'accélérer la résolution des procédures collectives. Cette action fut suivie de nouvelles lois sur les sociétés et les valeurs mobilières.<sup>4</sup> Un institut des directeurs fut créé avec pour mission d'informer les directeurs sur leur rôle et leurs responsabilités. Le marché s'est rapidement rétabli.

La Thaïlande ne s'en est pas tenue à ces mesures. Les réformes se poursuivent sous la forme de mesures d'incitation plus marquées telles que des allègements fiscaux et de la publicité favorable offertes aux entreprises qui disposent d'un système de protection des investisseurs plus efficace.<sup>5</sup>

Tous les pays ne tirent pas le meilleur parti de telles op-

TABLEAU 7.3

**Qui protège les investisseurs le plus et le moins ?**

Ampleur de la divulgation		Étendue de la responsabilité des dirigeants		Facilité des poursuites par les actionnaires	
Le plus	Le moins	Le plus	Le moins	Le plus facile	Le plus difficile
Bulgarie	Afghanistan	Cambodge	Swaziland	Kenya	Afghanistan
Chine	Albanie	Canada	Timor-Leste	Nouvelle-Zélande	Cambodge
France	Guinée-Bissau	Israël	Zimbabwe	Colombie	Croatie
Hong Kong, Chine	RDP Lao	Malaisie	Afghanistan	Hong Kong, Chine	Syrie
Irlande	Maldives	Nouvelle-Zélande	République dominicaine	Irlande	Guyana
Malaisie	Micronésie	Singapour	Marshall (îles)	Israël	Maroc
Nouvelle-Zélande	Palau	Trinité-et-Tobago	Micronésie	Maurice (île)	Rwanda
Singapour	Soudan	États-Unis	Palau	Pologne	Arabie Saoudite
Thaïlande	Suisse	Hong Kong, Chine	Tadjikistan	Singapour	Djibouti
Royaume-Uni	Tadjikistan	Afrique du Sud	Vietnam	États-Unis	Iran

Source : Base de données Doing Business.

portunités. Le manque de pouvoir de contrainte était la principale faiblesse notée en Malaisie après la crise de 1997. Pourtant, 5 agences gouvernementales sont chargées de la gestion du marché financier : la commission des valeurs mobilières, la banque centrale, la commission des entreprises, le comité des investissements étrangers et le Ministère du commerce et de l'industrie. Une telle situation crée une confusion quant aux responsabilités respectives des diverses institutions. Il en résulte que les autorités de réglementation manquent de répondeur lorsque des infractions sont commises et le sentiment qu'elles ne font pas respecter la loi persiste.<sup>6</sup>

Les gouvernements ne devraient pas attendre une crise financière pour améliorer le système de protection des investisseurs. Les gouvernements des pays n'ayant pas connu de scandales peuvent s'appuyer sur des exemples étrangers pour appuyer leurs réformes. Les scandales d'Enron et de Parmalat ont suscité des initiatives législatives à travers le monde parce qu'ils ont mis en évidence des failles dans des marchés jusqu'alors considérés comme des exemples de réglementation efficace. Le Canada, l'Inde et le Japon ont adopté des réformes inspirées du Sarbanes-Oxley Act qui a vu le jour aux É.-U.

Le Mexique, premier réformateur, s'est également inspiré de l'expérience des États-Unis pour promouvoir sa réforme. En 2004, le Ministère mexicain des finances a introduit une nouvelle loi sur les valeurs mobilières plutôt que d'amender la loi sur les entreprises alors en vigueur. Cette approche a limité l'opposition à la réforme aux adversaires d'un actionariat plus large et d'une transparence accrue. Par contraste, l'amendement de la loi sur les entreprises aurait stigmatisé l'opposition des notaires et d'autres professionnels du secteur juridique qui bénéficient des contraintes que la loi impose en matière de certifications des documents d'entreprise.

La nouvelle loi sur les valeurs mobilières a été adoptée grâce à la convergence de deux facteurs. Le premier facteur

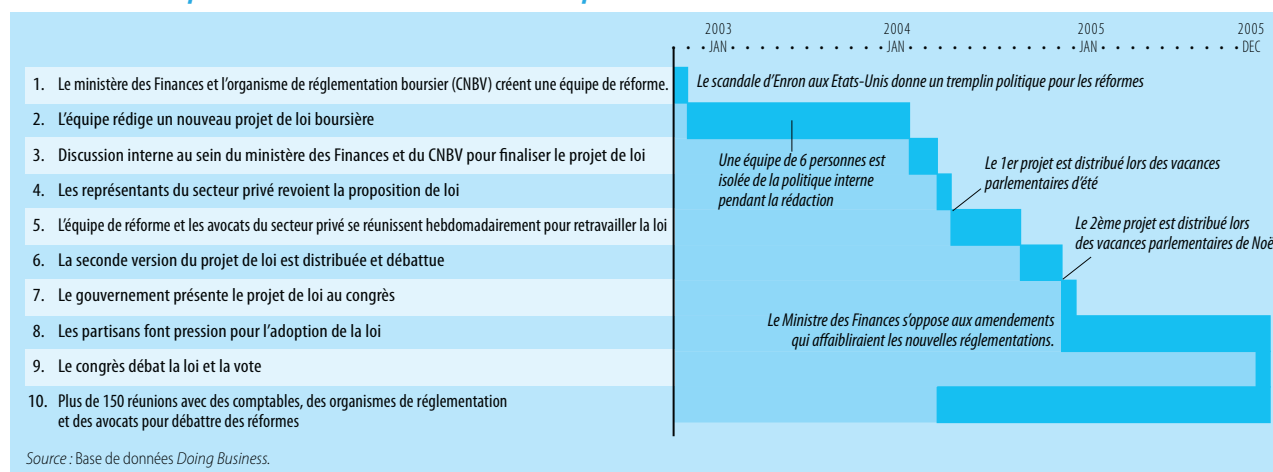
a été l'inclusion du secteur privé dans le projet de loi. Les avocats et les représentants du gouvernement ont formé un groupe de travail pour résoudre leurs différends au sujet des changements proposés. « Nous nous sommes réunis une fois toutes les semaines, le jeudi soir, pendant 5 mois » déclare un responsable. « Les avocats nous ont aidé à rédiger une loi qui assurait la réalisation de nos objectifs et était acceptable par les opérateurs du secteur privé ». À l'issue du processus, les avocats utilisaient la première personne du pluriel en parlant de la loi : « notre intention était de » ou « nous avons utilisé ce langage parce que... ».

Un second facteur de succès a résulté du temps laissé aux parlementaires pour se familiariser avec le potentiel de progrès qu'impliquait le nouveau texte. Le comité de réforme a informé les parlementaires pendant les vacances du congrès, leur permettant de débattre des nouvelles idées pendant plusieurs mois (figure 7.3).

La Colombie offre un exemple supplémentaire d'un pays ayant su tirer des leçons des expériences étrangères. Une réforme en Colombie a récemment consolidé les pouvoirs de régulation au sein d'une agence unique et puissante, suivant l'exemple du Japon et du Royaume-Uni qui ont institué des réformes similaires. L'autorité de régulation des marchés de valeurs mobilières a été fusionnée avec l'autorité de régulation bancaires et celle des assurances pour fonder une autorité de régulation du marché financier. Cette mesure, s'explique par le nombre croissant de réglementations qui étaient adoptées, sans mise à niveau des moyens d'exécution. « Seuls les activités qui peuvent être supervisées doivent faire l'objet d'une réglementation » déclare un réformateur Colombien.

De nombreuses leçons peuvent être tirées des réformes entreprises dans d'autres pays, y compris celles qui ont échoué. Les réformes visant à renforcer la protection des investisseurs sont devenues un phénomène mondial suite à

FIGURE 7.3

**La réforme de la protection des investisseurs au Mexique**

la crise financière en Asie orientale et aux récents scandales d'entreprises en Europe et aux États-Unis. Néanmoins, certaines réformes sont plus populaires qu'elles ne le méritent. Notamment, l'adoption de la règle « se mettre en conformité ou divulguer » pour les entreprises liées par les règles de gouvernance des entreprises établies par un marché boursier. Les entreprises qui ne respectent pas toutes les normes doivent le divulguer et se justifier auprès des investisseurs. L'objectif est de prévenir les problèmes en accroissant la responsabilité sans pour autant augmenter significativement les coûts de mise en conformité. Toutefois, une telle mesure ne s'avère pratiquement jamais efficace. Généralement, les entreprises déposent des déclarations indiquant « coût de la conformité trop élevé » ou « informations incomplètes ». Ces déclarations sont rarement contrôlées, y compris sur les marchés matures tels que celui du Royaume-Uni. Les coûts sont faibles, mais les avantages sont minimes.

Dynamiser les marchés des valeurs mobilières ne constitue pas le seul objectif d'une protection des investisseurs accrue. La Tanzanie a lancé des réformes de son système de protection des investisseurs dans le cadre d'une initiative

plus ambitieuse visant à réduire la corruption et à créer un « environnement d'intégrité » qui suscite la confiance propice aux activités commerciales.<sup>7</sup> Une telle politique renforce la confiance des investisseurs dans les activités commerciales locales et dans le gouvernement.

### Remarques

1. La Porta, López-de-Silanes et Shleifer (2005) et Djankov, La Porta, López-de-Silanes et Shleifer (2005).
2. Ernst & Young (2005) et Banque Mondiale (2005b).
3. SEC (2006).
4. Thaïlande Investment Service Center (2004).
5. La forte tendance à la détérioration des pratiques de divulgation et de la gouvernance dictée par les conditions du marché est considérée comme un facteur décisif dans l'écroulement financier du pays en 1997 (Alba, Claessens et Djankov 1998).
6. Banque mondiale (2005a).
7. Sitta (2005).

## Païement des taxes et impôts

Personne n'aime payer de taxes, mais certains encore moins que d'autres. « La fraude fiscale est un sport national en Bolivie. Les contribuables évitent de payer leurs taxes parce que les taux sont élevés, l'administration complexe et leurs contributions fiscales ne sont pas utilisées à bon escient » déclare José, un homme d'affaires de La Paz. Dans cette ville, une entreprise doit payer 80 % de ses profits, consacrer 189 jours et effectuer 41 paiements chaque année pour se conformer à la réglementation fiscale, ce qui rend le système fiscal bolivien l'un des systèmes les plus coûteux au monde (tableau 8.1). On pourrait s'attendre à ce que les revenus importants collectés soient investis dans des projets publics. Alors que pour l'éducation et la qualité de l'infrastructure la Bolivie fait partie des 10 dernières économies au monde.<sup>1</sup>

D'autres pays présentent des caractéristiques similaires. En Mauritanie, une entreprise doit payer 104 % de ses bénéfices,

consacrer 122 jours et effectuer 61 paiements chaque année pour se conformer à la réglementation fiscale. En Biélorussie, 186 % des bénéfices doivent être versés sous forme de taxes, 125 paiements effectués et 208 jours consacrés à la préparation, la déclaration et le paiement des taxes, si les entreprises se conforment à la réglementation. La plupart des entreprises ne peuvent pas se permettre de déclarer l'intégralité de leur production ; 42 % des activités commerciales ne sont pas déclarées.

Pour se conformer à la réglementation fiscale, les entreprises des 175 économies représentées dans *Doing Business* déposent chaque année des déclarations fiscales longues de 35 pages en moyenne. Cela correspond à 100 000 arbres chaque année en feuille de papier, même en ayant exclu le nombre réduit de pays où les déclarations fiscales des entreprises peuvent être déposées par voie électronique.<sup>2</sup> Au Cameroun, la longueur moyenne de la déclaration fiscale d'une entreprise est de 172 pages. En Ukraine, 92. Aux États-Unis, 64.

Les gouvernements imposent des taxes pour financer les services publics. Encore faut-il que les taxes soient collectées et des taux d'imposition élevés ne génèrent pas toujours des recettes fiscales importantes. Entre 1982 et 1999, le taux d'imposition sur les bénéfices au plan mondial a baissé de 46 à 33 %, tandis que le montant des recouvrements de taxes est passé de 2,1 à 2,4 % du revenu national.<sup>3</sup> Ce résultat a été atteint parce qu'un nombre plus important d'entreprises a intégré le secteur formel et parce que les exonérations fiscales et les autres mesures d'incitation fiscale ont été réduites ou éliminées.

La réduction des taux d'imposition a été une tendance marquante en Europe orientale et en Asie centrale. La plupart des pays ayant entrepris de telles réformes (l'Arménie, la Bulgarie, l'Estonie, le Kazakhstan, la Slovaquie, la Russie) ont expé-

TABLEAU 8.1

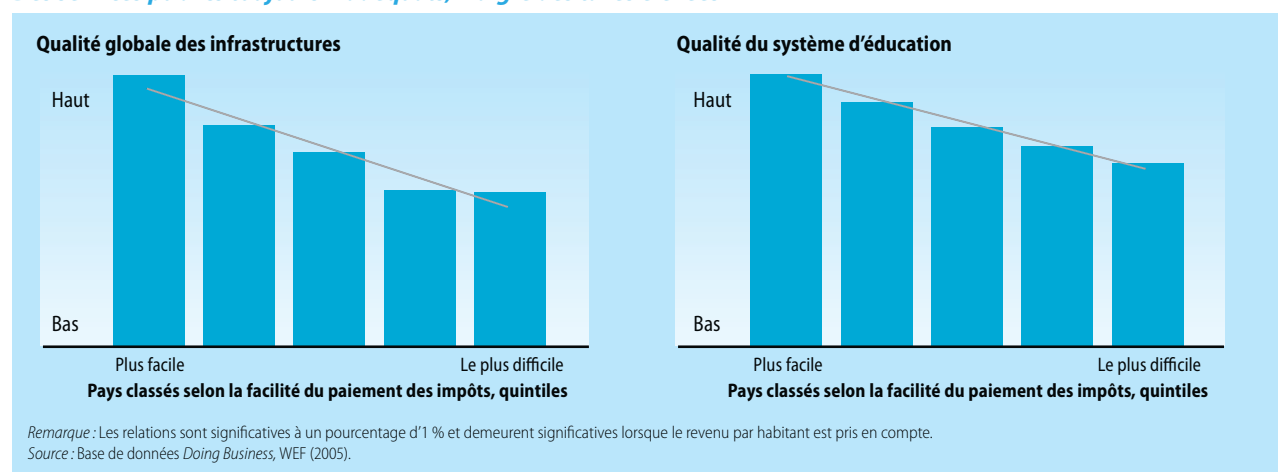
### Où est-il facile et difficile de payer les impôts ?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Maldives	1	Bolivie	166
Irlande	2	Venezuela	167
Oman	3	Chine	168
Émirats arabes unis	4	Algérie	169
Hong Kong, Chine	5	République du Congo	170
Arabie Saoudite	6	République centrafricaine	171
Suisse	7	Colombie	172
Singapour	8	Mauritanie	173
Sainte Lucie	9	Ukraine	174
Nouvelle-Zélande	10	Biélorussie	175

Remarque : Le classement est la moyenne du classement du pays pour le nombre de paiements, les délais et le taux d'imposition total. Voir les notes statistiques pour les détails.

Source : Base de données *Doing Business*.

FIGURE 8.1

**Des services publics toujours inadéquats, malgré des taxes élevées**

rimenté une croissance des revenus fiscaux. Plus la proportion d'activités commerciales informelles était importante avant la réforme, plus le revenu fiscal se révèle important après.

Le taux d'imposition n'est pas le seul facteur qui influe sur le recouvrement des taxes. Les systèmes fiscaux complexes suscitent la fraude fiscale même si les taux sont bas. Bien que les taxes au Pérou soient faibles par rapport à la moyenne en Amérique latine, la fraude est un problème parce que 74 jours et 53 paiements sont nécessaires pour satisfaire aux exigences fiscales. Au Brésil, les entreprises consacrent en moyenne 455 jours par an à la satisfaction des exigences fiscales parce que tous les jours, 55 modifications sont apportées aux règlements fiscaux.<sup>4</sup> Se mettre en conformité à la réglementation fiscale n'est pas chose facile.

Les entreprises sont plus promptes à payer leurs taxes si elles voient que les fonds sont consacrés à l'amélioration des services publics. Cependant, plusieurs pays en voie de développement avec des taux d'imposition élevés n'investissent pas dans l'amélioration de l'infrastructure commerciale ou de l'éducation et de la formation, deux secteurs importants aux yeux des employeurs (figure 8.1). Au lieu de cela, des capitaux importants sont investis dans le soutien d'entreprises publiques peu rentables ou sont simplement détournés dans des comptes bancaires personnels.

Aux Comores, le gouvernement a récemment arrêté les anciens ministres des finances et de la justice, qui sont accusés d'avoir détourné 350.000 USD. En Éthiopie, un ancien premier ministre est en train de purger une peine de prison de 18 ans pour le détournement d'une somme de 16 millions d'USD. Peu de cas de kleptocratie sont au niveau de celui de l'ancien président indonésien, M. Suharto, accusé d'avoir détourné 400 millions d'USD des caisses du pays.

La simplification du régime fiscal par le biais de la réduction des taux d'imposition et l'élimination des exonérations est l'approche la plus efficace pour réduire la corruption au sein de l'administration fiscale. La Géorgie, le premier pays réformateur pour le paiement des taxes dans le rapport de l'année dernière, a expérimenté une réduction radicale des dessous de tables perçus parmi les agents du fisc. En 2005, uniquement, 11 % des entreprises étudiées ont indiqué que la corruption était fréquente, par rapport à 44 % en 2002. Cela représentait la baisse la plus significative de la corruption au sein des 27 économies en transition.<sup>5</sup> La Roumanie, un autre réformateur dynamique en 2004 et la Slovaquie, le premier réformateur en 2003 ont également noté une baisse de la corruption : le pourcentage des entreprises percevant le système comme corrompu a chuté de 14 à 8 % en Roumanie et de 11 à 5 % en Slovaquie.

## Qui réforme ?

Trente-cinq pays ont réformé le régime fiscal des entreprises au cours des années 2005 et 2006. Trente et un de ces pays ont réduit la charge fiscale des entreprises en réduisant les taux d'imposition ou les tracasseries administratives. Quatre de ces pays ont augmenté la pression fiscale.

La réduction de l'impôt sur les bénéfices a été la réforme la plus prise, utilisée par 23 des réformateurs (tableau 8.2).

L'Albanie, l'Égypte, le Mexique et le Maroc ont adopté de nouveaux régimes fiscaux. La Bosnie-Herzégovine et l'Inde sont passés de la taxe sur les ventes à la taxe sur la valeur ajoutée, qui rend les fraudes plus difficiles. L'Égypte, le Ghana et la Lituanie ont réduit le nombre de taxes.

La République centrafricaine, la République dominicaine, le Sri Lanka et l'Ouzbékistan ont introduit de nouvelles taxes, plus contraignantes. La République centrafricaine a

TABLEAU 8.2

**Réduction des taux d'imposition - la réforme la plus populaire en 2005/06****Réduction des impôts sur les bénéfices**

Albanie, Algérie, Antigua-et-Barbuda, République tchèque, Égypte, Estonie, Ghana, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Israël, Lesotho, Mexique, Moldavie, Monténégro, Pakistan, Paraguay, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suisse, Turquie

**Réduction du nombre d'impôts**

Biélorussie, Égypte, Ghana, Lituanie, Russie, Yémen

**Révision du code fiscal**

Albanie, Égypte, Mexique, Maroc

**Introduction de la taxe sur la valeur ajoutée**

Bosnie-Herzégovine, Inde

**Introduction de la déclaration électronique**

Bulgarie, Lettonie

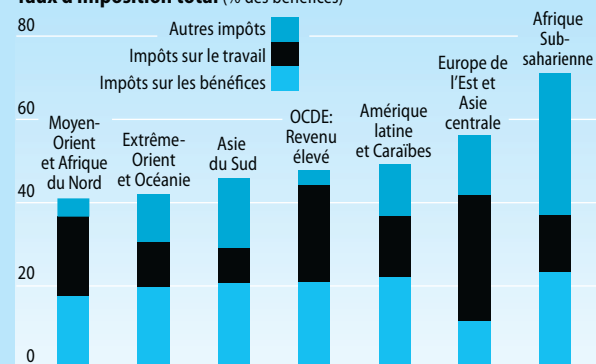
Source : Base de données Doing Business.

augmenté le plancher de l'impôt sur les sociétés de 2 % du chiffre d'affaires à 10 %. La République dominicaine a augmenté la taxe sur les bénéfices et a introduit une nouvelle taxe sur les biens. Le Sri Lanka a réintroduit un droit de timbre, augmenté la taxe sur les profits et imposé une nouvelle taxe sur les bénéfices. Et l'Ouzbékistan a introduit une taxe sur le chiffre d'affaires de 1 % qui a plus que neutralisé l'allègement de la pression fiscale résultant de la réduction de l'imposition sur les sociétés et sur l'emploi.

Le Yémen était le premier pays réformateur au cours des années 2005 et 2006 : après avoir éliminé la taxe sur la production, le total de la charge fiscale encourue par les entreprises a été ramenée de 170 à 48 % des profits. Avant les réformes, les entreprises payaient une taxe sur la production équivalente à 10 % de leurs ventes. Lorsqu'elles vendaient des produits à d'autres entreprises, celles-ci devaient à leur tour payer 10 %. En pratique, la taxation prenait un caractère exponentiel tout au long de la chaîne de production. Le temps que les produits atteignent les consommateurs, les taxes sur le chiffre d'affaires déguisées pourraient atteindre 151 % des profits. Les réformes ont introduit le remplacement de la taxe sur la production par une taxe sur les ventes de 5 %, imposée aux consommateurs finaux.

Le Sénégal, le deuxième principal réformateur, a consolidé les taxes imposées aux petites et moyennes entreprises, éliminé les exonérations pour les grandes entreprises et réduit l'imposition sur les bénéfices de 33 à 25 %. Un autre pays africain, le Ghana a réduit le taux d'imposition sur le revenu

FIGURE 8.2

**Taux d'imposition les plus élevés en Afrique****Taux d'imposition total (% des bénéfices)**

Source : Base de données Doing Business.

des entreprises de 32,5 à 28 % en 2005 et 25 % en 2006. Il a également supprimé graduellement la taxe de reconstruction. La Guinée-Bissau a réduit l'impôt sur les bénéfices de 39 à 25 %. Quatre autres pays africains ont également réduit l'impôt sur les bénéfices. Ces réformes sont d'une importance cruciale parce que l'Afrique est la région du monde où les taux d'imposition sont les plus élevés (figure 8.2).

Les réformes les plus significatives ont eu lieu en Europe orientale et en Asie centrale, où 13 pays ont instauré des réformes fiscales. La principale motivation était la concurrence entre pays voisins visant à attirer les investisseurs. L'Albanie a introduit un nouveau régime fiscal, réduisant la taxe sur le revenu des entreprises de 23 à 20 %. Le Biélorussie a baissé la taxe sur le chiffre d'affaires de 3,9 à 3,0 % et la taxe sur les transports de 4 à 3 %. La Géorgie et la Lituanie ont tout simplement éliminé les taxes routières.

Deux réformes ont eu lieu en Amérique latine. Le Paraguay a réduit la taxe sur le revenu des entreprises de 10 %. Le Mexique ne s'est pas limité aux réformes fiscales ; il a simplifié son régime fiscal, éliminant certaines exonérations et réduisant la documentation requise.

L'impôt sur les sociétés est traditionnellement bas au Moyen-Orient et en Afrique du Nord où de nombreux gouvernements tirent des revenus importants du pétrole. Toutefois, l'Égypte et le Maroc ont consolidé la réglementation fiscale et simplifié la procédure de déclaration. L'Algérie a réduit l'impôt sur les sociétés de 30 à 25 % et Israël a initié une réduction graduelle de 34 à 25 % qui sera complète d'ici 2010.

## Comment réformer ?

La réforme la plus agressive consiste à simplifier la réglementation fiscale de sorte que toutes les entreprises aient à supporter la même charge fiscale, sans exonérations ou autre traitement de faveur réservé aux grandes entreprises ou aux entreprises étrangères. Plusieurs réglementations fiscales voient le jour sous cette forme. Néanmoins, lorsque les gouvernements sont confrontés à des difficultés et doivent générer des revenus, les taux d'imposition sont souvent accrus. Lorsque de telles mesures impopulaires sont prises, les grandes entreprises ou les entreprises influentes parviennent souvent à obtenir un traitement spécial. Très vite, des exonérations commencent à être offertes, souvent aux dépens des petites et moyennes entreprises qui jouissent de moins d'influence. Ces dernières sont souvent contraintes de rejoindre le secteur informel.

Peu de réformateurs ont le courage d'éliminer les exonérations. L'Égypte fait exception : depuis 2005, toutes les entreprises ont payé un impôt sur les sociétés de 20 %, au lieu de 32 % ou 40 % selon le secteur. Toutes les exonérations fiscales réservées à des secteurs, des régions ou des entreprises particulières ont été éliminées, environ 3 000 au total. Les entreprises peuvent déclarer et s'acquitter de leurs taxes par voie électronique. Par conséquent, 2 millions d'Égyptiens ont déclaré leurs impôts en 2005, ce qui représente le double du nombre d'individus ayant déclaré leurs impôts en 2004 (figure 8.3).

Si des changements radicaux ne sont pas possibles, des réformes peuvent être introduites graduellement. En 2005, l'Estonie, le Ghana, Israël, le Mexique et le Paraguay ont introduit des réformes graduelles. À titre d'exemple, le Ghana a réduit l'impôt sur les sociétés de 4.5 % en 2005, puis de 3 %

supplémentaires en 2006. Ceci permet au gouvernement de désamorcer les pressions politiques. Cette leçon a été apprise dans la douleur : le Ghana a tenté d'introduire une taxe sur la valeur ajoutée en 1995 et a été contraint de la retirer après deux mois sous la pression des manifestants contre la loi... Cette taxe n'a finalement été mise en place que 4 ans plus tard.

Des réformes effectives ne se limitent pas à la réduction de l'impôt sur les sociétés.<sup>6</sup> Il ne représente en Argentine que le 9 % de l'imposition totale, tandis que les cotisations de sécurité sociale versées par les employeurs représentent 26 % et les taxes sur le chiffre d'affaires et les transactions financières représentent pratiquement 62 %. En outre, la taxe sur les profits représente l'un de 34 paiements requis. La simplification des 33 autres paiements relevant de 11 taxes distinctes permettrait de réduire significativement la charge fiscale des entreprises. La Lettonie offre un autre exemple : la sécurité sociale et les cotisations d'autre nature représentent 66 % de la charge fiscale, tandis que les taxes sur les profits représentent 21 % de celle-ci. À travers le monde, l'impôt sur les sociétés représente en moyenne 36 % de la charge fiscale pesant sur les entreprises.<sup>7</sup> L'impôt sur les sociétés représente uniquement 4 des 35 paiements fiscaux effectués par les entreprises (figure 8.4).

Des réformes effectives ne se limitent pas non plus à la réduction des taux d'imposition (figure 8.5). Permettre aux entreprises de déclarer et de payer leurs impôts par voie électronique constitue un premier pas significatif. Au Madagascar, les déclarations fiscales ont été informatisées en octobre 2005. Si aucune modification des données déjà soumises n'est requise, l'entreprise peut soumettre de nouveau la même déclaration d'un simple clic. Cette innovation est particulièrement importante lorsqu'il s'agit des taxes sur l'emploi, pour

FIGURE 8.3

### Introduction en Égypte d'un impôt forfaitaire sur les bénéfices

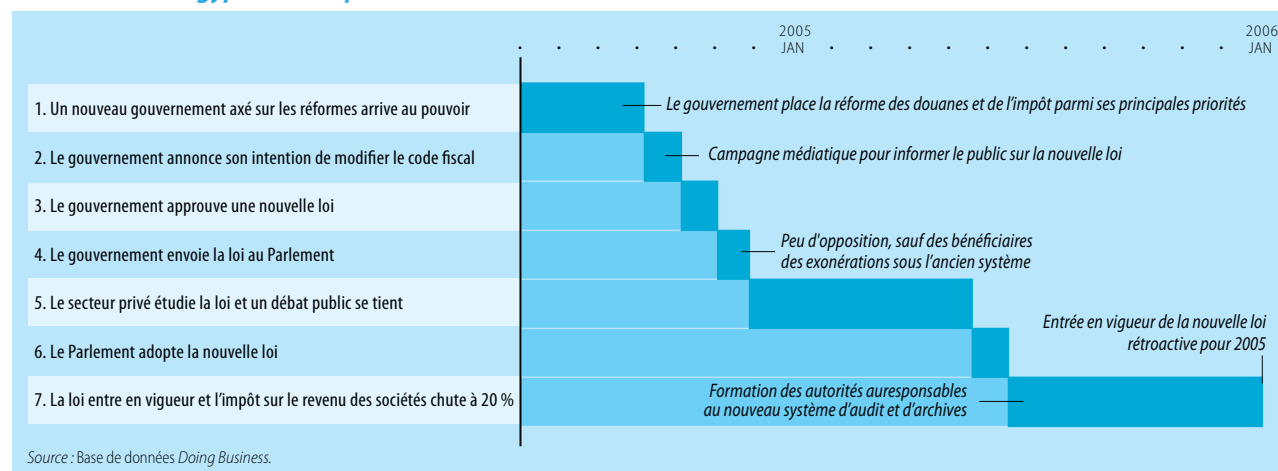


FIGURE 8.4

**L'impôt sur les sociétés représente moins de la moitié de la charge fiscale dans le monde**

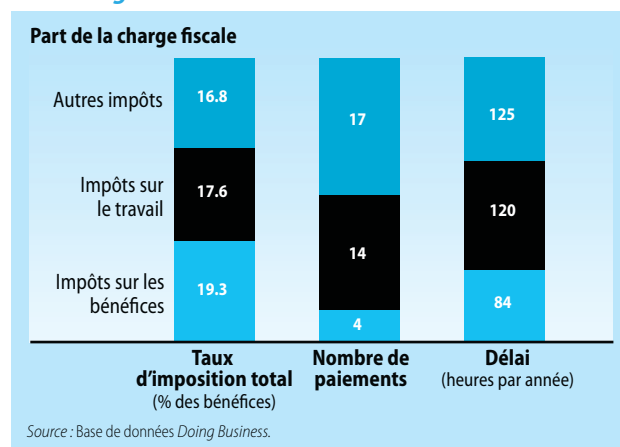
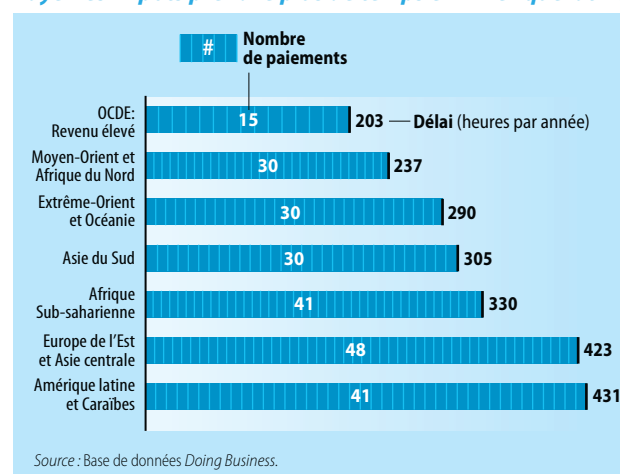


FIGURE 8.5

**Payer les impôts prend le plus de temps en Amérique latine**



lesquelles les informations soumises par les petites et moyennes entreprises changent moins souvent. Par conséquent, le temps consacré à la satisfaction des exigences fiscales a été réduit de 17 jours. La Croatie a simplifié ses formulaires fiscaux, réduisant la longueur de la déclaration fiscale de 8 pages et réduisant le temps consacré à la satisfaction des exigences fiscales de 5 jours.

La consolidation des taxes constitue également une réforme effective. À titre d'exemple, la plupart des pays disposent de plus d'une taxe sur l'emploi ; toutefois ces taxes ont généralement pour base les salaires bruts. Pourquoi ne seraient-elles pas consolidées ? Les administrations fiscales pourraient alors répartir les revenus parmi les agences gouvernementales. C'est exactement ce qu'a fait la Slovaquie : son régime unique de cotisations sociales finance l'assurance médicale, l'assurance maladie, les pensions de vieillesse, l'assurance invalidité, les prestations de chômage, les assurances pour blessures corporelles, les assurances de garantie et les

contributions aux fonds de réserve. Dans plusieurs pays, les agences de sécurité sociale seraient réticentes à l'idée de perdre leurs pouvoirs, particulièrement si le risque existe que l'administration fiscale ne reverse pas tous les revenus. Pour gagner leur confiance, une séparation automatique des revenus peut être mise en place de sorte que la distribution ne soit pas soumise à la décision d'une entité particulière.

Les petites et moyennes entreprises ont beaucoup de difficultés à gérer des paiements fiscaux multiples. Pourquoi ne pas les aider en raccourcissant les formulaires fiscaux qu'elles doivent remplir ? C'est ce qu'a fait le Brésil. En 2001, il a introduit le système Simples qui permet un paiement fiscal mensuel aux entreprises dont les revenus annuels sont inférieurs à 1,1 millions d'USD. Le paiement couvre les obligations au titre de 8 taxes, y compris 4 taxes sur la consommation fédérale et étatique, 2 taxes sur les profits, 1 taxe sur l'emploi et 1 taxe municipale. Les sondages d'opinion ont révélé qu'environ 90 % des entreprises voient cette réforme d'un œil favorable,

TABLEAU 8.3

**Qui simplifie ou complique le paiement des impôts ?**

Paiements (nombre par année)				Délai (heures par année)				Taux d'imposition total (% des bénéfices)			
Le moins		Le plus		Le moins		Le plus		Le plus bas		Le plus haut	
Maldives	1	Jamaïque	72	Maldives	0	Azerbaïdjan	1.000	Maldives	9,3	Tadjikistan	87,0
Afghanistan	2	Bosnie-Herzégovine	73	Émirats arabes unis	12	Vietnam	1.050	Vanuatu	14,4	Mauritanie	104,3
Norvège	3	Monténégro	75	Singapour	30	Bolivie	1.080	Arabie saoudite	14,9	Argentine	116,8
Hong Kong, Chine	4	République dominicaine	87	Sainte Lucie	41	Taiwan, Chine	1.104	Émirats arabes unis	15,0	Ouzbékistan	122,3
Suède	5	République kirghize	89	Oman	52	Arménie	1.120	Oman	20,2	Biélorussie	186,1
Maurice (île)	7	Roumanie	89	Dominique	65	Nigéria	1.120	Samoa	22,1	Rép. centrafricaine	209,5
Portugal	7	République du Congo	94	Suisse	68	Biélorussie	1.188	Zambie	22,2	Rép. dém. du Congo	235,4
Espagne	7	Ukraine	98	Nouvelle-Zélande	70	Cameroun	1.300	Cambodge	22,3	Sierra Leone	277,0
Royaume-Uni	7	Biélorussie	125	Arabie saoudite	75	Ukraine	2.185	Maurice (île)	24,8	Burundi	286,7
Irlande	8	Ouzbékistan	130	Irlande	76	Brésil	2.600	Suisse	24,9	Gambie	291,4

Source : base de données Doing Business.

ce qui motive le gouvernement à planifier des réformes encore plus ambitieuses visant à permettre la collecte électronique des taxes. De telles réformes sont nécessaires dans un pays où les entreprises consacrent 455 jours à la satisfaction des exigences fiscales, la durée la plus importante au monde (tableau 8.3).

---

## Remarques

1. WEF (2005).
2. Un arbre adulte fournit en moyenne 80 500 feuilles de papier. Il existe environ 250 millions d'entreprises officielles dans le monde.
3. Hines (2005).
4. Folha de São Paulo, « País edita 55 normas tributaries por dia » 7 mai 2006.
5. Banque mondiale (2006a).
6. Desai, Foley et Hines (2004).
7. Consulter également PricewaterhouseCoopers (2005).

## Commerce transfrontalier

Les coûts liés au commerce (délais, frais documentaires et administratifs) continuent d'entraver la croissance des entreprises dans plusieurs pays en voie de développement. « Ma cargaison de fils de cuivre a été bloquée à Durban en Afrique du Sud pendant une semaine » déclare Michele, négociante Zambienne. Les autorités portuaires ont exigé une preuve que les palettes en bois sur lesquelles étaient chargés les fils ne contenaient pas de parasites. « Après quelques jours, l'inspecteur du Ministère de l'agriculture a confirmé que le bois avait été fumigé, moyennant un paiement de 100 USD. »

Il y a toutefois une bonne nouvelle : à mesure que la quantité des produits expédiés sur les marchés internationaux augmente, de nouvelles technologies permettant de réduire les coûts liés au commerce voient le jour. Le dépôt par voie électronique des documents de fret a réduit les délais dans plusieurs ports. Des logiciels qui fonctionnent

à Hambourg ou Sydney peuvent également être utilisés à Bakou et Colombo. Les accords commerciaux régionaux ont également permis l'introduction de formulaires de douane et d'acheminement plus simples et standards dans plusieurs pays. La rapidité des transactions commerciales est plus élevée aujourd'hui que jamais : entre janvier 2005 et avril 2006, le temps nécessaire pour se conformer aux exigences applicables aux exportations a baissé d'environ 1,5 jours à travers le monde (figure 9.1). La réduction la plus significative est de 3 jours en moyenne et a été observée en Europe orientale et en Asie centrale. Elle a eu lieu malgré les inspections plus poussées et la documentation supplémentaire requise du fait de nouvelles règles de sécurité.

Les progrès ne sont toutefois pas uniformes. Le commerce à travers l'Europe devient plus aisé grâce à la création de l'Union Européenne et à la signature d'accords de libre-

FIGURE 9.1

### Les délais d'exportation chutent à travers le monde

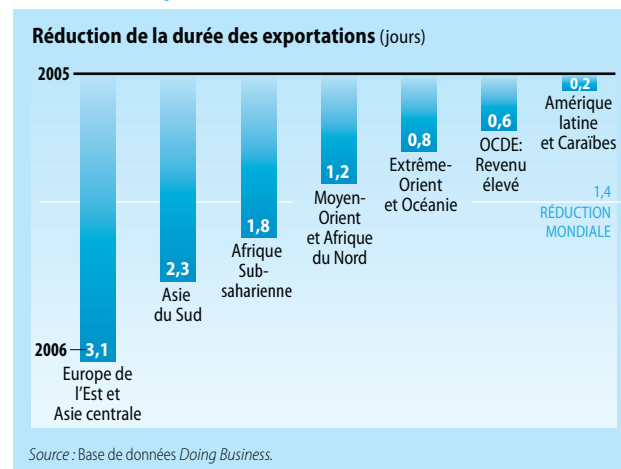


TABLEAU 9.1

### Dans quel pays le commerce transfrontalier est-il le plus facile et le plus difficile ?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Hong Kong, Chine	1	République du Congo	166
Finlande	2	Mali	167
Danemark	3	Zimbabwe	168
Singapour	4	Ouzbékistan	169
Norvège	5	Zambie	170
Estonie	6	Burundi	171
Allemagne	7	Kazakhstan	172
Canada	8	République kirghize	173
Suède	9	Niger	174
Émirats arabes unis	10	Rwanda	175

Remarque : Le classement est la moyenne du classement de chaque pays au niveau des documents nécessaires à l'importation et l'exportation, du temps nécessaire et du coût. Voir les notes statistiques pour plus de détails.

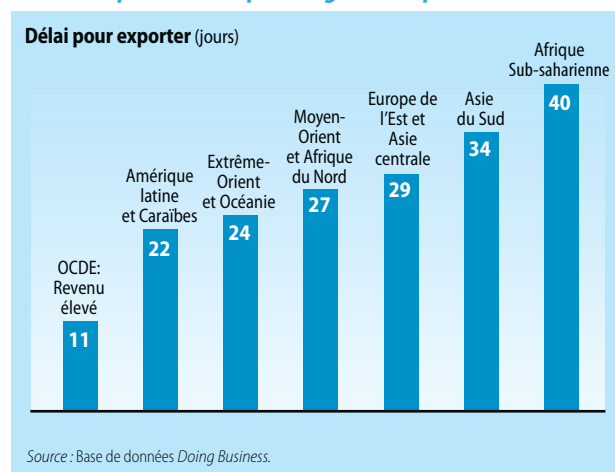
Source : Base de données Doing Business.

échange dans le cadre de celle-ci. Plusieurs des 10 économies dans lesquelles les échanges commerciaux sont les plus faciles se trouvent en Europe (tableau 9.1). La Colombie, le Nicaragua et autres pays d'Amérique centrale ont également lancé des réformes agressives, encouragées par les accords de libre-échange avec les États-Unis. Plusieurs pays africains ont également apporté des changements importants. Cependant, les entreprises dans certaines économies d'Afrique et d'Asie du Sud sont toujours désavantagées par les délais importants associés à la satisfaction des exigences de la réglementation du commerce transfrontalier (figure 9.2).

Les coûts liés au commerce transfrontalier entraînent une hausse des prix intérieurs et réduisent la capacité des entreprises à exporter leurs produits vers l'étranger. Une étude récente estime que pour tout délai d'un jour que subit un produit en transit, le volume des activités commerciales est réduit d'au moins 1 %.<sup>1</sup> Une autre étude montre qu'une réduction de 50 % des coûts liés au commerce mondial pourrait susciter une croissance des activités commerciales liées à la fabrication pouvant atteindre 377 milliards d'USD par an et tripler les économies réalisées par les consommateurs suite

FIGURE 9.2

### Délais d'exportation les plus longs en Afrique et en Asie du Sud



à la réduction des tarifs.<sup>2</sup> Une troisième étude estime que les exportations de produits vestimentaires du Bangladesh pourraient générer 30 % de revenus supplémentaires si les déficiences au niveau du port de Chittagong étaient résolues.<sup>3</sup>

## Qui réforme ?

Entre 2005 et 2006, 19 économies ont facilité le commerce transfrontalier. La Serbie était en tête des réformateurs, réduisant le temps requis pour satisfaire toutes les exigences administratives de 21 jours à l'export et de 32 jours à l'import (figure 9.3). Un nouveau code des douanes a été adopté, permettant les déclarations de cargaison par voie électronique. Un logiciel de gestion des risques a été introduit pour les inspections douanières. L'inspection physique des cargaisons a été réduite de 100 à 8 % des chargements. De surcroît, un accord de coopération frontalière signé avec l'Albanie, la Croatie et la Hongrie a introduit des formulaires de douane standard.

Le Pakistan est le deuxième principal réformateur cette année. À présent, les importations prennent 19 jours, de la conclusion d'un contrat de vente à la livraison des biens à l'entrepôt de destination. En 2004, il fallait compter 39 jours. L'amélioration a été rendue possible par un nouveau processus de dédouanement qui permet aux négociants de déposer les déclarations de cargaison avant l'arrivée des chargements et de payer les charges et les redevances portuaires par voie électronique. À présent, des techniques de gestion des risques sont utilisées pour la sélection des conteneurs à inspecter. Un programme pilote exécuté entre avril 2005 et janvier 2006 a permis la formation du personnel et des principaux négociants. Le terminal de conteneurs de Karachi a aujourd'hui parfaitement intégré le nouveau système.

Des réformes ont également permis aux négociants en Colombie, au Kenya, en Syrie et en Tanzanie de déposer leurs déclarations de douane avant l'arrivée des biens à la frontière (tableau 9.2). Les délais pour le dédouanement ont été réduits de 12 jours en Tanzanie, 3 jours au Kenya, 2 jours en Colombie et 1 jour en Syrie. « Auparavant, nous étions à la merci des agents des douanes, mais à présent, vu que je ne traite pas avec eux en personne, je n'ai pas à payer de pots-de-vin » déclare un négociant Kenyan.

La concrétisation des avantages offerts par la déclaration électronique dépend du nombre de procédures afférentes qui

FIGURE 9.3

### Serbie : 1er pays réformateur au niveau du commerce

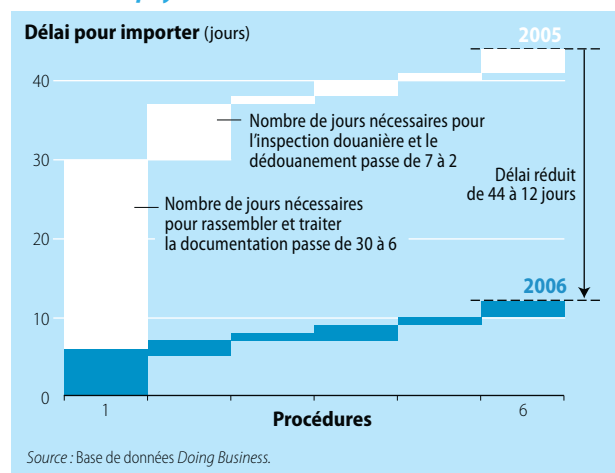


TABLEAU 9.2

**Inspections en fonction du risque - la réforme la plus populaire en 2005/06****Application de techniques de gestion du risque**

Chine, Colombie, Ghana, Hong Kong (Chine), Inde, Jamaïque, Kenya, Nigéria, Pakistan, Roumanie, Serbie, Syrie, Tanzanie

**Introduction ou amélioration de systèmes d'échange de données électroniques**

Chine, Colombie, France, Ghana, Hong Kong (Chine), Jamaïque, Kenya, Nigéria, Pakistan, Serbie, Syrie, Tanzanie

**Introduction de réformes des douanes**

Cambodge, Géorgie, Hong Kong (Chine), Jordanie, Kenya, Nigéria, Pakistan, Roumanie, Syrie

**Mise en œuvre d'accords de coopération frontalière**

Chine, Hong Kong (Chine), Kenya, Nicaragua, Roumanie, Serbie, Tanzanie

**Amélioration des infrastructures et de la coopération entre les agences dans les ports**

Chine, Colombie, Jordanie, Kenya, Nigéria, Togo

Source : Base de données *Doing Business*.

sont automatisées. La Jamaïque a introduit un logiciel qui détermine si un document de transit est incomplet et calcule les redevances douanières à payer. En Chine, un nouveau logiciel permet que les cargaisons quittent les entrepôts de stockage dès avant la réalisation des paiements. L'Inde, la Corée, la Serbie et Taiwan (Chine) mettent tous en place des procédures qui accélèrent le dédouanement des cargaisons. Au Ghana, une nouvelle technologie connecte les services des douanes à plusieurs banques commerciales, permettant aux agents des douanes de confirmer le paiement des droits sans qu'il soit nécessaire de produire des documents supplémentaires.

Plusieurs réformateurs ont adopté des techniques de gestion des risques et des vérifications après le dédouanement. Ceci permet aux pays de réserver les inspections douanières aux cargaisons qui présentent un risque plus élevé. En Tanzanie, plus de 90 % des cargaisons font l'objet d'une évaluation des risques avant leur arrivée à Dar es Salaam. Au Nicaragua, les nouvelles techniques de gestion des risques ont permis de réduire les inspections physiques à moins de 10 % des chargements. L'introduction des vérifications après le dé-

douanement en Égypte, en Jordanie et en Roumanie a permis le dédouanement rapide des cargaisons des importateurs, le contenu des conteneurs étant vérifié après la livraison à l'entrepôt de destination.

Plusieurs autres pays ont réduit l'encombrement des ports, une cause fréquente de délais aux frontières. À titre d'exemple, au port de Pointe-Noire dans la République du Congo, les navires à l'arrivée attendent 8 jours avant de pouvoir accoster, le déchargement de la cargaison dure 2 jours et la manutention au terminal requiert 7 jours supplémentaires. Ces activités requièrent 5 jours en Gambie et une demi-journée à Singapour. Afin de réduire les délais, le Kenya a installé de nouvelles grues au port de Mombasa. Le Nigéria a donné libre cours à la concurrence parmi ses terminaux de conteneurs en signant des accords de concession avec 3 entreprises privées. Le Brésil, la Chine et la Colombie ont effectué des investissements importants dans l'infrastructure portuaire.

L'encombrement des ports entraîne une croissance des coûts et des délais. En 2006, des surtaxes d'encombrement comprises entre 60 et 500 USD pour chaque conteneur de 20 pieds ont été imposées aux négociants d'Ashdod (Israël), Chittagong (Bangladesh), Cotonou (Bénin), Dakar (Sénégal), Lagos (Nigéria), Latakiah (Syrie) et Luanda (Angola). Les négociants sont confrontés à des charges similaires au port jordanien d'Aqaba. Charge éliminée : de nouveaux investissements dans l'infrastructure portuaire ont permis d'éliminer la surtaxe d'encombrement de 150 USD.

La coopération entre économies pour la simplification et la standardisation des démarches aux frontières a également permis de réduire les délais. En 2005, le Honduras et le Nicaragua ont réduit de moitié les délais d'attente à leur frontière commune. Auparavant, les négociants devaient se soumettre à des inspections des deux côtés de la frontière ; à présent, la reconnaissance réciproque des inspections garantit qu'une seule inspection est suffisante. Un document aligné pour le commerce entre la Chine et Hong Kong (Chine) a réduit la documentation de 60 %.

## Comment réformer ?

Si un pays souhaite devenir une destination prisée pour le commerce, il peut commencer par réduire le nombre de ses tranches d'imposition. C'est ce qu'a fait l'Estonie, qui est devenue, en 1996, l'une de trois économies à travers le monde à éliminer tous les tarifs (les deux autres pays sont Singapour et Hong Kong, (Chine). L'Estonie figure également au rang des 10 premières économies pour ce qui est de la rapidité des échanges transfrontaliers. Des réformes similaires ont été mises en place en Égypte en 2004. Les services douaniers ont

mis en place un guichet unique pour les documents commerciaux et ont regroupés les autorisations préalables requises, en réduisant le nombre de 26 à 5. Le nombre de tranches d'imposition a été réduit de 27 à 6. En Géorgie, un projet de code des douanes en attente d'approbation par le parlement propose uniquement deux tranches d'imposition (par comparaison au nombre actuel de 32 tranches) : 0 % pour les produits manufacturés et 8 % pour les importations agricoles.

La réduction du nombre de tranches d'imposition est l'un des meilleurs moyens de réduire la corruption au sein

des services douaniers. Il est estimé que 70 % des pots-de-vin payés à des agents des douanes changent de main lorsqu'un négociant souhaite bénéficier d'une tranche d'imposition plus basse.<sup>4</sup> Il n'existe pas de corruption au sein des services douaniers à Hong Kong (Chine) parce qu'un tel « arbitrage » n'est pas nécessaire. Avec un nombre réduit de tranches, les agents des douanes ont également besoin de moins de temps pour effectuer les inspections et remplir les documents. Si la Géorgie adopte son projet de code des douanes, un agent des douanes n'aura plus à distinguer des conteneurs de cacao de ceux de chocolat, il aurait simplement à déterminer si les produits sont agricoles ou non.

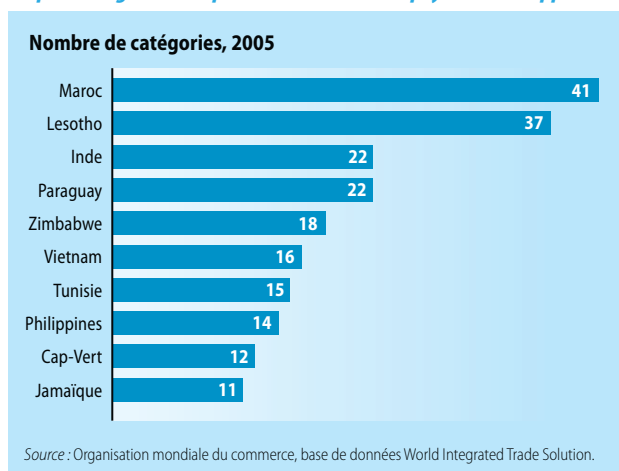
Toutefois, les réformes des droits de douanes sont ardues. Les groupes d'influence s'impliquent et essaient d'obtenir une réduction des droits de douanes qui s'appliquent à leurs produits ou de maintenir ceux applicables aux produits de leurs concurrents étrangers. En outre, les gouvernements affirment souvent que réformer réduirait leurs revenus. Un réformateur doit d'abord vérifier le montant des revenus générés par les règles en vigueur. En Géorgie, pour l'année 2005, ce montant est réduit et représente moins de 3,5 % du budget. En Égypte, avant la réforme de 2004, il était d'environ 5 %. Ceci est dû au fait que plusieurs produits étaient introduits en contrebande dans les deux pays, pour éviter des droits de douanes élevés.

Dans d'autres pays, notamment en Afrique, ce pourcentage est élevé. Réduire le nombre de tranches d'imposition sur le continent, tout en maintenant les taux d'imposition moyens, constituerait une amélioration significative. Il n'y a aucune raison que le Lesotho utilise 37 tranches d'imposition, alors que le Cap Vert en utilise 12 (figure 9.4).

La seconde initiative que peut prendre un réformateur consiste à créer une série d'indicateurs permettant de mesurer la rapidité avec laquelle les biens sont traités à la frontière. L'administration fiscale tanzanienne a mis en

FIGURE 9.4

#### Trop de catégories d'imposition dans certains pays en développement



place un contrôle aléatoire annuel des postes de douane. En août 2005, la durée moyenne nécessaire au traitement des documents d'importation, de l'arrivée à l'entrée dans le pays était de 8 jours et 23 heures pour les ports maritimes, 6 jours et 15 heures pour les aéroports et 3 jours et 9 heures pour les passages frontaliers terrestres.<sup>5</sup> En août 2006, l'exercice a été répété pour contrôler la rapidité des améliorations. La Thaïlande a récemment établi un objectif d'un jour pour les dédouanements.

Il ne suffit pas de mesurer la durée nécessaire pour le dédouanement des produits. D'autres agences doivent éga-

TABLEAU 9.3

#### Qui facilite ou complique les exportations ?

Délai (jours)			
Le moins		Le plus	
Estonie	3	RDP Lao	66
Danemark	5	Azerbaïdjan	69
Allemagne	6	Burkina Faso	69
Hong Kong, Chine	6	Érythrée	69
Lituanie	6	Tadjikistan	72
Singapour	6	Angola	74
Suède	6	Burundi	80
Canada	7	Tchad	87
Finlande	7	Kazakhstan	93
Norvège	7	Iraq	105

#### Documents (nombre)

Le moins		Le plus	
Hong Kong, Chine	2	République du Congo	12
Canada	3	Équateur	12
Danemark	3	RDP Lao	12
Kiribati	3	Soudan	12
Tanzanie	3	Ouganda	12
Autriche	4	Kazakhstan	14
Finlande	4	Rwanda	14
France	4	Tadjikistan	14
Allemagne	4	Djibouti	15
Norvège	4	Zambie	16

#### Coût (US\$ par conteneur)

Le moins		Le plus	
Tonga	265	Kazakhstan	2.780
Chine	335	Mongolie	3.007
Israël	340	Rép. dém. du Congo	3.120
Nouvelle-Zélande	355	Zimbabwe	3.175
Singapour	382	Guyana	3.606
Émirats arabes unis	392	Burundi	3.625
Fidji	418	Mauritanie	3.733
Finlande	420	Rwanda	3.840
Gambie	422	Gabon	4.000
Hong Kong, Chine	425	Tadjikistan	4.300

Source : bas base de données Doing Business.

lement inspecter les articles ou approuver les documents lorsque les cargaisons passent les frontières. À titre d'exemple, la police vérifie habituellement l'identité des conducteurs, les autorités phytosanitaires inspectent tous les articles et les agents du ministère de l'agriculture contrôlent la marchandise pour s'assurer de l'absence de parasite ou maladies contagieuses. Le temps consacré par un négociant aux procédures requises par ces agences doit également être pris en compte. Si l'on inclut ces délais, les exportateurs consacrent 3 jours à la satisfaction des exigences administratives en Estonie et 105 jours en Iraq (tableau 9.3).

### Qui facilite ou complique les importations ?

#### Délai (jours)

Le moins		Le plus	
Singapour	3	Kazakhstan	87
Danemark	5	Afghanistan	88
Estonie	5	Niger	89
Hong Kong, Chine	5	Rép. dém. du Congo	92
Allemagne	6	Rwanda	95
Suède	6	Tchad	111
Finlande	7	Burundi	124
Norvège	7	République kirghize	127
Kiribati	8	Iraq	135
Pays-Bas	8	Ouzbékistan	139

#### Documents (nombre)

Le moins		Le plus	
Hong Kong, Chine	2	Kazakhstan	18
Kiribati	2	République kirghize	18
Danemark	3	Ouzbékistan	18
Finlande	3	République centrafricaine	19
Suède	3	Côte d'Ivoire	19
Canada	4	Iraq	19
Irlande	4	Niger	19
Pays-Bas	4	Ouganda	19
Norvège	4	Zambie	19
Royaume-Uni	4	Rwanda	20

#### Coût (US\$ par conteneur)

Le moins		Le plus	
Singapour	333	Niger	3.266
Tonga	360	Rép. dém. du Congo	3.308
Chine	375	Tadjikistan	3.550
Émirats arabes unis	398	Guyana	3.656
Finlande	420	Burundi	3.705
Hong Kong, Chine	425	Mauritanie	3.733
Malaisie	428	Ouzbékistan	3.970
Islande	443	Gabon	4.031
Norvège	468	Rwanda	4.080
Gambie	494	Zimbabwe	4.565

Ces indicateurs identifient les goulots d'étranglement et permettent de les éliminer. Ils peuvent également servir de base pour le calcul des primes de gratification payées aux autorités frontalières, ceux-ci recevant une rémunération supplémentaire basée sur la vitesse à laquelle les articles sont dédouanés. Toutefois, la prudence est recommandée : plusieurs pays qui ont introduit un système de mesures ont été confrontés à une résistance farouche de la part des équipes visées. Les autorités frontalières n'aiment pas que leur performance soit mesurée, en particulier lorsque celle-ci laisse à désirer.

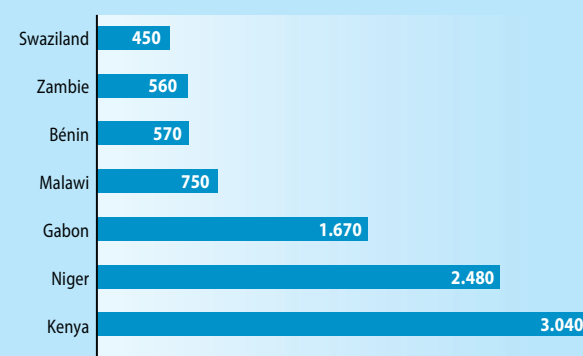
Les réformes ne doivent pas s'arrêter au passage frontalier. « La route que nous empruntons a été rendue impraticable par la pluie 3 fois, occasionnant des délais pouvant atteindre 4 heures. Le gouvernement Camerounais s'est attaqué au problème en érigeant une série de barrières qui empêchent le passage des poids lourds pendant les pluies fortes. Tôt le deuxième soir, nous sommes arrivés devant une barrière verrouillée au milieu de la forêt. Il faisait sombre et la personne qui avait les clés était absente. Elle est revenue peu de temps avant minuit. Cela n'a toutefois pas fait de différence. Tôt le matin suivant, un conducteur arrivant de la direction opposée nous informa que le pont plus loin sur la route s'était écroulé » déclare un distributeur de bière de Douala.<sup>6</sup> Une étude récente estime que le commerce parmi les pays d'Afrique de l'Ouest pourrait croître de 400 % en moyenne si le réseau routier était rénové.<sup>7</sup> Des investissements similaires pourraient accroître le volume des activités commerciales dans le sud de l'Afrique jusqu'à 300 % et beaucoup plus dans certains pays (figure 9.5).

Toutefois, des fonds sont requis pour rénover les routes et plusieurs pays en voie de développement ne disposent pas de ces fonds. La rénovation des routes (du gravier ou de la terre à l'asphalte) requiert environ 125 000 USD par kilo-

FIGURE 9.5

### De meilleures routes pour plus de commerce

#### Croissance impliquée du commerce avec l'Afrique suite à l'amélioration des routes (%)



Source: Buys, Deichmann et Wheeler (2005).

mètre en Afrique. L'entretien des routes existantes requiert 5 000 USD supplémentaires par kilomètre.<sup>8</sup>

Dans certains cas, des entreprises privées sont disposées à effectuer ces investissements. Lorsque les investissements comportent des risques, des donateurs peuvent offrir le financement nécessaire. Des projets d'assistance indexés sur la production peuvent être mis en place. Un investisseur privé construit la route conformément aux spécifications (qualité de la surface de la route, longueur de la route) avant d'être payé. Ceci permet de partager les risques : le risque de production est pris par l'investisseur privé, tandis que le risque-pays et le risque d'expropriation sont pris par le donateur.

---

## Remarques

1. Djankov, Freund et Pham (2006).
2. Dennis (2006).
3. Banque asiatique de développement (2003).
4. Consulter également Fisman et Wei (2004) pour une étude de la fraude douanière qui affecte le commerce entre la Chine et Hong Kong (Chine). Les chercheurs ont conclu qu'une augmentation d'un point de pourcentage du taux tarifaire en Chine est associée à une augmentation de 3 % dans la fraude douanière. Cette fraude a lieu sous forme d'une classification inappropriée des importations dans des catégories soumises à des taxes moins élevées.
5. Direction du revenu de la Tanzanie (2005).
6. The Economist, « The Road to Hell Is Unpaved » 19 décembre 2002.
7. Buys, Deichmann et Wheeler (2005).
8. Buys, Deichmann et Wheeler (2005) et Heggie et Vickers (1998).

## Exécution des contrats

L'exécution d'un simple contrat commercial en Inde requiert 56 procédures et pratiquement 4 ans. « Nous n'avons aucune action en justice en cours, nous évitons simplement les tribunaux. Le temps que le juge statue sur une affaire, les actifs du défendeur ont disparu. En fin de compte, seuls les avocats bénéficient des actions en justice » déclare Sriram, un fabricant de boissons à Mumbai. Les investisseurs étrangers partagent ce point de vue : le nombre de ces investisseurs implantés en Inde est inférieur au nombre dans n'importe quelle autre économie émergente (figure 10.1).

Le cas de Sriram n'est pas unique. L'exécution d'un contrat commercial à Djibouti requiert 59 procédures et pratiquement 3,5 ans. Au Mozambique, une telle procédure dure pratiquement 3 ans et, pour les litiges impliquant des sommes inférieures à 600 USD, est plus coûteuse que le montant du litige. Les deux pays sont parmi ceux où l'exécution

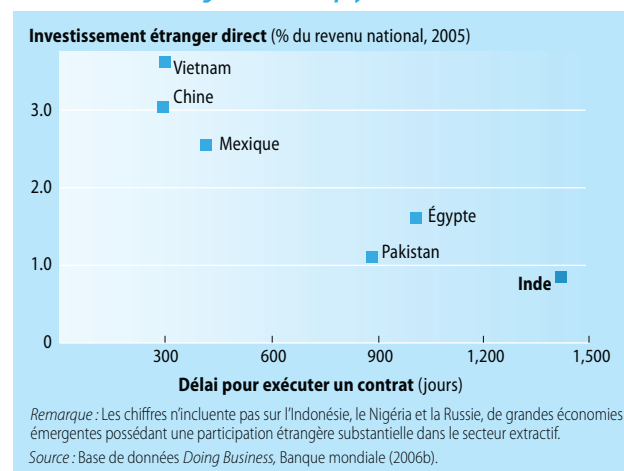
des contrats est la plus difficile (tableau 10.1).

Sans tribunaux efficaces en place, moins de richesses sont créées. Le volume de transactions est limité et celles qui ont lieu concernent généralement un groupe restreint d'individus liés par la parenté, l'origine ou des transactions passées. Les entreprises dont l'accès aux tribunaux est limité ou inexistant doivent se fier aux réseaux sociaux pour sélectionner leurs futurs partenaires commerciaux. Dans certains pays, les associations d'industries offrent des services de médiation. Toutefois, comme les décisions prises par ces institutions n'ont pas force exécutoire, rien n'empêche une partie de participer à une telle médiation sans aucune intention de se plier à la décision. Les fichiers des risques et incidents de paiements peuvent aussi être utiles mais certains petits pays tels que le Lesotho et le Surinam n'en disposent pas.

L'équilibre doit être maintenu entre efficacité et équité.

FIGURE 10.1

**Les investisseurs étrangers évitent les pays dotés de tribunaux inefficaces**



TABEAU 10.1

**Où l'exécution des contrats est-elle la plus facile ou la plus difficile ?**

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Danemark	1	Sierra Leone	166
Suède	2	Comores	167
Norvège	3	Mozambique	168
Lituanie	4	Djibouti	169
Japon	5	Cameroun	170
États-Unis	6	Rép. démocratique du Congo	171
Australie	7	Tchad	172
Islande	8	Inde	173
Suisse	9	Bangladesh	174
Hong Kong, Chine	10	Timor-Leste	175

Remarque : Le classement est la moyenne du classement de chaque pays au niveau des procédures, des délais et des coûts associés à la résolution des litiges commerciaux devant les tribunaux. Voir les notes statistiques pour les détails.

Source : Base de données Doing Business.

Une réforme récente en Russie poursuivait un tel équilibre. Selon les anciennes règles, une échéance stricte de deux mois était applicable à toutes les affaires portées devant les tribunaux « arbitrazh » qui statuent sur les affaires relevant du commerce en Russie. Toutefois, de nombreux juges ne comprenaient pas le fait que l'accent soit mis sur la vitesse plutôt que sur la qualité des décisions. Les règles des tribunaux ont été modifiées en 2002 pour distinguer différents types d'affaires. À présent, les cas non contestés ou ceux qui concernent des sommes réduites, et uniquement ces cas, font l'objet d'une procédure accélérée.

L'année dernière, seule 1 des 4 réformes initiées a abouti à une réduction des coûts et des délais. Ce taux de succès modeste suggère que les réformateurs disposent d'une connaissance limitée des initiatives qui ont été efficaces et de celles qui ne l'ont pas été dans d'autres pays. À titre d'exemple, la Roumanie a permis aux avocats de mener les échanges de preuves en dehors du tribunal. Les déclarations des témoins peuvent être recueillies dans le cabinet d'un avocat. L'objectif de ces

mesures était de réduire les délais. Elles n'ont toutefois pas atteint cet objectif parce que, selon la loi, le plaignant et le défendeur doivent donner leur accord à cette procédure, mais les défendeurs essaient généralement de prolonger la procédure. Une règle donnant au juge l'autorité d'imposer cette procédure simplifiée aux deux parties aurait résolu ce problème.

Des études portant sur les effets des réformes mettent en évidence le fait que, lorsque les contrats peuvent être exécutés rapidement et à des coûts faibles, les petites et moyennes entreprises bénéficient de meilleures conditions financières lorsqu'elles obtiennent des prêts.<sup>1</sup> D'autres recherches révèlent que les nouvelles technologies sont adoptées plus rapidement lorsque les tribunaux sont efficaces.<sup>2</sup> Ceci est dû au fait que la plupart des innovations voient le jour au sein des nouvelles entreprises qui, contrairement aux grandes entreprises, ne disposent pas de l'influence nécessaire pour régler les différends en dehors des tribunaux. En outre, lorsque les contrats peuvent être exécutés de manière efficace, les entreprises développent leurs réseaux commerciaux et embauchent plus d'employés.<sup>3</sup>

## Qui a réformé?

En 2005/06, 18 pays ont réformé l'exécution des contrats ; ces réformes sont en train de réduire les délais ainsi que les coûts des procédures judiciaires. La plupart des réformes ont eu lieu en Europe de l'Est, en Croatie, en Estonie, en Macédoine et en Slovaquie ainsi qu'en Afrique, au Burundi, au Tchad, en Gambie, au Nigéria et au Rwanda. Aucune réforme n'a eu lieu dans la région où l'on observe les plus longs délais judiciaires (figure 10.2), à savoir l'Asie du sud. Une réforme populaire a consisté à accélérer l'exécution des jugements (tableau 10.2). Cinq pays ont adopté de nouvelles règles pour accélérer cette exécution et la rendre moins coûteuse. En Thaïlande, le coût de réalisation par vente publique a été ramené de 5 à 3 % du montant de la vente. Trois pays ont transféré l'exécution au secteur privé. La Slovaquie a exigé que des affaires commerciales soient exécutées par des huissiers de justice privés. La Bulgarie et la Macédoine ont également commencé à utiliser des huissiers de justice privés mais elles ont restreint leur domaine géographique d'intervention. Ces restrictions risquent de limiter l'efficacité de la réforme. Quand de telles restrictions territoriales sont levées, comme ce fut récemment le cas en Algérie, l'exécution est simplifiée. Le prix et la qualité des services offerts par les huissiers de justice deviennent concurrentiels.

La Géorgie, le pays qui a instauré le plus de réformes en 2005/06, a consacré des sections spécialisées de ses tribunaux aux litiges commerciaux. La Cour Suprême peut maintenant décider sur quels litiges elle se prononcera. Auparavant, elle

statuait sur tous les litiges envoyés par les tribunaux inférieurs. Le nombre de litiges qu'elle traite a été diminué de 35 % en 2004. Il y a également une proposition d'établir deux tribunaux spécialisés sur les faillites de manière à concentrer l'expertise.

Cinq pays africains ont réformé leurs tribunaux. Dans l'état de Lagos au Nigéria, une division commerciale du tribunal de première instance a été créée. Des conférences préliminaires entre les parties sont maintenant obligatoires. Ceci contribue au classement sans suite d'un grand nombre de litiges dépourvus de sérieux, et permet de réduire le nombre de points litigieux. Presqu'un tiers des conflits ne vont pas au-delà de cette étape. En plus, de nouvelles règles de procédure exigent

FIGURE 10.2

### Longs délais en Asie du Sud

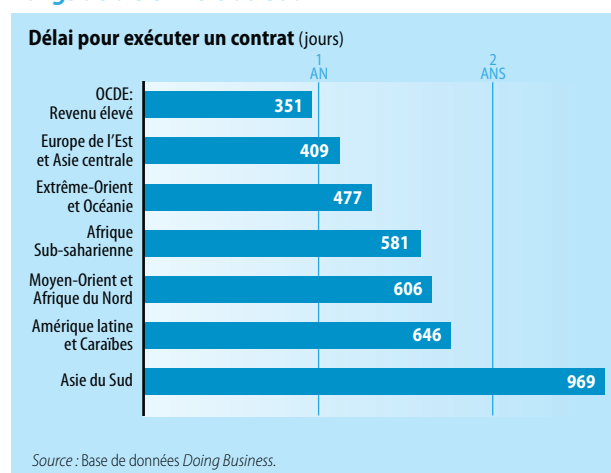


TABLEAU 10.2

**Tribunaux spécialisés - une réforme populaire en 2005/06****Introduction de tribunaux spécialisés ou élargissement de leur compétence**

Australie, Burundi, Tchad, Gambie, Géorgie, Guyana, Nigéria, Pérou, Rwanda

**Modification des procédures ou adoption de nouvelles**

Brésil, Burundi, Estonie, France, Gambie, Géorgie, Italie, Macédoine, Nigéria

**Exécution des jugements plus efficaces**

Brésil, France, Gambie, Macédoine, Slovaquie

**Introduction d'exécution en dehors des tribunaux pour les petits litiges ou les litiges incontestés**

Croatie, Danemark

**Réduction de l'arriéré des tribunaux inférieurs**

République dominicaine, Macédoine

Source : Base de données Doing Business.

que les preuves soient échangées dès le début des instances. Le temps nécessaire pour obtenir judiciairement l'exécution d'un contrat est passé de 730 jours à 457 jours.

Le Burundi a fait passer le plafond pour sa cour des petites créances de 300 à 1 000 USD. En octobre 2005, la première audience de la cour commerciale du Tchad à Ndjamena a eu lieu. La Gambie a établi une division commerciale au sein de son tribunal de première instance.

Le Pérou a aussi séparé la résolution de litiges commerciaux simples des litiges civils plus complexes et des affaires criminelles. Au début de 2005, 7 cours commerciales et une cour commerciale d'appel ont été créées à Lima. Des 8.805 affaires soumises aux cours entre le 5 avril 2005 et le 30 juin 2006, 85 % ont été résolues en moins d'un an. Pour certains types de recouvrement de créances simple, l'exécution a été ramenée de 285 jours en 2004 à 150 jours en 2005/06. Ces chiffres représentent une réussite, certes, mais ces cours ont commencé à opérer sans litiges arriérés. Lorsque les entreprises prennent conscience de l'existence de ces tribunaux, les dépôts de demandes augmentent et avec eux les délais. Pour remédier à cette situation, le président de la cour a demandé en juillet 2006 la nomination de 5 nouveaux juges.

Les réformateurs européens ont ciblé leurs efforts sur la réduction des délais judiciaires. L'Italie, en deuxième position en termes de délais judiciaires en 2004, a réduit la durée totale de 6 mois, à savoir de 1 390 jours à 1 210 jours (tableau 10.3). Les réformes ont éliminé une et parfois 2 auditions obligatoires. Les parties doivent maintenant soulever leurs objections dès le début des procédures judiciaires.

En Macédoine, un programme visant à réduire les délais a réussi à diminuer de 46 % le nombre d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans. Les parties à des litiges anciens ont été contactées et on leur a demandé de se présenter devant le tribunal. Chaque fois qu'aucune des parties ne s'est présentée,

TABLEAU 10.3

**Où l'exécution des contrats est-elle la plus efficace et la moins efficace ?****Procédures (nombre)**

Le moins		Le plus	
Islande	14	Inde	56
Norvège	14	Cameroun	58
Danemark	15	Lesotho	58
Hong Kong, Chine	16	Sierra Leone	58
Canada	17	Djibouti	59
États-Unis	17	Comores	60
Irlande	18	Iraq	65
Jamaïque	18	Sao-Tomé-et-Principe	67
Australie	19	Soudan	67
Royaume-Uni	19	Timor-Leste	69

**Délai (jours)**

Le plus rapide		Le moins rapide	
Nouvelle-Zélande	109	Italie	1.210
Singapour	120	Djibouti	1.225
République kirghize	140	Surinam	1.290
Lituanie	166	Trinité-et-Tobago	1.340
Russie	178	Colombie	1.346
Australie	181	Slovénie	1.350
Kazakhstan	183	Inde	1.420
Ukraine	183	Bangladesh	1.442
Arménie	185	Guatemala	1.459
Danemark	190	Afghanistan	1.642

**Coût (% du litige)**

Le moins		Le plus	
Corée	5,5	Micronésie	77,0
Finlande	5,9	Burkina Faso	95,4
Suède	5,9	Papouasie-Nouvelle-Guinée	110,3
Islande	5,9	Cambodge	121,3
Danemark	6,5	Indonésie	126,5
États-Unis	7,7	Mozambique	132,1
Lituanie	8,6	Malawi	136,5
Norvège	9,0	Rép. démocratique du Congo	156,8
Autriche	9,0	Timor-Leste	183,1
Japon	9,5	Sierra Leone	227,3

Source : Base de données Doing Business.

l'affaire a été classée. Les statistiques concernant les litiges arriérés ont été distribuées tous les mois afin d'en suivre les progrès. Les réformes ont ramené les délais d'exécution de 509 à 385 jours.

Une façon de faire reculer les délais judiciaires est de retirer des tribunaux toutes les demandes non contestées et de les transmettre directement au juge de l'exécution ou aux huissiers de justice. Un juge n'a pas besoin d'intervenir en l'absence de contestation ou lorsqu'existent des pièces justificatives incontestables. Trois pays ont entrepris des réformes de ce type en 2005/06. La Norvège, qui a introduit l'exécution directe de réclamations en 1992, l'a élargie pour couvrir

« toute notification écrite, mentionnant la base de la réclamation et le montant dû ». Les factures, utilisées le plus souvent pour des transactions commerciales simples, correspondent à cette catégorie. Au Danemark, les réclamations de créance de moins de 50 000 Dkr (8 600 USD) vont maintenant directement au juge de l'exécution. Les tribunaux généraux de Copenhague ont reçu 38 % d'affaires en moins depuis la réforme. Et 53 % des affaires directement transmises au juge de l'exécution ont été résolues en moins de 4 mois. La Croatie a adopté une réforme similaire en 2005, permettant

aux créanciers de soumettre directement les demandes non contestées au notaire public et de lui demander d'apposer la formule exécutoire.

En Europe de l'Est et Asie centrale, 3 pays, l'Arménie, l'Estonie et l'Ukraine, ont introduit des « procédures d'ordonnance de paiement » pour des petites affaires non contestées en 2005/06. Les effets peuvent en être limités. Dès qu'une demande fait l'objet d'une opposition, l'affaire est renvoyée à une procédure normale. Cependant, les tribunaux peuvent clore certaines affaires sans dépenses significatives.

## Comment réformer?

Les tribunaux facilitent les affaires lorsqu'ils sont rapides, justes et abordables. Mais dans des pays où les juges sont considérés comme corrompus et incompétents, les entreprises ne croient pas que le gouvernement peut transformer les tribunaux. Dans ces cas, il est préférable de totalement reconstruire l'appareil judiciaire. Le Rwanda l'a fait.

En mai 2001, le président Paul Kagame a créé la commission de réforme judiciaire rwandaise et a chargé ses 10 membres de revoir toutes les lois et règles des tribunaux et de recommander des réformes pour améliorer la justice. Après quatre mois, la commission a rendu une liste de suggestions, parmi lesquelles figuraient l'adoption d'un nouveau code de procédure, l'établissement de sections commerciales dans les tribunaux et l'introduction d'embauche et de rémunération compétitives pour les employés des tribunaux. L'opposition n'a pas mis longtemps pour se former. Beaucoup d'anciens juges ont protesté contre le projet de soumettre toutes les nominations judiciaires à une compétition et à un examen. Lorsque la nouvelle cour suprême a été constituée, seuls 3 des 27 juges ont été reconduits.

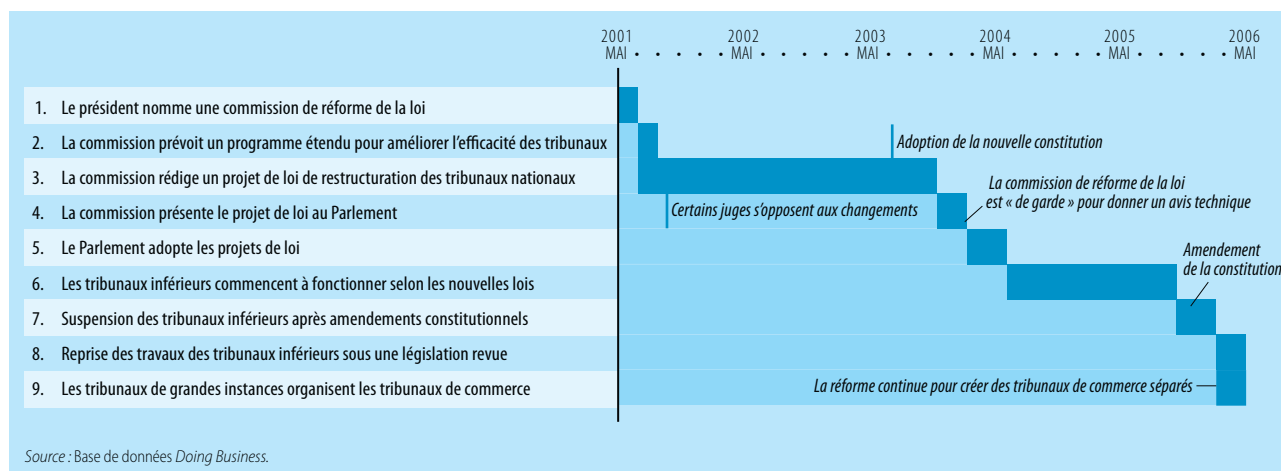
La commission a pu surmonter l'opposition grâce au soutien du président Kagame. Il a reçu la commission régulièrement et a convoqué tous les employés de l'appareil judiciaire à des réunions, qui ont souvent été le théâtre de vifs débats, afin de prendre en compte les points de vue opposés.

Le parlement a adopté nombre de nouvelles lois pour le système judiciaire en 2003/04. En septembre 2005, un deuxième ensemble de réformes a ciblé les lois commerciales. Six mois plus tard, des sections commerciales spécialisées ont commencé à opérer au sein des tribunaux de grande instance. Et en mai 2006 un avant-projet de loi a été déposé pour mettre en place des cours commerciales d'appel (figure 10.3).

La réforme n'a pas été facile. Elle a dû surmonter plusieurs obstacles. D'abord, le génocide des années 1990 a laissé peu de personnes qualifiées. Il a fallu 18 mois avant les premières audiences des sections commerciales car certains candidats aux nominations judiciaires ont échoué à l'examen. Ensuite, certaines idées n'ont pas abouti. Par exemple, le nouveau code des procédures exige que 2 juges non professionnels, des hommes d'affaires, renvoient les disputes commerciales. Mais il a aussi mandaté que ce travail soit volontaire et non rémunéré.

FIGURE 10.3

### Réforme de l'exécution des contrats au Rwanda



né. Pendant une longue période, personne ne s'est porté volontaire. Enfin, les experts étrangers se sont inquiétés de l'ampleur des modifications du personnel. L'indépendance de l'appareil judiciaire ne serait-elle pas en danger ? Ce pourrait être le cas si les modifications sont basées sur le favoritisme au lieu des compétences. L'indépendance ne constitue un progrès que si les juges sont honnêtes et compétents. La pire combinaison associe indépendance et corruption.

Beaucoup de pays ont tenté de réduire la corruption présente dans leurs appareils judiciaires, mais peu de pays ont atteint des résultats. La Géorgie semble pouvoir réussir. Le plus récent sondage des entreprises en 2005 a révélé que le nombre de personnes qui juge que l'appareil judiciaire est corrompu a diminué de moitié depuis 2002.<sup>4</sup> Parmi les économies en transition, seule la Slovaquie a enregistré une diminution plus importante.

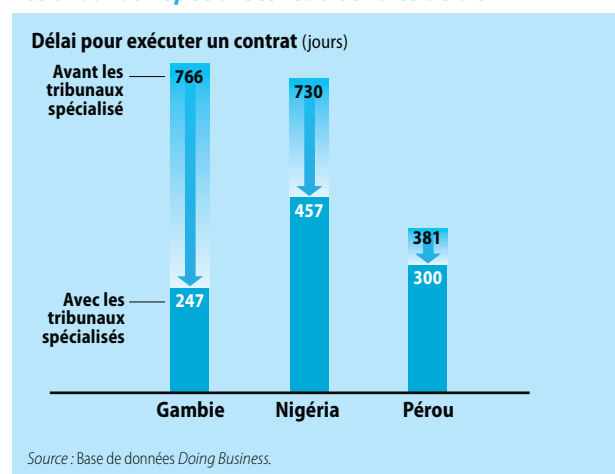
Comment la Géorgie a-t-elle réussi ? Depuis 2004, et l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, 7 juges ont été détenus pour avoir accepté des pots-de-vin et 15 ont comparu devant les tribunaux correctionnels. En 2005, le conseil de discipline judiciaire a examiné des affaires concernant 99 juges, soit 40 % de l'appareil judiciaire ; 12 d'entre eux ont été congédiés. En même temps, afin de réduire la dépendance de la corruption, les salaires des juges ont été multipliés par quatre. Comme dans beaucoup d'autres économies en transition, les salaires des juges géorgiens avaient chuté à un niveau où il leur était difficile de subvenir aux besoins de leurs familles.

Mais les augmentations de salaire ne suffisent pas pour résoudre le problème de la corruption judiciaire. D'autres mesures peuvent aider aussi. Premièrement, l'affectation aléatoire des affaires aux juges en utilisant un logiciel de gestion d'affaires peut empêcher les situations où les parties cherchent à se voir affecter le juge le plus enclin à accepter des pots-de-vin. Deuxièmement, exiger que les juges déclarent leurs biens tous les ans peut les dissuader d'accepter des pots-de-vin importants. S'ils sont découverts, ils écoperont de peines de prison. Troisièmement, l'introduction de procédures transparentes et objectives de sélection de juges peut aider à attirer les meilleurs candidats à l'appareil judiciaire et à donner aux juges l'autorité morale de mettre en œuvre la loi. Quatrièmement, rendre public le niveau de corruption des juges via des enquêtes et des sanctions convainc les citoyens que leur gouvernement est sérieux dans ses efforts pour réduire la corruption. En octobre 2003, les journaux du Kenya ont publié les noms et les photos de 23 juges accusés de corruption et temporairement démis de leurs fonctions. Cinq de ces juges ont démissionné, et un tribunal a été mis en place pour examiner les allégations à l'égard des autres. Les sondages d'opinion ont révélé que le public a apprécié ces efforts.

Si l'appétit de réformes judiciaires est faible dans un

FIGURE 10.4

### Les tribunaux spécialisés réduisent les délais



pays, les réformateurs peuvent commencer modestement. Des réformes pilotes requièrent moins de ressources et ne suscitent autant d'opposition. L'année dernière, le Bangladesh et la Corée ont lancé des programmes pilotes visant à accélérer l'exécution des contrats dans leurs capitales. Si les programmes pilotes s'avèrent bénéfiques, ils peuvent être élargis aux pays entiers.

L'introduction de tribunaux spécialisés ou des sections commerciales spécialisées dans les tribunaux généraux s'est avérée l'une des réformes pilotes qui a connu le plus de succès. Leur création simplifie les procédures de manière à permettre « la production de décisions en série ». Les tribunaux des petites créances, dont les règles de procédure sont plus simples, ont réduit les délais de façon significative et coûtent moins cher en général que les tribunaux traditionnels. L'année dernière, à Melbourne (Australie), leurs compétences ont été augmentées jusqu'à couvrir tous les litiges portant sur moins de 100 000 USD. Ces modifications assurent que les demandes portant sur de petites sommes passent par un processus plus simple et obtiennent une résolution rapide.

Une des raisons de l'efficacité des cours spécialisées résulte du niveau accru d'expertises des juges dans le contentieux commercial. Une autre raison réside dans le moindre degré de formalisme des procédures, par exemple, les plaidoiries y sont parfois admissibles même dans des pays où les cours traditionnelles exigent des procédures écrites. Les pays qui disposent de juridictions ou de sections spécialisées en matière commerciale résolvent en moyenne leurs disputes commerciales 40 % plus rapidement que les autres. En Gambie, au Nigéria et au Pérou, des progrès conséquents ont pu être observés liés à la spécialisation (figure 10.4). Si les réformes dans les cours spécialisées satisfont les justiciables, elles encouragent aussi les gouvernements à tenter des réformes plus ambitieuses.<sup>5</sup>

## Remarques

1. Qian et Strahan (2006).
2. Cooley, Marimon et Quadrini (2004).
3. Desai, Gompers et Lerner (2004) et Laeven et Woodruff (2004).
4. Banque mondiale (2006a).
5. Ogoola (2006).

## Fermeture d'entreprise

En Italie médiévale, les prêteurs sur gages officiaient sur des bancs installés sur les places de la ville. Lorsqu'un de ces prêteurs n'était plus solvable, son banc était cassé, parfois sur sa tête. Cette coutume fut tellement associée à l'insolvabilité que le terme *banca rotta*, qui signifie « banc cassé » en italien a donné *bankrott* en allemand, *bankrupt* en anglais et *banqueroute* en français.

De nos jours, la faillite dans la majorité des pays névoque plus le risque de fracture du crâne. Mais la procédure est bien souvent plus douloureuse que nécessaire. Au Tchad et en Inde, une procédure de faillite dure 10 ans en moyenne. Les créanciers ne récupèrent pratiquement rien (tableau 11.1). Même en République tchèque, une entreprise peut passer 9 ans en faillite. En Mauritanie, la seule liquidation d'entreprise officielle enregistrée au cours des dix dernières années a duré 11 ans.

TABLEAU 11.1  
**Où est-il facile et difficile de fermer une entreprise ?**

Le plus facile	Taux de recouvrement	Le plus difficile	Taux de recouvrement
Japon	92,7	Rép. démocratique du Congo	4,9
Singapour	91,3	Haïti	4,0
Norvège	91,1	Philippines	4,0
Taiwan, Chine	89,5	Micronésie	3,1
Canada	89,3	Angola	2,0
Finlande	89,1	Zimbabwe	0,1
Irlande	87,9	République centrafricaine	0,0
Belgique	86,4	Tchad	0,0
Pays-Bas	86,3	Érythrée	0,0
Royaume-Uni	85,2	RDP Lao	0,0

Remarque : Le classement repose sur le taux de recouvrement : combien de cents par dollar les requérants (créanciers, fisc et employés) obtiennent-ils de la société insolvable. Voir les notes statistiques pour les détails.

Source : Base de données *Doing Business*.

Une telle situation n'est pas inéluctable. La République tchèque a rédigé une nouvelle loi sur les faillites qui pourrait améliorer drastiquement le traitement des procédures collectives. Le Brésil a introduit des changements radicaux en 2004. Le pays dispose maintenant d'une procédure de réorganisation qui permet aux entreprises viables de rester en vie et qui accorde aux créanciers munis de sûretés une plus grande influence sur la procédure. La durée d'une procédure de faillite est passée de 10 à 4 ans. La réforme a été testée pour la première fois en juin 2005 lorsque Varig, la compagnie aérienne brésilienne, s'est déclarée en faillite. En un peu moins d'un an, les actifs de la compagnie ont été vendus à un nouveau propriétaire et la faillite est presque clôturée.

La Serbie a également introduit des réformes en 2004 : les délais sont plus stricts et la responsabilité des administrateurs de faillites a été renforcée. La durée moyenne d'une procédure de faillite est passée de 7 ans à moins de 3 ans. Et le taux de recouvrement pour les créanciers a augmenté de 45 %.

Grâce à de telles réformes qui améliorent les lois sur la faillite, les créanciers sont moins réticents à l'idée de prêter de l'argent aux petites entreprises car ils savent qu'ils pourront le récupérer si l'activité du débiteur périclité. Une étude récente montre que dans les pays où les procédures collectives sont longues et coûteuses, les petites entreprises reçoivent uniquement 9 % de leurs nouveaux investissements sous forme de crédits bancaires contre 34 % pour les grandes sociétés, soit une différence de 25 points.<sup>1</sup> Dans les pays où la procédure de faillite est plus efficace, la différence n'est que de 4 points.

Plus important encore, une loi sur les faillites bien pensée permet de fermer les entreprises qui ne sont pas viables et de réorganiser celles qui le sont.<sup>2</sup> Le Mexique offre un exemple de réforme réussie. La réforme de 2000 sur les procédures

de réorganisation a réduit les délais de 4 ans. Seules 44 % des entreprises qui déposent une demande de réorganisation doivent être liquidées. Sous l'ancienne législation, plus de la moitié de ces entreprises devaient être liquidées.<sup>3</sup>

## Qui a réformé?

Douze économies ont optimisé les procédures de faillite en 2005 et 2006 (tableau 11.2). La France et l'Italie ont introduit des réformes qui augmentent les chances de réussite de la réorganisation. Le Chili, la Lettonie et la Serbie ont amélioré la réglementation des administrateurs de faillite. À Porto Rico, en Roumanie, en Slovaquie et aux États-Unis, les créanciers jouent un rôle plus important.

C'est la Slovaquie qui a déployé les plus grands efforts de réforme en 2005-2006. Sous l'ancienne législation, les créanciers n'avaient qu'un rôle minime à jouer dans la procédure de faillite. Les entreprises se déclaraient en faillite lorsqu'il était trop tard et que leurs problèmes financiers étaient irrémédiables. Une fois la procédure de faillite entamée, elle pouvait prendre au moins 5 ans. La réforme a changé tout cela. Une société en difficulté mais encore viable peut déposer une demande de réorganisation avant de devenir insolvable. L'évaluation de l'activité est confiée à un expert indépendant qui détermine les chances de réussite de la réorganisation. Les créanciers peuvent constituer un comité pour défendre leurs intérêts. La loi a également réduit les délais, accélérant la procédure d'au moins 9 mois. Les taux de recouvrement escomptés ont augmenté de 5 points pour atteindre 48 cents par dollar.

La Corée, à la deuxième place en termes de réforme, a regroupé ses 4 lois sur la faillite en 1. Le nouveau texte encourage la réorganisation en simplifiant les règles concernant la poursuite de l'activité. Il octroie également plus de pouvoir

aux créanciers durant la procédure de faillite en autorisant la constitution de comités de créanciers.

Les taux de recouvrement lors des faillites sont les plus élevés dans les pays de l'OCDE (figure 11.1). Plusieurs pays poursuivent leurs améliorations en la matière. Ainsi, les États-Unis et la France, deux pays modèles pour le reste du monde en matière de loi des faillites, ont introduit des réformes dans leurs systèmes. Aux États-Unis, les débiteurs en réorganisation ne peuvent plus retarder la procédure aussi facilement que par le passé. Ils disposent désormais de 120 jours pour proposer un plan de réorganisation. Alors que sous l'ancienne législation, les juges des faillites pouvaient allonger cette période à leur discrétion, la nouvelle loi prévoit uniquement une extension de 18 mois maximum. Par conséquent, les créanciers peuvent maintenant exiger plus tôt la liquidation d'une activité qui n'est pas viable. La durée escomptée des procédures de faillite est passée de 2 ans à un an et demi. La nouvelle loi américaine est en vigueur également à Porto Rico.

La France a rendu la réorganisation plus accessible aux entreprises en difficulté, ce qui augmente les chances de voir une entreprise viable poursuivre ses activités. Une nouvelle procédure permet aux entreprises en difficulté de solliciter une protection avant qu'elles ne deviennent insolubles. L'idée est de commencer la réorganisation avant qu'il ne soit trop tard. De plus, les créanciers qui prêtent de l'argent aux entreprises en pré-insolvabilité seront prioritaires lors du paiement

TABLEAU 11.2

### Plus de pouvoirs aux créanciers - une réforme populaire en 2005/06

#### Renforcement des pouvoirs des créanciers

France, Corée, Roumanie, Slovaquie

#### Autorisation des procédures préventive et amélioration des procédures de réorganisation

France, Italie, Corée, Slovaquie

#### Amélioration de la supervision des administrateurs

Chili, Lettonie, Serbie, Slovaquie

#### Réduction des délais

Porto Rico, Slovaquie, États-Unis

#### Première introduction d'une loi sur les faillites

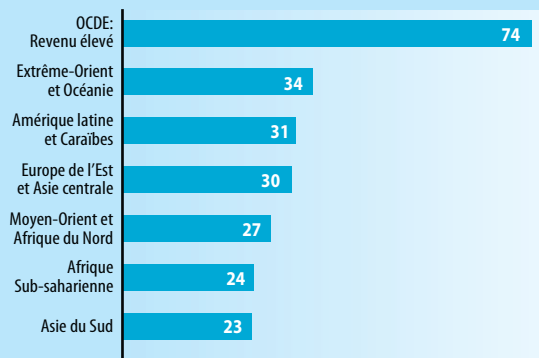
Burundi, Micronésie

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 11.1

### Taux de recouvrement le plus élevé pour les pays de l'OCDE

Taux de recouvrement (cents par dollar)



Source : Base de données Doing Business.

TABLEAU 11.3

**Où les procédures de faillite sont-elles le plus efficaces et le moins ?****Délai (années)**

Le moins		Le plus	
Irlande	0,4	Haïti	5,7
Japon	0,6	Biélorussie	5,8
Canada	0,8	Turquie	5,9
Singapour	0,8	Angola	6,2
Taiwan, Chine	0,8	Maldives	6,7
Belgique	0,9	Équateur	8,0
Finlande	0,9	Mauritanie	8,0
Norvège	0,9	République tchèque	9,2
Australie	1,0	Tchad	10,0
Belize	1,0	Inde	10,0

**Coût (% du patrimoine)**

Le moins		Le plus	
Antigua-et-Barbuda	1,0	Albanie	38
Colombie	1,0	République dominicaine	38
Koweït	1,0	Fidji	38
Pays-Bas	1,0	Micronésie	38
Norvège	1,0	Guyana	42
Singapour	1,0	Sierra Leone	42
Belgique	3,5	Ukraine	42
Canada	3,5	Tchad	63
Finlande	3,5	République centrafricaine	76
Géorgie	3,5	RDP Lao	76

Source : Base de données Doing Business

des créances, ce qui veut dire que les entreprises en difficulté auront plus de chance d'obtenir de nouveaux prêts. La France a également élargi le rôle des créanciers dans le cadre des réorganisations : les comités de créanciers ont un droit de vote sur le plan de réorganisation. Auparavant, les créanciers n'avaient pas vraiment le droit à la parole.

Toujours en Europe, l'Italie permet aux entreprises en difficulté financière de trouver un accord avec les créanciers avant de se déclarer formellement en faillite. Cette pratique est très répandue en Allemagne et aux États-Unis. La nouvelle loi italienne assouplit également les conditions de règlement des créanciers : alors qu'auparavant, une entreprise italienne devait faire droit aux demandes de 40 % des créanciers ordinaires et de 100 % des créanciers munis de sûretés. Maintenant, elle peut se contenter de faire droit aux demandes des créanciers munis de sûretés.

Le Burundi et la Micronésie ont introduit leur première loi sur les faillites. Dans la législation burundaise, les faillites relèvent de la compétence des tribunaux de commerce récemment constitués. Cette législation définit les délais et introduit la notion de comité de créanciers. La Micronésie a introduit une procédure unique qui peut déboucher soit sur une liquidation, soit sur une réorganisation. Mais la faillite dans ce pays demeure une procédure coûteuse (tableau 11.3).

Plusieurs pays ont amélioré les normes applicables aux administrateurs de faillites. La Serbie a instauré un nouvel organisme chargé de superviser les administrateurs. Elle a également élaboré un code de déontologie pour la profession et soumis l'exercice de la profession à la réussite à un examen. Le Chili a modifié sa loi afin d'imposer un examen aux administrateurs. Il a également introduit de nouvelles règles sur le paiement des administrateurs afin que ceux-ci ne soient plus incités à faire durer les dossiers. La Lettonie a introduit une sélection aléatoire des administrateurs pour chaque faillite dans le but de réduire la corruption.

Les fruits de certaines réformes seront peut-être perceptibles en 2007. La Macédoine a adopté une nouvelle loi sur les faillites qui introduit des délais stricts : certains appels devront désormais être résolus en 8 jours maximum. Les créanciers exercent une plus grande influence sur la procédure de faillite. Et les créances peuvent désormais être consolidées, ce qui réduit les délais et permet aux créanciers munis de sûretés de faire valoir leurs créances. Le Népal a introduit sa première législation sur les faillites. Mais la juridiction commerciale prévue pour l'administration des faillites n'a pas encore été établie.

Les amendements introduits par le Pérou et l'Ouzbékistan ont un effet négatif. Il n'est plus possible au Pérou de modifier un plan de réorganisation une fois qu'il a été approuvé. S'il doit être adapté pour une raison quelconque, la nouvelle loi oblige les débiteurs et les créanciers à rédiger un tout nouveau plan. L'Ouzbékistan a modifié la priorité des créances garanties. Elles viennent désormais après les frais de justice, les créances des services publics, les dommages et les salaires des salariés. Il s'agit sans conteste de la pire réforme de l'année en matière de faillite.

## Comment réformer?

Un pays qui veut se doter d'une procédure de faillite efficace ne doit réglementer que ce qu'il est capable de faire appliquer. Des procédures de réorganisation complexes fonctionnent uniquement dans les pays riches où l'on trouve des juges et des avocats expérimentés et un marché actif pour l'actif des sociétés en réorganisation. Dans les pays à revenu moyen, c'est la procédure, plus simple, de liquidation qui satisfait le mieux toutes les parties, y compris les salariés et les fournisseurs.

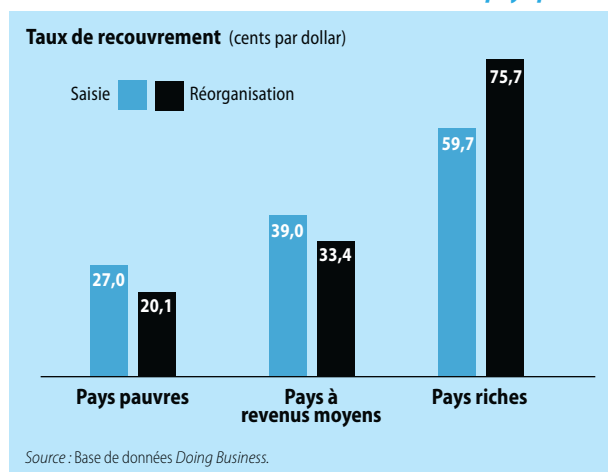
Dans les pays pauvres, le taux de recouvrement le plus élevé est obtenu non pas via la réorganisation mais via des procédures de recouvrement. Les différences au niveau des résultats sont significatives (figure 11.2). Quant à la probabilité de sauver une entreprise viable, elle est plus élevée en cas de saisie ou de liquidation qu'en cas de réorganisation. Les efforts déployés pour introduire des procédures de réorganisation complexes, tels que l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, ne font que compliquer les choses. La leçon : reconnaître ses limites et introduire des réglementations en matière de faillites que les tribunaux pourront mettre en œuvre.

Tout pays qui souhaite améliorer sa législation en la matière doit accorder un plus grand rôle aux créanciers, aussi bien dans le processus de réforme que dans les procédures de faillite. Cela accélère la résolution des procédures collectives et augmente les chances de sauver les sociétés viables.<sup>4</sup> Il est dans l'intérêt des créanciers de sauver les entreprises viables et de fermer celles qui ne le sont pas. Dans les pays où les créanciers décident du sort d'une activité en difficulté, le taux de recouvrement pour toutes les créanciers de la faillite, y compris les salariés et les fournisseurs, est plus élevé que dans les pays où ce n'est pas le cas (figure 11.3). C'est ce que la France, la Corée et la Slovaquie, trois des pays réformateurs en 2005/2006, ont reconnu en acceptant la constitution de comité de créanciers et en permettant aux créanciers d'intervenir plus significativement dans la procédure de faillite.

Une autre tendance observée dans les réformes vise à restreindre les possibilités d'appel. La rapidité du règlement d'une faillite est un élément crucial car la détérioration de la valeur d'une société au fil du temps peut priver les créanciers de la moindre chance de récupérer leur argent et priver les employés de toute chance de maintenir leur emploi. Malheureusement, de nombreux pays ont introduit des délais inutiles en autorisant les appels pour des raisons les plus diverses. Un bon avocat recourra à tout l'arsenal juridique mis à sa disposition pour retarder la procédure de faillite si tel est le désir de son client. Au Guatemala, des appels interjetés en raison de fautes d'orthographe dans les documents peuvent occasionner des retards de plusieurs mois.

FIGURE 11.2

### La saisie donne les meilleurs résultats dans les pays pauvres



Tous les appels ne doivent pas pouvoir suspendre la procédure : l'ordonnance de faillite doit pouvoir être examinée en même temps qu'est nommé le syndic, constitué les comités de créanciers, etc. Si l'appel est accueilli, le tribunal peut suspendre les procédures. La réduction des délais peut faire toute la différence entre le sauvetage d'une activité viable ou sa disparition. En Inde, l'appel de la décision initiant l'exécution peut retarder la procédure d'un an. Au cours de cette période, le taux de recouvrement du créancier chutera d'au moins 15 cents par dollar. (Conscient du problème, le gouvernement travaille sur une révision de la loi des faillites.)

Les pays réformateurs peuvent également introduire de simples modifications administratives. En Roumanie, les réformes de la loi des faillites visaient un objectif : accélérer les procédures. Les analyses avaient mis en évidence un goulot d'étranglement au niveau de la notification aux créanciers de la faillite. Chaque créancier devait être localisé et prévenu

FIGURE 11.3

### La participation des créanciers augmente le taux de recouvrement

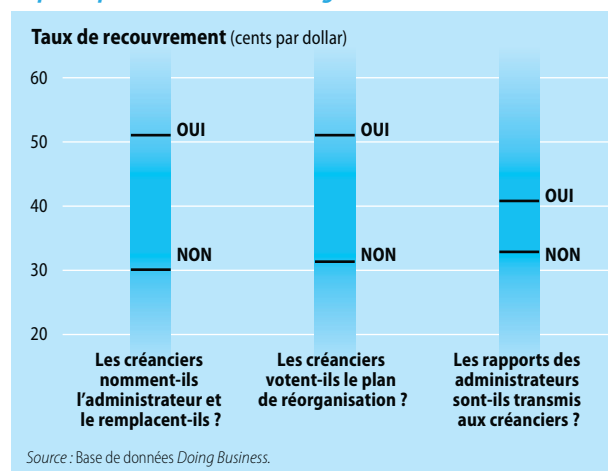
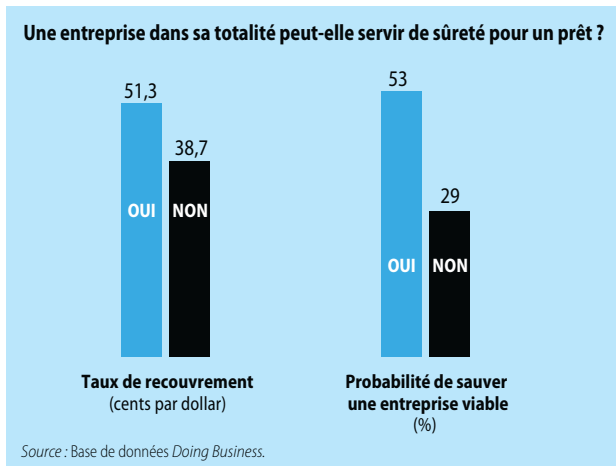


FIGURE 11.4

**Les charges flottantes améliorent les résultats de la procédure de faillite**

directement par courrier recommandé. Il arrivait toujours que certains créanciers ne reçoivent aucune notification ou une notification incorrecte. Désormais, les notifications sont uniquement publiées dans un registre central accessible à chaque créancier.

Les pays réformateurs ne doivent pas se concentrer sur la seule loi des faillites. Ainsi, une réforme en dehors de la loi des faillites a un impact significatif : permettre aux créanciers de prendre en sûreté toute l'entreprise (un « charge flottante »). Cela augmente la probabilité qu'une entreprise viable fasse l'objet d'un plan de reprise car cela empêche les autres créanciers de prétendre à différents actifs de la société. On observe un taux de recouvrement plus élevé dans les pays qui acceptent les charges flottantes par opposition à ceux qui ne les acceptent pas (figure 11.4). Le Danemark a introduit la charge flottante en 2006, à l'instar de nombreux pays d'Eu-

rope de l'Est au cours des dix dernières années.

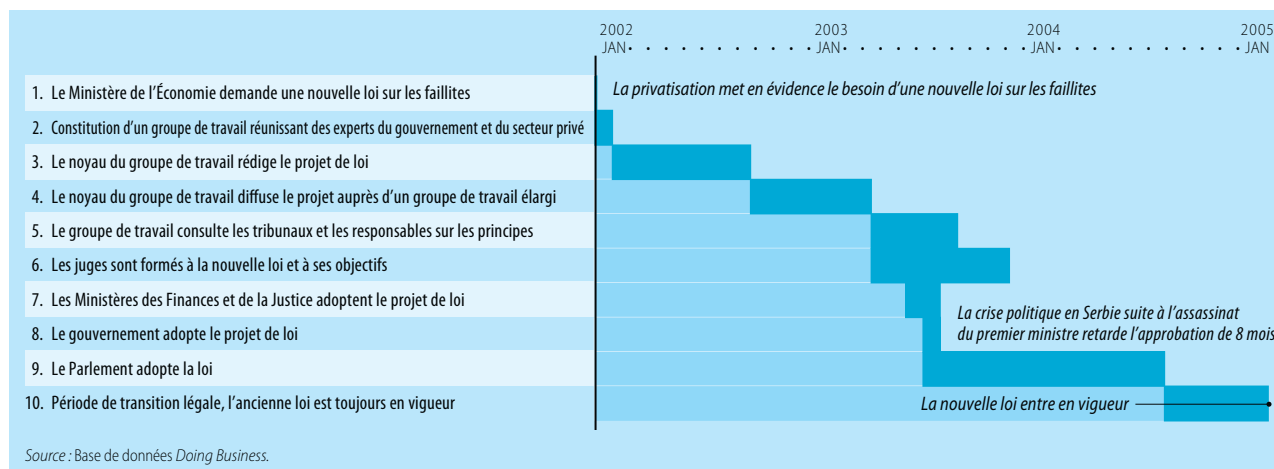
Avis aux pays réformateurs : les juges et les fonctionnaires du Ministère de la justice sont en général les derniers à reconnaître la nécessité des réformes. En effet, dans de nombreux pays, la formation juridique repose sur l'application de la loi, non sur le questionnement sur son opportunité ou sur le besoin de réforme. Les campagnes en faveur des réformes émanent généralement des banques ou d'autres créanciers et du gouvernement qui souhaite élargir l'accès au crédit des ménages et des petites entreprises.

Ceci étant dit, la coopération du pouvoir judiciaire est essentielle à toute réforme des faillites. Les auteurs de la loi sur les faillites serbe ont compris que le succès de la réforme dépendait de la capacité des juges à appliquer les nouvelles dispositions. Ils ont donc demandé aux juges des tribunaux de commerce de commenter le projet de loi (figure 11.5). Ils ont également organisé des conférences pour informer les juges sur la nouvelle loi et ils ont même organisé des voyages afin que les juges puissent aller voir dans d'autres pays comment les procédures similaires fonctionnaient. Ces efforts ont largement facilité la transition entre l'ancienne et la nouvelle loi.

### Remarques

1. Galindo et Micco (2005).
2. Djankov et alii (2006).
3. Gamboa-Cavazos et Schneider (2006).
4. Djankov et alii (2006).

FIGURE 11.5

**Réforme de la loi des faillites en Serbie**

## Références

- Alba, Pedro, Stijn Claessens and Simeon Djankov. 1998. "Thailand's Corporate Financing and Governance Structures." Policy Research Working Paper 2003. World Bank, Washington, D.C.
- Asian Development Bank. 2003. "Technical Assistance to the People's Republic of Bangladesh for Preparing the Chittagong Port Trade Facilitation Project." Project 36105. Manila.
- Bertrand, Marianne, and Francis Kramarz. 2002. "Does Entry Regulation Hinder Job Creation? Evidence from the French Retail Industry." *Quarterly Journal of Economics* 117 (4): 1369–413.
- Bertrand, Marianne, Simeon Djankov, Sendhil Mullainathan and Phillip Schnabl. 2006. "Who Runs Informal Businesses in São Paulo." Harvard University, Department of Economics, Cambridge, Mass.
- Booz Allen Hamilton. 2006. "Investor Protection Reforms in Vietnam." Working paper prepared for Doing Business project. World Bank, Investment Climate Department, Washington, D.C.
- Botero, Juan C., Simeon Djankov, Rafael La Porta, Florencio López-de-Silanes and Andrei Shleifer. 2004. "The Regulation of Labor." *Quarterly Journal of Economics* 119 (4): 1339–82.
- British Chambers of Commerce. 2005. "Burdens Barometer." London. <http://www.chamberonline.co.uk/czP1NeJohOhB8A.html>.
- Burns, Tony. 2005. "Registering Property: Country Case Studies of Reform in Arménie, Ghana, Nouvelle-Zélande, Pérou and Thailand." Working paper. World Bank, Private Sector Development Vice Presidency, Washington, D.C.
- Buys, Piet, Uwe Deichmann and David Wheeler. 2005. "Road Network Upgrading and Overland Trade Expansion in Sub-Saharan Africa." World Bank, Development Research Group, Washington, D.C.
- Coady, David, Margaret Grosh and John Hoddinott. 2004. "Targeting Outcomes Redux." *World Bank Research Observer* 19 (1): 61–85.
- Cooley, Thomas, Ramon Marimon and Vincenzo Quadrini. 2004. "Aggregate Consequences of Limited Contract Enforceability." *Journal of Political Economy* 112 (4): 817–47.
- Deininger, Klaus. 2003. *Land Policies for Growth and Poverty Reduction*. World Bank Policy Research Report. New York: Oxford University Press.
- De Lara, Yadira. 2006. "The Secret of Venetian Success: The Role of the State in Financial Markets." University of Alicante, Department of Economics, Alicante, Espagne.
- Dennis, Allen. 2006. "The Impact of Regional Trade Agreements and Trade Facilitation in the Middle East and North Africa Region." Policy Research Working Paper 3837. World Bank, Washington, D.C.
- Desai, Mihir, C. Fritz Foley and James R. Hines Jr. 2004. "Foreign Direct Investment in a World of Multiple Taxes." *Journal of Public Economics* 88: 2727–44.
- Desai, Mihir, Paul Gompers and Josh Lerner. 2004. "Institutions, Capital Constraints and Entrepreneurial Firm Dynamics: Evidence from Europe." Harvard Business School, Cambridge, Mass.
- Devereux, Michael, Rachel Griffith and Alexander Klemm. 2002. "Corporate Income Tax Reforms and Tax Competition." *Economic Policy* 35: 451–95.
- Djankov, Simeon, Caroline Freund and Cong Pham. 2006. "Trading on Time." Policy Research Working Paper 3909. World Bank, Washington, D.C.
- Djankov, Simeon, Caralee McLiesh and Rita Ramalho. Forthcoming. "Regulation and Growth." *Economics Letters*.

- Djankov, Simeon, Caralee McLiesh and Andrei Shleifer. Forthcoming. "Private Credit in 129 Countries." *Journal of Financial Economics*.
- Djankov, Simeon, Oliver Hart, Caralee McLiesh and Andrei Shleifer. 2006. "Efficiency in Bankruptcy." Harvard University, Department of Economics, Cambridge, Mass.
- Djankov, Simeon, Rafael La Porta, Florencio López-de-Silanes and Andrei Shleifer. 2002. "The Regulation of Entry." *Quarterly Journal of Economics* 117 (1): 1–37.
- . 2003. "Courts." *Quarterly Journal of Economics* 118 (2): 453–517.
- . 2005. "The Law and Economics of Self-Dealing." Harvard University, Department of Economics, Cambridge, Mass.
- Emporia, Department of Inspections. 2006. "Building Licenses and Permits." City of Emporia, Va. [http://www.ci.emporia.va.us/New\\_Folder/code%20history.htm](http://www.ci.emporia.va.us/New_Folder/code%20history.htm).
- Érythré, Department of Infrastructural Services. 2005. "Proclamation 147: A Proclamation to Regulate Construction Activities." Asmara.
- Ernst & Young. 2005. "Accelerating Growth: Global IPO Trends in 2005." New York.
- FIAS (Foreign Investment Advisory Service). 2006a. "Doing Business in Brésil." World Bank, Washington, D.C. <http://www.worldbank.org/Brésil>.
- . 2006b. "Doing Business in Mexique." World Bank, Washington, D.C. <http://www.doingbusiness.org/Main/Mexique.aspx>.
- Field, Erica. 2003. "Entitled to Work: Urban Property Rights and Labor Supply in Pérou." Working Paper 220. Princeton University, Research Program in Development Studies, Princeton, N.J.
- . 2005. "Property Rights and Investment in Urban Slums." *Journal of the European Economic Association* 3 (2–3): 279–90.
- Fisman, Raymond, and Shang-Jin Wei. 2004. "Tax Rates and Tax Evasion: Evidence from 'Missing Imports' in Chine." *Journal of Political Economy* 112 (2): 471–96.
- Galiani, Sebastian, and Ernesto Schargrotsky. 2006. "Property Rights for the Poor: Effects of Land Titling." Working paper. Universidad de San Andres and Universidad Torcuato Di Tella, Buenos Aires.
- Galindo, Arturo, and Alejandro Micco. 2005. "Bank Credit to Small and Medium-Sized Enterprises: The Role of Creditor Protection." Working Paper 347. Central Bank of Chili, Santiago.
- Gamboa-Cavazos, Mario, and Frank Schneider. 2006. "Reforms in Mexican Bankruptcy and Their Effects." Harvard University, Department of Economics, Cambridge, Mass.
- Grameen Bank. 2004. "Grameen Bank at a Glance." Dhaka. <http://www.grameen-info.org/bank/GBGlance.htm>.
- Haddad, Lawrence, and Michelle Adato. 2001. "How Efficiently Do Public Works Programs Transfer Benefits to the Poor? Evidence from Afrique du Sud." Discussion Paper 108. International Food Policy Research Institute, Washington, D.C.
- Heggie, Ian, and Piers Vickers. 1998. Commercial Management and Financing of Roads. World Bank Technical Paper 409. Washington, D.C.
- Himmelfarb, George. 1984. *The Idea of Poverty*. London: Faber.
- Hines, James R., Jr. 2005. "Corporate Taxation and International Competition." University of Michigan, Ross School of Business, Department of Accounting, Ann Arbor.
- ILO (International Labour Organization). 2005. "Global Employment Trends Brief." February. Geneva. <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/download/get05en.pdf>.
- Jacobs, Scott, and Irina Astrakhan. 2006. "Effective and Sustainable Regulatory Reform: The Regulatory Guillotine in Three Transition and Developing Countries." Jacobs and Associates, Washington, D.C.
- Kaufmann, Daniel, Aart Kraay and Massimo Mastruzzi. 2005. "Governance Matters IV: Governance Indicators for 1996–2004." Policy Research Working Paper 3630. World Bank, Washington, D.C.
- Klapper, Leora. 2006. "Measuring Entrepreneurship: World Bank Group Questionnaire on Entrepreneurship." World Bank Group, Small and Medium Enterprise Department, Washington, D.C. <http://www.ifc.org/ifcext/sme.nsf/Content/Resources>.
- Ladegaard, Peter. 2005. "Improving Business Environments through Regulatory Impact Analysis: Opportunities and Challenges for Developing Countries." Paper presented at the "International Conference on Reforming the Business Environment," Cairo, November 29–December 1. World Bank, FIAS (Foreign Investment Advisory Service), Washington, D.C.
- Laeven, Luc, and Christopher Woodruff. 2004. "The Quality of the Legal System, Firm Ownership and Firm Size." Policy Research Working Paper 3246. World Bank, Washington, D.C.
- La Porta, Rafael, Florencio López-de-Silanes and Andrei Shleifer. 2005. "What Works in Securities Laws?" *Journal of Finance* 61 (1): 1–32.
- La Porta, Rafael, Florencio López-de-Silanes, Andrei Shleifer and Robert Vishny. 1998. "Law and Finance." *Journal of Political Economy* 106 (6): 1113–55.
- NNR (Board of Swedish Industry and Commerce for Better Regulation). 2005. "The NNR Regulation Indicator for 2005." Stockholm. [http://www.nnr.se/pdf/Regulation\\_Indicator\\_2005\\_eng.pdf](http://www.nnr.se/pdf/Regulation_Indicator_2005_eng.pdf).

- Ogoola, James. 2006. "The Current State of Affairs in the High Court and the Role of Division Heads and Registrars." Paper presented at Judges' Conference, Kampala, Uganda, February 6. [http://www.judicature.go.ug/uploaded\\_files/1141051083PJ-presentation.pdf](http://www.judicature.go.ug/uploaded_files/1141051083PJ-presentation.pdf).
- Olken, Ben. 2005. Monitoring Corruption: Evidence from a Field Experiment in Indonesia. NBER Working Paper 11753. Cambridge, Mass.: National Bureau of Economic Research.
- Osei, Robert, and Peter Quartey. 2005. "Tax Reforms in Ghana." Research Paper 2005/66. United Nations University–World Institute for Development Economics Research, Helsinki.
- PricewaterhouseCoopers. 2005. "What Is Your Company's Overall Tax Contribution?" <http://www.pwc.com/Extweb/insights.nsf/docid/75D58AF8B3774A3C80256F8800586AC6>.
- Qian, Jun, and Philip Strahan. 2006. "How Laws and Institutions Shape Financial Contracts." Wharton Financial Institutions Center, Philadelphia.
- Rodrik, Dani, and Arvind Subramanian. 2005. "From 'Hindu Growth' to Productivity Surge: The Mystery of the Indian Growth Transition." IMF Staff Papers 52 (2): 193–228.
- Schneider, Friedrich, and Robert Klinglmair. 2004. "Shadow Economies around the World: What Do We Know?" CESifo Working Paper 0403. Center for Economic Studies and Ifo Institute for Economic Research (CESifo), Munich.
- SEC (U.S. Securities and Exchange Commission). 2006. "The Investor's Advocate: How the SEC Protects Investors, Maintains Market Integrity, and Facilitates Capital Formation." Washington, D.C. <http://www.sec.gov/about/whatwedo.shtml#create>.
- Sitta, S. J. 2005. "Integrity Environment and Investment Promotion: The Case of Tanzania." Paper presented at the Organisation for Economic Co-operation and Development, New Partnership for Africa's Development and Transparency International conference "Alliance for Integrity—Government & Business Roles in Enhancing African Standards of Living," Addis Ababa, March 7–8. Tanzania Investment Center, Dar es Salaam.
- Standard & Poor's. 2004. Global Stock Market Factbook. New York.
- Subbarao, Kalanidhi. 2003. "Systemic Shocks and Social Protection: Role and Effectiveness of Public Works Programs." World Bank, Human Development Network, Social Protection Unit, Washington, D.C.
- Svensson, Jakob. 2005. "Eight Questions about Corruption." *Journal of Economic Perspectives* 19 (3): 19–42.
- Tanzania Revenue Authority. 2005. Time Release Study. Dar es Salaam.
- Thailand Investment Service Center. 2004. "Capital Market: Corporate Governance." Bangkok. <http://www.thailandoutlook.com>.
- Vodopivec, Milan. 2006. "Choosing a System of Unemployment Income Support: Guidelines for Developing and Transition Countries." World Bank Research Observer 21 (1): 49–89.
- WEF (World Economic Forum). 2005. Global Competitiveness Report 2006. Geneva.
- World Bank. 2005a. "Malaisie: Report on Observance of Standards and Codes." Washington, D.C. [http://www.worldbank.org/ifa/rosc\\_cg\\_Malaisie.html](http://www.worldbank.org/ifa/rosc_cg_Malaisie.html).
- . 2005b. "Pologne: Corporate Governance Country Assessment." Washington, D.C. [http://www.worldbank.org/ifa/rosc\\_cg\\_pol\\_05.pdf](http://www.worldbank.org/ifa/rosc_cg_pol_05.pdf).
- . 2006a. Anticorruption in Transition 3: Who Is Succeeding and Why. Washington, D.C.
- . 2006b. World Development Indicators 2006. Washington, D.C.



## Notes statistiques

Les indicateurs présentés et analysés dans *Doing Business* évaluent la réglementation et la protection des droits de propriété – ainsi que leurs effets sur les entreprises, plus particulièrement sur les petites et moyennes entreprises. Tout d’abord, les indicateurs permettent de connaître le degré de réglementation, par exemple le nombre de procédures nécessaires pour créer une entreprise ou pour enregistrer une propriété commerciale. En second lieu, ils permettent de mesurer des caractéristiques telles que les délais et les coûts associés au recouvrement d’une créance, à une procédure collective ou à une vente internationale de marchandise. Troisièmement, ces indicateurs mesurent la protection légale de la propriété, par exemple la protection des investisseurs contre les abus des membres du conseil d’administration de la société ou encore le champ des actifs pouvant servir de sûretés. Quatrièmement, ils mesurent la flexibilité du marché du travail. Enfin, un nouvel ensemble d’indicateurs permet d’évaluer la charge fiscale qui pèse sur les entreprises. Pour la totalité des indicateurs du rapport *Doing Business 2007*, les statistiques font référence à Avril 2006.

Les données utilisées dans l’analyse du rapport *Doing Business* sont recueillies selon un procédé standard. Pour commencer, l’équipe du rapport *Doing Business*, assistée par des spécialistes, conçoit un questionnaire. Le questionnaire repose sur une simple étude de cas afin de garantir la comparabilité d’un pays à l’autre et au fil du temps – avec des hypothèses sur la forme juridique de l’entreprise, sa taille, son emplacement et la nature de ses opérations. Les questionnaires sont menés par le biais de plus de 5 000 experts locaux, au rang desquels figurent des avocats, des conseillers commerciaux, des experts-comptables, des représentants du gouvernement et d’autres professionnels spécialistes des questions juridiques et réglementaires. Ces experts ont plusieurs (en général 4) interactions avec l’équipe *Doing Business*, en particulier des conférences téléphoniques, une correspondance écrite et des visites en personne. Pour écrire le rapport *Doing Business 2007*, les membres de l’équipe ont visité 65 pays dans le but de vé-

rifier les données et accroître le nombre de personnes interrogées. Les données recueillies dans le cadre des sondages sont analysées et vérifiées pour en déterminer la robustesse, ce qui aboutit à des révisions ou des expansions des informations recueillies.

Fondée sur l’examen des textes juridiques et des données fournies par plus de 3.500 responsables gouvernementaux, juristes, consultants d’entreprise et autres professionnels dotés d’une expertise sur les questions juridiques et réglementaire, la méthodologie de *Doing Business* se singularise par certains de ses atouts. Elle se fonde sur des sources primaires : lois et réglementation, et permet des interactions avec les agents locaux, afin d’éviter toute erreur d’interprétation des éléments traités. La taille de l’échantillon de nos experts est satisfaisante, dans la mesure où les textes en question sont rassemblés et où l’exactitude des réponses est vérifiée. Cette méthodologie étant peu onéreuse, les statistiques peuvent être collectées sur un vaste échantillon de pays – 175 pays dans *Doing Business 2007*. Les mêmes hypothèses étant retenues pour la collecte des données, ce qui rend le processus transparent et facilement reproductible, les analyses comparatives sont valables pour l’ensemble des pays étudiés. Non seulement ces données mettent en évidence l’étendue des obstacles, mais elles permettent aussi d’en identifier les origines et aident les décideurs pour à concevoir des réformes.

Pour interpréter les données statistiques, il convient de tenir compte de 5 limites qui caractérisent la méthodologie de *Doing Business*. Premièrement, dans bien des cas, les statistiques collectées font référence aux entreprises de la ville la plus peuplée du pays en question, et peuvent ne pas être représentatives de la réglementation dans les autres régions du pays. Deuxièmement, ces statistiques concernent souvent une forme spécifique d’entreprise – une société à responsabilité limitée de taille donnée – et peuvent ne pas être représentatives de la réglementation qui régit les autres entreprises, par exemple, les entreprises unipersonnelles. En troi-

## Caractéristiques économiques

### Région et catégorie de revenu

*Doing Business* utilise les classements effectués par la Banque mondiale des régions du monde et des catégories de revenu, disponibles à l'adresse suivante <http://www.worldbank.org/data/countryclass/countryclass.html>. Tout au long de ce rapport, les termes économies riches font référence au groupe de pays à haut revenu, les termes économies intermédiaires font référence au groupe de pays à revenu moyen supérieur et le terme économies pauvres renvoient à la catégorie de pays à revenu moyen inférieur et à faible revenu.

### Population

*Doing Business 2007* reprend les statistiques démographiques en milieu d'année 2005 telles qu'elles sont rapportées dans *Les Indicateurs du développement dans le Monde en 2006*.

### Revenu national brut (RNB) par habitant

*Doing Business 2007* fait référence au revenu par habitant de 2005 tel qu'il figure dans la publication de la Banque mondiale, *Les Indicateurs du Développement dans le Monde en 2006*, et qui est calculé selon la méthode de l'Atlas en dollars US courants. Pour les indicateurs de coût exprimés en pourcentage du revenu par habitant, on utilise comme dénominateur le RNB 2006. Les données du RNB de la Guinée Équatoriale, de Porto Rico, de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza ne pouvaient pas être obtenues auprès de la Banque mondiale. Dans ces cas, le PIB ou le PNB par habitant tiré des profils des pays établis en 2005 par l'Economist Intelligence Unit (EIU) a été utilisé.

sième lieu, les transactions décrites dans une étude de cas standard ont trait à un groupe précis de problèmes et peuvent ne pas être représentatives de l'ensemble des problèmes auxquels est confrontée une entreprise. Quatrièmement, les indicateurs relatifs aux délais impliquent une forme de jugement de la part des professionnels interrogés. C'est pourquoi, lorsque les sources indiquent des estimations différentes, les indicateurs de délai publiés dans *Doing Business* représentent la valeur médiane des diverses réponses données, compte tenu des hypothèses formulées dans les études de cas. Quatrièmement, le présupposé de cette méthodologie est que l'entreprise est pleinement informée sur les démarches à suivre et qu'elle ne perd pas de temps en accomplissant les procédures. En pratique, accomplir une procédure peut demander plus de temps si l'entreprise n'a pas l'information nécessaire ou si elle n'est pas capable de l'exploiter rapidement.

La méthodologie pour 4 des rubriques de *Doing Business* a changé dans *Doing Business 2007*. Pour le paiement des taxes, la mesure du taux d'imposition total comprend à présent toutes les cotisations sociales de l'employeur (par exemple les cotisations de sécurité sociale) et exclut les taxes de consommation (telles que la taxe sur les ventes ou la taxe sur la valeur ajoutée). La mesure est à présent exprimée sous forme d'un pourcentage des gains, plutôt que sous forme de marge brute. En ce qui concerne l'exécution des

contrats, l'étude de cas a été modifiée pour refléter un différend contractuel typique relatif à la qualité des biens, plutôt qu'une simple tentative de recouvrement de dette. Pour le commerce transfrontalier, *Doing Business* présente maintenant les coûts associés à l'exportation et l'importation de marchandises par fret, en plus du temps et du nombre de documents requis. En ce qui concerne l'embauche de main-d'œuvre, les coûts de recrutement ne sont plus inclus dans le calcul de la facilité d'embauche de main-d'œuvre.

L'index de facilité à faire des affaires reflète ces changements. Pour ces raisons, ainsi que du fait de l'addition de 20 économies, le classement de cette année ne peut pas être comparé au classement publié dans *Doing Business in 2006*. Le tableau 1.2 contient les classements recalculés de l'année dernière et permet d'effectuer des comparaisons d'une période à l'autre.

Les lois et règlements qui régissent les données publiées dans *Doing Business* peuvent à présent être consultés sur le site Web de *Doing Business* à l'adresse <http://www.doingbusiness.org>. Toutes les enquêtes par sondage et les détails associés aux indicateurs sont également publiés sur le site Web. Les questions relatives à la méthodologie peuvent être soumises en utilisant la fonction « Ask a Question » sur la page d'accueil de *Doing Business*. Les indicateurs actualisés, ainsi que toute révision ou correction apportée aux données imprimées, sont disponibles en permanence sur le site Web.

## Création d'entreprise

*Doing Business* consigne toutes les procédures officiellement exigées d'un entrepreneur pour la création d'une entreprise industrielle ou commerciale. Il s'agit notamment d'obtenir toutes les licences et tous les permis nécessaires, ainsi que d'accomplir auprès des autorités concernées toutes les formalités: notifications, vérifications ou inscriptions.

Après examen des lois, de la réglementation et de toute information concernant la création d'entreprises, une liste détaillée de procédures, de délais, de coûts et de montants minimums de capital à verser est établie. Ensuite, les juristes experts en matière de constitution de sociétés dans le pays et les agents publics rassemblent et vérifient les données relatives aux procédures applicables,

au délai et au coût de l'accomplissement de chacune des procédures dans des circonstances normales et au capital minimum à verser. En moyenne, 4 cabinets juridiques participent à cette étude.

Des informations sont également rassemblées concernant l'ordre des procédures à accomplir et la possibilité de les accomplir simultanément. On suppose que toute l'information est immédiatement disponible et que tous les organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux impliqués dans le processus de création d'entreprise fonctionnent efficacement et sans corruption. Lorsque les réponses des spécialistes locaux divergent, les enquêtes se poursuivent jusqu'à ce qu'il y ait accord sur les données.

Pour que les données puissent être comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et aux procédures sont retenues.

### Hypothèses relatives à l'entreprise

- L'entreprise est une société à responsabilité limitée. Lorsqu'il existe plus d'un type de société à responsabilité limitée dans le pays concerné, c'est la forme la plus courante qui est choisie. Les informations concernant cette forme de société sont obtenues auprès des juristes spécialisés dans la constitution de sociétés, ou de l'institut de statistiques.
- L'entreprise exerce son activité dans la ville la plus peuplée du pays.
- L'entreprise est détenue à 100% par des nationaux, qui sont au nombre de cinq, et dont aucun n'est une personne morale.
- L'entreprise dispose d'un capital de départ représentant 10 fois le revenu par habitant fin 2005, versé en numéraire.
- L'entreprise exerce des activités générales à caractère industriel ou commercial, telles que la production ou la vente de produits ou de services destinés au public. Elle n'exerce pas d'activité de commerce extérieur et son domaine d'activité ne couvre pas les produits soumis à un régime fiscal particulier, par exemple les alcools et le tabac. L'entreprise n'utilise pas de procédés de production particulièrement polluants.
- L'entreprise loue les locaux, usine et bureaux, qu'elle utilise à des fins commerciales, et elle n'est pas propriétaire de biens immobiliers.
- L'entreprise ne répond pas aux critères permettant de bénéficier de mesures d'appui à l'investissement ou d'autres avantages spécifiques.
- L'entreprise emploie jusqu'à 50 salariés un mois après le début de son activité, et ce sont tous des nationaux.
- Le chiffre d'affaires de l'entreprise représente au moins 100 fois le revenu par habitant.
- L'acte constitutif de l'entreprise fait 10 pages.

### Hypothèses relatives aux procédures

Par procédure, on entend toute interaction entre le fondateur de la société et les parties extérieures (organismes publics, avocats, commissaires aux comptes, notaires). Les interactions entre le fondateur ou un représentant de la société et le personnel ne sont pas considérées comme des procédures distinctes.

Une procédure est définie comme toute interaction entre le fondateur de l'entreprise et les parties extérieures (organismes publics, avocats, commissaires aux comptes, notaires). Les interactions entre les fondateurs ou les dirigeants de l'entreprise et le personnel ne sont pas considérées comme des procédures distinctes. Les procédures qui doivent être accomplies au sein du même bâtiment mais dans des bureaux différents sont comptées comme des procédures distinctes. Les fondateurs sont censés accomplir toutes les procédures en personne, sans l'assistance d'intermédiaires, aides, experts-comptables ou avocats, sauf si le recours à ces tiers est exigé par la loi.

Les procédures officielles requises avant et après la constitution pour un entrepreneur qui souhaite exploiter officiellement une entreprise sont enregistrées. Les procédures qui ne sont pas requises pour créer et exploiter officiellement une entreprise sont ignorées. À titre d'exemple, l'obtention de droits exclusifs sur le nom de l'en-

treprise n'est pas prise en compte dans un pays où une entreprise peut être identifiée par un numéro.

Les procédures applicables à la correspondance officielle ou aux transactions avec des organismes publics sont prises en compte. À titre d'exemple, si le sceau ou le tampon de l'entreprise est requis pour les documents officiels tels que les déclarations fiscales, l'obtention en est prise en compte. Similairement, si une entreprise doit ouvrir un compte bancaire avant d'être enregistrée au registre de la taxe sur les ventes ou la taxe sur la valeur ajoutée, une telle transaction est prise en compte comme une procédure. Les raccourcis sont pris en compte uniquement s'ils satisfont trois critères : ils doivent être légaux, être accessibles au grand public et causer des délais importants s'ils ne sont pas utilisés.

Seules les procédures obligatoires pour toutes les entreprises sont concernées. Les procédures spécifiques à certains secteurs d'activité sont exclues. À titre d'exemple, les procédures de mise en conformité avec les règles environnementales ne sont incluses que lorsqu'elles s'appliquent à toutes les entreprises menant des activités générales de nature commerciale ou industrielle. Les procédures entreprises par l'entreprise pour le raccordement au réseau d'alimentation en électricité, eau, gaz et d'évacuation des déchets ne sont pas incluses.

### Délai

Les délais sont mesurés en jours calendaires. La mesure correspond à la durée médiane nécessaire pour accomplir une procédure, selon les juristes spécialisés dans la constitution de sociétés. On suppose que la durée minimale requise pour chaque procédure est d'un jour. Les procédures peuvent être accomplies simultanément, mais elles ne peuvent pas être initiées le même jour. Une procédure est considérée accomplie une fois que l'entreprise a reçu le document final, à savoir le certificat d'enregistrement de l'entreprise ou le numéro fiscal. Lorsqu'une procédure peut être accélérée moyennant un coût supplémentaire, la procédure la plus rapide est choisie. On suppose que l'entrepreneur ne perd pas de temps et qu'il s'efforce d'accomplir toutes les procédures restantes sans prendre de retard. Le temps que passe l'entrepreneur à recueillir des informations n'est pas pris en compte. On suppose que l'entrepreneur connaît depuis le début tous les règlements d'entrée et l'ordre dans lequel ceux-ci doivent être observés, mais n'a eu de contact préalable avec aucun des représentants officiels.

### Coût

Le coût est exprimé en pourcentage du revenu par habitant du pays. Seuls les coûts officiels sont recensés. Le calcul des coûts est basé sur le droit des sociétés, le code du commerce, ainsi que des règlements et des barèmes tarifaires spécifiques. Si des barèmes tarifaires ne sont pas disponibles, l'estimation d'un représentant officiel sert de référence officielle. Si l'estimation d'un représentant officiel n'est pas disponible, l'estimation des juristes spécialisés dans la constitution de sociétés est retenue. Si plusieurs juristes spécialisés dans la constitution de sociétés fournissent des estimations différentes, la valeur médiane de ces estimations est retenue. Dans tous les cas, le coût ne comporte aucun « pot-de-vin ».

### Versement obligatoire d'un montant minimum de capital

L'obligation de verser un capital minimum correspond à la somme que l'entrepreneur doit déposer dans une banque avant d'entamer la procédure d'enregistrement de l'entreprise ; le montant est enregistré sous forme de pourcentage du revenu par habitant du pays. En général, ce montant est fixé par le code du commerce ou le droit des sociétés. Plusieurs pays requièrent un capital minimum mais permettent aux entreprises de n'en verser qu'une partie avant l'enregistrement, le reste devant être versé après la première année d'activité. Par exemple, en mars 2006 au Mozambique, le capital minimum requis pour les sociétés à responsabilité limitée était de

1 500 000 meticaïs, dont la moitié était payable avant l'enregistrement de l'entreprise. Le montant minimum de capital enregistré pour le Mozambique est donc de 750 000 meticaïs, soit 10 % du revenu par habitant. Aux Philippines, le montant minimum de capital était de 5 000 pesos, mais uniquement un quart de ce montant était payable avant l'enregistrement d'une entreprise. Le montant minimum de capital enregistré pour les Philippines est donc de 1 250 pesos, soit 2 % du revenu par habitant.

*Cette méthodologie a été mise au point dans Djankov et autres (2002) et a été adoptée ici avec des changements mineurs.*

### Octroi de licences

*Doing Business* consigne toutes les procédures requises pour l'obtention de licences en utilisant l'exemple d'une entreprise du bâtiment qui souhaite construire un entrepôt conforme aux normes. Ces procédures comprennent l'obtention de tous les permis et licences nécessaires, la satisfaction de toutes les obligations d'inspection, de notification et de dépôt auprès des autorités de tous les documents requis (par exemple, les dessins du bâtiment et les plans du site). *Doing Business* consigne également les procédures pour le raccordement aux services publics tels que l'électricité, le téléphone, l'eau courante et le réseau d'égouts. Les procédures concernant l'utilisation de la propriété comme garantie ou le transfert de la propriété à une autre entreprise sont aussi prises en compte.

Le sondage divise le processus de construction d'un entrepôt en procédures distinctes et calcule les délais et les coûts associés à l'accomplissement de chacune des procédures dans des circonstances normales.

Les informations sont recueillies auprès d'avocats spécialisés dans la construction, d'entreprises de construction, de fournisseurs des services publics et d'agents publics qui gèrent des questions relevant du règlement de construction. Pour garantir que les données sont comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses concernant l'entreprise, du projet de l'entrepôt et des procédures sont utilisées.

#### Hypothèses relatives à l'entreprise de construction (Cie)

- Cette entreprise est une société à responsabilité limitée.
- Elle exerce ses activités dans la ville la plus peuplée du pays.
- Elle est détenue à 100% par des nationaux, qui sont au nombre de cinq et dont aucun n'est une personne morale.
- Elle exécute des projets de construction. Elle construit, par exemple, un entrepôt.
- Elle emploie jusqu'à 20 ouvriers du bâtiment et autres, tous des nationaux. Ils possèdent la compétence technique et l'expérience professionnelle nécessaires pour élaborer les plans de construction d'un entrepôt du point de vue technique et architectural.

#### Hypothèses relatives au projet d'entrepôt

- L'entrepôt est sur deux niveaux et a une superficie d'environ 1.300,6 mètres carrés (14.000 pieds carrés).
- Il est situé dans la ville la plus peuplée du pays.
- Le terrain sur lequel il est situé est la propriété de l'entreprise de construction. C'est une parcelle de 743,2 mètres carrés (8.000 pieds carrés) enregistrée avec précision au cadastre et au registre foncier.
- C'est une construction neuve (il n'y avait antérieurement aucune construction sur le terrain).
- D'un point de vue technique et architectural, le projet est complet.
- Il sera raccordé aux réseaux de l'électricité, de l'eau courante et du tout-à-l'égout, et une ligne téléphonique régulière y sera installée. La longueur de la connexion à chacun des réseaux de service public sera de 10 mètres. Une alimentation électrique de 10 ampères et 140 kilowatts sera requise.
- Il servira à entreposer des livres.

#### Hypothèses relatives aux procédures

Une procédure est définie comme toute interaction des employés ou des responsables d'une entreprise avec des tiers externes, y compris des agences gouvernementales, des inspecteurs publics, des notaires, le bureau d'enregistrement des titres de propriété et le cadastre, à l'exception des architectes et des ingénieurs. Les interactions entre les employés d'une entreprise, par exemple le développement des plans de l'entrepôt et les inspections menées par des employés ne sont pas considérées comme des procédures. Les procédures entreprises par l'entreprise pour le raccordement aux services d'alimentation en électricité et en eau, au réseau d'égout et au réseau téléphonique sont prises en compte. Toutes les procédures requises sur le plan juridique ou en pratique pour la construction d'un entrepôt sont prises en compte, même si elles peuvent être évitées dans des cas exceptionnels.

#### Délai

Les délais sont mesurés en jours calendaires. La mesure correspond à la durée médiane nécessaire pour accomplir une procédure, selon les experts sur le terrain. On suppose que la durée

minimale requise pour chaque procédure est d'un jour. Lorsqu'une procédure peut être légalement accélérée moyennant un coût supplémentaire, la procédure la plus rapide est choisie. On suppose que BuildCo ne perd pas de temps et qu'elle s'efforce d'accomplir toutes les procédures restantes sans prendre de retard. Le temps que passe BuildCo à recueillir des informations n'est pas pris en compte. On suppose que BuildCo connaît dès le début toutes les exigences relatives à la construction et l'ordre dans lequel celles-ci doivent être satisfaites.

## Embauche des travailleurs

*Doing Business* concentre son étude sur la réglementation de l'emploi, plus particulièrement sur le recrutement et le licenciement des travailleurs ainsi que sur la rigidité des horaires de travail. Les statistiques concernant le recrutement et le licenciement sont établies à partir d'une étude détaillée des réglementations relatives à l'emploi et à la sécurité sociale, à quoi s'ajoute un examen complet par les cabinets juridiques locaux. Les lois relatives à l'emploi de la plupart des pays peuvent être consultées en ligne dans la base de données NATLEX publiée par l'Organisation Internationale du Travail. Dans tous les cas, aussi bien les lois à proprement parler que les sources secondaires sont utilisées dans un souci d'exactitude. Les réponses contradictoires font l'objet d'une vérification plus poussée en les comparant à deux autres sources, dont un traité juridique sur la réglementation de l'emploi du pays.

Pour rendre les statistiques comparables d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives au salarié et à l'entreprise ont été retenues.

### Hypothèses relatives au salarié

- Le salarié est de sexe masculin. Il est employé à plein temps, ne fait pas partie des cadres et travaille dans la même société depuis vingt ans.
- Son salaire, auquel s'ajoutent les avantages, est égal au salaire moyen du pays pendant toute la durée de son emploi.
- Il est marié et a deux enfants. La famille habite la ville la plus peuplée du pays.
- Il n'est pas syndiqué, sauf si l'affiliation à un syndicat est obligatoire.

### Hypothèses relatives à l'entreprise

- L'entreprise est une société à responsabilité limitée.
- Elle exerce son activité dans la ville la plus peuplée du pays.
- Elle est détenue à 100% par des nationaux.
- Elle exerce son activité dans l'industrie.
- Elle emploie 201 salariés.
- Elle se conforme à toutes les lois et réglementations mais n'accorde pas à ses salariés d'autres avantages que ceux qui sont légalement obligatoires.
- Elle est soumise aux conventions collectives dans les pays où ces conventions couvrent plus de la moitié du secteur industriel.

## Coût

Le coût est exprimé en pourcentage du revenu par habitant du pays. Seuls les coûts officiels sont recensés. Le calcul des coûts est basé sur le code du bâtiment, des règlements et des barèmes tarifaires spécifiques, ainsi que les informations des experts sur le terrain. Si plusieurs partenaires sur le terrain fournissent des estimations différentes, la valeur médiane rapportée est utilisée. Tous les frais associés à l'accomplissement des procédures associées à la construction légale d'un entrepôt, y compris le raccordement aux services publics, sont pris en compte.

## Indice de rigidité de l'emploi

L'indice de rigidité de l'emploi est la moyenne de trois sous-indices : l'indice de difficulté de recruter, l'indice de rigidité des horaires et l'indice de difficulté de licencier. Chacun de ces sous-indices se compose de plusieurs éléments et est affecté d'une valeur entre 0 et 100 ; plus la valeur est élevée, plus la réglementation est rigide.

L'indice de difficulté de recruter mesure : (i) si les contrats à durée déterminée ne sont disponibles que pour les emplois temporaires ; (ii) la durée maximum des contrats à durée déterminée ; (iii) le rapport entre le salaire minimum obligatoire (ou salaire d'apprenti, lorsqu'il existe) et la valeur ajoutée moyenne par salarié. Un pays obtient la note 1 si les contrats à durée déterminée ne sont valables que pour les emplois temporaires et une note 0 s'ils peuvent s'appliquer à n'importe quel emploi. On attribue la note 1 si la durée maximum du contrat à durée déterminée est inférieure ou égale à trois ans, 0,5 si sa durée se situe entre 3 et 5 ans et 0 s'il peut se prolonger au-delà de cinq ans. Enfin, la note 1 est attribuée si le ratio entre le salaire minimum et la valeur ajoutée par salarié est supérieur à 0,75, à 0,67 si ce ratio se situe entre 0,50 et 0,75, à 0,33 si le ratio se situe entre 0,25 et 0,50, et à 0 si le ratio est inférieur à 0,25. En République centrafricaine, par exemple, les contrats à durée déterminée ne sont autorisés que pour des emplois temporaires (d'où une note égale à 1) et leur durée est limitée à une période maximale de 2 ans (d'où une note égale à 1). Le rapport entre le salaire minimum obligatoire et la valeur ajoutée par salarié est 0,66 (d'où une note égale à 0,67). En faisant la moyenne des 3 sous-indices et en prenant comme base 100, on attribue à la République centrafricaine une note égale à 89.

L'indice de rigidité de l'horaire de travail se compose de 5 éléments : (i) le fait que le travail de nuit soit restreint ou non ; (ii) le fait que le travail soit autorisé ou non le week-end ; (iii) le fait que la semaine de travail puisse ou non se composer de 5,5 jours ; (iv) le fait que la semaine de travail puisse atteindre 50 heures ou plus (heures supplémentaires comprises) pendant 2 mois par an ; et (v) le fait que les congés payés annuels soient de 21 jours ou moins. Si la réponse à chacune de ces questions est non, la note 1 est attribuée au pays, autrement, la note attribuée est 0. Par exemple, le Monténégro impose des restrictions sur le travail de nuit (d'où la note 1) et sur le travail du week-end (d'où la note 1). Il autorise la semaine de travail de 5,5 jours (d'où la note 0), permet que la semaine de travail atteigne 50 heures pendant 2 mois par an (d'où la note 0) et exige des congés payés de 20 jours (d'où la note 0). On additionne les notes que l'on reporte sur une échelle de

100 et on obtient finalement un indice de 40 pour le Monténégro.

L'indice de difficulté de licenciement comporte 8 éléments : (i) le fait que le sureffectif soit considéré ou non comme un motif valable de licenciement ; (ii) le fait que l'employeur soit obligé d'informer le syndicat ou le ministère du travail pour pouvoir licencier un salarié en surnombre ; (iii) le fait que l'employeur soit obligé ou non d'informer le syndicat ou le ministère du travail pour pouvoir licencier un groupe de plus de 20 salariés ; (iv) le fait que l'employeur ait besoin ou non de l'accord du syndicat ou du ministère du travail pour pouvoir licencier un salarié en surnombre ; (v) le fait que l'employeur ait besoin ou non de l'accord du syndicat ou du ministère du travail pour pouvoir licencier un groupe de 20 salariés en surnombre ; (vi) le fait que la loi impose ou non une formation ou un nouvel emploi pour le salarié avant licenciement ; (vii) le fait que les règles de priorité s'appliquent ou non aux licenciements ; (viii) le fait que les règles de priorité s'appliquent ou non pour le réemploi. Pour la première question, si la réponse est oui pour les salariés de tous les niveaux de revenu, la note 10 est attribuée et toutes les autres questions sont sans objet. Pour la question (iv), si la réponse est oui, la note 2 est attribuée. Pour toutes les autres questions, si la réponse est oui, la note 1 est attribuée ; en cas de réponse négative, la note 0 est attribuée. Comme les éléments (i) et (iv) correspondent aux aspects les plus restrictifs de la réglementation, leur pondération est plus importante dans la construction de l'indice.

En Tunisie, par exemple, le sureffectif est considéré comme un motif valable de licenciement (la note 1 est attribuée). Un employeur doit à la fois informer (note 1) des organismes extérieurs et obtenir leur accord (note 2) pour licencier un seul salarié en surnombre ; de même, s'il s'agit d'un groupe de salariés en surnombre, il doit à la fois informer des organismes extérieurs (note 1) et obtenir leur accord (note 1) pour les licencier. La loi impose à l'employeur de proposer un stage de recyclage ou de trouver un

nouvel emploi avant licenciement (note 1). Il y a des règles de priorité pour le licenciement (note 1) et pour le réemploi (note 1). On additionne les notes que l'on reporte sur une échelle de 100 pour obtenir un indice final de 80 pour la Tunisie.

### Coût du recrutement

L'indicateur du coût de licenciement mesure toutes les prestations sociales (notamment le fonds de pension, l'assurance maladie, l'assurance maternité, les accidents du travail, les allocations familiales et autres contributions obligatoires) ainsi que les charges salariales liées à l'embauche d'un employé. Le coût est exprimé en pourcentage du salaire de l'employé. En Bolivie, par exemple, les cotisations sociales versées par l'employeur s'élèvent à 13,7 % du salaire de l'employé et comprennent 10 % pour l'assurance maladie, l'assurance maternité et la disposition applicable aux salariés souffrant d'une invalidité temporaire, 1,7 % pour la disposition applicable aux salariés souffrant d'une invalidité permanente et les prestations au survivant et 2 % pour le logement.

### Coût du licenciement

L'indicateur du coût du licenciement mesure le coût des exigences en matière de préavis au licenciement, des indemnités de licenciement et des amendes dues en cas de licenciement pour sureffectif. Un mois est enregistré en tant que 4 semaines 1/3. Au Mozambique, par exemple, un employeur est astreint à donner un préavis de 90 jours avant licenciement pour sureffectif et les indemnités de licenciement pour un salarié ayant 20 ans d'ancienneté s'élèvent à 30 mois de salaire. Aucune amende n'est infligée. Au total, un employeur paie l'équivalent de 143 semaines de salaire pour licencier un salarié.

*Cette méthodologie a été mise au point par Djankov et autres (2004) et a été adoptée ici avec des changements mineurs.*

## Transfert de propriété

*Doing Business* consigne l'ensemble des procédures nécessaires au transfert du titre de propriété du vendeur à l'acheteur lorsqu'une entreprise achète un terrain et un bâtiment, afin que l'acheteur puisse utiliser la propriété dans le cadre du développement de ses activités commerciales, en garantie pour l'obtention de nouveaux prêts ou, si nécessaire, en la vendant à une autre entreprise. Toutes les procédures obligatoires sont incluses, qu'elles relèvent de la responsabilité du vendeur ou de l'acheteur ou encore qu'elles doivent être effectuées par un tiers agissant en leur nom. Les juristes locaux spécialisés dans la propriété et les registres de propriété fournissent des informations sur les procédures nécessaires, ainsi que sur le délai et les coûts afférents à chacune.

Pour garantir que les données sont comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses concernant l'entreprise, la propriété et les procédures sont utilisées.

## Hypothèses relatives aux entreprises

- L'entreprise est une société à responsabilité limitée.
- Elle est située en zone périurbaine, autour de la ville la plus peuplée du pays.
- Elle est entièrement privée et détenue à 100% par des nationaux.
- Elle emploie 50 salariés, tous des nationaux.
- Elle exerce des activités commerciales à caractère général.

## Hypothèses relatives à la propriété

La propriété :

- A une valeur égale à 50 fois le revenu par habitant.
- Est détenue à 100 % pour une autre entreprise à responsabilité limitée nationale.
- Ne fait l'objet d'aucune hypothèque et est détenue par le même propriétaire depuis 10 ans.

- Est mesurée avec précision, inscrite au registre du cadastre, enregistrée au registre foncier et ne fait l'objet d'aucun litige.
- Est située dans une zone commerciale périurbaine et ne nécessite pas de re-zonage.
- Comprend un terrain et un bâtiment. La superficie du terrain est de 557,4 mètres carrés. Un entrepôt à deux niveaux de 929 mètres carrés est implanté sur le terrain. L'entrepôt est vieux de dix ans, est en bon état et en conformité avec toutes les normes de sécurité et les codes de construction, ainsi qu'avec toutes les autres obligations légales. La propriété du terrain et du bâtiment sera transférée intégralement.
- Ne fera l'objet ni de rénovations, ni de nouvelles constructions à la suite de l'achat.
- Ne comporte pas d'arbres, de sources naturelles d'eau, de réserves naturelles ou de monuments historiques de quelque sorte que ce soit.
- Ne sera pas utilisée à des fins spéciales et aucun permis particulier, par exemple pour l'usage résidentiel, l'implantation d'une usine, le stockage de déchets ou certains types d'activités agricoles, n'est requis.
- N'a aucun occupant (légal ou illégal) et aucune autre partie ne détient de droit légal qui s'y applique

### Procédures

Par procédure, on entend toute interaction entre l'acheteur ou le vendeur, leurs agents (si la loi impose un agent) ou la propriété avec des parties extérieures qui peuvent être des organismes publics, des inspecteurs, des notaires et des juristes. Les interactions entre les dirigeants de la société et les salariés ne sont pas prises en compte. Toutes les procédures légalement requises pour l'enregistrement de la propriété sont consignées, même s'il est possible de s'en dispenser dans des cas exceptionnels. On suppose que la

société acheteuse choisit la solution légale la plus rapide. Bien que l'entreprise puisse faire appel à des juristes ou autres professionnels, si nécessaire, au cours du processus d'enregistrement, on suppose qu'elle ne recourt pas à un intermédiaire extérieur, sauf si la loi l'exige.

### Délai

Le délai est mesuré en nombre de jours calendaires. On suppose que le temps minimum requis pour effectuer une procédure est 1 jour. Ce délai tient compte de la durée médiane indiquée par les juristes spécialisés ou par les agents du bureau d'enregistrement comme étant nécessaire pour effectuer une procédure. On suppose que l'acheteur ne perd pas de temps et s'emploie sans tarder à effectuer toutes les procédures restantes. Si une procédure peut être accélérée moyennant un coût supplémentaire, c'est la procédure la plus rapide qui est choisie. Si les procédures peuvent être effectuées de manière simultanée, on suppose qu'elles le sont. On suppose que les parties concernées sont, depuis le début, au fait de toute la réglementation ainsi que de la succession des opérations. Le temps passé à recueillir des informations n'est pas pris en compte.

### Coût

Seuls les coûts officiels sont consignés. Ce sont les honoraires, les taxes de transfert, les droits de timbre et autres versements à effectuer au registre de la propriété, aux notaires, aux organismes publics ou aux juristes, lorsqu'ils sont requis par la loi. Les autres impôts ou taxes, tels que l'impôt sur les plus-values ou la taxe sur la valeur ajoutée n'entrent pas dans l'évaluation du coût. Lorsque les estimations de coût diffèrent selon les sources, c'est la valeur médiane qui est retenue.

## Obtention de prêts

*Doing Business* établit des mesures des droits juridiques des emprunteurs et des prêteurs, ainsi que du partage de renseignements sur le crédit. La première série d'indicateurs décrit la mesure dans laquelle les lois sur le nantissement et la faillite facilitent l'obtention de prêts. La seconde série mesure la couverture, l'étendue, la qualité et l'accessibilité des renseignements sur le crédit qu'il est possible d'obtenir auprès d'organismes de crédit publics et privés.

Les données relatives aux droits juridiques des emprunteurs et des prêteurs sont recueillies par le biais d'un sondage auprès de juristes spécialisés dans la finance et vérifiées par l'analyse des lois et règlements, ainsi qu'en s'appuyant sur des sources d'information publique concernant les lois sur le nantissement et la faillite. Les données relatives au partage des renseignements sur le crédit sont établies en deux étapes. En premier lieu, les autorités de contrôle bancaire et les sources d'information publique sont consultées pour confirmer qu'il existe des registres de crédit public et des services d'information sur le crédit. En second lieu, le cas échéant, un sondage détaillé de la structure du registre de crédit public ou privé, de la législation et des règles afférentes est mené. Les réponses au sondage sont vérifiées par le biais de plusieurs contacts de

suivi avec les personnes interrogées, ainsi que de la consultation de tiers et de sources publiques. Dans la plupart des pays, les données du sondage sont corroborées par le biais de téléconférences.

### Indice de droit des créanciers et emprunteurs

Cet indice reflète les droits légaux des emprunteurs et des prêteurs et évalue dans quelle mesure les lois sur le nantissement et les faillites facilitent le prêt. Il est établi à partir de données fournies par une étude de la législation régissant le nantissement et l'insolvabilité et étayé par les réponses à une enquête portant sur les lois relatives aux transactions garanties. Il comprend 3 éléments relatifs aux droits légaux en cas de faillite et 7 éléments relatifs à la loi régissant le nantissement. La note 1 est attribuée pour chacun des aspects suivants de la législation :

- Les créanciers nantis peuvent saisir les biens mis en garantie lorsqu'un débiteur est en redressement. Les tribunaux n'imposent ni « sursis automatique » ni « gel des actifs ».
- Les créanciers nantis, et non les autres parties telles que l'Etat ou les salariés, sont payés les premiers sur le produit de la liquidation de l'entreprise en faillite.

- Les dirigeants ne demeurent pas en place en cas de redressement. La gestion de l'entreprise est confiée à un administrateur judiciaire pendant la durée du redressement.
- Dans les conventions de garantie, une description générale – plutôt que spécifique- des actifs est autorisée.
- Dans les conventions de garantie, une description générale – plutôt que spécifique- des dettes est autorisée.
- Toute personne morale ou physique peut accorder ou demander une garantie sur la propriété.
- Il existe un registre unifié qui recense les servitudes attachées aux biens mobiliers.
- En dehors des situations de faillite, les créanciers nantis ont droit de priorité.
- Les parties peuvent convenir par contrat des procédures d'exécution.
- Les créanciers peuvent à la fois saisir et vendre les biens nantis sans passer par les tribunaux.

Les valeurs de l'indice sont comprises entre 0 et 10. Les valeurs élevées indiquent que les lois sur le nantissement et la faillite sont mieux adaptées au développement de l'accès au crédit.

### Indice de qualité de l'information sur le crédit

Cet indice évalue les règles qui affectent l'étendue, l'accessibilité et la qualité de l'information en matière de crédit qu'il est possible de trouver dans les bureaux de crédit publics ou privés. La note 1 est attribuée pour chacun des éléments suivants du système d'information relatif au crédit :

- L'information aussi bien positive que négative (concernant par exemple l'historique des paiements, le nombre de comptes et leurs types, le nombre et la fréquence des versements en retard et toute procédure de recouvrement ou toute faillite) est diffusée.
- Les données statistiques relatives aux entreprises, comme aux particuliers, sont diffusées.
- Les données statistiques provenant des détaillants, des créanciers commerciaux ou des services publics ainsi que des institutions financières sont diffusées.
- Les données relatives à un historique de plus de deux ans sont diffusées.
- Les statistiques relatives aux prêts dépassant 1% du revenu par habitant sont diffusées.
- La loi autorise les emprunteurs à avoir accès aux données les concernant.

Les valeurs de l'indice sont comprises entre 0 et 6. Les valeurs hautes indiquent que l'on dispose de plus d'information sur le crédit et donc que les décisions en matière de prêts sont facilitées si l'on consulte un registre public ou si l'on s'adresse à un bureau privé. En Uruguay, par exemple, il existe à la fois un registre public

et un registre privé. Le bureau privé ne diffuse que de l'information négative, mais le bureau public diffuse à la fois de l'information négative et positive (d'où la note 1). Les deux bureaux diffusent des données sur les entreprises aussi bien que sur les particuliers (d'où la note 1). Si le bureau public ne partage ses données qu'avec des institutions financières surveillées, les prêteurs peuvent avoir accès à l'information provenant des détaillants et des services publics à partir du bureau privé (d'où la note 1). Le bureau public diffuse les données relatives à un historique de plus de deux ans (d'où la note 1). Il ne collecte que les données relatives aux prêts supérieurs à 11.000\$, soit 3,6 fois le revenu par habitant, mais le bureau privé collecte l'information relative aux prêts supérieurs à 100 pesos, soit moins de 1% du revenu par habitant (note 1). Les emprunteurs ne disposent pas du droit d'accès aux données les concernant. Pour la Tunisie, cela fait un score total de 5.

### Couverture du registre public en matière de crédit

Un registre public du crédit est défini comme une base de données gérée par le secteur public, généralement par la banque centrale ou par le responsable du contrôle des banques. Dans ces documents sont rassemblées des informations sur la solvabilité des emprunteurs (particuliers ou entreprises) dans le cadre du système financier, et les institutions financières peuvent en disposer. L'indicateur de couverture représente le nombre de particuliers et d'entreprises recensés dans le registre public et pour lesquels on dispose d'une information à jour sur leur historique de remboursement, sur leurs dettes impayées ou leurs crédits en cours. Ce nombre est exprimé en pourcentage de la population adulte. S'il n'y a pas de registre public, la valeur de la couverture est 0.

### Couverture du bureau de crédit privé

Un bureau de crédit privé est défini comme une entreprise privée ou une organisation à but non lucratif qui gère une base de données sur la solvabilité des emprunteurs (particuliers ou entreprises) dans le cadre du système financier et qui facilite les échanges d'information en matière de crédit entre les banques et les institutions financières. Les bureaux d'investigation sur le crédit qui ne facilitent pas directement les échanges d'information entre institutions financières ne sont pas pris en compte. L'indicateur de couverture reflète le nombre de particuliers ou d'entreprises répertoriés par les bureaux de crédit privés et pour lesquels on dispose d'information à jour sur leur historique de remboursement, sur leurs dettes impayées ou sur leurs crédits en cours. Ce nombre est exprimé en pourcentage de la population adulte. S'il n'y a pas de bureau privé, la valeur de la couverture est 0.

*Cette méthodologie a été mise au point par Djankov, McLiesh et Shleifer (publication future) et a été adoptée ici avec des changements mineurs.*

## Protection des investisseurs

*Doing Business* évalue le niveau de protection des actionnaires minoritaires contre l'utilisation frauduleuse des actifs de la société par les administrateurs. Les indicateurs distinguent 3 aspects de la protection des investisseurs : transparence des transactions (indice de divulgation), responsabilité légale en cas d'abus de biens sociaux (self-dealing) (portée de l'indice de responsabilité des dirigeants) et, en ce qui concerne les actionnaires, pouvoir de poursuivre en justice les membres de la direction et les administrateurs pour mauvaise gestion (indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires). Les données statistiques proviennent d'une enquête auprès des juristes spécialisés en droit des sociétés et sont établies en fonction des lois relatives aux sociétés, des codes de procédure civile et de la réglementation boursière.

Pour que ces données soient comparables d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et aux transactions ont été retenues.

### Hypothèses relatives à l'entreprise

- L'entreprise (acheteuse) est une société cotée sur le marché boursier le plus important du pays. S'il n'existe pas de sociétés de cette nature dans le pays concerné, on suppose que l'entreprise acheteuse est une grande société privée avec de nombreux actionnaires.
- Elle est dirigée par un conseil d'administration et par un président-directeur général (PDG) qui est légalement habilité à agir au nom de la société acheteuse là où cela est permis, même si ce n'est pas spécifiquement exigé par la loi.
- Ses actionnaires sont tous des nationaux.
- Elle n'a investi que dans le pays concerné et ne possède ni filiales ni activités à l'étranger.
- Elle est dans l'agro-alimentaire.
- Elle possède son propre réseau de distribution.

### Hypothèses sur la transaction

- Mr James est actionnaire majoritaire et siège au conseil d'administration de la société acheteuse. Il détient 60% des parts de la société acheteuse et a choisi 2 des 5 administrateurs du conseil.
- Mr James détient également 90% de la société vendeuse, qui gère une chaîne de quincailleries de détail. Cette société a récemment fermé un certain nombre de ses magasins. Le résultat est que sa flotte de camions est à l'arrêt.
- Mr James suggère à la société acheteuse d'acheter cette flotte de camions inutilisés afin qu'elle développe la distribution de ses produits alimentaires. La société acheteuse donne son accord. Le montant de la transaction s'élève à 10% de son capital.
- La transaction proposée fait normalement partie des opérations d'une société et relève de son autorité.
- La société acheteuse engage la transaction. Toutes les approbations requises sont obtenues et toutes les divulgations requises sont effectuées.

- Cette transaction n'est pas équitable pour la société acheteuse. Les actionnaires intentent une action en justice contre les parties concernées et contre les membres du conseil d'administration.

## Indice de divulgation de l'information

L'indice de divulgation est construit à partir des éléments suivants (i) quel organe de la société peut, aux yeux de la loi, donner une approbation valable pour que la transaction puisse avoir lieu (la note 0 est attribuée si c'est le PDG ou le directeur général seul ; 1 si le conseil d'administration ou les actionnaires doivent voter, Mr James étant autorisé à voter ; 3 si les actionnaires doivent voter, Mr James n'étant pas autorisé), (ii) la divulgation immédiate de la transaction au public ou aux actionnaires, ou aux deux, est-elle obligatoire ou non (la note 0 est attribuée si elle n'est pas obligatoire ; la note 1 si la divulgation des conditions de la transaction est obligatoire ; la note 2 si la divulgation des conditions de la transaction et du conflit d'intérêt avec Mr James est obligatoire ; (iii) la divulgation dans le rapport annuel est-elle obligatoire ou non (la note 0 est attribuée si elle n'est pas obligatoire, la note 1 si la divulgation des conditions de la transaction est obligatoire, la note 2 si la divulgation à la fois des conditions de la transaction et du conflit avec Mr James est obligatoire), (iv) Mr James est-il ou non tenu de divulguer l'affaire au conseil d'administration (la note 0 est attribuée si la réponse est non, 1 si la divulgation est obligatoire, mais sans qu'il soit nécessaire d'apporter des précisions, 2 si la divulgation doit être complète et préciser l'ensemble des faits matériels liés à l'intérêt qu'il a dans la transaction), (v) un organisme extérieur, par exemple un commissaire aux comptes extérieur, doit-il ou non examiner la transaction avant qu'elle puisse avoir lieu (la note 0 est attribuée si la réponse est non, 1 si la réponse est oui).

Les valeurs de l'indice vont de 0 à 10 et plus elles sont élevées, plus la divulgation est importante. En Pologne, par exemple, l'approbation du conseil d'administration est exigée, et Mr James n'a pas droit de vote (d'où la note 2). La société acheteuse est tenue de divulguer immédiatement toutes les informations relatives à la valeur des actions, y compris celles liées au conflit d'intérêt (note 2). Dans son rapport annuel, la société acheteuse doit également divulguer les termes de la transaction ainsi que la participation de Mr James dans la société acheteuse et dans la société vendeuse (d'où la note 2). Avant que ne débute la transaction, Mr James est tenu de divulguer son conflit d'intérêt aux autres membres du conseil d'administration, mais il ne lui est pas fait obligation de donner des précisions (d'où la note 1). La Pologne n'exige pas qu'un organisme extérieur examine la transaction (d'où la note 0). La Pologne totalise un score de 7 sur l'indice de divulgation.

## Indice d'étendue de la responsabilité des dirigeants

Cet indice est construit à partir des éléments suivants : (i) possibilité pour le plaignant d'astreindre Mr James à verser des dommages-intérêts à la société (la note 0 est attribuée si Mr James n'y est pas astreint ou s'il y est astreint uniquement pour fraude ou mauvaise foi ; la note 1 si Mr James est reconnu responsable d'avoir influencé l'approbation de la transaction ou s'il a fait preuve

de négligence ; la note 2 si Mr James est responsable du fait que la transaction n'est pas équitable ou qu'elle est préjudiciable aux autres actionnaires ; (ii) possibilité pour le plaignant d'engager la responsabilité de l'organe qui a donné son approbation (PDG ou conseil d'administration) pour le préjudice porté à la société (la note 0 est attribuée si cet organe n'est pas responsable ou est responsable uniquement en cas de fraude ou de mauvaise foi ; la note 1 si cet organe peut être reconnu coupable de négligence ; 2 si cet organe peut être tenu responsable du seul fait que la transaction n'est pas équitable ou qu'elle est préjudiciable aux autres actionnaires) ; (iii) possibilité pour le plaignant d'annuler la transaction (la note 0 est attribuée si l'annulation ne peut pas être obtenue ou si elle peut être obtenue uniquement en cas de fraude ; la note 1 si l'annulation est possible quand la transaction porte préjudice aux autres actionnaires ; la note 2 si l'annulation est possible quand la transaction n'est pas équitable ou entraîne un conflit d'intérêt) ; (iv) Mr James paie-t-il ou non des dommages-intérêts à la société pour le préjudice causé (la note 0 est attribuée si la réponse est non, la note 1 si la réponse est oui) ; (v) Mr James rembourse-t-il ou non le profit qu'il a retiré de la transaction (la note 0 est attribuée si la réponse est non, 1 si la réponse est oui) ; (vi) des amendes et des peines de prison peuvent-elles ou non être infligées à Mr James (la note 0 est attribuée si la réponse est non, 1 si la réponse est oui) (vii) possibilité pour les actionnaires minoritaires de réclamer des dommages-intérêts, directement ou indirectement, en raison du préjudice subi par la société du fait de la transaction (la note 0 est attribuée si les poursuites ne sont pas possibles ou si elles sont possibles uniquement pour les actionnaires qui détiennent plus de 10% des actions de la société ; 1 si les poursuites sont possibles, directement ou indirectement, pour les actionnaires qui détiennent 10% ou moins des actions de la société).

Les valeurs de l'indice vont de 0 à 10. Plus elles sont élevées, plus grande est la responsabilité des administrateurs. A Panama, par exemple, pour que Mr James soit tenu pour responsable, il faut que le plaignant fasse la preuve qu'il a influencé l'organe qui donne l'approbation ou qu'il s'est rendu coupable de négligence (d'où la note 1). Pour que les autres administrateurs soient tenus responsables, le plaignant doit faire la preuve qu'ils se sont rendus coupables de négligence (d'où la note 1). La transaction, qui n'était pas équitable, ne peut pas être annulée, la note est donc 0. Si Mr James est reconnu coupable, il doit verser des dommages-intérêts (note 1) mais n'est pas tenu de rembourser les bénéfices qu'il a retirés de la transaction (note 0). Ni amendes ni peines de prison ne peuvent être infligées à Mr James, note 0. Des poursuites directes sont possibles, note 1. Panama totalise un score de 4 sur l'indice de responsabilité.

### Indice de facilité des poursuites par les actionnaires

Cet indice est construit à partir des éléments suivants (i) éventail des documents mis à la disposition du plaignant par le défendeur et les témoins pendant le procès (la note 1 est attribuée à chacun des types de documents suivants : éléments sur lesquels le défendeur a indiqué qu'il fonderait sa défense ; éléments qui apportent la

preuve directe de faits particuliers qui figurent dans la réclamation du plaignant ; toute information relative à l'objet de la plainte ; et toute information susceptible d'aider à la découverte d'éléments pertinents) (ii) le plaignant a-t-il ou non la possibilité d'interroger directement le défendeur et les témoins au cours du procès (la note 0 est attribuée si la réponse est non ; 1 si la réponse est oui et si l'accord préalable du juge est nécessaire sur les questions ; 2 si la réponse est oui et s'il n'y a pas accord préalable) ; (iii) le plaignant peut obtenir, ou non, communication de tout document de la part du défendeur sans en préciser la nature (la note 0 est attribuée si la réponse est non ; 1 si la réponse est oui) (iv) les actionnaires qui détiennent 10% ou moins du capital-actions de la société peuvent, ou non, demander la présence d'un inspecteur (la note 0 est attribuée si la réponse est non ; 1 si la réponse est oui) ; (v) les actionnaires qui détiennent 10% ou moins du capital-actions de la société ont le droit d'examiner les documents de la transaction avant de déposer plainte (la note 0 est attribuée si la réponse est non ; 1 si la réponse est oui) ; (vi) L'étendue de la charge de la preuve est-elle la même au civil ou au pénal (la note 0 est attribuée si la réponse est non ; 1 si la réponse est oui).

Les valeurs de l'indice s'échelonnent de 0 à 10. Plus elles sont élevées, plus les actionnaires ont la possibilité de contester la transaction. Au Tchad, par exemple, les actionnaires qui intentent une action contre les administrateurs peuvent avoir accès aux documents sur lesquels le défendeur a l'intention de fonder sa défense et qui sont des preuves directes des faits qui figurent dans la réclamation du plaignant (d'où la note 2). Le plaignant peut interroger le défendeur et les témoins, mais uniquement après accord du tribunal sur les questions (d'où la note 1). Le plaignant doit préciser la nature des documents qu'il veut consulter par exemple la promesse de vente entre la société vendeuse et la société acheteuse du 15 juillet 2003). Il ne peut pas se contenter de demander des documents de manière général (par exemple, tous les documents relatifs à la transaction) (d'où la note 0). Tout actionnaire peut demander que soient examinés par un inspecteur les éléments établissant la mauvaise gestion du défendeur (d'où la note 1). Tout actionnaire peut examiner les documents de la transaction avant de décider s'il porte plainte ou non (d'où la note 1). L'étendue de la charge de la preuve est la même au civil et au pénal (d'où la note 0). Le Tchad totalise un score de 5 sur l'indice de facilité des poursuites par les actionnaires.

### Indice de protection des investisseurs

Le poids de l'indice de protection des investisseurs s'obtient en faisant la moyenne de l'indice de divulgation, de l'indice de responsabilité des administrateurs et de l'indice de facilité des poursuites en justice intentées par les actionnaires. Les valeurs de l'indice s'étagent de 0 à 10, et plus elles sont élevées, mieux est assurée la protection des investisseurs.

*Cette méthodologie a été mise au point par Djankov, La Porta, Lopez-de-Silanes et Shleifer (2005) et est adoptée avec des changements mineurs.*

## Païement des taxes et impôts

*Doing Business* recense les taxes et impôts qu'une petite et moyenne entreprise (PME) doit payer ou retenir chaque année, de même qu'il évalue les démarches administratives nécessaires à leur paiement. Ces taxes et impôts sont mesurés à tous les niveaux de l'Etat et comprennent notamment : l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur le revenu des particuliers retenu par l'entreprise, la taxe sur la valeur ajoutée, les taxes foncières, l'impôt sur les plus-values, les droits de mutation, les impôts sur les dividendes, la taxe sur les transactions financières, la taxe sur le ramassage des ordures, et la taxe différentielle sur les véhicules à moteur.

Pour prendre la mesure des taxes et impôts payés par une entreprise-type et pour se faire une idée de la complexité de la fiscalité d'un pays, une étude de cas a été mise en place à partir d'une série de bilans et d'hypothèses sur les transactions effectuées au cours de l'année. Dans chaque pays, des experts calculent, en se fondant sur les éléments de l'étude de cas, les taxes et impôts exigés dans leur domaine de compétence. Les informations relatives à la fréquence des déclarations, aux audits et aux autres frais de mise en conformité sont également compilées. Le projet est conçu et mis en œuvre en coopération avec Pricewaterhouse Coopers.

Pour que les données statistiques soient comparables d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et aux taxes et impôts ont été retenues.

### Hypothèses relatives à l'entreprise

L'entreprise :

- Est une société à responsabilité limitée imposable. S'il existe plus d'un type de société à responsabilité limitée dans le pays, la forme de limitation de la responsabilité la plus courante au sein des entreprises nationales est choisie. Les informations sur ce type de société sont obtenues auprès de juristes spécialistes du droit des sociétés ou auprès du bureau des statistiques.
- Cette entreprise a commencé à exercer son activité le 1er janvier 2004. À cette date, elle possédait la totalité de l'actif qui figure dans son bilan et elle avait embauché tous ses salariés.
- Exerce ses activités dans la ville la plus peuplée du pays.
- Est détenue à 100 % par des ressortissants du pays concerné et aux mains de 5 propriétaires, tous des personnes physiques.
- À la fin de l'année 2004, son capital initial équivaut à 102 fois le revenu par habitant.
- Exerce des activités industrielles ou commerciales de caractère général. Plus spécifiquement, elle produit des pots de fleurs en céramique et les vend au détail. Elle ne commerce pas avec l'étranger (ni importation, ni exportation) et elle ne distribue pas de produits soumis à un régime fiscal particulier tels que l'alcool et le tabac.
- Possède 2 parcelles de terrain, 1 bâtiment, des machines, des équipements de bureau, des ordinateurs et 1 camion. Elle loue un autre camion.
- Ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier des incitations à l'investissement ou d'avantages particuliers, autres que ceux liés à l'âge et à la taille de la société.

- Emploie 60 salariés : 4 directeurs, 8 adjoints et 48 ouvriers. Ce sont tous des ressortissants du pays concerné, et l'un des directeurs est également propriétaire.
- Son chiffre d'affaires équivaut à 1 050 fois le revenu par habitant.
- Enregistre des pertes dans sa première année d'exercice.
- a marge brute (avant impôts) est la même dans toutes les économies.
- Distribue aux propriétaires 50 % de ses bénéfices sous forme de dividendes à la fin de la seconde année.
- Vend avec bénéfice une parcelle de terrain au cours de la seconde année.
- Pour normaliser davantage encore ce cas de figure, elle est soumise à une série d'hypothèses de détail en matière de dépenses et de transactions.

### Hypothèses relatives aux taxes et impôts

- Toutes les taxes et tous les impôts payés ou prélevés durant la seconde année d'exercice sont consignés. Les taxes ou impôts sont considérés comme étant distincts s'ils portent un nom différent et sont perçus par un organisme différent. S'ils portent le même nom et sont perçus par le même organisme, mais si le taux d'imposition diffère en fonction de l'entreprise, ils sont comptabilisés comme étant la même taxe ou le même impôt.
- Le nombre de fois que la société paie ou prélève des taxes ou impôts durant un exercice est égal au nombre des différentes taxes ou impôts, multiplié par le nombre de fois que chaque taxe ou impôt est payé (ou prélevé). La fréquence des versements (ou des prélèvements) inclut les acomptes sur paiement ou sur prélèvement, tout comme les paiements réguliers (ou les prélèvements).

### Païement des taxes et impôts

L'indicateur de paiement des taxes et impôts reflète le nombre total de taxes et d'impôts payés, la méthode de paiement et le nombre d'organismes concernés dans cette étude normalisée de cas au cours de la seconde année d'exercice. Il comprend les paiements de taxes à la consommation, telles que la taxe à la vente et la TVA, effectués par la société. Il s'agit de taxes habituellement prélevées pour le compte du consommateur. Le nombre de paiements prend en compte les déclarations électroniques. Lorsque la déclaration électronique est autorisée, la taxe ou l'impôt sont comptabilisés comme étant payés une fois par an même si le paiement s'effectue en plusieurs fois.

### Délais

Les délais sont recensés en heures par exercice. L'indicateur évalue le temps nécessaire pour préparer, déclarer et payer (ou prélever) trois impôts ou taxes parmi les plus importants : l'impôt sur le revenu des sociétés, la taxe à la valeur ajoutée ou taxe à la vente, les charges patronales, dont la cotisation salariale, et les contributions sociales. Le temps de préparation comprend le temps nécessaire à la collecte de l'ensemble des informations indispensables au calcul des taxes ou impôts à payer. Si des livres de compte distincts doivent être maintenus à des fins fiscales, ou si des calculs distincts

doivent être effectués à des fins fiscales, le temps nécessaire à ce travail est inclus. Le délai de dépôt comprend le temps nécessaire pour remplir l'ensemble des déclarations fiscales et effectuer tous les calculs. Le délai de paiement est le nombre d'heures nécessaire pour effectuer le paiement en ligne ou au guichet de l'administration fiscale. Si les taxes ou impôts sont payés en personne, le délai comprend les temps d'attente.

### Taux d'imposition total

Le taux d'imposition total évalue le montant des taxes et impôts dont l'entreprise doit s'acquitter au cours de la seconde année d'exercice, exprimé sous forme de part des bénéfices d'activité. *Doing Business in 2007* indique les taux d'imposition de l'exercice 2005. Le montant total des taxes et impôts est la somme de toutes les diverses taxes et les divers impôts à payer, déduction faite des exonérations et dégrèvements. Les taxes ou impôts prélevés (telles que la taxe à la vente ou la TVA) mais non payés par la société ne sont pas comptabilisés. Les taxes et impôts inclus sont divisés en cinq catégories : impôt sur les bénéfices ou sur le revenu des sociétés, cotisations sociales, et autres charges patronales

payées par l'employeur, impôts fonciers, impôt sur le chiffre d'affaires et autres taxes limitées (telles que les redevances municipales et les taxes sur le carburant).

Le terme « bénéfice commercial » désigne le chiffre d'affaires de la société moins le prix de revient des marchandises, les salaires bruts, les charges administratives, les autres charges déductibles, les réserves déductibles, plus les plus-values (de cessions de biens fonciers), moins les charges d'intérêt, plus le revenu d'intérêt, et moins la dépréciation commerciale. Pour calculer la dépréciation commerciale, la méthode de la dépréciation linéaire est utilisée sur la base des taux suivants : 0 % pour le terrain, 5 % pour les bâtiments, 10 % pour les machines, 33 % pour le matériel informatique, 20 % pour les équipements de bureau, 20 % pour le camion et 10 % pour les charges de développement de la société.

Cette méthodologie est similaire au type de calcul du total de l'impôt utilisé par PricewaterhouseCoopers.

*Elle a été mise au point dans « Tax Burdens around the World » (Charges fiscales dans le monde), projet de recherche en cours de Simeon Djankov, Cara-lee McLiesh, Rita Ramalho et Andrei Shleifer.*

## Commerce transfrontalier

*Doing Business* recense les contraintes procédurales pour l'exportation et l'importation d'une cargaison standard de marchandises. Toutes les procédures officielles d'exportation et d'importation sont consignées, depuis l'accord contractuel entre les deux parties jusqu'à la livraison des marchandises, ainsi que le temps nécessaire pour l'accomplissement des opérations. Sont également consignés tous les documents requis pour le dédouanement de la cargaison à la frontière. En matière d'exportation, les procédures commencent avec le conditionnement des marchandises à l'usine et se terminent avec leur expédition à partir du port de départ. En matière d'importation, les procédures couvrent les opérations qui vont de l'arrivée du navire au port d'arrivée à la livraison des marchandises dans l'entrepôt de l'usine.

Les compagnies de transit locaux, les lignes maritimes, les courtiers maritimes et les responsables du port fournissent l'information relative aux documents et coûts requis, ainsi qu'au temps nécessaire pour effectuer chaque procédure. Pour que les données puissent être comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et aux marchandises négociées sont utilisées.

### Hypothèses relatives à l'entreprise

L'entreprise :

- Emploie 200 salariés ou plus.
- Est située dans la ville la plus peuplée du pays.
- Est une société privée à responsabilité limitée. N'a pas d'activités à l'intérieur d'une zone de traitement de produits d'exportation ou d'une zone industrielle jouissant de privilèges spéciaux à l'exportation ou à l'importation.

- Les propriétaires sont des ressortissants du pays concerné, et aucun n'est un étranger.
- Exporte plus de 10 % de ses ventes.

### Hypothèses relative à la marchandise négociée

Les marchandises négociées sont transportées par containers complets de 6 mètres. Les marchandises transportées :

- Ne sont pas dangereuses et ne comprennent ni armes, ni équipement militaires.
- Ne demandent ni réfrigération, ni un autre environnement particulier.
- Dans les domaines phytosanitaire et environnemental, n'appellent aucune mesure de sécurité particulière autre que le respect des normes acceptées à l'échelon international.
- Appartiennent à l'une des catégories suivantes conformes au classement de la SITC dans sa nouvelle version (Standard International Trade Classification Revision) :  
SITC 65 : fibres textiles, étoffes, synthétiques  
SITC 84 : vêtements et accessoires vestimentaires  
SITC 07 : café, thé, cacao, épices et produits dérivés

### Documents

Tous les documents requis pour exporter et importer sont recensés. On suppose que les deux parties se sont déjà mises d'accord sur le contrat et qu'elles l'ont signé. Les documents comportent les documents bancaires, les déclarations de douane et les documents de dédouanement, les déclarations à faire au port, les licences d'importation et les autres papiers officiels échangés entre les parties concernées. Les documents enregistrés simultanément sont considérés comme des documents distincts mais sont soumis au même calendrier.

## Délais

Les délais sont mesurés en jours calendaires. Le délai d'une procédure s'étend du moment où elle débute jusqu'à son achèvement. Lorsqu'une procédure peut être accélérée moyennant un coût supplémentaire, la procédure légale la plus rapide est choisie. On suppose que ni l'exportateur, ni l'importateur ne perdent de temps et que chacun s'efforce d'accomplir toutes les procédures restantes sans prendre de retard. Les procédures qui peuvent être effectuées en parallèle sont traitées comme étant simultanées pour le calcul du temps. Le temps d'attente entre les procédures (par exemple, pendant le déchargement de la cargaison) est inclus au calcul.

## Coût

Le coût, consigné en dollars US, correspond aux charges facturées sur les containers de 20 pieds. Toutes les charges associées aux procédures d'exportation et d'importation des marchandises sont incluses. Elles comprennent les coûts de documents, les frais administratifs de dédouanement et de contrôle technique, les charges de manutention dans les terminaux et les frais de transport intérieur. L'indicateur de coût ne comprend pas les droits de douane et les taxes commerciales. Seuls les coûts officiels sont recensés.

## Exécution des contrats

Les indicateurs relatifs à l'exécution des contrats mesurent l'efficacité du système judiciaire dans le domaine de la résolution de litiges commerciaux. Les statistiques sont établies en suivant, étape par étape, l'évolution d'un litige de paiement devant les tribunaux locaux. Les données statistiques sont collectées à partir d'une étude des codes de procédure civile et autres réglementations judiciaires, ainsi qu'à partir d'enquêtes réalisées par des juristes du pays spécialisés dans ce genre de litiges (et, dans un pays sur quatre, par des juges également).

### Hypothèses relatives au litige

Le litige :

- La valeur de la plainte représente 200 % du revenu par habitant.
- Le plaignant s'est totalement conformé aux termes du contrat (il est à 100 % dans son droit).
- Le cas étudié fait référence à une transaction légale entre des entreprises situées dans la ville la plus peuplée du pays.
- Le plaignant porte plainte pour faire exécuter le contrat.
- Un tribunal dans la ville la plus peuplée du pays rend un jugement quant au litige.
- Le défendeur tente de retarder l'issue de la procédure, mais celle-ci ira finalement à son terme.
- Le défendeur se défend (un jugement par défaut n'est pas envisagé) en arguant que les marchandises livrées n'étaient pas d'une qualité acceptable.
- Le plaignant produit des preuves et cite un témoin. Le défendeur cite un témoin. Aucune des deux parties ne présente d'objection.
- Le jugement est en faveur du plaignant et le défendeur ne fait pas appel.
- Le plaignant prend toutes les mesures nécessaires pour que le jugement soit rapidement appliqué. La dette est recouvrée sans difficulté par le biais de la vente des actifs mobiles du défendeur (tels qu'un véhicule) dans le cadre d'une vente aux enchères publique.

## Procédures

Le terme « procédure » désigne toutes les procédures imposées par la loi ou par la réglementation des tribunaux, qui demandent une interaction entre les parties ou entre les parties et le juge (ou l'administration) ou un employé du tribunal. Ceci comprend la procédure nécessaire pour porter plainte, les procédures relatives au procès et au jugement et celles nécessaires pour faire exécuter le jugement.

### Délais

Les délais sont consignés en jours calendaires et s'étend du moment où le plaignant porte plainte devant les tribunaux jusqu'au règlement ou versement de la somme. Ce délai comprend à la fois les jours d'audience et les périodes d'attente entre les phases du procès. Les personnes interrogées procèdent à des estimations séparées de la durée moyenne des différentes étapes du règlement du litige : signification des actes (délai pour porter plainte), délivrance du jugement (délai du procès) et moment du versement ou de la saisie (délai d'exécution).

### Coût

Le coût est enregistré comme un pourcentage du montant des dommages et intérêts demandés, dont il est supposé qui est égal à 200 % du revenu par habitant. Seuls les coûts officiels requis par la loi doivent être consignés, y compris les frais de justice et les honoraires d'avocats moyens lorsqu'il est obligatoire ou habituel de se faire assister par des avocats.

Cette méthodologie a été mise au point par Djankov et autres (2003) et elle a été adaptée ici avec des changements mineurs.

## Fermeture d'entreprise

*Doing Business* étudie le délai, le coût et les conséquences des procédures de mise en faillite pour les entreprises du pays concerné. Les données statistiques sont établies à partir des réponses aux enquêtes fournies par des avocats spécialistes de l'insolvabilité et vérifiées par une étude des lois et réglementations en vigueur, ainsi que des informations publiquement disponibles concernant les systèmes de faillite.

Pour que les données puissent être comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et au cas étudié sont utilisées.

### Hypothèses relatives à l'entreprise

L'entreprise :

- Est une société à responsabilité limitée.
- Exerce ses activités dans la ville la plus peuplée du pays.
- Est détenue à 100 % par des ressortissants du pays et à 51 % par son fondateur, qui en est aussi le président du conseil de surveillance (aucun actionnaire ne détient plus de 5 % des parts).
- Possède un bien immobilier en centre-ville, qui constitue son principal actif et dont elle a fait un hôtel qu'elle exploite.
- A un directeur général qui est de la profession.
- A un revenu annuel moyen égal à 1 000 fois le revenu par habitant sur les 3 dernières années.
- Emploie 201 salariés et a 50 fournisseurs, et elle doit de l'argent à chacun d'eux pour la dernière livraison.
- A contracté il y a 5 ans un emprunt auprès d'une banque du pays (le prêt a une échéance de 10 ans) et elle a acheté un bien immobilier (l'hôtel) qu'elle a utilisé comme garantie pour obtenir le prêt bancaire.
- A, jusqu'à présent, respecté l'échéance et toutes les autres conditions du prêt.
- La valeur du principal hypothéqué par l'entreprise est exactement égale à la valeur marchande de l'hôtel.

### Hypothèses relatives au litige

- L'entreprise connaît des problèmes de liquidités. En raison de la perte enregistrée en 2004, sa valeur nette est devenue négative. Elle ne dispose pas d'espèces pour payer à la banque la totalité des intérêts ou du principal échus demain. L'entreprise est donc en cessation de paiement sur son emprunt. Les dirigeants prévoient également des pertes en 2007 et en 2008.
- La banque bénéficie d'un nantissement général contre l'hôtel dans les pays permettant le nantissement général. Si la loi interdit le nantissement général mais que les contrats prévoient habituellement une disposition du même ordre, cette disposition doit être spécifiée dans le contrat de prêt.
- L'entreprise a trop de créanciers pour pouvoir renégocier ses dettes en dehors des tribunaux. Elle a le choix entre les solutions suivantes : une procédure de redressement ou tout autre procédure qui permette de la réorganiser afin que son activité se poursuive ; une procédure de liquidation ; ou une procédure consistant à vendre l'hôtel (soit en activité, soit sous forme d'actifs, par voie judiciaire (ou par le biais d'une autorité gouvernementale, par exemple un organisme de recouvrement de dettes), ou par voie extrajudiciaire (mise sous séquestre).

### Délais

Les délais sont mesurés en années calendaires. Il reflète le temps estimé nécessaire pour réaliser une procédure de faillite. L'information est recueillie en se fondant sur l'ordre du déroulement des procédures de faillite et sur la possibilité d'accomplir certaines procédures simultanément. Sont pris en compte les retards imputables aux tactiques dilatoires qui exploitent le vide juridique, auxquelles ont parfois recours les parties concernées par la faillite, notamment l'extension des délais de réponse ou des procédures d'appel.

### Coût

Le coût d'une procédure de faillite est consigné en tant que pourcentage de la valeur du patrimoine. Le calculé à partir des réponses de juristes spécialisés dans les questions de faillite. Si plusieurs personnes interrogées fournissent des estimations différentes, la valeur médiane rapportée est utilisée. Seuls les coûts officiels sont consignés, qui comprennent les frais de procédure ainsi que les honoraires des juristes spécialisés, des experts indépendants, des avocats et des comptables. Les chiffres avancés sont des moyennes des estimations recueillies par le truchement de questionnaires à choix multiple, les personnes interrogées ayant à choisir entre les réponses suivantes : 0 à 2 %, 3 à 5 %, 6 à 8 %, 9 à 10 %, 11 à 18 %, 19 à 25 %, 26 à 33 %, 34 à 50 %, 51 à 75 % et plus de 75 % de la valeur des biens de l'entreprise en faillite.

### Taux de recouvrement

Le taux de recouvrement est consigné en centimes de dollars recouvrés par les plaignants – créanciers, fisc, salariés – par le biais d'une procédure de faillite. Le calcul tient compte du fait que l'entreprise continue normalement son activité ou non au cours de la procédure. Il prend également en compte les frais de faillite et la baisse de valeur en fonction du temps nécessaire à la fermeture de l'entreprise. Si l'entreprise poursuit son activité, il n'y a pas de perte de valeur par rapport au montant initialement réclamé établi à 100 cents pour un dollar. Dans le cas contraire, le montant initial de 100 cents pour un dollar est réduit à 70 cents. Ensuite on déduit les coûts officiels de la procédure de résolution de l'insolvabilité (1 cent pour chaque pour cent du coût de la valeur initiale). Enfin, la perte de valeur liée au temps pendant lequel les fonds sont restés bloqués pendant la procédure d'insolvabilité est prise en compte, y compris la perte de valeur due à la dépréciation du mobilier de l'hôtel. Par souci de cohérence avec les pratiques comptables internationales, on considère que le taux de dépréciation du mobilier de l'hôtel est de 20 %. Quant à la valeur des meubles, elle est supposée représenter le quart de la valeur totale des actifs. Le taux de recouvrement est la valeur actuelle du solde, calculée en fonction des taux d'intérêt à fin 2005, tels que rapportés par Statistiques Financières Internationales du FMI complétées par les données des banques centrales.

*Cette méthodologie a été mise au point dans « Efficiency in Bankruptcy », projet de recherche en cours de Simeon Djankov, Oliver Hart, Caralee McLiesh et Andrei Shleifer.*

## Facilité de faire des affaires

L'indice de facilité de faire des affaires classe les économies de 1 à 175. L'indice indique le rang correspondant à la simple moyenne des rangs, en percentile, de chaque pays dans les 10 catégories couvertes par *Doing Business 2007*. Le classement dans chaque catégorie est la simple moyenne des classements en percentile des indicateurs qui le composent (voir tableau 12.1).

Exemple : le classement de la création d'une entreprise est la moyenne des classements en percentile du pays concernant les procédures, le délai, le coût et le minimum de capital libéré requis pour immatriculer une entreprise. En Islande, créer une entreprise requiert 5 procédures différentes, 5 jours, et des frais équivalents à 3 % du revenu annuel par habitant. Le capital minimum requis s'élève à 16 % du revenu par habitant. Pour ces 4 indicateurs, l'Islande se classe respectivement aux 7e, 1er, 8e et 48e percentiles. Donc, en moyenne, l'Islande se classe au 18e percentile en termes de facilité de création de société. Elle se classe au 55e percentile en termes de protection des investisseurs, au 18e percentile en termes de commerce transfrontalier, au 10e percentile en termes de d'exécution des contrats, au 7e percentile en termes de fermeture d'entreprise, etc. Un rang plus élevé signifie que la réglementation est plus simple et que les droits de propriété sont mieux protégés. La simple moyenne des classements dans les différents percentiles de l'Islande dans toutes les catégories est de 20 %. Lorsque tous les pays sont classés selon leur rang moyen dans les percentiles, l'Islande termine à la 12e place.

Chacun des groupes d'indicateurs évalue un aspect différent de l'environnement dans lequel les entreprises travaillent. Le classement de chaque pays varie, parfois de manière significative, d'un groupe à l'autre. L'Islande, par exemple, se classe au 7e percentile en termes de fermeture d'entreprise, ce qui représente son meilleur classement, et au 55e percentile en termes de protection des investisseurs, ce qui représente le moins bon de ses classements. Ceci permet d'en déduire des priorités, en matière de réformes. Sur l'ensemble des 175 économies, le coefficient de corrélation moyenne entre les 10 groupes d'indicateurs est de 0,39, et les coefficients entre une quelconque paire d'indicateurs varie entre 0,16 (entre « emploi de salariés » et « commerce transfrontalier ») et 0,66 (entre « fermeture d'une entreprise » et « exécution des contrats »). Une corrélation faible indique que les pays concernés ont rarement des notes globalement positives ou globalement négatives pour ces indicateurs. En d'autres termes, des

réformes partielles restent tout à fait possibles.

Lorsqu'une économie n'est dotée d'aucune loi et d'aucune réglementation dans un domaine spécifique (par exemple dans le domaine de la faillite), on lui attribue une note « aucune application ». Pareillement, s'il existe une réglementation mais que celle-ci n'est jamais appliquée, ou si une réglementation concurrente interdit une telle pratique, l'économie concernée est notée « aucune application ». Une telle note la place au dernier rang.

L'indice de facilité de faire des affaires est d'une portée limitée. Il ne prend pas en compte la proximité des pays vis-à-vis de marchés importants, la qualité de leurs services d'infrastructure (autres que les services liés au commerce transfrontalier), la protection des biens contre le vol et le pillage, les conditions macroéconomiques et la fiabilité des institutions sous-jacentes. Un important travail d'étude reste à effectuer afin de déterminer quelles réglementations constituent des limites incontournables, quelle série de réformes sera la plus efficace et comment ces questions sont affectées par le contexte spécifique à chaque pays. Les indicateurs de *Doing Business* fournissent de nouvelles séries de données empiriques qui pourraient permettre de mieux comprendre ces questions.

*Doing Business 2007* utilise une méthode simple pour calculer quels pays sont les plus performants (voir tableau 1.1). Premièrement, il sélectionne les économies ayant réformé trois aspects ou plus de leur réglementation des affaires (dans trois des dix catégories couvertes par *Doing Business*). Cette année, 23 économies ont satisfait ce critère : l'Arménie, l'Australie, la Bulgarie, la Chine, la Croatie, la République Tchèque, le Salvador, la France, la Géorgie, le Ghana, le Guatemala, l'Inde, Israël, la Lettonie, la Lituanie, le Mexique, le Maroc, le Nicaragua, le Nigeria, le Pérou, la Roumanie, le Rwanda et la Tanzanie. Ensuite, ces économies sont classées en termes d'amélioration, de leur indicateur de facilité de faire des affaires par rapport à l'année précédente. La Croatie, le Mexique et le Nicaragua ont réformé trois aspects de leurs réglementations des affaires. Le classement de la Croatie est alors passé de 134 à 124, celui du Mexique de 62 à 43 et celui du Nicaragua est passé de 72 à 67 soit des améliorations respectives de 10, 19 et 5 places au classement. Par conséquent, le Mexique se classe devant la Croatie dans la liste des dix pays les plus réformateurs, liste à laquelle le Nicaragua n'accède pas.

*Cette méthodologie a été mise au point dans une étude de Djankov, McLiesh et Ramalho (à venir) et adoptée ici avec des changements mineurs.*

TABLEAU 12.1

### Quels indicateurs constituent le classement ?

#### Création d'entreprise

Procédures, délais, coût et capital versé minimum pour créer une entreprise

#### Octroi de licences

Procédures, délais, coût des contrôles des entreprises et de l'obtention des licences (secteur du bâtiment)

#### Embauche des travailleurs

Indice de difficulté de recruter, indice de rigidité des horaires, indice de difficulté de licenciement et coût de licenciement

#### Transfert de Propriété

Procédures, délais, coût d'enregistrement d'un bien immobilier

#### Obtention de prêts

Indice de vigueur des droits juridiques, indice de qualité des renseignements sur le crédit

#### Protection des investisseurs

Indice de l'étendue des divulgations d'informations, indice d'étendue de la responsabilité des dirigeants et indice de facilité des poursuites par les actionnaires

#### Paiement des taxes et impôts

Nombre de paiements de taxes ou impôts, délai accordé pour remplir les déclarations d'impôt, et total des taxes et impôts par rapport aux bénéfices commerciaux

#### Commerce transfrontalier

Documents, délais et coût d'exportation et d'importation

#### Exécution des contrats

Procédures, délais, coût nécessaires pour la résolution de litiges commerciaux

#### Fermeture d'entreprise

Taux de recouvrement lors d'une faillite

TABLE 12.2

■ Réforme positive  
● Réforme négative

Economy	RÉFORMES EN 2005/06									
	Création d'entreprise	Octroi de licences	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Afghanistan										
Afrique du Sud				■						
Albanie							■			
Algérie					■		■			
Allemagne		■				■				
Angola										
Antigua-et-Barbuda							■			
Arabie saoudite	■									
Argentine			■							
Arménie	■	■		■	■					
Australie			■	■					■	
Autriche										
Azerbaïdjan	■				■					
Bangladesh										
Belgique	■									
Belize										
Bénin	■									
Bhoutan										
Biélorussie	■						■			
Bolivie			●							
Bosnie-Herzégovine				■			■			
Botswana				■						
Brésil									■	
Bulgarie	■				■		■			
Burkina Faso	■									
Burundi									■	■
Cambodge		■						■		
Cameroun										
Canada		■								
Cap-Vert										
Chili										■
Chine	■				■	■		■		
Cisjordanie et Gaza										
Colombie						■		■		
Comores										
Corée		■								■
Costa Rica										
Côte d'Ivoire				■						
Croatie	■			■					■	
Danemark					■				■	
Djibouti			●							
Dominique										
Égypte	■						■			
El Salvador	■			■	■					
Émirats arabes unis										
Équateur										
Érythrée		●								
Espagne		■		■						
Estonie							■		■	
États-Unis										■
Ethiopie	■									
Fidji										
Finlande										
France		■			■			■	■	■
Gabon										
Gambie									■	
Géorgie	■	■	■		■			■	■	
Ghana				■			■	■		
Grèce			■	■						

Economy	RÉFORMES EN 2005/06									
	Création d'entreprise	Octroi de licences	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Grenade										
Guatemala	■	■		■						
Guinée										
Guinée équatoriale										
Guinée-Bissau							■			
Guyana									■	
Haiti										
Honduras	■				■					
Hong Kong, Chine						■		■		
Hongrie					●		■			
Inde	■				■	■	■	■		
Indonesie	■									
Iran										
Iraq										
Irlande	■									
Islande										
Israël					■	■	■			
Italie									■	■
Jamaïque								■		
Japon	■				■					
Jordanie								■		
Kazakhstan					■					
Kenya		■						■		
Kiribati										
Koweït				■						
Lesotho	■						■			
Lettonie		■					■			■
Liban										
Lituanie	■		■				■			
Macédoine	■		■	●					■	
Madagascar	■									
Malaisie										
Malawi										
Maldives			●							
Mali		■		■						
Maroc	■			■			■			
Marshall (îles)										
Maurice (Île)				■	■					
Mauritanie				■						
Mexique	■					■	■			
Micronésie	■									■
Moldavie		■					■			
Mongolie										
Montenegro							■			
Mozambique	■									
Namibie										
Népal										
Nicaragua				■	■			■		
Niger	■	■								
Nigéria				■				■	■	
Norvège			●							
Nouvelle-Zélande		●				■				
Oman										
Ouganda	■			●						
Ouzbékistan							●			●
Pakistan							■	■		
Palau	●									
Panama					■					
Papouasie-Nouvelle-Guinée										

■ Réforme positive  
● Réforme négative

Economy	RÉFORMES EN 2005/06									
	Création d'entreprise	Octroi de licences	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Paraguay							■			
Pays-Bas	■									
Pérou	■				■	■			■	●
Philippines										
Pologne						■				
Porto Rico										■
Portugal	■									
RDP Lao	■				■					
République centrafricaine				■			●			
Rép. démocratique du Congo										
République dominicaine					■		●		■	
République du Congo										
République kirghize				■	■					
République tchèque	■				■		■			
Roumanie		■	■		■	■		■		■
Royaume-Unis						■				
Russie	■						■			
Rwanda	■						■		■	
Saint-Kitts-et-Nevis										
Saint-Vincent-et-les-Grenadines										
Sainte Lucie										
Salomon (Îles)										
Samoa										
São Tomé and Príncipe										
Sénégal							■			
Serbie			●		■			■		■
Seychelles				■						
Sierra Leone							■			
Singapour										
Slovaquie									■	■
Slovénie										
Soudan							■			
Sri Lanka							●			
Suède						■				
Suisse	■						■			
Suriname										
Swaziland	●			■						
Syrie	■							■		
Tadjikistan										
Taiwan, Chine										
Tanzanie	■			■		■		■		
Tchad									■	
Thaïland					■					
Timor-Leste		●								
Togo				●				■		
Tonga										
Trinité-et-Tobago										
Tunisie						■				
Turquie							■			
Ukraine	■	■								
Uruguay	■				■					
Vanuatu										
Venezuela				●	●			●		
Vietnam		■	■							
Yemen							■			
Zambie										
Zimbabwe			●							

■ Réforme positive  
● Réforme négative





# **Tableaux des indicateurs**

**Indicateurs de Doing Business**

**Tableaux par pays**



Économie	Création d'entreprise				Octroi de licences		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)	Capital minimum (% du revenu par habitant)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)
Afghanistan	3	8	67,4	0,0	..	..	..
Afrique du Sud	9	35	6,9	0,0	17	174	33,5
Albanie	11	39	22,4	36,7	22	344	286,8
Algérie	14	24	21,5	46,0	25	244	58,9
Allemagne	9	24	5,1	46,2	11	133	89,1
Angola	13	124	486,7	74,1	15	326	1239,2
Antigua-et-Barbuda	7	21	12,5	0,0	12	139	27,8
Arabie saoudite	13	39	58,6	1057,5	18	125	70,2
Argentine	15	32	12,1	5,6	23	288	46,3
Arménie	9	24	5,1	3,3	18	112	43,1
Australie	2	2	1,8	0,0	17	140	13,8
Autriche	9	29	5,6	59,6	14	195	79,1
Azerbaïdjan	15	53	9,5	0,0	28	212	977,4
Bangladesh	8	37	87,6	0,0	13	185	272,3
Belgique	4	27	5,8	21,8	15	184	61,8
Belize	9	45	57,5	0,0	12	66	30,9
Bénin	7	31	173,3	379,1	16	333	338,9
Bhoutan	10	62	16,6	0,0	26	204	263,5
Biélorussie	16	69	26,1	36,4	18	354	17,5
Bolivie	15	50	140,6	3,8	14	183	196,0
Bosnie-Herzégovine	12	54	37,0	52,0	16	467	2423,4
Botswana	11	108	10,6	0,0	24	169	457,7
Brésil	17	152	9,9	0,0	19	460	179,9
Bulgarie	9	32	7,9	91,3	22	226	270,5
Burkina Faso	8	34	120,8	481,4	32	226	1247,5
Burundi	11	43	222,4	0,0	18	302	8808,2
Cambodge	10	86	236,4	66,2	28	181	1640,5
Cameroun	12	37	152,2	187,3	15	444	1165,6
Canada	2	3	0,9	0,0	15	77	117,9
Cap-Vert	12	52	45,6	60,7	17	141	1526,0
Chili	9	27	9,8	0,0	12	171	114,2
Chine	13	35	9,3	213,1	29	367	84,0
Cisjordanie et Gaza	12	93	324,7	1889,6	21	134	823,4
Colombie	13	44	19,8	0,0	12	150	646,3
Comores	11	23	192,3	291,7	17	196	80,9
Corée	12	22	15,2	299,7	14	52	175,9
Costa Rica	11	77	23,5	0,0	19	119	140,2
Côte d'Ivoire	11	45	134,1	226,7	22	569	196,3
Croatie	10	45	12,2	20,6	28	278	1164,1
Danemark	3	5	0,0	44,6	7	70	67,8
Djibouti	11	37	222,0	571,4	15	203	1050,6
Dominique	5	19	30,0	0,0	11	195	82,1
Égypte	10	19	68,8	694,7	30	263	1002,0
El Salvador	10	26	75,6	119,7	22	144	201,0
Émirats arabes unis	12	63	36,4	338,2	21	125	210,0
Équateur	14	65	31,8	7,7	19	149	83,7
Érythrée	13	76	115,9	449,8	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Espagne	10	47	16,2	14,6	11	277	65,7
Estonie	6	35	5,1	34,3	13	117	34,3
États-Unis	5	5	0,7	0,0	18	69	16,0
Ethiopie	7	16	45,9	1083,8	12	133	1235,5
Fidji	8	46	25,8	0,0	16	114	41,7
Finlande	3	14	1,1	27,1	17	56	108,0
France	7	8	1,1	0,0	10	155	75,0
Gabon	10	60	162,8	36,1	13	268	45,3
Gambie	8	27	292,1	119,7	17	145	276,8
Géorgie	7	16	10,9	3,7	17	137	71,7
Ghana	12	81	49,6	23,2	16	127	1314,1
Grèce	15	38	24,2	116,0	17	176	68,8

Économie	Création d'entreprise				Octroi de licences		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)	Capital minimum (% du revenu par habitant)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)
Grenade	4	52	37,2	0,0	8	142	36,4
Guatemala	13	30	52,1	26,4	23	390	496,5
Guinée	13	49	186,5	423,4	29	278	535,4
Guinée équatoriale	20	136	100,7	13,1	19	156	364,9
Guinée-Bissau	17	233	261,2	1028,9	11	161	2664,9
Guyana	8	46	100,2	0,0	17	202	94,7
Haiti	12	203	127,7	124,7	12	141	1003,0
Honduras	13	44	60,6	28,6	14	199	636,8
Hong Kong, Chine	5	11	3,3	0,0	22	160	23,3
Hongrie	6	38	20,9	74,2	25	212	260,0
Inde	11	35	73,7	0,0	20	270	606,0
Indonesie	12	97	86,7	83,4	19	224	311,0
Iran	8	47	5,4	1,3	21	668	684,5
Iraq	11	77	67,6	57,1	14	216	833,2
Irlande	4	19	0,3	0,0	10	181	22,2
Islande	5	5	3,1	15,9	19	111	15,7
Israël	5	34	5,1	0,0	21	215	91,1
Italie	9	13	15,2	10,4	17	284	142,3
Jamaïque	6	8	9,4	0,0	14	242	417,5
Japon	8	23	7,5	0,0	11	96	19,8
Jordanie	11	18	73,0	864,4	16	122	503,2
Kazakhstan	7	20	7,0	23,1	32	248	35,0
Kenya	13	54	46,3	0,0	11	170	37,6
Kiribati	6	21	50,0	27,0	14	174	545,2
Koweït	13	35	1,6	100,8	26	149	210,1
Lesotho	8	73	39,9	15,7	14	265	128,3
Lettonie	5	16	3,5	26,1	22	152	36,3
Liban	6	46	105,4	56,5	16	275	176,9
Lituanie	7	26	2,8	48,8	14	151	18,2
Macédoine	10	18	7,4	112,0	18	222	89,8
Madagascar	10	21	35,0	373,1	19	297	387,1
Malaisie	9	30	19,7	0,0	25	281	78,2
Malawi	10	37	134,7	0,0	22	185	236,2
Maldives	5	13	18,1	6,6	10	118	40,2
Mali	13	42	201,9	519,8	15	209	1813,2
Maroc	6	12	12,7	66,7	21	217	264,9
Marshall (îles)	5	17	18,1	0,0	9	81	37,6
Maurice (île)	6	46	8,0	0,0	21	145	13,7
Mauritanie	11	82	121,6	632,0	19	152	710,9
Mexique	8	27	14,2	12,5	12	142	104,5
Micronésie	7	16	135,9	0,0	15	73	21,3
Moldavie	10	30	13,3	18,8	34	158	165,0
Mongolie	8	20	5,1	115,3	18	96	48,4
Montenegro	15	24	6,6	0,0	22	179	5869,2
Mozambique	13	113	85,7	10,4	13	364	279,3
Namibie	10	95	18,0	0,0	11	105	134,9
Népal	7	31	78,5	0,0	15	424	324,0
Nicaragua	6	39	131,6	0,0	12	192	1002,2
Niger	11	24	416,8	778,1	19	148	2986,7
Nigéria	9	43	54,4	29,0	16	465	238,2
Norvège	4	13	2,5	25,1	13	104	50,4
Nouvelle-Zélande	2	12	0,2	0,0	7	184	27,2
Oman	9	34	4,5	84,7	16	242	883,1
Ouganda	17	30	114,0	0,0	19	156	832,8
Ouzbékistan	8	29	14,1	24,7	19	287	258,2
Pakistan	11	24	21,3	0,0	12	218	972,9
Palau	8	28	4,9	13,1	23	114	6,8
Panama	7	19	23,9	0,0	22	121	114,7
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8	56	28,2	0,0	20	218	110,0

Économie	Création d'entreprise				Octroi de licences		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)	Capital minimum (% du revenu par habitant)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)
Paraguay	17	74	136,8	0,0	15	273	564,4
Pays-Bas	6	10	7,2	62,3	18	184	137,6
Pérou	10	72	32,5	0,0	19	201	337,9
Philippines	11	48	18,7	1,8	23	197	113,4
Pologne	10	31	21,4	204,4	25	322	85,6
Porto Rico	7	7	0,8	0,0	20	212	82,9
Portugal	8	8	4,3	38,7	20	327	60,3
RDP Lao	8	163	17,3	0,0	24	192	204,1
République centrafricaine	10	14	209,3	554,6	21	245	301,0
Rép. démocratique du Congo	13	155	481,1	177,3	14	306	2281,9
République dominicaine	10	73	30,2	1,1	17	165	240,1
République du Congo	8	71	214,8	192,4	15	175	1243,0
République kirghize	8	21	9,8	0,5	20	218	510,4
République tchèque	10	24	8,9	36,8	31	271	14,5
Roumanie	5	11	4,4	0,0	17	242	332,6
Royaume-Unis	6	18	0,7	0,0	19	115	68,9
Russie	7	28	2,7	3,4	22	531	275,3
Rwanda	9	16	188,3	0,0	17	252	626,5
Saint-Kitts-et-Nevis	8	47	26,7	45,4	14	72	15,2
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	8	12	33,8	0,0	11	74	10,6
Sainte Lucie	6	40	25,9	0,0	9	139	34,9
Salomon (Îles)	7	57	68,9	0,0	13	74	501,1
Samoa	9	35	45,5	0,0	19	88	105,1
São Tomé and Príncipe	10	144	147,2	0,0	16	259	1647,9
Sénégal	10	58	112,6	269,6	15	185	151,6
Serbie	10	18	10,2	7,6	20	211	1946,7
Seychelles	9	38	9,1	0,0	22	147	51,3
Sierra Leone	9	26	1194,5	0,0	48	236	218,4
Singapour	6	6	0,8	0,0	11	129	22,0
Slovaquie	9	25	4,8	39,1	13	272	17,1
Slovénie	9	60	9,4	16,1	14	207	122,2
Soudan	10	39	58,6	0,0	17	172	506,1
Sri Lanka	8	50	9,2	0,0	17	167	151,0
Suède	3	16	0,7	33,7	8	116	115,3
Suisse	6	20	2,2	15,1	15	152	57,2
Suriname	13	694	153,8	1,4	14	431	196,3
Swaziland	13	61	41,1	0,0	11	114	97,1
Syrie	12	43	21,1	4233,5	20	134	298,0
Tadjikistan	14	67	75,1	378,6	18	187	154,7
Taiwan, Chine	8	48	4,6	200,0	32	206	231,9
Tanzanie	13	30	91,6	5,5	26	313	3796,6
Tchad	19	75	226,1	414,1	16	199	1139,1
Thaïland	8	33	5,8	0,0	9	127	11,1
Timor-Leste	10	92	83,3	666,7	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Togo	13	53	252,7	539,7	14	273	1435,6
Tonga	4	32	10,3	0,0	15	81	174,6
Trinité-et-Tobago	9	43	1,1	0,0	19	292	9,9
Tunisie	10	11	9,3	28,3	24	79	1031,9
Turquie	8	9	26,8	18,7	32	232	150,2
Ukraine	10	33	9,2	198,8	18	242	186,5
Uruguay	10	43	44,2	183,3	17	156	96,3
Vanuatu	8	39	61,3	0,0	7	82	398,9
Venezuela	16	141	25,4	0,0	13	276	388,4
Vietnam	11	50	44,5	0,0	14	133	56,4
Yemen	12	63	228,0	2565,7	13	107	306,4
Zambie	6	35	29,9	1,9	16	196	1766,1
Zimbabwe	10	96	35,6	53,0	21	481	1509,6

Économie	Embauche des travailleurs						Transfert de propriété		
	Indice de difficulté de recruter (0–100)	Indice de rigidité des horaires (0–100)	Indice de difficulté de licencier (0–100)	Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	Coût de licenciement (semaines de salaire)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% valeur du bien)
Afghanistan	67	40	30	46	0	4	11	252	9,5
Afrique du Sud	44	40	40	41	2	24	6	23	8,9
Albanie	44	40	30	38	31	64	7	47	3,6
Algérie	44	60	30	45	27	17	15	51	7,5
Allemagne	33	60	40	44	19	69	4	40	4,5
Angola	33	80	80	64	8	58	7	334	11,1
Antigua-et-Barbuda	11	0	20	10	9	52	5	26	13,0
Arabie saoudite	0	20	0	7	11	80	4	4	0,0
Argentine	44	60	20	41	23	139	5	44	8,3
Arménie	33	40	20	31	18	13	3	4	0,4
Australie	0	0	10	3	21	4	5	5	4,8
Autriche	11	60	40	37	31	56	3	32	4,5
Azerbaïdjan	33	40	40	38	22	22	7	61	0,3
Bangladesh	11	40	40	30	0	51	8	425	10,5
Belgique	11	40	10	20	55	16	7	132	12,8
Belize	11	20	0	10	8	24	8	60	5,0
Bénin	39	60	40	46	29	36	3	50	15,1
Bhoutan	78	40	0	39	1	95	5	93	0,0
Biélorussie	0	40	40	27	39	22	7	231	0,1
Bolivie	61	60	100	74	14	100	7	92	5,0
Bosnie-Herzégovine	56	40	30	42	15	33	7	331	5,0
Botswana	0	20	40	20	0	90	4	30	4,9
Brésil	67	60	0	42	37	37	14	47	4,0
Bulgarie	50	80	10	47	30	9	9	19	2,3
Burkina Faso	83	60	50	64	20	34	8	107	16,2
Burundi	78	60	40	59	7	26	5	94	17,9
Cambodge	56	60	30	49	0	39	7	56	4,6
Cameroun	28	60	80	56	16	33	5	93	18,7
Canada	11	0	0	4	14	28	6	10	1,7
Cap-Vert	33	40	60	44	17	91	6	83	7,9
Chili	33	20	20	24	3	52	6	31	1,3
Chine	11	20	40	24	44	91	3	32	3,1
Cisjordanie et Gaza	33	40	20	31	13	91	10	72	2,4
Colombie	22	40	20	27	28	59	7	23	3,5
Comores	39	60	40	46	0	100	5	24	20,8
Corée	11	60	30	34	18	91	7	11	6,3
Costa Rica	56	40	0	32	26	35	6	21	3,5
Côte d'Ivoire	44	80	10	45	18	49	6	32	14,3
Croatie	61	40	50	50	17	39	5	399	5,0
Danemark	0	40	10	17	1	10	6	42	0,6
Djibouti	67	40	30	46	16	56	7	49	13,3
Dominique	11	20	20	17	7	58	4	40	13,0
Égypte	0	60	100	53	26	186	7	193	5,9
El Salvador	33	40	0	24	9	86	6	33	3,6
Émirats arabes unis	0	60	0	20	13	84	3	6	2,0
Équateur	44	60	50	51	12	135	10	20	3,9
Érythrée	0	40	20	20	0	69	12	101	5,2
Espagne	78	60	50	63	30	56	3	17	7,2
Estonie	33	80	60	58	34	35	3	51	0,7
États-Unis	0	0	0	0	8	0	4	12	0,5
Ethiopie	33	40	30	34	0	40	13	43	7,7
Fidji	22	40	0	21	9	28	3	48	12,0
Finlande	44	60	40	48	25	26	3	14	4,0
France	67	60	40	56	47	32	9	183	6,8
Gabon	17	80	80	59	20	43	8	60	10,5
Gambie	0	40	40	27	11	9	5	371	7,6
Géorgie	0	20	0	7	20	4	6	9	0,5
Ghana	11	40	50	34	13	178	7	382	1,9
Grèce	44	80	50	58	31	69	12	23	3,8

Économie	Embauche des travailleurs						Transfert de propriété		
	Indice de difficulté de recruter (0-100)	Indice de rigidité des horaires (0-100)	Indice de difficulté de recruter (0-100)	Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	Coût de licenciement (semaines de salaire)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% valeur du bien)
Grenade	44	20	0	21	5	29	8	77	7,6
Guatemala	61	40	0	34	13	101	5	37	1,1
Guinée	33	60	30	41	27	26	6	104	15,6
Guinée équatoriale	67	60	70	66	23	133	6	23	6,2
Guinée-Bissau	100	60	70	77	22	87	9	211	13,2
Guyana	22	20	20	21	8	56	6	27	4,5
Haiti	11	40	20	24	11	26	5	683	8,7
Honduras	67	40	0	36	10	43	7	36	5,8
Hong Kong, Chine	0	0	0	0	5	62	5	54	5,0
Hongrie	11	80	10	34	35	35	4	78	11,0
Inde	33	20	70	41	17	56	6	62	7,8
Indonesie	61	20	50	44	10	108	7	42	10,5
Iran	78	60	10	49	23	91	9	36	10,5
Iraq	78	60	40	59	12	4	5	8	6,6
Irlande	28	40	30	33	11	49	5	38	10,3
Islande	33	60	0	31	12	13	3	4	2,4
Israël	0	60	20	27	6	91	7	144	7,5
Italie	61	60	40	54	42	2	8	27	0,9
Jamaïque	11	0	0	4	12	61	5	54	13,5
Japon	28	60	0	29	13	9	6	14	4,1
Jordanie	11	20	50	27	11	4	8	22	10,0
Kazakhstan	0	60	10	23	22	9	8	52	1,8
Kenya	33	20	30	28	4	47	8	73	4,1
Kiribati	0	0	50	17	8	4	5	513	0,1
Koweït	0	40	0	13	11	43	8	55	0,5
Lesotho	56	40	10	35	0	44	6	101	8,4
Lettonie	67	40	70	59	24	17	8	54	2,0
Liban	33	0	40	24	22	17	8	25	5,9
Lituanie	33	80	30	48	31	30	3	3	0,7
Macédoine	61	60	40	54	33	22	6	98	3,5
Madagascar	72	60	40	57	18	30	8	134	11,6
Malaisie	0	20	10	10	13	88	5	144	2,4
Malawi	22	20	20	21	1	84	6	118	3,4
Maldives	0	0	0	0	0	9	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Mali	44	60	50	51	27	31	5	33	20,7
Maroc	100	40	50	63	18	85	4	46	4,4
Marshall (îles)	0	0	0	0	11	0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Maurice (île)	0	40	50	30	6	35	6	210	15,8
Mauritanie	67	60	50	59	16	31	4	49	5,2
Mexique	33	40	40	38	24	74	5	74	5,2
Micronésie	33	0	0	11	6	0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Moldavie	33	60	70	54	29	29	6	48	1,5
Mongolie	11	80	10	34	20	9	5	11	2,2
Montenegro	33	40	30	34	16	39	8	86	2,5
Mozambique	83	60	20	54	4	143	8	42	5,4
Namibie	0	60	20	27	0	24	9	23	10,0
Népal	67	20	70	52	10	90	3	5	6,4
Nicaragua	11	60	0	24	17	24	8	124	3,5
Niger	100	80	50	77	17	31	5	49	14,0
Nigéria	22	20	20	21	9	50	16	80	21,2
Norvège	61	60	40	54	14	13	1	1	2,5
Nouvelle-Zélande	11	0	10	7	1	0	2	2	0,1
Oman	44	60	0	35	10	4	2	16	3,0
Ouganda	0	20	0	7	10	13	13	227	6,9
Ouzbékistan	33	40	30	34	31	30	12	97	10,5
Pakistan	78	20	30	43	12	90	6	50	4,4
Palau	11	0	0	4	6	0	5	14	0,4
Panama	78	20	70	56	19	44	7	44	2,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	11	20	0	10	10	39	4	72	5,1

Économie	Embauche des travailleurs						Transfert de propriété		
	Indice de difficulté de recruter (0–100)	Indice de rigidité des horaires (0–100)	Indice de difficulté de recruter (0–100)	Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	Coût de licenciement (semaines de salaire)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% valeur du bien)
Paraguay	56	60	60	59	17	113	6	46	2,0
Pays-Bas	17	40	70	42	18	17	2	5	6,2
Pérou	44	60	80	61	10	52	5	33	3,3
Philippines	56	40	20	39	9	91	8	33	5,7
Pologne	0	60	40	33	21	13	6	197	2,0
Porto Rico	56	20	20	32	8	0	8	15	1,4
Portugal	33	60	60	51	24	99	5	81	7,4
RDP Lao	11	40	60	37	5	19	9	135	4,2
République centrafricaine	89	80	50	73	18	22	3	69	11,7
Rép. démocratique du Congo	83	80	70	78	6	31	8	57	9,5
République dominicaine	56	40	30	42	14	88	7	107	5,1
République du Congo	78	60	70	69	29	41	7	137	27,2
République kirghize	33	40	40	38	25	17	7	8	1,9
République tchèque	33	20	30	28	35	22	4	123	3,0
Roumanie	33	80	40	51	33	3	8	150	1,9
Royaume-Unis	11	20	10	14	11	22	2	21	4,1
Russie	33	60	40	44	31	17	6	52	0,3
Rwanda	56	60	30	49	5	26	5	371	9,6
Saint-Kitts-et-Nevis	0	20	20	13	10	60	6	81	13,3
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	11	20	20	17	4	54	6	37	11,9
Sainte Lucie	0	20	20	13	5	56	5	20	7,3
Salomon (Iles)	22	20	20	21	8	44	10	297	4,9
Samoa	11	20	0	10	6	9	5	147	1,8
São Tomé and Príncipe	61	80	60	67	6	91	7	62	12,7
Sénégal	72	60	50	61	21	38	6	114	18,1
Serbie	33	40	40	38	18	27	6	111	5,4
Seychelles	33	20	50	34	25	39	4	33	7,0
Sierra Leone	78	60	50	63	10	329	8	235	15,6
Singapour	0	0	0	0	13	4	3	9	2,8
Slovaquie	17	60	40	39	35	13	3	17	0,1
Slovénie	61	60	50	57	17	40	6	391	2,0
Soudan	56	60	50	55	25	118	6	9	3,3
Sri Lanka	0	20	60	27	15	178	8	63	5,1
Suède	28	60	40	43	33	26	1	2	3,0
Suisse	0	60	10	23	14	13	4	16	0,4
Suriname	0	20	50	23	0	26	4	193	10,2
Swaziland	11	20	20	17	3	53	11	46	7,1
Syrie	0	40	50	30	17	80	4	34	27,9
Tadjikistan	33	20	40	31	25	22	6	37	2,0
Taiwan, Chine	78	60	30	56	11	91	3	5	6,2
Tanzanie	100	40	60	67	16	32	10	123	5,5
Tchad	39	60	80	60	21	36	6	44	21,2
Thaïland	33	20	0	18	5	54	2	2	6,3
Timor-Leste	67	20	50	46	0	34	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Togo	44	60	70	58	25	36	7	242	7,7
Tonga	0	20	0	7	0	0	4	108	10,2
Trinité-et-Tobago	0	0	20	7	4	67	8	162	7,0
Tunisie	17	40	80	46	22	17	5	57	6,1
Turquie	56	60	30	49	22	95	8	9	3,2
Ukraine	44	40	80	55	39	13	10	93	3,4
Uruguay	33	60	0	31	6	31	8	66	7,1
Vanuatu	50	40	10	33	4	56	2	188	7,0
Venezuela	67	60	100	76	16	47	8	47	2,1
Vietnam	0	40	70	37	17	87	4	67	1,2
Yemen	0	60	40	33	9	17	6	21	3,9
Zambie	0	40	30	23	11	178	6	70	9,6
Zimbabwe	11	40	50	34	4	446	4	30	24,0

Économie	Obtention de prêts				Protection des investisseurs			
	Indice de fiabilité des garanties	Etendue de l'information sur le crédit	Couverture du registre public	Couverture du registre privé	Indice de divulgence de l'information	Indice de responsabilité des dirigeants	Facilité des poursuites par les actionnaires	Indice de protection des investisseurs
	(0-10)	(0-6)	(% des adultes)	(% des adultes)	(0-10)	(0-10)	(0-10)	(0-10)
Afghanistan	0	0	0,0	0,0	0	0	2	0,7
Afrique du Sud	5	5	0,0	53,0	8	8	8	8,0
Albanie	9	0	0,0	0,0	0	5	3	2,7
Algérie	3	2	0,2	0,0	6	6	4	5,3
Allemagne	8	6	0,5	93,9	5	5	5	5,0
Angola	3	4	2,9	0,0	5	6	6	5,7
Antigua-et-Barbuda	6	0	0,0	0,0	4	8	7	6,3
Arabie saoudite	3	5	0,2	12,5	8	5	1	4,7
Argentine	3	6	25,4	100,0	6	2	6	4,7
Arménie	5	3	1,5	0,0	5	2	8	5,0
Australie	9	5	0,0	100,0	8	2	7	5,7
Autriche	5	6	1,2	39,9	2	5	4	3,7
Azerbaïdjan	7	4	1,1	0,0	4	1	8	4,3
Bangladesh	7	2	0,6	0,0	6	7	7	6,7
Belgique	5	4	56,2	0,0	8	6	7	7,0
Belize	7	0	0,0	0,0	3	4	6	4,3
Bénin	4	1	10,3	0,0	5	8	4	5,7
Bhoutan	3	0	0,0	0,0	6	3	4	4,3
Biélorussie	2	3	0,0	0,0	1	3	7	3,7
Bolivie	3	5	11,5	32,3	1	5	7	4,3
Bosnie-Herzégovine	8	5	0,0	22,9	3	6	6	5,0
Botswana	7	5	0,0	43,2	8	2	3	4,3
Brésil	2	5	9,2	43,0	5	7	4	5,3
Bulgarie	6	4	20,7	..	10	1	7	6,0
Burkina Faso	4	1	2,4	0,0	6	5	3	4,7
Burundi	2	1	0,1	0,0	..	..	..	..
Cambodge	0	0	0,0	0,0	5	9	2	5,3
Cameroun	3	2	3,4	0,0	8	2	6	5,3
Canada	7	6	0,0	100,0	8	9	8	8,3
Cap-Vert	5	3	11,9	0,0	1	5	6	4,0
Chili	4	6	31,3	19,3	8	6	5	6,3
Chine	2	4	10,2	0,0	10	1	4	5,0
Cisjordanie et Gaza	5	3	0,7	0,0	7	2	5	4,7
Colombie	3	4	0,0	28,3	7	2	9	6,0
Comores	3	0	0,0	0,0	6	4	5	5,0
Corée	6	5	0,0	76,6	7	2	7	5,3
Costa Rica	4	6	2,5	39,2	2	5	2	3,0
Côte d'Ivoire	3	1	3,1	0,0	6	5	3	4,7
Croatie	5	0	0,0	0,0	2	5	2	3,0
Danemark	8	4	0,0	11,5	7	5	7	6,3
Djibouti	4	1	0,2	0,0	5	2	0	2,3
Dominique	6	0	0,0	0,0	4	8	7	6,3
Égypte	1	2	1,5	0,0	5	3	5	4,3
El Salvador	4	6	30,5	79,6	6	2	6	4,7
Émirats arabes unis	3	2	1,7	0,0	4	7	2	4,3
Équateur	3	5	15,2	43,7	1	5	6	4,0
Érythrée	3	0	0,0	0,0	4	5	5	4,7
Espagne	5	6	44,9	7,4	5	6	4	5,0
Estonie	4	5	0,0	18,2	8	4	6	6,0
États-Unis	7	6	0,0	100,0	7	9	9	8,3
Ethiopie	5	2	0,1	0,0	4	4	5	4,3
Fidji	7	4	0,0	33,4	3	8	8	6,3
Finlande	6	5	0,0	14,9	6	4	7	5,7
France	5	4	12,3	0,0	10	1	5	5,3
Gabon	4	2	2,6	0,0	5	4	5	4,7
Gambie	4	0	0,0	0,0	2	1	5	2,7
Géorgie	6	3	0,0	0,0	4	4	4	4,0
Ghana	5	0	0,0	0,0	7	5	6	6,0
Grèce	3	4	0,0	37,5	1	3	5	3,0

Économie	Obtention de prêts				Protection des investisseurs			
	Indice de fiabilité des garanties	Etendue de l'information sur le crédit	Couverture du registre public	Couverture du registre privé	Indice de divulgence de l'information	Indice de responsabilité des dirigeants	Facilité des poursuites par les actionnaires	Indice de protection des investisseurs
	(0–10)	(0–6)	(% des adultes)	(% des adultes)	(0–10)	(0–10)	(0–10)	(0–10)
Grenade	7	0	0,0	0,0	4	8	7	6,3
Guatemala	4	5	16,1	9,2	3	3	6	4,0
Guinée	4	1	0,0	0,0	5	7	2	4,7
Guinée équatoriale	2	2	2,4	0,0	6	4	5	5,0
Guinée-Bissau	3	1	1,0	0,0	0	5	6	3,7
Guyana	3	0	0,0	0,0	5	4	1	3,3
Haiti	3	2	0,7	0,0	4	3	4	3,7
Honduras	6	5	8,3	18,7	1	5	4	3,3
Hong Kong, Chine	10	5	0,0	64,5	10	8	9	9,0
Hongrie	6	5	0,0	5,9	2	4	7	4,3
Inde	5	3	0,0	6,1	7	4	7	6,0
Indonesie	5	2	8,4	0,2	8	5	3	5,3
Iran	5	3	13,7	0,0	5	4	0	3,0
Iraq	4	0	0,0	0,0	4	5	5	4,7
Irlande	8	5	0,0	100,0	10	6	9	8,3
Islande	7	5	0,0	100,0	4	5	6	5,0
Israël	8	5	0,0	100,0	7	9	9	8,3
Italie	3	5	7,0	67,8	7	2	6	5,0
Jamaïque	6	0	0,0	0,0	4	8	4	5,3
Japon	6	6	0,0	..	7	6	8	7,0
Jordanie	5	2	0,7	0,0	5	4	4	4,3
Kazakhstan	5	4	0,0	5,5	7	1	9	5,7
Kenya	8	2	0,0	0,1	4	2	10	5,3
Kiribati	6	0	0,0	0,0	6	5	7	6,0
Koweït	4	3	0,0	16,1	7	7	5	6,3
Lesotho	5	0	0,0	0,0	2	1	8	3,7
Lettonie	8	4	1,9	0,0	5	4	8	5,7
Liban	4	5	4,3	0,0	9	1	5	5,0
Lituanie	4	6	4,2	7,2	6	4	6	5,3
Macédoine	6	3	2,1	0,0	5	6	4	5,0
Madagascar	2	1	0,3	0,0	5	6	6	5,7
Malaisie	8	6	42,2	..	10	9	7	8,7
Malawi	8	0	0,0	0,0	4	7	5	5,3
Maldives	4	0	0,0	0,0	0	8	8	5,3
Mali	3	1	2,9	0,0	6	5	3	4,7
Maroc	3	1	2,3	0,0	6	6	1	4,3
Marshall (îles)	5	0	0,0	0,0	2	0	8	3,3
Maurice (île)	6	1	10,2	0,0	6	8	9	7,7
Mauritanie	5	1	0,2	0,0	..	..	..	..
Mexique	2	6	0,0	69,5	8	5	5	6,0
Micronésie	6	0	0,0	0,0	0	0	8	2,7
Moldavie	6	0	0,0	0,0	7	1	6	4,7
Mongolie	5	3	10,2	0,0	5	8	6	6,3
Montenegro	7	0	0,0	0,0	5	8	6	6,3
Mozambique	4	3	0,7	0,0	7	2	6	5,0
Namibie	5	5	0,0	35,2	5	5	6	5,3
Népal	4	2	0,0	0,1	6	1	9	5,3
Nicaragua	4	5	12,5	3,4	4	5	6	5,0
Niger	3	1	1,2	0,0	4	5	5	4,7
Nigéria	7	0	0,0	0,0	6	7	4	5,7
Norvège	6	4	0,0	100,0	7	6	7	6,7
Nouvelle-Zélande	9	5	0,0	100,0	10	9	10	9,7
Oman	3	1	17,5	0,0	8	5	3	5,3
Ouganda	3	0	0,0	0,0	7	5	4	5,3
Ouzbékistan	3	0	0,0	0,0	4	6	3	4,3
Pakistan	4	4	0,3	1,1	6	6	7	6,3
Palau	5	0	0,0	0,0	0	0	8	2,7
Panama	6	6	0,0	59,8	3	4	7	4,7
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6	0	0,0	0,0	5	5	8	6,0

Économie	Obtention de prêts				Protection des investisseurs			
	Indice de fiabilité des garanties	Etendue de l'information sur le crédit	Couverture du registre public	Couverture du registre privé	Indice de divulgation de l'information	Indice de responsabilité des dirigeants	Facilité des poursuites par les actionnaires	Indice de protection des investisseurs
	(0-10)	(0-6)	(% des adultes)	(% des adultes)	(0-10)	(0-10)	(0-10)	(0-10)
Paraguay	3	6	10,6	52,2	6	5	6	5,7
Pays-Bas	7	5	0,0	68,9	4	4	6	4,7
Pérou	4	6	19,2	28,6	8	5	7	6,7
Philippines	3	3	0,0	4,8	1	2	7	3,3
Pologne	4	4	0,0	38,1	7	2	9	6,0
Porto Rico	6	5	0,0	63,6	7	6	8	7,0
Portugal	4	4	72,0	9,1	6	5	7	6,0
RDP Lao	2	0	0,0	0,0	0	3	3	2,0
République centrafricaine	3	2	1,1	0,0	4	6	7	5,7
Rép. démocratique du Congo	3	0	0,0	0,0	3	3	5	3,7
République dominicaine	4	6	11,9	57,1	5	0	7	4,0
République du Congo	3	2	1,4	0,0	4	5	6	5,0
République kirghize	5	3	0,0	0,4	8	1	9	6,0
République tchèque	6	5	3,5	51,0	2	5	8	5,0
Roumanie	4	5	2,6	5,5	9	5	4	6,0
Royaume-Unis	10	6	0,0	86,1	10	7	7	8,0
Russie	3	0	0,0	0,0	7	2	7	5,3
Rwanda	1	2	0,2	0,0	2	5	1	2,7
Saint-Kitts-et-Nevis	5	0	0,0	0,0	4	8	7	6,3
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	7	0	0,0	0,0	4	8	7	6,3
Sainte Lucie	6	0	0,0	0,0	4	8	7	6,3
Salomon (Iles)	4	0	0,0	0,0	3	7	7	5,7
Samoa	7	0	0,0	0,0	5	6	8	6,3
São Tomé and Principe	5	0	0,0	0,0	6	1	6	4,3
Sénégal	3	1	4,7	0,0	4	4	4	4,0
Serbie	5	5	0,1	43,4	7	6	3	5,3
Seychelles	3	0	0,0	0,0	4	8	5	5,7
Sierra Leone	5	0	0,0	0,0	3	6	5	4,7
Singapour	9	4	0,0	38,6	10	9	9	9,3
Slovaquie	9	3	1,0	45,3	2	4	7	4,3
Slovénie	6	3	2,9	0,0	3	8	6	5,7
Soudan	4	0	0,0	0,0	0	6	5	3,7
Sri Lanka	3	3	0,0	3,1	4	5	7	5,3
Suède	6	4	0,0	100,0	6	4	7	5,7
Suisse	6	5	0,0	24,5	0	5	4	3,0
Suriname	5	0	0,0	0,0	2	2	5	3,0
Swaziland	6	5	0,0	39,0	1	1	5	2,3
Syrie	5	0	0,0	0,0	6	5	2	4,3
Tadjikistan	4	0	0,0	0,0	0	0	5	1,7
Taiwan, Chine	4	5	0,0	59,5	8	4	4	5,3
Tanzanie	5	0	0,0	0,0	3	4	7	4,7
Tchad	4	1	0,2	0,0	3	4	7	4,7
Thaïland	5	5	0,0	21,7	10	2	6	6,0
Timor-Leste	3	0	0,0	0,0	7	1	3	3,7
Togo	3	1	3,6	0,0	4	3	5	4,0
Tonga	5	0	0,0	0,0	3	3	8	4,7
Trinité-et-Tobago	6	3	0,0	31,5	4	9	7	6,7
Tunisie	3	3	11,6	0,0	0	4	6	3,3
Turquie	3	5	6,7	..	8	4	4	5,3
Ukraine	8	0	0,0	0,0	1	3	7	3,7
Uruguay	4	6	13,2	85,3	3	4	8	5,0
Vanuatu	5	0	0,0	0,0	5	6	5	5,3
Venezuela	4	0	0,0	0,0	3	3	2	2,7
Vietnam	4	3	2,7	0,0	4	0	2	2,0
Yemen	3	2	0,1	0,0	6	4	3	4,3
Zambie	7	0	0,0	0,0	3	6	7	5,3
Zimbabwe	6	0	0,0	0,0	8	1	4	4,3

Économie	Paiement des taxes et impôts			Commerce transfrontalier					
	Paielements (nombre par année)	Délai (heures par année)	Total à payer (% du bénéfice brut)	Documents à l'export (nombre)	Délai à l'export (jours)	Coût à l'export (US\$ par containeur)	Documents à l'import (nombre)	Délai à l'import (jours)	Coût à l'import (US\$ par containeur)
Afghanistan	2	275	36,3	7	66	2.500	11	88	2.100
Afrique du Sud	23	350	38,3	5	31	850	9	34	850
Albanie	41	240	55,8	7	34	818	12	34	820
Algérie	61	504	76,4	9	15	1.606	9	22	1.886
Allemagne	32	105	57,1	4	6	731	4	6	750
Angola	42	272	64,4	6	74	1.800	10	85	2.225
Antigua-et-Barbuda	44	528	48,5	5	13	1.056	6	15	1.467
Arabie saoudite	14	75	14,9	5	13	654	9	34	604
Argentine	34	615	116,8	6	16	1.470	7	21	1.750
Arménie	50	1120	42,5	7	34	1.600	6	37	1.750
Australie	11	107	52,2	6	9	795	5	12	945
Autriche	20	272	56,1	4	8	803	5	9	843
Azerbaïdjan	36	1000	44,9	7	69	2.275	18	79	2.575
Bangladesh	17	400	40,3	7	35	902	16	57	1.287
Belgique	10	160	70,1	5	7	1.350	6	9	1.300
Belize	40	108	31,7	7	13	1.800	14	15	2.130
Bénin	72	270	68,5	8	35	980	11	48	1.452
Bhoutan	19	274	43,0	10	39	1.230	14	42	1.950
Biélorussie	125	1188	186,1	7	33	1.472	7	36	1.472
Bolivie	41	1080	80,3	12	26	1.110	12	36	1.230
Bosnie-Herzégovine	73	100	50,4	5	22	1.150	7	25	1.150
Botswana	24	140	53,3	6	37	524	9	42	1.159
Brésil	23	2600	71,7	7	18	895	6	24	1.145
Bulgarie	27	616	40,7	7	26	1.233	10	25	1.201
Burkina Faso	45	270	51,1	9	69	1.215	13	66	1.700
Burundi	40	140	286,7	12	80	3.625	14	124	3.705
Cambodge	27	121	22,3	8	36	736	12	45	816
Cameroun	39	1300	46,2	10	38	524	14	51	1.360
Canada	10	119	43,0	3	7	700	4	10	850
Cap-Vert	49	100	54,4	4	18	533	9	16	533
Chili	10	432	26,3	7	20	510	9	24	510
Chine	44	872	77,1	6	18	335	12	22	375
Cisjordanie et Gaza	50	154	31,5	7	27	705	7	41	755
Colombie	68	456	82,8	6	34	1.745	11	35	1.773
Comores	20	100	47,5	9	28	1.481	8	22	1.481
Corée	27	290	30,9	5	12	780	8	12	1.040
Costa Rica	41	402	83,0	7	36	660	13	42	660
Côte d'Ivoire	71	270	45,7	9	21	781	19	48	1.395
Croatie	39	196	37,1	7	26	1.250	9	18	1.250
Danemark	18	135	31,5	3	5	540	3	5	540
Djibouti	36	114	41,7	15	25	2.035	14	26	2.035
Dominique	30	65	34,8	7	11	1.477	13	17	1.512
Égypte	41	536	50,4	8	20	1.014	8	25	1.049
El Salvador	66	224	27,4	7	22	515	12	30	515
Émirats arabes unis	15	12	15,0	4	18	392	6	16	398
Équateur	8	600	34,9	12	20	1.090	11	41	1.090
Érythrée	18	216	86,3	11	69	935	18	69	1.185
Espagne	7	602	59,1	4	9	1.050	5	10	1.050
Estonie	11	104	50,2	5	3	640	6	5	640
États-Unis	10	325	46,0	6	9	625	5	9	625
Ethiopie	20	212	32,8	8	46	1.700	11	52	2.455
Fidji	34	145	40,1	7	22	418	12	22	1.170
Finlande	19	264	47,9	4	7	420	3	7	420
France	33	128	68,2	4	15	886	5	15	886
Gabon	27	272	48,3	4	19	4	10	26	4.031
Gambie	47	376	291,4	4	19	422	8	23	494
Géorgie	35	423	37,8	8	13	1.370	11	15	1.370
Ghana	35	304	32,3	5	21	822	9	42	842
Grèce	33	204	60,2	7	29	1.328	11	34	1.443

Économie	Paiement des taxes et impôts			Commerce transfrontalier					
	Paiements (nombre par année)	Délai (heures par année)	Total à payer (% du bénéfice brut)	Documents à l'export (nombre)	Délai à l'export (jours)	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	Documents à l'import (nombre)	Délai à l'import (jours)	Coût à l'import (US\$ par conteneur)
Grenade	30	140	42,8	6	19	858	6	20	984
Guatemala	50	294	40,9	9	20	1.785	7	33	1.985
Guinée	55	416	49,4	7	43	510	12	56	2.785
Guinée équatoriale	48	212	62,4	6	26	1.203	6	50	1.203
Guinée-Bissau	47	208	47,5	8	27	1.656	9	26	1.749
Guyana	45	288	44,2	8	42	3.606	11	54	3.656
Haiti	53	160	40,5	8	58	1.298	9	60	1.304
Honduras	48	424	51,4	6	28	500	15	39	670
Hong Kong, Chine	4	80	28,8	2	6	425	2	5	425
Hongrie	24	304	59,3	6	23	922	10	24	1.137
Inde	59	264	81,1	10	27	864	15	41	1.244
Indonesie	52	576	37,2	7	25	546	10	30	675
Iran	28	292	46,4	5	26	700	11	38	1.220
Iraq	13	312	38,7	10	105	1.010	19	135	2.060
Irlande	8	76	25,8	5	7	1.146	4	14	1.139
Islande	18	140	27,9	7	15	469	6	15	443
Israël	33	225	39,1	5	15	340	5	16	700
Italie	15	360	76,0	8	15	1.253	16	21	1.291
Jamaïque	72	414	52,3	6	19	1.750	7	20	1.350
Japon	15	350	52,8	5	11	789	7	11	847
Jordanie	26	101	31,9	7	24	720	12	22	955
Kazakhstan	34	156	45,0	14	93	2.780	18	87	2.880
Kenya	17	432	74,2	11	25	1.980	9	45	2.325
Kiribati	16	120	34,4	3	11	1.300	2	8	1.300
Koweït	14	118	55,7	5	18	675	11	27	1.170
Lesotho	21	352	25,6	6	46	1.270	9	51	1.270
Lettonie	8	320	42,6	6	11	965	5	12	965
Liban	33	208	37,3	6	22	969	12	34	752
Lituanie	13	162	48,4	5	6	704	12	17	782
Macédoine	54	96	43,5	10	32	1.070	10	35	1.07
Madagascar	25	304	43,2	8	48	982	11	48	1.282
Malaisie	35	190	35,2	6	20	481	12	22	428
Malawi	29	878	32,6	8	44	1.565	16	60	1.590
Maldives	1	0	9,3	8	15	1	9	21	1.784
Mali	60	270	50,0	10	66	1.752	16	61	2.680
Maroc	28	468	52,7	6	18	700	11	30	1.500
Marshall (îles)	20	128	66,6	..	..	..	9	15	2.115
Maurice (île)	7	158	24,8	5	16	683	7	16	683
Mauritanie	61	696	104,3	9	25	3.733	7	40	3.733
Mexique	49	552	37,1	6	17	1.049	8	26	2.152
Micronésie	9	128	61,3	..	..	..	7	21	895
Moldavie	44	250	48,8	7	33	1.185	7	35	1.285
Mongolie	42	204	32,2	11	66	3.007	10	74	3.030
Montenegro	75	208	33,9	6	19	1.515	8	17	1.715
Mozambique	36	230	39,2	6	39	1.516	16	38	1.616
Namibie	34	..	25,6	9	32	1.672	14	25	1.549
Népal	35	408	32,8	7	44	1.599	10	37	1.800
Nicaragua	64	240	66,4	5	36	1.020	5	38	1.020
Niger	44	270	46,0	..	..	..	19	89	3.266
Nigéria	35	1120	31,4	11	25	798	13	45	1.460
Norvège	3	87	46,1	4	7	518	4	7	468
Nouvelle-Zélande	9	70	36,5	5	8	355	9	13	555
Oman	14	52	20,2	9	23	987	13	27	987
Ouganda	31	237	32,2	12	42	1.050	19	67	2.945
Ouzbékistan	130	152	122,3	10	44	2.550	18	139	3.970
Pakistan	47	560	43,4	8	24	996	12	19	1.005
Palau	18	128	74,6	7	20	860	9	27	860
Panama	59	560	52,4	9	16	920	9	13	920
Papouasie-Nouvelle-Guinée	44	198	44,3	5	30	584	10	32	642

Économie	Paiement des taxes et impôts			Commerce transfrontalier					
	Paielements (nombre par année)	Délai (heures par année)	Total à payer (% du bénéfice brut)	Documents à l'export (nombre)	Délai à l'export (jours)	Coût à l'export (US\$ par containeur)	Documents à l'import (nombre)	Délai à l'import (jours)	Coût à l'import (US\$ par containeur)
Paraguay	33	328	43,2	9	34	685	13	31	1.077
Pays-Bas	22	250	48,1	5	7	875	4	8	950
Pérou	53	424	40,8	7	24	800	13	31	820
Philippines	59	94	53,0	6	18	1.336	7	20	1.336
Pologne	43	175	38,4	6	19	2.260	7	26	2.260
Porto Rico	17	140	40,9	9	15	535	10	19	535
Portugal	7	328	47,0	4	14	495	9	17	994
RDP Lao	31	180	32,5	12	66	1.420	16	78	1.690
République centrafricaine	54	504	209,5	9	63	1.502	19	60	1.572
Rép. démocratique du Congo	34	312	235,4	8	64	3.120	12	92	3.308
République dominicaine	87	178	67,9	7	17	770	11	17	990
République du Congo	94	576	57,3	12	50	1.732	15	62	2.201
République kirghize	89	204	67,4	..	..	..	18	127	3.032
République tchèque	14	930	49,0	5	20	713	8	22	833
Roumanie	89	198	48,9	4	14	1.300	4	14	1.200
Royaume-Unis	7	105	35,4	5	12	676	4	12	756
Russie	23	256	54,2	8	39	2.237	8	38	2.237
Rwanda	43	168	41,1	14	60	3.840	20	95	4.080
Saint-Kitts-et-Nevis	23	368	52,7	8	11	706	8	13	756
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	21	208	33,6	7	15	756	6	13	1.354
Sainte Lucie	16	41	31,5	5	9	1.053	8	19	1.163
Salomon (Iles)	33	80	33,6	8	15	805	5	12	788
Samoa	36	224	22,1	7	15	1.120	8	19	1.265
São Tomé and Principe	42	424	55,2	8	27	490	10	29	577
Sénégal	59	696	47,7	6	22	978	10	26	1.674
Serbie	41	168	38,9	6	11	1.240	8	12	1.440
Seychelles	15	76	48,8	6	17	1.842	7	19	1.842
Sierra Leone	20	399	277,0	7	29	2.075	7	33	2.218
Singapour	16	30	28,8	5	6	382	6	3	333
Slovaquie	30	344	48,9	9	20	1.015	8	21	1.050
Slovénie	34	272	39,4	9	20	1.070	11	24	1.107
Soudan	66	180	37,1	12	56	1.870	13	83	1.970
Sri Lanka	61	256	74,9	8	25	797	13	27	789
Suède	5	122	57,0	4	6	831	3	6	831
Suisse	13	68	24,9	4	17	1.238	5	18	1.333
Suriname	17	199	27,8	7	16	905	7	15	815
Swaziland	34	104	39,5	9	9	1.857	14	35	1.950
Syrie	21	336	35,5	9	40	1.300	11	49	1.962
Tadjikistan	55	224	87,0	14	72	4.300	10	44	3.550
Taiwan, Chine	15	1104	35,8	8	14	747	8	14	747
Tanzanie	48	248	45,0	3	24	822	10	39	917
Tchad	65	122	68,2	7	87	1.860	14	111	2.400
Thaïland	46	104	40,2	9	24	848	12	22	1.042
Timor-Leste	15	640	59,2	6	32	700	11	37	700
Togo	51	270	48,3	7	32	463	9	41	695
Tonga	22	164	56,2	6	12	265	9	17	360
Trinité-et-Tobago	28	114	37,2	5	9	693	7	13	1.093
Tunisie	45	268	58,8	5	18	770	8	29	600
Turquie	18	254	46,3	9	20	513	13	25	735
Ukraine	98	2185	60,3	6	33	1.009	10	46	1.025
Uruguay	41	300	27,6	9	22	552	9	25	666
Vanuatu	32	120	14,4	9	12	1.565	16	14	1.975
Venezuela	68	864	51,9	8	32	525	13	67	900
Vietnam	32	1050	41,6	6	35	701	9	36	887
Yemen	32	248	48,0	6	33	1.129	9	31	1.475
Zambie	36	131,5	22,2	16	60	2.500	19	62	2.640
Zimbabwe	59	216	37,0	9	52	3.175	15	66	4.565

Économie	Exécution des contrats			Fermeture d'entreprise		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% de la créance)	Délai (années)	Coût (% de la valeur du patrimoine)	Taux de recouvrement (cents par dollar)
Afghanistan	..	1642	25,0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Afrique du Sud	26	600	11,5	2,0	18	34,4
Albanie	39	390	22,6	4,0	38	26,4
Algérie	49	397	10,3	2,5	7	41,7
Allemagne	30	394	10,5	1,2	8	53,1
Angola	47	1011	11,2	6,2	22	2,0
Antigua-et-Barbuda	48	297	10,7	3,0	1	37,3
Arabie saoudite	44	360	20,0	2,8	22	27,3
Argentine	33	520	15,0	2,8	12	36,2
Arménie	24	185	14,0	1,9	4	42,0
Australie	19	181	12,8	1,0	8	79,7
Autriche	23	342	9,0	1,1	18	73,7
Azerbaïdjan	27	267	19,8	2,7	8	32,5
Bangladesh	50	1442	45,7	4,0	8	24,9
Belgique	27	328	9,5	0,9	4	86,4
Belize	51	892	18,0	1,0	23	63,6
Bénin	49	720	29,7	4,0	15	23,7
Bhoutan	34	275	20,2	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Biélorussie	28	225	21,1	5,8	22	25,7
Bolivie	47	591	10,5	1,8	15	37,6
Bosnie-Herzégovine	36	595	19,6	3,3	9	33,7
Botswana	26	501	24,8	1,3	15	64,7
Brésil	42	616	15,5	4,0	12	12,1
Bulgarie	34	440	14,0	3,3	9	34,4
Burkina Faso	41	446	95,4	4,0	9	26,4
Burundi	47	403	32,5	4,0	18	16,5
Cambodge	31	401	121,3	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Cameroun	58	800	36,4	3,2	15	24,1
Canada	17	346	12,0	0,8	4	89,3
Cap-Vert	40	465	15,0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Chili	33	480	16,3	5,6	15	20,0
Chine	31	292	26,8	2,4	22	31,5
Cisjordanie et Gaza	26	700	20,2	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Colombie	37	1346	20,0	3,0	1	57,7
Comores	60	721	29,4	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Corée	29	230	5,5	1,5	4	81,8
Costa Rica	34	615	18,7	3,5	15	17,6
Côte d'Ivoire	25	525	29,5	2,2	18	33,8
Croatie	22	561	10,0	3,1	15	28,9
Danemark	15	190	6,5	3,0	4	70,5
Djibouti	59	1225	27,0	5,0	18	15,9
Dominique	52	681	28,2	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Égypte	55	1010	18,4	4,2	22	16,6
El Salvador	41	626	15,0	4,0	9	29,2
Émirats arabes unis	34	607	18,5	5,1	30	10,4
Équateur	41	498	15,3	8,0	18	12,7
Érythrée	35	305	18,6	1,7	15	0,0
Espagne	23	515	15,7	1,0	15	77,6
Estonie	25	275	11,5	3,0	9	39,9
États-Unis	17	300	7,7	1,5	7	77,0
Éthiopie	30	690	14,8	2,4	15	36,9
Fidji	26	397	62,1	1,8	38	20,8
Finlande	27	228	5,9	0,9	4	89,1
France	21	331	11,8	1,9	9	48,0
Gabon	32	880	9,8	5,0	15	13,9
Gambie	26	247	35,9	3,0	15	31,4
Géorgie	24	285	20,5	3,3	4	27,5
Ghana	29	552	13,0	1,9	22	24,7
Grèce	22	730	12,7	2,0	9	46,3

Économie	Exécution des contrats			Fermeture d'entreprise		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% de la créance)	Délai (années)	Coût (% de la valeur du patrimoine)	Taux de recouvrement (cents par dollar)
Grenade	50	583	22,1	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Guatemala	36	1459	26,5	3,0	15	28,3
Guinée	44	276	43,8	3,8	8	17,5
Guinée équatoriale	38	553	14,5	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Guinée-Bissau	40	1140	27,0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Guyana	30	661	24,2	2,0	42	13,7
Haiti	35	368	32,6	5,7	30	4,0
Honduras	36	480	30,4	3,8	8	23,0
Hong Kong, Chine	16	211	14,2	1,1	9	78,9
Hongrie	21	335	9,6	2,0	15	39,7
Inde	56	1420	35,7	10,0	9	13,0
Indonesie	34	570	126,5	5,5	18	11,8
Iran	23	520	12,0	4,5	9	19,7
Iraq	65	520	15,3	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Irlande	18	217	21,1	0,4	9	87,9
Islande	14	352	5,9	1,0	4	79,7
Israël	31	585	22,1	4,0	23	43,9
Italie	40	1210	17,6	1,2	22	39,7
Jamaïque	18	415	27,8	1,1	18	64,3
Japon	20	242	9,5	0,6	4	92,7
Jordanie	43	342	16,2	4,3	9	28,2
Kazakhstan	37	183	11,5	3,3	18	23,6
Kenya	25	360	41,3	4,5	22	14,6
Kiribati	26	660	71,0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Koweït	52	390	13,3	4,2	1	34,5
Lesotho	58	695	10,6	2,6	8	36,6
Lettonie	21	240	11,8	3,0	13	34,8
Liban	39	721	27,8	4,0	22	19,0
Lituanie	24	166	8,6	1,7	7	50,5
Macédoine	27	385	32,8	3,7	28	15,5
Madagascar	29	591	22,8	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Malaisie	31	450	21,3	2,3	15	38,7
Malawi	40	337	136,5	2,6	30	13,2
Maldives	28	665	16,2	6,7	4	18,2
Mali	28	860	45,0	3,6	18	23,7
Maroc	42	615	16,5	1,8	18	35,1
Marshall (îles)	34	432	26,5	2,0	38	17,9
Maurice (île)	37	630	15,7	1,7	15	34,3
Mauritanie	40	400	17,9	8,0	9	7,8
Mexique	37	415	20,0	1,8	18	63,2
Micronésie	25	775	77,0	5,3	38	3,1
Moldavie	37	310	16,2	2,8	9	29,4
Mongolie	29	314	17,6	4,0	8	18,0
Montenegro	49	545	15,0	2,0	9	41,0
Mozambique	38	1010	132,1	5,0	9	15,0
Namibie	31	270	28,3	1,5	15	41,3
Népal	28	590	24,4	5,0	9	24,5
Nicaragua	20	486	21,8	2,2	15	34,3
Niger	33	360	42,0	5,0	18	14,2
Nigéria	23	457	27,0	1,5	22	32,1
Norvège	14	277	9,0	0,9	1	91,1
Nouvelle-Zélande	28	109	10,9	2,0	4	68,6
Oman	41	598	12,9	4,0	4	35,4
Ouganda	19	484	35,2	2,2	30	40,4
Ouzbékistan	35	195	13,5	4,0	10	18,7
Pakistan	55	880	22,6	2,8	4	39,9
Palau	43	622	33,2	1,0	23	38,2
Panama	45	686	50,0	2,5	18	32,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	22	440	110,3	3,0	23	24,1

Économie	Exécution des contrats			Fermeture d'entreprise		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% de la créance)	Délai (années)	Coût (% de la valeur du patrimoine)	Taux de recouvrement (cents par dollar)
Paraguay	46	478	39,8	3,9	9	15,4
Pays-Bas	22	408	15,9	1,7	1	86,3
Pérou	35	300	34,7	3,1	7	31,8
Philippines	25	600	16,0	5,7	38	4,0
Pologne	41	980	10,0	3,0	22	27,9
Porto Rico	43	620	16,1	3,8	8	56,0
Portugal	24	495	14,5	2,0	9	75,0
RDP Lao	53	443	30,3	5,0	76	0,0
République centrafricaine	45	660	43,7	4,8	76	0,0
Rép. démocratique du Congo	51	685	156,8	5,2	22	4,9
République dominicaine	29	460	35,0	3,5	38	7,4
République du Congo	47	560	45,6	3,0	24	19,4
République kirghize	44	140	12,0	4,0	15	14,9
République tchèque	21	820	14,1	9,2	15	18,5
Roumanie	43	335	10,7	4,6	9	19,9
Royaume-Unis	19	229	16,8	1,0	6	85,2
Russie	31	178	13,5	3,8	9	28,7
Rwanda	27	310	43,2	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Saint-Kitts-et-Nevis	49	578	17,1	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	52	394	22,2	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Sainte Lucie	51	635	31,2	2,0	9	42,2
Salomon (Îles)	25	455	69,8	1,0	38	23,3
Samoa	30	455	15,3	2,5	38	15,2
São Tomé and Príncipe	67	405	69,5	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Sénégal	33	780	23,8	3,0	7	31,6
Serbie	33	635	12,7	2,7	23	22,6
Seychelles	29	720	13,0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Sierra Leone	58	515	227,3	2,6	42	8,7
Singapour	29	120	14,6	0,8	1	91,3
Slovaquie	27	565	15,7	4,0	18	48,1
Slovénie	25	1350	15,2	2,0	8	44,9
Soudan	67	770	20,6	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Sri Lanka	20	837	21,3	2,2	18	35,6
Suède	19	208	5,9	2,0	9	75,7
Suisse	22	215	11,0	3,0	4	47,1
Suriname	29	1290	15,9	5,0	30	7,1
Swaziland	31	972	20,1	2,0	15	36,9
Syrie	47	872	21,9	4,1	9	29,6
Tadjikistan	46	257	10,3	3,0	9	39,1
Taiwan, Chine	28	510	16,6	0,8	4	89,5
Tanzanie	21	393	51,5	3,0	22	21,9
Tchad	52	743	54,9	10,0	63	0,0
Thaïlande	26	425	17,5	2,7	36	42,6
Timor-Leste	69	1170	183,1	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Togo	37	535	24,3	3,0	15	27,2
Tonga	30	510	47,0	2,7	22	25,6
Trinité-et-Tobago	37	1340	30,5	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0,0
Tunisie	21	481	17,3	1,3	7	51,2
Turquie	34	420	17,4	5,9	7	9,8
Ukraine	28	183	16,0	2,9	42	8,7
Uruguay	39	655	15,9	2,1	7	43,2
Vanuatu	24	430	64,0	2,6	38	40,0
Venezuela	41	435	28,7	4,0	38	6,7
Vietnam	37	295	31,0	5,0	15	18,0
Yemen	37	360	10,5	3,0	8	28,6
Zambie	21	404	28,7	3,1	9	22,0
Zimbabwe	33	410	26,9	3,3	22	0,1

AFGHANISTAN		Asie du Sud	RNB par habitant (US\$)	270	
Facilité de faire des affaires (classement)	162	Revenu faible	Population (m)	24,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	17	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	169	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	152
Procédures (nombre)	3	Procédures (nombre)	11	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	8	Délai (jours)	252	Délai à l'export (jours)	66
Coût (% du revenu par habitant)	67,4	Coût (% valeur du bien)	9,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	2.500
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	11
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	174	Délai à l'import (jours)	88
<b>Octroi de licences</b> (classement)	..	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	0	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2.100
Procédures (nombre)	..	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	..	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	165
Coût (% du revenu par habitant)	..	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	
				Délai (jours)	1642
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	74	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	173	Coût (% de la créance)	25,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	67	Indice de divulgation de l'information (0–10)	0		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	2	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	46	Indice de protection des investisseurs (0–10)	0,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	30		
		Paievements (nombre par année)	2		
		Délai (heures par année)	275		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,3		
AFRIQUE DU SUD		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	4.960	
Facilité de faire des affaires (classement)	29	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	45,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	57	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	69	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	67
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	35	Délai (jours)	23	Délai à l'export (jours)	31
Coût (% du revenu par habitant)	6,9	Coût (% valeur du bien)	8,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	850
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	33	Délai à l'import (jours)	34
<b>Octroi de licences</b> (classement)	45	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	850
Procédures (nombre)	17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	174	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	43
Coût (% du revenu par habitant)	33,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	53,0	Procédures (nombre)	26
				Délai (jours)	600
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	87	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	9	Coût (% de la créance)	11,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	65
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	41	Indice de protection des investisseurs (0–10)	8,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	2			Taux de recouvrement (cents par dollar)	34,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	24	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	74		
		Paievements (nombre par année)	23		
		Délai (heures par année)	350		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	38,3		
ALBANIE		Europe de l'Est et Asie centrale	RNB par habitant (US\$)	2.580	
Facilité de faire des affaires (classement)	120	Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	3,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	121	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	76	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	101
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	39	Délai (jours)	47	Délai à l'export (jours)	34
Coût (% du revenu par habitant)	22,4	Coût (% valeur du bien)	3,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	818
Capital minimum (% du revenu par habitant)	36,7			Documents à l'import (nombre)	12
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	48	Délai à l'import (jours)	34
<b>Octroi de licences</b> (classement)	161	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	9	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	820
Procédures (nombre)	22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	344	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	99
Coût (% du revenu par habitant)	286,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	390
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	113	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	162	Coût (% de la créance)	22,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	0		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	89
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	38	Indice de protection des investisseurs (0–10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	31			Taux de recouvrement (cents par dollar)	26,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	64	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	125		
		Paievements (nombre par année)	41		
		Délai (heures par année)	240		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	55,8		

ALGÉRIE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		2.730		
Facilité de faire des affaires (classement)		116	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		32,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		120	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		152	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		109
Procédures (nombre)		14	Procédures (nombre)		15	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		24	Délai (jours)		51	Délai à l'export (jours)		15
Coût (% du revenu par habitant)		21,5	Coût (% valeur du bien)		7,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.606
Capital minimum (% du revenu par habitant)		46,0				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		22
<b>Octroi de licences</b> (classement)		117	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.886
Procédures (nombre)		25	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		244	Couverture du registre public (% des adultes)		0,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		61
Coût (% du revenu par habitant)		58,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		49
						Délai (jours)		397
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		93	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		10,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		41
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		45	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		27				Taux de recouvrement (cents par dollar)		41,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		169			
			Palements (nombre par année)		61			
			Délai (heures par année)		504			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		76,4			

ALLEMAGNE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		34.580		
Facilité de faire des affaires (classement)		21	Revenu élevé		Population (m)		82,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		66	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		42	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		7
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		24	Délai (jours)		40	Délai à l'export (jours)		6
Coût (% du revenu par habitant)		5,1	Coût (% valeur du bien)		4,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		731
Capital minimum (% du revenu par habitant)		46,2				Documents à l'import (nombre)		4
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		3	Délai à l'import (jours)		6
<b>Octroi de licences</b> (classement)		21	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		750
Procédures (nombre)		11	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		133	Couverture du registre public (% des adultes)		0,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		29
Coût (% du revenu par habitant)		89,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		93,9	Procédures (nombre)		30
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		83	Délai (jours)		394
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		129	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5	Coût (% de la créance)		10,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		28
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Délai (années)		1,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		44				Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		19	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		73	Taux de recouvrement (cents par dollar)		53,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		69	Palements (nombre par année)		32			
			Délai (heures par année)		105			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		57,1			

ANGOLA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		1.350		
Facilité de faire des affaires (classement)		156	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		15,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		170	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		161	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		146
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		124	Délai (jours)		334	Délai à l'export (jours)		74
Coût (% du revenu par habitant)		486,7	Coût (% valeur du bien)		11,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.800
Capital minimum (% du revenu par habitant)		74,1				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		85
<b>Octroi de licences</b> (classement)		146	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.225
Procédures (nombre)		15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		326	Couverture du registre public (% des adultes)		2,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		133
Coût (% du revenu par habitant)		1239,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		47
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		46	Délai (jours)		1011
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		167	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5	Coût (% de la créance)		11,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		149
Indice de difficulté de licencier (0–100)		80	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Délai (années)		6,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		64				Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		8	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		142	Taux de recouvrement (cents par dollar)		2,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		58	Palements (nombre par année)		42			
			Délai (heures par année)		272			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		64,4			

ANTIGUA-ET-BARBUDA		Amérique latine et Caraïbes	RNB par habitant (US\$)	10.920	
Facilité de faire des affaires (classement)	33	Revenu élevé	Population (m)	0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	22	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	71	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	47
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	21	Délai (jours)	26	Délai à l'export (jours)	13
Coût (% du revenu par habitant)	12,5	Coût (% valeur du bien)	13,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.056
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	101	Délai à l'import (jours)	15
<b>Octroi de licences</b> (classement)	15	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.467
Procédures (nombre)	12	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	139	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	47
Coût (% du revenu par habitant)	27,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	48
				Délai (jours)	297
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	40	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	19	Coût (% de la créance)	10,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	54
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	10	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	9			Taux de recouvrement (cents par dollar)	37,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	52	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	145		
		Paiements (nombre par année)	44		
		Délai (heures par année)	528		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,5		

ARABIE SAOUDITE		Moyen Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (US\$)	11.770	
Facilité de faire des affaires (classement)	38	Revenu élevé	Population (m)	24,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	156	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	4	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	33
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	39	Délai (jours)	4	Délai à l'export (jours)	13
Coût (% du revenu par habitant)	58,6	Coût (% valeur du bien)	0,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	654
Capital minimum (% du revenu par habitant)	1057,5			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	65	Délai à l'import (jours)	34
<b>Octroi de licences</b> (classement)	44	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	605
Procédures (nombre)	18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	125	Couverture du registre public (% des adultes)	0,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	97
Coût (% du revenu par habitant)	70,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	12,5	Procédures (nombre)	44
				Délai (jours)	360
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	21	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	20,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	87
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	1	Délai (années)	2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	7	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11			Taux de recouvrement (cents par dollar)	27,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	80	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	6		
		Paiements (nombre par année)	14		
		Délai (heures par année)	75		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	14,9		

ARGENTINE		Amérique latine et Caraïbes	RNB par habitant (US\$)	4.470	
Facilité de faire des affaires (classement)	101	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	38,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	106	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	74	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	71
Procédures (nombre)	15	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	32	Délai (jours)	44	Délai à l'export (jours)	16
Coût (% du revenu par habitant)	12,1	Coût (% valeur du bien)	8,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.470
Capital minimum (% du revenu par habitant)	5,6			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	48	Délai à l'import (jours)	21
<b>Octroi de licences</b> (classement)	125	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.750
Procédures (nombre)	23	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	288	Couverture du registre public (% des adultes)	25,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	68
Coût (% du revenu par habitant)	46,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	33
				Délai (jours)	520
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	138	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	15,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	58
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	41	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	12
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	23			Taux de recouvrement (cents par dollar)	36,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)	139	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	161		
		Paiements (nombre par année)	34		
		Délai (heures par année)	615		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	116,8		

ARMÉNIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		1.470	
Facilité de faire des affaires (classement)	34	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		3,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	46	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	2	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	119		
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	7		
Délai (jours)	24	Délai (jours)	4	Délai à l'export (jours)	34		
Coût (% du revenu par habitant)	5,1	Coût (% valeur du bien)	0,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.600		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	3,3			Documents à l'import (nombre)	6		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	65	Délai à l'import (jours)	37		
<b>Octroi de licences</b> (classement)	36	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.750		
Procédures (nombre)	18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	3				
Délai (jours)	112	Couverture du registre public (% des adultes)	1,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	18		
Coût (% du revenu par habitant)	43,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	24		
				Délai (jours)	185		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	41	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	83	Coût (% de la créance)	14,0		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	40		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	1,9		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	31	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	18			Taux de recouvrement (cents par dollar)	42,0		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	148				
		Paiements (nombre par année)	50				
		Délai (heures par année)	1120				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	42,5				
AUSTRALIE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		32.220	
Facilité de faire des affaires (classement)	8	Revenu élevé		Population (m)		20,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	2	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	27	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	23		
Procédures (nombre)	2	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6		
Délai (jours)	2	Délai (jours)	5	Délai à l'export (jours)	9		
Coût (% du revenu par habitant)	1,8	Coût (% valeur du bien)	4,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	795		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	3	Délai à l'import (jours)	12		
<b>Octroi de licences</b> (classement)	29	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	9	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	945		
Procédures (nombre)	17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5				
Délai (jours)	140	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	7		
Coût (% du revenu par habitant)	13,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	19		
				Délai (jours)	181		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	9	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	46	Coût (% de la créance)	12,8		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	12		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	1,0		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	3	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	21			Taux de recouvrement (cents par dollar)	79,7		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	35				
		Paiements (nombre par année)	11				
		Délai (heures par année)	107				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	52,2				
AUTRICHE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		36.980	
Facilité de faire des affaires (classement)	30	Revenu élevé		Population (m)		8,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	74	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	28	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	15		
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	4		
Délai (jours)	29	Délai (jours)	32	Délai à l'export (jours)	8		
Coût (% du revenu par habitant)	5,6	Coût (% valeur du bien)	4,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	803		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	59,6			Documents à l'import (nombre)	5		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	21	Délai à l'import (jours)	9		
<b>Octroi de licences</b> (classement)	50	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	843		
Procédures (nombre)	14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	6				
Délai (jours)	195	Couverture du registre public (% des adultes)	1,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	14		
Coût (% du revenu par habitant)	79,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	39,9	Procédures (nombre)	23		
				Délai (jours)	342		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	103	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	142	Coût (% de la créance)	9,0		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	2				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	19		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	1,1		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	37	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	31			Taux de recouvrement (cents par dollar)	73,7		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	102				
		Paiements (nombre par année)	20				
		Délai (heures par année)	272				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	56,1				

AZERBAÏDJAN		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		1.240		
Facilité de faire des affaires (classement)		99	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		8,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		96	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		59	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		158
Procédures (nombre)		15	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		53	Délai (jours)		61	Délai à l'export (jours)		69
Coût (% du revenu par habitant)		9,5	Coût (% valeur du bien)		0,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2.275
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		18
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		21	Délai à l'import (jours)		79
<b>Octroi de licences</b> (classement)		162	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.575
Procédures (nombre)		28	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		212	Couverture du registre public (% des adultes)		1,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		34
Coût (% du revenu par habitant)		977,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		27
						Délai (jours)		267
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		66	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		19,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		70
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		38	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		32,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		136			
			Paie­ments (nombre par année)		36			
			Délai (heures par année)		1000			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		44,9			
BANGLADESH		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		470		
Facilité de faire des affaires (classement)		88	Revenu faible		Population (m)		141,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		68	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		167	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		134
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		37	Délai (jours)		425	Délai à l'export (jours)		35
Coût (% du revenu par habitant)		87,6	Coût (% valeur du bien)		10,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		902
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		16
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		48	Délai à l'import (jours)		57
<b>Octroi de licences</b> (classement)		67	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.287
Procédures (nombre)		13	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		185	Couverture du registre public (% des adultes)		0,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		174
Coût (% du revenu par habitant)		272,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		50
						Délai (jours)		1442
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		75	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		15	Coût (% de la créance)		45,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		93
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		30	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		24,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		51	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		72			
			Paie­ments (nombre par année)		17			
			Délai (heures par année)		400			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		40,3			
BELGIQUE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		35.700		
Facilité de faire des affaires (classement)		20	Revenu élevé		Population (m)		10,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		37	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		158	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		36
Procédures (nombre)		4	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		27	Délai (jours)		132	Délai à l'export (jours)		7
Coût (% du revenu par habitant)		5,8	Coût (% valeur du bien)		12,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.350
Capital minimum (% du revenu par habitant)		21,8				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		48	Délai à l'import (jours)		9
<b>Octroi de licences</b> (classement)		48	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.300
Procédures (nombre)		15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		184	Couverture du registre public (% des adultes)		56,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		21
Coût (% du revenu par habitant)		61,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		27
						Délai (jours)		328
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		23	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		12	Coût (% de la créance)		9,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		8
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		0,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		20	Indice de protection des investisseurs (0–10)		7,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		55				Taux de recouvrement (cents par dollar)		86,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		16	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		60			
			Paie­ments (nombre par année)		10			
			Délai (heures par année)		160			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		70,1			

BELIZE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		3.500		
Facilité de faire des affaires (classement)		56	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		0,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		103	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		117	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		111
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		45	Délai (jours)		60	Délai à l'export (jours)		13
Coût (% du revenu par habitant)		57,5	Coût (% valeur du bien)		5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.800
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		14
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		15
<b>Octroi de licences</b> (classement)		4	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.130
Procédures (nombre)		12	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		66	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		150
Coût (% du revenu par habitant)		30,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		51
						Délai (jours)		892
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		14	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		18,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		24
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		10	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		23
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		8				Taux de recouvrement (cents par dollar)		63,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		33			
			Palements (nombre par année)		40			
			Délai (heures par année)		108			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		31,7			

BÉNIN		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		510		
Facilité de faire des affaires (classement)		137	Revenu faible		Population (m)		8,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		126	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		85	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		130
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		31	Délai (jours)		50	Délai à l'export (jours)		35
Coût (% du revenu par habitant)		173,3	Coût (% valeur du bien)		15,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		980
Capital minimum (% du revenu par habitant)		379,1				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		48
<b>Octroi de licences</b> (classement)		133	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.452
Procédures (nombre)		16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		333	Couverture du registre public (% des adultes)		10,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		162
Coût (% du revenu par habitant)		338,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		49
						Délai (jours)		720
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		121	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		46	Coût (% de la créance)		29,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		39	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		98
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		46	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		29				Taux de recouvrement (cents par dollar)		23,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		36	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		162			
			Palements (nombre par année)		72			
			Délai (heures par année)		270			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		68,5			

BHOUTAN		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		870		
Facilité de faire des affaires (classement)		138	Revenu faible		Population (m)		0,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		79	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		41	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		150
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		62	Délai (jours)		93	Délai à l'export (jours)		39
Coût (% du revenu par habitant)		16,6	Coût (% valeur du bien)		0,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.230
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		14
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159	Délai à l'import (jours)		42
<b>Octroi de licences</b> (classement)		145	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.950
Procédures (nombre)		26	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		204	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		56
Coût (% du revenu par habitant)		263,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		275
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		116	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		20,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		39	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		1				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		95	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		68			
			Palements (nombre par année)		19			
			Délai (heures par année)		274			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		43,0			

BIÉLORUSSIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		2.760		
Facilité de faire des affaires (classement)		129	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		9,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		148	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		96	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		113
Procédures (nombre)		16	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		69	Délai (jours)		231	Délai à l'export (jours)		33
Coût (% du revenu par habitant)		26,1	Coût (% valeur du bien)		0,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.472
Capital minimum (% du revenu par habitant)		36,4				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		36
<b>Octroi de licences</b> (classement)		84	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.472
Procédures (nombre)		18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		354	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		36
Coût (% du revenu par habitant)		17,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		28
						Délai (jours)		225
						Coût (% de la créance)		21,1
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		31	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142			
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		91
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		3	Délai (années)		5,8
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7	Taux de recouvrement (cents par dollar)		25,7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		39						
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		175			
			Paie­ments (nombre par année)		125			
			Délai (heures par année)		1188			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		186,1			
BOLIVIE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		1.010		
Facilité de faire des affaires (classement)		131	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		9,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		149	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		115	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		135
Procédures (nombre)		15	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		12
Délai (jours)		50	Délai (jours)		92	Délai à l'export (jours)		26
Coût (% du revenu par habitant)		140,6	Coût (% valeur du bien)		5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.110
Capital minimum (% du revenu par habitant)		3,8				Documents à l'import (nombre)		12
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		36
<b>Octroi de licences</b> (classement)		57	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.230
Procédures (nombre)		14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		183	Couverture du registre public (% des adultes)		11,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		98
Coût (% du revenu par habitant)		196,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		32,3	Procédures (nombre)		47
						Délai (jours)		591
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		174	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		10,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		61	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		53
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Délai (années)		1,8
Indice de difficulté de licencier (0–100)		100	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		74	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Taux de recouvrement (cents par dollar)		37,6
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		14						
Coût de licenciement (semaines de salaire)		100	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		166			
			Paie­ments (nombre par année)		41			
			Délai (heures par année)		1080			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		80,3			
BOSNIE-HERZÉGOVINE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		2.440		
Facilité de faire des affaires (classement)		95	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		3,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		141	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		139	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		56
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		54	Délai (jours)		331	Délai à l'export (jours)		22
Coût (% du revenu par habitant)		37,0	Coût (% valeur du bien)		5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.150
Capital minimum (% du revenu par habitant)		52,0				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		7	Délai à l'import (jours)		25
<b>Octroi de licences</b> (classement)		160	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.150
Procédures (nombre)		16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		467	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		117
Coût (% du revenu par habitant)		2423,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		22,9	Procédures (nombre)		36
						Délai (jours)		595
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		95	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		83	Coût (% de la créance)		19,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		69
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	Délai (années)		3,3
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		42	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Taux de recouvrement (cents par dollar)		33,7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		15						
Coût de licenciement (semaines de salaire)		33	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		111			
			Paie­ments (nombre par année)		73			
			Délai (heures par année)		100			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		50,4			

BOTSWANA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		5.180		
Facilité de faire des affaires (classement)		48	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		1,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		93	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		34	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		89
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		108	Délai (jours)		30	Délai à l'export (jours)		37
Coût (% du revenu par habitant)		10,6	Coût (% valeur du bien)		4,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		524
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		13	Délai à l'import (jours)		42
<b>Octroi de licences</b> (classement)		136	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.159
Procédures (nombre)		24	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		169	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		77
Coût (% du revenu par habitant)		457,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		43,2	Procédures (nombre)		26
						Délai (jours)		501
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		62	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		24,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		22
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		1,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		20	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		64,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		90	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		67			
			Palements (nombre par année)		24			
			Délai (heures par année)		140			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		53,3			
BRÉSIL		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		3.460		
Facilité de faire des affaires (classement)		121	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		186,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		115	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		124	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		53
Procédures (nombre)		17	Procédures (nombre)		14	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		152	Délai (jours)		47	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		9,9	Coût (% valeur du bien)		4,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		895
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		24
<b>Octroi de licences</b> (classement)		139	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.145
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		460	Couverture du registre public (% des adultes)		9,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		120
Coût (% du revenu par habitant)		179,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		43,0	Procédures (nombre)		42
						Délai (jours)		616
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		99	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		15,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		67	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		135
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		42	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		12
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		37				Taux de recouvrement (cents par dollar)		12,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		37	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		151			
			Palements (nombre par année)		23			
			Délai (heures par année)		2600			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		71,7			
BULGARIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		3.450		
Facilité de faire des affaires (classement)		54	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		7,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		85	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		65	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		104
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		9	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		32	Délai (jours)		19	Délai à l'export (jours)		26
Coût (% du revenu par habitant)		7,9	Coût (% valeur du bien)		2,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.233
Capital minimum (% du revenu par habitant)		91,3				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		33	Délai à l'import (jours)		25
<b>Octroi de licences</b> (classement)		140	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.201
Procédures (nombre)		22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		226	Couverture du registre public (% des adultes)		20,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		52
Coût (% du revenu par habitant)		270,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		..	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		440
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		100	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		33	Coût (% de la créance)		14,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		50	Indice de divulgation de l'information (0–10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		64
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		47	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		30				Taux de recouvrement (cents par dollar)		34,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		107			
			Palements (nombre par année)		27			
			Délai (heures par année)		616			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		40,7			

BURKINA FASO		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		400		
Facilité de faire des affaires (classement)		163	Revenu faible		Population (m)		13,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		131	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		164	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		154
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		34	Délai (jours)		107	Délai à l'export (jours)		69
Coût (% du revenu par habitant)		120,8	Coût (% valeur du bien)		16,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.215
Capital minimum (% du revenu par habitant)		481,4				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		66
<b>Octroi de licences</b> (classement)		168	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.700
Procédures (nombre)		32	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		226	Couverture du registre public (% des adultes)		2,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		143
Coût (% du revenu par habitant)		1247,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		41
						Délai (jours)		446
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		153	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		99	Coût (% de la créance)		95,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)		83	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		90
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		64	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		20				Taux de recouvrement (cents par dollar)		26,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		34	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		129			
			Paiements (nombre par année)		45			
			Délai (heures par année)		270			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		51,1			

BURUNDI		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		100		
Facilité de faire des affaires (classement)		166	Revenu faible		Population (m)		7,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		109	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		132	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		171
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		12
Délai (jours)		43	Délai (jours)		94	Délai à l'export (jours)		80
Coût (% du revenu par habitant)		222,4	Coût (% valeur du bien)		17,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		3.625
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		14
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159	Délai à l'import (jours)		124
<b>Octroi de licences</b> (classement)		164	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3.705
Procédures (nombre)		18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		302	Couverture du registre public (% des adultes)		0,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		137
Coût (% du revenu par habitant)		8808,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		47
						Délai (jours)		403
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		132	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		..	Coût (% de la créance)		32,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		..			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		..	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		121
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		..	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		59	Indice de protection des investisseurs (0–10)		..	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		7				Taux de recouvrement (cents par dollar)		16,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		123			
			Paiements (nombre par année)		40			
			Délai (heures par année)		140			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		286,7			

CAMBODGE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		380		
Facilité de faire des affaires (classement)		143	Revenu faible		Population (m)		14,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		159	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		100	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		114
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		86	Délai (jours)		56	Délai à l'export (jours)		36
Coût (% du revenu par habitant)		236,4	Coût (% valeur du bien)		4,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		736
Capital minimum (% du revenu par habitant)		66,2				Documents à l'import (nombre)		12
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		174	Délai à l'import (jours)		45
<b>Octroi de licences</b> (classement)		159	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		0	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		816
Procédures (nombre)		28	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		181	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		118
Coût (% du revenu par habitant)		1640,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		31
						Délai (jours)		401
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		124	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		121,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		2	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		49	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		39	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		16			
			Paiements (nombre par année)		27			
			Délai (heures par année)		121			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		22,3			

CAMEROUN		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		1.010		
Facilité de faire des affaires (classement)		152	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		16,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		152	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		131	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		140
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		37	Délai (jours)		93	Délai à l'export (jours)		38
Coût (% du revenu par habitant)		152,2	Coût (% valeur du bien)		18,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		524
Capital minimum (% du revenu par habitant)		187,3				Documents à l'import (nombre)		14
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		51
<b>Octroi de licences</b> (classement)		151	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.360
Procédures (nombre)		15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		444	Couverture du registre public (% des adultes)		3,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		170
Coût (% du revenu par habitant)		1165,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		58
						Délai (jours)		800
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		135	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		36,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)		28	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		96
Indice de difficulté de licencier (0–100)		80	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		3,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		56	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		16				Taux de recouvrement (cents par dollar)		24,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		33	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		143			
			Palements (nombre par année)		39			
			Délai (heures par année)		1300			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		46,2			
CANADA		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		32.600		
Facilité de faire des affaires (classement)		4	Revenu élevé		Population (m)		32,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		1	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		22	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		8
Procédures (nombre)		2	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		3
Délai (jours)		3	Délai (jours)		10	Délai à l'export (jours)		7
Coût (% du revenu par habitant)		0,9	Coût (% valeur du bien)		1,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		700
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		4
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		7	Délai à l'import (jours)		10
<b>Octroi de licences</b> (classement)		32	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		850
Procédures (nombre)		15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		77	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		16
Coût (% du revenu par habitant)		117,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		17
						Délai (jours)		346
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		13	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		5	Coût (% de la créance)		12,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		5
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		0,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		4	Indice de protection des investisseurs (0–10)		8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		14				Taux de recouvrement (cents par dollar)		89,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		28	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		22			
			Palements (nombre par année)		10			
			Délai (heures par année)		119			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		43,0			
CAP-VERT		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		1.870		
Facilité de faire des affaires (classement)		125	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		144	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		122	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		20
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		52	Délai (jours)		83	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		45,6	Coût (% valeur du bien)		7,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		533
Capital minimum (% du revenu par habitant)		60,7				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		16
<b>Octroi de licences</b> (classement)		93	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		533
Procédures (nombre)		17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		141	Couverture du registre public (% des adultes)		11,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		80
Coût (% du revenu par habitant)		1526,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		40
						Délai (jours)		465
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		137	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		135	Coût (% de la créance)		15,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		44	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		100			
			Palements (nombre par année)		49			
			Délai (heures par année)		100			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		54,4			

CHILI		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		5.870		
Facilité de faire des affaires (classement)		28	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		16,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		32	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		30	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		44
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		27	Délai (jours)		31	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		9,8	Coût (% valeur du bien)		1,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		510
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		33	Délai à l'import (jours)		24
<b>Octroi de licences</b> (classement)		40	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		510
Procédures (nombre)		12	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		171	Couverture du registre public (% des adultes)		31,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		73
Coût (% du revenu par habitant)		114,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		19,3	Procédures (nombre)		33
						Délai (jours)		480
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		58	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		19	Coût (% de la créance)		16,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		107
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		5,6
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		24	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		3				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		52	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		37			
			Paiements (nombre par année)		10			
			Délai (heures par année)		432			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		26,3			

CHINE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		1.740		
Facilité de faire des affaires (classement)		93	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		1304,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		128	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		21	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		38
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		35	Délai (jours)		32	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		9,3	Coût (% valeur du bien)		3,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		335
Capital minimum (% du revenu par habitant)		213,1				Documents à l'import (nombre)		12
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		101	Délai à l'import (jours)		22
<b>Octroi de licences</b> (classement)		153	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		375
Procédures (nombre)		29	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		367	Couverture du registre public (% des adultes)		10,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		63
Coût (% du revenu par habitant)		84,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		31
						Délai (jours)		292
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		78	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		83	Coût (% de la créance)		26,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		75
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		2,4
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		24	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		44				Taux de recouvrement (cents par dollar)		31,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		168			
			Paiements (nombre par année)		44			
			Délai (heures par année)		872			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		77,1			

CISJORDANIE ET GAZA		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		953		
Facilité de faire des affaires (classement)		127	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		3,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		173	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		118	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		65
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		10	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		93	Délai (jours)		72	Délai à l'export (jours)		27
Coût (% du revenu par habitant)		324,7	Coût (% valeur du bien)		2,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		705
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1889,6				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		41
<b>Octroi de licences</b> (classement)		108	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		755
Procédures (nombre)		21	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		134	Couverture du registre public (% des adultes)		0,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		100
Coût (% du revenu par habitant)		823,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		26
						Délai (jours)		700
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		97	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		99	Coût (% de la créance)		20,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		31	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		13				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		55			
			Paiements (nombre par année)		50			
			Délai (heures par année)		154			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		31,5			

COLOMBIE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2.290		
Facilité de faire des affaires (classement)		79	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		45,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		90	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		56	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		128
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		44	Délai (jours)		23	Délai à l'export (jours)		34
Coût (% du revenu par habitant)		19,8	Coût (% valeur du bien)		3,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.745
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		35
<b>Octroi de licences</b> (classement)		60	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.773
Procédures (nombre)		12	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		150	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		141
Coût (% du revenu par habitant)		646,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		28,3	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		1346
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		77	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		33	Coût (% de la créance)		20,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		22	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		26
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		28				Taux de recouvrement (cents par dollar)		57,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		59	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		172			
			Palements (nombre par année)		68			
			Délai (heures par année)		456			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		82,8			
COMORES		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		640		
Facilité de faire des affaires (classement)		144	Revenu faible		Population (m)		0,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		136	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		83	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		118
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		23	Délai (jours)		24	Délai à l'export (jours)		28
Coût (% du revenu par habitant)		192,3	Coût (% valeur du bien)		20,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.481
Capital minimum (% du revenu par habitant)		291,7				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159	Délai à l'import (jours)		22
<b>Octroi de licences</b> (classement)		68	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.481
Procédures (nombre)		17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		196	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		167
Coût (% du revenu par habitant)		80,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		60
						Délai (jours)		721
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		149	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		83	Coût (% de la créance)		29,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)		39	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		46	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		100	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		34			
			Palements (nombre par année)		20			
			Délai (heures par année)		100			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		47,5			
CORÉE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		15.830		
Facilité de faire des affaires (classement)		23	Revenu élevé		Population (m)		48,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		116	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		67	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		28
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		22	Délai (jours)		11	Délai à l'export (jours)		12
Coût (% du revenu par habitant)		15,2	Coût (% valeur du bien)		6,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		780
Capital minimum (% du revenu par habitant)		299,7				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		21	Délai à l'import (jours)		12
<b>Octroi de licences</b> (classement)		28	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.040
Procédures (nombre)		14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		52	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		17
Coût (% du revenu par habitant)		175,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		76,6	Procédures (nombre)		29
						Délai (jours)		230
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		110	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		5,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		11
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		34	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		18				Taux de recouvrement (cents par dollar)		81,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		48			
			Palements (nombre par année)		27			
			Délai (heures par année)		290			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		30,9			

COSTA RICA		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		4.590		
Facilité de faire des affaires (classement)		105	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		4,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		99	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		37	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		100
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		77	Délai (jours)		21	Délai à l'export (jours)		36
Coût (% du revenu par habitant)		23,5	Coût (% valeur du bien)		3,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		660
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		33	Délai à l'import (jours)		42
<b>Octroi de licences</b> (classement)		57	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		660
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		119	Couverture du registre public (% des adultes)		2,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		114
Coût (% du revenu par habitant)		140,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		39,2	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		615
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		65	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		156	Coût (% de la créance)		18,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		118
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		2	Délai (années)		3,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		32	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		26				Taux de recouvrement (cents par dollar)		17,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		35	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		160			
			Paie­ments (nombre par année)		41			
			Délai (heures par année)		402			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		83,0			
COTE D'IVOIRE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		840		
Facilité de faire des affaires (classement)		141	Revenu faible		Population (m)		18,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		154	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		101	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		132
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		45	Délai (jours)		32	Délai à l'export (jours)		21
Coût (% du revenu par habitant)		134,1	Coût (% valeur du bien)		14,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		781
Capital minimum (% du revenu par habitant)		226,7				Documents à l'import (nombre)		19
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		143	Délai à l'import (jours)		48
<b>Octroi de licences</b> (classement)		158	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.395
Procédures (nombre)		22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		569	Couverture du registre public (% des adultes)		3,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		92
Coût (% du revenu par habitant)		196,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		25
						Délai (jours)		525
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		133	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		99	Coût (% de la créance)		29,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		68
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		45	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		18				Taux de recouvrement (cents par dollar)		33,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		49	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		134			
			Paie­ments (nombre par année)		71			
			Délai (heures par année)		270			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		45,7			
CROATIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		8.060		
Facilité de faire des affaires (classement)		124	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		4,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		100	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		109	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		92
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		45	Délai (jours)		399	Délai à l'export (jours)		26
Coût (% du revenu par habitant)		12,2	Coût (% valeur du bien)		5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.250
Capital minimum (% du revenu par habitant)		20,6				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		18
<b>Octroi de licences</b> (classement)		170	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.250
Procédures (nombre)		28	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		278	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		28
Coût (% du revenu par habitant)		1164,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		22
						Délai (jours)		561
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		130	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		156	Coût (% de la créance)		10,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		61	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		80
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		2	Délai (années)		3,1
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		50	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		39	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		58			
			Paie­ments (nombre par année)		39			
			Délai (heures par année)		196			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		37,1			

DANEMARK		OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	47.390	
Facilité de faire des affaires (classement)	7	Revenu élevé	Population (m)	5,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	14	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	36	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	3
Procédures (nombre)	3	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	3
Délai (jours)	5	Délai (jours)	42	Délai à l'export (jours)	5
Coût (% du revenu par habitant)	0,0	Coût (% valeur du bien)	0,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	540
Capital minimum (% du revenu par habitant)	44,6			Documents à l'import (nombre)	3
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	13	Délai à l'import (jours)	5
<b>Octroi de licences</b> (classement)	6	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	540
Procédures (nombre)	7	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	70	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	1
Coût (% du revenu par habitant)	67,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	11,5	Procédures (nombre)	13
				Délai (jours)	190
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	15	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	19	Coût (% de la créance)	6,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	20
Indice de difficulté de licencier (0–100)	10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	17	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	1			Taux de recouvrement (cents par dollar)	70,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)	10	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	15		
		Palements (nombre par année)	18		
		Délai (heures par année)	135		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	31,5		
DJIBOUTI		Moyen Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (US\$)	1.020	
Facilité de faire des affaires (classement)	161	Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	0,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	157	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	137	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	148
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	15
Délai (jours)	37	Délai (jours)	49	Délai à l'export (jours)	25
Coût (% du revenu par habitant)	222,0	Coût (% valeur du bien)	13,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	2.035
Capital minimum (% du revenu par habitant)	571,4			Documents à l'import (nombre)	14
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	26
<b>Octroi de licences</b> (classement)	106	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2.035
Procédures (nombre)	15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	203	Couverture du registre public (% des adultes)	0,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	169
Coût (% du revenu par habitant)	1050,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	59
				Délai (jours)	1225
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	125	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	168	Coût (% de la créance)	27,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	67	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	122
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	0	Délai (années)	5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	46	Indice de protection des investisseurs (0–10)	2,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	16			Taux de recouvrement (cents par dollar)	15,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	51		
		Palements (nombre par année)	36		
		Délai (heures par année)	114		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	41,7		
DOMINIQUE		Amérique latine et Caraïbes	RNB par habitant (US\$)	3.790	
Facilité de faire des affaires (classement)	72	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	24	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	78	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	97
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	19	Délai (jours)	40	Délai à l'export (jours)	11
Coût (% du revenu par habitant)	30,0	Coût (% valeur du bien)	13,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.477
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	13
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	101	Délai à l'import (jours)	17
<b>Octroi de licences</b> (classement)	51	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.512
Procédures (nombre)	11	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	195	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	159
Coût (% du revenu par habitant)	82,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	52
				Délai (jours)	681
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	50	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	19	Coût (% de la créance)	28,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	17	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	7			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	58	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	20		
		Palements (nombre par année)	30		
		Délai (heures par année)	65		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	34,8		

ÉGYPTE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		1.250
Facilité de faire des affaires (classement)	165	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		74,0
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	125	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	141	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	83	
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	8	
Délai (jours)	19	Délai (jours)	193	Délai à l'export (jours)	20	
Coût (% du revenu par habitant)	68,8	Coût (% valeur du bien)	5,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.014	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	694,7			Documents à l'import (nombre)	8	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	159	Délai à l'import (jours)	25	
<b>Octroi de licences</b> (classement)	169	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	1	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.049	
Procédures (nombre)	30	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	2			
Délai (jours)	263	Couverture du registre public (% des adultes)	1,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	157	
Coût (% du revenu par habitant)	1002,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	55	
				Délai (jours)	1010	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	144	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	118	Coût (% de la créance)	18,4	
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	120	
Indice de difficulté de licencier (0–100)	100	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	4,2	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	53	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	26			Taux de recouvrement (cents par dollar)	16,6	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	186	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	144			
		Paiements (nombre par année)	41			
		Délai (heures par année)	536			
		Total à payer (% du bénéfice brut)	50,4			

EL SALVADOR		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2.450
Facilité de faire des affaires (classement)	71	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		6,9
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	123	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	49	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	58	
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7	
Délai (jours)	26	Délai (jours)	33	Délai à l'export (jours)	22	
Coût (% du revenu par habitant)	75,6	Coût (% valeur du bien)	3,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	515	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	119,7			Documents à l'import (nombre)	12	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	33	Délai à l'import (jours)	30	
<b>Octroi de licences</b> (classement)	90	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	515	
Procédures (nombre)	22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	6			
Délai (jours)	144	Couverture du registre public (% des adultes)	30,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	116	
Coût (% du revenu par habitant)	201,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	79,6	Procédures (nombre)	41	
				Délai (jours)	626	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	70	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	15,0	
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	79	
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	4,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	24	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	9			Taux de recouvrement (cents par dollar)	29,2	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	86	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	85			
		Paiements (nombre par année)	66			
		Délai (heures par année)	224			
		Total à payer (% du bénéfice brut)	27,4			

ÉMIRATS ARABES UNIS		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		23.770
Facilité de faire des affaires (classement)	77	Revenu élevé		Population (m)		4,5
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	155	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	8	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	10	
Procédures (nombre)	12	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	4	
Délai (jours)	63	Délai (jours)	6	Délai à l'export (jours)	18	
Coût (% du revenu par habitant)	36,4	Coût (% valeur du bien)	2,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	392	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	338,2			Documents à l'import (nombre)	6	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	16	
<b>Octroi de licences</b> (classement)	79	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	398	
Procédures (nombre)	21	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	2			
Délai (jours)	125	Couverture du registre public (% des adultes)	1,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	112	
Coût (% du revenu par habitant)	210,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	34	
				Délai (jours)	607	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	57	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	118	Coût (% de la créance)	18,5	
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	137	
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	2	Délai (années)	5,1	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	20	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	30	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	10,4	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	84	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	3			
		Paiements (nombre par année)	15			
		Délai (heures par année)	12			
		Total à payer (% du bénéfice brut)	15,0			

ÉQUATEUR		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2.630		
Facilité de faire des affaires (classement)		123	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		13,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		139	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		84	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		126
Procédures (nombre)		14	Procédures (nombre)		10	Documents à l'export (nombre)		12
Délai (jours)		65	Délai (jours)		20	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		31,8	Coût (% valeur du bien)		3,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.090
Capital minimum (% du revenu par habitant)		7,7				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		41
<b>Octroi de licences</b> (classement)		60	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.090
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		149	Couverture du registre public (% des adultes)		15,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		96
Coût (% du revenu par habitant)		83,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		43,7	Procédures (nombre)		4
						Délai (jours)		498
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		161	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		135	Coût (% de la créance)		15,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		134
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		8,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		51	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		12				Taux de recouvrement (cents par dollar)		12,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		135	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		53			
			Palements (nombre par année)		8			
			Délai (heures par année)		600			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		34,9			

ÉRYTHRÉE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		220		
Facilité de faire des affaires (classement)		170	Revenu faible		Population (m)		4,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		168	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		153	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		151
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		12	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		76	Délai (jours)		101	Délai à l'export (jours)		69
Coût (% du revenu par habitant)		115,9	Coût (% valeur du bien)		5,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		935
Capital minimum (% du revenu par habitant)		449,8				Documents à l'import (nombre)		18
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159	Délai à l'import (jours)		69
<b>Octroi de licences</b> (classement)		173	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.185
Procédures (nombre)		AUCUN CAS	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		AUCUN CAS	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		58
Coût (% du revenu par habitant)		AUCUN CAS	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		305
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		55	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		99	Coût (% de la créance)		18,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		20	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		69	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		101			
			Palements (nombre par année)		18			
			Délai (heures par année)		216			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		86,3			

ESPAGNE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		25.360		
Facilité de faire des affaires (classement)		39	Revenu élevé		Population (m)		43,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		102	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		33	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		25
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		47	Délai (jours)		17	Délai à l'export (jours)		9
Coût (% du revenu par habitant)		16,2	Coût (% valeur du bien)		7,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.050
Capital minimum (% du revenu par habitant)		14,6				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		21	Délai à l'import (jours)		10
<b>Octroi de licences</b> (classement)		53	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.050
Procédures (nombre)		11	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		277	Couverture du registre public (% des adultes)		44,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		42
Coût (% du revenu par habitant)		65,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		7,4	Procédures (nombre)		23
						Délai (jours)		515
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		161	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		83	Coût (% de la créance)		15,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		15
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		63	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		30				Taux de recouvrement (cents par dollar)		77,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		56	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		112			
			Palements (nombre par année)		7			
			Délai (heures par année)		602			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		59,1			

ESTONIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		9.100		
Facilité de faire des affaires (classement)		17	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		1,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		51	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		23	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		6
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		35	Délai (jours)		51	Délai à l'export (jours)		3
Coût (% du revenu par habitant)		5,1	Coût (% valeur du bien)		0,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		640
Capital minimum (% du revenu par habitant)		34,3				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		48	Délai à l'import (jours)		5
<b>Octroi de licences</b> (classement)		13	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		640
Procédures (nombre)		13	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		117	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		20
Coût (% du revenu par habitant)		34,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		18,2	Procédures (nombre)		25
						Délai (jours)		275
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		151	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		33	Coût (% de la créance)		11,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		47
Indice de difficulté de licencier (0–100)		60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		58	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		34				Taux de recouvrement (cents par dollar)		39,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		35	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		29			
			Paiements (nombre par année)		11			
			Délai (heures par année)		104			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		50,2			

ÉTATS-UNIS		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		43.740		
Facilité de faire des affaires (classement)		3	Revenu élevé		Population (m)		296,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		3	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		10	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		11
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		5	Délai (jours)		12	Délai à l'export (jours)		9
Coût (% du revenu par habitant)		0,7	Coût (% valeur du bien)		0,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		625
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		7	Délai à l'import (jours)		9
<b>Octroi de licences</b> (classement)		22	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		625
Procédures (nombre)		18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		69	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		6
Coût (% du revenu par habitant)		16,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		17
						Délai (jours)		300
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		1	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		5	Coût (% de la créance)		7,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		16
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		0	Indice de protection des investisseurs (0–10)		8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		8				Taux de recouvrement (cents par dollar)		77,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		63			
			Paiements (nombre par année)		10			
			Délai (heures par année)		325			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		46,0			

ÉTHIOPIE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		160		
Facilité de faire des affaires (classement)		97	Revenu faible		Population (m)		71,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		95	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		146	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		149
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		13	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		16	Délai (jours)		43	Délai à l'export (jours)		46
Coût (% du revenu par habitant)		45,9	Coût (% valeur du bien)		7,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.700
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1083,8				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		52
<b>Octroi de licences</b> (classement)		59	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.455
Procédures (nombre)		12	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		133	Couverture du registre public (% des adultes)		0,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		82
Coût (% du revenu par habitant)		1235,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		690
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		79	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		14,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		55
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		2,4
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		34	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		36,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		40	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		31			
			Paiements (nombre par année)		20			
			Délai (heures par année)		212			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,8			

<b>FIDJI</b>		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	3.280
Facilité de faire des affaires (classement)	31	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	0,8
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	55	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	71	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	70
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	46	Délai (jours)	48	Délai à l'export (jours)	22
Coût (% du revenu par habitant)	25,8	Coût (% valeur du bien)	12,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	418
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	12
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	21	Délai à l'import (jours)	22
<b>Octroi de licences</b> (classement)	27	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.170
Procédures (nombre)	16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	114	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	86
Coût (% du revenu par habitant)	41,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	33,4	Procédures (nombre)	26
				Délai (jours)	397
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	28	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	19	Coût (% de la créance)	62,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)	22	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	106
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	21	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	9			Taux de recouvrement (cents par dollar)	20,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	28	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	49		
		Paievements (nombre par année)	34		
		Délai (heures par année)	145		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	40,1		

<b>FINLANDE</b>		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	37.460
Facilité de faire des affaires (classement)	14	Revenu élevé		Population (m)	5,2
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	18	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	15	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	2
Procédures (nombre)	3	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	14	Délai (jours)	14	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	1,1	Coût (% valeur du bien)	4,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	420
Capital minimum (% du revenu par habitant)	27,1			Documents à l'import (nombre)	3
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	21	Délai à l'import (jours)	7
<b>Octroi de licences</b> (classement)	35	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	420
Procédures (nombre)	17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	56	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	13
Coût (% du revenu par habitant)	108,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	14,9	Procédures (nombre)	27
				Délai (jours)	228
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	111	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	46	Coût (% de la créance)	5,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	6
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	0,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	48	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	25			Taux de recouvrement (cents par dollar)	89,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	26	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	75		
		Paievements (nombre par année)	19		
		Délai (heures par année)	264		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	47,9		

<b>FRANCE</b>		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	34.810
Facilité de faire des affaires (classement)	35	Revenu élevé		Population (m)	60,7
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	12	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	160	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	26
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	8	Délai (jours)	183	Délai à l'export (jours)	15
Coût (% du revenu par habitant)	1,1	Coût (% valeur du bien)	6,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	886
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	48	Délai à l'import (jours)	15
<b>Octroi de licences</b> (classement)	26	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	886
Procédures (nombre)	10	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	155	Couverture du registre public (% des adultes)	12,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	19
Coût (% du revenu par habitant)	75,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	21
				Délai (jours)	331
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	134	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	60	Coût (% de la créance)	11,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)	67	Indice de divulgation de l'information (0–10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	32
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	1,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	56	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	47			Taux de recouvrement (cents par dollar)	48,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	32	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	92		
		Paievements (nombre par année)	33		
		Délai (heures par année)	128		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	68,2		

<b>GABON</b>		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	5.010
Facilité de faire des affaires (classement)	132	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	1,4
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	142	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	149	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	112
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	60	Délai (jours)	60	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	162,8	Coût (% valeur du bien)	10,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	4.000
Capital minimum (% du revenu par habitant)	36,1			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	101	Délai à l'import (jours)	26
<b>Octroi de licences</b> (classement)	54	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	4.031
Procédures (nombre)	13	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	2		
Délai (jours)	268	Couverture du registre public (% des adultes)	2,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	77
Coût (% du revenu par habitant)	45,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	32
				Délai (jours)	880
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	159	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	9,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)	17	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	130
Indice de difficulté de licencier (0–100)	80	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	59	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	20			Taux de recouvrement (cents par dollar)	13,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	43	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	94		
		Paiements (nombre par année)	27		
		Délai (heures par année)	272		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,3		
<b>GAMBIE</b>		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	290
Facilité de faire des affaires (classement)	113	Revenu faible		Population (m)	1,5
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	124	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	130	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	24
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	27	Délai (jours)	371	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	292,1	Coût (% valeur du bien)	7,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	422
Capital minimum (% du revenu par habitant)	119,7			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	143	Délai à l'import (jours)	23
<b>Octroi de licences</b> (classement)	73	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	494
Procédures (nombre)	17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	145	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	53
Coût (% du revenu par habitant)	276,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	26
		<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	162	Délai (jours)	247
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	25	Indice de divulgation de l'information (0–10)	2	Coût (% de la créance)	35,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	76
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Indice de protection des investisseurs (0–10)	2,7	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	27			Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	165	Taux de recouvrement (cents par dollar)	31,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	9	Paiements (nombre par année)	47		
		Délai (heures par année)	376		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	291,4		
<b>GÉORGIE</b>		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)	1.350
Facilité de faire des affaires (classement)	37	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	4,5
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	36	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	16	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	95
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	16	Délai (jours)	9	Délai à l'export (jours)	13
Coût (% du revenu par habitant)	10,9	Coût (% valeur du bien)	0,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.370
Capital minimum (% du revenu par habitant)	3,7			Documents à l'import (nombre)	11
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	48	Délai à l'import (jours)	15
<b>Octroi de licences</b> (classement)	42	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.370
Procédures (nombre)	17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	3		
Délai (jours)	137	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	32
Coût (% du revenu par habitant)	71,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	24
		<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	135	Délai (jours)	285
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	6	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4	Coût (% de la créance)	20,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	86
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,0	Délai (années)	3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	7			Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	20	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	104	Taux de recouvrement (cents par dollar)	27,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	Paiements (nombre par année)	35		
		Délai (heures par année)	423		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,8		

<b>GHANA</b>		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	
Facilité de faire des affaires (classement)	94	Revenu faible		Population (m)	22,1
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	145	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	113	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	61
Procédures (nombre)	12	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	81	Délai (jours)	382	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	49,6	Coût (% valeur du bien)	1,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	822
Capital minimum (% du revenu par habitant)	23,2			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	42
<b>Octroi de licences</b> (classement)	83	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	842
Procédures (nombre)	16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	127	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	50
Coût (% du revenu par habitant)	1314,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	29
				Délai (jours)	552
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	120	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	33	Coût (% de la créance)	13,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	94
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	1,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	34	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	24,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	178	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	77		
		Palements (nombre par année)	35		
		Délai (heures par année)	304		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	32,3		
<b>GRÈCE</b>		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	
Facilité de faire des affaires (classement)	109	Revenu élevé		Population (m)	11,1
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	140	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	94	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	123
Procédures (nombre)	15	Procédures (nombre)	12	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	38	Délai (jours)	23	Délai à l'export (jours)	29
Coût (% du revenu par habitant)	24,2	Coût (% valeur du bien)	3,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.328
Capital minimum (% du revenu par habitant)	116,0			Documents à l'import (nombre)	11
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	83	Délai à l'import (jours)	34
<b>Octroi de licences</b> (classement)	55	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.443
Procédures (nombre)	17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	176	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	48
Coût (% du revenu par habitant)	68,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	37,5	Procédures (nombre)	22
				Délai (jours)	730
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	166	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	156	Coût (% de la créance)	12,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	34
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	58	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	31			Taux de recouvrement (cents par dollar)	46,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	69	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	108		
		Palements (nombre par année)	33		
		Délai (heures par année)	204		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	60,2		
<b>GRENADE</b>		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	
Facilité de faire des affaires (classement)	73	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	0,1
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	50	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	145	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	84
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	52	Délai (jours)	77	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	37,2	Coût (% valeur du bien)	7,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	858
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	83	Délai à l'import (jours)	20
<b>Octroi de licences</b> (classement)	12	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	984
Procédures (nombre)	8	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	142	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	143
Coût (% du revenu par habitant)	36,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	50
				Délai (jours)	583
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	34	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	19	Coût (% de la créance)	22,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	21	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	5			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	29	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	45		
		Palements (nombre par année)	30		
		Délai (heures par année)	140		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	42,8		

GUATEMALA		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2.400	
Facilité de faire des affaires (classement)	118	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		12,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	130	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	26	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	122		
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	9		
Délai (jours)	30	Délai (jours)	37	Délai à l'export (jours)	20		
Coût (% du revenu par habitant)	52,1	Coût (% valeur du bien)	1,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.785		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	26,4			Documents à l'import (nombre)	7		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	48	Délai à l'import (jours)	33		
<b>Octroi de licences</b> (classement)	165	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.985		
Procédures (nombre)	23	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5				
Délai (jours)	390	Couverture du registre public (% des adultes)	16,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	149		
Coût (% du revenu par habitant)	496,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	9,2	Procédures (nombre)	36		
				Délai (jours)	1459		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	105	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	135	Coût (% de la créance)	26,5		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	61	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	83		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	3,0		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	34	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	28,3		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	101	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	122				
		Paiements (nombre par année)	50				
		Délai (heures par année)	294				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	40,9				

GUINÉE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		370	
Facilité de faire des affaires (classement)	157	Revenu faible		Population (m)		9,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	165	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	147	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	129		
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7		
Délai (jours)	49	Délai (jours)	104	Délai à l'export (jours)	43		
Coût (% du revenu par habitant)	186,5	Coût (% valeur du bien)	15,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	510		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	423,4			Documents à l'import (nombre)	12		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	56		
<b>Octroi de licences</b> (classement)	166	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2.785		
Procédures (nombre)	29	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	1				
Délai (jours)	278	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	121		
Coût (% du revenu par habitant)	535,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	44		
				Délai (jours)	276		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	85	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	43,8		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	119		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	2	Délai (années)	3,8		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	41	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	27			Taux de recouvrement (cents par dollar)	17,5		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	26	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	156				
		Paiements (nombre par année)	55				
		Délai (heures par année)	416				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	49,4				

GUINÉE ÉQUATORIALE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		14.497	
Facilité de faire des affaires (classement)	150	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		0,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	162	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	57	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	96		
Procédures (nombre)	20	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6		
Délai (jours)	136	Délai (jours)	23	Délai à l'export (jours)	26		
Coût (% du revenu par habitant)	100,7	Coût (% valeur du bien)	6,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.203		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	13,1			Documents à l'import (nombre)	6		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	143	Délai à l'import (jours)	50		
<b>Octroi de licences</b> (classement)	96	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.203		
Procédures (nombre)	19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	2				
Délai (jours)	156	Couverture du registre public (% des adultes)	2,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	91		
Coût (% du revenu par habitant)	364,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38		
				Délai (jours)	553		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	172	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	83	Coût (% de la créance)	14,5		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	67	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	66	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	23			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	133	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	137				
		Paiements (nombre par année)	48				
		Délai (heures par année)	212				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	62,4				

GUINÉE-BISSAU		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		180					
Facilité de faire des affaires (classement)		173		Revenu faible		Population (m)		1,6			
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		175		<b>Transfert de propriété</b> (classement)		171		<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		125	
Procédures (nombre)		17		Procédures (nombre)		9		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		233		Délai (jours)		211		Délai à l'export (jours)		27	
Coût (% du revenu par habitant)		261,2		Coût (% valeur du bien)		13,2		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.656	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1028,9						Documents à l'import (nombre)		9	
				<b>Obtention de prêts</b> (classement)		143		Délai à l'import (jours)		26	
<b>Octroi de licences</b> (classement)		78		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.749	
Procédures (nombre)		11		Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1					
Délai (jours)		161		Couverture du registre public (% des adultes)		1,0		<b>Exécution des contrats</b> (classement)		154	
Coût (% du revenu par habitant)		2664,9		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		40	
								Délai (jours)		1140	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		173		<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142		Coût (% de la créance)		27,0	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		100		Indice de divulgation de l'information (0–10)		0					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60		Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5		<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		70		Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6		Délai (années)		AUCUN CAS	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		77		Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7		Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22						Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		87		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		109					
				Paielements (nombre par année)		47					
				Délai (heures par année)		208					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		47,5					

GUYANA		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		1.010					
Facilité de faire des affaires (classement)		136		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,8			
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		78		<b>Transfert de propriété</b> (classement)		52		<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		155	
Procédures (nombre)		8		Procédures (nombre)		6		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		46		Délai (jours)		27		Délai à l'export (jours)		42	
Coût (% du revenu par habitant)		100,2		Coût (% valeur du bien)		4,5		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		3.606	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		11	
				<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159		Délai à l'import (jours)		54	
<b>Octroi de licences</b> (classement)		74		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3.656	
Procédures (nombre)		17		Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0					
Délai (jours)		202		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		<b>Exécution des contrats</b> (classement)		122	
Coût (% du revenu par habitant)		94,7		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		30	
								Délai (jours)		661	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		60		<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		151		Coût (% de la créance)		24,2	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		22		Indice de divulgation de l'information (0–10)		5					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20		Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4		<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		131	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20		Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		1		Délai (années)		2,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		21		Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,3		Coût (% de la valeur du patrimoine)		42	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		8						Taux de recouvrement (cents par dollar)		13,7	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		56		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		121					
				Paielements (nombre par année)		45					
				Délai (heures par année)		288					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		44,2					

HAÏTI		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		450					
Facilité de faire des affaires (classement)		139		Revenu faible		Population (m)		8,5			
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		167		<b>Transfert de propriété</b> (classement)		135		<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		138	
Procédures (nombre)		12		Procédures (nombre)		5		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		203		Délai (jours)		683		Délai à l'export (jours)		58	
Coût (% du revenu par habitant)		127,7		Coût (% valeur du bien)		8,7		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.298	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		124,7						Documents à l'import (nombre)		9	
				<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117		Délai à l'import (jours)		60	
<b>Octroi de licences</b> (classement)		60		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.304	
Procédures (nombre)		12		Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2					
Délai (jours)		141		Couverture du registre public (% des adultes)		0,7		<b>Exécution des contrats</b> (classement)		107	
Coût (% du revenu par habitant)		1003,0		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		35	
								Délai (jours)		368	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		37		<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142		Coût (% de la créance)		32,6	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11		Indice de divulgation de l'information (0–10)		4					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40		Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		3		<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		146	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20		Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4		Délai (années)		5,7	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		24		Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7		Coût (% de la valeur du patrimoine)		30	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		11						Taux de recouvrement (cents par dollar)		4,1	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		87					
				Paielements (nombre par année)		53					
				Délai (heures par année)		160					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		40,5					

HONDURAS		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		1.190		
Facilité de faire des affaires (classement)		111	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		7,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		138	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		89	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		85
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		44	Délai (jours)		36	Délai à l'export (jours)		28
Coût (% du revenu par habitant)		60,6	Coût (% valeur du bien)		5,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		500
Capital minimum (% du revenu par habitant)		28,6				Documents à l'import (nombre)		15
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		21	Délai à l'import (jours)		39
<b>Octroi de licences</b> (classement)		88	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		670
Procédures (nombre)		14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		199	Couverture du registre public (% des adultes)		8,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		124
Coût (% du revenu par habitant)		636,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		18,7	Procédures (nombre)		36
						Délai (jours)		480
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		81	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		151	Coût (% de la créance)		30,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)		67	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		102
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		3,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		36	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		23,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		43	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		152			
			Palements (nombre par année)		48			
			Délai (heures par année)		424			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		51,4			

HONG KONG, CHINE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		27.670		
Facilité de faire des affaires (classement)		5	Revenu élevé		Population (m)		6,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		5	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		60	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		1
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		2
Délai (jours)		11	Délai (jours)		54	Délai à l'export (jours)		6
Coût (% du revenu par habitant)		3,3	Coût (% valeur du bien)		5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		425
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		2
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		2	Délai à l'import (jours)		5
<b>Octroi de licences</b> (classement)		64	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		10	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		425
Procédures (nombre)		22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		160	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		10
Coût (% du revenu par habitant)		23,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		64,5	Procédures (nombre)		16
						Délai (jours)		211
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		16	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		3	Coût (% de la créance)		14,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		14
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		0	Indice de protection des investisseurs (0–10)		9,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		5				Taux de recouvrement (cents par dollar)		78,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		62	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		5			
			Palements (nombre par année)		4			
			Délai (heures par année)		80			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		28,8			

HONGRIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		10.030		
Facilité de faire des affaires (classement)		66	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		10,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		87	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		103	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		76
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		38	Délai (jours)		78	Délai à l'export (jours)		23
Coût (% du revenu par habitant)		20,9	Coût (% valeur du bien)		11,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		922
Capital minimum (% du revenu par habitant)		74,2				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		21	Délai à l'import (jours)		24
<b>Octroi de licences</b> (classement)		143	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.137
Procédures (nombre)		25	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		212	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		12
Coût (% du revenu par habitant)		260,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		5,9	Procédures (nombre)		21
						Délai (jours)		335
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		90	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		9,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		48
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		34	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		35				Taux de recouvrement (cents par dollar)		39,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		35	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		118			
			Palements (nombre par année)		24			
			Délai (heures par année)		304			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		59,3			

INDE		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		720		
Facilité de faire des affaires (classement)		134	Revenu faible		Population (m)		1094,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		88	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		110	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		139
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		35	Délai (jours)		62	Délai à l'export (jours)		27
Coût (% du revenu par habitant)		73,7	Coût (% valeur du bien)		7,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		864
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		15
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		41
<b>Octroi de licences</b> (classement)		155	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.244
Procédures (nombre)		20	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		270	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		173
Coût (% du revenu par habitant)		606,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		6,1	Procédures (nombre)		56
						Délai (jours)		1420
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		112	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		33	Coût (% de la créance)		35,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		133
Indice de difficulté de licencier (0–100)		70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		10,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		41	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		13,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		56	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		158			
			Palements (nombre par année)		59			
			Délai (heures par année)		264			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		81,1			

INDONÉSIE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		1.280		
Facilité de faire des affaires (classement)		135	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		220,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		161	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		120	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		60
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		97	Délai (jours)		42	Délai à l'export (jours)		25
Coût (% du revenu par habitant)		86,7	Coût (% valeur du bien)		10,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		546
Capital minimum (% du revenu par habitant)		83,4				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		30
<b>Octroi de licences</b> (classement)		131	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		675
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		224	Couverture du registre public (% des adultes)		8,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		145
Coût (% du revenu par habitant)		311,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,2	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		570
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		140	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		126,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		61	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		136
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		5,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		44	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		11,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		108	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		133			
			Palements (nombre par année)		52			
			Délai (heures par année)		576			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		37,2			

IRAN		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		2.770		
Facilité de faire des affaires (classement)		119	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		67,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		64	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		143	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		87
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		9	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		47	Délai (jours)		36	Délai à l'export (jours)		26
Coût (% du revenu par habitant)		5,4	Coût (% valeur du bien)		10,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		700
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1,3				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		38
<b>Octroi de licences</b> (classement)		167	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.220
Procédures (nombre)		21	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		668	Couverture du registre public (% des adultes)		13,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		33
Coût (% du revenu par habitant)		684,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		23
						Délai (jours)		520
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		141	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		156	Coût (% de la créance)		12,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		109
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		0	Délai (années)		4,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		49	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		23				Taux de recouvrement (cents par dollar)		19,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		96			
			Palements (nombre par année)		28			
			Délai (heures par année)		292			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		46,4			

<b>IRAQ</b>		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)	1.188
Facilité de faire des affaires (classement)	145	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	28,8
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	150	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	37	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	164
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	77	Délai (jours)	8	Délai à l'export (jours)	105
Coût (% du revenu par habitant)	67,6	Coût (% valeur du bien)	6,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.010
Capital minimum (% du revenu par habitant)	57,1			Documents à l'import (nombre)	19
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	143	Délai à l'import (jours)	135
<b>Octroi de licences</b> (classement)	97	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2.060
Procédures (nombre)	14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	216	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	131
Coût (% du revenu par habitant)	833,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	65
				Délai (jours)	520
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	114	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	15,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)	78	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	59	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	12			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	47		
		Paiements (nombre par année)	13		
		Délai (heures par année)	312		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	38,7		
<b>IRLANDE</b>		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	40.150
Facilité de faire des affaires (classement)	10	Revenu élevé		Population (m)	4,2
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	6	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	80	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	30
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	19	Délai (jours)	38	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	0,3	Coût (% valeur du bien)	10,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.146
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	7	Délai à l'import (jours)	14
<b>Octroi de licences</b> (classement)	20	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.139
Procédures (nombre)	10	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	181	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	24
Coût (% du revenu par habitant)	22,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	18
				Délai (jours)	217
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	83	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	5	Coût (% de la créance)	21,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)	28	Indice de divulgation de l'information (0–10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	7
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	9	Délai (années)	0,4
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	33	Indice de protection des investisseurs (0–10)	8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11			Taux de recouvrement (cents par dollar)	87,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	49	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	2		
		Paiements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	76		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	25,8		
<b>ISLANDE</b>		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	46.320
Facilité de faire des affaires (classement)	12	Revenu élevé		Population (m)	0,3
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	16	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	8	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	18
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	5	Délai (jours)	4	Délai à l'export (jours)	15
Coût (% du revenu par habitant)	3,1	Coût (% valeur du bien)	2,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	469
Capital minimum (% du revenu par habitant)	15,9			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	13	Délai à l'import (jours)	15
<b>Octroi de licences</b> (classement)	30	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	443
Procédures (nombre)	19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	111	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	8
Coût (% du revenu par habitant)	15,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	14
				Délai (jours)	352
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	42	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	83	Coût (% de la créance)	5,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	13
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	31	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	12			Taux de recouvrement (cents par dollar)	79,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	13		
		Paiements (nombre par année)	18		
		Délai (heures par année)	140		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	27,9		

ISRAËL		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		18.620	
Facilité de faire des affaires (classement)	26	Revenu élevé		Population (m)			6,9
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	15	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	150	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)			13
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)			5
Délai (jours)	34	Délai (jours)	144	Délai à l'export (jours)			15
Coût (% du revenu par habitant)	5,1	Coût (% valeur du bien)	7,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)			340
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)			5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	7	Délai à l'import (jours)			16
<b>Octroi de licences</b> (classement)	101	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)			700
Procédures (nombre)	21	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5				
Délai (jours)	215	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)			110
Coût (% du revenu par habitant)	91,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)			31
				Délai (jours)			585
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	82	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	5	Coût (% de la créance)			22,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)			36
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	9	Délai (années)			4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	27	Indice de protection des investisseurs (0–10)	8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)			23
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	6			Taux de recouvrement (cents par dollar)			43,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	62				
		Palements (nombre par année)	33				
		Délai (heures par année)	225				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	39,1				

ITALIE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		30.010	
Facilité de faire des affaires (classement)	82	Revenu élevé		Population (m)			57,5
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	52	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	53	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)			110
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)			8
Délai (jours)	13	Délai (jours)	27	Délai à l'export (jours)			15
Coût (% du revenu par habitant)	15,2	Coût (% valeur du bien)	0,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)			1.253
Capital minimum (% du revenu par habitant)	10,4			Documents à l'import (nombre)			16
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	65	Délai à l'import (jours)			21
<b>Octroi de licences</b> (classement)	104	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)			1.291
Procédures (nombre)	17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5				
Délai (jours)	284	Couverture du registre public (% des adultes)	7,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)			141
Coût (% du revenu par habitant)	142,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	67,8	Procédures (nombre)			40
				Délai (jours)			1210
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	101	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	83	Coût (% de la créance)			17,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)	61	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)			49
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)			1,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	54	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)			22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	42			Taux de recouvrement (cents par dollar)			39,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	2	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	117				
		Palements (nombre par année)	15				
		Délai (heures par année)	360				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	76,0				

JAMAÏQUE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		3.400	
Facilité de faire des affaires (classement)	50	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)			2,7
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	10	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	107	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)			74
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)			6
Délai (jours)	8	Délai (jours)	54	Délai à l'export (jours)			19
Coût (% du revenu par habitant)	9,4	Coût (% valeur du bien)	13,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)			1.750
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)			7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	101	Délai à l'import (jours)			20
<b>Octroi de licences</b> (classement)	93	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)			1.350
Procédures (nombre)	14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0				
Délai (jours)	242	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)			46
Coût (% du revenu par habitant)	417,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)			18
				Délai (jours)			415
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	26	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	60	Coût (% de la créance)			27,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)			23
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)			1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	4	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)			18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	12			Taux de recouvrement (cents par dollar)			64,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	61	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	163				
		Palements (nombre par année)	72				
		Délai (heures par année)	414				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	52,3				

JAPON		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		38.980		
Facilité de faire des affaires (classement)		11	Revenu élevé		Population (m)		128,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		18	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		39	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		19
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		23	Délai (jours)		14	Délai à l'export (jours)		11
Coût (% du revenu par habitant)		7,5	Coût (% valeur du bien)		4,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		789
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		13	Délai à l'import (jours)		11
<b>Octroi de licences</b> (classement)		2	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		847
Procédures (nombre)		11	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		96	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		5
Coût (% du revenu par habitant)		19,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		..	Procédures (nombre)		20
						Délai (jours)		242
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		36	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		12	Coût (% de la créance)		9,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		28	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		1
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		0,6
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		29	Indice de protection des investisseurs (0–10)		7,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		13				Taux de recouvrement (cents par dollar)		92,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		98			
			Paiements (nombre par année)		15			
			Délai (heures par année)		350			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		52,8			
JORDANIE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		2.500		
Facilité de faire des affaires (classement)		78	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		5,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		133	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		110	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		78
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		18	Délai (jours)		22	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		73,0	Coût (% valeur du bien)		10,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		720
Capital minimum (% du revenu par habitant)		864,4				Documents à l'import (nombre)		12
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		22
<b>Octroi de licences</b> (classement)		70	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		955
Procédures (nombre)		16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		122	Couverture du registre public (% des adultes)		0,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		75
Coût (% du revenu par habitant)		503,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		43
						Délai (jours)		342
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		30	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		16,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		84
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		4,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		11				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		4	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		18			
			Paiements (nombre par année)		26			
			Délai (heures par année)		101			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		31,9			
KAZAKHSTAN		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		2.930		
Facilité de faire des affaires (classement)		63	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		15,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		40	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		76	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		172
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		14
Délai (jours)		20	Délai (jours)		52	Délai à l'export (jours)		93
Coût (% du revenu par habitant)		7,0	Coût (% valeur du bien)		1,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2.780
Capital minimum (% du revenu par habitant)		23,1				Documents à l'import (nombre)		18
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		48	Délai à l'import (jours)		87
<b>Octroi de licences</b> (classement)		119	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.880
Procédures (nombre)		32	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		248	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		27
Coût (% du revenu par habitant)		35,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		5,5	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		183
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		22	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		46	Coût (% de la créance)		11,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		100
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		23	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		23,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		66			
			Paiements (nombre par année)		34			
			Délai (heures par année)		156			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		45,0			

KENYA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		530	
Facilité de faire des affaires (classement)	83	Revenu faible		Population (m)		34,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	111	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	115	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		145	
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)		11	
Délai (jours)	54	Délai (jours)	73	Délai à l'export (jours)		25	
Coût (% du revenu par habitant)	46,3	Coût (% valeur du bien)	4,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.980	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)		9	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	33	Délai à l'import (jours)		45	
<b>Octroi de licences</b> (classement)	24	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.325	
Procédures (nombre)	11	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	2				
Délai (jours)	170	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		67	
Coût (% du revenu par habitant)	37,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,1	Procédures (nombre)		25	
				Délai (jours)		360	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	68	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	60	Coût (% de la créance)		41,3	
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		128	
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	10	Délai (années)		4,5	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	28	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)		14,6	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	47	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	126				
		Paiements (nombre par année)	17				
		Délai (heures par année)	432				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	74,2				
KIRIBATI		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		1.390	
Facilité de faire des affaires (classement)	60	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	72	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	62	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		31	
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)		3	
Délai (jours)	21	Délai (jours)	513	Délai à l'export (jours)		11	
Coût (% du revenu par habitant)	50,0	Coût (% valeur du bien)	0,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.300	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	27,1			Documents à l'import (nombre)		2	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	101	Délai à l'import (jours)		8	
<b>Octroi de licences</b> (classement)	76	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.300	
Procédures (nombre)	14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0				
Délai (jours)	174	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		136	
Coût (% du revenu par habitant)	545,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)		26	
				Délai (jours)		660	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	18	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	33	Coût (% de la créance)		71,0	
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151	
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)		AUCUN CAS	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	17	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	8			Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	14				
		Paiements (nombre par année)	16				
		Délai (heures par année)	120				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	34,4				
KOWEÏT		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		24.040	
Facilité de faire des affaires (classement)	46	Revenu élevé		Population (m)		2,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	104	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	69	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		54	
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)		5	
Délai (jours)	35	Délai (jours)	55	Délai à l'export (jours)		18	
Coût (% du revenu par habitant)	1,6	Coût (% valeur du bien)	0,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		675	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	100,8			Documents à l'import (nombre)		11	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	83	Délai à l'import (jours)		27	
<b>Octroi de licences</b> (classement)	109	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.170	
Procédures (nombre)	26	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	3				
Délai (jours)	149	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		79	
Coût (% du revenu par habitant)	210,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	16,1	Procédures (nombre)		52	
				Délai (jours)		390	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	20	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	19	Coût (% de la créance)		13,3	
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		63	
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)		4,2	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	13	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		1	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11			Taux de recouvrement (cents par dollar)		34,5	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	43	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	41				
		Paiements (nombre par année)	14				
		Délai (heures par année)	118				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	55,7				

<b>LESOTHO</b>		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	960
Facilité de faire des affaires (classement)	114	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	1,8
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	113	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	129	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	121
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	73	Délai (jours)	101	Délai à l'export (jours)	46
Coût (% du revenu par habitant)	39,9	Coût (% valeur du bien)	8,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.270
Capital minimum (% du revenu par habitant)	15,7			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	51
<b>Octroi de licences</b> (classement)	75	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.270
Procédures (nombre)	14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	265	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	130
Coût (% du revenu par habitant)	128,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	58
				Délai (jours)	695
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	91	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	142	Coût (% de la créance)	10,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)	56	Indice de divulgation de l'information (0–10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	57
Indice de difficulté de licencier (0–100)	10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	2,6
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	35	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	36,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	44	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	44		
		Paiements (nombre par année)	21		
		Délai (heures par année)	352		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	25,6		
<b>LETTONIE</b>		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)	6.760
Facilité de faire des affaires (classement)	24	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	2,3
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	25	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	82	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	28
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	16	Délai (jours)	54	Délai à l'export (jours)	11
Coût (% du revenu par habitant)	3,5	Coût (% valeur du bien)	2,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	965
Capital minimum (% du revenu par habitant)	26,1			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	13	Délai à l'import (jours)	12
<b>Octroi de licences</b> (classement)	65	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	965
Procédures (nombre)	22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	152	Couverture du registre public (% des adultes)	1,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	11
Coût (% du revenu par habitant)	36,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	21
		<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	46	Délai (jours)	240
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	123	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5	Coût (% de la créance)	11,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)	67	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	62
Indice de difficulté de licencier (0–100)	70	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	59			Coût (% de la valeur du patrimoine)	13
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	24	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	52	Taux de recouvrement (cents par dollar)	34,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17	Paiements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	320		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	42,6		
<b>LIBAN</b>		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)	6.180
Facilité de faire des affaires (classement)	86	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	3,6
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	116	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	95	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	82
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	46	Délai (jours)	25	Délai à l'export (jours)	22
Coût (% du revenu par habitant)	105,4	Coût (% valeur du bien)	5,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	969
Capital minimum (% du revenu par habitant)	56,5			Documents à l'import (nombre)	12
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	48	Délai à l'import (jours)	34
<b>Octroi de licences</b> (classement)	99	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	752
Procédures (nombre)	16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	275	Couverture du registre public (% des adultes)	4,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	148
Coût (% du revenu par habitant)	176,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
		<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	83	Délai (jours)	721
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	43	Indice de divulgation de l'information (0–10)	9	Coût (% de la créance)	27,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	111
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,0	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	24			Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	22	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	54	Taux de recouvrement (cents par dollar)	19,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17	Paiements (nombre par année)	33		
		Délai (heures par année)	208		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,3		

LITUANIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		7.050	
Facilité de faire des affaires (classement)	16	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		3,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	48	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	3	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	32		
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	5		
Délai (jours)	26	Délai (jours)	3	Délai à l'export (jours)	6		
Coût (% du revenu par habitant)	2,8	Coût (% valeur du bien)	0,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	704		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	48,8			Documents à l'import (nombre)	12		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	33	Délai à l'import (jours)	17		
<b>Octroi de licences</b> (classement)	23	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	782		
Procédures (nombre)	14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	6				
Délai (jours)	151	Couverture du registre public (% des adultes)	4,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	4		
Coût (% du revenu par habitant)	18,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	7,2	Procédures (nombre)	24		
				Délai (jours)	166		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	119	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	60	Coût (% de la créance)	8,6		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	30		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	1,7		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	48	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	7		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	31			Taux de recouvrement (cents par dollar)	50,5		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	30	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	40				
		Palements (nombre par année)	13				
		Délai (heures par année)	162				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,4				

MACÉDOINE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		2.830	
Facilité de faire des affaires (classement)	92	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		2,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	76	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	87	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	127		
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	10		
Délai (jours)	18	Délai (jours)	98	Délai à l'export (jours)	32		
Coût (% du revenu par habitant)	7,4	Coût (% valeur du bien)	3,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.070		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	112,0			Documents à l'import (nombre)	10		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	48	Délai à l'import (jours)	35		
<b>Octroi de licences</b> (classement)	86	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.070		
Procédures (nombre)	18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	3				
Délai (jours)	222	Couverture du registre public (% des adultes)	2,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	72		
Coût (% du revenu par habitant)	89,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	27		
				Délai (jours)	385		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	117	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	83	Coût (% de la créance)	32,8		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	61	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	123		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	3,7		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	54	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	28		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	33			Taux de recouvrement (cents par dollar)	15,5		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	22	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	79				
		Palements (nombre par année)	54				
		Délai (heures par année)	96				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	43,5				

MADAGASCAR		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		290	
Facilité de faire des affaires (classement)	149	Revenu faible		Population (m)		18,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	110	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	162	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	131		
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	8		
Délai (jours)	21	Délai (jours)	134	Délai à l'export (jours)	48		
Coût (% du revenu par habitant)	35,0	Coût (% valeur du bien)	11,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	982		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	373,1			Documents à l'import (nombre)	11		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	159	Délai à l'import (jours)	48		
<b>Octroi de licences</b> (classement)	152	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.282		
Procédures (nombre)	19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	1				
Délai (jours)	297	Couverture du registre public (% des adultes)	0,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	106		
Coût (% du revenu par habitant)	387,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	29		
				Délai (jours)	591		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	136	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	46	Coût (% de la créance)	22,8		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	72	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	AUCUN CAS		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	57	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	18			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	30	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	86				
		Palements (nombre par année)	25				
		Délai (heures par année)	304				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	43,2				

MALAISIE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		4.960		
Facilité de faire des affaires (classement)		25	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		25,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		71	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		66	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		46
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		30	Délai (jours)		144	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		19,7	Coût (% valeur du bien)		2,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		481
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		12
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		3	Délai à l'import (jours)		22
<b>Octroi de licences</b> (classement)		137	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		428
Procédures (nombre)		25	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		281	Couverture du registre public (% des adultes)		42,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		81
Coût (% du revenu par habitant)		78,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		..	Procédures (nombre)		31
						Délai (jours)		450
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		38	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		4	Coût (% de la créance)		21,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		51
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		10	Indice de protection des investisseurs (0–10)		8,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		13				Taux de recouvrement (cents par dollar)		38,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		88	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		49			
			Palements (nombre par année)		35			
			Délai (heures par année)		190			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		35,2			
MALAWI		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		160		
Facilité de faire des affaires (classement)		110	Revenu faible		Population (m)		12,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		89	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		90	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		153
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		37	Délai (jours)		118	Délai à l'export (jours)		44
Coût (% du revenu par habitant)		134,7	Coût (% valeur du bien)		3,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.565
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		16
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		60
<b>Octroi de licences</b> (classement)		117	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.590
Procédures (nombre)		22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		185	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		134
Coût (% du revenu par habitant)		236,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		40
						Délai (jours)		337
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		68	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		136,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		22	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		132
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		2,6
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		21	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		30
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		1				Taux de recouvrement (cents par dollar)		13,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		84	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		90			
			Palements (nombre par année)		29			
			Délai (heures par année)		878			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,6			
MALDIVES		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		2.390		
Facilité de faire des affaires (classement)		53	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		31	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		172	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		91
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		13	Délai (jours)		AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)		15
Coût (% du revenu par habitant)		18,1	Coût (% valeur du bien)		AUCUN CAS	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.000
Capital minimum (% du revenu par habitant)		6,6				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		143	Délai à l'import (jours)		21
<b>Octroi de licences</b> (classement)		9	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.784
Procédures (nombre)		10	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		118	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		83
Coût (% du revenu par habitant)		40,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		28
						Délai (jours)		665
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		5	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		16,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		114
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		6,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		0	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		1			
			Palements (nombre par année)		1			
			Délai (heures par année)		0			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		9,3			

<b>MALI</b>		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	380
Facilité de faire des affaires (classement)	155	Revenu faible		Population (m)	13,5
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	163	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	93	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	167
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	42	Délai (jours)	33	Délai à l'export (jours)	66
Coût (% du revenu par habitant)	201,9	Coût (% valeur du bien)	20,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.752
Capital minimum (% du revenu par habitant)	519,8			Documents à l'import (nombre)	16
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	143	Délai à l'import (jours)	61
<b>Octroi de licences</b> (classement)	122	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2.680
Procédures (nombre)	15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	209	Couverture du registre public (% des adultes)	2,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	140
Coût (% du revenu par habitant)	1813,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	28
				Délai (jours)	860
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	131	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	45,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	99
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	3,6
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	51	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	27			Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	31	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	141		
		Palements (nombre par année)	60		
		Délai (heures par année)	270		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	50,0		
<b>MAROC</b>		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)	1.730
Facilité de faire des affaires (classement)	115	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	30,2
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	47	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	45	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	77
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	12	Délai (jours)	46	Délai à l'export (jours)	18
Coût (% du revenu par habitant)	12,7	Coût (% valeur du bien)	4,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	700
Capital minimum (% du revenu par habitant)	66,7			Documents à l'import (nombre)	11
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	143	Délai à l'import (jours)	30
<b>Octroi de licences</b> (classement)	133	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.500
Procédures (nombre)	21	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	217	Couverture du registre public (% des adultes)	2,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	127
Coût (% du revenu par habitant)	264,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	42
				Délai (jours)	615
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	156	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	118	Coût (% de la créance)	16,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	100	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	61
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	1	Délai (années)	1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	63	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	18			Taux de recouvrement (cents par dollar)	35,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	85	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	128		
		Palements (nombre par année)	28		
		Délai (heures par année)	468		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	52,7		
<b>MARSHALL (ÎLES)</b>		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	2.930
Facilité de faire des affaires (classement)	87	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	0,1
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	13	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	172	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	90
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)	..
Délai (jours)	17	Délai (jours)	AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)	..
Coût (% du revenu par habitant)	18,1	Coût (% valeur du bien)	AUCUN CAS	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	..
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	15
<b>Octroi de licences</b> (classement)	5	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2.115
Procédures (nombre)	9	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	81	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	103
Coût (% du revenu par habitant)	37,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	34
				Délai (jours)	432
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	1	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	151	Coût (% de la créance)	26,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	117
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	0	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11			Taux de recouvrement (cents par dollar)	17,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	69		
		Palements (nombre par année)	20		
		Délai (heures par année)	128		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	66,6		

MAURICE (ÎLE)		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		5.260		
Facilité de faire des affaires (classement)		32	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		1,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		30	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		156	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		21
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		46	Délai (jours)		210	Délai à l'export (jours)		16
Coût (% du revenu par habitant)		8,0	Coût (% valeur du bien)		15,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		683
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		16
<b>Octroi de licences</b> (classement)		49	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		683
Procédures (nombre)		21	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		145	Couverture du registre public (% des adultes)		10,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		109
Coût (% du revenu par habitant)		13,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		11	Délai (jours)		630
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		64	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6	Coût (% de la créance)		15,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		67
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Indice de protection des investisseurs (0–10)		7,7	Délai (années)		1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		30				Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		6	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		11	Taux de recouvrement (cents par dollar)		34,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		35	Paielements (nombre par année)		7			
			Délai (heures par année)		158			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		24,8			

MAURITANIE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		560		
Facilité de faire des affaires (classement)		148	Revenu faible		Population (m)		3,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		164	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		55	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		142
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		82	Délai (jours)		49	Délai à l'export (jours)		25
Coût (% du revenu par habitant)		121,6	Coût (% valeur du bien)		5,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		3.733
Capital minimum (% du revenu par habitant)		632,0				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		101	Délai à l'import (jours)		40
<b>Octroi de licences</b> (classement)		105	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3.733
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		152	Couverture du registre public (% des adultes)		0,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		85
Coût (% du revenu par habitant)		710,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		40
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		..	Délai (jours)		400
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		142	Indice de divulgation de l'information (0–10)		..	Coût (% de la créance)		17,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)		67	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		..			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		..	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		141
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Indice de protection des investisseurs (0–10)		..	Délai (années)		8,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		59				Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		16	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		173	Taux de recouvrement (cents par dollar)		7,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		31	Paielements (nombre par année)		61			
			Délai (heures par année)		696			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		104,3			

MEXIQUE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		7.310		
Facilité de faire des affaires (classement)		43	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		103,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		61	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		79	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		86
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		27	Délai (jours)		74	Délai à l'export (jours)		17
Coût (% du revenu par habitant)		14,2	Coût (% valeur du bien)		5,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.049
Capital minimum (% du revenu par habitant)		12,5				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		26
<b>Octroi de licences</b> (classement)		30	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.152
Procédures (nombre)		12	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		142	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		87
Coût (% du revenu par habitant)		104,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		69,5	Procédures (nombre)		37
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		33	Délai (jours)		415
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		108	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8	Coût (% de la créance)		20,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		25
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Délai (années)		1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		38				Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		24	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		126	Taux de recouvrement (cents par dollar)		63,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		74	Paielements (nombre par année)		49			
			Délai (heures par année)		552			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		37,1			

MICRONÉSIE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		2.300		
Facilité de faire des affaires (classement)		106	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		39	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		172	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		40
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)		..
Délai (jours)		16	Délai (jours)		AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)		..
Coût (% du revenu par habitant)		135,9	Coût (% valeur du bien)		AUCUN CAS	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		..
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		101	Délai à l'import (jours)		21
<b>Octroi de licences</b> (classement)		11	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		895
Procédures (nombre)		15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		73	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		139
Coût (% du revenu par habitant)		21,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		25
						Délai (jours)		775
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		12	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		162	Coût (% de la créance)		77,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		148
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		5,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		11	Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		38
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		6				Taux de recouvrement (cents par dollar)		3,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		45			
			Palements (nombre par année)		9			
			Délai (heures par année)		128			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		61,3			

MOLDAVIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		880		
Facilité de faire des affaires (classement)		103	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		4,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		84	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		47	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		105
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		30	Délai (jours)		48	Délai à l'export (jours)		33
Coût (% du revenu par habitant)		13,3	Coût (% valeur du bien)		1,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.185
Capital minimum (% du revenu par habitant)		18,8				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		101	Délai à l'import (jours)		35
<b>Octroi de licences</b> (classement)		119	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.285
Procédures (nombre)		34	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		158	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		55
Coût (% du revenu par habitant)		165,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		310
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		128	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		99	Coût (% de la créance)		16,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		78
Indice de difficulté de licencier (0–100)		70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		54	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		29				Taux de recouvrement (cents par dollar)		29,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		29	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		119			
			Palements (nombre par année)		44			
			Délai (heures par année)		250			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,8			

MONGOLIE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		690		
Facilité de faire des affaires (classement)		45	Revenu faible		Population (m)		2,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		55	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		17	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		162
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		20	Délai (jours)		11	Délai à l'export (jours)		66
Coût (% du revenu par habitant)		5,1	Coût (% valeur du bien)		2,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		3.007
Capital minimum (% du revenu par habitant)		115,3				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		74
<b>Octroi de licences</b> (classement)		34	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3.030
Procédures (nombre)		18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		96	Couverture du registre public (% des adultes)		10,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		41
Coût (% du revenu par habitant)		48,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		29
						Délai (jours)		314
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		61	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		19	Coût (% de la créance)		17,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		115
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		34	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		20				Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		56			
			Palements (nombre par année)		42			
			Délai (heures par année)		204			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,2			

**MONTÉNÉGR**

MONTÉNÉGRÓ		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		3.600		
Facilité de faire des affaires (classement)		70	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		83	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		106	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		80
Procédures (nombre)		15	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		24	Délai (jours)		86	Délai à l'export (jours)		19
Coût (% du revenu par habitant)		6,6	Coût (% valeur du bien)		2,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.515
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		17
<b>Octroi de licences</b> (classement)		154	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.715
Procédures (nombre)		22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		179	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		115
Coût (% du revenu par habitant)		5869,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		49
						Délai (jours)		545
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		76	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		19	Coût (% de la créance)		15,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		43
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		34	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		16				Taux de recouvrement (cents par dollar)		41,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		39	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		97			
			Paiements (nombre par année)		75			
			Délai (heures par année)		208			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		33,9			

**MOZAMBIQUE**

MOZAMBIQUE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		310		
Facilité de faire des affaires (classement)		140	Revenu faible		Population (m)		19,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		153	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		105	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		141
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		113	Délai (jours)		42	Délai à l'export (jours)		39
Coût (% du revenu par habitant)		85,7	Coût (% valeur du bien)		5,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.516
Capital minimum (% du revenu par habitant)		10,4				Documents à l'import (nombre)		16
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		38
<b>Octroi de licences</b> (classement)		103	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.616
Procédures (nombre)		13	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		364	Couverture du registre public (% des adultes)		0,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		168
Coût (% du revenu par habitant)		279,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		38
						Délai (jours)		1010
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		157	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		83	Coût (% de la créance)		132,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)		83	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		126
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		54	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		4				Taux de recouvrement (cents par dollar)		15,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		143	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		80			
			Paiements (nombre par année)		36			
			Délai (heures par année)		230			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		39,2			

**NAMIBIE**

NAMIBIE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		2.990		
Facilité de faire des affaires (classement)		42	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		2,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		86	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		127	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		144
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		9	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		95	Délai (jours)		23	Délai à l'export (jours)		32
Coût (% du revenu par habitant)		18,0	Coût (% valeur du bien)		10,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.672
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		14
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		33	Délai à l'import (jours)		25
<b>Octroi de licences</b> (classement)		19	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.549
Procédures (nombre)		11	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		105	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		64
Coût (% du revenu par habitant)		134,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		35,2	Procédures (nombre)		31
						Délai (jours)		270
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		44	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		28,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		42
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		41,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		28			
			Paiements (nombre par année)		34			
			Délai (heures par année)		..			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		25,6			

NÉPAL		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		270		
Facilité de faire des affaires (classement)		100	Revenu faible		Population (m)		27,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		49	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		25	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		136
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		31	Délai (jours)		5	Délai à l'export (jours)		44
Coût (% du revenu par habitant)		78,5	Coût (% valeur du bien)		6,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.599
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		101	Délai à l'import (jours)		37
<b>Octroi de licences</b> (classement)		127	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.800
Procédures (nombre)		15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		424	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		105
Coût (% du revenu par habitant)		324,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,1	Procédures (nombre)		28
						Délai (jours)		590
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		150	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		24,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)		67	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		95
Indice de difficulté de licencier (0–100)		70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		52	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		24,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		90	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		88			
			Palements (nombre par année)		35			
			Délai (heures par année)		408			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,8			

NICARAGUA		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		910		
Facilité de faire des affaires (classement)		67	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		5,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		62	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		127	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		72
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		39	Délai (jours)		124	Délai à l'export (jours)		36
Coût (% du revenu par habitant)		131,6	Coût (% valeur du bien)		3,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.020
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		48	Délai à l'import (jours)		38
<b>Octroi de licences</b> (classement)		82	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.020
Procédures (nombre)		12	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		192	Couverture du registre public (% des adultes)		12,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		49
Coût (% du revenu par habitant)		1002,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		3,4	Procédures (nombre)		20
						Délai (jours)		486
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		32	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		83	Coût (% de la créance)		21,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		66
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		24	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		34,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		153			
			Palements (nombre par année)		64			
			Délai (heures par année)		240			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		66,4			

NIGER		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		240		
Facilité de faire des affaires (classement)		160	Revenu faible		Population (m)		14,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		147	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		103	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		174
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		..
Délai (jours)		24	Délai (jours)		49	Délai à l'export (jours)		..
Coût (% du revenu par habitant)		416,8	Coût (% valeur du bien)		14,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		..
Capital minimum (% du revenu par habitant)		778,1				Documents à l'import (nombre)		19
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		143	Délai à l'import (jours)		89
<b>Octroi de licences</b> (classement)		126	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3.266
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		148	Couverture du registre public (% des adultes)		1,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		104
Coût (% du revenu par habitant)		2986,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		33
						Délai (jours)		360
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		168	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		99	Coût (% de la créance)		42,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		100	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		129
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		77	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		14,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		31	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		115			
			Palements (nombre par année)		44			
			Délai (heures par année)		270			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		46,0			

<b>NIGÉRIA</b>		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	560
Facilité de faire des affaires (classement)	108	Revenu faible		Population (m)	131,5
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	118	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	170	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	137
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	16	Documents à l'export (nombre)	11
Délai (jours)	43	Délai (jours)	80	Délai à l'export (jours)	25
Coût (% du revenu par habitant)	54,4	Coût (% valeur du bien)	21,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	798
Capital minimum (% du revenu par habitant)	29,0			Documents à l'import (nombre)	13
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	83	Délai à l'import (jours)	45
<b>Octroi de licences</b> (classement)	129	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.460
Procédures (nombre)	16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	465	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	66
Coût (% du revenu par habitant)	238,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	23
				Délai (jours)	457
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	56	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	46	Coût (% de la créance)	27,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	22	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	72
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	21	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	9			Taux de recouvrement (cents par dollar)	32,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	50	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	105		
		Palements (nombre par année)	35		
		Délai (heures par année)	1120		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	31,4		
<b>NORVÈGE</b>		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	59.590
Facilité de faire des affaires (classement)	9	Revenu élevé		Population (m)	4,6
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	21	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	6	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	5
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	1	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	13	Délai (jours)	1	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	2,5	Coût (% valeur du bien)	2,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	518
Capital minimum (% du revenu par habitant)	25,1			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	33	Délai à l'import (jours)	7
<b>Octroi de licences</b> (classement)	14	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	468
Procédures (nombre)	13	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	104	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	3
Coût (% du revenu par habitant)	50,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	14
				Délai (jours)	277
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	109	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	15	Coût (% de la créance)	9,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	61	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	3
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	0,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	54	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	14			Taux de recouvrement (cents par dollar)	91,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	16		
		Palements (nombre par année)	3		
		Délai (heures par année)	87		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	46,1		
<b>NOUVELLE-ZÉLANDE</b>		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	25.960
Facilité de faire des affaires (classement)	2	Revenu élevé		Population (m)	4,1
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	3	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	1	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	12
Procédures (nombre)	2	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	12	Délai (jours)	2	Délai à l'export (jours)	8
Coût (% du revenu par habitant)	0,2	Coût (% valeur du bien)	0,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	355
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	3	Délai à l'import (jours)	13
<b>Octroi de licences</b> (classement)	18	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	9	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	555
Procédures (nombre)	7	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	184	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	15
Coût (% du revenu par habitant)	27,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	28
				Délai (jours)	109
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	10	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	1	Coût (% de la créance)	10,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	21
Indice de difficulté de licencier (0–100)	10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	10	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	7	Indice de protection des investisseurs (0–10)	9,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	1			Taux de recouvrement (cents par dollar)	68,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	10		
		Palements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	70		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,5		

OMAN		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		9.070		
Facilité de faire des affaires (classement)		55	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		2,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		81	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		14	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		115
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		2	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		34	Délai (jours)		16	Délai à l'export (jours)		23
Coût (% du revenu par habitant)		4,5	Coût (% valeur du bien)		3,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		987
Capital minimum (% du revenu par habitant)		84,7				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		143	Délai à l'import (jours)		27
<b>Octroi de licences</b> (classement)		127	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		987
Procédures (nombre)		16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		242	Couverture du registre public (% des adultes)		17,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		101
Coût (% du revenu par habitant)		883,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		4
						Délai (jours)		598
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		51	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		12,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		60
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		35	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		35,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		4	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		3			
			Paielements (nombre par année)		14			
			Délai (heures par année)		52			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		20,2			

OUGANDA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		280		
Facilité de faire des affaires (classement)		107	Revenu faible		Population (m)		28,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		107	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		166	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		160
Procédures (nombre)		17	Procédures (nombre)		13	Documents à l'export (nombre)		12
Délai (jours)		30	Délai (jours)		227	Délai à l'export (jours)		42
Coût (% du revenu par habitant)		114,0	Coût (% valeur du bien)		6,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.050
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		19
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159	Délai à l'import (jours)		67
<b>Octroi de licences</b> (classement)		110	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.945
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		156	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		71
Coût (% du revenu par habitant)		832,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		19
						Délai (jours)		484
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		8	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		35,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		44
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		7	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		30
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		40,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		43			
			Paielements (nombre par année)		31			
			Délai (heures par année)		237			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,2			

OUBZÉKISTAN		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		510		
Facilité de faire des affaires (classement)		147	Revenu faible		Population (m)		26,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		70	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		165	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		169
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		12	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		29	Délai (jours)		97	Délai à l'export (jours)		44
Coût (% du revenu par habitant)		14,1	Coût (% valeur du bien)		10,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2.550
Capital minimum (% du revenu par habitant)		24,7				Documents à l'import (nombre)		18
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159	Délai à l'import (jours)		139
<b>Octroi de licences</b> (classement)		138	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3.970
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		287	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		30
Coût (% du revenu par habitant)		258,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		195
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		67	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		13,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		112
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		34	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		10
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		31				Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		30	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		155			
			Paielements (nombre par année)		130			
			Délai (heures par année)		152			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		122,3			

PAKISTAN		Asie du Sud	RNB par habitant (US\$)	690	
Facilité de faire des affaires (classement)	74	Revenu faible	Population (m)	155,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	54	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	68	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	98
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	24	Délai (jours)	50	Délai à l'export (jours)	24
Coût (% du revenu par habitant)	21,3	Coût (% valeur du bien)	4,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	997
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	12
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	65	Délai à l'import (jours)	19
<b>Octroi de licences</b> (classement)	89	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.005
Procédures (nombre)	12	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	218	Couverture du registre public (% des adultes)	0,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	163
Coût (% du revenu par habitant)	972,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	1,1	Procédures (nombre)	55
				Délai (jours)	880
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	126	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	19	Coût (% de la créance)	22,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)	78	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	46
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	43	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	12			Taux de recouvrement (cents par dollar)	39,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	90	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	140		
		Paiements (nombre par année)	47		
		Délai (heures par année)	560		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	43,4		

PALAU		Extrême-Orient et Océanie	RNB par habitant (US\$)	7.630	
Facilité de faire des affaires (classement)	62	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	45	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	13	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	66
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	28	Délai (jours)	14	Délai à l'export (jours)	20
Coût (% du revenu par habitant)	4,9	Coût (% valeur du bien)	0,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	860
Capital minimum (% du revenu par habitant)	13,1			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	27
<b>Octroi de licences</b> (classement)	42	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	860
Procédures (nombre)	23	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	114	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	151
Coût (% du revenu par habitant)	6,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	622
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	7	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	162	Coût (% de la créance)	33,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	0		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	52
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	4	Indice de protection des investisseurs (0–10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	23
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	6			Taux de recouvrement (cents par dollar)	38,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	70		
		Paiements (nombre par année)	18		
		Délai (heures par année)	128		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	74,6		

PANAMA		Amérique latine et Caraïbes	RNB par habitant (US\$)	4.630	
Facilité de faire des affaires (classement)	81	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	3,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	26	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	63	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	57
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	19	Délai (jours)	44	Délai à l'export (jours)	16
Coût (% du revenu par habitant)	23,9	Coût (% valeur du bien)	2,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	920
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	13	Délai à l'import (jours)	13
<b>Octroi de licences</b> (classement)	72	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	920
Procédures (nombre)	22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	121	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	164
Coût (% du revenu par habitant)	114,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	59,8	Procédures (nombre)	45
				Délai (jours)	686
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	139	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	50,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	78	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	71
Indice de difficulté de licencier (0–100)	70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	56	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	19			Taux de recouvrement (cents par dollar)	32,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	44	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	164		
		Paiements (nombre par année)	59		
		Délai (heures par année)	560		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	52,4		

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE		Extrême-Orient et Océanie	RNB par habitant (US\$)	660	
Facilité de faire des affaires (classement)	57	Revenu faible	Population (m)	5,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	69	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	64	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	52
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	56	Délai (jours)	72	Délai à l'export (jours)	30
Coût (% du revenu par habitant)	28,2	Coût (% valeur du bien)	5,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	584
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	101	Délai à l'import (jours)	32
<b>Octroi de licences</b> (classement)	102	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	642
Procédures (nombre)	20	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	218	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	88
Coût (% du revenu par habitant)	110,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	22
				Délai (jours)	440
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	19	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	33	Coût (% de la créance)	110,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	97
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	10	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	23
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	10			Taux de recouvrement (cents par dollar)	24,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	39	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	91		
		Paiements (nombre par année)	44		
		Délai (heures par année)	198		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	44,3		
<b>PARAGUAY</b>		Amérique latine et Caraïbes	RNB par habitant (US\$)	1.280	
Facilité de faire des affaires (classement)	112	Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	6,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	135	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	48	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	117
Procédures (nombre)	17	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	74	Délai (jours)	46	Délai à l'export (jours)	34
Coût (% du revenu par habitant)	136,8	Coût (% valeur du bien)	2,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	685
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	13
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	48	Délai à l'import (jours)	31
<b>Octroi de licences</b> (classement)	124	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.077
Procédures (nombre)	15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	273	Couverture du registre public (% des adultes)	10,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	147
Coût (% du revenu par habitant)	564,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	52,2	Procédures (nombre)	46
				Délai (jours)	478
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	169	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	46	Coût (% de la créance)	39,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)	56	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	124
Indice de difficulté de licencier (0–100)	60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	3,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	59	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	15,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	113	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	103		
		Paiements (nombre par année)	33		
		Délai (heures par année)	328		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	43,2		
<b>PAYS-BAS</b>		OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	36.620	
Facilité de faire des affaires (classement)	22	Revenu élevé	Population (m)	16,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	38	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	20	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	16
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	10	Délai (jours)	5	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	7,2	Coût (% valeur du bien)	6,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	875
Capital minimum (% du revenu par habitant)	62,3			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	13	Délai à l'import (jours)	8
<b>Octroi de licences</b> (classement)	80	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	950
Procédures (nombre)	18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	184	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	31
Coût (% du revenu par habitant)	137,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	68,9	Procédures (nombre)	22
				Délai (jours)	408
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	86	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	15,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)	17	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	9
Indice de difficulté de licencier (0–100)	70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	42	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	18			Taux de recouvrement (cents par dollar)	86,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	82		
		Paiements (nombre par année)	22		
		Délai (heures par année)	250		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,1		

PÉROU		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2.610		
Facilité de faire des affaires (classement)		65	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		28,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		92	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		32	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		93
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		72	Délai (jours)		33	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		32,5	Coût (% valeur du bien)		3,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		800
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		33	Délai à l'import (jours)		31
<b>Octroi de licences</b> (classement)		121	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		820
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		201	Couverture du registre public (% des adultes)		19,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		95
Coût (% du revenu par habitant)		337,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		28,6	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		300
						Coût (% de la créance)		34,7
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		158	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		15			
Indice de difficulté de recruter (0–100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		73
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Délai (années)		3,1
Indice de difficulté de licencier (0–100)		80	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		61	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,7	Taux de recouvrement (cents par dollar)		31,8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10						
Coût de licenciement (semaines de salaire)		52	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		135			
			Paie­ments (nombre par année)		53			
			Délai (heures par année)		424			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		40,8			
PHILIPPINES		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		1.300		
Facilité de faire des affaires (classement)		126	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		83,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		108	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		98	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		63
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		48	Délai (jours)		33	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		18,7	Coût (% valeur du bien)		5,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.336
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1,8				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		101	Délai à l'import (jours)		20
<b>Octroi de licences</b> (classement)		113	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.336
Procédures (nombre)		23	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		197	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		59
Coût (% du revenu par habitant)		113,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		4,8	Procédures (nombre)		25
						Délai (jours)		600
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		118	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		151	Coût (% de la créance)		16,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		147
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		5,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		39	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		38
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		9				Taux de recouvrement (cents par dollar)		4,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		106			
			Paie­ments (nombre par année)		59			
			Délai (heures par année)		94			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		53,0			
POLOGNE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		7.110		
Facilité de faire des affaires (classement)		75	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		38,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		114	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		86	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		102
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		31	Délai (jours)		197	Délai à l'export (jours)		19
Coût (% du revenu par habitant)		21,4	Coût (% valeur du bien)		2,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2.260
Capital minimum (% du revenu par habitant)		204,4				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		26
<b>Octroi de licences</b> (classement)		146	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.260
Procédures (nombre)		25	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		322	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		112
Coût (% du revenu par habitant)		85,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		38,1	Procédures (nombre)		41
						Délai (jours)		980
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		49	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		33	Coût (% de la créance)		10,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		85
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		33	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		21				Taux de recouvrement (cents par dollar)		27,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		71			
			Paie­ments (nombre par année)		43			
			Délai (heures par année)		175			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		38,4			

PORTO RICO		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		13.648
Facilité de faire des affaires (classement)	19	Revenu élevé		Population (m)		3,9
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	8	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	46	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		50
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)	7	Délai (jours)	15	Délai à l'export (jours)		15
Coût (% du revenu par habitant)	0,8	Coût (% valeur du bien)	1,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		535
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)		10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	21	Délai à l'import (jours)		19
<b>Octroi de licences</b> (classement)	91	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		535
Procédures (nombre)	20	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5			
Délai (jours)	212	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		127
Coût (% du revenu par habitant)	82,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	63,6	Procédures (nombre)		43
				Délai (jours)		620
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	33	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	12	Coût (% de la créance)		16,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)	56	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		27
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)		3,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	32	Indice de protection des investisseurs (0–10)	7,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	8			Taux de recouvrement (cents par dollar)		56,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	26			
		Palements (nombre par année)	17			
		Délai (heures par année)	140			
		Total à payer (% du bénéfice brut)	40,9			

PORTUGAL		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		16.170
Facilité de faire des affaires (classement)	40	Revenu élevé		Population (m)		10,6
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	33	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	98	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		27
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)	8	Délai (jours)	81	Délai à l'export (jours)		14
Coût (% du revenu par habitant)	4,3	Coût (% valeur du bien)	7,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		495
Capital minimum (% du revenu par habitant)	38,7			Documents à l'import (nombre)		9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	65	Délai à l'import (jours)		17
<b>Octroi de licences</b> (classement)	115	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		994
Procédures (nombre)	20	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	4			
Délai (jours)	327	Couverture du registre public (% des adultes)	72,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		35
Coût (% du revenu par habitant)	60,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	9,1	Procédures (nombre)		24
				Délai (jours)		495
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	155	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	33	Coût (% de la créance)		14,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		18
Indice de difficulté de licencier (0–100)	60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	51	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	24			Taux de recouvrement (cents par dollar)		75,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	99	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	61			
		Palements (nombre par année)	7			
		Délai (heures par année)	328			
		Total à payer (% du bénéfice brut)	47,0			

RDP LAO		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		440
Facilité de faire des affaires (classement)	159	Revenu faible		Population (m)		5,9
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	73	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	148	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		161
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)		12
Délai (jours)	163	Délai (jours)	135	Délai à l'export (jours)		66
Coût (% du revenu par habitant)	17,3	Coût (% valeur du bien)	4,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.420
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)		16
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	173	Délai à l'import (jours)		78
<b>Octroi de licences</b> (classement)	130	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.690
Procédures (nombre)	24	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0			
Délai (jours)	192	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		146
Coût (% du revenu par habitant)	204,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)		53
				Délai (jours)		443
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	71	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	170	Coût (% de la créance)		30,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	0			
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	37	Indice de protection des investisseurs (0–10)	2,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		76
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	5			Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	19	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	36			
		Palements (nombre par année)	31			
		Délai (heures par année)	180			
		Total à payer (% du bénéfice brut)	32,5			

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		350		
Facilité de faire des affaires (classement)		167	Revenu faible		Population (m)		4,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		132	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		92	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		156
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		14	Délai (jours)		69	Délai à l'export (jours)		63
Coût (% du revenu par habitant)		209,3	Coût (% valeur du bien)		11,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.502
Capital minimum (% du revenu par habitant)		554,6				Documents à l'import (nombre)		19
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		60
<b>Octroi de licences</b> (classement)		148	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.572
Procédures (nombre)		21	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		245	Couverture du registre public (% des adultes)		1,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		161
Coût (% du revenu par habitant)		301,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		45
						Délai (jours)		660
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		160	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		46	Coût (% de la créance)		43,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		89	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		4,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		73	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		76
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		18				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		171			
			Paiements (nombre par année)		54			
			Délai (heures par année)		504			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		209,5			

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		120		
Facilité de faire des affaires (classement)		175	Revenu faible		Population (m)		57,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		172	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		141	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		159
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		155	Délai (jours)		57	Délai à l'export (jours)		64
Coût (% du revenu par habitant)		481,1	Coût (% valeur du bien)		9,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		3.120
Capital minimum (% du revenu par habitant)		177,3				Documents à l'import (nombre)		12
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159	Délai à l'import (jours)		92
<b>Octroi de licences</b> (classement)		140	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3.308
Procédures (nombre)		14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		306	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		171
Coût (% du revenu par habitant)		2281,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		51
						Délai (jours)		685
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		170	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142	Coût (% de la créance)		156,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		83	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		145
Indice de difficulté de licencier (0–100)		70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		5,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		78	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		6				Taux de recouvrement (cents par dollar)		4,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		31	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		147			
			Paiements (nombre par année)		34			
			Délai (heures par année)		312			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		235,4			

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2.370					
Facilité de faire des affaires (classement)		117		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		8,9			
Création d'entreprise (classement)		119		Transfert de propriété (classement)		126		Commerce transfrontalier (classement)		55	
Procédures (nombre)		10		Procédures (nombre)		7		Documents à l'export (nombre)		7	
Délai (jours)		73		Délai (jours)		107		Délai à l'export (jours)		17	
Coût (% du revenu par habitant)		30,2		Coût (% valeur du bien)		5,1		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		770	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1,1						Documents à l'import (nombre)		11	
				Obtention de prêts (classement)		33		Délai à l'import (jours)		17	
Octroi de licences (classement)		77		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		990	
Procédures (nombre)		17		Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6					
Délai (jours)		165		Couverture du registre public (% des adultes)		11,9		Exécution des contrats (classement)		108	
Coût (% du revenu par habitant)		240,1		Couverture du registre privé (% des adultes)		57,1		Procédures (nombre)		29	
								Délai (jours)		460	
Embauche des travailleurs (classement)		127		Protection des investisseurs (classement)		135		Coût (% de la créance)		35,0	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56		Indice de divulgation de l'information (0–10)		5					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40		Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		0		Fermeture d'entreprise (classement)		142	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30		Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7		Délai (années)		3,5	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		42		Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		38	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		14						Taux de recouvrement (cents par dollar)		7,4	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		88		Paiement des taxes et impôts (classement)		146					
				Paiements (nombre par année)		87					
				Délai (heures par année)		178					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		67,9					

RÉPUBLIQUE DU CONGO		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		950		
Facilité de faire des affaires (classement)		171	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		4,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		146	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		163	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		166
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		12
Délai (jours)		71	Délai (jours)		137	Délai à l'export (jours)		50
Coût (% du revenu par habitant)		214,8	Coût (% valeur du bien)		27,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.732
Capital minimum (% du revenu par habitant)		192,4				Documents à l'import (nombre)		15
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		62
<b>Octroi de licences</b> (classement)		95	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.201
Procédures (nombre)		15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		175	Couverture du registre public (% des adultes)		1,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		155
Coût (% du revenu par habitant)		1243,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		47
						Délai (jours)		560
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		163	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		83	Coût (% de la créance)		45,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		110
Indice de difficulté de licencier (0–100)		70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		69	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		24
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		29				Taux de recouvrement (cents par dollar)		19,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		41	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		170			
			Palements (nombre par année)		94			
			Délai (heures par année)		576			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		57,3			
RÉPUBLIQUE KIRGHIZE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		440		
Facilité de faire des affaires (classement)		90	Revenu faible		Population (m)		5,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		41	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		31	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		173
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		..
Délai (jours)		21	Délai (jours)		8	Délai à l'export (jours)		..
Coût (% du revenu par habitant)		9,8	Coût (% valeur du bien)		1,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		..
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,5				Documents à l'import (nombre)		18
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		127
<b>Octroi de licences</b> (classement)		143	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3.032
Procédures (nombre)		20	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		218	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		38
Coût (% du revenu par habitant)		510,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,4	Procédures (nombre)		44
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		33	Délai (jours)		140
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		63	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8	Coût (% de la créance)		12,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		127
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		38				Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		25	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		150	Taux de recouvrement (cents par dollar)		14,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	Palements (nombre par année)		89			
			Délai (heures par année)		204			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		67,4			
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		10.710		
Facilité de faire des affaires (classement)		52	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		10,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		74	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		58	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		41
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		24	Délai (jours)		123	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		8,9	Coût (% valeur du bien)		3,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		713
Capital minimum (% du revenu par habitant)		36,8				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		21	Délai à l'import (jours)		22
<b>Octroi de licences</b> (classement)		110	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		833
Procédures (nombre)		31	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		271	Couverture du registre public (% des adultes)		3,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		57
Coût (% du revenu par habitant)		14,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		51,0	Procédures (nombre)		21
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		83	Délai (jours)		820
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		45	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2	Coût (% de la créance)		14,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		113
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Délai (années)		9,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		28				Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		35	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		110	Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	Palements (nombre par année)		14			
			Délai (heures par année)		930			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		49,0			

ROUMANIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		3.830		
Facilité de faire des affaires (classement)		49	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		21,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		7	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		114	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		35
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		11	Délai (jours)		150	Délai à l'export (jours)		14
Coût (% du revenu par habitant)		4,4	Coût (% valeur du bien)		1,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.300
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		4
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		48	Délai à l'import (jours)		14
			Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.200
<b>Octroi de licences</b> (classement)		116	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Procédures (nombre)		17	Couverture du registre public (% des adultes)		2,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		45
Délai (jours)		242	Couverture du registre privé (% des adultes)		5,5	Procédures (nombre)		43
Coût (% du revenu par habitant)		332,6				Délai (jours)		335
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		33	Coût (% de la créance)		10,7
			Indice de divulgation de l'information (0–10)		9			
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		101	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		108
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		4,6
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40				Taux de recouvrement (cents par dollar)		19,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		51	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		131			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		33	Paiements (nombre par année)		89			
Coût de licenciement (semaines de salaire)		3	Délai (heures par année)		198			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,9			
ROYAUME-UNI		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		37.600		
Facilité de faire des affaires (classement)		6	Revenu élevé		Population (m)		60,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		9	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		19	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		14
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		2	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		18	Délai (jours)		21	Délai à l'export (jours)		12
Coût (% du revenu par habitant)		0,7	Coût (% valeur du bien)		4,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		676
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		4
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		1	Délai à l'import (jours)		12
			Indice de fiabilité des garanties (0–10)		10	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		756
<b>Octroi de licences</b> (classement)		46	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Procédures (nombre)		19	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		22
Délai (jours)		115	Couverture du registre privé (% des adultes)		86,1	Procédures (nombre)		19
Coût (% du revenu par habitant)		68,9				Délai (jours)		229
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		9	Coût (% de la créance)		16,8
			Indice de divulgation de l'information (0–10)		10			
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		17	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		10
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		1,0
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de protection des investisseurs (0–10)		8,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		6
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		85,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		14	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		12			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		11	Paiements (nombre par année)		7			
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	Délai (heures par année)		105			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		35,4			
RUSSIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		4.460		
Facilité de faire des affaires (classement)		96	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		143,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		33	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		44	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		143
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		28	Délai (jours)		52	Délai à l'export (jours)		39
Coût (% du revenu par habitant)		2,7	Coût (% valeur du bien)		0,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2.237
Capital minimum (% du revenu par habitant)		3,4				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159	Délai à l'import (jours)		38
			Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.237
<b>Octroi de licences</b> (classement)		163	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Procédures (nombre)		22	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		25
Délai (jours)		531	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		31
Coût (% du revenu par habitant)		275,3				Délai (jours)		178
			<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		13,5
			Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		87	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		81
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		3,8
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		44	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		98			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		31	Paiements (nombre par année)		23			
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	Délai (heures par année)		256			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		54,2			

RWANDA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		230		
Facilité de faire des affaires (classement)		158	Revenu faible		Population (m)		9,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		58	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		134	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		175
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		14
Délai (jours)		16	Délai (jours)		371	Délai à l'export (jours)		60
Coût (% du revenu par habitant)		188,3	Coût (% valeur du bien)		9,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		3.840
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		20
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		159	Délai à l'import (jours)		95
<b>Octroi de licences</b> (classement)		133	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		1	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		4.080
Procédures (nombre)		17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		252	Couverture du registre public (% des adultes)		0,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		69
Coût (% du revenu par habitant)		626,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		27
						Délai (jours)		310
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		106	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		162	Coût (% de la créance)		43,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		1	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		49	Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		5				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		83			
			Paievements (nombre par année)		43			
			Délai (heures par année)		168			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		41,1			

SAINTE LUCIE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		4.800		
Facilité de faire des affaires (classement)		27	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		0,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		43	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		51	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		45
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		40	Délai (jours)		20	Délai à l'export (jours)		9
Coût (% du revenu par habitant)		25,9	Coût (% valeur du bien)		7,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.053
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		101	Délai à l'import (jours)		19
<b>Octroi de licences</b> (classement)		10	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.163
Procédures (nombre)		9	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		139	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		160
Coût (% du revenu par habitant)		34,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		51
						Délai (jours)		635
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		29	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		19	Coût (% de la créance)		31,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		39
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		13	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		5				Taux de recouvrement (cents par dollar)		42,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		56	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		9			
			Paievements (nombre par année)		16			
			Délai (heures par année)		41			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		31,5			

SAINT-KITTS-ET-NEVIS		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		8.210		
Facilité de faire des affaires (classement)		85	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		105	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		136	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		37
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		47	Délai (jours)		81	Délai à l'export (jours)		11
Coût (% du revenu par habitant)		26,7	Coût (% valeur du bien)		13,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		706
Capital minimum (% du revenu par habitant)		45,4				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		13
<b>Octroi de licences</b> (classement)		7	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		756
Procédures (nombre)		14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		72	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		135
Coût (% du revenu par habitant)		15,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		49
						Délai (jours)		578
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		35	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		19	Coût (% de la créance)		17,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		13	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		60	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		116			
			Paievements (nombre par année)		23			
			Délai (heures par année)		368			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		52,7			

**SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES**

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		3.590		
Facilité de faire des affaires (classement)		44	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		29	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		101	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		48
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		12	Délai (jours)		37	Délai à l'export (jours)		15
Coût (% du revenu par habitant)		33,8	Coût (% valeur du bien)		11,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		756
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		13
<b>Octroi de licences</b> (classement)		1	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.354
Procédures (nombre)		11	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		74	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		125
Coût (% du revenu par habitant)		10,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		52
						Délai (jours)		394
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		48	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		19	Coût (% de la créance)		22,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		17	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		4				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		54	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		32			
			Paielements (nombre par année)		21			
			Délai (heures par année)		208			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		33,6			

**SALOMON (ÎLES)**

SALOMON (ÎLES)		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		590		
Facilité de faire des affaires (classement)		69	Revenu faible		Population (m)		0,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		76	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		159	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		34
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		10	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		57	Délai (jours)		297	Délai à l'export (jours)		15
Coût (% du revenu par habitant)		68,9	Coût (% valeur du bien)		4,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		805
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		143	Délai à l'import (jours)		12
<b>Octroi de licences</b> (classement)		40	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		788
Procédures (nombre)		13	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		74	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		102
Coût (% du revenu par habitant)		501,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		25
						Délai (jours)		455
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		53	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		46	Coût (% de la créance)		69,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		22	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		101
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		21	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		38
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		8				Taux de recouvrement (cents par dollar)		23,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		44	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		23			
			Paiements (nombre par année)		33			
			Délai (heures par année)		80			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		33,6			

**SAMOA**

SAMOA		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		2.090		
Facilité de faire des affaires (classement)		41	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		91	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		60	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		62
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		35	Délai (jours)		147	Délai à l'export (jours)		15
Coût (% du revenu par habitant)		45,5	Coût (% valeur du bien)		1,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.120
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		19
<b>Octroi de licences</b> (classement)		51	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.265
Procédures (nombre)		19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		88	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		54
Coût (% du revenu par habitant)		105,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		455
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		11	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		19	Coût (% de la créance)		15,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		125
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		10	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		38
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		6				Taux de recouvrement (cents par dollar)		15,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		42			
			Paielements (nombre par année)		36			
			Délai (heures par année)		224			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		22,1			

SAO-TOMÉ-ET-PRINCIPE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		390		
Facilité de faire des affaires (classement)		169	Revenu faible		Population (m)		0,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		122	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		144	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		69
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		144	Délai (jours)		62	Délai à l'export (jours)		27
Coût (% du revenu par habitant)		147,2	Coût (% valeur du bien)		12,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		490
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		29
<b>Octroi de licences</b> (classement)		142	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		577
Procédures (nombre)		16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		259	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		152
Coût (% du revenu par habitant)		1647,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		67
						Délai (jours)		405
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		175	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		69,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		61	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		67	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		6				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		149			
			Palements (nombre par année)		42			
			Délai (heures par année)		424			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		55,2			
SÉNÉGAL		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		710		
Facilité de faire des affaires (classement)		146	Revenu faible		Population (m)		11,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		150	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		151	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		94
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		58	Délai (jours)		114	Délai à l'export (jours)		22
Coût (% du revenu par habitant)		112,6	Coût (% valeur du bien)		18,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		978
Capital minimum (% du revenu par habitant)		269,6				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		143	Délai à l'import (jours)		26
<b>Octroi de licences</b> (classement)		66	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.674
Procédures (nombre)		15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		185	Couverture du registre public (% des adultes)		4,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		138
Coût (% du revenu par habitant)		151,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		33
						Délai (jours)		780
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		152	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		135	Coût (% de la créance)		23,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		72	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		74
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		61	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		21				Taux de recouvrement (cents par dollar)		31,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		38	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		159			
			Palements (nombre par année)		59			
			Délai (heures par année)		696			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		47,7			
SERBIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		3.280		
Facilité de faire des affaires (classement)		68	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		10,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		60	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		110	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		51
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		18	Délai (jours)		111	Délai à l'export (jours)		11
Coût (% du revenu par habitant)		10,2	Coût (% valeur du bien)		5,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.240
Capital minimum (% du revenu par habitant)		7,6				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		33	Délai à l'import (jours)		12
<b>Octroi de licences</b> (classement)		157	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.440
Procédures (nombre)		20	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		211	Couverture du registre public (% des adultes)		0,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		76
Coût (% du revenu par habitant)		1946,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		43,4	Procédures (nombre)		33
						Délai (jours)		635
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		73	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		12,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		103
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		38	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		23
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		18				Taux de recouvrement (cents par dollar)		22,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		27	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		64			
			Palements (nombre par année)		41			
			Délai (heures par année)		168			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		38,9			

SEYCHELLES		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	8.290	
Facilité de faire des affaires (classement)	84	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	42	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	50	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	81
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	38	Délai (jours)	33	Délai à l'export (jours)	17
Coût (% du revenu par habitant)	9,1	Coût (% valeur du bien)	7,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.842
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	159	Délai à l'import (jours)	19
<b>Octroi de licences</b> (classement)	69	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.842
Procédures (nombre)	22	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	147	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	73
Coût (% du revenu par habitant)	51,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	29
				Délai (jours)	720
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	84	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	46	Coût (% de la créance)	13,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	34	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	25			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	39	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	24		
		Paiements (nombre par année)	15		
		Délai (heures par année)	76		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,8		

SIERRA LEONE		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	220	
Facilité de faire des affaires (classement)	168	Revenu faible	Population (m)	5,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	80	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	168	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	124
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	26	Délai (jours)	235	Délai à l'export (jours)	29
Coût (% du revenu par habitant)	1194,5	Coût (% valeur du bien)	15,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	2.075
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	33
<b>Octroi de licences</b> (classement)	156	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2.218
Procédures (nombre)	48	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	236	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	166
Coût (% du revenu par habitant)	218,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	58
				Délai (jours)	515
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	171	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	227,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)	78	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	140
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	2,6
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	63	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	42
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	10			Taux de recouvrement (cents par dollar)	8,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	329	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	138		
		Paiements (nombre par année)	20		
		Délai (heures par année)	399		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	277,0		

SINGAPOUR		Extrême-Orient et Océanie	RNB par habitant (US\$)	27.490	
Facilité de faire des affaires (classement)	1	Revenu élevé	Population (m)	4,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	11	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	12	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	4
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	6	Délai (jours)	9	Délai à l'export (jours)	6
Coût (% du revenu par habitant)	0,8	Coût (% valeur du bien)	2,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	382
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	7	Délai à l'import (jours)	3
<b>Octroi de licences</b> (classement)	8	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	9	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	333
Procédures (nombre)	11	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	129	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	23
Coût (% du revenu par habitant)	22,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	38,6	Procédures (nombre)	29
				Délai (jours)	120
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	3	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	2	Coût (% de la créance)	14,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	2
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	9	Délai (années)	0,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	0	Indice de protection des investisseurs (0–10)	9,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	91,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	8		
		Paiements (nombre par année)	16		
		Délai (heures par année)	30		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	28,8		

SLOVAQUIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		7.950		
Facilité de faire des affaires (classement)		36	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		5,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		63	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		5	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		88
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		25	Délai (jours)		17	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		4,8	Coût (% valeur du bien)		0,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.015
Capital minimum (% du revenu par habitant)		39,1				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		13	Délai à l'import (jours)		21
<b>Octroi de licences</b> (classement)		47	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		9	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.050
Procédures (nombre)		13	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		272	Couverture du registre public (% des adultes)		1,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		59
Coût (% du revenu par habitant)		17,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		45,3	Procédures (nombre)		27
						Délai (jours)		565
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		72	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		15,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		17	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		31
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		39	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		35				Taux de recouvrement (cents par dollar)		48,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		113			
			Palements (nombre par année)		30			
			Délai (heures par année)		344			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,9			

SLOVÉNIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		17.350		
Facilité de faire des affaires (classement)		61	Revenu élevé		Population (m)		2,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		98	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		97	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		108
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		60	Délai (jours)		391	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		9,4	Coût (% valeur du bien)		2,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.070
Capital minimum (% du revenu par habitant)		16,1				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		48	Délai à l'import (jours)		24
<b>Octroi de licences</b> (classement)		63	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.107
Procédures (nombre)		14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		207	Couverture du registre public (% des adultes)		2,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		84
Coût (% du revenu par habitant)		122,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		25
						Délai (jours)		1350
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		146	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		46	Coût (% de la créance)		15,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		61	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		35
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		57	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		44,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		40	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		84			
			Palements (nombre par année)		34			
			Délai (heures par année)		272			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		39,4			

SOUDAN		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		640		
Facilité de faire des affaires (classement)		154	Revenu faible		Population (m)		36,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		82	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		29	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		165
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		12
Délai (jours)		39	Délai (jours)		9	Délai à l'export (jours)		56
Coût (% du revenu par habitant)		58,6	Coût (% valeur du bien)		3,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.870
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		143	Délai à l'import (jours)		83
<b>Octroi de licences</b> (classement)		92	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.970
Procédures (nombre)		17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		172	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		158
Coût (% du revenu par habitant)		506,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		67
						Délai (jours)		770
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		164	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142	Coût (% de la créance)		20,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		151
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		55	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		25				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		118	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		93			
			Palements (nombre par année)		66			
			Délai (heures par année)		180			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		37,1			

SRI LANKA		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		1.160		
Facilité de faire des affaires (classement)		89	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		19,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		44	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		125	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		99
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		50	Délai (jours)		63	Délai à l'export (jours)		25
Coût (% du revenu par habitant)		9,2	Coût (% valeur du bien)		5,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		797
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		101	Délai à l'import (jours)		27
<b>Octroi de licences</b> (classement)		71	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		789
Procédures (nombre)		17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		167	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		90
Coût (% du revenu par habitant)		151,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		3,1	Procédures (nombre)		20
						Délai (jours)		837
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		98	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		21,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		59
Indice de difficulté de licencier (0–100)		60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		15				Taux de recouvrement (cents par dollar)		35,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		178	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		157			
			Paiements (nombre par année)		61			
			Délai (heures par année)		256			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		74,9			
SUÈDE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		41.060		
Facilité de faire des affaires (classement)		13	Revenu élevé		Population (m)		9,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		20	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		7	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		9
Procédures (nombre)		3	Procédures (nombre)		1	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		16	Délai (jours)		2	Délai à l'export (jours)		6
Coût (% du revenu par habitant)		0,7	Coût (% valeur du bien)		3,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		831
Capital minimum (% du revenu par habitant)		33,7				Documents à l'import (nombre)		3
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		33	Délai à l'import (jours)		6
<b>Octroi de licences</b> (classement)		17	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		831
Procédures (nombre)		8	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		116	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		2
Coût (% du revenu par habitant)		115,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		19
						Délai (jours)		208
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		94	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		46	Coût (% de la créance)		5,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)		28	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		17
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		43	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		33				Taux de recouvrement (cents par dollar)		75,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		39			
			Paiements (nombre par année)		5			
			Délai (heures par année)		122			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		57,0			
SUISSE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		54.930		
Facilité de faire des affaires (classement)		15	Revenu élevé		Population (m)		7,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		27	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		11	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		49
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		20	Délai (jours)		16	Délai à l'export (jours)		17
Coût (% du revenu par habitant)		2,2	Coût (% valeur du bien)		0,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.238
Capital minimum (% du revenu par habitant)		15,1				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		21	Délai à l'import (jours)		18
<b>Octroi de licences</b> (classement)		38	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.333
Procédures (nombre)		15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		152	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		9
Coût (% du revenu par habitant)		57,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		24,5	Procédures (nombre)		22
						Délai (jours)		215
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		24	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		156	Coût (% de la créance)		11,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		33
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		23	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		14				Taux de recouvrement (cents par dollar)		47,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		7			
			Paiements (nombre par année)		13			
			Délai (heures par année)		68			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		24,9			

SURINAM		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2.540		
Facilité de faire des affaires (classement)		122	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		158	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		120	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		43
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		694	Délai (jours)		193	Délai à l'export (jours)		16
Coût (% du revenu par habitant)		153,8	Coût (% valeur du bien)		10,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		905
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1,4				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		15
<b>Octroi de licences</b> (classement)		100	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		815
Procédures (nombre)		14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		431	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		111
Coût (% du revenu par habitant)		196,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		29
						Délai (jours)		1290
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		39	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		156	Coût (% de la créance)		15,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		143
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		23	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		30
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		7,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		21			
			Paievements (nombre par année)		17			
			Délai (heures par année)		199			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		27,8			
SWAZILAND		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		2.280		
Facilité de faire des affaires (classement)		76	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		1,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		112	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		140	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		133
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		11	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		61	Délai (jours)		46	Délai à l'export (jours)		9
Coût (% du revenu par habitant)		41,1	Coût (% valeur du bien)		7,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.857
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		14
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		21	Délai à l'import (jours)		35
<b>Octroi de licences</b> (classement)		16	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.950
Procédures (nombre)		11	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		114	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		132
Coût (% du revenu par habitant)		97,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		39,0	Procédures (nombre)		31
						Délai (jours)		972
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		47	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		168	Coût (% de la créance)		20,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		56
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		17	Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		3				Taux de recouvrement (cents par dollar)		36,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		53	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		38			
			Paievements (nombre par année)		34			
			Délai (heures par année)		104			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		39,5			
SYRIE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		1.380		
Facilité de faire des affaires (classement)		130	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		19,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		142	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		88	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		147
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		43	Délai (jours)		34	Délai à l'export (jours)		40
Coût (% du revenu par habitant)		21,1	Coût (% valeur du bien)		27,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.300
Capital minimum (% du revenu par habitant)		4233,5				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		49
<b>Octroi de licences</b> (classement)		87	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.962
Procédures (nombre)		20	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		134	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		153
Coût (% du revenu par habitant)		298,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		47
						Délai (jours)		872
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		89	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		21,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		77
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		2	Délai (années)		4,1
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		30	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		29,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		80	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		59			
			Paievements (nombre par année)		21			
			Délai (heures par année)		336			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		35,5			

TADJIKISTAN		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		330		
Facilité de faire des affaires (classement)		133	Revenu faible		Population (m)		6,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		166	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		40	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		163
Procédures (nombre)		14	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		14
Délai (jours)		67	Délai (jours)		37	Délai à l'export (jours)		72
Coût (% du revenu par habitant)		75,1	Coût (% valeur du bien)		2,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		4.300
Capital minimum (% du revenu par habitant)		378,6				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		143	Délai à l'import (jours)		44
<b>Octroi de licences</b> (classement)		85	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3.550
Procédures (nombre)		18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		187	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		39
Coût (% du revenu par habitant)		154,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		46
						Délai (jours)		257
						Coût (% de la créance)		10,3
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		52	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		172			
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		50
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		0	Délai (années)		3,0
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		5	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		31	Indice de protection des investisseurs (0–10)		1,7	Taux de recouvrement (cents par dollar)		39,1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		25						
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		154			
			Paielements (nombre par année)		55			
			Délai (heures par année)		224			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		87,0			

TAIWAN, CHINE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		16.170		
Facilité de faire des affaires (classement)		47	Revenu élevé		Population (m)		22,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		94	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		24	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		42
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		48	Délai (jours)		5	Délai à l'export (jours)		14
Coût (% du revenu par habitant)		4,6	Coût (% valeur du bien)		6,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		747
Capital minimum (% du revenu par habitant)		200,0				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		48	Délai à l'import (jours)		14
<b>Octroi de licences</b> (classement)		148	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		747
Procédures (nombre)		32	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		206	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		62
Coût (% du revenu par habitant)		231,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		59,5	Procédures (nombre)		28
						Délai (jours)		510
						Coût (% de la créance)		16,6
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		154	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		4
Indice de difficulté de recruter (0–100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8	Délai (années)		0,8
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Taux de recouvrement (cents par dollar)		89,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		56	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		11						
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		78			
			Paielements (nombre par année)		15			
			Délai (heures par année)		1104			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		35,8			

TANZANIE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		340		
Facilité de faire des affaires (classement)		142	Revenu faible		Population (m)		38,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		127	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		157	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		67
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		10	Documents à l'export (nombre)		3
Délai (jours)		30	Délai (jours)		123	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		91,6	Coût (% valeur du bien)		5,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		822
Capital minimum (% du revenu par habitant)		5,5				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		39
<b>Octroi de licences</b> (classement)		172	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		917
Procédures (nombre)		26	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		313	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		65
Coût (% du revenu par habitant)		3796,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		21
						Délai (jours)		393
						Coût (% de la créance)		51,5
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		143	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		99	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		105
Indice de difficulté de recruter (0–100)		100	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Indice de difficulté de licencier (0–100)		60	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Taux de recouvrement (cents par dollar)		21,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		67	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		16						
Coût de licenciement (semaines de salaire)		32	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		113			
			Paielements (nombre par année)		48			
			Délai (heures par année)		248			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		45,0			

<b>TCHAD</b>		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	400
Facilité de faire des affaires (classement)	172	Revenu faible		Population (m)	9,7
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	174	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	122	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	157
Procédures (nombre)	19	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	75	Délai (jours)	44	Délai à l'export (jours)	87
Coût (% du revenu par habitant)	226,1	Coût (% valeur du bien)	21,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1.860
Capital minimum (% du revenu par habitant)	414,1			Documents à l'import (nombre)	14
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	111
<b>Octroi de licences</b> (classement)	114	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2.400
Procédures (nombre)	16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	199	Couverture du registre public (% des adultes)	0,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	171
Coût (% du revenu par habitant)	1139,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	52
				Délai (jours)	743
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	148	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Coût (% de la créance)	54,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)	39	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	80	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	10,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	60	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	63
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	21			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	36	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	132		
		Palements (nombre par année)	65		
		Délai (heures par année)	122		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	68,2		
<b>THAÏLANDE</b>		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	2.750
Facilité de faire des affaires (classement)	18	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	64,2
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	28	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	18	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	103
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	33	Délai (jours)	2	Délai à l'export (jours)	24
Coût (% du revenu par habitant)	5,8	Coût (% valeur du bien)	6,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	848
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	12
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	33	Délai à l'import (jours)	22
<b>Octroi de licences</b> (classement)	3	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.042
Procédures (nombre)	9	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	127	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	44
Coût (% du revenu par habitant)	11,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	21,7	Procédures (nombre)	26
				Délai (jours)	425
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	46	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	33	Coût (% de la créance)	17,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	38
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	18	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	36
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	5			Taux de recouvrement (cents par dollar)	42,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	54	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	57		
		Palements (nombre par année)	46		
		Délai (heures par année)	104		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	40,2		
<b>TIMOR-LESTE</b>		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	750
Facilité de faire des affaires (classement)	174	Revenu faible		Population (m)	1,0
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	160	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	172	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	73
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	92	Délai (jours)	AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)	32
Coût (% du revenu par habitant)	83,3	Coût (% valeur du bien)	AUCUN CAS	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	700
Capital minimum (% du revenu par habitant)	666,7			Documents à l'import (nombre)	11
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	159	Délai à l'import (jours)	37
<b>Octroi de licences</b> (classement)	173	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	700
Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	AUCUN CAS	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	175
Coût (% du revenu par habitant)	AUCUN CAS	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	69
				Délai (jours)	1170
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	115	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	142	Coût (% de la créance)	183,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)	67	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	46	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	35	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	124		
		Palements (nombre par année)	15		
		Délai (heures par année)	640		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	59,2		

<b>TOGO</b>		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	350
Facilité de faire des affaires (classement)	151	Revenu faible		Population (m)	6,1
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	169	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	155	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	64
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	53	Délai (jours)	242	Délai à l'export (jours)	32
Coût (% du revenu par habitant)	252,7	Coût (% valeur du bien)	7,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	463
Capital minimum (% du revenu par habitant)	539,7			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	143	Délai à l'import (jours)	41
<b>Octroi de licences</b> (classement)	132	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	695
Procédures (nombre)	14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	273	Couverture du registre public (% des adultes)	3,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	123
Coût (% du revenu par habitant)	1435,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	37
				Délai (jours)	535
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	145	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	135	Coût (% de la créance)	24,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	88
Indice de difficulté de licencier (0–100)	70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	58	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	25			Taux de recouvrement (cents par dollar)	27,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)	36	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	130		
		Paiements (nombre par année)	51		
		Délai (heures par année)	270		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,3		
<b>TONGA</b>		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	2.190
Facilité de faire des affaires (classement)	51	Revenu intermédiaire inférieure		Population (m)	0,1
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	23	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	108	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	17
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	32	Délai (jours)	108	Délai à l'export (jours)	12
Coût (% du revenu par habitant)	10,3	Coût (% valeur du bien)	10,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	265
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)	17
<b>Octroi de licences</b> (classement)	37	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	360
Procédures (nombre)	15	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	81	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	126
Coût (% du revenu par habitant)	174,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	30
		<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	99	Délai (jours)	510
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	4	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3	Coût (% de la créance)	47,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	92
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Délai (années)	2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	7			Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	81	Taux de recouvrement (cents par dollar)	25,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	Paiements (nombre par année)	22		
		Délai (heures par année)	164		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	56,2		
<b>TRINITÉ-ET-TOBAGO</b>		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	10.440
Facilité de faire des affaires (classement)	59	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	1,3
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	35	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	154	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	22
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	43	Délai (jours)	162	Délai à l'export (jours)	9
Coût (% du revenu par habitant)	1,1	Coût (% valeur du bien)	7,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	693
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	48	Délai à l'import (jours)	13
<b>Octroi de licences</b> (classement)	81	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1.093
Procédures (nombre)	19	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	3		
Délai (jours)	292	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	156
Coût (% du revenu par habitant)	9,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	31,5	Procédures (nombre)	37
		<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	15	Délai (jours)	1340
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	27	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4	Coût (% de la créance)	30,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	9		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,7	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	7			Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	5	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	27	Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	67	Paiements (nombre par année)	28		
		Délai (heures par année)	114		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,2		

TUNISIE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		2.890		
Facilité de faire des affaires (classement)		80	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		10,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		59	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		71	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		39
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		11	Délai (jours)		57	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		9,3	Coût (% valeur du bien)		6,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		770
Capital minimum (% du revenu par habitant)		28,3				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		101	Délai à l'import (jours)		29
<b>Octroi de licences</b> (classement)		110	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		600
Procédures (nombre)		24	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		79	Couverture du registre public (% des adultes)		11,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		40
Coût (% du revenu par habitant)		1031,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		21
						Délai (jours)		481
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		92	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		151	Coût (% de la créance)		17,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		17	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		29
Indice de difficulté de licencier (0–100)		80	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		1,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		46	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		51,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		139			
			Palements (nombre par année)		45			
			Délai (heures par année)		268			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		58,8			

TURQUIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		4.710		
Facilité de faire des affaires (classement)		91	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		72,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		53	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		54	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		79
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		9	Délai (jours)		9	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		26,8	Coût (% valeur du bien)		3,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		513
Capital minimum (% du revenu par habitant)		18,7				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		25
<b>Octroi de licences</b> (classement)		148	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		735
Procédures (nombre)		32	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		232	Couverture du registre public (% des adultes)		6,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		70
Coût (% du revenu par habitant)		150,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		..	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		420
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		146	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		17,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		138
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		5,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		49	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		9,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		95	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		65			
			Palements (nombre par année)		18			
			Délai (heures par année)		254			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		46,3			

UKRAINE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		1.520		
Facilité de faire des affaires (classement)		128	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		47,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		101	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		133	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		106
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		10	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		33	Délai (jours)		93	Délai à l'export (jours)		33
Coût (% du revenu par habitant)		9,2	Coût (% valeur du bien)		3,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.009
Capital minimum (% du revenu par habitant)		198,8				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		65	Délai à l'import (jours)		46
<b>Octroi de licences</b> (classement)		107	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.025
Procédures (nombre)		18	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		242	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		26
Coût (% du revenu par habitant)		186,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		28
						Délai (jours)		183
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		107	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142	Coût (% de la créance)		16,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		139
Indice de difficulté de licencier (0–100)		80	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		55	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		42
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		39				Taux de recouvrement (cents par dollar)		8,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		174			
			Palements (nombre par année)		98			
			Délai (heures par année)		2185			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		60,3			

URUGUAY		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		4.360	
Facilité de faire des affaires (classement)	64	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		3,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	134	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	138	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		59	
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)		9	
Délai (jours)	43	Délai (jours)	66	Délai à l'export (jours)		22	
Coût (% du revenu par habitant)	44,2	Coût (% valeur du bien)	7,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		552	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	183,3			Documents à l'import (nombre)		9	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	33	Délai à l'import (jours)		25	
<b>Octroi de licences</b> (classement)	56	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		666	
Procédures (nombre)	17	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	6				
Délai (jours)	156	Couverture du registre public (% des adultes)	13,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		119	
Coût (% du revenu par habitant)	96,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	85,3	Procédures (nombre)		39	
				Délai (jours)		655	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	58	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	83	Coût (% de la créance)		15,9	
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		37	
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)		2,1	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	31	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	6			Taux de recouvrement (cents par dollar)		43,2	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	31	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	76				
		Paiements (nombre par année)	41				
		Délai (heures par année)	300				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	27,6				

VANUATU		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		1.600	
Facilité de faire des affaires (classement)	58	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	65	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	91	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		120	
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)		9	
Délai (jours)	39	Délai (jours)	188	Délai à l'export (jours)		12	
Coût (% du revenu par habitant)	61,3	Coût (% valeur du bien)	7,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.565	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)		16	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	117	Délai à l'import (jours)		14	
<b>Octroi de licences</b> (classement)	33	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.975	
Procédures (nombre)	7	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0				
Délai (jours)	82	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		88	
Coût (% du revenu par habitant)	398,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)		24	
				Délai (jours)		430	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	96	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	60	Coût (% de la créance)		64,0	
Indice de difficulté de recruter (0–100)	50	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		45	
Indice de difficulté de licencier (0–100)	10	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)		2,6	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	33	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		38	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)		40,0	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	19				
		Paiements (nombre par année)	32				
		Délai (heures par année)	120				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	14,4				

VENEZUELA		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		4.810	
Facilité de faire des affaires (classement)	164	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		26,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	129	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	75	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		116	
Procédures (nombre)	16	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)	141	Délai (jours)	47	Délai à l'export (jours)		32	
Coût (% du revenu par habitant)	25,4	Coût (% valeur du bien)	2,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		525	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)		13	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	143	Délai à l'import (jours)		67	
<b>Octroi de licences</b> (classement)	98	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		900	
Procédures (nombre)	13	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0				
Délai (jours)	276	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		129	
Coût (% du revenu par habitant)	388,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)		41	
				Délai (jours)		435	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	165	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	162	Coût (% de la créance)		28,7	
Indice de difficulté de recruter (0–100)	67	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		144	
Indice de difficulté de licencier (0–100)	100	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	2	Délai (années)		4,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	76	Indice de protection des investisseurs (0–10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		38	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	16			Taux de recouvrement (cents par dollar)		6,7	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	47	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	167				
		Paiements (nombre par année)	68				
		Délai (heures par année)	864				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	51,9				

VIETNAM		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		620		
Facilité de faire des affaires (classement)		104	Revenu faible		Population (m)		83,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		97	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		34	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		75
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		50	Délai (jours)		67	Délai à l'export (jours)		35
Coût (% du revenu par habitant)		44,5	Coût (% valeur du bien)		1,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		701
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		36
<b>Octroi de licences</b> (classement)		25	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		887
Procédures (nombre)		14	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		133	Couverture du registre public (% des adultes)		2,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		94
Coût (% du revenu par habitant)		56,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		295
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		104	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		170	Coût (% de la créance)		31,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		116
Indice de difficulté de licencier (0–100)		70	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		2	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		37	Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		87	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		120			
			Palements (nombre par année)		32			
			Délai (heures par année)		1050			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		41,6			
YÉMEN		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		600		
Facilité de faire des affaires (classement)		98	Revenu faible		Population (m)		21,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		171	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		43	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		107
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		63	Délai (jours)		21	Délai à l'export (jours)		33
Coût (% du revenu par habitant)		228,0	Coût (% valeur du bien)		3,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1.129
Capital minimum (% du revenu par habitant)		2565,7				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		117	Délai à l'import (jours)		31
<b>Octroi de licences</b> (classement)		39	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1.475
Procédures (nombre)		13	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		107	Couverture du registre public (% des adultes)		0,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		37
Coût (% du revenu par habitant)		306,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		360
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		53	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		118	Coût (% de la créance)		10,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		82
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		33	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		9				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		89			
			Palements (nombre par année)		32			
			Délai (heures par année)		248			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,0			
ZAMBIE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		490		
Facilité de faire des affaires (classement)		102	Revenu faible		Population (m)		11,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		67	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		119	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		170
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		16
Délai (jours)		35	Délai (jours)		70	Délai à l'export (jours)		60
Coût (% du revenu par habitant)		29,9	Coût (% valeur du bien)		9,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2.500
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1,9				Documents à l'import (nombre)		19
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		83	Délai à l'import (jours)		62
<b>Octroi de licences</b> (classement)		123	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2.640
Procédures (nombre)		16	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		196	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		51
Coût (% du revenu par habitant)		1766,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		21
						Délai (jours)		404
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		80	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		60	Coût (% de la créance)		28,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		104
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		3,1
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		23	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		11				Taux de recouvrement (cents par dollar)		22,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		178	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		25			
			Palements (nombre par année)		36			
			Délai (heures par année)		132			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		22,2			

<b>ZIMBABWE</b>		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	340
Facilité de faire des affaires (classement)	153	Revenu faible		Population (m)	13,0
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	137	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	80	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	168
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	96	Délai (jours)	30	Délai à l'export (jours)	52
Coût (% du revenu par habitant)	35,6	Coût (% valeur du bien)	24,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	3.175
Capital minimum (% du revenu par habitant)	53,0			Documents à l'import (nombre)	15
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	101	Délai à l'import (jours)	66
<b>Octroi de licences</b> (classement)	171	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	4.565
Procédures (nombre)	21	Étendu de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	481	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	93
Coût (% du revenu par habitant)	1509,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	33
				Délai (jours)	410
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	122	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	118	Coût (% de la créance)	26,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	150
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Facilité des poursuites par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	34	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	446	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	95		
		Paievements (nombre par année)	59		
		Délai (heures par année)	216		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,0		



# Remerciements

Les coordonnées des partenaires locaux sont  
accessibles à l'adresse suivante :  
<http://www.doingbusiness.org>

*Doing Business 2007* a été rédigé par l'équipe conduite par Simeon Djankov et Caralee McLiesh, sous la supervision de Michael Klein. L'équipe est composée de Svetlana Bagaudinova, Marie-Lily Delion, Jacqueline den Otter, Allen Dennis, Penelope Fidas, Monica Hanssen, Sabine Hertveldt, Benjamin Horne, Melissa Johns, Joanna Kata-Blackman, Adam Larson, Julien Levis, Darshini Manraj, Dana Omran, Rita Ramalho, Sylvia Solf, Caroline Van Coppenolle, Adriana Vicentini, Lihong Wang, Jelani Wilkins et Justin Yap. Mema Beye, Hania Dawood et Francoise-Helene Schorosh ont contribué dans les derniers mois avant la publication.

Oliver Hart, Rafael La Porta et Andrei Shleifer ont fourni un appui théorique au projet. Le projet de paiement des taxes et impôts a été conduit en coopération avec PricewaterhouseCoopers, sous la direction de Robert Morris avec Kelly Murray et Penny Vaughn. Le projet de protection des investisseurs et exécution des contrats ont été produits en coopération avec l'association Lex Mundi conduit par Carl Anduri et Sam Nolen. Le ministère des affaires étrangères de l'Islande a financé l'ajout de 20 pays étudiés. Paul Holtz et Alison Strong ont revu et corrigé le manuscrit, Nadine Shamounki Ghannam et Suzanne Smith ont participé au niveau de l'édition et du marketing. Gerry Quinn a mis en page le rapport et les graphiques.

Chaque chapitre a été revu par des experts dont Irina Astrakhan, Teresa Barger, Alexander Berg, David Bernstein, Penelope Brook, Tony Burns, Mierta Capaul, Stijn Claessens, Jacqueline Coolidge, Michael Engelschalk, Mario Gamboa-Cavazos, Luke Haggarty, Linn Hammergren, Catherine Anne Hickey, Leora Klapper, Arvo Kuddo, Peter Ladegaard, Richard Messick,

Andrei Mikhnev, Claudio Montenegro, Tatiana Nenova, Sanda Putnina, Dory Reiling, Adolfo Rouillon, Jorge Saba Arbach, Jolyne Sanjak, Sevi Simavi, Inderbir Singh Dhingra, Kalanidhi Subbarao, Richard Symonds, Vijay Tata et Mahesh Uttamchandani.

Le rapport complet a été revu par Demba Ba, François Bourguignon, Susan Goldmark, Arvind Gupta, Ernesto May, Fernando Montes-Negret, Vikram Nehru, Michele de Nevers, Guillermo Perry, Mohammad Zia Qureshi et Tefvik Mehmet Yaprak. Nous remercions particulièrement les bureaux pays ainsi que les équipes du secteur privés de la Banque Mondiale.

Le rapport *Doing Business 2007* a été initialement traduit au français par Transperfect Translations International, Inc. à Washington, DC. La version française a été revue et corrigée par Caroline Van Coppenolle, Julien Levis, Jean Michel Lobet, Frederic Bustelo et Monica Hanssen.

Le service Internet de la base de données de *Doing Business* est sous la tutelle de l'unité de gestion des connaissances sur le développement du secteur privé.

Le rapport a été rendu possible par la généreuse contribution de plus de 5000 avocats, comptables, magistrats, hommes d'affaires et officiels dans 175 économies. Les citations utilisées dans le rapport proviennent de nos partenaires locaux sauf indications contraires. Ceux qui ont souhaité être mentionnés le sont ci-dessous. Leurs coordonnées sont accessibles à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>.

## CONTRIBUTEURS MONDIAUX

ALLEN &amp; OVERY LLP

BAKER &amp; MCKENZIE

BOOZ ALLEN HAMILTON INC.

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &amp; HAMILTON LLP

LEX MUNDI, ASSOCIATION OF INDEPENDENT LAW FIRMS

PRICEWATERHOUSECOOPERS

SDV INTERNATIONAL LOGISTICS

## CONTRIBUTEURS RÉGIONAUX

ACZALAW

Robert Hughes

IKRP ROKAS &amp; PARTNERS

## AFGHANISTAN

Taqi-ud-din Ahmad

A.F. FERGUSON &amp; CO.

Shafic Gawhari

MINISTRY OF COMMERCE

Parwana Hasan

AWLPA

Rashid Ibrahim

A.F. FERGUSON &amp; CO.

Visal Khan

MANDI WALLA &amp; ZAFAR

Yasin Khosti

SOCIETY OF AFGHAN  
ARCHITECTS AND ENGINEERS

Gaurav Kukreja

AFGHAN CONTAINER TRANSPORT  
Co.

Khalid Mahmood

A.F. FERGUSON &amp; CO.

Zahoor Malla

GLOBALINK LOGISTICS GROUP

Mehmood Y. Mandiwalla

MANDI WALLA &amp; ZAFAR

John D. McDonald

BAKER &amp; MCKENZIE, LLP

Salman Nasim

A.F. FERGUSON &amp; CO.

Soli Parakh

A.F. FERGUSON &amp; CO.

Abdul Rahman Watanwal

MBC CONSTRUCTION

Charles Clinton

ALTAI CONSULTING

Zaid Mohseni

ZAMOH

Omar Zakhilwal

AFGHANISTAN INVESTMENT  
SUPPORT AGENCY

## AFRIQUE DU SUD

Mark Badenhorst

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Heidi Bell

BOWMAN GILFILLAN, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Paul Coetser

BRINK COHEN LE ROUX

Paul De Chlain

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gretchen De Smit

EDWARD NATHAN

Miranda Feinstein

EDWARD NATHAN

Tim Gordon-Grant

BOWMAN GILFILLAN, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Roelof Grové

ADAMS &amp; ADAMS

Erle Koomets

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Victor Mesquita

MANICA AFRICA

Jenny Murphy

SAFCOR PANALPINA

Eamonn Quinn

EAMONN DAVID QUINN  
ATTORNEY

Peter Sands

SDV TRANSAMI PTY. LTD

Ivan Tshinangwe

VAN HULSTEN'S ATTORNEYS

Claire Tucker

BOWMAN GILFILLAN, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Jacques van Wyk

CLIFFE DEKKER

Llvellyn Van Wyk

CSIR

Ralph Zulman

SUPREME COURT OF APPEAL OF  
SOUTH AFRICA

## ALBANIE

Artur Asllani

STUDIO LEGALE TONUCCI

Alban Caushi

KALO &amp; ASSOCIATES

Sokol Elmazi

BOGA &amp; ASSOCIATES

Jola Gjuzi

KALO &amp; ASSOCIATES

Vilma Gjyshi

KALO &amp; ASSOCIATES

Shkelqim Kerluku

IKRP ROKAS &amp; PARTNERS

Kledi Kodra

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Genci Krasniqi

KALO &amp; ASSOCIATES

Georgios K. Lemonis

IKRP ROKAS &amp; PARTNERS

Vojo Malo

BOGA &amp; ASSOCIATES

Andi Memi

HOXHA, MEMI &amp; HOXHA

Albert Muratti

SHEGA GROUP

Loreta Peci

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Laura Qorlaze

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Oltiana Rexhepai

IKRP ROKAS &amp; PARTNERS

Spyridon Tsallas

IKRP ROKAS &amp; PARTNERS

Zamira Xhaferri

IKRP ROKAS &amp; PARTNERS

## ALGÉRIE

Branka Achari-Djokic

BANK OF ALGERIA

Adnane Bouchaib

BOUCHAIB LAW FIRM

Samir Boukider

GHELLAL &amp; MEKERBA

Samir Djellouit

CABINET SATOR

Mourad Dubert

ARCHITECTE

Malik Elkettas

ELKETTAS INTERNATIONAL

Mohamed El Amine Haddad

GHELLAL &amp; MEKERBA

Samir Hamouda

CABINET SAMIR HAMOUDA

Mustapha Hamza

HAMZALAW OFFICE

Jérôme Le Hec

LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Michel Lecerf

LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adnane Merad

ETUDE DE ME KADDOUR MERAD

Gerard Morin

LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ferial Oulounis

CABINET SAMIR HAMOUDA

Fares Ouzegdouch

MAERSK LOGISTICS

Dominique Rolland

LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Badredine Saadi

AX-CONSULT, AGENCE  
D'ARCHITECTURE ET  
D'URBANISME

Mohamed Sator

CABINET SATOR

Mohamed Smati

AVOCAT

Marc Veuillot

LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tarik Zahzah

GHELLAL &amp; MEKERBA

Nabiha Zerigui

CABINET SAMIR HAMOUDA

## ALLEMAGNE

ALLEN &amp; OVERY LLP

Gabriele Apfelbacher

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Wulf Bach

SCHUFA

Dirk Baumgardt

PRICEWATERHOUSECOOPERS AG

Henning Berger

WHITE &amp; CASE

Klaus Berner

NÖRR STIEFENHOFER LUTZ,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Jennifer Bierly-Seipp

GASSNER STOCKMANN &  
KOLLEGEN

Pia Dorfmueller

PRICEWATERHOUSECOOPERS AG

Dieter Endres

PRICEWATERHOUSECOOPERS AG

Sigrun Erber-Faller

NOTARE ERBER-FALLER UND  
VORAN

Klaus Günther

LINKLÄTERS OPPENHOFF &  
RÄDLER

Robert Gutte

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Malte Hansen

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Manfred Heinrich

DEUTSCHE BUNDESBANK

Silvanne Helle

LINKLÄTERS OPPENHOFF &  
RÄDLER

Götz-Sebastian Hök

LAW FIRM DR. HÖK,  
STIEGLMEIER & KOLLEGEN

Andre Jahn

LAW FIRM DR. HÖK,  
STIEGLMEIER & KOLLEGEN

Bernard Khun

LOVELLS

Thomas Kopp

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Peter Limmer

NOTARE DR. LIMMER & DR.  
FRIEDERICH

Frank Lohrmann

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Werner Meier

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Werner M. Mues

C-B-H RECHTSANWÄLTE,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Daniel Panajotow

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Jan Christoph Pfeffer

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Peter Polke

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Klaus Riehmer

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Christoph Schauenburg

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Hanno Sperlich

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Holger Thomas

SJ BERWIN LLP

Tobias Tillmann

CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Heiko Vogt

PANALPINA WELTTRANSPORT  
GMBH

Wilhelm Zeddies

SURVEYING AUTHORITIES - ADV  
C/O LGN

## ANGOLA

Fernando Barros

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alain Brachet

SDV AMI INTERNATIONAL  
LOGISTICS

Paulo Caldeira

Pedro Calixto

PRICEWATERHOUSECOOPERS

José Alberto Cardoso

CÂMARA DE COMÉRCIO E  
INDÚSTRIA DE ANGOLA

Nahary Cardoso

FÁTIMA FREITAS ADVOGADOS

Ruth Chitas

Esperança Costa

ALEXANDRE PEGADO -  
ESCRITÓRIO DE ADVOGADOS

Benard de Buor

SDV AMI INTERNATIONAL  
LOGISTICS

Judith De Fatima Dos Santos

Lima

NATIONAL BANK OF ANGOLA

Yves Flodrops

SDV AMI INTERNATIONAL  
LOGISTICS

Fernando Fortes

GUICHÉ ÚNICO DE EMPRESA

Fátima Freitas

FÁTIMA FREITAS ADVOGADOS

Aymeric Frisch

SDV AMI INTERNATIONAL  
LOGISTICS

Julian Ince

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Teresinha Lopes

FARIA DE BASTOS, SEBASTIÃO E  
LOPES ADVOGADOS

Nita Palhota

ATS LOGISTICS Co.

Elisa Rangel Nunes

RANGEL, NUNES &amp; TERESA

Arsénio Silva

GUICHÉ ÚNICO DE EMPRESA

ANTIGUA-ET-  
BARBUDA

Eleanor R. Clark

CLARKE &amp; CLARKE

Carden Conliffe Clarke

COMMODORE &amp; ASSOCIATES

Neil Coates

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vernon Edwards

FREIGHT FORWARDING AND  
DECONSOLIDATING

Ann Henry

HENRY &amp; BURNETTE

Philip Isaacs

OBM LTD.

Hugh C. Marshall

MARSHALL &amp; CO.

Brian O'Dornellas  
OBM LTD.

Laurie Roberts  
REGISTRY

Patricia Simon-Forde  
CHAMBERS PATRICIA SIMON-  
FORDE

Denzil Solomon  
DEVELOPMENT CONTROL  
AUTHORITY

Christian Sydney  
CHRISTIAN, WALWYN &  
ASSOCIATES

Charles Walwyn  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marietta Warren  
INTERFREIGHT LTD.

Hesketh A. Williams  
LABOUR DEPARTMENT

## ARABIE SAOUDITE

Ali Abedi  
THE ALLIANCE OF ABAS F.  
GHAZZAWI & CO. AND HAMMAD  
& AL-MEHDAR

Belal Talal Al Ghazzawi  
AL-GHAZZAWI PROFESSIONAL  
ASSOCIATION

Talal Amin Al Ghazzawi  
AL-GHAZZAWI PROFESSIONAL  
ASSOCIATION

Abdullah Al-Hashim  
THE LAW FIRM OF YOUSEF AND  
MOHAMMED AL-JADDAN

Mohammed Al-Jaddan  
THE LAW FIRM OF YOUSEF AND  
MOHAMMED AL-JADDAN

Mohammad S. Aba Al-Khail  
SAUDI ARABIAN MONETARY  
AGENCY

Nabil Abdullah Al-Mubarak  
SAUDI CREDIT BUREAU - SIMAH

Sami Al-Sarraj  
AL JURAID & COMPANY /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

John Beaumont  
THE LAW FIRM OF YOUSEF AND  
MOHAMMED AL-JADDAN

Adel Elsaid  
PANALPINA / GHASSAN

Abou Bakr Gadour  
TOBAN LAW FIRM

Majed Mohammed Garoub  
LAW FIRM OF MAJED M. GAROUB

Taj Eldin M. Hassan  
AL-GHAZZAWI PROFESSIONAL  
ASSOCIATION

David K. Johnson  
AL JURAID & COMPANY /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hassan Mahassni  
LAW OFFICES OF HASSAN  
MAHASSNI

Ceyda Okur  
THE ALLIANCE OF ABAS F.  
GHAZZAWI & CO. AND HAMMAD  
& AL-MEHDAR

Samer Pharaon  
ABU-GHAZALEH LEGAL

George Sayen  
LEGAL ADVISORS IN ASSOCIATION  
WITH BAKER & MCKENZIE LTD.

Sameh M. Toban  
TOBAN LAW FIRM

Abdul Aziz Zaibag  
ALZAIAB CONSULTANTS

Soudki Zawaydeh  
AL JURAID & COMPANY /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ebaish Zabar  
THE LAW FIRM OF SALAH AL-  
HEJAILANY

## ARGENTINE

Lisandro A. Allende  
BRONS & SALAS ABOGADOS

Vanesa Balda  
VITALE, MANOFF & FEILBOGEN

Mariano Carricart  
FORNIELES ABOGADOS

Pablo Cavallaro  
ESTUDIO CAVALLARO ABOGADOS

Carlos Marcelo D'Alessio  
UNION INTERNACIONAL DEL  
NOTARIADO

Oscar Alberto del Rio  
CENTRAL BANK OF ARGENTINA

Andres M. Edelstein  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lilian Falcon  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

María Fraguas  
NICHOLSON Y CANO

Ignacio Funes de Rioja  
FUNES DE RIOJA & ASOCIADOS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Santiago Laclau  
MARVAL, O'FARRELL & MAIRAL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Agustina Larriera  
ALFARO ABOGADOS

María del Rosario Martínez  
ALFARO ABOGADOS

Miguel P. Murray  
MURRAY, D'ANDRÉ, ISASMENDI &  
SIRITO DE ZAVALÍA

Alfredo Miguel O'Farrell  
MARVAL, O'FARRELL & MAIRAL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Enrique Pugliano  
ORGANIZACIÓN VERAZ S.A., IN  
AFFILIATION WITH EQUIFAX INC.

Ignacio Rodriguez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adolfo Rouillon  
WORLD BANK GROUP

Patricia Ruhman Seggiaro  
MARVAL, O'FARRELL & MAIRAL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Jorge San Martin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Liliana Segade  
QUATTRINI, LAPRIDA &  
ASOCIADOS

Angelica Sola  
MARVAL, O'FARRELL & MAIRAL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Alfredo Suarez  
ASOCIACION ARGENTINA  
DE AGENTES DE CARGA  
INTERNACIONAL

Eduardo J. Viñales  
FUNES DE RIOJA & ASOCIADOS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Carlos Zima  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## ARMÉNIE

Karen Andreasyan  
DEFENSE LTD.

Artak Arzoyan  
CENTRAL BANK OF ARMENIA

Ron J. Barden  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Svetlana Bilyk  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mher Grigoryan  
LEGAL ADVISOR

Bela Gutidze  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sargis H. Martirosyan  
TRANS-ALLIANCE

Jorge Intrigao  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Artashes F. Kakoyan  
INVESTMENT LAW GROUP LLC

Vahe Kakoyan  
INVESTMENT LAW GROUP LLC

Ludmila Kosarenko  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Maria Livinska  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Arsen Matikyan  
ALFATRANS LTD.

Suren Melikyan  
KPMG

Eduard Mesropyan  
JINJ LTD.

Aram Poghosyan  
GRANT THORNTON AMYOT

Hayk Sahakyan  
STATE COMMITTEE OF THE REAL  
PROPERTY CADASTRE

David Sargsyan  
AMERIA CJSC

Tigran Seropyan  
KPMG

Rusa Sreseli  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hakob Tadevosyan  
GRANT THORNTON AMYOT

Matthew Tallarovic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Liana Yordanyan  
TER-TACHATYAN LEGAL AND  
BUSINESS CONSULTING

## AUSTRALIE

Matthew Allison  
BAYCORP ADVANTAGE

Sarah Bergin  
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Alexis Biancardi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lynda Brumm  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Buda  
COWLEY HEARNE LAWYERS

Greg Channell  
DEPARTMENT OF LANDS

Nyssa Cherry  
ATANASKOVIC HARTNELL

Daniel Clough  
VICTORIAN BAR

Michael Croker  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Cross  
DEACONS

Steven Fleming  
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Mark Geniale  
OFFICE OF STATE REVENUE, NSW  
TREASURY

Penny Grau  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Jacqueline Hassarati  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Eric Herding  
PANALPINA WORLD TRANSPORT

Paul James  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Doug Jones AM  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Khal Katrib  
OFFICE OF STATE REVENUE, NSW  
TREASURY

Edward Nicholas  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Ann Previtera  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Michael Quinlan  
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Robert Riddell  
GADENS LAWYERS

Phil Rosser  
SYDNEY PORTS CORPORATION

Luke Sayers  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ron Schaffer  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Dean Schiller  
Neil Wilson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Irene Yeung  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Zwi  
COWLEY HEARNE LAWYERS

## AUTRICHE

Gerhard Antentreiter  
DR. GERHARD ANTENTREITER,  
CIVIL LAW NOTARY

AUSTRIAN CUSTOMS - MINISTRY  
OF FINANCE

Georg Bahn  
FRESHFIELDS BRUCKHAUS  
DERINGER

BRANDSTETTER PRITZ &  
PARTNER

Ernst Biebl  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Doris Buxbaum  
BINDER GRÖSSWANG  
RECHTSANWÄLTE

Martin Eckel  
EISELSBERG NATLACEN  
WALDERDORFF CANCOLA

Jana Eichmeyer  
KUNZ SCHIMA WALLENIN  
RECHTSANWÄLTE KEG, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Julian Feichtinger  
CERHA HEMPEL & SPIEGELFELD  
HLAWATI, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Ferdinand Graf  
GRAF, MAXL & PITKOWITZ

Andreas Hable  
BINDER GRÖSSWANG  
RECHTSANWÄLTE

Harald Heschl  
CONSUMER CREDIT INFORMATION

Rudolf Kaindl  
KOEHLER, KAINDL, DUERR &  
PARTNER, CIVIL LAW NOTARIES

Alexander Klausner  
BRAUNEIS, KLAUSER & PRANDL

Rudolf Krickl  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ulrike Langwallner  
SCHOENHERR RECHTSANWÄLTE

Gregor Maderbacher  
BRAUNEIS, KLAUSER & PRANDL

Peter Madl  
SCHOENHERR RECHTSANWÄLTE

Irene Mandl  
AUSTRIAN INSTITUTE FOR SME  
RESEARCH

Wolfgang Messeritsch  
NATIONAL BANK OF AUSTRIA

Michael Podesser  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Friedrich Roedler  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Georg Schima  
KUNZ SCHIMA WALLENIN  
RECHTSANWÄLTE KEG, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Andrea Schwartz  
KUNZ SCHIMA WALLENIN  
RECHTSANWÄLTE KEG, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Benedikt Spiegelfeld  
CERHA HEMPEL & SPIEGELFELD  
HLAWATI, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Michael Stelzer  
GRAF, MAXL & PITKOWITZ

Birgit Vogt-Majarek  
KUNZ SCHIMA WALLENIN  
RECHTSANWÄLTE KEG, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Lothar Wachter  
WOLF THEISS

Klaus Woschnak  
NOTAR DR. KLAUS WOSCHNAK

Angela Zaffalon  
CERHA HEMPEL & SPIEGELFELD  
HLAWATI, MEMBER OF LEX  
MUNDI

## AZERBAÏDJAN

Eldar Adilzade  
IFC CORPORATE GOVERNANCE  
PROJECT

Anar Aliyev  
IFC CORPORATE GOVERNANCE  
PROJECT

Mushfig Aliyev  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Roman Alloyarov  
OMNI CONSULTANTS

Ismayil Askerov  
LEDINGHAM CHALMERS

Rufat Aslanli  
NATIONAL BANK OF AZERBAIJAN

Alum Bati  
SALANS HERTZFELD &  
HEILBRONN LAW FIRM

Rizvan Gubiyev  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Arif Guliyev  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Emin Huseynov  
NATIONAL BANK OF AZERBAIJAN

Gunduz Karimov  
BAKER & MCKENZIE

Vugar Mammadov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kamal Mammadzade  
SALANS

Efendiyeva Mehriban  
MICHAEL WILSON & PARTNERS  
LTD.

Namik Novruzov  
BM INTERNATIONAL LLC

Movlan Pashayev  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

John Quinn  
ACE FORWARDING LTD.

Kanan Safarov  
ATTORNEY-AT-LAW

Emma Silyayeva  
SALANS HERTZFELD &  
HEILBRONN LAW FIRM

Ismail Zargarli  
OMNI CONSULTANTS

**BANGLADESH**

Nahid Afreen  
THE LAW ASSOCIATES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Jasim Ahmed  
BANGLADESH CONTAINER LINES  
LTD.

Sahahuddin Ahmed  
DR. KAMAL HOSSAIN &  
ASSOCIATES

Sahabuddin Ahmed  
DUTCH-BANGLA BANK  
FOUNDATION

Badrul Ahsan  
A. QASEM & Co. /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tanjib-ul Alam  
DR. KAMAL HOSSAIN &  
ASSOCIATES

Abdullah Al-Masud  
PRIME BANK LTD.

Nurul Amin  
Ashfaq Amin  
INTEGRATED TRANSPORTATION  
SERVICES LTD., AGENT OF  
PANALPINA

Ad. Asadzuzaman  
SYED ASHTIAQ AHMED &  
ASSOCIATES

Isbahul Bar Chowdhury  
PRIME BANK LTD.

Md. Halim Bepari  
HALIM LAW ASSOCIATE

Gouranga Chakraborty  
BANK OF BANGLADESH

Shirin Chaudhury  
Jamilur Reza Choudhury  
A.B.M. Nasirud Doulah  
DOULAH & DOULAH ADVOCATES

A.B.M. Shamsud Doulah  
DOULAH & DOULAH ADVOCATES

A.B.M. Badrud Doulah  
DOULAH & DOULAH ADVOCATES

Moin Ghani  
DR. KAMAL HOSSAIN &  
ASSOCIATES

Mainul Haque  
BANK OF BANGLADESH

Aneek Haque  
HAQUE AND ASSOCIATES

Raquibul Haque Miah  
Shamsul Hasan

Syed Afzal Hasan Uddin  
SYED ASHTIAQ AHMED &  
ASSOCIATES

Azmal Hossain  
Kamal Hossain  
Rafiqul Islam  
JUDICIAL SERVICE ASSOCIATION

M. Moksadul Islam  
LEGAL STEPS

Amir-Ul Islam  
THE LAW ASSOCIATES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Karishma Jahan  
Ahsanul Kabir  
Sohel Kasem  
A. QASEM & Co. /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Khurram Khan  
STANDARD CHARTERED BANK

Khondker Shamsuddin  
Mahmood  
ADVISERS' LEGAL ALLIANCE

Q.M. Mahtab-Uz-Zaman  
BRAC UNIVERSITY

Kazi Abdul Mannan  
Abdul Qayyum  
MINISTRY OF COMMERCE

Mirza Quamrul Hasan  
Golam Rabbani  
PRIME BANK LTD.

Mizanur Rahaman  
MINISTRY OF LAW, JUSTICE AND  
PARLIAMENTARY AFFAIRS

Habibur Rahman  
THE LAW COUNSEL

Mohammed Razack  
Abdur Razzaq  
THE LAW COUNSEL

Quazi Reza-Ul Hoque  
ERGO LEGAL COUNSELS

Omar Sadat  
Imran Siddiq  
THE LAW COUNSEL

Munir Uddin Ahamed  
Rafique Ul-Huq  
Huq & Co.

**BELGIQUE**

ALLEN & OVERY LLP

Hubert Andre-Dumont  
McGUIRE WOODS LLP

Hugo Callens  
ELEGIS

Koen Cooreman  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

COUR DE CASSATION

Steven de Schrijver  
VAN BAELE & BELLIS

Olivier Debray  
CLAEYS & ENGELS, MEMBER OF  
IUS LABORIS

Frank Dierckx  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Edmond Dierinck  
ECT LOGISTICS

David Du Pont  
ASHURST

EUBELIUS ATTORNEYS

Pierrette Fraisse  
SERVICE PUBLIC FEDERAL  
FINANCES

Pamela R. Gonzales de  
Cordova  
LOYENS

Sandrine Hirsch  
SIMONT BRAUN

Grégory Jurion  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Philippe Lebeau  
PALAIS DE JUSTICE

Stephan Legein  
CUSTOMS ADMINISTRATION

Luc Legon  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Axel Maeterlinck  
SIMONT BRAUN

Robert Meunier  
NOTARY

Carl Meyntjens  
ASHURST

Aurore Mons delle Roche  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Didier Muraille  
NATIONAL BANK OF BELGIUM

Fannia Polet  
ALTIUS

Tim Roelans  
ELEGIS

Frédéric Souchon  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Peter Van Melkebeke  
NOTAIRES BERQUIN

Suzy Vande Wiele  
LOYENS

Bart Vanham  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tom Vantroyen  
ALTIUS

Gregory Verpoorten  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yves Voeten  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

**BELIZE**

Emil Arguelles  
ARGUELLES & COMPANY

Liesje Barrow Chung  
BARROW & Co.

Emory K. Bennett  
YOUNG'S ENGINEERING  
CONSULTANCY LTD.

Rudy Castillo  
BELIZE BANK LIMITED

Julian Castillo FCCA  
CASTILLO SANCHEZ & BURRELL,  
LLP

Julius Espat  
STRUKTURE ARCHITECTS

Gian C. Gandhi  
INTERNATIONAL FINANCIAL  
SERVICES COMMISSION

Mirna Lara  
EUROCARIBE BELIZE SHIPPING  
SERVICES

Fred Lumor  
FRED LUMOR & Co.

Andrew Marshalleck  
BARROW & Co.

Tania Moody  
BARROW & WILLIAMS

Kareem D. Musa  
MUSA & BALDERAMOS

Sharon JJA Pitts-Robateau  
PITTS & ERLINGTON

Patricia Rodriguez  
BELIZE COMPANIES REGISTRY  
LTD.

Catherine Smith  
BELIZE COMPANIES REGISTRY  
LTD.

Troy Smith  
BELIZE CITY COUNCIL

Dale L. Trujeque  
BELIZE CITY COUNCIL

Saidi M. Vaccaro  
ORION CORPORATE SERVICES  
LTD.

Lionel L. R. Welch  
SUPREME COURT OF BELIZE

Ivan Williams  
MINISTRY OF EDUCATION AND  
LABOUR

Carlton N. Young  
YOUNG'S ENGINEERING  
CONSULTANCY LTD.

Michael C.E. Young S.C.  
YOUNGS LAW FIRM

Philip Zuniga  
ATTORNEY-AT-LAW

**BÉNIN**

Victoire Agbanrin-Elisha  
AVOCAT À LA COUR

Saïdou Agbantou  
CABINET AGBANTOU SAIDOU

Cosme Ahouansou  
SA-APB

Rafikou Alabi  
CABINET ME ALABI

Mochtar Alidou  
BANQUE RÉGIONALE DE  
SOLIDARITÉ

Innocent Sourou Avognon  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE  
LA LÉGISLATION

Constantin Azon  
BSIC

Charles Badou  
CABINET EDGAR-YVES MONNOU

Clifton Best  
DIAMOND BANK

Agnes A. Campbell  
CABINET D'AVOCATS CAMPBELL  
& ASSOCIES

Michèle A.O. Carrena  
TRIBUNAL DE PREMIÈRE  
INSTANCE DE COTONOU

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alice Codjia-Sohouenou  
CABINET AGBANTOU SAIDOU

Veronique Akankoussi  
Deguenon  
ETUDE ME VERONIQUE  
AKANKOUSSI DEGUENON

Placide T. Ganmavo  
TRIBUNAL DE PREMIÈRE  
INSTANCE DE COTONOU

Luc-M. C. Gnacadja  
IMOTEPH

Bernard Gourlaouen  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES  
AU BÉNIN

Denis Hazoume  
CONTINENTAL BANK

Jean-Luc Labonte  
FINANCIAL BANK

Dominique Lales  
ORYX S.A.

Edouard Messou  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Edgar-Yves Mpoy  
CABINET EDGAR-YVES MONNOU

Philippe Nadaud  
BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

Severin-Maxime Quenum  
SPA BABA BODY & QUENUM

Patrick Saizonou  
EQUIPBAIL

Zakari Djibril Sambao  
ATTORNEY-AT-LAW

Jean Pierre Sancerne  
SDV SAGA - GROUPE BOLLORE

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Bosco Todjinou  
ORDRE DES ARCHITECTES

Fousseni Traore  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dieudonne Vignon  
CREDIT AFRICAIN

Jean Claude Wognin  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gilles Guerard  
ECOBANK

Cyrille Laleye  
ECOBANK

**BHOUTAN**

Loknath Chapagai  
MINISTRY OF TRADE & INDUSTRY

Tashi Delek  
OFFICE OF LEGAL AFFAIRS

Eden Dema  
ROYAL MONETARY AUTHORITY

Kincho Dorjee  
CARGO & COURIER Co.

Rinzin Dorji  
MINISTRY OF TRADE & INDUSTRY

Dophu Dorji  
ROYAL SECURITIES EXCHANGE

T.C. Ghimirey  
N.B. Gurung  
DHL

Kenzang Gyeltshen  
DHL

B.B. Kalden  
DZONGKHAG THRIMKIDUENSA

Bap Kinga  
CHAMBER OF COMMERCE &  
INDUSTRY

Kunzang  
MINISTRY OF FINANCE

Subarna Lama  
MINISTRY OF TRADE & INDUSTRY

Sonam Lhendup  
MINISTRY OF TRADE & INDUSTRY

Karma Lotey  
YANGPHEL ADVENTURE TRAVEL

Mon Bahadur Monger  
MANAGING PROPRIETOR

Mr. Naichu  
CHAMBER OF COMMERCE &  
INDUSTRY

Sangay Penjore  
THIMPU MUNICIPAL  
CORPORATION

Prakash Rasaily  
CITY LEGAL UNIT

Dasho Shera Lhendup  
WANGDUE DISTRICT COURT

Dawa Sherpa  
SHERPA CONSULTANCY

SUPERINTENDENCY OF BANKS  
AND FINANCIAL ENTITIES

Ugen Takchhu  
SURVEY AND LAND RECORDS  
OFFICE, MINISTRY OF  
AGRICULTURE

Norbu Tsering  
ROYAL COURT OF JUSTICE

Kipchu Tshering  
Karma Tshering  
Game Tshering  
CONSTRUCTION ASSOCIATION OF  
BHUTAN

Tandin Tshering  
MINISTRY OF TRADE & INDUSTRY

Tsering Wangchuck  
ROYAL COURT OF JUSTICE

Sonam P. Wangdi  
Nima Wangdi  
Deki Wangmo  
BHUTAN NATIONAL BANK

Tashi Wangmo  
MINISTRY OF LABOUR AND  
HUMAN RESOURCES

Tshering Yangchen  
ROYAL MONETARY AUTHORITY

Tashi Yezer  
ROYAL SECURITIES EXCHANGE

## BIÉLORUSSIE

Ivan Alievich  
MIKHEL AND PARTNERS

Kiryl Apanasevich  
VLASOVA AND PARTNERS

Ron J. Barden  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Svetlana Bilyk  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vladimir G. Biruk  
CAPITAL GROUP

Anastasia Bondar  
INSTAR LOGISTICS

Alexander Botian  
BOROVTSOV & SALEI

Igor Dankov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gennadiy Glinskiy  
DJCSA INTERNATIONAL GROUP  
OF LAWYERS

Alexandr Ignatov  
NATIONAL BANK OF THE  
REPUBLIC OF BELARUS

Jorge Intriago  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Igor Ishchenko  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alena Ivanova  
ABA CELLI

Alexander Khrapoutsky  
LAW FIRM JUR EXPERT GROUP

Alexander Korneiko  
AHLERS

Olga Sergeevna Kuryleva  
BELARUS STATE UNIVERSITY

Maria Livinska  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Konstantin Mikhel  
MIKHEL AND PARTNERS

Evgeniya Motina  
INSTITUTE OF STATE AND LAW,  
NATIONAL ACADEMY OF SCIENCE

Maksim Salahub  
VLASOVA AND PARTNERS

Anton Vashkevich  
BOROVTSOV & SALEI

Alexander Vasilevsky  
VALEX CONSULT

Ekaterina Zabello  
VLASOVA AND PARTNERS

## BOLIVIE

Carolina Aguirre Urioste  
BUFETE AGUIRRE

Fernando Aguirre  
BUFETE AGUIRRE

Adrián Barrenechea  
Bazoberry

CRIALES, URCULLO & ANTEZANA

Francisco Bollini Roca  
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.  
SERVICIOS LEGALES

Cintya Burgoa  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Liliana Ching  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jose A. Criales  
CRIALES, URCULLO & ANTEZANA

Primitivo Gutiérrez  
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.  
SERVICIOS LEGALES

Ana Carola Guzman  
Gonzales

SALAZAR, SALAZAR &  
ASOCIADOS

Gonzalo Mendieta Romero  
MENDIETA ROMERO &  
ASOCIADOS

Oscar Antonio Plaza Ponte  
ENTIDAD DE SERVICIOS DE  
INFORMACIÓN ENSERBIC S.A.

Julio Quintanilla Quiroga  
QUINTANILLA & SORIA

Fabian Rabinovich  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fernando Rojas  
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Sergio Salazar-Machicado  
SALAZAR, SALAZAR &  
ASOCIADOS

Sandra Salinas  
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Edmond Tondou  
BOLIVIAN INTERMODAL  
CONTAINER

A. Mauricio Torrico Galindo  
QUINTANILLA & SORIA

Miguel Vertiz  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## BOSNIE- HERZÉGOVINE

Edisa Bakovic  
DLA WEISS - TESSBACH

Mark Davidson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Petros Doukas  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Senada Havic  
LRC CREDIT BUREAU

Nikola M. Jankovi  
LANSKY, GANZGER & PARTNER  
D.O.O.

Muhidin Kari  
LAW OFFICE OF EMIR KOVAEVI

Emmanuel Koenig  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Emir Kovaevi  
LAW OFFICE OF EMIR KOVAEVI

Branko Mari  
BRANKO & VLADIMIR MARI

Nedzida Salihovic-Whalen  
DLA WEISS - TESSBACH

Hasib Salkic  
INTERSPED DD SARAJEVO

Adin Serdarevic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Daniela Terzic  
DLA WEISS - TESSBACH

Bojana Tkalcic-Djulich  
LAWYERS' OFFICE BOJANA  
TKALCIC-DJULIC & OLODAR  
PREBANIC

Ruzica Topic  
RUZICA TOPIC LAW FIRM

Spyridon Tsallas  
IKRP ROKAS & PARTNERS

## BOTSWANA

Susan Anne Aird  
MINCHIN & KELLY

Jinabhai Akheel  
MAGANG & CO.

Neill Armstrong  
ARMSTRONGS ATTORNEYS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Mark Badenhorst  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

John Carr-Hartley  
ARMSTRONGS ATTORNEYS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Uttum Corea  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Paul De Chailain  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Elias M. Dewah  
Diba M. Diba

MINCHIN & KELLY

Edward W. Fashole-Luke II

LUKE & ASSOCIATES

J. M. Griffiths  
MINCHIN & KELLY

Max Gunasekera  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nigel Haynes  
MANICA BOTSWANA PTY. LTD.

L. Jayawickrama  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Akheel Jinabhai  
MAGANG & CO.

Tiro Kayawe  
CITIZEN ENTREPRENEURIAL  
DEVELOPMENT AGENCY

Tsholofelo Kokorwe  
Godwin Kunda

Ezekiel Lungu  
LANDS DEPARTMENT

Elizabeth Macharia  
CHIBANDA, MAKGALEME & CO.

Mr. Magang  
MAGANG & CO.

Mercia Makgaleme  
CHIBANDA, MAKGALEME & CO.

Wayne Mambwe  
ROSCOE BONNA VALUERS

Mmasekgo Masire-Mwamba  
Patience Matengu

CITIZEN ENTREPRENEURIAL  
DEVELOPMENT AGENCY

T.T.K. Matome  
Kgaotsang Matthews

Colin McVey  
LANDFLOW SOLUTIONS PTY. LTD.

Claude Mojafi  
Ontiretse Monagen

Viola Morgan  
Jack Allan Mutua

TECTURA INTERNATIONAL,  
BOTSWANA

Alfred Ngowi  
UNIVERSITY OF BOTSWANA

Kwadwo Osei-Ofei  
HAZEL TODD ATTORNEYS

Suren Perera  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Joao Salbany  
MINCHIN & KELLY

Morag Swift  
MINCHIN & KELLY

Ludo Tema  
Tally Tshokiso

CARATEX BOTSWANA

Thata Tshukudu  
ROSCOE BONNA VALUERS

Angelica Waibale-Muganga  
ARMSTRONGS ATTORNEYS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Dave Williams  
MINCHIN & KELLY

Richard Wright  
Sipho Ziga

ARMSTRONGS ATTORNEYS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

## BRÉSIL

Andrea Acerbi  
FELSBERG E ASSOCIADOS

Tania Mara Coelho de  
Almeida Costa

SECRETARIA DE INSPECAO DO  
TRABALHO

Gilberto Deon Corrêa Junior  
VEIRANO ADVOGADOS

Sidinei Corrêa Marques  
BANCO CENTRAL DO BRASIL

José Ricardo dos Santos Luz  
Junior

DUARTE GARCIA, CASELLI  
GUIMARÃES E TERRA  
ADVOGADOS

Thomas Benes Felsberg  
FELSBERG E ASSOCIADOS

Susan Christina Forster  
FISCHER & FORSTER ADVOGADOS

Michelle Giralddi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Karina Goldberg Britto  
LEFOSSE ADVOGADOS, IN  
COOPERATION WITH LINKLATERS

Adriana Grizante  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Luiz Felipe Guimarães  
Santoro

DEMAREST E ALMEIDA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Esther Jerussalmy  
ARAÚJO E POLICASTRO  
ADVOGADOS

Carlos Lacia  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ricardo Loureiro  
SERASA S.A.

Verônica Madureira Pereira  
VISEU, CASTRO, CUNHA E  
ORICCHIO ADVOGADOS

Rodrigo Matos  
CARGO LOGISTICS DO BRASIL

Eduardo Augusto Mattar  
PINHEIRO GUIMARÃES,  
ADVOGADOS

Cássio Mesquita Barros  
MESQUITA BARROS ADVOGADOS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Laercio Nascimento  
NASCIMENTO IMOVEIS

Andrea Oricchio Kirsh  
VISEU, CASTRO, CUNHA E  
ORICCHIO ADVOGADOS

Maria Fernanda Pecora  
VEIRANO ADVOGADOS

Cacilda Pedrosa Vieira  
NASCIMENTO IMOVEIS

Fabio Luis Pereira Barboza  
VISEU, CASTRO, CUNHA E  
ORICCHIO ADVOGADOS

André Pitthan Françolin  
DE VIVO, WHITAKER E CASTRO  
ADVOGADOS

Eliane Ribeiro Gago  
DUARTE GARCIA, CASELLI  
GUIMARÃES E TERRA  
ADVOGADOS

Karina Romano  
DEMAREST E ALMEIDA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Elaine Shimoda  
SERASA S.A.

Leonardo Soares de Oliveira  
SECRETARIA DE INSPCAO DO  
TRABALHO

Marcos Tiraboschi  
VEIRANO ADVOGADOS

Pedro Vitor Araujo da Costa  
ESCRITORIO DE ADVOCACIA  
GOUVEA VIEIRA

Flavia Warde  
DEMAREST E ALMEIDA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Beatriz Ryoko Yamashita  
FISCHER & FORSTER ADVOGADOS

## BULGARIE

Svetlin Adrianov  
LEGA INTERCONSULT - PENKOV,  
MARKOV AND PARTNERS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Nikolai Bozhilov  
UNIMASTERS LOGISTICS GROUP

Dimitar Danailov  
GEORGIEV, TODOROV & CO.

Bogdan Drenski  
GEORGIEV, TODOROV & CO.

Daniela Dzabarova  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Polina Ganeva  
LANDWELL BULGARIA

Alexander Georgiev  
DOBREV, KINKIN, LYUTSKANOV  
& PARTNERS

Ralitsa Gougleva  
DJINGOV, GOUGINSKI,  
KYUTCHUKOV & VELICHKOV

Orlin Hadjiiski  
PRICewaterhouseCOOPERS

Monika Hristova  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Ginka Iskrova  
PRICewaterhouseCOOPERS

Nedyalko Mitev Ivanov  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Mina Kapsazova  
PRICewaterhouseCOOPERS

Nickolay Kiskinov  
LEGA INTERCONSULT - PENKOV,  
MARKOV AND PARTNERS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Radostina Krasteva  
PRICewaterhouseCOOPERS

Dessislava Loukarova  
ARSIV, NACHEV, GANEVA

Toty Maldenov  
MINISTRY OF LABOUR AND  
SOCIAL POLICY

Jordan Manahilov  
BULGARIAN NATIONAL BANK

Marina Marinova  
GEORGIEV, TODOROV & CO.

Ivan Markov  
LEGA INTERCONSULT - PENKOV,  
MARKOV AND PARTNERS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Krasimir Merdzhov  
PRICewaterhouseCOOPERS

Vladimir Natchev  
ARSIV, NACHEV, GANEVA

Yordan Naydenov  
BORISLAV BOYANOV & CO.

Darina Oresharova  
EXPERIAN-SCOREX BULGARIA

Vladimir Penkov  
LEGA INTERCONSULT - PENKOV,  
MARKOV AND PARTNERS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Kalina Tchakarova  
DJINGOV, GOUGINSKI,  
KYUTCHUKOV & VELICHKOV

Svilen Todorov  
LEGACOM ANTOV & PARTNERS

Irina Tsvetkova  
PRICewaterhouseCOOPERS

Stefan Tzakov  
KAMBOUROV & PARTNERS

Angel Kalaidjiev  
DIMITROV, PETROV & CO.

## BURKINA FASO

Dieudonne Bonkougou  
CABINET OUEDRAOGO &  
BONKOUNGOU

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jean Claude Gnamien  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Charles Ki-Zerbo  
BCEAO

Evelyne Mandessi Bell  
CABINET OUEDRAOGO &  
BONKOUNGOU

Edouard Messou  
PRICewaterhouseCOOPERS

Serge Messou  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Anna T. Ouattara-Sory  
CABINET MEPAULIN SALAMBÉ

Marie Ouedraogo  
BARREAU DU BURKINA FASO

Oumarou Ouedraogo  
CABINET OUEDRAOGO &  
BONKOUNGOU

Hamidou Savadogo  
AVOCAT

Barterlé Mathieu Some  
ATTORNEY-AT-LAW

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Fousseni Traore  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jean Claude Wognin  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Bouba Yaguibou  
YAGUIBOU & YANOGO

Gilles Yameogo  
BARREAU DU BURKINA FASO

Ousmane Prosper Zoungrana  
CHEVALIER DE L'ORDE NATIONAL

Birika Jean Claude Bonzi  
Amélie Nebie-Bayala  
EDONEC, EDUCATOR ONE  
CONSULTING

## BURUNDI

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU  
BURUNDI

Anatole Miburo  
CABINET ANATOLE MIBURO

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Tharcisse Ntakiyica  
BARREAU DU BURUNDI

Denis Ntibandetse  
ATTORNEY-AT-LAW

François Nyamoya  
AVOCAT

Fabien Segatwa  
ETUDE ME SEGATWA

Gabriel Sinarinzi  
CABINET MEGABRIEL SINARINZI

Rubeya Willy  
BARREAU DU BURUNDI

## CAMBODGE

Ngov Chong  
PRICewaterhouseCOOPERS

Martin Desautels  
DFDL MEKONG LAW GROUP

David Fitzgerald  
PRICewaterhouseCOOPERS

Naryth H. Hem  
B.N.G., ADVOCATES &  
SOLICITORS

Richard Irwin  
PRICewaterhouseCOOPERS

Song Khun  
RAF INT'L FORWARDING INC.

David King  
KPMG

Avy Kong Putheavy  
DIRKSEN FLIPSE DORAN & LE

Jean Loi  
PRICewaterhouseCOOPERS

Tayseng Ly  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Nimmit Men  
ARBITRATION COUNCIL  
FOUNDATION

Seakirin Neak  
B.N.G. - ADVOCATES &  
SOLICITORS

Roger Ouk  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ham Phea  
MINISTRY OF LABOR AND  
VOCATIONAL TRAINING

Matt Rendall  
SCIARONI & ASSOCIATES

Sovan Sa  
ATTORNEY-AT-LAW

Denora Sarin  
SARIN & ASSOCIATES

Socheata Seng  
B.N.G., ADVOCATES &  
SOLICITORS

Sorya Sin  
SHA TRANSPORT EXPRESS CO.  
LTD.

Christine Soutif  
SDV CAMBODGE LTD.

Ly Tayseng  
DFDL MEKONG LAW GROUP

## CAMEROUN

Lucy Asuagbor  
COURT OF APPEALS OF BUEA

Feh H. Baaboh  
HENRY SAMUELSON & CO.

David Boyo  
JING & PARTNERS

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Emmanuel Ekobo  
CABINET EKOBO

Isabelle Fomukong  
CABINET FOMUKONG

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Paul Jing  
JING & PARTNERS

Jean Aimet Kounga  
ABENG LAW FIRM

Kumfa Jude Kwenyui  
JURIS CONSUL LAW FIRM

Buergi Marcel  
PANALPINA WORLD TRANSPORT  
LTD.

## CANADA

David Bish  
GOODMANS LLP

Michael S. Bondy  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jay A. Carfagnini  
GOODMANS LLP

Larry Chapman  
PRICewaterhouseCOOPERS

Susan Clifford  
OSLER, HOSKIN & HARCOURT  
LLP

John Craig  
HEENAN BLAIKIE LLP, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Michael Davies  
OSLER, HOSKIN & HARCOURT  
LLP

Gian Fortuna  
KENAIDAN CONTRACTING LTD.

Karen Grant  
TRANSUNION

Pamela S. Hughes  
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Joshua Kochath  
COMAGE CONTAINER LINES

Melanie N. Laskey  
PRICewaterhouseCOOPERS

Grace Lee  
PRICewaterhouseCOOPERS

Richard Marcovitz  
PRICewaterhouseCOOPERS

Shelley Munro  
OSLER, HOSKIN & HARCOURT  
LLP

Dera Nevin  
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Paula Rochwerger  
HEENAN BLAIKIE LLP, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Harris M. Rosen  
SHIBLEY RIGHTON LLP

Paul Schabas  
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Cynthia Seifried  
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

## CAP-VERT

Hermínio Afonso  
PRICewaterhouseCOOPERS

Vasco Carvalho Oliveira  
Ramos  
ENGIC

Ilídio Cruz  
GABINETE DE ADVOCACIA  
CONSULTORIA E PROCURADORIA  
JURIDICA

Victor Adolfo de Pinto  
Osório  
ATTORNEY-AT-LAW

João Dono  
MARIA JOÃO DE NOVAIS  
ADVOGADOS - MIRANDA  
ALLIANCE

Joana Gomes Rosa  
ATTORNEY-AT-LAW

Ana Denise Lima Barber  
WV CONSULTORES

Joao M. A. Mendes  
AUDITEC

Eldetrudes Neves  
ARAÚJO, NEVES & SANTOS

Ricardo G. Pereira  
BDO CAPEAUDIT

José Manuel Pinto Monteiro  
ADVOGADOS E  
JURISCONSULTORES - JC  
FONSECA, JM PINTO MONTEIRO,  
LIGIA FONSECA

Armando J.F. Rodrigues  
PRICewaterhouseCOOPERS

Tito Lívio Santos Oliveira  
Ramos  
Henrique Semedo Borges  
HENRIQUE SEMEDO BORGES  
ADVOGADO

João Carlos Tavares Fidalgo  
BANQUE CENTRALE

Mr. Teixeira  
Tereza Teixeira B. Amado  
AMADO & MEDINA ADVOGADAS

Fatima Varela  
BANQUE CENTRALE

Henrique Veiga  
HENRIQUE VEIGA ADVOGADO

## CHILI

CAREY Y CIA LAW FIRM

Leticia Acosta Aguirre  
REDLINES FORWARDING

Jorge Benitez Urrutia  
URRUTIA & CIA

Enrique Benitez Urrutia  
URRUTIA & CIA

Jimena Bronfman  
GUERRERO, OLIVOS NOVOA Y  
ERRAZURIZ

Miguel Capo Valdez  
BSALCO S.A.

Mariana Castro  
CAREY Y CIA LAW FIRM

Camilo Cortés  
ALESSANDRI & COMPAÑIA

Sebastian Diaz  
PRICewaterhouseCOOPERS

Cristian Eyzaguirre  
CLARO & CIA., ABOGADOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Silvio Figari Napoli  
DATABUSINESS

Juan Pablo Gonzalez M.  
GUERRERO, OLIVOS, NOVOA Y  
ERRÁZURIZ

Pedro Pablo Gutierrez  
CAREY Y CIA LAW FIRM

Fernando Jamarne  
ALESSANDRI & COMPAÑIA

Nicolas Luco  
CLARO & CIA., ABOGADOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Miguel Massone  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Carmen Paz Cruz Lozano  
CAMARA CHILENA DE LA  
CONSTRUCCION

Daniela Peña Fergadiott  
BARROS & ERRÁZURIZ

Alfonso Reymond Larrain  
CHADWICK & ALDUNATE  
ABOGADOS

Roberto Carlos Rivas  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Edmundo Rojas García  
CONSERVADOR DE BIENES RAICES  
DE SANTIAGO

María Agnes Salah  
CAREY Y CIA LAW FIRM

María Eugenia Sandoval  
Gouet  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Eduardo Torreti  
BARROS LETELIER & CIA.

Sebastián Yunge  
GUERRERO, OLIVOS NOVOA Y  
ERRÁZURIZ

## CHINE

Rico Chan  
BAKER & MCKENZIE

Rex Chan  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Yan-Hua Chau  
JUN HE LAW OFFICE, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Jie Chen  
JUN HE LAW OFFICES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Eu Jin Chua  
CLIFFORD CHANCE

Leo Ge  
GLOBAL STAR LOGISTICS Co. LTD.

Alexander Gong  
BAKER & MCKENZIE

Kejun Guo  
DEHENG LAW OFFICE

Hew Kian Heong  
PINSENT MASONS

Maggie Jiang  
PRICewaterHOUSECOOPERS

He Jun  
DEHENG LAW OFFICE

Guo Kejun  
DEHENG LAW OFFICE

Edward E. Lehman  
LEHMAN, LEE & XU

Linfei Liu  
JUN HE LAW OFFICE, MEMBER OF  
LEX MUNDI

George Luo  
PINSENT MASONS

Han Shen  
DAVIS POLK & WARDWELL

Xuehua Wang  
BEIJING HUANZHONG &  
PARTNERS

Li Wang  
DEHENG LAW OFFICE

Celia Wang  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Cassie Wong  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Wang Xuehua  
BEIJING HUANZHONG &  
PARTNERS

Xiaochuan Yang  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Emma Zhang  
DEHENG LAW OFFICE

Fengli Zhang  
BEIJING HUANZHONG &  
PARTNERS

## CISJORDANIE ET GAZA

Ashraf R. Al-Far  
HOUSE OF LAW & ADVOCACY

Omar Al-Huroub  
COMPANIES REGISTRY, MINISTRY  
OF ECONOMY AND TRADE-  
INDUSTRY

Safwan Al-Nather  
MINISTRY OF NATIONAL  
ECONOMY

Hassan Al-Qudsi  
PALESTINE REAL ESTATE  
INVESTMENT Co.

Sharhabeel Al-Zaeem  
SHARHABEEL AL-ZAEEM AND  
ASSOCIATES

Haytham L. Al-Zu'bi  
AL-ZU'BI LAW OFFICE,  
ADVOCATES AND LEGAL  
CONSULTANTS

Ameed Z. Anani  
HOUSE OF LAW & ADVOCACY

Khalil Ansara  
ARKAN

Nada Atrash  
ARCHITECT, ARCHITECTURE &  
DESIGN

Charlie Deeb  
BDO NATIONAL BROTHERS

Ali Faroun  
PALESTINIAN MONETARY  
AUTHORITY

Philip Farrage  
BDO NATIONAL BROTHERS

Suheil K. Gedeon  
COMMERCIAL BANK OF  
PALESTINE

Riyad Halki  
Hiba Hussein  
HUSSEINI AND HUSSEINI

Rami Hussein  
HUSSEINI AND HUSSEINI

Marwan W. Jadon  
LAW OFFICE OF MARWAN JADON

Fadi Kattan

Mohamed Khader  
LAUSANNE TRADING  
CONSULTANTS

Hashem Khaleel  
BDO NATIONAL BROTHERS

Rami Khoury  
FMI

Nabil A. Mushahwar  
LAW OFFICES OF NABIL A.  
MUSHAHWAR

Michael F. Orfaly  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Nazmi Oweideh  
ATTORNEY-AT-LAW

Taysir S. Qutteineh  
PALESTINIAN BANKING  
CORPORATION

Samir Sahhar  
OFFICE OF SAMIR SAHHR

Karim Shehadeh  
ATTORNEY

Sami Shehadeh  
ATTORNEY

Farouq Zaiter  
PADICO

Maurice Ziadeh  
Kosty Ziadeh  
ZIADEH LAW OFFICE

## COLOMBIE

Felipe Arbouin  
PINILLA, GONZÁLEZ & PRIETO

Jose Arias  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Patricia Arrázola Bustillo  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Jaime Alberto Arrubla Paucar  
CORTE SUPREMA DE JUSTICIA

Pablo Barraquer-Uprimny  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Juliana Bazzani Botero  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO & Co.

Leonardo Calderón  
COLEGIO DE REGISTRADORES  
DE INSTRUMENTOS PÚBLICOS DE  
COLOMBIA

Dario Cardenas Navas  
CARDENAS & CARDENAS

Mauricio Carvajal Cordoba  
MINISTRY OF FINANCE

Felipe Cuberos  
PRIETO & CARRIZOSA S.A.

Ignacio Durán  
COMPUDEC - DATACRÉDITO

Gustavo Flores  
SOCIEDAD PORTUARIA REGIONAL  
DE CARTAGENA

Carlos Fradique-Méndez  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Santiago Gutiérrez  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO & Co.

Gabriela Mancero  
CAVELIER ABOGADOS

Margarita María Núñez  
Andrés Millán Pineda  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Jinni Pastrana  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO & Co.

Carlos Felipe Pinilla Acevedo  
PINILLA, GONZÁLEZ & PRIETO

Rodrigo Prieto Martinez  
PINILLA, GONZÁLEZ & PRIETO

Juan Carlos Ruiz  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO & Co.

Paula Samper Salazar  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Felipe Sandoval Villamil  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Gustavo Tamayo  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO & Co.

Julia Uribe  
CAVELIER ABOGADOS

Carlos Urrutia Jr.  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

## COMORES

Ahmed Abdallah  
3A COMORES

Kamal Abdallah  
3A COMORES

Mohamed Abdallah Halifa  
GROUPE HASSANATI SOILIH  
- GROUPE HASOIL

Chabani Abdallah Halifa  
GROUPE HASSANATI SOILIH  
- GROUPE HASOIL

Aboubakar Abdou  
PRESIDENT DE L'ÎLE AUTONOME  
DE LA GRANDE COMORE

Djoussof Abi  
DIRECTION RÉGIONALE DES  
AFFAIRES FONCIÈRES ET  
DOMANIALES

Hassani Adili  
ELECTRICITÉ ET EAU DES  
COMORES

Harimia Ahmed Ali  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Hassani Assoumani  
CVP BIOM

Ali Mohamed Choybou  
PALAIS DE LA JUSTICE

Francisco Edgar  
COTECNA INSPECTION S.A.

Remy Grondin  
VITOGAZ COMORES

Halima Houhadi  
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DE  
COMORES

Haroussi Idrissa  
TRIBUNAL DE PREMIERE  
INSTANCE DE MORONI

Ahamada Mahamoudou  
AVOCAT À LA COUR

Zainaba Mohamed  
FONDS D'APPUI AU  
DEVELOPPEMENT

COMMUNAUTAIRE

Said Ibrahim Mourad  
ANCIEN MAGISTRAT

Ibrahim A. Mzimba  
CABINET MZIMBA AVOCATS

Said Ali Natoukdine  
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DE  
COMORES

Eric Pierard  
Mihidhoir Sagaf  
Tourqui Said Abdallah  
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DE  
COMORES

Mohamed Salipi  
TRIBUNAL DE PREMIERE  
INSTANCE DE MORONI

Houdhoir Soilihi  
Youssef Yahaya  
IMPOTS DE LA GRANDE COMORE

## CORÉE

C.W. Hyun  
KIM & CHANG

Young-Cheol Jeong  
WOO YUN KANG JEONG & HAN

Mia Kim  
KIM & CHANG

Keunyeop Kim  
PANALPINA IAF LTD.

Dae-Geun Kim  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Dong-Bum Kim  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Sung Jin Kim  
WOO YUN KANG JEONG & HAN

Wonhyung Kim  
YOON YANG KIM SHIN & YU

KOREA INFORMATION SERVICE

Sung Whan Lee  
AHNSE LAW OFFICES

Hongnam Lim  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Sung-Ho Moon  
HORIZON (JIPYUNG) LAW GROUP

Sang Il Park  
HWANG MOK PARK P.C., MEMBER  
OF LEX MUNDI

J. T. Park  
KIM & CHANG

Ae-Ryun Rho  
KIM & CHANG

Jeong Seo  
DAEJEON DISTRICT COURT

Hi-Taek Shin  
KIM & CHANG

Mina Yoo  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Mi-Sook Yoon  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Ando Yun  
PRICewaterHOUSECOOPERS

## COSTA RICA

Alejandro Antillon  
PACHECO COTO

Carlos Barrantes  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Eduardo Calderón  
BUFETE FACIO & CAÑAS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Luis Manuel Castro  
BLP ABOGADOS

Silvia Chacon Bolaños  
ALFREDO FOURNIER &  
ASOCIADOS

Ludovino Colón Sánchez  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Daniel de LaGarza  
J. DE CANO ESTUDIO LEGAL

Freddy Fachler  
PACHECO COTO

Alejandro Fernandez  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Luis E. Fernandez  
TRANSUNION

Octavio Fournier  
ALFREDO FOURNIER &  
ASOCIADOS

Alfredo Fournier-Beeche  
ALFREDO FOURNIER &  
ASOCIADOS

Victor Andrés Gómez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tomás F. Guardia  
BUFETE FACIO & CAÑAS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Mariano Jimenez  
BLP ABOGADOS

Eduardo Lopez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ivannia Méndez Rodríguez  
OLLER ABOGADOS

Eduardo Montoya Solano  
SUPERINTENDENCIA GENERAL DE  
ENTIDADES FINANCIERAS

Ramon Ortega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Roger Petersen  
ALLIANCE LAW GROUP, SRL

Walter Anderson Salomons  
JAPDEVA - PORT LIMON

Dagoberto Sibaja Morales  
REGISTRO NACIONAL DE COSTA  
RICA

Jose Antonio Sueiras  
INTER-MOVES SG GLOBAL S.A.

## CÔTE D'IVOIRE

Marie Pascale Apling  
Kouassi  
CABINET JEAN-FRANÇOIS  
CHAUVEAU

César Asman  
CABINET N'GOAN, ASMAN &  
ASSOCIÉS

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean-François Chauveau  
CABINET JEAN-FRANÇOIS  
CHAUVEAU

Guillaume Dufaux  
SDV CÔTE D'IVOIRE

Jean Claude Gnamien  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Charles Ki-Zerbo  
BCEAO

Kouame Klemet  
CABINET JEAN-FRANÇOIS  
CHAUVEAU

Gerard Kone Dogbemin  
SCPA NAMBEYA-DOGBEMIN ET  
ASSOCIÉS

Serge Messou  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Edouard Messou  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Georges N'Goan  
CABINET N'GOAN, ASMAN &  
ASSOCIÉS

Patricia Nguessan  
CABINET JEAN-FRANÇOIS  
CHAUVEAU

Zinda Sawadogo  
CABINET JEAN-FRANÇOIS  
CHAUVEAU

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fousseni Traore  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nadia Vanie  
CABINET N'GOAN, ASMAN &  
ASSOCIÉS

Abbé Yao  
SCPA DOGUÉ-ABBÉ YAO &  
ASSOCIÉS

Léon Désiré Zalo  
MINISTÈRE D'ÉTAT, MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE

## CROATIE

Andrea August  
HITRO.HR

Ivo Bijeli  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Zoran Bohacek  
CROATIAN BANKING ASSOCIATION

Esther Bronic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Stefanija Cukman  
JURIC LAW OFFICES

Sasa Divjak  
DIVJAK, TOPI & BAHTIJAREVI

Ivan Duic  
VUKMIR LAW OFFICE

Lidija Hanzek  
HROK

Marija Haramija  
KORPER & HARAMIJA

Irina Jelcic  
HANZEKOVIC, RADAKOVIC &  
PARTNERS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Sanja Juric  
JURIC LAW OFFICES

Mirna Kette  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Helena Konjevod  
KOEL PROMET D.O.O.

Tarja Krehic-Djuranovic  
LAW OFFICE LACMANOVIC

Don Markusic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Iain McGuire  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sanja Porobija  
POROBIJA & POROBIJA LAW FIRM

Tatjana Radmilovic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gordan Rotkvi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ana Sihtar  
SIHTAR ATTORNEYS-AT-LAW

Ivan Simac  
ATTORNEY-AT-LAW

Lidija Stopfer  
VUKMIR LAW OFFICE

Iva Tokic  
POROBIJA & POROBIJA LAW FIRM

Hrvoje Vidan  
LAW FIRM IVEKOVIC & VIDAN

Eugen Zdravec  
EUGEN ZADRAVEC LAW FIRM

Ivana Zovko  
DIVJAK, TOPI & BAHTIJAREVI

## DANEMARK

Elsebeth Aaes-Jørgensen  
NORBOM & VINDING, MEMBER OF  
IUS LABORIS

Jonas Bøgelund  
GORRISSSEN FEDERSPIEL  
KIERKEGAARD

Ole Borch  
BECH-BRUUN LAW FIRM  
CITY COURT OF COPENHAGEN

Mogens Ebeling  
JONAS BRUUN

Eivind Einersen  
PHILIP & PARTNERE

Arne J. Gehring  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Joern S. Hansen  
RKI KREDIT INFORMATION A.S.

Anette Henriksen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jens Hjortskov  
PHILIP & PARTNERE

Jørgen B. Jepsen  
KROMANN REUMERT, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Susanne Madsen  
KROMANN REUMERT, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Carsten Melgaard  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Karin L. Nielsen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Thomas Olsen  
PANALPINA DENMARK

Claus Kaare Pedersen  
PHILIP & PARTNERE

Bente Skovgaard Risvig  
RKI KREDIT INFORMATION A.S.

Jan Hoej Soerensen  
RKI KREDIT INFORMATION A.S.

Jens Steen Jensen  
KROMANN REUMERT, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Henrik Stenbjerre  
KROMANN REUMERT, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Mikael Stenstrup  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kim Trenskow  
KROMANN REUMERT, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Knud Villemoes Hansen  
NATIONAL SURVEY AND  
CADASTRE - DENMARK/KORT- OG  
MATRIKELSTYRELSEN

Benedicte Wiberg  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Torben Wolsted  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## DJIBOUTI

Rahma Abdi Adbillahi  
BANQUE CENTRALE

Koran Ahmed Aouled  
ETUDE NOTARIALE

Luigi Bahari Bahari  
GROUPEMENT COSMEZZ  
DJIBOUTI S.A.

Hasna Barakat Daoud  
CABINET D'AVOCAT

Wabat Daoud  
AVOCAT

Jean Phillipe Delarue  
SOCIETE MARITIME L. SAVON  
ET RIES

Luc Deruyser  
SOCIETE MARITIME L. SAVON  
ET RIES

Félix Emok N'Dolo  
CHD GROUP

Cosimo Federici  
GROUPEMENT COSMEZZ  
DJIBOUTI S.A.

Djama M. Haid  
BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI

Mariam Hamadou Ali  
MINISTRY OF FINANCE

Ibrahim Hamadou Hassan  
BANQUE POUR LE COMMERCE ET  
L'INDUSTRIE

Mr. Lanto  
GROUPEMENT COSMEZZ  
DJIBOUTI S.A.

Fatouma Mahamoud Hassan  
Alain Martinet  
Mayank Metha  
MAERSK SEALAND LINE  
MANAGER

Simon Mibrathu  
MINISTRY OF FINANCE

Abdallah Mohammed Kamil  
ETUDE NOTARIALE

Ali Moussa  
Mohamed Omar Ibrahim  
CABINET D'EXPERTISE  
COMPTABLE ET D'AUDIT

Mohamed Omar Mohamed  
AVOCAT A LA COUR

Ahmed Osman  
BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI

Mohamed Oubah  
SOCIETE MARITIME L. SAVON  
ET RIES

Jerome Passicos  
SOCIETE MARITIME L. SAVON  
ET RIES

Aicha Youssouf  
CABINET D'EXPERTISE  
COMPTABLE ET D'AUDIT

Abdillahi Aidid Farah  
AVOCAT A LA COUR

Ali Dini  
AVOCAT A LA COUR

## DOMINIQUE

Anthony Atkinson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Joelle AV Harris  
HARRIS & HARRIS

Eddie Beaupierre  
ELEMENT AGENCIES

Gerald D. Burton  
GERALD D. BURTON'S CHAMBERS

Joffrey C.G. Harris  
HARRIS & HARRIS

Marvlyn Estrado  
KPB CHARTERED ACCOUNTANTS

Noelize N. Knight  
GERALD D. BURTON'S CHAMBERS

Alick C. Lawrence  
ATTORNEY-AT-LAW

Severin McKenzie  
MCKENZIE ARCHITECTURAL &  
CONSTRUCTION SERVICES INC.

Richard Peterkin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Joan K.R. Prevost  
PREVOST & ROBERTS

Mark Riddle  
DOMINICA ELECTRICITY SERVICE  
LTD.

Arthur R. Smith  
LABOUR DEPARTMENT

Eddison St. Jean  
DOMINICA ELECTRICITY SERVICE  
LTD.

Duncan G. Stowe  
DUNCAN G. STOWE CHAMBERS

Charles Tibbits  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Laurina A. Vidal  
ATTORNEY-AT-LAW

Dawn Yearwood  
ATTORNEY-AT-LAW

Stephen Isodore  
ATTORNEY-AT-LAW

## ÉGYPTÉ

Abdel Aal Aly  
AFIFI WORLD TRANSPORT

Eman Abdelbakey  
PRICEWATERHOUSECOOPERS /  
MANSOUR & Co.

Rasha Abdel-Hakim  
Amal Afifi  
EL OTEIFI LAW OFFICE

Arig Ali  
TROWERS & HAMLINS

Alaa Amer  
MINISTRY OF MANPOWER AND  
MIGRATION

Tim Armsby  
TROWERS & HAMLINS

George Atalla  
Ingy Badawy  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Alah Bassyouni  
Rania Bata  
SARWAT A. SHAHID LAW FIRM

Tim Bueher  
Heather Carpenter  
PRICEWATERHOUSECOOPERS /  
MANSOUR & Co.

E. Yehia H. El Bably  
EL BABLY LAW FIRM

Samir El Tagy  
MINISTRY OF MANPOWER AND  
MIGRATION

Yasmine Elabassy  
PRICEWATERHOUSECOOPERS /  
MANSOUR & Co.

Ashraf Elibrachy  
IBRACHY LAW FIRM

Tarek El-Marsafawy  
ADEL KAMEL & ASSOCIATES

Amr ElMonayer  
PRICEWATERHOUSECOOPERS /  
MANSOUR & Co.

Mohamed Fahim  
PRICEWATERHOUSECOOPERS /  
MANSOUR & Co.

Zeinab Saieed Gohar  
CENTRAL BANK OF EGYPT

A.G. Hassan  
Manuel Henriques  
Sarah Hinton  
TROWERS & HAMLINS  
Sadeyaa Ibrahim  
MINISTRY OF MANPOWER AND  
MIGRATION

Ashraf Ihab  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Stephan Jäger  
KRAUSS AMERELLER  
HENKENBORG

Karim Adel Kamel  
ADEL KAMEL & ASSOCIATES

Mohamed Kamel  
AL KAMEL LAW

Ghada Kaptan  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Adel Kheir  
ADEL KHEIR LAW OFFICE

Kamel M.  
Dr. Magadi  
EGYPTIAN CENTER FOR  
ECONOMIC STUDIES

Sherif Mansour  
PRICewaterhouseCOOPERS /  
MANSOUR & CO.

Hoda Mohamed Etman  
Alan Morley  
Ashraf Nadhoury  
ATTORNEY-AT-LAW

Ragia Omrán  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Ingy Rasekh  
MENA ASSOCIATES

Tarek F. Riad  
KOSHERI, RASHED & RIAD  
INTERNATIONAL LAW FIRM

Maria Rodriguez  
Khaled Sewelam  
Safwat Sobhy  
PRICewaterhouseCOOPERS /  
MANSOUR & CO.

Ahmed Weshahi  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Louise Williams  
INDEPENDENT CONSULTANT

Tamima Yehia  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Mona Zulficar  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

## EL SALVADOR

Francisco Armando Arias  
Rivera  
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Lilliam Arrieta Carsana  
ARRIETA BUSTAMANTE

Irene Arrieta de Díaz Nuila  
ARRIETA BUSTAMANTE

Ricardo A. Cevallos  
CONSORTIUM - DELGADO &  
CEVALLOS

Walter A. Chavez  
GOLD SERVICE / MSI

Ludovino Colón Sánchez  
PRICewaterhouseCOOPERS

María Eugenia de Castenada  
ACZALAW

Mayra de Morán  
PRESIDENTIAL PROGRAM "EL  
SALVADOR EFICIENTE"

Manuel del Valle Menendez  
REGISTRY

Maria Martha Delgado  
Molina  
ESPINO, NIETO, UMAÑA &  
ASOCIADOS

Alejandro Fernandez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Otto Guzman  
PRICewaterhouseCOOPERS,  
S.A. DE C.V.

Ernesto Hempe  
PRICewaterhouseCOOPERS,  
S.A. DE C.V.

Juan Carlos Herrera  
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Thelma Dinora Lizama de  
Osorio  
SUPERINTENDENCIA DEL SISTEMA  
FINANCIERO

Karla Maley Guzman  
ARRIETA BUSTAMANTE

Astrud Maria Melendez  
PROCREDITO - TRANSUNION  
CENTRAL AMERICA

Mauricio Melhado  
GOLD SERVICE S.A. DE C.V.

Antonio R. Mendez Llorit  
ROMERO PINEDA & ASOCIADOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Jose Navas  
ALL WORLD CARGO, SA DE CV

James W. Newton  
BOOZ ALLEN HAMILTON

Maria Eugenia Olmedo de  
Castaneda  
ACZALAW

Ramon Ortega  
PRICewaterhouseCOOPERS

Carlos Oviedo  
CONSORTIUM - DELGADO &  
CEVALLOS

Monica Guadalupe Pineda  
Machuca  
ACZALAW

Ana Patricia Portillo Reyes  
GUANDIQUE SEGOVIA  
QUINTANILLA

Carlos Roberto Alfaro  
PRICewaterhouseCOOPERS,  
S.A. DE C.V.

Manuel Francisco Telles  
Suvillaga  
LEXINCORP

Mauricio Antonio Urrutia  
Urrutia  
SUPERINTENDENCIA DEL SISTEMA  
FINANCIERO

## ÉMIRATS ARABES UNIS

Abdul Wahid Abdul Rahim  
Sultan Al Ulama  
Saeed Abdulla Al Hamiz  
CENTRAL BANK OF THE UAE

Theresa Abrefa  
BERRYMAN'S LACE MAWER

Ishraga Abutaha  
AL SUWAIDI & CO.

Naveed Ahmed  
TROWERS & HAMLINS

Khaled Amin  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Desmond Balendra  
PANALPINA GULF LLC

Jennifer Bibbings  
TROWERS & HAMLINS

Samer Hamzeh  
Sydene Helwick  
AL SUWAIDI & CO.

Walid Karam  
HABIB AL MULLA & CO.

Shahid M. Khan  
AL ROKEN & ASSOCIATES

Suneer Kumar  
AL SUWAIDI & CO.

Charles S. Laubach  
AFRIDI & ANGELL, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Valeria Lysenko  
Sanjay Manchanda  
PRICewaterhouseCOOPERS

Khulood Obaid  
Henrik Petersen  
Ahmed Abdul Raheem  
Mahmoud  
EMIRATES ADVOCATES

Dean Rolfe  
PRICewaterhouseCOOPERS

Mohamed Rouchdi  
ATTORNEY-AT-LAW

Natalie Seeff  
TROWERS & HAMLINS

Razan Shuqair  
AL SUWAIDI & CO.

Michael Stevenson  
PRICewaterhouseCOOPERS

Neil Taylor  
Sham Yaghi  
DUBAI MUNICIPALITY

## ÉQUATEUR

Pablo Aguirre  
PRICewaterhouseCOOPERS

Luciano Almeida  
PRICewaterhouseCOOPERS

Diego Cabezas-Klaere  
CABEZAS & CABEZAS-KLAERE

Luis Cascante  
MOELLER, GÓMEZ-LINCE & CÍA

Fernando Coral  
PANALPINA

Jose Durán  
MOELLER, GÓMEZ-LINCE & CÍA

Rodrigo Espinosa  
SUPERINTENDENCIA DE BANCOS  
E SEGUROS

Jorge Eduardo Fernandez  
Perdomo  
DATACREDITO

Juan Carlos Gallegos  
GALLEGOS, VALAREZO & NEIRA

Myriam Rosales Garces  
SUPERINTENDENCIA DE BANCOS  
E SEGUROS

Juan Manuel Marchán  
PÉREZ, BUSTAMANTE Y PONCE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Heinz Moeller Freile  
MOELLER, GÓMEZ-LINCE & CÍA

Paulina Montesdeoca De  
Bustamante  
MACIAS HURTADO & MACIAS

Jorge Paz Durini  
PAZ & HOROWITZ

Xavier Amador Pino  
ESTUDIO JURIDICO AMADOR

Sandra Reed  
PÉREZ, BUSTAMANTE Y PONCE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Maria de los Angeles Roman  
FABARA & COMPAÑIA ABOGADOS

Jose Rumazo-Arcos  
PÉREZ, BUSTAMANTE Y PONCE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

## ÉRYTHRÉE

Ali Reza Abdolhussein  
ELMI OLINDO & CO.

Rahel Abera  
BERHANE GILA-MICHAEL LAW  
FIRM

Tadesse Beraki  
TRADE PROMOTION AGENCY

Leghese Ghebremedhin  
Seyoum  
ADVOCATE & COUNSELOR AT  
LAW

Berhane Gila-Michael  
BERHANE GILA-MICHAEL LAW  
FIRM

Fessahaie Habte  
ATTORNEY-AT-LAW AND LEGAL  
CONSULTANT

Kebreab Habte Michael  
LEGAL COUNSELING

Mebrahtom Habtemariam  
PUBLIC FACILITATION OFFICE

Mulgheta Hailu  
TEFERI BERHANE & MULGHETA  
HAILU LAW FIRM

Michael Joseph  
ERNST & YOUNG EAST AFRICA

Mesfin Makonnen Mebrahtu  
ADVOCATE & COUNSELOR AT  
LAW

Ataklti H. Mariam  
COMMERCIAL COURT

Chief Justice Mercurius  
MINISTRY OF JUSTICE

Tekeste Mesghenna  
MTD ENTERPRISES PLC

Akberom Tedla  
ERITREAN NATIONAL CHAMBER  
OF COMMERCE

Alem Tesfai  
BUSINESS LICENSE OFFICE

Belay Tewelde  
REMATCO

## ESPAGNE

Basilio Aguirre  
REGISTRO DE LA PROPIEDAD DE  
ESPAÑA

ALLEN & OVERY

Siro Arias  
LANDWELL, ABOGADOS Y  
ASESORES FISCALES

Juan Bolás Alfonso  
NOTARIADO

Cristina Calvo  
ASHURST

Jaume Cornudella  
LANDWELL, ABOGADOS Y  
ASESORES FISCALES

Fernando de la Puente Alfaro  
COLEGIO DE REGISTRADORES DE  
LA PROPIEDAD Y MERCANTILES  
DE ESPAÑA

Iván Delgado  
PÉREZ-LLORCA

Juan Francisco Delgado de  
Miguel  
Rossanna D'Onza

BAKER & MCKENZIE MADRID  
EXPERIAN BUREAU DE CREDITO

Alejandro Ferreres Comella  
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Guillermo Frühbeck  
DR. FRÜHBECK ABOGADOS Y  
ECONOMISTAS

José Manuel García Collantes  
NOTARIADO

Juan Ignacio Gomeza Villa  
NOTARIO DE BILBAO

Ana Just  
IURIS VALLS ABOGADOS

Daniel Marin  
GÓMEZ-ACEBO & POMBO

Andres Monereo Velasco  
MONEREO, MEYER & MARINEL-  
LO ABOGADOS

Juan Manuel Pardiñas Aranda  
EQUIFAX IBERICA

Jose Luis Perales Sanz  
NOTARIADO

Pedro Pérez-Llorca Zamora  
PÉREZ-LLORCA

Roser Ràfols  
ROCA JUNYENT ADVOCATS

Ricardo Rebate Labrandero  
SÁNCHEZ PINTADO, NÚÑEZ &  
ASOCIADOS

Carlos Rivadulla Oliva  
CLIFFORD CHANCE

Enrique Rodriguez  
ALTUS S.A.

Eduardo Rodríguez-Rovira  
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Maria Gracia Rubio  
BAKER & MCKENZIE MADRID

Íñigo Sagardoy de Simón  
SAGARDOY & ABOGADOS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Pilar Salinas  
SÁNCHEZ PINTADO, NÚÑEZ &  
ASOCIADOS

Sönke Schlaich  
MONEREO, MEYER & MARINEL-  
LO ABOGADOS

Julia Testigen  
DR. FRÜHBECK ABOGADOS Y  
ECONOMISTAS

Carlos Valls  
IURIS VALLS ABOGADOS

## ESTONIE

Aet Bergmann  
LAW OFFICE TARK & CO.

Cameron Greaves  
PRICewaterhouseCOOPERS

Heili Haabu

LAW OFFICE RAIDLA & PARTNERS

Andres Juss

ESTONIAN LAND BOARD

Peep Kalamae

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Iren Koplimets

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ermo Kosk

LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Igor Kostjuk

HOUGH, HÜBNER, HÜTT & PARTNERS

Konstantin Kotivnenko

Villu Köve

ESTONIAN SUPREME COURT

Kristi Kullerkup

LAW OFFICE TARK & CO.

Aare Kurist

PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEX TAL LAW OFFICE

Lea Liigus

SORAINEN LAW OFFICES

Jaan Lindmäe

LAW OFFICE TARK & CO.

Indrek Link

HOUGH, HÜBNER, HÜTT & PARTNERS

Karin Madisson

SORAINEN LAW OFFICES

Marko Mehilane

LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Veiko Meos

KREDIIDIINFO A.S.

Margus Mugu

LUIGA MODY HÄÄL BORENIUS

Toomas Prangli

ADVOKAADIBÜROO SORAINEN  
LAW OFFICES

Ants Ratas

ECF&S AGNETS LTD.

Merle Saaliste

ADVOKAADIBÜROO SORAINEN  
LAW OFFICES

Katrin Sarap

ADVOKAADIBÜROO SORAINEN  
LAW OFFICES

Villi Tõntson

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Triin Toomemets

ADVOKAADIBÜROO SORAINEN  
LAW OFFICES

Maarja Torga

LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Karolina Ullman

MAQS LAW FIRM  
ADVOKAADIBÜROO

Toomas Vaher

RAIDLA & PARTNERS

Vesse Vöhma

## ÉTATS-UNIS

Luke A. Barefoot

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

David Barksdale

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Victor Chiu

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Brian E. Clark

APM TERMINALS N.A.

Richard Conza

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Joshua L. Ditelberg

SEYFARTH SHAW LLP, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Desmond Eppel

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

John Fedun

THELEN REID & PRIEST LLP

Craig Foil

APM TERMINALS N.A.

Janet Ford

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Lindsee P. Granfield

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Christopher D. Hale

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Jonel Jordan

TRANSUNION

Arthur Kohn

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Fiana Kwasnik

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Michael Lazerwitz

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Gregory A. Lee

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bradford L. Livingston

SEYFARTH SHAW LLP, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Paul Marquardt

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Janet Morris

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Robert Morris

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kelly J. Murray

PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Nelson

PANALPINA INC.

David Newberg

COLLIER, HALPERN, NEWBERG,  
NOLLETTI, & BOCK

Samuel Nolen

RICHARDS, LAYTON & FINGER,  
P.A., MEMBER OF LEX MUNDI

Sean O'Neal

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Stephen Raslavich

UNITED STATES BANKRUPTCY  
COURT

Lillian E. Rice

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Sandra Rocks

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

David Snyder

SNYDER & SNYDER, LLP

Sarah Ten Siethoff

CLEARY, GOTTlieb, STEEN & HAMILTON LLP

Frederick Turner

SNYDER & SNYDER, LLP

Penny Vaughn

PRICEWATERHOUSECOOPERS

## ETHIOPIE

Getachew Afrasa

TADESSE, GETACHEW & ABATE  
LAW OFFICE

Bekure Assefa

BEKURE ASSEFA LAW OFFICE

Befekadu Assefa Gonefa

LEWA PLC

Teshome Gabre-Mariam

BOKAN  
TESHOMÉ GABRE-MARIAM LAW  
FIRM

Teferra Demiss

LEGAL AND INSURANCE  
CONSULTANT AND ATTORNEY

Giancarlo Elmi

ELMI OLINDO & CO. PLC -  
GENERAL CONTRACTOR

Shimelise Eshete

MIDROC CONSTRUCTION PLC

Nega Getahun

CITY ADMINISTRATION OF ADDIS  
ABABA

Berhane Ghebray

BERHANE GHEBRAY &  
ASSOCIATES

Solomon Gizaw

HST & Co.

Abebe T. Kasay

ATTORNEY-AT-LAW

Getachew Kebede

PACKFORD INTERNATIONAL,  
ETHIOPIA

Belay Kebede Alemu

ATTORNEY AND CONSULTANT  
AT LAW

Aberra Ketsela

HABTU WOLDE KIROS  
HABTU AND ASSOCIATES

Tadesse Kiros

TADESSE, GETACHEW & ABATE  
LAW OFFICE

Getachew Kitaw Yitateku

ETHIOPIAN BAR ASSOCIATION

Debebe Legesse

Lakew Lemma

Mebratu Misghina

LEGAL ADVISER

Woldegabriel Naizghi

HST & Co.

Getahun Nana

NATIONAL BANK OF ETHIOPIA

Hailye Sahle Seifu

ATTORNEY-AT-LAW

Mekuria Tafassa

FIRAWRARI TAFESSA LEGAL FIRM

Wolde Tsadik Someno

MINISTRY OF TRADE & INDUSTRY

Amsale Tsehaye

AMSALE TSEHAYE & ASSOCIATES  
LAW OFFICE

Marcos Wellesenbet

LAW FIRM MARCOS  
WELDESENBET

Abate Yimer

TADESSE, GETACHEW & ABATE  
LAW OFFICE

Tesfaye Zemedkun

CITY ADMINISTRATION OF ADDIS  
ABABA

## FIDJI

John Apted

MUNRO LEYS NOTARIES PUBLIC

Nehla Basawaiya

MUNRO LEYES NOTARIES PUBLIC

Williams Wylie Clarke

HOWARDS LAWYERS

Delores Elliott

DATABUREAU, BAYCORP  
ADVANTAGE

Dominique Fischer

UNIVERSITY OF THE SOUTH  
PACIFIC

Anthea S. Fong

CROMPTONS

Richard Krishnan Naidu

MUNRO LEYS NOTARIES PUBLIC

Haroon Latif

LATEEF & LATEEF

Richard Krishnan Naidu

MUNRO LEYES NOTARIES PUBLIC

Ramesh Prakash

MISHRA PRAKASH & ASSOCIATES

Jenny Seeto

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Suruj Sharma

PATEL SHARMA & ASSOCIATES,  
NOTARY PUBLIC

Shayne Sorby

HOWARDS LAWYERS

Chirk Yam

PRICEWATERHOUSECOOPERS

## FINLANDE

Markku Aaltonen

CONFEDERATION OF FINNISH  
CONSTRUCTION INDUSTRIES

Claudio Busi

CASTREN & SNELLMAN

Mikko Eerola

WASELIUS & WIST

Johannes Frände

ROSCHIER HOLMBERG  
ATTORNEYS LTD., MEMBER OF IUS  
LABORIS & LEX MUNDI

Tuula Gottleben

HEDMAN OSBORNE CLARKE

Markku Hakkarainen

PRICEWATERHOUSECOOPERS  
OY - SVH

Johanna Haltia-Tapio

HANNES SNELLMAN

Harry Hedman

HEDMAN OSBORNE CLARKE

Berndt Heikel

HANNES SNELLMAN

Jenni Hupli

CASTREN & SNELLMAN

Pekka Jaatinen

CASTREN & SNELLMAN

Juuso Jokela

SUOMEN ASIAKASTIETO OY  
- FINSKA

Bernt Juthstrom

ROSCHIER HOLMBERG  
ATTORNEYS LTD., MEMBER OF IUS  
LABORIS & LEX MUNDI

Ilkka Kajas

PRICEWATERHOUSECOOPERS  
OY - SVH

Risto Löf

PRICEWATERHOUSECOOPERS  
OY - SVH

Tuomas Lukkanen

NATIONAL LAND SURVEY OF  
FINLAND

Natalia Malgina

HEDMAN OSBORNE CLARKE

Mikko Mali

KROGERUS & CO.

Eva Nordman

ROSCHIER HOLMBERG  
ATTORNEYS LTD., MEMBER OF IUS  
LABORIS & LEX MUNDI

Vesa-Pekka Nuotio

PRICEWATERHOUSECOOPERS  
OY - SVH

Johan Nybergh

HANNES SNELLMAN

Maarit Pokkinen

PRICEWATERHOUSECOOPERS  
OY - SVH

Sami Rautiainen

CASTREN & SNELLMAN

Mikko Reinikainen

PRICEWATERHOUSECOOPERS  
OY - SVH

Kai Soini

PRICEWATERHOUSECOOPERS  
OY - SVH

Ville Sulonen

PANALPINA FINLAND

Sarah Tahkala

HANNES SNELLMAN

Susanna Tiiponen

ROSCHIER HOLMBERG  
ATTORNEYS LTD., MEMBER OF IUS  
LABORIS & LEX MUNDI

Irmeli Timonen

HANNES SNELLMAN

Carita Wallgren

ROSCHIER HOLMBERG  
ATTORNEYS LTD., MEMBER OF IUS  
LABORIS & LEX MUNDI

## FRANCE

Antoine Azam-Darley

AZAM-DARLEY & ASSOCIÉS

Christopher Baker

SKADDEN, ARPS, SLATE,  
MEAGHER & FLOM LLP

Guillaume Barbier

LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Aurélie Besloin

LANDWELL & ASSOCI

Anne Creelman  
VATIER & ASSOCIÉS

Bernard de Rasque de Laval  
CONSEIL SUPÉRIEUR DU  
NOTARIAT

François de Verdière  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Albane Henry de Villeneuve  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean-Paul Decorps  
NOTARY

Aurèle Delors  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

François Fauvet  
FAUVET, LA GIRAUDIÈRE &  
ASSOCIÉS

Jean-Pierre Fiquet  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sylvie Ghesquiere  
BANQUE DE FRANCE

Xavier-Philippe Gruwez  
SAINT GEORGES CONSEIL  
AVOCATS

Marc Jobert  
JOBERT & ASSOCIÉS

Renaud Jouffroy  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jennifer Juvenal  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gerard Kaeufling  
NOTARY

Carol Khoury  
JONES DAY

Daniel Arthur Laprès  
CABINET D'AVOCATS

Christophe Leclerc  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sébastien Lecoeur  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

David Malamed  
GIDE LOYRETTE NOUËL, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Elise Mannent  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Jean-Louis Martin  
JONES DAY

Michel Ledoeuff  
SDV LOGISTIQUE  
INTERNATIONALE

Alain Moreau  
UINL/CONSEIL SUPERIEUR DU  
NOTARIAT

Catherine Peulvé  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Etienne Pichat  
ALLEZ & ASSOCIÉS

Jacques Pourciel  
NOTARY

Bernard Reynis  
SCP REYNIS & ASSOCIÉS

Jacques Röder  
SKADDEN, ARPS, SLATE,  
MEAGHER & FLOM LLP

Notaire Roussel  
CONSEIL SUPÉRIEUR DU  
NOTARIAT

Annie Sauve  
BANQUE DE FRANCE

Alexia Simon  
AZAM-DARLEY & ASSOCIÉS  
Virginie Vinas  
CGI

Philippe Xavier-Bender  
GIDE LOYRETTE NOUËL, MEMBER  
OF LEX MUNDI

## GABON

Y.A. Adetona  
CABINET FIDEXCE S.A.R.L.

Justine Agondjo-Reteno  
AVOCATE

Itchola Mano Alade  
AVOCATE

Philippe Alexandre  
ATTORNEY-AT-LAW

Gianni Ardizzone  
ATTORNEY-AT-LAW

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Francois Coron  
PANALPINA

Leopold Effah  
AVOCAT À LA COUR

Augustin Fang  
CABINET OYANE-ONDO

Laurent Guiral  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Samuel Josso  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ntoutoume Lubin  
AVOCATE

Orphée Yvan Mandji  
AGENCE DE PROMOTIONS DES  
INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Pelagie Massamba  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bongho Mavoungou  
ATTORNEY-AT-LAW

J. Zassi Mikala  
AVOCAT À LA COUR

Ruben Mindonga  
CABINET ME ANGUIER

Mba Ndong  
ATTORNEY-AT-LAW

Thierry Ngomo  
ARCHIPro INTERNATIONAL

Francois Nguema Ebane  
CABINET ATELIER 5A

Josette Olendo  
CABINET OLEND

C. Apollinaire Ondo Mve  
COUR D'APPEL JUDICIAIRE DE  
LIBREVILLE

Christophe Relongoue  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Laurent Boris Skitt  
AGENCE DE PROMOTIONS DES  
INVESTISSEMENTS PRIVÉS

## GAMBIE

Rodolphe K. Akoto  
MAERSK GAMBIA LTD.

Cherno Aliou Jallow  
DELOITTE & TOUCHE, MEMBER  
OF DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Awa Bah  
DEPARTMENT OF STATE FOR  
JUSTICE

Alpha Amadou Barry  
DELOITTE & TOUCHE, MEMBER  
OF DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Amie N. Bensouda  
AMIE BENSOUDA & Co.

Amie Joof Conteh  
KUNNI BOY CHAMBERS

Ida Denise Drameh  
IDA D. DRAMEH & ASSOCIATES

Kumba Jameh  
ATTORNEY-AT-LAW

M.K. Krubally  
ALL AS ONE, INC.

Tijan Mbye  
MAJ CONSULT LTD.

Thomas Nielsen  
GAMBIA SHIPPING AGENCIES

Augustus J. Prom  
AUGUSTUS PROM CHARTERED  
CERTIFIED ACCOUNTANTS

Mary Abdoulie Samba  
Christensen  
LEGAL PRACTITIONER

Joseph Sarre  
GAMBIA ARCHITECTURAL AND  
PLANNING CONSULTANTS

Howsoon B. Semega-Janneh  
ATTORNEY-AT-LAW

Hawa Sisay-Sabally  
SUPREME COURT

Mabel Yamoa  
HIGH COURT

## GÉORGIE

Eka Abashidze  
ASSOCIATION FOR THE  
PROTECTION OF LANDOWNERS'  
RIGHTS

Mushfig Aliyev  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Zurab Antelidze  
MINISTRY OF FINANCE

Ekaterine Avaliani  
MINISTRY OF ECONOMIC  
DEVELOPMENT

Natalia Babakishvili  
MGALOBlishVILI, KIPIANI,  
DZIDZIGURI LAW FIRM

Nino Bakhtadze  
NATIONAL AGENCY OF PUBLIC  
REGISTRY

Merab Barbakadze  
Sopo Begiashvili  
MILLENNIUM CHALLENGE  
GEORGIA FUND

Sandro Bibilashvili  
BGI ADVISORY SERVICES  
GEORGIA

Zaza Bibilashvili  
BGI LEGAL

Jen Braswell  
BOOZ ALLEN HAMILTON

Vazha Chopikashvili  
NATIONAL AGENCY OF PUBLIC  
REGISTRY

Tea Dabrundasvili  
NATIONAL AGENCY OF PUBLIC  
REGISTRY

Amy Denman  
AMERICAN CHAMBER OF  
COMMERCE IN GEORGIA

Stuart Duncan  
LAND AND PERMITTING  
MANAGER

Jaba Ebanoidze  
ASSOCIATION FOR THE  
PROTECTION OF LANDOWNERS'  
RIGHTS

David Egiashvili  
NATIONAL AGENCY OF PUBLIC  
REGISTRY

Revaz Enukidze  
MINISTRY OF ENVIRONMENT

Irine Gabriadze  
USAID

Irina Gordeladze  
USAID

David Gosney  
USAID

Rizvan Gubiyev  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Arif Guliyev  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bela Gutidze  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Kakabadze  
GEORGIAN LEGAL PARTNERSHIP

Nugzar Kavtaradze  
FEDERATION OF GEORGIAN  
BUSINESSMEN

Marina Khatishvili  
GEORGIAN REAL ESTATE  
ASSOCIATION

Victor Kipiani  
MGALOBlishVILI, KIPIANI,  
DZIDZIGURI LAW FIRM

Konstantin Kublashvili  
SUPREME COURT

Kakha Kuchava  
USAID

Aieti Kukava  
ALLIANCE GROUP HOLDING

Jim McNicholas  
BOOZ ALLEN HAMILTON

Avto Namicheishvili  
BEGIASHVILI & Co.

Stephanos Orestis  
USAID

Sopho Roinishvili  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Soso Salukvadz  
KfW

Joseph Salukvadze  
CADASTRE AND LAND REGISTER  
PROJECT

Sandro Shakhov  
GTZ

Lela Shatirishvili  
TBILISI TITLE COMPANY

Nick Skhirtladze  
FEDERATION OF GEORGIAN  
BUSINESSMEN

Irakli Songulia  
ASSOCIATION FOR THE  
PROTECTION OF LANDOWNERS'  
RIGHTS

Rusa Sreseli  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Matthew Tallarovic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tamara Tevdoradze  
BGI ADVISORY SERVICES  
GEORGIA

## GHANA

Stella Ackwerh  
LAND TITLE REGISTRY

Shaira Adamali  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Larry Adjetej  
LAW TRUST COMPANY

Nene Amegatcher  
SAM OKUDZETO & ASSOCIATES

Wilfred Anim-Odame  
LAND VALUATION BOARD

Reginald Bannerman  
BRUCE-LYLE BANNERMAN &  
THOMPSON

Kojo Bentsi-Enchill  
BENTSI-ENCHILL & LETSA,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Charles Egan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Willie Fugar  
FUGAR & COMPANY

David A. Hesse  
HESSE & HESSE

Rosa Kudoadzi  
BENTSI-ENCHILL & LETSA,  
MEMBER OF LEX MUNDI

George Kwatia  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kenneth D. Laryea  
LARYEA, LARYEA & Co. P.C.

David Nukator  
DOCK TO DOOR SHIPPING LTD.

Darcy White  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## GRÉCE

Georgios B. Bazinas  
ANAGNOSTOPOULOS BAZINAS  
FIFIS

Panayotis Bernitsas  
M & P BERNITSAS LAW OFFICES

Alkistis Christofilou  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Helen Dikonimaki  
TEIRESIAS S.A. INTERBANKING  
INFORMATION SYSTEMS

Maira Galani  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Eirini Eleftheria Galinou  
PROFESSOR K. KREMALIS &  
PARTNERS, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Yanos Gramatidis  
BAHAS, GRAMATIDIS & PARTNERS

Peter Kapasouris  
TEIRESIAS S.A. INTERBANKING  
INFORMATION SYSTEMS

Catherine M. Karatzas  
KARATZAS & PARTNERS

Konstantinos Karlis  
BUSINESS SOLUTIONS S.A. /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fotini D. Katrakaza  
LAW OFFICE T. J. KOUTALIDIS

Dimitris Katsadakis  
ORPHEE BEINOGLOU INTL.  
FORWARDERS

Constantinos Klissouras  
ANAGNOSTOPOULOS BAZINAS  
FIFIS

Alexandra Kondyli  
KARATZAS & PARTNERS

Nicholas Kontizas  
ZEPOS & YANNPOULOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Panos Koromantzios  
BAHAS, GRAMATIDIS & PARTNERS

Ioanna Koulouri  
PROFESSOR K. KREMALIS &  
PARTNERS, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Yannis Kourniotis  
M & P BERNITSAS LAW OFFICES

Vassiliki G. Lazarakou  
ZEPOS & YANNPOULOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Evi Martinovits  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Effie G. Mitsopoulou  
KYRIAKIDES - GEOGROPOULOS  
LAW FIRM

Vassiliki Ntziora  
PROFESSOR K. KREMALIS &  
PARTNERS, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Stefanos Petropoulakos  
PROFESSOR K. KREMALIS &  
PARTNERS, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Chryssiis Poulakou  
KYRIAKIDES - GEOGROPOULOS  
LAW FIRM

Vasiliki Salaka  
KARATZAS & PARTNERS

George Samothrakis  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

SARANTITIS LAW FIRM

Vassiliki Strantzia  
BUSINESS SOLUTIONS S.A. /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Charles Tibbits  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Spyridon Tsallas  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Antonios Tsavdaridis  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Vicky Xourafa  
KYRIAKIDES - GEOGROPOULOS  
LAW FIRM

Freddy Yatraco  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## GRENADA

Anthony Atkinson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alain Bain  
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS  
AND INTERNATIONAL TRADE

Robert Branch  
SUPREME COURT

Andrew DeBourg  
MINISTRY OF LABOR

Ruggles Ferguson  
GRANADA BAR ASSOCIATION

Claudia Francis  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Cosmas George  
FREIGHT FORWARDER

Cyrius Griffith  
MINISTRY OF LABOR

Kelvin Jacobs  
CREATIVE DESIGN

Nigel John  
JOSEPH JOHN & ASSOCIATES LTD.

Claudette Joseph  
AMICUS ATTORNEYS

Kurt LaBarrie  
CREATIVE DESIGN

Dickon Mitchell  
GRANT JOSEPH & CO., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Niel Noel  
HENRY HUDSON - PHILLIPS & CO.

Richard Peterkin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Raymond Anthony  
RAYMOND ANTHONY & CO.

Ian H. Sandy  
AMICUS ATTORNEYS

David Sinclair  
GRENADA CONTRACTORS  
ASSOCIATION / SINCLAIR  
ENTERPRISES LTD.

Trevor St. Bernard  
LEWIS & RENWICK

Phinsley St. Louis  
ST. LOUIS SERVICE

Avril Trotman  
MINISTRY OF LEGAL AFFAIRS

Roselyn Wilkinson  
WILKINSON, WILKINSON &  
WILKINSON

## GUATEMALA

Ruby Asturias  
ACZALAW

Nico Asturias  
ATTORNEY-AT-LAW

Maria de los Angeles Barillas  
Buchhalter  
SARAVIA & MUÑOZ

Julio Roberto Berduo  
PALACIOS & ASOCIADOS

Mario Adolfo Búcaro Flores  
DÍAZ-DURAN & ASOCIADOS

Sergio Raúl Calderón  
Mancilla

Rodrigo Callejas Aquino  
CARRILLO & ASOCIADOS

Juan Pablo Carrasco de  
Groote  
DÍAZ-DURÁN & ASOCIADOS

Alfonso Carrillo  
CARRILLO & ASOCIADOS

Arabella Castro Quiñones  
ATTORNEY-AT-LAW

Luis Pedro Cazali Leal  
PALACIOS & ASOCIADOS

Leonel E. Chinchilla Recinos  
REGISTRO MERCANTIL

Ludovino Colón Sánchez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Isabel Coma de Samayoa  
CARRILLO & ASOCIADOS

Guillermo Lopez Cordero  
BUFETE LOPEZ CORDERO

Michael Daniels Toriello  
Rolando Díaz  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Estuardo Enrique Echeverria  
Nova  
UNIDAD DE CDR Y CONTROL DE  
LA CALIDAD, SUPERINTENDENCIA  
DE BANCOS

Juan Pedro Falla  
RUIZ SKINNER-KLEE & RUIZ

Alejandro Fernandez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rudolfo Fuentes  
BAC / CREDOMATIC

Jorge Gálvez  
BAC / CREDOMATIC

Carolina Gándara  
ACZALAW

Rafael Garavito  
GARAVITO, MUADI & MURGA

Claudia Maria Gordinez Soto  
LEXINCORP

Maria Isabel Luján  
Zilbermann  
QUINONES, IBARGÜEN & LUJÁN

Estuardo Mata Palmieri  
QUINONES, IBARGÜEN & LUJAN,  
S.C.

Eduardo Mayora Alvarado  
MAYORA & MAYORA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Eduardo Mayora Dawe  
MAYORA & MAYORA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Edgar Mendoza  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Amarilis Ondina Navas  
Portillo  
BELTRANENA, DE LA CERDA Y  
CHAVEZ

Jose Orive  
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Ramon Ortega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marco Antonio Palacios  
PALACIOS & ASOCIADOS

Edgardo Pérez  
BANCO ÚNO

Fernando Quezado Toruño  
Arabella Castro Quiñones  
REGISTRADORA GENERAL DE LA  
PROPIEDAD

Evelyn Rebuli  
QUINONES, IBARGÜEN & LUJAN

Jose A. Rodriguez  
REGISTRO MERCANTIL

Alfredo Rodriguez-Mahuad  
CONSORTIUM - RODRIGUEZ,  
ARCHILA, CASTELLANOS,  
SOLARES & AGUILAR, S.C.

Jorge Rolando Barrios  
Edgar Ruiz  
LEXINCORP

Sylvia Ruiz Hochstetter  
RUIZ SKINNER-KLEE & RUIZ

Isabel Samayoa  
CARRILLO Y ASOCIADOS

Jorge Martínez Sanche  
RODRIGUEZ-MAHUAD Y  
CASTELLANOS

Salvador A. Saravia Castillo  
SARAVIA & MUÑOZ

Arelis Torres de Alfaro  
UNIDAD DE CDR Y CONTROL DE  
LA CALIDAD, SUPERINTENDENCIA  
DE BANCOS

Estuardo Toruño  
DIRECTOR CORPORATIVO

Fernando Quezado Toruño  
QUEZADA TORUÑO & ASOCIADOS

Elmer Vargas  
ACZALAW

Ernesto Viteri Arriola  
VITERI & VITERI

## GUINÉE

Alpha Bakar Barry  
CABINET ME ALPHA BAKAR  
BARRY

Barry Boubacar  
JURIFIS CONSULT GUINEE

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ibrahima Diakite  
LANDNET

Ibrahima Sory Sow  
BANQUE CENTRALE - B.C.R.G.

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Cheick Mohamed Tidjane  
Sylla  
BANQUE CENTRALE - B.C.R.G.

## GUINÉE ÉQUATORIALE

Jose Angel Borrico Moises  
FISCAL LAWYER

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Augustin Chicampo Barila  
DISTRICT COURT

Leoncio-Mitogo Edjang  
Avoro

ATTORNEY-AT-LAW

Pedro Nsue Ela Eyang  
NOTARY

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Heidi Johansen  
GLOBALTRANS

Benoit Kanyandekme  
BK ARCHITECTS SL

Mariam Laine  
AIR FREIGHT

Sébastien Lechêne  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Franck Mamelin  
PANALPINA TRANSPORTES -  
MUNDIALES GUINEA ECUATORIAL  
S.A.R.L.

Francisco Javier Mbe Ngomo  
ATTORNEY-AT-LAW

Paulino Mbo Obama  
OFICINA DE ESTUDIOS - ATEG

Ponciano Mbomio Nvo  
Diosdado Nchama  
MINISTRY OF MINING

Solvador-Ondo Ncume Oye  
ATTORNEY-AT-LAW

Honorio Ndong Obama  
ATTORNEY-AT-LAW

Jenaro Obuno Ela  
ATTORNEY-AT-LAW

Antonio-Pascual Oko Ebobo  
ATTORNEY-AT-LAW

Jose-Antonio Lluch Ondo  
Matojo  
ATTORNEY-AT-LAW

Vicente-Nse Ondo-Mitogo  
CORTE SUPREMA DE JUSTICIA

Reginaldo Egido Panades  
ATTORNEY-AT-LAW

Caroline Traverse  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## GUINÉE-BISSAU

José Alves Tê  
DIRECÇÃO - GERAL DE  
IDENTIFICAÇÃO CIVIL, DOS  
REGISTOS E DO NOTARIADO

Mr. Ribeiro  
Felicidade Brito Abelha  
BCEAO

Jaimantino Co  
DIRECÇÃO - GERAL DO  
COMERCIO, MINISTERIO DO  
COMERCIO, INDUSTRIA E  
ARTESANATO

Francisco Correia  
PROJECTO DE REABILITACAO E  
DESENVOLVIMENTO DO SECTOR  
PRIVADO

Rui Paulo Coutinho de  
Mascarenhas Ataide  
LAW SCHOOL IN BISSAU

Daniel dos Santos Nunes  
AGRIBISSAU

Josue Gomes de Almeida  
Munira Jauad Ribeiro  
ATTORNEY-AT-LAW

Charles Ki-Zerbo  
BCEAO

Octávio Lopes  
OCTÁVIO LOPES ADVOGADOS  
- MIRANDA ALLIANCE

Miguel Mango  
AUDI-CONTA LDA

Armando Mango  
ORDEM DOS ADVOGADOS DA  
GUINÉ-BISSAU

V. Marcelino  
BCEAO

Adelaide Mesa D'Almeida  
ATTORNEY-AT-LAW

Jaló Pires  
COMISSAO NACIONAL DA OHADA

Rogério Reis  
ROGÉRIO REIS DESPACHANTE

Armando J.F. Rodrigues  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

A.Ussumane So  
LOSSER LDA

Carlos Vamain  
PROJECTO DE REABILITACAO E  
DESENVOLVIMENTO DO SECTOR  
PRIVADO

Jan Van Maanen  
João (Daniel) Vaz Jr.  
TRANSVAZ, LDA

## GUYANA

CHAPMAN & TROTMAN  
Ashton Chase  
ATTORNEY-AT-LAW  
Desmond Correia  
CORREIA & CORREIA LTD.  
Rexford Jackson  
SINGH, DOODNAUTH LAW FIRM  
HUGHES, FIELDS & STOBY  
Godwin F. McPherson  
CRITCHLOW LABOUR COLLEGE  
Christopher Ram  
RAM & McRAE  
William H. Sampson  
LINCOLN CHAMBERS & ASSOCIATES  
Josephine Whitehead  
Troy Williams  
RAM & McRAE  
Roger Yearwood  
BRITTON, HAMILTON & ADAMS

## HAITI

Jean Baptiste Brown  
BROWN LAW FIRM  
Steve Christian Brown  
BROWN LAW FIRM  
CABINET HUDICOURT-WOOLLEY  
Raoul Celestin  
LES ENTREPRISES COMMERCIALES  
J. NADAL S.A.  
Jocelyne Désinor  
Alexandre Joseph Dieunor  
CABINET ALEXANDRE-DONATIEN  
Enerlio Gassant  
CABINET GASSANT  
Marc Hebert Ignace  
BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE  
D'HAÏTI  
Enedland Jabouin  
CABINET JABOUIN REGIS  
DESCARDES  
Robert LaForest  
CABINET LAFOREST  
Karen T. Laplanche  
UN HABITAT  
Garry Lhérisson  
Louis Gary Lissade  
CABINET LISSADE  
Mr. Palliant  
ORDRE DES COMPTABLES  
PROFESSIONNELS AGREES D'HAÏTI  
Jean Frederic Sales  
CABINET SALES  
Salim Succar  
CABINET LISSADE

## HONDURAS

Fernando Aguilera  
COMMITTEE FOR THE  
SIMPLIFICATION OF  
ADMINISTRATION FOR  
COMPANIES, NATIONAL  
COMPETITIVENESS PROGRAM  
Dario Antunez  
INSTITUTO DE LA PROPIEDAD  
Gustavo Martin Arguello  
ACZALAW

Ricardo Arias  
OFFICE OF THE PRESIDENT  
Isaías Barahona  
INSTITUTO DE LA PROPIEDAD

Yolanda Betancourt  
CÁMARA DE COMERCIO E  
INDUSTRIAS DE TEGUCIGALPA

Jonathan Brooks  
MILLENNIUM CHALLENGE  
CORPORATION

Amilcar Bulnes  
CÁMARA DE COMERCIO E  
INDUSTRIAS DE TEGUCIGALPA

Tatiana Zelaya Bustamante  
TRANSUNION

Daniel Bustillo  
CONFEDERATION OF NATIONAL  
FEDERACIONES Y PATRONOTES

Mario Bustillos  
CÁMARA DE COMERCIO E  
INDUSTRIAS DE TEGUCIGALPA

Maria del Carmen Jovel  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Omar Casco  
BUFETE CASCO & ASOCIADOS

Janeth Castañeda  
CROPA PANALPINA TEGUCIGALPA  
HONDURAS

Maria del Carmen Chevez  
Sosa  
COMISION NACIONAL DE BANCOS  
Y SEGUROS

Ludovino Colón Sánchez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Francisco Guillermo Durón  
Lopez  
BUFETE DURÓN

Allan Elvir  
LEXINCORP

Alejandro Fernandez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Fu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Porfirio Fuentes  
OFFICE OF THE ENVIRONMENT,  
AGRICULTURE AND COMMERCE,  
USAID

Lawrence Groo  
BOOZ ALLEN HAMILTON

Santiago Herrera  
FOUNDATION FOR INVESTMENT  
AND EXPORT DEVELOPMENT

German E. Leitzelar H.  
DESPACHO LEGAL LEITZELAR Y  
ASOCIADOS

Rene Lopez Rodezno  
LOPEZ RODEZNO & ASOCIADOS

Armida Maria Lopez Villela  
de Arguello  
ACZALAW

Mario Maldonado  
INSTITUTO DE LA PROPIEDAD

Dennis Matamoros Batson  
ARIAS & MUÑOZ

Maria Elena Matute Cruz  
PALACIO DE JUSTICIA

Juan Carlos Mejia Cotto  
INSTITUTO DE LA PROPIEDAD

Henry Merriam  
FUNDACIÓN PARA EL  
DESARROLLO MUNICIPAL

Ramon E. Morales  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Roger Marin  
ASOCIACIÓN DE AHORRO Y  
PRESTAMAO PARA LA MICRO,  
PEQUEÑA Y MEDIANA EMPRESA  
S.A.

Ramon Ortega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jose Ramon Paz  
J.R. PAZ & ASOCIADOS

Susan Perdomo  
ACZALAW

Mauricio Quinonez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dino Rietti  
ARQUITTECNIC

José Rafael Rivera Ferrari  
J.R. PAZ & ASOCIADOS

Enrique Rodriguez Burchard  
ABOGADOS Y ASESORES SRL

Octavio Sanchez  
INSTITUTO DE LA PROPIEDAD

Maria Lidia Solano  
BANKING ASSOCIATION

## HONG KONG, CHINE

ALLEN & OVERY

Charles D. Booth  
UNIVERSITY OF HAWAII

Agatha Chan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nicholas Chan  
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY

Albert P.C. Chan  
HONG KONG POLYTECHNIC  
UNIVERSITY

Gaven Cheong  
CLIFFORD CHANCE

Winnie Cheung  
LAND REGISTRY

Glenda Fung  
JOHNSON STOKES & MASTER,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Tammy Goh  
JOHNSON STOKES & MASTER,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Rod Houg-Lee  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Magdalena Kwan  
TRANSUNION LTD.

David Lawrence  
DEACONS

Candas Lee  
BURKE, FUNG & LI SOLICITORS

Tommy Li  
BURKE, FUNG & LI SOLICITORS

Angie Lim  
HONG KONG ASSOCIATION  
OF FREIGHT FORWARDING &  
LOGISTICS

Dickson Lo  
MAUNSELL AECOM GROUP

Nina Sze  
JOHNSON STOKES & MASTER,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Yi Ting Tam  
CHING MASON & ASSOCIATES

Sara Tong  
TEMPLE CHAMBERS

Stephen Vine  
ANGELA WANG & Co.

Susanne Wong  
HONG KONG ECONOMIC & TRADE  
OFFICE, WASHINGTON, D.C.

Raymond Wong  
JOHNSON STOKES & MASTER,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Raymond Wong  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alexander Yuen  
TRANSUNION LTD.

## HONGRIE

ALLEN & OVERY LLP

Krisztián Bácsi  
HUNGARIAN CUSTOMS AND  
FINANCE GUARD

Barbara Barcsik  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Péter Berethalmi  
NAGY ÉS TRÓCSÁNYI LAW  
OFFICE, MEMBER OF LEX MUNDI

Judit Bókai  
Hedi Bozsonyik  
SZÉCSKAY ATTORNEYS-AT-LAW

BISZ CENTRAL CREDIT  
INFORMATION LTD.

Zsuzsanna Cseri  
BÁRD, CSERI & PARTNERS LAW  
FIRM

Zsófia Domotor  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gabriella Erdos  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gábor Fejes  
OPPENHEIM ÉS TÁRSAI,  
FRESHFIELDS BRUCKHAUS  
DERING

Anna Gaspar  
BUILD & ECON HUNGARY

Peter Gerendasi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Andrea Jádi Németh  
HAARMANN HEMMELRATH &  
PARTNER

Zoltan Krausz  
BUILD & ECON HUNGARY

Petra Lencs  
BÁRD, CSERI & PARTNERS LAW  
FIRM

Dora Mathe  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Peter Mihaly  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sandor Nemeth  
SZÉCSKAY ÜGYVÉDI IRODA,  
ATTORNEYS-AT-LAW

Csaba Pigler  
NAGY ÉS TRÓCSÁNYI LAW  
OFFICE, MEMBER OF LEX MUNDI

Tamás Saád  
BUILD & ECON HUNGARY

SÁNDOR SZEGEDI SZENT-IVÁNY &  
KOMÁROMI

Csaba Szabó  
DESSEWFFY, DÁVID ÉS TÁRSAI  
ÜGYVÉDI IRODA

András Szecskey  
SZÉCSKAY ATTORNEYS-AT-LAW

Tibor Torok  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ádám Tóth  
CIVIL LAW NOTARY

Vera Várkonyi  
CIVIL LAW NOTARY

## INDE

Richa Agarwal  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Amit Bahl  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Harshala Chandorkar  
CREDIT INFORMATION BUREAU  
LTD.

Ashutosh Chaturvedi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Harminder Chawla  
CHAWLA & Co.

Rahul Garg  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nirmala Gill  
LITTLE & Co.

Nityanand Gupta  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Akil Hirani  
MAJMUDDAR & Co.

Toral Jhaveri  
FOX MANDAL

KACHWAHA & PARTNERS

Himesh Kampani  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mukesh Kumar  
CHAWLA & Co.

Parveen Kumar  
PARNAMI OVERSEAS LOGISTICS  
PVT. LTD.

Manish Madhukar  
INFINI JURIDIQUE

Som Mandal  
FOX MANDAL

Vipender Mann  
CHAWLA & Co.

Satish Mehta  
DUN & BRADSTREET SAME LTD.

Dara Mehta  
LITTLE & Co.

Saurabh Misra  
FOX MANDAL

Satish Murthi  
MURTI AND MURTI  
INTERNATIONAL LAW PRACTICE

Anshoo Nayar  
FOX MANDAL

Janak Pandya  
NISHITH DESAI ASSOCIATES

Shreyas Patel  
FOX MANDAL

K.V. Ramesh  
KOCHHAR & Co.

Dipak Rao  
SINGHANIA & PARTNERS

Abhishek Saket  
INFINI JURIDIQUE

Radhika Sankaran  
FOX MANDAL

Tapas Sen  
NATIONAL INSTITUTE OF PUBLIC  
FINANCE AND POLICY

Vikram Shroff  
NISHITH DESAI ASSOCIATES

Ravinder Singhania  
SINGHANIA & PARTNERS

## INDONESIA

Benjamin Abrams  
JAKARTA ADVISORY SERVICES

Almer Apon  
PT BUANA MAS CITRA LESTARI

Firdaus Asikin  
PT PRIMA WAHANA CARAKA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hamud M. Balfas  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF LEX  
MUNDI

BANK INDONESIA

Fabian Buddy Pascoal  
HANAFIAH PONGGAWA BANGUN

Jenny Budiman  
MAKARIM & TAIRA S.

Ayik Candrawulan Gunadi  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Ira A. Eddymurthy  
SSEK INDONESIA LEGAL  
CONSULTANTS

Iqbal Hadromi  
HADROMI & PARTNERS LAW  
FIRM

Rika Hardaini  
MAKARIM & TAIRA S.

Ray Headifen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Darrell R. Johnson  
SSEK INDONESIA LEGAL  
CONSULTANTS

Galinar Kartakusuma  
MAKARIM & TAIRA S.

Winita E. Kusnandar  
KUSNANDAR & CO.

Bill MacDonald  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Paul O'Brien  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hartono Parbudi  
BIRO KREDIT

Brigitta I. Rahayoe  
BRIGITTA I. RAHAYOE &  
SYAMSUDDIN

Haryanto Sahari  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Arfidea Dwi Saraswati  
SSEK INDONESIA LEGAL  
CONSULTANTS

Indra Setiawan Jamin  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Bambang Soelaksono  
SMERU RESEARCH INSTITUTE

Ernst G. Tehuteru  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Christian Teo  
CHRISTIAN TEO & ASSOCIATES

Gatot Triprasetyo  
WIDYAWAN & PARTNERS

Pudji Wahjuni Purbo  
MAKARIM & TAIRA S.

Robertus Winarto  
PT PRIMA WAHANA CARAKA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ferry Zulkarnaen  
WIDYAWAN & PARTNERS

## IRAN

Mohammad Adib  
ADIB LAW FIRM

Behrooz Akhlaghi  
INTERNATIONAL LAW OFFICE  
DR. BEHROOZ AKHLAGHI &  
ASSOCIATES

Reza Askari  
FOREIGN LEGAL AFFAIRS GROUP

Mohammad Badamchi  
HAMI LEGAL SERVICES

Shirin Ozra Entezari  
DR. SHIRIN O. ENTEZARI &  
ASSOCIATES

Behzad Feizi  
AGAHAH & CO.

Saeed Hashemian  
ADIB LAW FIRM

Mozaffar Mohammadian  
TEEMA BAR INTERNATIONAL  
TRANSPORT CO.

Shahla Pournazeri  
LAW OFFICES OF SHAHLA  
POURNAZERI & ASSOCIATES

Yahya Rayegani  
RAYEGANI LAW OFFICE

DR. JAMAL SEIFI & ASSOCIATES

Mostafa Shahabi  
TAVAKOLI & SHAHABI

Shahb Shahabi  
DR. SHIRIN O. ENTEZARI &  
ASSOCIATES

Mohammad Reza Shojaedinni  
CENTRAL BANK OF IRAN

Michael Stevenson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## IRAQ

Hadeel Salih Abboud Al-  
Janabi  
MENA ASSOCIATES

Salim Ahad  
DANA FREIGHT SERVICE

Farquod Al-Salman  
F.H. AL-SALMAN & CO.

Florian Amereller  
AMERELLER RECHTSANWÄLTE

Blund Faridoon Arif Najeb  
PRIVATE LAWYER

Munaf Hammed Muhammed  
PRIVATE LAWYER

Husam A. Hatim  
AL FADHAA CO. LTD.

Munthir Hasan Mahmoud  
AL FADHAA CO. LTD.

Imad Makki  
AL QARYA GROUP CO.

Adil Sinjakli  
AL SUWAIDI & CO.

## IRLANDE

Andrew Bates  
DILLON EUSTACE

Alan Browning  
LK SHIELDS SOLICITORS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Jonathan Cullen  
LK SHIELDS SOLICITORS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Eoin Cunneen  
LK SHIELDS SOLICITORS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Richard Curran  
LK SHIELDS SOLICITORS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Gavin Doherty  
EUGENE F. COLLINS SOLICITORS

John Doyle  
DILLON EUSTACE

Gillian Dully  
LK SHIELDS SOLICITORS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Melissa Jennings  
ARTHUR COX, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Colm Kelly  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Niamh Loughran  
DILLON EUSTACE

Damien Mannion  
LK SHIELDS SOLICITORS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Niav Ohiggins  
ARTHUR COX, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Matt O'Keeffe  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Barry O'Neill  
EUGENE F. COLLINS SOLICITORS

Sinead Power  
IRISH CREDIT BUREAU

Lynne Rae  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gavin Simons  
EUGENE F. COLLINS SOLICITORS

Fiona Thornton  
LK SHIELDS SOLICITORS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Colm Walsh  
IRISH INTERNATIONAL FREIGHT  
ASSOCIATION

Ted Williams  
ARTHUR COX, MEMBER OF LEX  
MUNDI

## ISLANDE

Heiar Asberg Atlason  
LOGOS, MEMBER OF LEX MUNDI

Skuli Th. Fjeldsted  
FJELDSTED, BLÖNDAL &  
FJELDSTED

Erlendur Gíslason  
LOGOS, MEMBER OF LEX MUNDI

Reynir Grétarsson  
LÁNSTRAUST LTD.

Ingibjörg Gubjartsdóttir  
Margrét Hauksdóttir  
FASTEIGNAMAT RIKISINS

Jóhannes R. Jóhannsson  
JURIS LAW OFFICE

Erlingur E. Jónasson  
ISTAK

Hrobjartur Jonatansson  
AM PRAXIS LAW OFFICES

Tómas J. Jónsson  
LÖGFRÆISTOFU REYKJAVÍKUR  
LEX LAW OFFICES

Kari Hrafn Kjartansson  
LANDWELL

Ragna Matthíasdóttir  
ISTAK

Bragi Ragnarsson  
EIMSKIPAFÉLAG ÍSLANDS EHF

Eyvindur Sólness  
Gunnar Sturluson  
LOGOS, MEMBER OF LEX MUNDI

Stefán A. Svensson  
JURIS LAW OFFICE

Tómas Orvaldsson  
ISRAËL

Ronen Bar-Even  
WEISS, PORAT & CO.

Paul Baris  
YIGAL ARNON & CO.

Ofer Bar-On  
SHAVIT BAR-ON GAL-ON TZIN  
NOV YAGUR, LAW OFFICES

Ron Ben-Menachem  
WEIL, GOTSHAL & MANGES, LLP

Dina Brown  
ELCHANAN LANDAU LAW  
OFFICES

Koby Cohen  
KESSELMAN & KESSELMAN

Clifford Davis  
S. HOROWITZ & CO., MEMBER OF  
LEX MUNDI

Roe Hecht  
SHAVIT BAR-ON GAL-ON TZIN  
NOV YAGUR, LAW OFFICES

Aaron Jaffe  
YIGAL ARNON & CO.

Izeev Katz  
KESSELMAN & KESSELMAN

Vered Kirshner  
KESSELMAN & KESSELMAN

Gideon Koren  
BEN ZVI KOREN & CO. LAW  
OFFICES

Orna Kornreich-Cohen  
SHAVIT BAR-ON GAL-ON TZIN  
NOV YAGUR, LAW OFFICES

Michelle Liberman  
S. HOROWITZ & CO., MEMBER OF  
LEX MUNDI

Aryeh Rachelin  
BEN ZVI KOREN & CO. LAW  
OFFICES

Gerry Seligman  
KESSELMAN & KESSELMAN

Daniel Singerman  
BUSINESS DATA ISRAEL  
PERSONAL CHECK

Zeev Weiss  
WEISS, PORAT & CO.

Shlomi Zehavi  
KESSELMAN & KESSELMAN

## ITALIE

ALLEN & OVERY

Roberto Argeri  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Tommaso Ariani  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Maria Pia Ascenzo  
BANK OF ITALY

Francesco Attaguile  
NOTARY

Roberto Bonsignore  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Simon Botto  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Carlo Bruno  
ASHURST

Sergio Calderara  
NUNZIANTE MAGRONE

Domenico Colella  
PORTOLANO COLELLA CAVALLO  
PROSPERETTI STUDIO LEGALE

Mattia Colonnelli de Gasperis  
FRESHFIELDS BRUCKHAUS  
DERINGER

Massimo Cremona  
STUDIO PIROLA

CRIF S.P.A.

Antonio de Martinis  
SPASARO DE MARTINIS LAW  
FIRM

Claudio Di Falco  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Emanuele Ferrari  
STUDIO NOTARILE FERRARI

Pier Andrea Fré Torelli  
Massini  
CARABBA & PARTNERS

Linda Frigo  
STUDIO LEGALE MACCHI DI  
CELLERE E GANGEMI

Vincenzo Giannantonio  
ASHURST

Federico Guasti  
NOTARY

Giovanni Izzo  
ABBATESCIANNI STUDIO LEGALE  
E TRIBUTARIO

Ignazio la Candia  
STUDIO PIROLA

Giancarlo Laurini  
NOTARY

Stefano Macchi di Cellere  
JONES DAY

Maria Georgia Magno  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Fabrizio Mariotti  
STUDIO LEGALE BELTRAMO

Maria Grazia Medici  
VERUSIO E COSMELLI STUDIO  
LEGALE

Mario Miccoli  
NOTARY

Valeria Morossini  
TOFFOLETTO E SOCI LAW FIRM,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Alessandra Palladini  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Paolo Pasqualis  
NOTARY

Paolo Pedrazzoli  
NOTARY

Alessandro Pellegrini  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Giuseppe Ramondelli  
STUDIO LEGALE NOTARILE  
DI FABIO RAMONDELLI  
CANTAMAGLI

Giovanni Sandicchi  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Lamberto Schiona  
STUDIO LEGALE GAMBINO

Piervincenzo Spasaro  
SPASARO DE MARTINIS LAW FIRM

Vittorio Tadei  
CHIOMENTI STUDIO LEGALE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Silvio Tersilla  
STUDIO LEGALE LOVELLS

Franco Toffoletto  
TOFFOLETTO E SOCI LAW FIRM,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Daniele Tombesi  
PANALPINA TRASPORTI  
MONDIALI S.P.A.

Luca Tufarelli  
RISTUCCIA & TUFARELLI

Benedetta Vannini  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Giovanni Verusio  
VERUSIO E COSMELLI STUDIO  
LEGALE

## JAMAÏQUE

Neville Boxe  
INCORPORATED  
MASTERBUILDERS ASSOCIATION  
OF JAMAICA

Eric Crawford  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Nicole Foga  
FOGA DALEY & CO.

Dave Garcia  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Tamara Green  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Michael Hall  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Corrine N. Henry  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Alicia Hussey  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Christofer Kennedy  
EAGLE AND WHALE LTD.

Noel Mcken  
KIER CONSTRUCTION - KIER  
GROUP PLC

Viveen Morrison  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Jerome Spencer  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Humphrey Taylor  
TAYLOR CONSTRUCTION LTD.

Karen Wilson  
RATTRAY, PATTERSON, RATTRAY

## JAPON

Shinichiro Abe  
BINGHAM MCCUTCHEEN

ADACHI, HENDERSON, MIYATAKE  
& FUJITA

Miho Arimura  
HATASAWA & WAKAI LAW FIRM  
CREDIT INFORMATION CENTER  
CORP.

Shigeru Hasegawa  
PRICewaterHOUSECOOPERS /  
ZEIRISHI-HOJIN CHUOAOYAMA

Tamotsu Hatasawa  
HATASAWA & WAKAI LAW FIRM

Kaoru Hattori  
ASAHI KOMA LAW OFFICES,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Wakako Isaka  
ASAHI KOMA LAW OFFICES,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Kotaku Kimu  
PRICewaterHOUSECOOPERS /  
ZEIRISHI-HOJIN CHUOAOYAMA

Nobuaki Matsuoka  
YAMAGUCHI INTERNATIONAL

Yoko Oshima  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Tetsuro Sato  
ASAHI KOMA LAW OFFICES,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Alvin Hiromasa Shiozaki  
ASAHI KOMA LAW OFFICES,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Hiroyuki Suzuki  
PRICewaterHOUSECOOPERS /  
ZEIRISHI-HOJIN CHUOAOYAMA

Tsunemasa Terai  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Kenji Utsumi  
NAGASHIMA OHNO &  
TSUNEMATSU

Akio Yamamoto  
KAJIMA CORPORATION

Setsuko Yufu  
ATSUMI & PARTNERS

## JORDANIE

Iyad Abdin  
ELITE MANUFACTURING

Ibrahim Abunameh  
LAW & ARBITRATION CENTRE

Oubay Al-Baghdadi  
Eman M. Al-Dabbas  
INTERNATIONAL BUSINESS LEGAL  
ASSOCIATES

Arafat Alfayoumi  
CENTRAL BANK OF JORDAN

Sharif Ali Zu'bi  
MINISTRY OF INDUSTRY AND  
TRADE

Jamal Al-Jabiri  
USAID

Ghaith Bakri  
JORDAN ENTERPRISE  
DEVELOPMENT CORPORATION

Alaa Batayneh  
JORDAN CUSTOMS

Francis J. Bawab  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Lori Brock  
BOOZ ALLEN HAMILTON

Khalil Burgan  
AL BURGAN HANDICRAFTS

Saleh Abd El-Ati  
ALI SHARIF ZU'BI & SHARIF ALI  
ZU'BI, MEMBER OF LEX MUNDI

Maurice Girigs  
NATHAN ASSOCIATES

Tariq Hammouri  
HAMMOURI & PARTNERS

Mohammed Harthy  
HARTHY TEXTILE INDUSTRIAL  
EST.

George Hazboun  
UNIVERSITY OF JORDAN

Walter Hekala  
CHEMONICS INTERNATIONAL INC.

Ruba Jaradat  
USAID

Sa'ed Karajah  
Basel Kavar  
AMIN KAWAR & SONS

Youssef S. Khalilieh  
RAJAI DAJANI & ASSOCIATES  
LAW OFFICE

Khaled Khatieb  
I.C.A. GROUP

Rasha Laswi  
ZALLOUM & LASWI LAW FIRM

Dureid Mahasneh  
T. GARGOUR AND FILS SHIPPING

Firas Malhas  
INTERNATIONAL BUSINESS LEGAL  
ASSOCIATES

Khalidoun Nazer  
KHALIFEH & PARTNERS

Mohammed Obeidat  
JORDAN CUSTOMS

Diana Putman  
USAID

Majdi Qubti  
BAWABET AL-SHARQ  
HANDICRAFTS

Stephan Stephan  
BAWAB & Co. /  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Anna Maria Toth Salameh  
AMERICAN CHAMBER OF  
COMMERCE IN JORDAN

Rose Wazani  
AMERICAN CHAMBER OF  
COMMERCE IN JORDAN

Tayseer Younis  
JORDAN CUSTOMS

Azzam Zalloum  
ZALLOUM & LASWI LAW FIRM

Iyad Zawaideh  
ALI SHARIF ZU'BI & SHARIF ALI  
ZU'BI, MEMBER OF LEX MUNDI

## KAZAKHSTAN

Anvar Akhmedov  
FIRST CREDIT BUREAU

Yermek Aubakirov  
MICHAEL WILSON & PARTNERS  
LTD.

Sabina Barayeva  
JSC KAZKOMMERTS BANK

Sanzhan N. Burambayev  
AEQUITAS LAW FIRM

Yulia Chumachenko  
AEQUITAS LAW FIRM

Almaz Dosserbekov  
DENTON WILDE SAPTE

Courtney Fowler  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Katherine Garkavets  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Semion Issyk  
AEQUITAS LAW FIRM

Aliya K. Iztleuova  
MCGUIRE WOODS LLP

Dinara M. Jarmukhanova  
MCGUIRE WOODS LLP

Thomas Johnson  
DENTON WILDE SAPTE

Elena Kaeva  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Yekaterina Kim  
MICHAEL WILSON & PARTNERS  
LTD.

Abdulkhamid Muminov  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Ruslan Murzashev  
MCGUIRE WOODS LLP

Marat Kh. Muzdubaev  
LEBOEUF, LAMB, GREENE &  
MACRAE

Kamiliya T. Nurpeissova  
LEBOEUF, LAMB, GREENE &  
MACRAE

Yulia Penzova  
AEQUITAS LAW FIRM

Natalya Revenko  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Elvis Roberts  
M & M LOGISTICS

Tatyana Suleyeva  
AEQUITAS LAW FIRM

Matthew Tallarovic  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Aliya Utegaliyeva  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Natalya A. Yelizarova  
ZHAKENOV & PARTNERS, IN  
PARTNERSHIP WITH WHITE &  
JONES LLP

Valerie A. Zhakenov  
ZHAKENOV & PARTNERS, IN  
PARTNERSHIP WITH WHITE &  
JONES LLP

Yeranbek Zhussupov  
ZANGER LAW FIRM

## KENYA

Shaira Adamali  
PRICewaterHOUSECOOPERS

George Akoto  
AKOTO & CO.

Amoyo Andibo  
METROPOL EAST AFRICA LTD.

Peter Chekwony  
OCEAN ALLIANCE LOGISTICS

Philip Coulson  
KAPLAN & STRATTON

Oliver Fowler  
KAPLAN & STRATTON

Fiona Fox  
CHUNGA ASSOCIATES

Peter Gachuhi  
KAPLAN & STRATTON

Sheetal Kapila  
ANJARWALLA & KHANNA  
ADVOCATES

Kamau Karori  
ISEME, KAMAU & MAEMA  
ADVOCATES

Hamish Keith  
DALY & FIGGIS ADVOCATES

Jinaro Kibet  
OCHIENG, ONYANGO, KIBET &  
OHAGA

Anne Kimotho  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Morris Kimuli  
B. M. MUSAU & CO. ADVOCATES

Anthony Kiruma  
MUTHOGA, GATURU & COMPANY  
ADVOCATES

Alexandra Kontos  
WALKER KONTOS ADVOCATES

William Maema  
ISEME, KAMAU & MAEMA  
ADVOCATES

Georges Maina  
AMERITRANS FREIGHT  
INTERNATIONAL

Gavin McEwen  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Amyn Musa  
ANJARWALLA & KHANNA  
ADVOCATES

Benjamin Musau  
B. M. MUSAU & CO. ADVOCATES

Washington Muthamiah  
ALEXANDRIA FREIGHT  
FORWARDERS LTD.

Janet Mutua  
B. M. MUSAU & CO. ADVOCATES

Lee Muthoga  
MUTHOGA, GATURU & COMPANY  
ADVOCATES

Sam Mwara  
KENYA PRIVATE SECTOR  
ALLIANCE

Gladys Mwariri  
B. M. MUSAU & CO. ADVOCATES

Wachira Ndege  
CREDIT REFERENCE BUREAU  
AFRICA LTD.

Benson Njiru  
B. M. MUSAU & CO. ADVOCATES

Virginia Nzioka  
B. M. MUSAU & CO. ADVOCATES

Richard Omwela  
HAMILTON HARRISON &  
MATHEWS LAW FIRM

Tom Onyango  
OCHIENG, ONYANGO, KIBET &  
OHAGA

Jack Ranguma  
KENYA REVENUE AUTHORITY

Sonal Sejjal  
ANJARWALLA & KHANNA  
ADVOCATES

Meenal Shah  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Dipak Shah  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Rina Thakar  
WALKER KONTOS ADVOCATES

Francisca Tibo  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Julius Wako  
DALY & FIGGIS ADVOCATES

## KIRIBATI

Aomoro Amten  
OFFICE OF THE PEOPLE'S  
LAWYER

Banuera Berina  
MP

Kautuna Kaitara  
KIRIBATI CUSTOMS SERVICE

Greg MacPherson  
AUSTRALIAN HIGH COMMISSION

Paul McLaughlin  
CA'BELLA BETIO CONSTRUCTION  
TEKAAI MIKAERE  
SHIPPING AGENCY OF KIRIBATI  
Lawrence Muller  
BETIO CITY COUNCIL  
Matereta Raiman  
MINISTRY OF FINANCE AND  
ECONOMIC DEVELOPMENT  
Romano Reo  
LAND MANAGEMENT DIVISION  
Tonganibea Tamoa  
KIRIBATI CUSTOMS SERVICE  
Karotu Tiba  
OFFICE OF THE PEOPLE'S  
LAWYER  
Arawaia Tiira  
MINISTRY OF LABOUR  
AND HUMAN RESOURCES  
DEVELOPMENT

## KOWEÏT

Ihab Abbas  
AL-FAHAD & CO., DELOITTE &  
TOUCHE  
Labeed Abdal  
LAW FIRM OF LABEED ABDAL  
Hossam Abdullah  
AL SARRAF & AL RUWAYEH, IN  
ASSOCIATION WITH STEPHENSON  
HARWOOD  
Abdullah Al-Ayoub  
ABDULLAH KH. AL-AYOUB &  
ASSOCIATES, MEMBER OF LEX  
MUNDI  
Mishari M. Al-Ghazali  
LAW OFFICES OF MISHARI AL-  
GHAZALI  
Reema Ali  
ALI & PARTNERS  
Tim Bullock  
AL-FAHAD & CO., DELOITTE &  
TOUCHE  
Answer Ben Essa  
CREDIT INFORMATION NETWORK  
Sam Habbas  
AL SARRAF & AL RUWAYEH, IN  
ASSOCIATION WITH STEPHENSON  
HARWOOD  
Mazen A. Khoursheed  
PPIC  
LESOTHO  
Mark Badenhorst  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Paul De Chelain  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Thuso Green  
SECHABA CONSULTANTS  
Palesa Khabele  
LAW FACULTY OF THE NATIONAL  
UNIVERSITY  
Erle Koomets  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Vuelva Kotelo  
Qhalehang Letsika  
MEI & MEI ATTORNEYS INC.  
Tseliso Daniel Makhaphela  
MINISTRY OF LOCAL  
GOVERNMENT  
Keketso (John) Maleka  
Mathias H. Matshe  
SHEERAN & ASSOCIATES

Zwelakhe Mda  
Thabo Moetsane  
THETSANE WHOLESALERS  
Deborah Mofolo  
MOFOLO, TAU-THABANE AND  
COMPANY  
Popsiso Molapo  
Tseliso Monapathi  
HIGH COURT  
Thabo Mpaka  
MPAKA CHAMBERS  
T. Ntaopane  
NEDBANK LESOTHO LTD.  
Relebohile Ntene  
Theodore Ntlatlapa  
DNT ARCHITECTS  
S.K. Phafane  
Ebrahim Potsane  
Peter Sands  
SDV TRANSAMI PTY. LTD.  
Borenahabokhethe Sekoneyla  
Lindiwe Sephomolo  
ASSOCIATION OF LESOTHO  
EMPLOYERS AND BUSINESS  
Mathias Sheeran  
SHEERAN & ASSOCIATES  
Mark Webber  
HARLEY & MORRIS

## LETTONIE

Laura Ausekle  
LATVIJAS BANKA  
Ilze Baltmane  
BALTMANE & BITANS LAW  
OFFICE  
Elina Bedanova  
LEJINS, TORGANS & PARTNERS  
Mikus Buls  
KLAVINS & SLAIDINS, MEMBER  
OF LEX MUNDI  
Andis Burkevics  
SORAINEN LAW OFFICES  
Andis Conka  
LATVIJAS BANKA  
Zlata Elksnina-Zascirinska  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Aldis Gobzems  
LEJINS, TORGANS & PARTNERS  
Cameron Greaves  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Edvins Kapostins  
STATE LAND SERVICE OF THE  
REPUBLIC OF LATVIA  
Filip Klavins  
KLAVINS & SLAIDINS, MEMBER  
OF LEX MUNDI  
Aija Klavinska  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Ludmila Kornijenko  
BLUEGER & PLAUDE  
Indrikis Liepa  
LIEPA, SKOPINA, BORENIUS  
Janis Loze  
Lidija Plica  
RIGA REGIONAL COURT  
Inese Rendenece  
Dace Silava-Tomsone  
LEJINS, TORGANS & PARTNERS  
Sarmis Spilbergs  
KLAVINS & SLAIDINS, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Zane Stalberga-Markvarte  
LAW OFFICE MARKVARTE &  
PARTNERS  
Kristine Stege  
BALTMANE & BITANS LAW  
OFFICE  
Brigita Terauda  
SORAINEN LAW OFFICES  
Baiba Vevere  
LATVIJAS BANKA  
Daiga Zivtia  
KLAVINS & SLAIDINS, MEMBER  
OF LEX MUNDI

## LIBAN

Nadim Abboud  
LAW OFFICE OF A. ABOUD &  
ASSOCIATES  
Zeina Abi Chahine  
NABIL ABDEL-MALE  
Jean Baroudi  
BAROUDI & ASSOCIATES  
Theodore De Mar Youssef  
BADRI & SALIM EL MEOUCHI  
LAW FIRM  
Chadia El Meouchi  
BADRI & SALIM EL MEOUCHI  
LAW FIRM  
Ramzi George  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Dania George  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Bassel Habiby  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
George Jabre  
GEORGE JABRE & ASSOCIATES  
Fady Jamaledine  
JAMALEDDINE LAW FIRM  
Georges Kadige  
KADIGE & KADIGE LAW FIRM  
Albert Laham  
LAW OFFICE OF ALBERT LAHAM  
Nabil Mallat  
HYAM MALLAT LAW OFFICES  
Georges Mallat  
HYAM MALLAT LAW OFFICES  
Rachad Medawar  
EL KHOURY LAW FIRM  
Fadi Moghaizel  
MOGHAIZEL LAW OFFICES,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Mario Mohanna  
GEORGE JABRE & ASSOCIATES  
Choucair Najib  
BANQUE DU LIBAN  
Toufic Nehme  
LAW OFFICE OF ALBERT LAHAM  
Mazen Rasamny  
BADRI & SALIM EL MEOUCHI  
LAW FIRM  
Mireille Richa  
BADRI & SALIM EL MEOUCHI  
LAW FIRM  
Elias A. Saadé  
MOGHAIZEL LAW OFFICES,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Camille C. Sifri  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Nady Tyan  
LAW OFFICES OF TYAN & ZGHEIB

## LITUANIE

Kristina Bartuseviciene  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Andrius Bogdanovicius  
INFOBANKAS UAB  
Dovil Burgien  
LAW FIRM LIDEIKA, PETRAUSKAS,  
VALINAS IR PARTNERIAI LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Tomas Davidonis  
SORAINEN LAW OFFICES  
Giedre Domkute-  
Lukauskiene  
LAW FIRM AAA BALTIC SERVICE  
COMPANY  
Dalia Foigt  
D. FOIGT AND PARTNERS/REGIJA  
Rolandas Galvenas  
LAW FIRM LIDEIKA, PETRAUSKAS,  
VALINAS IR PARTNERIAI LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Cameron Greaves  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Indr Jonaityt  
LAW FIRM LIDEIKA, PETRAUSKAS,  
VALINAS IR PARTNERIAI LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Mindaugas Kikis  
LAW FIRM LIDEIKA, PETRAUSKAS,  
VALINAS IR PARTNERIAI LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Egidijus Kundelis  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Mindaugas Lescius  
SORAINEN LAW OFFICES  
Rasa Lubauskait  
MINISTRY OF FINANCE  
Linus Paulius Margevicius  
Bronislovas Mikuta  
STATE ENTERPRISE CENTRE OF  
REGISTERS  
Lina Mockeliunaite  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Nerijus Nedzinskas  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Ramnas Petravius  
LAW FIRM LIDEIKA, PETRAUSKAS,  
VALINAS IR PARTNERIAI LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Aidas Petrosius  
SE CENTRE OF REGISTERS  
Kazimieras Ramonas  
BANK OF LITHUANIA  
Rimantas Simaitis  
COURT OF APPEAL OF LITHUANIA  
Laimonas Skibarka  
LAW FIRM LIDEIKA, PETRAUSKAS,  
VALINAS IR PARTNERIAI LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Sarune Smeleviciute  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Jurate Stulgyte  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Mindaugas Vaiciunas  
D. FOIGT AND PARTNERS/REGIJA  
Rolandas Valiunas  
LAW FIRM LIDEIKA, PETRAUSKAS,  
VALINAS IR PARTNERIAI LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Darius Zabiela  
LAW FIRM ZABIELA, ZABIELAITE  
& PARTNERS

Audrius vybas  
BERNOTAS & DOMINAS  
GLIMSTEDT

## MACÉDOINE

Zoran Andonovski  
LAW OFFICE POLENAK  
Zlatko Antevski  
LAWYERS ANTEVSKI  
Benita Beleskova  
IKRP ROKAS & PARTNERS  
Biljana Cakmakova  
MENS LEGIS CAKMAKOVA  
ADVOCATES  
Frosina Celeska  
NATIONAL BANK OF THE  
REPUBLIC OF MACEDONIA  
Zoran Cvetanoski  
STATE AUTHORITY FOR GEODETIC  
WORKS  
Nikola Dinevski  
CENTRAL REGISTER  
Aleksandra Donevska  
LAWYERS ANTEVSKI  
Theodoros Giannitsakis  
IKRP ROKAS & PARTNERS  
Kosta Gligorievski  
CENTRAL REGISTER  
Biljana Joanidis  
LAW & PATENT OFFICE JOANIDIS  
Dejan Knezovic  
LAW OFFICE KNEZOVIC &  
ASSOCIATES  
Rudi Lazarevski  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Nikola Lazarov  
MACEDONIA COURT  
MODERNIZATION PROJECT  
Sanja Iliovska Madzovska  
NATIONAL BANK OF THE  
REPUBLIC OF MACEDONIA  
Valerjan Monevski  
MONEVSKI LAW FIRM  
Irena Petkovska  
LAWYERS ANTEVSKI  
Tatjana Popovski Buloski  
LAW OFFICE POLENAK  
Ljubica Ruben  
MENS LEGIS  
Charapich Sinisha  
TIR - INTERNATIONAL FREIGHT  
FORWARDERS  
Atanas Stojanovski  
IKRP ROKAS & PARTNERS  
Nake Stojanovski  
CENTRAL REGISTER  
Joseph J. Traficanti Jr.  
MACEDONIA COURT  
MODERNIZATION PROJECT  
Vladimir Vasilevski  
BETASPED  
Zlatko Nabuski  
NOTARY CHAMBER  
MADAGASCAR  
Lalao Andriamanga  
GUIDE  
Harimahefa Andriamitantsoa  
TRIBUNAL DE PREMIÈRE  
INSTANCE  
Josoa Lucien Andrianelinjaka  
BANQUE CENTRALE

Philippe Buffier  
ESPACE INGÉNIERIE

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Guy Escarfail  
BUREAU DE LIAISON SGS

Isabelle Gachie  
CENTRE D'INFORMATION  
TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

Raphaël Jakoba  
MADAGASCAR CONSEIL  
INTERNATIONAL

Rakoto Manantsoa  
MADAGASCAR CONSEIL  
INTERNATIONAL

Pascaline R. Rasamoeliasoa  
DELOITTE, MEMBER OF DELOITTE  
TOUCHE TOHMATSU

Sahondra Rabenarivo  
KEYSERLINGK - RABENARIVO  
ASSOCIÉS

Anthony Rabibisoa  
MAERSK LOGISTICS S.A.

Allain Hubert Rajoelina  
MEALLAIN HUBERT RAJOELINA

Joachin Rakotonuelina  
CMA CGM

Laingoniaina  
Ramarimbahoaka  
MADAGASCAR CONSEIL  
INTERNATIONAL

Zakazo Ranaivoson  
CABINET DE CONSEILS  
D'ENTREPRISES

André Randranto  
ANCIEN BÂTONNIER

William Randrianarivelo  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Sahondra Rasoarisoa  
DELOITTE, MEMBER OF DELOITTE  
TOUCHE TOHMATSU

Théodore Raveloarison  
JARY - BUREAU D'ÉTUDES  
ARCHITECTURE INGENIERIE

Andriamisa Ravelomanana  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jean Marcel Razafimahenina  
DELOITTE, MEMBER OF DELOITTE  
TOUCHE TOHMATSU

Njiva Razanatsoa  
BANQUE CENTRALE

Olivier Ribot  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Lala Zoelison  
CENTRE D'INFORMATION  
TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

## MALAISIE

Wilfred Abraham  
ZUL RAFIQUE & PARTNERS,  
ADVOCATES & SOLICITORS

Zain Azlan  
ZAIN & CO.

BANK NEGARA  
Jennifer Chang  
PRICewaterhouseCOOPERS

Huey Yueh Chang  
PRICewaterhouseCOOPERS

Hong Yun Chang  
TAY & PARTNERS

See Guat Har  
SHEARN DELAMORE & CO.

Chuan Keat Khoo  
PRICewaterhouseCOOPERS

Wee Leng Lee  
PRICewaterhouseCOOPERS

Theresa Lim  
PRICewaterhouseCOOPERS

Koon Huan Lim  
SKRINE & CO., MEMBER OF LEX  
MUNDI

Caesar Loong  
RASLAN - LOONG

Rajendra Navaratnam  
AZMAN, DAVIDSON & CO.

Dinesh Ratnarajah  
AZMAN, DAVIDSON & CO.

Loganath Sabapathy  
LOGAN SABAPATHY & CO.

Tharminder Singh  
LOGAN SABAPATHY & CO.

Francis Tan  
AZMAN, DAVIDSON & CO.

Wynnee Tan  
PRICewaterhouseCOOPERS

Chung Tze Keong  
CTOS SDN BHD

Heng Choon Wan  
PRICewaterhouseCOOPERS

Peter Wee  
PRICewaterhouseCOOPERS

Chong Wah Wong  
SKRINE & CO., MEMBER OF LEX  
MUNDI

Melina Yong  
RASLAN - LOONG

Datuk Zainun Ali  
HIGH COURT OF MALAYSIA

## MALAWI

Sylvia Ali  
Mark Badenhorst  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jai Banda  
SACRANIE, GOW & CO.

Kevin M. Carpenter  
PRICewaterhouseCOOPERS

Kashinath Chaturvedi  
Alan Chinula  
Paul De Chalaïn  
PRICewaterhouseCOOPERS

William Finseth  
Stuart Forster  
U.K. DEPARTMENT FOR  
INTERNATIONAL DEVELOPMENT

Jim Ghobede  
PRICewaterhouseCOOPERS

Roseline Gramani  
Silvester Kalembera  
Anthony Kamanga SC  
MINISTRY OF JUSTICE

Justice Kapanda  
J.R. Kaphweleza Banda  
Andrews Katuya  
SAVJANI & CO.

Bansri Lakhani  
SCRANIE, GOW & CO.

Shabir Latif  
SCRANIE, GOW & CO.

P.D. Mlauzi  
ATTORNEY-AT-LAW

Chikosa Mозesi Silungwe  
MALAWI LAW COMMISSION

Eggrey Mpango  
STUTTSFORDS INTERNATIONAL  
REMOVALS

Davis Mthakati Njobnu  
Shepher Mumba  
SAVJANI & CO.

Vincent J. Mzumara  
MINISTRY OF JUSTICE

Benard Ndaу  
Isaac Nsamala  
D.A. Ravel  
WILSON & MORGAN

Richard Record  
David Russell  
Krishna Savjani  
SAVJANI & ASSOCIATES LAW  
FIRM

Duncan Singano  
SAVJANI & ASSOCIATES LAW  
FIRM

Alick C.E. Sukasuka  
Samuel Tembenu  
MacLeod J. Tsilizani  
Don Whayo  
KNIGHT FRANK

## MALDIVES

Mohamed Abdulazez  
AIMA CONSTRUCTION CO.

Jatindra Bhatray  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ali Hussain Didi  
MINISTRY OF HOME AFFAIRS

Mohamed Fizan  
SHAH, HUSSAIN & CO.,  
BARRISTERS & ATTORNEYS

S. Gayen  
Mohamed Hameed  
ANTRAC MALDIVES PVT. LTD.

Shaaheen Hameed  
PREMIER CHAMBERS

Nadiya Hassan  
Serene Ho Oi Khuen  
Abdul Rasheed Ibrahim  
CUSTOMS SERVICE

Ahmed Ifthikhar  
MINISTRY OF ECONOMIC  
DEVELOPMENT AND TRADE

Hon Jameel  
MINISTRY OF JUSTICE

Hassan Latheef  
MUNAVVAR & ASSOCIATES LAW  
FIRM

Idham Muizz Adnan  
MINISTRY OF ECONOMIC  
DEVELOPMENT AND TRADE

Ahmed Muizzu  
MUIZZU, SUOOD & CO.

Mohamed Munavvar  
MUNAVVAR & ASSOCIATES LAW  
FIRM

Ibrahim Muththalib  
ASSOCIATION OF CONSTRUCTION  
INDUSTRY

Ibrahim Naeem  
MONETARY AUTHORITY

Jack Niedenthal  
Sriyani Perera  
PRICewaterhouseCOOPERS

Shabab Rasheed  
CIVIL COURT

Mazlan Rasheed  
SHAH, HUSSAIN & CO.,  
BARRISTERS & ATTORNEYS

Mohamed Saeed  
FIHALHOHI

Fathimath Shafeegah  
Shuaib M. Shah  
SHAH, HUSSAIN & CO.,  
BARRISTERS & ATTORNEYS

Aisha Shujune Muhammad  
MINISTRY OF JUSTICE

Hussain Siraj  
MINISTRY OF HIGHER  
EDUCATION, EMPLOYMENT AND  
SOCIAL SECURITY

Abdullah Waheed  
Sarith Weerakoon  
HSBC

Lubna Zahir Hussain  
LAW COMMISSION OF THE  
MALDIVES

## MALI

Diop Mohamed Abdoulaye  
SDV MALI

Koffi Alinon  
UNIVERSITY MANDE BUKARI

Baya Berthe  
Amadou Camara  
ETUDE DE MEAMADOU CAMARA

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Alassne Diallo  
ETUDE ME DIALLO ALASSANE

Djeneba Diop  
SCP D'AVOCAT DIOP-DIALLO

M. Domp tail  
SDV MALI

Seydou Ibrahim Maiga  
CABINET D'AVOCATS SEYDOU  
IBRAHIM MAIGA

Mamadou Keita-Kanda  
CHAMBER OF NOTARIES

Charles Ki-Zerbo  
BCEAO

Dembele Fatoumata Kone  
ASSOCIATION DES ANCIENS  
PARTICIPANTS DE L'IDLO

Edouard Messou  
PRICewaterhouseCOOPERS

Aida Niare-Toure  
JURIFIS CONSULT SCPA

Touré Sekou  
ASSEMBLEE NATIONALE

Malick Badara Sow  
ATELIER D'ARCHITECTURE ET  
D'URBANISME

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ahmadou Toure  
ETUDE DE NOTAIRE

Fousseni Traore  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jean Claude Wognin  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

## MAROC

Younes Anibar  
CABINET YOUNES ANIBAR

Mr. Aziz  
GLOBEX MARITIME Co.

Maria Belafia  
CABINET MEBELAFIA

Myriam Emmanuelle  
Bennani  
AMIN HAJJI & ASSOCIÉS  
ASSOCIATION D'AVOCATS

Richard Cantin  
NACIRI & ASSOCIÉS / GIDE  
LOYRETTE NOUËL, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Maha Dassouli  
BANK AL-MAGHRIB

Fatima Erradi  
PRICewaterhouseCOOPERS

Amin Hajji  
Mohamed Ibn Abdeljalil  
CABINET ME MOHAMED IBN  
ABDELJALIL

Azeddine Kabbaj  
BARREAU DE CASABLANCA

Abdelwaret Kabbaj  
PRICewaterhouseCOOPERS

Nadia Kettani  
KETTANI LAW FIRM

Ali KETTANI LAW OFFICE

Abdelmajid Khachai  
BAKER & MCKENZIE, WONG  
& LEOW

Haddaoui Khalil  
BANK AL-MAGHRIB

Ahmed Lahrahe  
BANK AL-MAGHRIB

Anis Mahfoud  
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Hicham Naciri  
NACIRI & ASSOCIÉS / GIDE  
LOYRETTE NOUËL, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Morgane Saint-Jalmes  
KETTANI LAW FIRM

Houcine Sefrioui  
CONSEILLER EXECUTIF UNION  
INTERNATIONALE DU NOTARIAT

## MARSHALL (ÎLES)

Kenneth Barden  
MINISTRY OF FINANCE

S. Posesi Fanua Bloomfield  
OFFICE OF THE ATTORNEY  
GENERAL

Ave R. Gimao Jr.  
MARSHALL ISLANDS SOCIAL  
SECURITY ADMINISTRATION

Ben Graham  
CONSULTANT

Jerry Kramer  
PACIFIC INTERNATIONAL, INC.

Amentha Matthew  
LAND REGISTRATION  
ADMINISTRATION AUTHORITY

James M. Myazoe  
TRUST COMPANY OF THE  
MARSHALL ISLANDS, INC.

Philip A. Okney  
LAND REGISTRATION  
ADMINISTRATION AUTHORITY

Liz Rodick  
*EZ PRICE MART*

Samuel L. Smith  
*SMITH BROTHERS BUSINESS SOLUTIONS*

David M. Strauss  
*ATTORNEY-AT-LAW*

Tony Tomlinson  
*BECA INTERNATIONAL CONSULTANTS LTD.*

Philip Welch  
*MICRONESIAN SHIPPING AGENCIES*

Bori Ysawa  
*ROBERT REIMERS ENTERPRISES, INC.*

## MAURICE (ÎLE)

Robert Bigaignon  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Urmila Boolell  
*BANYMANDHUB BOOLELL CHAMBERS*

Thierry Chellen  
*BENOIT CHAMBERS*

D. Chinien  
*COMPANIES DIVISION*

Bert C. Cunningham  
*CUSTOMS AND EXCISE DEPARTMENT*

Zulfi J. Currimjee  
*ZAC ASSOCIATES LTD.*

Marc Daruty de Granpre  
*DARUTY DE GRANDPRE ARCHITECTS ASSOCIATES LTD.*

Martine de Fleuriot de la Colinière  
*DE COMARMOND & KOENIG, MEMBER OF LEX MUNDI*

Catherine de Rosnay  
*LEGIS & PARTNERS*

Bernard d'Hotman de Villiers  
*NOTAIRE*

Ramesh Doma  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Robert Ferrat  
*LEGIS & PARTNERS*

B.R. Gujadhur  
*BANK OF MAURITIUS*

Thierry Koenig  
*DE COMARMOND & KOENIG, MEMBER OF LEX MUNDI*

Subhash Lallah  
*LALLAH CHAMBERS*

Didier Lenette  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Shakeel Mohamed  
*MOHAMED CHAMBERS LAW OFFICES*

Jean-Pierre Montocchio  
Shaukat Oozeer  
Camille Pouletty  
*DE COMARMOND & KOENIG, MEMBER OF LEX MUNDI*

Rishi Pursam  
Ram L. Roy  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Yeung Sik Yuen  
*ATTORNEY-AT-LAW*

Deviantee Sobaran  
Pascal Sullivan  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Pritish Teeluck  
*DSL STAR EXPRESS*

Muhammad R.C. Uteem  
*JERRIAH & UTEEM CHAMBERS*

Yeung Yin In David  
*DSL STAR EXPRESS*

## MAURITANIE

Jacques Chareyre  
*FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Adama Demba Diop  
*ATTORNEY-AT-LAW*

Cheikhani Jules  
*CABINET ME JULES*

Saliou Niang  
*FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Moulaye El Ghali Ould  
*AVOCAT*

Yarba Ould Ahmed Saleh  
*CABINET ME SIDIYA*

Ahmed Salem Ould  
Bouhoubeyni  
*CABINET BOUHOUBEYNI*

Maouloud Vall Ould Hady  
Seyid  
*ETUDE HADY*

Sidi Mohamed Ould  
Mohamed Lemine  
*CHAMBRE COMMERCIALE AUPRES DE LA COUR D'APPEL DE NOUAKCHOTT*

Ahmed Ould Radhi  
*BANQUE CENTRALE*

Aliou Sall  
*ASSURIM*

## MEXIQUE

Carlos Angulo  
*BAKER & MCKENZIE*

Francisco Samuel Arias  
González  
*UINL*

Oscar O. Cano  
*ADEATH LOGISTICS S.A. DE C.V.*

María Casas Lopez  
*BAKER & MCKENZIE*

Oscar de la Vega  
*BASHAM, RINGE Y CORREA, MEMBER OF IUS LABORIS & LEX MUNDI*

Ignacio Diaque  
*BAKER & MCKENZIE*

Mariano Enriquez-Mejia  
*BAKER & MCKENZIE*

Salvador Esquivel Bernal  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Carlos Frias  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Gerardo Garreto-Chavez  
*BARRERA, SIQUEIROS Y TORRES LANDA*

Teresa Gómez Neri  
*GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI*

Eugenia Gonzalez  
*GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI*

Jose Antonio Gonzalez Anaya  
*MINISTRY OF FINANCE*

Carlos Grimm  
*BAKER & MCKENZIE*

Mario A. Gutiérrez  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Luz Helena Lopez  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
Gerardo Lozano Alarcon  
*HOLLAND & KNIGHT - GALLÁSTEGUI Y LOZANO, S.C.*

Carlos Montemayor  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Hector Munez  
Enrique Nort  
*COMISION NACIONAL BANCARIA Y DE VALORES*

Jorge León Orantes Vallejo  
*GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI*

Bernardo Perez Fernandez Del  
Castillo  
*NOTARIO 23 DEL DF*

Pablo Perezalonso Eguía  
*RITCH MUELLER, S.C.*

Irela Robles Victory  
*SECRETARIA DE DESARROLLO ECONOMICO*

Adrián Salgado Morante  
*COMAD, S.C.*

Jorge Sanchez  
*GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI*

Cristina Sanchez-Urtiz  
*MIRANDA, ESTAVILLO, STAINES Y PIZARRO-SUAREZ*

Monica Schiaffino Pérez  
*BASHAM, RINGE Y CORREA, MEMBER OF IUS LABORIS & LEX MUNDI*

Patricia Schroeder  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Juan Francisco Torres-Landa  
*BARRERA, SIQUEIROS Y TORRES LANDA*

## MICRONÉSIE

Eric Akamigbo  
Kenneth Barden  
*MINISTRY OF FINANCE*

Wayne Bricknell  
Lam Dang  
*CONGRESS OF THE FSM*

Stephen V. Finnen  
*STEPHEN FINNEN'S LAW CORPORATION*

FSM SUPREME COURT  
Doug Hastings

Andrea S. Hillyer  
*ATTORNEY-AT-LAW*

Salvadore Jacob  
Steven A. Joseph  
*FSM DEVELOPMENT BANK*

Patrick Mackenzie  
*BANK OF FSM*

Silberio S. Mathias  
*FSM SOCIAL SECURITY ADMINISTRATION*

Wendolin I. Mendiola  
*COURT OF LAND TENURE, JUDICIARY BRANCH*

Kevin Pelep  
*OFFICE OF THE REGISTRAR OF CORPORATIONS*

Marcelo Peterson  
*FOREIGN INVESTMENT BOARD, POHNPEI STATE GOVERNMENT*

Craig D. Reffner  
*LAW OFFICE OF FREDRICK L. RAMP*

Salomon Saimon  
*POHNPEI STATE GOVERNMENT*

Joe Vitt  
*POHNPEI TRANSFER & STORAGE, INC.*

## MOLDAVIE

Rene Bijvoet  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

David A. Brodsky  
*BRODSKY USKOV LOOPER REED & PARTNERS*

Victor Burunsus  
*WORLD BANK GROUP*  
Andrian Candu  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Octavian Cazac  
*TURCAN & TURCAN*

Svetlana Ceban  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Gabriela Cunev  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Inga Grecu-Stavila  
*FIRST CADASTRE PROJECT IMPLEMENTATION OFFICE*

Boyan Kolev  
*SRL CONSTRUCTPROJECT*

Mihaela Mitroi  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Irina Moghiliova  
*BRODSKY USKOV LOOPER REED & PARTNERS*

Nelea Moraru  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Carolina Muravetchi  
*TURCAN & TURCAN*

Alexandra Placinta  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Natalia Ples  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Pirnevu Ruslan  
*QUEHENBERGER-HELLMANN MOLDOVA SRL*

Maximenco Serghei  
*BSMB LEGAL COUNSELLORS*

Oleg Surduleac  
*BRODSKY USKOV LOOPER REED & PARTNERS*

Alexander Turcan  
*TURCAN & TURCAN*

Irina Verhovetchi  
*BSMB LEGAL COUNSELLORS*

## MONGOLIE

Telenged Baast  
*MTT MONGOLIAN TRANSPORT TEAM LLC*

Bayarmaa Badarch  
*LYNCH & MAHONEY*

Javzan Battogtokh  
*CREDIT INFORMATION BUREAU*

Batzaya Bodikhhuu  
*ANAND & ANAND ADVOCATES*

Bayar Budragchaa  
*LEHMAN, LEE & XU*

Courtney Fowler  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Battsetseg Ganbold  
*ANDERSON & ANDERSON*

Katherine Garkavets  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Batmunkh Javkhant  
*ANDERSON & ANDERSON*

Bob Jurik  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Elena Kaeva  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Daniel Mahoney  
*LYNCH & MAHONEY*

Abdulkhamid Muminov  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Natalya Revenko  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Matthew Tallarovic  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Tsogt Tsend  
*ADMINISTRATIVE COURT OF CAPITAL CITY*

*TSETS LAW FIRM*

Aliya Utgaliyeva  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

N. Zorigt  
*TUUSHIN COMPANY LIMITED*

Solongo Zulbaatar  
*ANDERSON & ANDERSON*

## MONTENEGRO

Mike Ahern  
Mladen Bojani  
*NEW SECURITIES EXCHANGE MONTENEGRO*

Vasilije Boskovi  
*LAW FIRM BOSKOVI*

Stela Boskovi  
*CENTRAL BANK OF MONTENEGRO*

Mirjana Izmovi  
*CENTRAL BANK OF MONTENEGRO*

Goran Darmanovi  
*CMC CONSTRUCTION*

Vladimir Dasi  
*BOJOVI & DASI*  
Igor Djurikovi  
*CRNOGORSKA KOMERCIJALNA BANKA AD PODGORICA*

Tamara Durutovi  
*LAW OFFICE VUKOTI - DURUTOVI*

Boidar Gogi  
*MONTECCO INC*

Jelena Ilinci  
*PRELEVI LAW FIRM*

Rina Ivanevi  
*SECRETARIAT FOR URBAN PLANNING AND CONSTRUCTION*

Petar Ivanovi  
*MONTENEGRIN INVESTMENT PROMOTION AGENCY*

Rado Kastratovi  
*KASTRATOVI LAW OFFICE*

Darko Konjevi  
*MONTENEGRO BUSINESS ALLIANCE*

Maja Krsti  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Nikola Martinovi  
*MARTINOVI LAW OFFICE*

Budimka Mikovi  
CENTER FOR ENTREPRENEURSHIP  
AND ECONOMIC DEVELOPMENT

Borislav Mijović  
MERCEDES-BENZ - LJETOPIŠ  
AUTOMOTIVE D.O.O.

Sneana Mili  
CENTRAL BANK OF MONTENEGRO

Nenad M. Novaković  
LAW OFFICE NOVAKOVIĆ

Predrag Pavlić  
MONTECO INC

Zorica Peshi  
LAW OFFICE VUJACI

Dragana Radević  
CENTER FOR ENTREPRENEURSHIP  
AND ECONOMIC DEVELOPMENT

Budimir Raiković  
MONTENEGRIN UNION OF  
EMPLOYERS

Milena Roncević  
PRELEVI LAW FIRM

Igor V. Stijović  
IGOR STIJOVIĆ LAW OFFICE

Marko Tintor  
CENTRAL BANK OF MONTENEGRO

Sasha Vujacić  
LAW OFFICE VUJACI

Judge Vujoević  
COMMERCIAL COURT OF  
MONTENEGRO

## MOZAMBIQUE

Ibrahim Agić  
SAL & CALDEIRA, ADVOGADOS E  
CONSULTORES, LDA

Louise Alston  
Mark Badenhorst  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BANCO DE MOÇAMBIQUE

José Manuel Caldeira  
SAL & CALDEIRA, ADVOGADOS E  
CONSULTORES, LDA

Padro E. Chambe  
MO CARGO SARL

João Chiboleca  
Pedro Couto  
H. GAMITO, COUTO, GONÇALVES  
PEREIRA E CASTELO BRANCO &  
ASSOCIADOS

Paul De Chalaín  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Maria João Dionísio  
PIMENTA, DIONÍSIO E  
ASSOCIADOS

Maria Isabel Fernandes  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Telmo Ferreira  
H. GAMITO, COUTO, GONÇALVES  
PEREIRA E CASTELO BRANCO &  
ASSOCIADOS

Adrian Frey  
MOZLEGAL LDA

Isabel Garcia  
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &  
CONSULTORES

Jennifer Garvey  
KPMG AUDITORIA E  
CONSULTORIA

Rufino Lucas  
Manuel Didier Malunga  
NATIONAL DIRECTORATE OF  
REGISTRY AND NOTARIES

Xiluva Matavele  
SAL & CALDEIRA, ADVOGADOS E  
CONSULTORES, LDA

José Mucavele  
Lara Narcy  
H. GAMITO, COUTO, GONÇALVES  
PEREIRA E CASTELO BRANCO &  
ASSOCIADOS

Auxílio Eugénio Nhabanga  
FERNANDA LOPES & ASSOCIADOS,  
ADVOGADOS

Emílio R. Nhamissitane  
ADVOGADO

Paulo Pimenta  
PIMENTA, DIONÍSIO E  
ASSOCIADOS

António de Vasconcelos  
Porto  
VASCONCELOS PORTO &  
ASSOCIADOS

Malaika Ribeiro  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Luís Filipe Rodrigues  
SAL & CALDEIRA, ADVOGADOS E  
CONSULTORES, LDA

Carlos Sousa Brito  
CARLOS DE SOUSA E BRITO &  
ASSOCIADOS

Christopher Tanner  
FAO REPRESENTATION

Mariam Bibi Umarji  
SAL & CALDEIRA, ADVOGADOS E  
CONSULTORES, LDA

Mario Ussene  
CACM

Robert Walker  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## NAMIBIE

John Ali Ipinge  
FIRST NATIONAL BANK

Mark Badenhorst  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Douglas Ball  
USAID

Hanno D. Bossau  
H.D. BOSSAU & CO.

Chris Brandt  
CHRIS BRANDT & ASSOCIATES

Natasha Cochrane  
P.F. KOEP & CO.

Tina Dooley-Jones  
USAID

Jurie Engelbrecht  
FIRST NATIONAL BANK

Hans-Bruno Gerdes  
ENGLING, STRITTER & PARTNERS

Hennie Gous  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Chris Gouws  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Andreas Hans Gerdes  
ENGLING, STRITTER & PARTNERS

Michael Hill  
PUPKEWITZ HOLDINGS

Jorrie Jordaan  
FIRST NATIONAL BANK

Tjakarenga Kamuhanga  
Hoveka

Peter Koep  
P.F. KOEP & CO.

Erle Koomets  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lorinda Koorts  
P.F. KOEP & CO.

G.F. Köpplinger  
G.F. KÖPPLINGER LEGAL  
PRACTITIONERS

Willem Carel Kotze  
P.F. KOEP & CO.

John Mandy  
NAMIBIAN STOCK EXCHANGE

Kerry McNamara  
MCNAMARA & ASSOCIATES

Charlotte Morland  
FIRST NATIONAL BANK

Richard Mueller  
P.F. KOEP & CO.

Charity Mwiya  
NAMIBIA CHAMBER OF  
COMMERCE AND INDUSTRY

Brown Nceba Mutrifa  
Kauna Ndilula  
BANK WINDHOEK

Carina Oberholzer  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Eckart Pfeifer  
FISHER, QUARMBY & PFEIFER

Harold Pupkewitz  
PUPKEWITZ HOLDINGS

Sanath Reddy  
USAID

Gerald Riedel  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Renate Rossler  
P.F. KOEP & CO.

Marin Scholling  
NEDBANK

Retha Steinmann  
LAW SOCIETY OF NAMIBIA

Nangula Uandja  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Patrick Uaurikirua  
KAUTA, BASSON & KAMUHANGA  
INC.

Marius van Breda  
TRANSUNION ITC

Paul A. E. Wolff  
MANICA GROUP NAMIBIA PTY.  
LTD.

## NÉPAL

Madhu Sudan Agrawal  
STANDARD CHARTERED BANK  
NEPAL LTD.

Janak Bhandari  
GLOBAL LAW ASSOCIATES

Parshuram Chetri  
NEPAL BANK LTD.

Purna Chitra  
Basu Dahal  
HIMALAYAN BANK

Komal Prakash Ghimire  
Tika Ram Ghimire  
DEPARTMENT OF LAND REVENUE  
AND REFORM

Ashok Man Kapali  
SHANGRI-LA FREIGHT PVT. LTD.

Shrawan Khanal  
Satish Krishna Kharel  
ADVOCATE

Parshuram Koirala  
ADVOCATE

Namgyal Lama  
NEPAL FREIGHT FORWARDERS  
ASSOCIATION

Indra Lohani  
Surendra Man Pradhan  
Bijaya Mishra  
PRADHAN & ASSOCIATES

Kailash Prasad Neupane  
NEPAL TELECOMMUNICATIONS  
AUTHORITY

Matrika Niraula  
NIRLAU LAW CHAMBER

Bodhraj Niroula  
Megh Raj Pokhrel  
Devendra Pradhan  
PRADHAN & ASSOCIATES

Bharat Raj Upreti  
PIONEER LAW ASSOCIATES

Gorakh Rana  
Kumar Regmi  
REGMI LAW ASSOCIATES

Yubraj Sangroula  
Purna Man Shakya  
RELANCE LAW FIRM

Madan Krishna Sharma  
CSC & Co. /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kusum Shrestha  
Ramji Shrestha  
Saroj Shrestha  
Sudheer Shrestha  
Prem Shanker Shrestha  
CREDIT INFORMATION BUREAU  
LTD.

Anil Kumar Sinha  
SINHA-VERMA LAW CONCERN

Sajjan Thapa  
DHRUBA BAR SINGH THAPA &  
ASSOCIATES

G.D. Udas  
REGISTRAR OF COMPANIES

Peter Ward  
NEPAL BANK LTD.

## NICARAGUA

Jasmina Almanza Diaz  
NICARAGUAN CUSTOMS SERVICE

Bertha Argüello de Rizo  
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Roberto Argüello  
Villavicencio  
F.A. ARIAS & MUÑOZ

David Urcuyo Báez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Minerva Belloirín  
ACZALAW

Silvio Bendana  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

María José Bendaña Guerrero  
BENDAÑA & BENDAÑA

Ricardo Bendaña Guerrero  
BENDAÑA & BENDAÑA

Rodrigo Caldera  
Thelma Carrión  
Humberto Carrión  
CARRIÓN, SOMARRIBA &  
ASSOCIADOS

Ludovino Colón Sánchez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sergio David Corrales  
Montenegro  
Fanny Cuadra López  
Gloria Maria de Alvarado  
ALVARADO Y ASOCIADOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Mercedes Deshon Mantica  
Luis Chávez Escoto  
MUNGUÍA, VIDAURRE, CHÁVEZ

Maricarmen Espinosa  
Hernán Estrada  
LEXINCORP

Alejandro Fernandez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Eduardo García Herdocia  
Martín García Raudez  
ACZALAW

Maria Jose Guerrero  
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Mario Adolfo Gutierrez  
Avendano  
ACZALAW

Aida Maria Herdocia  
Socorro Herrera  
Mauricio Horvilleur

Ernesto Huezto Castillo  
Eduardo Martínez

Byron Mejía  
ATTORNEY-AT-LAW

Jorge Molina  
CETREX

Yali Molina Palacios  
PALACIOS, MOLINA, Y ASOCIADOS

Oscar Montes  
Jacinto Obregon Sanchez  
BUFETE JURIDICO OBREGON Y  
ASOCIADOS

José Anibal Olivas Cajinas  
ALVARADO Y ASOCIADOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Ramon Ortega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Francisco Ortega Gonzalez  
HUECK, MANZANARES & ORTEGA

Carlos Reynaldo Lacayo  
Ana Rizo  
F.A. ARIAS & MUÑOZ

César Carlos Porras Rossés  
ALVARADO Y ASOCIADOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Julio E. Sequeira  
ATTORNEY-AT-LAW

Arnulfo Somarriba  
TRANSUNION

Rodrigo Taboada  
TABOADA Y ASOCIADOS

Evenor Valdivia  
Gustavo Adolfo Vargas  
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Santiago Vega  
Rolando Zambrana Arias  
Soledad Zeledon O.  
ATTORNEY-AT-LAW

## NIGER

Alidou Adam  
CABINET ALIDOU ADAM

Djibo Aïssatou  
ETUDE DE ME DJIBO AÏSSATOU

Aliou Amadou  
SCPA MANDELA

Issiaka Boukari  
CENTRE DE FORMALITES DES  
ENTREPRISES

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Moussa Coulibaly  
CABINET D'AVOCATS SOUNA-  
COULIBALY

Hassane Djibo  
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
HORS CLASSE DE NIAMEY

Sani Halilou  
MAERSK S.A.

Charles Ki-Zerbo  
BCEAO

Bernar-Oliver Kouaovi  
CABINET KOUAOVI

Fati Kountche-Adji  
CABINET FATI KOUNTCHE

Marc Lebihan  
CABINET MARC LEBIHAN &  
COLLABORATEURS

Diallo Rayanatou Loutou  
CABINET LOUTOU, ARCHITECTES

Saadou Maiguizo  
BUREAU D'ETUDES  
TECHNIQUES D'ASSISTANCE  
ET DE SURVEILLANCE EN  
CONSTRUCTION CIVILE

Marie-Virginie Mamoudou  
CHAMBRE NATIONALE DES  
NOTAIRES DU NIGER

Edouard Messou  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yayé Mounkaïla  
AVOCAT À LA COUR

Moukaïla Nouhou Hamani  
COUR SUPREME

Laurent Puerta  
SDV - NIGER

Abdou Yacouba Saïdou  
CABINET ASPAU

Daouda Samna  
SCPA MANDELA

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fousseni Traore  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Claude Wognin  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Souleymane Yankori  
SOCIETE CIVILE  
PROFESSIONNELLE D'AVOCATS  
YANKORI ET ASSOCIÉS

Hadizatou Zaroumey Gambo  
BCEAO

## NIGÉRIA

Oluseyi Abiodun Akinwunmi  
AKINWUNMI & BUSARI

Olaleye Adebisi  
ALUKO & OYEBODE

Olu Funke Adekoya  
AELEX PARTNERS

Bukkie Adewuyi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Daniel Agbor  
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Ken Aitken  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adolphous Akwumakwuhie  
Henrotte Alexandre  
SDV NIGERIA - LAGOS

Onikupo Animashaun  
LAGOS STATE GOVERNMENT

Taiwo Ayedun  
CREDIT REGISTRY SERVICES LTD.

Ndubisi Chuks Nwasike  
FIRSTCOUNSEL FIRM

Kofo Dosekun  
ALUKO & OYEBODE

Oyinda Ehiwere  
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Anse Agu Ezetah  
CHIEF LAW AGU EZETAH & CO.

Babatunde Fagbohunlu  
ALUKO & OYEBODE

Kevin Gager  
U.K. DEPARTMENT FOR  
INTERNATIONAL DEVELOPMENT

Atinuke Ipaye  
JUDGE

Ade Ipaye  
SPECIAL ADVISOR TO THE  
GOVERNOR ON LAGOS STATE

Steve Kanyatte  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alayo Ogunbiyi  
ABDULAI, TAIWO & CO.

Steve Okello  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Patrick Okonjo  
OKONJO, ODIAWA & EBIE

Dozie Okwuosah  
CENTRAL BANK OF NIGERIA

Tolulope Olanrewaju  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Henrietta Onaga  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gbenga Oyeboode  
ALUKO & OYEBODE

Oludare Senbore  
ALUKO & OYEBODE

Olufemi Sunmonu  
FEMI SUNMONU & ASSOCIATES

Ladi Taiwo  
ABDULAI, TAIWO & CO.

Tunji Tiarniyu  
MULTIFREIGHTLOGISTICS NIG  
LTD.

Aniekan Ukanah  
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Adamu M. Usman  
F.O. AKINRELE & CO.

## NORVÈGE

Jan L. Backer  
WIKBORG, REIN & CO.

Morten Beck  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Stig Berge  
THOMMESSEN KREFTING GREVE  
LUND AS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Petter Bjerke  
THOMMESSEN KREFTING GREVE  
LUND AS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Elena Busch  
NORWEGIAN MAPPING  
AUTHORITY, CADASTRE AND  
LAND REGISTRY, CENTRE  
FOR PROPERTY RIGHTS AND  
DEVELOPMENT

Lars Carlsson  
CREDITINFORM A.S.

Carl Christiansen  
RAEDER ADVOKATFIRMA

Knut Ekern  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorunn Eriksson  
CREDITINFORM A.S.

Stein Fagerhaug  
THOMMESSEN KREFTING GREVE  
LUND AS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Amund Fougner  
HJORT, MEMBER OF IUS LABORIS

Odd Hylland  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tove Ihle-Hansen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Niels Kiaer  
RIME & Co. ADVOKATFIRMA DA

Bjorn H. Kise  
ADVOKATFIRMA VOGT & WIIG  
A.S.

Jorgen Lund  
THOMMESSEN KREFTING GREVE  
LUND AS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Thomas Nordgård  
ADVOKATFIRMA VOGT & WIIG  
A.S.

Ole Kristian Olsby  
WIKBORG, REIN & Co.

Helge Onsrud  
NORWEGIAN MAPPING  
AUTHORITY, CADASTRE AND  
LAND REGISTRY, CENTRE  
FOR PROPERTY RIGHTS AND  
DEVELOPMENT

Johan Ratvik  
ADVOKATFIRMA DLA NORDIC DA

Finn Rime  
RIME & Co. ADVOKATFIRMA DA

Tore Ruud  
OVERSEAS SHIPPING AS

Dag Halfdan Sem  
PORT OF OSLO

Vegard Sivertsen  
DELOITTE & TOUCHE TOHMATSU

Bernt Olav Steinland  
ADVOKATFIRMAET SELMER D.A.

Svein Sulland  
ADVOKATFIRMAET SELMER D.A.

Anne Ulset Sande  
KVALE & Co. ANS

Eirik Vikanes  
THOMMESSEN KREFTING GREVE  
LUND AS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

## NOUVELLE- ZEALANDE

Douglas Seymour Alderslade  
CHAPMAN TRIPP

Matthew Allison  
BAYCORP ADVANTAGE

Kevin Best  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Geoff Bevan  
CHAPMAN TRIPP

Peter Boyce  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Niels Campbell  
BELL GULLY

Shelley Cave  
SIMPSON GRIERSON, MEMBER OF  
LEX MUNDI

John Cuthbertson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Chris Gordon  
BELL GULLY

Hershlaf Ifwersen  
SIMPSON GRIERSON, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Jeffrey Lai  
MINTER ELLISON RUDD WATTS

Wanita Lala  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Russell Lawn  
BUILD LAW - KUMEU-HUAPAI  
LAW CENTRE

Aaron Lloyd  
MINTER ELLISON RUDD WATTS

Robbie Muir  
LAND INFORMATION NEW  
ZEALAND

Emily Neale  
BAYCORP ADVANTAGE

Lester Roy Dempster  
CONVEYANCERS NZ LTD.

Murray Tingey  
BELL GULLY

Michael McLean Toepfer  
HESKETH HENRY

Louise Treacy  
SIMPSON GRIERSON, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Ben Upton  
SIMPSON GRIERSON, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Richard Wilson  
JACKSON RUSSELL

## OMAN

Zubaida Fakir Mohamed Al  
Balushi

BANKING SURVEILLANCE  
DEPARTMENT

Mohsin Al Haddad  
MOHSIN AL-HADAD & AMUR AL-  
KIYUMI & PARTNERS

Mohammed Al Shahri  
JANASHAL & SHAHRI

Said Al Shahry  
SAID AL SHAHRY LAW OFFICE

Hamad bin Rashid Al-Alawi  
Hassan Al-Ansari

Mohsin Ahmed Alawi Al-  
Haddad  
MOHSIN AL-HADAD & AMUR AL-  
KIYUMI & PARTNERS

Saif Al-Saidi  
DR. SAIF AL-SAIDI ADVOCATES &  
LEGAL CONSULTANTS

Hamad M. Al-Sharji  
Mona Taha Amer  
SALAM AL-NA'BI AND MONA  
AMER LAWYERS & LEGAL  
CONSULTANCY

Naveen K. Amin  
Sean Angle  
TROWERS & HAMLINS

M.O. Baidab  
ATTORNEY-AT-LAW

Samer Dahdal  
Mehreen B. Elahi  
AL ALAWI, MANSOOR JAMAL  
& CO.

Abshaer M. Elgalal  
DR. SAIF AL-SAIDI ADVOCATES &  
LEGAL CONSULTANTS

Nasser Jaber Abdul Hamid  
Al-Tabib  
DR. SAIF AL-SAIDI ADVOCATES &  
LEGAL CONSULTANTS

Sohaib Ishaque  
AL ALAWI, MANSOOR JAMAL  
& CO.

Abraham Jacob  
MOHSIN AL-HADAD & AMUR AL-  
KIYUMI & PARTNERS

Maqbool Khabori  
AL KHABORI LEGAL  
CONSULTANTS

Abdullah Salem Khamis Al-  
Etim

Christopher Knight  
TROWERS & HAMLINS

S.M. Kulkarni  
P.E. Lalachen MJ, LLB  
HASSAN AL ANSARI LEGAL  
CONSULTANCY

S. Madhu  
Pushpa Malani  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mansoor Jamal Malik  
AL ALAWI, MANSOOR JAMAL  
& CO.

Ali Adam Mohamed  
RAJAB AL KATHIRI &  
ASSOCIATES, LEGAL  
CONSULTANTS

Ala'a Eldin Mohammed  
ABU-GHAZALEH INTELLECTUAL  
PROPERTY

Subha Mohan  
SAID AL SHAHRY LAW OFFICE

Mr. Muntasir  
Khalid Rhamtalah Al-Badwi  
Charles Schofield  
Paul Suddaby  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Joseph Sunil  
AGE MAERSK

Jeff Todd  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## UGANDA

Russell Eastaugh  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Charles Kalu Kalumiya  
KAMPALA ASSOCIATED  
ADVOCATES

Jalia Kangave  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Assumpta Kemigisha  
NANGWALA, REZIDA & Co.,  
ADVOCATES

Robert Kiggundu  
ARCH FORUM LTD.

David E.K. Mpanga  
A.F. MPANGA, ADVOCATES

Paul Frobisher Mugambwa  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jimmy M Muyanja  
MUYANJA & ASSOCIATES

Rachel Mwanje Musoke  
MUGERWA & MASEMBE,  
ADVOCATES

Alex Rezida  
NANGWALA, REZIDA & Co.,  
ADVOCATES

Wycliffe Sebulime  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ezekiel Tuma  
Ben Turyasingura  
REGISTRY

Ronald Tusingwire  
KAMPALA ASSOCIATED  
ADVOCATES

Osborne Wanyoike  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## OUZBÉKISTAN

Bekhzod Abdurazzakov  
DENTON WILDE SAPTE

Hairullah Akramhodjaev  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Umid A. Aripdjanov  
GRATA LAW FIRM

Jamol Askarov  
CHADBOURNE AND PARKE

Abduaziz Azizov  
BOOZ ALLEN HAMILTON

Sitora Babajanova  
GLOBALINK CASPIAN

Irina Gosteva  
DENTON WILDE SAPTE

Elena Kaeva  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mouborak Kambarova  
DENTON WILDE SAPTE

Abdulkhamid Muminov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sergio Purin  
AHLERS

Akmal Rustamov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alishar Sagatov  
Alexander Samborsky  
NATIONAL CENTRE OF GEODESY  
AND CARTOGRAPHY

Laziza Walter  
GRATA LAW FIRM

## PAKISTAN

Ali Jafar Abidi  
STATE BANK OF PAKISTAN

Taqi-ud-din Ahmad  
A.F. FERGUSON & Co.

Waheed Ahmad  
AKHTAR SHABIR LAW  
ASSOCIATES

Masood Ahmed  
ABRAHAM & SARWANA

Farooq Akhtar  
AZAM CHAUDHRY LAW  
ASSOCIATES

Ahmad Syed Akhter  
GROUP 'O' PYRAMID LOGISTICS  
GROUP

Mohammad Azam Chaudhry  
AZAM CHAUDHRY LAW  
ASSOCIATES

Nadia Chaudhry  
AZAM CHAUDHRY LAW  
ASSOCIATES

Fouad Rashid Dar  
TARGET LOGISTICS INTL. PRIVATE  
LIMITED

Faisal Daudpota  
KHALID DAUDPOTA & Co.

Ikram Fayaz  
QAMAR ABBAS & Co.

Maria Ghaznavi  
RIZVI, ISA, AFRIDI & ANGELL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Irfan Mir Halepota  
LAW FIRM IRFAN M. HALEPOTA

Rashid Ibrahim  
A.F. FERGUSON & Co.

Tariq Nasim Jan  
DATACHECK PVT. LTD.

Mansoor Khan  
Shadana Khan  
AZAM CHAUDHRY LAW  
ASSOCIATES

Arif Khan  
QAMAR ABBAS & Co.

Suleman Khan  
RIZVI, ISA, AFRIDI & ANGELL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Khalid Mahmood  
A.F. FERGUSON & Co.

Mahvash Malik  
RIZVI, ISA, AFRIDI & ANGELL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Hasnain Naqvee  
RIZVI, ISA, AFRIDI & ANGELL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Salman Nasim  
A.F. FERGUSON & Co.

Neelofar Nawab  
RIZVI, ISA, AFRIDI & ANGELL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Soli Parakh  
A.F. FERGUSON & Co.

Abdul Rahman  
QAMAR ABBAS & Co.

Jawad A. Sarwana  
ABRAHAM & SARWANA

Huma Shah  
SHEIKH SHAH RANA & IJAZ

Haider Shamsi  
HAIDER SHAMSI AND Co.

Salman Talibuddin  
KABRAJI & TALIBUDDIN

Saleem uz Zaman  
KABRAJI & TALIBUDDIN

## PALAU

Kenneth Barden  
MINISTRY OF FINANCE

Ricardo R. Bausoch  
MINISTRY OF FINANCE

Jeffrey L. Beattie  
OFFICE OF THE ATTORNEY  
GENERAL

Cristina C. Castro  
WESTERN CAROLINE TRADING  
Co.

Yukiwo P. Dengokl  
Lolita Gibbons-Decheny  
KOROR PLANNING AND ZONING  
OFFICE

Rebechong Bill Iskawa  
MINISTRY OF FINANCE

Erin E. Johnson  
OFFICE OF THE ATTORNEY  
GENERAL

Wilbert Kamerang  
William Keldermans  
PALAU SHIPPING COMPANY, INC.

Kevin N. Kirk  
LAW OFFICE OF KIRK AND  
SHADEL

Lourdes F. Materne  
SUPREME COURT

Kuniwo Nakamura  
BELAU TRANSFER & TERMINAL  
Co. GROUP

Rose Ongalibang  
SUPREME COURT

Frederick W. Reynolds  
OFFICE OF THE ATTORNEY  
GENERAL

William L. Ridpath  
RIDPATH & RAGLE

David Shadel  
LAW OFFICE OF KIRK AND  
SHADEL

Peter C. Tsao  
WESTERN CAROLINE TRADING  
Co.

## PANAMA

Ludovino Colón Sánchez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Julio Cesar Contreras III  
AROSEMENA, NORIEGA &  
CONTRERAS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Ricardo Eskildsen Morales  
ESKILDSSEN & ESKILDSSEN

Alejandro Fernandez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Garrido  
GARRIDO & GARRIDO

Jorge R. González  
ARIAS, ALEMAN & MORA

Khiet Le Trinh  
SUCRE, ARIAS & REYES

Eduardo Lee  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Michelle Martinelli  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Veronica Nativi  
SUCRE, ARIAS & REYES

José Miguel Navarrete  
AROSEMENA, NORIEGA &  
CONTRERAS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Ramon Ortega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alfredo Ramírez Jr.  
ALFARO, FERRER AND RAMÍREZ

Luz María Salamina  
ASOCIACIÓN PANAMEÑA DE  
CRÉDITO

Ramon Varela  
MORGAN & MORGAN

Francisco Vega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Rob Aarvold  
STEAMSHIPS SHIPPING &  
TRANSPORT

Christine Bai  
GADENS LAWYERS

Lynette Baratai-Pokas  
CELCOR INC.

Tyson Boboro  
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Vincent Bull  
ALLENS ARTHUR ROBINSON

David Caradus  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rio Fiocco  
POSMAN KUA AISI LAWYERS,  
in association with MALLESON  
STEPHEN JAQUES

Richard Flynn  
BLAKE DAWSON WALDRON

Winifred T. Kamit  
GADENS LAWYERS

Gaudi Kidu  
STRUCTON ARCHITECTS, LTD.

John Leahy  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Linda Levett  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Anthony Smare  
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Thomas Taberia  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## PARAGUAY

Perla Alderete  
VOUGA & OLMEDO

Betharram Ardissonne  
FIORIO, CARDOZO & ALVARADO

Hugo Berkemeyer  
BERKEMEYER ATTORNEYS &  
COUNSELORS

Luis A. Breuer  
BERKEMEYER ATTORNEYS &  
COUNSELORS

Esteban Burt  
PERONI, SOSA, TELLECHEA, BURT  
& NARVAJA, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Julio Gonzalez Caballero  
BANCO CENTRAL DEL PARAGUAY

Adriana Casati  
VOUGA & OLMEDO

Ramón Antonio Castillo  
Saenz  
INFORMCONF S.A.

Maria Debattisti  
SERVIMEX SACI

Lorena Dolsa  
BERKEMEYER ATTORNEYS &  
COUNSELORS

Daniel Elicetche  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ana Laura Godin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nadia Gorostiaga  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Larisa Guillen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

María Antonia Gwynn  
BERKEMEYER ATTORNEYS &  
COUNSELORS

Karina Lozano  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adriana M. Casati Allegretti  
VOUGA & OLMEDO

Carmela Martinez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Roberto Moreno Rodriguez  
Alcala

MORENO RUFFINELLI &  
ASOCIADOS

Armindo Riquelme  
FIORIO, CARDOZO & ALVARADO

Maria Gloria Trigüis  
BERKEMEYER ATTORNEYS &  
COUNSELORS

Rodolfo Vouga Muller  
VOUGA & OLMEDO

## PAYS-BAS

Bas Aalbers  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BELASTINGADVISEURS NV

ALLEN & OVERY LLP

Jurgen Baas  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BELASTINGADVISEURS NV

Henri Bentfort van  
Valkenburg  
HOUTHOFF BURUMA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Barteline A. Cnossen  
DE BRAUW BLACKSTONE  
WESTBROEK

Margriet H. de Boer  
DE BRAUW BLACKSTONE  
WESTBROEK

Rolef de Weijis  
HOUTHOFF BURUMA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Michel Gadron  
MAERSK BENELUX B.V.

Jeroen Holland  
NAUTA DUTILH ATTORNEYS

Steeff Janssen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BELASTINGADVISEURS NV

Jaap Koster  
HOUTHOFF BURUMA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Joop Lobstein  
STICHTING BUREAU KREDIET  
REGISTRATIE

Christianne Noordermeer  
Van Loo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BELASTINGADVISEURS NV

Frans Oomen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BELASTINGADVISEURS NV

Mark G. Rebergen  
DE BRAUW BLACKSTONE  
WESTBROEK

Hugo Reumkens  
VAN DOORNE

Stefan Sagel  
DE BRAUW BLACKSTONE  
WESTBROEK

Rutger Schimmelpenninck  
HOUTHOFF BURUMA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Robert Schrage  
ROYAL NETHERLANDS NOTARIAL  
ORGANIZATION

Remco van der Linden  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BELASTINGADVISEURS NV

Paul van der Molen  
CADASTRE, LAND REGISTRY AND  
MAPPING AGENCY

Els van der Riet  
HOUTHOFF BURUMA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

A. van der Zwaan  
MAERSK BENELUX B.V.

Jan Carel van Dorp  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BELASTINGADVISEURS NV

Jasper Van Schijndel  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BELASTINGADVISEURS NV

Michiel Wesseling  
HOUTHOFF BURUMA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

## PÉROU

Humberto Allemant  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
/ DONGO-SORIA, GAVEGLIO Y  
ASOCIADOS SOCIEDAD CIVIL

Jimmy Francisco Atunga Rios  
MAV LOGISTICA Y TRANSPORTE  
S.A.

Guillermo Alceu Auler Soto  
FORSYTH & ARBE ABOGADOS

Juan Luis Avendaño Cisneros  
MIRANDA & AMADO ABOGADOS

Luis Fuentes Villarán  
BARRIOS FUENTES URQUIAGA  
Anabeli González  
ESTUDIO FERRERO ABOGADOS

Pedro Grados Smith  
SUPERINTENDENCY OF BANKING,  
INSURANCE AND PRIVATE  
PENSION FUND ADMINISTRATORS

Rafael Lengua  
BENITES, DE LAS CASAS, FORNO  
& UGAZ ABOGADOS

Herles Loayza Casimiro  
CAMARA PERUANA DE LA  
CONSTRUCCION

Raul Lozano-Merino  
PEÑA, LOZANO, FAURA &  
ASOCIADOS

Jesús Matos  
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

José Antonio Olaechea  
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Willy Pedreski  
BENITES, DE LAS CASAS, FORNO  
& UGAZ ABOGADOS

Diego Sanchez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sergio Valencoso  
CERTICOM  
Walter Vasquez Vejarano  
CORTE SUPREMA DE JUSTICIA

Javier De La Vega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Carlos Vegas Quintana  
CAMARA PERUANA DE LA  
CONSTRUCCION

Manuel Villa-García  
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Julio Wong Abad  
CORTE SUPREMA DE JUSTICIA

Maria Zavala Valladares  
CORTE SUPERIOR DE LIMA

## PHILIPPINES

Ofelía Abueg-Sta. Maria  
LAND REGISTRATION  
ADMINISTRATION AUTHORITY

Manuel Batallones  
BAP CREDIT BUREAU

Rusvie Cadiz  
ACF LOGISTICS WORLDWIDE

Cecile M.E. Caro  
SYCIP SALAZAR HERNANDEZ &  
GATMAITAN

Connie G. Chu  
ROMULO, MABANTA,  
BUENAVENTURA, SAYOC & DE  
LOS ANGELES, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Emerico de Guzman  
ANGARA ABELLO CONCEPCION  
REGALA & CRUZ

Melva M. Evangelista-Valdez  
JIMENEZ GONZALES LIWANAG  
BELLO VALDEZ CALUYA &  
FERNANDEZ

Tadeo F. Hilado  
ANGARA ABELLO CONCEPCION  
REGALA & CRUZ

Rafael H.E. Khan  
SIGUION REYNA MONTECILLO &  
ONGSIAKO

Genevieve Limbo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS /  
ISLA LIPANA & CO.

Tammy Lipana  
PRICEWATERHOUSECOOPERS /  
ISLA LIPANA & CO.

Jesuito Morallos  
FOLLOSCO MORALLOS & HERCE

Nicanor N. Padilla  
SIGUION REYNA MONTECILLO &  
ONGSIAKO

Emmanuel C. Paras  
SYCIP SALAZAR HERNANDEZ &  
GATMAITAN

Zaber Protacio  
PRICEWATERHOUSECOOPERS /  
ISLA LIPANA & CO.

Teodore Regala  
ANGARA ABELLO CONCEPCION  
REGALA & CRUZ

Ricardo J. Romulo  
ROMULO, MABANTA,  
BUENAVENTURA, SAYOC & DE  
LOS ANGELES, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Riza Faith Ybanez  
SYCIP SALAZAR HERNANDEZ &  
GATMAITAN

Jazmin Banal  
ROMULO, MABANTA,  
BUENAVENTURA, SAYOC & DE  
LOS ANGELES, MEMBER OF LEX  
MUNDI

## POLOGNE

ALLEN & OVERY A. PDZICH SP.K.

Ewa Auleytnner  
GIDE LOYRETTE NOUEL POLSKA

Jozef Banach  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Grzegorz Banasiuk  
GIDE LOYRETTE NOUEL POLSKA

Aleksander Borowicz  
BIURO INFORMACJI KREDYTOWEJ

Bożena Ciosek  
WIERZBOWSKI I WSPÓLNICY

Rafał Dziedzic  
GIDE LOYRETTE NOUEL POLSKA

Michał Górski  
BUMAR LTD.

Michaela Guevska  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Piotr Kaim  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tamasz Kanski  
SOLTYSINSKI KAWECKI &  
SZLEZAK, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Marta Karmiska  
GIDE LOYRETTE NOUEL POLSKA

Micha Kocur  
GIDE LOYRETTE NOUEL

Piotr Kowalski  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Joanna Luzak  
SOLTYSINSKI KAWECKI &  
SZLEZAK, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Lukasz Mróz  
KANCELARIA ADWOKACKA  
NIKIEL I ZACHARZEWSKI

Dariusz Okolski  
OKOLSKI LAW OFFICE

Weronika Pelc  
WARDYSKI I WSPÓLNICY

Sylvia Petrovskaya  
GIDE LOYRETTE NOUEL POLSKA

Bartomiej Raczkowski  
SOLTYSINSKI KAWECKI &  
SZLEZAK, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Anna Ratajczyk  
GIDE LOYRETTE NOUEL POLSKA

Dariusz Wojciech  
Rzadkowski

Piotr Sadownik  
GIDE LOYRETTE NOUEL POLSKA

Magdalena Smigrocka  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Anna Sowinskaya  
GIDE LOYRETTE NOUEL POLSKA

Ewelina Stobiecka  
HAARMANN HEMMELRATH &  
PARTNER

Dariusz Tokarczuk  
GIDE LOYRETTE NOUEL POLSKA

Dariusz Wasylkowski  
WARDYSKI I WSPÓLNICY

Krzysztof Wierzbowski  
WIERZBOWSKI I WSPÓLNICY

Ewa Winiewska  
Jarosław Wysocki

HEAD OFFICE OF GEODESY AND  
CARTOGRAPHY

## PORTO RICO

Tomás Acevedo  
McCONNELL VALDÉS

Antonio A. Arias Larcada  
McCONNELL VALDÉS

James A. Arroyo  
TRANSUNION DE PUERTO RICO

Fernando J. Bonilla  
PUERTO RICO PORTS AUTHORITY

Samuel Céspedes Jr.  
McCONNELL VALDÉS

Harry Cook  
McCONNELL VALDÉS

Antonio Escudero-Viera  
McCONNELL VALDÉS

Juan Carlos Fortuno Fas  
FORTUNO & FORTUNO FAS, C.S.P.

Sary Iglesias  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Myriam E. Matos-Bermudez  
SOSA LLORENS, CRUZ NERIS &  
ASSOCIATES

Rubén M. Medina-Lugo  
CANCIO, NADAL, RIVERA & DÍAZ

Keila Ortega  
RALPH VALLONE JR., LAW  
OFFICES

Francis Pagan  
RALPH VALLONE JR., LAW  
OFFICES

Victor Rodriguez  
MULTITRANSPORT & MARINE CO.

Victor Rodriguez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Ruiz Montilla  
McCONNELL VALDES

Roberto Santa Maria  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Paula Alcántara Feliciano  
BARROS, SOBRAL, G. GOMES &  
ASOCIADOS

Rui Amendoeira  
MIRANDA CORREIA AMENDOEIRA  
& ASSOCIADOS

Filipa Arantes Pedroso  
Manuel P. Barrocas  
BARROCAS & ALVES PEREIRA

Carlos Bernardes  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pedro de Almeida Cabral  
MACEDO VITORINO E  
ASOCIADOS

Miguel de Avillez Pereira  
ABREU, CARDIGOS &  
ASOCIADOS

João Cadete de Matos  
BANCO DE PORTUGAL

Carlos de Sousa e Brito  
CARLOS DE SOUSA E BRITO &  
ASOCIADOS

John Duggan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

António Luis Figueiredo  
DIRECTORATE GENERAL OF  
REGISTRY & NOTARY CIVIL  
SERVICE

Jorge Figueiredo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sónia Gonçalves Anjo  
BARROS, SOBRAL, G. GOMES &  
ASOCIADOS

Frederico Gonçalves Pereira  
VIEIRA DE ALMEIDA &  
ASOCIADOS

Maria Manuel Leitão  
Marques  
UCMA

Jorge Pedro Lopes  
POLYTECHNIC INSTITUTE OF  
BRAGANÇA

Marta Elisa Machado  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ana Margarida Maia  
MIRANDA CORREIA AMENDOEIRA  
& ASSOCIADOS

Paulo Lowndes Marques  
ABREU & MARQUES, VINHAS E  
ASOCIADOS

Rita Marques  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fernando Marta  
CREDINFORMACOES

João Moucheira  
DIRECTORATE GENERAL OF  
REGISTRY & NOTARY CIVIL  
SERVICE

Vitorino Oliveira  
DIRECTORATE GENERAL OF  
REGISTRY & NOTARY CIVIL  
SERVICE

Acácio Pita Negrão  
ABREU & MARQUES, VINHAS E  
ASOCIADOS

Pedro Porto Dordio  
ANTÓNIO FRUTUOSO DE MELO E  
ASOCIADOS

Inês Reis  
CARLOS AGUIAR, P. PINTO &  
ASOCIADOS, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Cristina Cabral Ribeiro  
BARROCAS & ALVES PEREIRA

RDP LAO

Xaynari Chanthala  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Martin Desautels  
DFDL MEKONG LAW GROUP

David Fitzgerald  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Grant Follet  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Intong Oudom  
SENEOUDOM TRADING CO. LTD.

Isabelle Robineau  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Maligna Saignavongs  
LAO BAR ASSOCIATION

Simmaly Vongsack  
BANK OF LAO PDR

RÉPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE

Mackfoey Amiecht  
CBCA - COMMERCIAL BANK

Jean Noel Bangué  
COUR D'APPEL DE BANGUI

Emile Bizon  
CABINET TIANGAYE - UNIVERSITÉ  
DE BANGUI

Jacques Boti  
MINISTÈRE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE, DU TRAVAIL, DE  
LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DE  
L'INSERTION PROFESSIONNELLE  
DES JEUNES

Maurice Dibert-Dollet  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Marie-Edith Douzima-  
Lawson  
CABINET DOUZIMA

Sylvestre Gouendji  
INSPECTEUR DU TRAVAIL ET DES  
LOIS SOCIALES

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Francois Kayema  
GREFFIER EN CHEF,  
COMMISSAIRE PRISEUR

Noel Kelembho  
SDV CENTRAFRIQUE - GROUPE  
BOLLORE

Christian Lindo - Yando  
BEAC

Timothee M'beto  
SDV CENTRAFRIQUE - GROUPE  
BOLLORE

Yves Namkomkoina  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE  
BANGUI

Jean Baptiste Nouganga  
BUREAU COMPTABLE FISCAL  
- CABINET NOUGANGA

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Anthony Nkinzo  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

R. Rigo  
Louis-Odilon Alaguillaume  
ProCREDIT BANK

Siku Beya  
CABINET LUGUNDA LUMBAMBA

Jean Adolphe Bitenu  
ANAPI

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Victor Crespel Musafiri  
FEDERATION DES ENTREPRISES

Fabienne De Greef  
CABINET G.B. MOKA NGOLO &  
ASSOCIÉS

Yves Debiesme  
SDV AGETRAF

Lambert S. Djunga  
CABINET DJUNGA & RISASI

David Guarnieri  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Paul Kabongo Tshibangu  
CABINET PAUL KABONGO

Emery Kalamba  
KALAMBA & ASSOCIÉS

Ambroise Kamukuny  
CABINET TSHIBANGU ET  
ASSOCIÉS

G. Le Dourain  
Francis Lugunda Lumbamba  
CABINET LUGUNDA LUMBAMBA

Andre Malangu Muabila  
CABINET FAMILLE

Babala Mangala  
GTS EXPRESS

Roger Masamba Makela  
AVOCAT, DOYEN DE FACULTÉ

Jean Claude Mbaki Siluzaku  
CABINET MBAKI ET ASSOCIÉS

Bernard Claude Mbu Ne  
Letang  
CABINET DE MEMBU NE LETANG

Tanayi Mbuy-Mbiye  
CABINET MBUY-MBIYE &  
ASSOCIÉS

Oliver Meisenberg  
ProCREDIT BANK

Polycarpe Kabasele Mfumu  
Tshishimbi  
CABINET KABASELE - MFUMU &  
ASSOCIÉS

Louman Mpoy  
CABINET MPOY-LOUMAN &  
ASSOCIÉS

Mwema Mulungi Mbuyu  
ANAPI

Jacques Munday  
CABINET NTOTO

Thierry Mutombo Kalonji  
ANAPI

Marius Muzembe Mpungu  
CABINET KABASELE - MFUMU &  
ASSOCIÉS

Honore Njibikila Nkonka  
FEDERATION DES ENTREPRISES

Leon Nzimbi  
PRICewaterhouseCOOPERS

Albert Okitosomba  
RAWBANK

Otton Oligo Mbelia Kanalia  
ANAPI

Pierre Risasi  
CABINET DJUNGA & RISASI

Christie Madudu Sulubika  
CABINET G.B. MOKA NGOLO &  
ASSOCIÉS

Toto Wa Kinkela Leon  
CABINET TOTO

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Rhady's Abre de Polanco  
UNION INTERNACIONAL DEL  
NOTARIADO LATINO

Joanna M. Bonnelly Ginebra  
SQUIRE SANDERS & DEMPSEY  
PENA PRIETO GAMUNDI

Caroline Bono  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ludovino Colón Sánchez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Robinson Cuello Shanlate  
PROGRAMA DE MODERNIZACIÓN  
DE LA JURISDICCIÓN DE TIERRAS

Sarah de León  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNANDEZ

Alejandro Fernandez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Mary Fernández Rodríguez  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNANDEZ

Wilson Gomez Ramirez  
SUPREMA CORTE DE JUSTICIA

Pablo Gonzalez Tapia  
BIAGGI & MESSINA

Fabio Guzman  
GUZMÁN ARIZA & ASOCIADOS

Philippe Lescuras  
PANALPINA

José Antonio Logroño  
Morales  
ADAMS GUZMAN & ASOCIADOS

José Ramón Logroño Morales  
ADAMS GUZMAN & ASOCIADOS

Ramon Ortega  
PRICewaterhouseCOOPERS

Andrea Paniagua  
PRICewaterhouseCOOPERS

Maria Portes  
CASTILLO Y CASTILLO

Claudia Roca  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNANDEZ

Wendy Sanchez  
TRANSUNION

Wilfredo Senior  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNANDEZ

Claudia Taveras  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNANDEZ

Mariana Vargas Gaurilova  
PELLERANO & HERRERA,  
MEMBER OF LEX MUNDI

## RÉPUBLIQUE DU CONGO

Prosper Bianga  
CONSEIL DU BARREAU DE  
BRAZZAVILLE

Prosper Bizitou  
PRICewaterhouseCOOPERS

André Blaise Bolle  
BANQUE COFIPA

Daniel Bolletot  
BUREAU VERITAS

David Bourion  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Claude Coelho  
CABINET D'AVOCAT CLAUDE  
COELHO

Johan Coetzer  
PANALPINA

Gerard Devillers  
CABINET GERARD DEVILLERS

Thomas Djolani  
CONSEIL DE L'ORDRE NATIONAL

Jean-Philippe Esseau  
CABINET ESSEAU

Mathias Essereke  
CABINET D'AVOCAT CLAUDE  
COELHO

Ludovic Désiré Essou  
CABINET ESSOU

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Gaston Ifoko  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE  
BRAZZAVILLE

Bruno Jacquet  
CABINET ESSOU

Philippe Jarry  
SAGA CONGO - BOLLORE GROUP

Eric Jpouele  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE  
BRAZZAVILLE

Mr. Lendongo  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE  
BRAZZAVILLE

Salomon Louboula  
NOTAIRE

Jerome Loutete  
TRIBUNAL D'INSTANCE DE  
MAKELEKELE ET DE BACONGO

Thierry Mamimoue  
CABINET D'AVOCATS JEAN PETRO

Jean-Claude Marc  
BUREAU VERITAS

Françoise Mbongo  
CABINET MBONGO

Jean Petro  
CABINET D'AVOCATS JEAN PETRO

Francis Sassa  
CABINET D'AVOCATS JEAN PETRO

## RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

Omurbek Abdyrakhmanov  
ENTREPRENEURS' UNION

Ilshat Ahmetov  
ATTORNEY-AT-LAW

Jannat Aidazalieva  
GLOBALINK

Anarkan Akerova  
IFC

Bekbolot Bekiev  
MINISTRY OF JUSTICE

Baktiyar Djusuev  
ARD / CHECCHI COMMERCIAL  
LAW PROJECT

Akjoltoi Elebesova  
CREDIT INFORMATION BUREAU  
ISHENIM

Courtney Fowler  
PRICewaterhouseCOOPERS

Kucheryavaya Galina  
ATTORNEY-AT-LAW

Katherine Garkavets  
PRICewaterhouseCOOPERS

Aibek Ismailov  
ATTORNEY-AT-LAW

Mirulan Jamshitov  
Bob Jurik  
PRICewaterhouseCOOPERS

Elena Kaeva  
PRICewaterhouseCOOPERS

Gulnara Kalikova  
KALIKOVA & ASSOCIATES, LAW  
FIRM

Asel Kenenbaeva  
LAW FIRM "PARTNER"

Tatiana Kim  
INTERNATIONAL  
ENTREPRENEURSHIP FUND

Galina Kucherayvaya  
USAID

Aida Mamarazieva  
KENTOR CJSC

Kamila Mateeva  
AMERICAN UNIVERSITY -  
CENTRAL ASIA

Gulmira McHale  
IFC

Abdulkhamid Muminov  
PRICewaterhouseCOOPERS

Meerim Nurkamilova  
LAW FIRM "PARTNER"

Karlygash Ospankulova  
KALIKOVA & ASSOCIATES, LAW  
FIRM

Natalya Revenko  
PRICewaterhouseCOOPERS

Nikolai Soubbotin  
IFC

Venera Sydykova  
ARD / CHECCHI COMMERCIAL  
LAW PROJECT

Matthew Tallarovic  
PRICewaterhouseCOOPERS

Aziz Usupov  
KALIKOVA & ASSOCIATES, LAW  
FIRM

Aliya Utgaliyeva  
PRICewaterhouseCOOPERS

Umar Shavurov  
ATTORNEY-AT-LAW

Natalia Shirshova

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

ALLEN & OVERY, PRAHA  
ADVOKÁTNÍ KANCELÁ

Stephen B. Booth  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jiri Cerny  
PETERKA & PARTNERS V.O.S.

Roman Grones  
GLEISS LUTZ ADVOKATI

Gabriela Hájková  
PETERKA & PARTNERS V.O.S.

Jarmila Hanzalova  
PROCHÁZKA RANDL KUBR,  
MEMBER OF IUS LABORIS & LEX  
MUNDI

David Hora  
PRICewaterhouseCOOPERS

Vit Horáček  
GLATZOVÁ & Co. LAW OFFICES  
PRAGUE

Sarka Jandova  
PROCHÁZKA RANDL KUBR,  
MEMBER OF IUS LABORIS & LEX  
MUNDI

Petr Kucera  
CCB - CZECH BANKING CREDIT  
BUREAU

Tomas Liptak  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jiri Markvart  
AMBRUZ & DARK ADVOKÁTI,  
V.O.S.

Karol Marsovszky  
WOLF THEISS

Lenka Mrazova  
PRICewaterhouseCOOPERS

David Musil  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jarmila Musilova  
Jörg Nürnberger

DLA WEISS - TESSBACH

Athanassios Pantazopoulos  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Martina Pavelkova  
PANALPINA CZECH S.R.O.

Jana Pavlasova  
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY

Pavla Prikrýlová  
PETERKA & PARTNERS V.O.S.

Natasa Randlová  
PROCHÁZKA RANDL KUBR,  
MEMBER OF IUS LABORIS & LEX  
MUNDI

Tomas Richter  
CLIFFORD CHANCE

Tereza Ihoková  
PROCHÁZKA RANDL KUBR,  
MEMBER OF IUS LABORIS & LEX  
MUNDI

Zdenek Rosicky  
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY

Rena Trojánková  
LINKLATERS & ALLIANCE

Ludík Vrána  
LINKLATERS & ALLIANCE

Katerina Vyslouzilova  
AMBRUZ & DARK ADVOKÁTI,  
V.O.S.

Marketa Zachova  
VEJMEKLA & WÜNSCH

## ROUMANIE

Romulus Badea  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dan Badin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Constantin Barbu  
Rene Bijvoet  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ligia Buzsor  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Cristina Clujescu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Anamaria Corbescu  
SALANS

Diana Coroaba  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Florin Covaciu  
Dorin Coza  
BABIUC SULICA PROTOPODESCU  
VONICA

Anca Danilescu  
ZAMFIRESCU RACOI PREDOIU  
LAW PARTNERSHIP

Razvan Dinca  
STOICA & ASOCIATII,  
ATTORNEYS-AT-LAW

Arina Dobrescu  
MCGREGOR & PARTNERS S.C.A.

Ion Dragulin  
NATIONAL BANK OF ROMANIA

Laura Duca  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Serban Epure  
Razvan Filcescu  
Gina Gheorghe  
TANASESCU, LEAUA, CADAR &  
ASOCIATII

Veronica Grunzsnicki  
BABIUC SULICA PROTOPODESCU  
VONICA

Barry Kolodkin  
INDEPENDENT CONSULTANT

Michael Kowalski  
Florian Kubinski  
Crenguta Leaua  
TANASESCU, LEAUA, CADAR &  
ASOCIATII

Alina Manescu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Oana Manuceanu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Corina Mararu  
Neil McGregor  
MCGREGOR & PARTNERS S.C.A.

Obie L. Moore  
SALANS

Simona Nanesu  
Manuela M. Nestor  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Theodor Catalin Nicolescu  
THEODOR NICOLESCU LAW  
OFFICE

Mihaela Popescu  
Andrei Savescu  
SAVESCU & ASSOCIATES

Christina Spyridon  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Theodor Stanescu  
Martin Stobbs  
Dan Stoica  
ROMPAK

Cristiana Stoica  
STOICA & ASOCIATII ATTORNEYS-  
AT-LAW

Stefano Stoppani  
Sorin Corneliu Stratula  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Simona Tartacuta  
Roxana Teodorovici  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Potyész Tiberu  
BITRANS LTD., MEMBER OF  
WORLD MEDIATRANS GROUP

Criton Tornaritis  
Catalin Tripon  
ATTORNEY-AT-LAW

Tatiana Urimescu  
NATIONAL UNION OF ROMANIAN  
NOTARIES

Andreea Vatui  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dumitru Viorel Manescu  
NATIONAL UNION OF ROMANIAN  
NOTARIES

Cristina Virtopeanu  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Gabriel Voinescu  
ZAMFIRESCU RACOI PREDOIU  
LAW PARTNERSHIP

Perry V. Zizzi  
SALANS

Gabriel Voinescu  
ZAMFIRESCU RACOI PREDOIU  
LAW PARTNERSHIP

Perry V. Zizzi  
SALANS

Gabriel Voinescu  
ZAMFIRESCU RACOI PREDOIU  
LAW PARTNERSHIP

Perry V. Zizzi  
SALANS

Gabriel Voinescu  
ZAMFIRESCU RACOI PREDOIU  
LAW PARTNERSHIP

Perry V. Zizzi  
SALANS

## ROYAUME-UNIS

ALLEN & OVERY

Gregory Campbell  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Richard Collier-Keywood  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Simon Cookson  
ASHURST

Kerry Coston  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Laura Cram  
ASHURST

David Crosthwaite  
DAVIS LANGDON

T.A.R. Curran  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Rupert Elderkin  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

EXPERIAN LTD.

Nick Francis  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Paul Samuel Gilbert  
FINERS STEPHENS INNOCENT

Helen Gorty  
SIMMONS AND SIMMONS

Neville Howlett  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sandro Knecht  
PANALPINA

Sarah Lawson  
DENTON WILDE SAPTE

Richard Lister  
LEWIS SILKIN SOLICITORS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Charles Mayo  
SIMMONS AND SIMMONS

John Meadows  
HM LAND REGISTRY, ENGLAND  
AND WALES

Jeremy Ray  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Paul Sillis  
COLLYER-BRISTOW

Michael Steiner  
DENTON WILDE SAPTE

John Whiting  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Amy Allen  
BOOZ ALLEN HAMILTON

Amy Allen  
BOOZ ALLEN HAMILTON

## RUSSIE

ALLEN & OVERY LEGAL SERVICES

Darya Angelo  
LAW FIRM ALRUD

Olga Anisimova  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Arsen Ayupov  
LAW FIRM ALRUD

Pavel Bakoulev  
DLA PIPER RUDNICK GRAY CARY

Denis A. Bazlov  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

BESEDIN AVAKOV TARASOV &  
PARTNERS

Julia Borozdna  
BAKER & MCKENZIE

Mikhail Buzuyuk  
TRANS-BUSINESS GROUP

Ilya Fedyaev  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Tatyana Fokina  
HERBERT SMITH CIS LLP

Olga Fonotova  
MACLEOD DIXON

Zulma George  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marlena Hurley  
TRANSUNION CRIF DECISION  
SOLUTION

Irina Im  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Denis Ivanov  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Konstantin Karpushin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Loulia Koroleva  
GIDE LOYRETTE NOUËL VOSTOK

David Lasfargue  
Stepan Lubavsky  
BAKER & MCKENZIE

Sergey Lubimov  
DLA PIPER RUDNICK GRAY CARY

Anton Malkov  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Dmitry I. Melnikov  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Victoria Mischenko  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Reena Ohri  
GIDE LOYRETTE NOUËL VOSTOK

Lev Orkin  
APL COMPANY

Evgeny Reyzman  
BAKER & MCKENZIE

Jason Sande  
MACLEOD DIXON

Scott Senecal  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Evgeny Sheenko  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Andrey Shpak  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Steven Snaith  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yulia Solomakhina  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Irina Strizhakova  
ANDREAS NEOCLEOUS & Co.,  
LEGAL CONSULTANTS

Diliara Taktashova  
CLEARY, GOTTlieb, STEEN &  
HAMILTON LLP

Victor Topadze  
GIDE LOYRETTE NOUËL VOSTOK

Elena Trubitsina  
CMS CAMERON MCKENNA

Andrey Zhdanov  
BAKER & MCKENZIE

Andrey Zhdanov  
BAKER & MCKENZIE

Andrey Zhdanov  
BAKER & MCKENZIE

Andrey Zhdanov  
BAKER & MCKENZIE

Andrey Zhdanov  
BAKER & MCKENZIE

## RWANDA

François Bikolimana  
CABINET AUGECO SARL

Patricia Hajabakiga  
MINISTÈRE DES TERRES,  
ENVIRONNEMENT, FORÊTS, EAU  
ET RESSOURCES NATURELLES

Busingye Johnston  
MINISTRY OF JUSTICE

Busingye Johnston  
MINISTRY OF JUSTICE

Annie Kairaba-Kyambadde  
RWANDA INITIATIVE FOR  
SUSTAINABLE DEVELOPMENT /  
LANDNET

Désiré Kamanzi  
KAMANZI, NTAGANIRA &  
ASSOCIATES

Angelique Kantengwa  
NATIONAL BANK OF RWANDA

Tharcisse Karugarama  
RWANDAN HIGH COURT

Isaie Mhayimana  
CABINET D'AVOCATS  
MHAYIMANA

Jean Marie Vianney  
Mugemana  
BARREAU DE KIGALI

Richard Mugisha  
TRUST LAW CHAMBERS

Eric Nsengimana  
WORLD FREIGHT SARL

Benjamin Ntaganira  
KAMANZI, NTAGANIRA &  
ASSOCIATES, CORPORATE  
LAWYERS

André Verbruggen  
CABINET D'ARCHITECTURE AVA

André Verbruggen  
CABINET D'ARCHITECTURE AVA

André Verbruggen  
CABINET D'ARCHITECTURE AVA

## SAINT-KITTS-ET-NEVIS

Nicholas Brisbane  
N. BRISBANE & ASSOCIATES

Jamaine Buchanan  
MINISTRY OF SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT

Camilla Cato  
WEBSTER DYTRUD MITCHELL

Idris Fidela Clarke  
FINANCIAL SERVICES  
DEPARTMENT

Neil Coates  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Patricia Dublin  
DUBLIN AND JOHNSON

Kamsha Graham  
WALWYNLAW BARRISTERS &  
SOLICITORS

Dahlia Joseph  
DANIEL BRANTLEY & ASSOCIATES

Pearletta Lanns  
HIGH COURT OF JUSTICE

Marcella Liburd  
BRYANT & LIBURD

L. Everette Martin  
EASTERN CARIBBEAN CENTRAL  
BANK, SECURITIES EXCHANGE

Jeffrey Nisbett  
JEFFREY & NISBETTS

Miselle O'Brian  
DUBLIN AND JOHNSON

R & T DESIGN-BUILD  
CONSULTANTS

Clifford Thomas  
DEPARTMENT OF LABOUR

Vernon S. Veira  
VEIRA, GRANT & ASSOCIATES

Charles Walwyn  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Leonora Walwynlaw  
WALWYNLAW BARRISTERS &  
SOLICITORS

## SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Anthony Atkinson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kay Bacchus-Browne  
KAY BACCHUS-BROWNE  
CHAMBERS

Theodore Browne  
ATTORNEY-AT-LAW

Ms. Campbell  
Agnes E. Cato  
CATO & CATO

Mira E. Commissiong  
EQUITY CHAMBERS

Rosann N.D. Cummings  
HUGHES & CUMMINGS, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Paula E. David  
SAUNDERS & HUGGINS,  
BARRISTERS AND SOLICITORS

DEPARTMENT OF LABOUR

Layne Errol  
ATTORNEY-AT-LAW

Sean Joachim  
CARIBTRANS

Ada Johnson  
ATTORNEY-AT-LAW

Moulton Mayers  
MOULTON MAYERS ARCHITECTS

Floyd A. Patterson  
PANNELL KERR FORSTER

Richard Peterkin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Charles Tibbits  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Arthur Williams  
Douglas L.A. Williams  
LAW FIRM OF PHILLIPS &  
WILLIAMS

Andrea Young-Lewis  
COMMERCE AND INTELLECTUAL  
PROPERTY OFFICE

## SAINTE LUCIE

Thaddeus M. Antoine  
FRANCIS & ANTOINE

Anthony Atkinson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mac Stephen Aubertin  
DEPARTMENT OF LABOUR  
RELATIONS

Candace Cadasse  
NICHOLAS JOHN & CO.

Mary Juliana Charles  
GORDON, GORDON & CO.

Willibald Charles  
KAPARRAN SHIPPING

Carol J. Gedeon  
CHANCERY CHAMBERS

Bradley Paul  
BRADLEY PAUL ASSOCIATES

Richard Peterkin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Trevor Philipe  
TREVOR PHILIPPE AGENCIES LTD.

Kim Camille St. Rose  
GORDON, GORDON & CO.

Charles Tibbits  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Leandra Gabrielle Verneuil  
GORDON, GORDON & CO.

Andie A. Wilkie  
GORDON, GORDON & CO.

## SALOMON (ÎLES)

James Apaniai  
JAMES APANIAI LAWYERS

Don Boykin  
PACIFIC ARCHITECTS

Atkin Fakaia  
MINISTRY OF COMMERCE  
INDUSTRIES AND EMPLOYMENT

Paul Griffiths  
RAMSI LAW & JUSTICE  
PROGRAM

Clay Kerswell  
CUSTOMS MODERNIZATION  
PROJECT

James McGovern  
RAMSI LAW & JUSTICE  
PROGRAM

Wayne Morris  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Haelo Pelu  
DEPUTY REGISTRAR GENERAL

Andrew Radclyff  
BARRISTER & SOLICITOR

Peter Rapasia  
SOLOMON ISLANDS CUSTOMS

Roselle R. Rosales  
PACIFIC ARCHITECTS

Gregory Joseph Sojnocki  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gerald Stenzil  
TRADCO SHIPPING

John Sullivan  
SOL - LAW

Gabriel Suri  
SURI'S LEGAL PRACTICE

Phillip Tagini  
MONASH UNIVERSITY

Julia Tijaja  
MINISTRY OF COMMERCE  
INDUSTRIES AND EMPLOYMENT

Billy Titulu  
PACIFIC LAWYERS

## SAMOA

Robert Barlow  
KRASE, ENARI & BARLOW

Denis Bracy  
LAND REGISTRATION ADVISER

Jerry Brunt  
BRUNT & KELI

Lawrie Burich  
L. BURICH, BUILDING  
CONTRACTORS

Murray Drake  
DRAKE & CO.

Ruby Drake  
DRAKE & CO.

Chris Grant  
LAND EQUITY INTERNATIONAL

George Latu  
LATU EY LAWYERS

Ming C. Leung Wai  
LEUNG WAI LAW FIRM

Leulua'iali'i Tasi Malifa  
SOGILAW

Kevin Nettle  
LAND EQUITY INTERNATIONAL

Arthur R. Penn  
LESA MA PENN

Maiava Peteru  
ATTORNEY-AT-LAW

Kim Ralston  
LATU EY LAWYERS

Sala Theodore S. Toalepai  
SAMOA SHIPPING SERVICE  
LIMITED

Raymond Schuster  
OFFICE OF THE ATTORNEY  
GENERAL

Keilani Soloi  
SOLOI SURVEY SERVICES

Grace Stowers  
STEVENSONS LAWYERS

Tolefaoa Toailoa  
TOAIOA R.S.

Semi Leung Wai  
SEMI LEUNG WAI LAW FIRM

## SÃO TOMÉ AND PRINCEPE

André Aureliano Aragão  
ADVOGADO

Fernando Barros  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pedro Calixto  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Edmar Carvalho  
MIRANDA, CORREIA,  
AMENDOIRA & ASSOCIADOS

Mr. Cavaco  
IRMÃOS CAVACO CONSTRUÇÕES  
SANTOMENSES S.A.

Mr. Ceciliano  
DIREÇÃO DE REGISTROS E  
NOTARIADOS

Frederico da Glória  
Pascoal Daio  
ADVOGADO & CONSULTOR

Celicia de Deus Lima  
J. PALMS ADVOGADOS

Acácio Elba Bonfim  
Ms. Elisangela  
DIREÇÃO DE COMÉRCIO

Agostinho Q.S.A. Fernandes  
DIRECTORATE OF TAXES

Julian Ince  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Maria do Céu Silveira  
DIREÇÃO DOS SERVIÇOS  
GEOGRÁFICOS E CADASTRAIS

Carlos Stock  
DIREÇÃO DE REGISTROS E  
NOTARIADOS

Kiluanje Tiny  
JURISTEP

Mr. Valeriano  
DIREÇÃO DE REGISTROS E  
NOTARIADOS

## SÉNÉGAL

Cyrille Adandedjan  
A.G.T. AGROTECHNIC

Cosme Ahouansou  
Mochtari Alidou  
Constantin Azon  
Ameth Ba  
CABINET BA & TANDIAN

Clifton Best  
Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Magatte Dabo  
TRANSFRET DAKAR

Gnagna Dienna  
Vignon Dieudonne  
Rita Fall  
AGENCE CHARGÉE DE  
LA PROMOTION DE  
L'INVESTISSEMENT ET DES  
GRANDS TRAVAUX

Oumy Gaye  
CENTRE DE FORMALITES DES  
ENTREPRISES

Sandy Gillio  
Hycinthe César Gomis  
TRIBUNAL REGIONAL DE DAKAR

Bernard Gourlaouen  
Mame Adama Gueye  
SCP MAME ADAMA GUEYE &  
ASSOCIES

Denis Hazoume  
Khaled Houda  
CABINET KANJO KOITA

Oumy Kalsoum Gaye  
Sidy Abdallah Kanouté  
ETUDE ME IDY KANOUTÉ

Charles Ki-Zerbo  
BCEAO

Jean-Luc Labonte  
Mamadou Mbaye  
SCP MAME ADAMA GUEYE &  
ASSOCIES

Ibrahima Mbodj  
ETUDE MEIBRAHIMA MBODJ

Ndjaye Mbodj  
ETUDE MEIBRAHIMA MBODJ

Moustapha N'Doye  
ATTORNEY-AT-LAW

Papa Ndiaye  
COUR D'APPEL DE DAKAR

Ndéné Ndiaye  
GUEDEL NDIAYE & ASSOCIES

Birane Niang  
Saliou Niang  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nadaud Philippe  
Michelle Renous  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE  
AU SÉNÉGAL

Patrick Saizonou  
Pap Oumar Sakho  
ATTORNEY-AT-LAW

Amadou C. Sall  
AGENCE CHARGÉE DE  
LA PROMOTION DE  
L'INVESTISSEMENT ET DES  
GRANDS TRAVAUX

Daniel Sedar Senghor  
ETUDE DE ME SEDAR SENHOR

Mor Talla Tandian  
ETUDE BA & TANDIAN

Jean Paul Thibault  
TRIBUNAL RÉGIONAL HORS  
CLASSE DE DAKAR

Olivier Wybo  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## SERBIE

Mike Ahern  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Irina Astrakhan  
WORLD BANK

Rade Backovic  
ASSOCIATION OF SERBIAN BANKS

Bojana Bregovic  
WOLF THEISS

Nataa V. Cvetianin  
LAW OFFICES JANKOVI, POPOVI  
& MITI

Jelena Djokic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Horst Ebhardt  
WOLF THEISS

Jelena S. Gazidova  
LAW OFFICES JANKOVI, POPOVI  
& MITI

Oliver Haussmann  
MORAVCEVIC, VOJNOVIC &  
ZDRAVKOVIC O.A.D. U SARADNJI  
SA SCHOENHER

Jovana Ilic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Scott Jacobs  
Nikola M. Jankovi  
LAW OFFICES JANKOVI, POPOVI  
& MITI

Nikola Jekic  
HAYHURST ROBINSON LAW  
OFFICES

Tom Jersild  
INDEPENDENT CONSULTANT

Dubravka Kosic  
STUDIO LEGALE SUTTI

Vidak Kovacevic  
WOLF THEISS

Miladin Maglov  
Andreja Marusic  
NATIONAL BANK OF SERBIA AND  
MONTENEGRO

Katarina Nedeljkovic  
KATARINA NEDELJKOVIC LAW  
OFFICE

Dimitrij Nikolic  
CARGO TEAM

Milan Parivodic  
Maja Piscevic  
Srdja M. Popovic  
LAW OFFICES POPOVIC, POPOVIC,  
SAMARDZIJA & POPOVIC

Oliver Radosavljevic  
Milan Samardzic  
ATTORNEY-AT-LAW

Petar Stojanovic  
JOKSOVIC, STOJANOVIC &  
PARTNERS

Lidija Tomasovic  
LAW OFFICES POPOVIC, POPOVIC,  
SAMARDZIJA & POPOVIC

Snezana Tosic  
Mirko Vasiljevic  
Nikoleta Vucenovic  
Relja Zdravkovic  
MORAVCEVIC, VOJNOVIC &  
ZDRAVKOVIC O.A.D. U SARADNJI  
SA SCHOENHER

Milos Zivkovic  
ZIVKOVIC & SAMARDZIC LAW  
OFFICE

## SEYCHELLES

Gerry Adam  
MAHE SHIPPING

Hughes N. Adam  
LAND MARINE LTD.

Benneth Alphonse  
EMPLOYMENT DEPARTMENT

Jules G. Baker  
SEYCHELLES PORTS AUTHORITY

France Gonzalves Bonte  
BARRISTER & ATTORNEY-AT-LAW,  
NOTARY PUBLIC

Philippe Boule  
INTERSHORE CONSULT PTY. LTD.

Francis Chang-Sam  
LAW CHAMBERS OF FRANCIS  
CHANG-SAM

Andre D. Ciseau  
SEYCHELLES PORTS AUTHORITY

Alex Ellenberger  
LOCUS ARCHITECTURE PTY. LTD.

Samia Govinden  
REGISTRATION DIVISION

Daniel Houareau  
SEYCHELLES PORTS AUTHORITY

Shelton M. Jolicoeur  
INTERNATIONAL LAW &  
CORPORATE SERVICES PTY. LTD.

Pesi Pardiwalla  
TWOMEY LABLACHE PARDIWALLA

Bernard L. Pool  
POOL & PATEL

Serge Rouillon  
AARTI CHAMBERS

Kieran B. Shah  
BARRISTER-AT-LAW AND  
ATTORNEY-AT-LAW

Nicole Tirant-Gherardi  
SEYCHELLES CHAMBER OF  
COMMERCE & INDUSTRY

Robert Victor  
MINISTRY OF LAND USE AND  
HABITAT

## SIERRA LEONE

Shaira Adamali  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Henry Akin Macauley  
Mohamed Bangura  
ROBERTS AND PARTNERS

Denis Cordel  
BOLLORÉ DTI - SDV

Mariama Dumbuya  
RENNER THOMAS & CO.

Charles Egan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Marcel Gariador  
BOLLORÉ DTI - SDV

Jamesina King  
BASMA & MACAULAY

George Kwatia  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Centus Macauley  
ROBERTS AND PARTNERS

Emmanuel Roberts  
ROBERTS AND PARTNERS

Susan Sisty  
BASMA & MACAULAY

SIERRA LEONE COMMERCIAL  
BANK

Darcy White  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Amy Wright  
WRIGHT & CO., BARRISTERS &  
SOLICITORS

Rowland S.V. Wright  
WRIGHT & CO., BARRISTERS &  
SOLICITORS

## SINGAPOUR

Kala Anandarajah  
RAJAH & TANN

Sam Bonifant  
CLIFFORD CHANCE WONG PTE.  
LTD.

Jennifer Chia  
TSMP LAW CORPORATION

Paula Eastwood  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Chi Duan Gooi  
DONALDSON & BURKINSHAW,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Deepak Kaul  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nanda Kumar  
CLIFFORD CHANCE WONG PTE.  
LTD.

Joseph Lai  
JTC CORPORATION

Aloysius Leng  
ABRAHAMLOW

Audrey Su Yin Ng  
KELVIN CHIA PARTNERSHIP

Beng Hong Ong  
WONG TAN & MOLLY LIM LLC

See Tiat Quek  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mark Rowley  
CREDIT BUREAU SINGAPORE

Cynthia Tan  
WONG TAN & MOLLY LIM LLC

Siu Ing Teng  
SINGAPORE LAND AUTHORITY

David Shih Yee Teo  
DONALDSON & BURKINSHAW,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Shen Yi Thio  
TSMP LAW CORPORATION

Han Li Toh  
THE SUBORDINATE COURTS OF  
SINGAPORE

## SLOVAQUIE

ALLEN & OVERY BRATISLAVA  
S.R.O.

Radmila Benkova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Margareta Boskova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Todd Bradshaw  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jana Brezinova  
DEDÁK & PARTNERS, S.R.O.

Katarina echová  
ECHOVÁ RAKOVSK, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Ondej Duek  
PETERKA & PARTNERS

Dana Ferencikova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Zuzana Gaalova  
ECHOVÁ RAKOVSK, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Georgina Galova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Viera Gregorova  
PETERKA & PARTNERS

Martin Javorcek  
CMS CARNOGURSK

Tomáš Kamenec  
DEDÁK & PARTNERS, S.R.O.

Jan Korecky  
CMS CARNOGURSK

Michal Luknar  
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY

Tomáš Mareta  
ECHOVÁ RAKOVSK, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Jana Moravcikova  
ECHOVÁ RAKOVSK, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Lenka Okaiková  
PETERKA & PARTNERS

PANALPINA WELTTRANSPORT  
GMBH

Kristina Rúsková  
PETERKA & PARTNERS

Michaela petková  
GEODESY, CARTOGRAPHY AND  
CADASTRE AUTHORITY

Roman Turok-Hetes  
NATIONAL BANK OF SLOVAKIA

Zuzana Valerova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Clare Vernon  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Zuzana Wallova  
NATIONAL BANK OF SLOVAKIA

WOLF THEISS

Dagmar Zukalova  
LINKLATERS S.R.O.

## SLOVÉNIE

Crtomir Borec  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Natasa Bozovic  
BANK OF SLOVENIA

Erika Braniselj  
NOTARKA

Zarja Cibej  
SCHOENHERR CONSULTING D.O.O.

Nada Drobnic  
DELOITTE & TOUCHE TOHMATSU

Mrs. Fajdiga  
Sreo Jadek  
LAW OFFICE JADEK & PENZA

Aleksandra Jemc  
LAW OFFICE JADEK & PENZA

Janos Kelemen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lucijan Klemencic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Barbara Kozaric  
DELOITTE & TOUCHE TOHMATSU

Bozena Lipej  
Danilo Marinovic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Iain McGuire  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mitja Novak  
MITJA JELENIC NOVAK

Janja Ovsenik  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ura Penca  
LAW OFFICE JADEK & PENZA

Pavle Pensa  
LAW OFFICE JADEK & PENZA

Natasa Pipan Nahtigal  
ELIH, ELIH, JANEZIC & JARKOVIC

Mr. Ravnihar  
Simon Seibert  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Renata Terbenc  
LAW OFFICE JADEK & PENZA

Renata Terbenc Trus  
LAW OFFICE JADEK & PENZA

Saa Strahini  
COLJA, ROJS & PARTNERJI LAW  
FIRM

Matthias Wahl  
SCHOENHERR RECHTSANWALTE

Ms. Zibrik  
Mateja Zorko

## SRI LANKA

Ayomi Aluwihare-  
Gunawardene  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER OF  
LEX MUNDI

N.P.H. Amarasena  
CREDIT INFORMATION BUREAU

Sharmela de Silva  
TIRUCHELVAM ASSOCIATES

Savantha De Saram  
D.L. & F. DE SARAM

Amila Fernando  
JULIUS & CREASY

Chandrahani Gamage  
SUDATH PERERA ASSOCIATES

Anandhiy Gunawardhana  
JULIUS & CREASY

Mahes Jayadevan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ramani Muttettuwagama  
TICHURELVAM ASSOCIATES

Asiri Perera  
MIT CARGO LTD.

Rujaratnam Senathi Rajah  
JULIUS & CREASY

J.H.P. Ratnayeke  
PAUL RATNAYEKE ASSOCIATES

Diluka Rodrigo  
Daya Weeraratne  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

John Wilson Jr.  
JOHN WILSON PARTNERS

**SOUDAN**

Khalid Mohamed Abdalla  
HIGH COURT, AND MEMBER OF  
SPLM

Abdullah Abozaid  
LAW OFFICE OF ABDULLAH A.  
ABOZAI

Malik Aggar Ayar  
Al Fadel Ahmed Al Mahdi  
AL MAHDI LAW OFFICE

Khalda Ali  
ATTORNEY-AT-LAW

Hyder Altom  
ATTORNEY-AT-LAW

Omer Abdel Ati  
OMER ABDEL ATI LAW FIRM

Nahed Atif Ismail  
COMMERCIAL COURT

Saite M. El Hag  
El Tagini O. El Karib  
ATTORNEY-AT-LAW

Ashraf A.H. El Neil  
MAHMOUD ELSHEIKH OMER &  
ASSOCIATES

Tariq Mahmoud Elsheikh  
Omer  
MAHMOUD ELSHEIKH OMER &  
ASSOCIATES

Osman Yousif Ibrahim  
RASHMIEL FOR DEVELOPMENT &  
CONSTRUCTION LTD.

Samia Karamalla  
Tariq Kisha  
MAHIDUN CONTRACTING CO.

Emad Hassan Musnad  
LEGAL CONSULTANT

Mohamed Osman  
Osman Mekki Osman  
HOUSE OF LEGAL CONSULTANCIES  
& SERVICES LTD.

Manal Osman Ali  
ATTORNEY-AT-LAW

Murtada Shawki  
ATTORNEY-AT-LAW

Abdel Gadir Warsama Ghalib  
DR. ABDEL GADIR WARSAMA  
GHALIB & ASSOCIATES LEGAL  
FIRM

Tag Eldin Yamani Sadig  
MONTAG TRADING &  
ENGINEERING CO. LTD.

## SUÈDE

Mats Berter  
MAGNUSSON WAHLIN QVIST  
STANBROOK ADVOKAT

Pernilla Carring  
ADVOKATFIRMAN LINDAHL

Henric Diefke  
Roger Gavelin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Magnus Graner  
ADVOKATFIRMAN LINDAHL

Olof Hallberg  
ADVOKATFIRMAN LINDAHL

Lars Hartzell  
ELMZELL ADVOKATBYRÅ HB,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Bengt Kjellson  
LANTMÄTERIET

Jesper Kuschel  
Susanne Öhbm  
HÖKERBERG & SÖDERQVIST  
ADVOKATBYRÅ KB

Karl-Arne Olsson  
GÄRDE WESSLAU

Mattias Örnulf  
HÖKERBERG & SÖDERQVIST  
ADVOKATBYRÅ KB

Martin Pagrotsky  
VINGE KB ADVOKATFIRMAN,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Christa Persson  
PANALPINA SWEDEN AB

Jesper Schönbeck  
VINGE KB ADVOKATFIRMAN,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Stefan Sjöblom  
PANALPINA SWEDEN AB  
Hedda Stiernstedt  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Robert Wikholm  
VINGE KB ADVOKATFIRMAN,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Camilla Wikland  
MAGNUSSON WAHLIN QVIST  
STANBROOK ADVOKAT

## SUISSE

Peter R. Altenburger  
ALTENBURGER & PARTNERS

Beat M. Barthold  
FRORIEP RENGGLI

Beat Büchler  
SBI GRUPPE DER  
SCHWEIZERISCHEN  
BAUINDUSTRIE

Bernhard G. Burkard  
NOTARIAT BERNHARD BURKARD

Philippe de Salis  
BOREL & BARBEY

Fiona Deucher  
ALTENBURGER & PARTNERS

Suzanne Eckert  
WENGER PLATTNER

Erwin Griesshammer  
VISCHER ATTORNEYS-AT-LAW

Rainer Hepberger  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Hans R. Hintermeister  
ZEK SWITZERLAND

Urs Klöti  
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Michael Kramer  
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Thomas Leppert  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Wassilos Lytras  
MAERSK LOGISTICS LTD.

Michel Merlotti  
CONSEILLER PERMANENT DE  
L'UINL

Pierre Natural  
NOTAIRE

Martin Oesch  
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Christoph Rechsteiner  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Katja Roppelt  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Guy-Philippe Rubeli  
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Christian Schilly  
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Martina Schmid  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Daniel Schmitz  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Daniel Steudler  
SWISS FEDERAL DIRECTORATE OF  
CADASTRAL SURVEYING

Barbara Stöckli-Klaus  
FRORIEP RENGGLI

Jacques Tissot  
REGISTRE FONCIER

Andrin Waldburger  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Marcel Zehnder  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Urs Zenger  
HANDELSREGISTERAMT KANTON  
ZÜRICH

## SURINAME

Jim D. Bousaid  
HAKRINBANK NV

Anoeschka Debipersad  
A.E. DEBIPERSAD & ASSOCIATES

Consuelo-Andrea Denz  
TJONG A. HUNG  
BELASTINGADVISEURS

Angèle J. Karg  
BDO ABRAHAMSRAIJMANN &  
PARTNERS

Johan Kastelein  
KDV ARCHITECTS

R.J.S. Kensenhuis  
NBM GROEP

Femke Loning  
JOS STEEMAN SHIPPING NV

Stanley Marica  
LAWFIRM MARICA

Anouschka Nabibaks  
BDO ABRAHAMSRAIJMANN &  
PARTNERS

R.M.F. Oemar  
ADVOVATENKANTOOR OEMAR

Nannan Panday  
NANNAN PANDAY LAWYERS

Rita Ramdat  
CHAMBER OF COMMERCE &  
INDUSTRY

E.M. Ranchor  
HIGH COURT OF JUSTICE OF  
SURINAME

Roy Shyamnarain  
TJONG A HUNG  
BELASTINGADVISEURS

R.A. Soerdjbalie  
NOTARIS

M.M. Tjon a Ten  
HAKRINBANK NV

John van Alen  
VABI N.V.

P. Wolfran  
BROKAD

## SWAZILAND

Rosslyn Carrington  
ERNST & YOUNG

Judith Marie Currie  
CURRIE & SIBANDZE

Veli Dlamini  
Vincent Galeromeloe

E.J. Henwood  
CLOETE CORPORATE

Phumlile Tina Khoza  
ROBINSON BERTRAM

Paul Lewis  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Andrew Linsey  
PRICewaterHOUSECOOPERS

C.J. Littler  
C.J. LITTLER & CO.

Phiwa Mabuza  
MENDIP INVESTMENTS

Service Magagula  
Mangaliso Magagula  
MAGAGULA & HLOPHE

Nledi Makhubu  
TRANSUnion ITC

Theo Mason  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Mandisa Matsebula  
KEMP THOMSON INC.

Mr. Mnisi  
SHARP FREIGHT SWD PTY. LTD.

Jerome Ndzimandze  
SPEED LIMIT CONSTRUCTION

Knox Nxumalo  
ROBINSON BERTRAM

José Rodrigues  
RODRIGUES & ASSOCIATES

P.M. Shilubane  
P.M. SHILUBANE & ASSOCIATES

Pieter Smoor  
BUILDING DESIGN GROUP

Caroline Sullivan  
KPMG

Thomo Themba  
ASYMPTOTES ARCHITECTS

UC AB

Magreit van der Walt  
ATTORNEY-AT-LAW

Bradford Mark Walker  
BRADWALKER ARCHITECTS

## SYRIE

Mouazza Al Ashhab  
AUDITING CONSULTING  
ACCOUNTING CENTER

Kanaan Al-Ahmar  
AL-AHMAR & PARTNERS,  
ATTORNEYS AND LEGAL  
ADVISORS

Bisher Al-Houssami  
AL-ISRAA INT'L FREIGHT  
FORWARDER

Hani Bitar  
SYRIAN ARAB CONSULTANTS LAW  
OFFICE

Riad Daoudi  
SYRIAN ARAB CONSULTANTS LAW  
OFFICE

Antoun Joubran  
SYRIAN ARAB CONSULTANTS LAW  
OFFICE

Fady Kardous  
KARDOUS LAW OFFICE

Mazen Khaddour  
LAW OFFICE OF M. KHADDOUR

Moussa Mitry  
DAMASCUS UNIVERSITY / LOUKA  
& MITRY LAW OFFICE

Gabriel Oussi  
SYRIAN ARAB CONSULTANTS LAW  
OFFICE

Housam Safadi  
SAFADI BUREAU

## TADJIKISTAN

Bakhtiyor Abdulhamidov  
AKHMEDOV, AZIZOV &  
ABDULHAMIDOV, ATTORNEYS

Shavkat Akhmedov  
AKHMEDOV, AZIZOV &  
ABDULHAMIDOV, ATTORNEYS

Hassan Aliev  
IFC / MIGA PROJECT

Hassan Aliev  
IFC / MIGA PROJECT

Courtney Fowler  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Katherine Garkavets  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Bob Jurik  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Elena Kaeva  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Abdulkhamid Muminov  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Natalya Revenko  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Manizha Sharifova  
ATTORNEY-AT-LAW

Matthew Tallarovic  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Aliya Utegaliyeva  
PRICewaterHOUSECOOPERS

## TAIWAN, CHINE

Don Bennett  
YANGMING PARTNERS

Victor Chang  
LCS & PARTNERS

John Chen  
FORMOSA TRANSNATIONAL,  
ATTORNEYS-AT-LAW

Edgar Y. Chen  
TSAR & TSAI LAW FIRM, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Hui-ling Chen  
WINKLER PARTNERS

Jenny Chen  
WINKLER PARTNERS

Chun-Yih Cheng  
FORMOSA TRANSNATIONAL,  
ATTORNEYS-AT-LAW

Julie Chu  
JONES DAY

Serina Chung  
JONES DAY

Yuling Hsu  
FORMOSA TRANSNATIONAL,  
ATTORNEYS-AT-LAW

Margaret Huang  
LCS & PARTNERS

Zue Min Hwang  
ASIA WORLD ENGINEERING &  
CONSTRUCTION CO.

James J.M. Hwang  
TSAR & TSAI LAW FIRM, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Charles Hwang  
YANGMING PARTNERS

Wen-Horng Kao  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Wayne Lee  
YANGMING PARTNERS

Jeffrey Lin  
JOINT CREDIT INFORMATION  
CENTER

Rich Lin  
LCS & PARTNERS

Shing-Ping Liu  
PRICewaterHOUSECOOPERS

J.F. Pun  
CHEN, SHYUU & PUN

Megan Shao  
WINKLER PARTNERS

C.F. Tsai  
DEEP & FAR, ATTORNEYS-AT-  
LAW

Andrew Yeh  
PANALPINA TAIPEI

## TANZANIE

Johnson Jasson  
JOHNSON JASSON & ASSOCIATES,  
ADVOCATES

Leopold Thomas Kalunga  
KALUNGA & Co. ADVOCATES

Wilbert Kapinga  
MKONO & Co. LAW FIRM

Nimrod Mkono  
MKONO & Co. LAW FIRM

Albert Msangi  
COMMISSIONER OF LANDS

Alex Nguluma  
REX ATTORNEYS

Conrad Nyukuri  
PRICewaterHOUSECOOPERS

RINGO & ASSOCIATES

Charles R.B. Rwechungura  
MAAJAR, RWECHUNGURA,  
NGULUMA & MAKANI

Rishit Shah  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Mohamed H. Sumar  
SUMAR VARMA ASSOCIATES

David Tarimo  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Krista van Winkelhof  
FK LAW CHAMBERS

## TCHAD

Nathé Amady  
AVOCAT

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Thomas Dingamgoto  
CABINET THOMAS DINGAMGOTO

Nadjita Francis Ngarhodjim  
Mr. Froud  
FGP

Johann Hopf  
STAT CTBL AGENT

Matthias Hubert  
FIDAFRICA /  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Gerard Leclaire  
INGÉNIERIE & ARCHITECTURE

Bechir Madet  
OFFICE NOTARIAL

Naramadji Mekonné  
CLERC D'HUISSIER DE JUSTICE

Nadjita Francis Ngarhodjim  
ATTORNEY-AT-LAW

Nicolas Ronzié  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sobdibé Zoua  
LAW FIRM SCPP

## THAILANDE

ALLEN & OVERY Co., LTD.

Chalee Chantanayingyong  
SECURITIES AND EXCHANGE  
COMMISSION

Chinnavat Chinsangaram  
WHITE & CASE

John Fotiadis  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Niwat Kanjanapumin  
NATIONAL CREDIT BUREAU Co.  
LTD.

Suwat Kerdphon  
BANGKOK METROPOLITAN LAND  
OFFICE

Samma Kitsin  
NATIONAL CREDIT BUREAU Co.  
LTD.

William Lehane  
SIAM PREMIER INTERNATIONAL  
LAW OFFICE LTD.

Narong Leungbootnak  
KHON KAEN UNIVERSITY

Sakchai Limsiripothong  
WHITE & CASE

Nipa Pakdeechanuan  
DEJ-UDOM & ASSOCIATES

PANALPINA WORLD TRANSPORT  
LTD.

Jane Puranananda  
DEJ-UDOM & ASSOCIATES

Wanna Rakyao  
THAILAND LAND TITLING  
PROJECT OFFICE

Michael Ramirez  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Piyanuj Ratprasatporn  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Dussadee Rattanopas  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Thavorn Rujivanarom  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sawat Sangkavisit  
SIAM PREMIER INTERNATIONAL  
LAW OFFICE LTD.

Suttipong Srisaard  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Harold K. Vickery Jr.  
VICKERY & WORACHAI LTD.

Pimvimol Vipamaneerut  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

## TIMOR-LESTE

Zacarias Albano da Costa  
USAID / DAI

Jose Pedro Camoes  
TIMOR-LESTE LEGAL AID LBH-TL

Rui Castro  
PRIVATE INVESTOR

Candido da Conceição  
ECONOMIC GROWTH PROGRAM  
CONSULTORIA DE LEI

Georgina de Mello  
PIU - SEP

Vital dos Santos  
VSP - VITAL DOS SANTOS &  
PARTNERS

Hau Kium Foo  
CHINESE BUSINESS ASSOCIATION

Rui Gomes  
UNDP

Eusebio Guterres  
LAIFET CONSULTANT AND  
ADVOCACY

Americo Laia  
TIMOR TELECOM, SA

Eric Mancini  
SDV LOGISTICS

Francisco Soares  
SERVICO DO IMPOSTO DE TIMOR-  
LESTE

Pedro Sousa  
MINISTRY OF JUSTICE

Stephen Vance  
USAID

## TOGO

Jean-Marie Adenka  
CABINET ADENKA

Martial Akakpo  
SCP MARTIAL AKAKPO, SOCIÉTÉ  
D'AVOCATS

Adzewoda Ametsiagbe  
DIRECTION GÉNÉRALE DE  
L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Coffi Alexis Aqueruburu  
CABINET ME A.C. AQUERUBURU

Jacques Chareyre  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Denis Cordel  
BOLLORÉ DTI - SDV

Charles Ki-Zerbo  
BCEAO

John Kokou  
CABINET D'AVOCATS KOKOU

Edouard Messou  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adjémida Douato Soededjede  
SAFEEO

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fousseni Traore  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Claude Wognin  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## TONGA

Inoke Afu  
DATELINE SHIPPING & TRAVEL  
LTD.

William Edwards  
TONGASAT

Tomasi Fakahua  
SIONE TOMASI NAITE FAKAHUA  
LAW OFFICE

David Garrett  
GARRETT & ASSOCIATES

Penisimani L. Latu  
INTELLECTUAL PROPERTY AND  
COMPANY REGISTRAR

Lee Miller  
WASTE MANAGEMENT LTD.

Laki M. Niu  
LAKI NIU OFFICES

Teimumu Tapueluelu-Schock  
WESTPAC BANK OF TONGA

Lesina Tonga  
LESINA TONGA LAW FIRM

Petunia Tupou  
FUNGATEIKI LAW OFFICE

Mele Tupou  
ATTORNEY-AT-LAW

Diana Warner  
SKIP'S CUSTOM JOINERY LTD.

## TRINITÉ-ET-TOBAGO

Rehana Ali  
EMPLOYERS' CONSULTATIVE  
ASSOCIATION

Tara Mary Allum  
FITZWILLIAM STONE FURNESS-  
SMITH & MORGAN

Rolph Balgobin  
THE UNIVERSITY OF WEST INDIES

Angelique Bart  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Steve Beckles  
R.D. RAMPERSAD & Co.

Linda M. Besson  
EMPLOYERS' CONSULTATIVE  
ASSOCIATION

Cecil Camacho  
LEX CARIBBEAN

Lisa Chamely-Aqui  
AMERICAN CHAMBER OF  
COMMERCE OF TRINIDAD &  
TOBAGO

Colvin Chen  
GILLESPIE & STEEL LTD.

Stephanie Daly  
Luis Dini  
HSMDDT LTD.

Nicole Ferreira-Aaron  
M. HAMEL-SMITH & Co.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Philip Hamel-Smith  
M. HAMEL-SMITH & Co.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Marlon Holder  
FIRST CITIZENS BANK

Peter Inglefield  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vishma Jaisingh  
FITZWILLIAM STONE FURNESS-  
SMITH & MORGAN

Nadia Sharon Kangeloo  
FITZWILLIAM STONE FURNESS-  
SMITH & MORGAN

Helen Llanos  
INFOLINK SERVICES LTD.

Ramesh Lutchman  
TRANSUNION

Resha Mahabir  
MINISTRY OF TRADE & INDUSTRY

Kurt Andrew Anthony Miller  
FITZWILLIAM STONE FURNESS-  
SMITH & MORGAN

Celeste Mohammed  
M. HAMEL-SMITH & Co.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Alvaro Montenegro  
HSMDDT LTD.

Yolanda Morales  
HSMDDT LTD.

Jon Paul Mouttet  
FITZWILLIAM STONE FURNESS-  
SMITH & MORGAN

Grégory Pantin  
M. HAMEL-SMITH & Co.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Ronald Patience  
CARGO CONSOLIDATORS AGENCY  
LTD.

Natalie Paul-Harry  
MINISTRY OF TRADE & INDUSTRY

Jacqueline Quamina  
REPUBLIC BANK LTD.

Hollick Rajkumar  
Mark Ramkerrysingh  
FITZWILLIAM STONE FURNESS-  
SMITH & MORGAN

Ronald Ramkissoon  
REPUBLIC BANK LTD.

Ramdath Dave Rampersad  
R.D. RAMPERSAD & Co.  
RBTT BANK LTD.

Myrna Robinson-Walters  
M. HAMEL-SMITH & Co.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Bryan Rooplal  
EMPLOYERS' CONSULTATIVE  
ASSOCIATION

Helen Ross  
M. HAMEL-SMITH & Co.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Stephen A. Singh  
LEX CARRIBBEAN

Jonathan Walker  
M. HAMEL-SMITH & Co.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Allyson West  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Phillip Xavier  
CARGO CONSOLIDATORS AGENCY  
LTD.

## TUNISIE

Mohamed Moncef Barouni  
AVOCATS CONSEILS REUNIS

Elyès Ben Mansour  
GAJJI AND BEN MANSOUR

Kamel Ben Salah  
GIDE LOYRETTE NOUËL

Abdelfatah Benahji  
FERCHIOU & ASSOCIATES  
MEZIOU KNANI

Faiza Feki  
CENTRAL BANK OF TUNISIA

Abderrahmen Fendri  
CONSEIL AUDIT FORMATION  
CAF SARL

Amel Ferchichi  
GIDE LOYRETTE NOUËL

Noureddine Ferchiou  
FERCHIOU & ASSOCIATES  
MEZIOU KNANI

Marie Louise Gam  
CONSEIL AUDIT FORMATION  
CAF SARL

Olfa Jaziri  
CONSEIL AUDIT FORMATION  
CAF SARL

Sami Kallel  
KALLEL & ASSOCIATES

Amina Larbi  
GIDE LOYRETTE NOUËL

Mabrouk Maalaoui  
CONSEIL AUDIT FORMATION  
CAF SARL

Radhi Meddeb  
COMETE ENGINEERING

Faouzi Mili  
MILI AND ASSOCIATES

Sakoudi Ridha  
A.T.I.S.

Imed Tanazefiti  
GIDE LOYRETTE NOUËL

## TURQUIE

Inanc Akalin  
PAKSOY & Co.

Müjdem Aksoy  
LAW OFFICES OF M. FADLULLAH  
CERRAHOGLU

Ekin Altintas  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Koray Altunordu  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Elvan Aziz  
PAKSOY & Co.

M. Fadlullah Cerrahoglu  
Devrim Çukur  
ÇUKUR & YILMAZ

Rüçhan Derici  
3E DANIŞMANLIK LTD. TI.

Kazim Derman  
KREDİ KAYIT BUREAU

Dilara Duman  
SARIBRAHIMOGLU LAW OFFICE

Sezin Gruner  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Onur Gülsaran  
LAW OFFICES OF M. FADLULLAH  
CERRAHOGLU

Rufat Gunay  
CENTRAL BANK OF THE  
REPUBLIC OF TURKEY

Hande Hamevi  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Ceren Kartari  
CAKMAK ORTAK AVUKAT BUROSU

Sukran Kizilot  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Sezin Okkan  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Sebnem Onder  
CAKMAK ORTAK AVUKAT BUROSU

Fethi Pekin  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Umut Postlu  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Faruk Sabuncu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bilge Saltan  
MEHMET GÜN & CO.

Y. Selim Sariibrahimoglu  
SARIIBRAHIMOGLU LAW OFFICE

Elif Tezcan  
PEKIN & BAYAR LAW FIRM

H. Barz Yalçın  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Aysegül Yalçınmani  
LAW OFFICES OF M. FADLULLAH  
CERRAHOGLU

Orhan Yavuz Maviolu  
ALKAN DENİZ MAVIOLU DILMEN  
LAW OFFICE

Serap Zuvın  
SERAP ZUVIN LAW OFFICES

## UKRAINE

Andrey Astopov  
ASTAPOV LAWYERS  
INTERNATIONAL LAW GROUP

Ron J. Barden  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Svetlana Bilyk  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Natalia Dotsenko-Belous  
KONNOV & SOZANOVSKY

Jorge Intriago  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Igor Ishchenko  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yevgeniy Karpov  
ASTAPOV LAWYERS  
INTERNATIONAL LAW GROUP

Sergei Konnov  
KONNOV & SOZANOVSKY

Tatyana Kuzmenko  
ASTAPOV LAWYERS  
INTERNATIONAL LAW GROUP

Maria Livinska  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ilona Melnichuk  
KONNOV & SOZANOVSKY

Victor Nevmerzhtsky  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sergiy Onishchenko  
CHADBOURNE AND PARKE

Oleksandr Padalka  
SHEVCHENKO DIDKOVSIIY &  
PARTNERS

Alexey Pokotylo  
KONNOV & SOZANOVSKY

Savva P. Poliakov  
GRISCHENKO & PARTNERS

Anna Putintseva  
CHADBOURNE AND PARKE

Oleg Shevchuk  
PROXEN & PARTNERS

Markian Silecky  
THE SILECKY FIRM

Igor Svetchkar  
SHEVCHENKO DIDKOVSIIY &  
PARTNERS

Alexey Yanov  
LAW FIRM IP & C. CONSULT

## URUGUAY

César I. Aroztegui  
AROTEGUI & ASOCIADOS /  
BRONS & SALAS

Luis Baccino  
AROTEGUI & ASOCIADOS /  
BRONS & SALAS

Ady Beitler  
ESTUDIO BERGSTEIN

Jonás Bergstein  
ESTUDIO BERGSTEIN

Corina Bove  
GUYER & REGULES, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Carlos Brandes  
GUYER & REGULES, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Juan Pablo Croce Urbina  
UNION INTERNACIONAL DEL  
NOTARIADO

María Durán  
HUGHES & HUGHES

Noelia Eiras  
HUGHES & HUGHES

Gabriel Ejgenberg  
ESTUDIO BERGSTEIN

Fabrizio Fava  
PANALPINA

Marcelo Femenías  
BADO, KUSTER, ZERBINO &  
RACHETTI

Juan Federico Fischer  
LVM ATTORNEYS-AT-LAW

Federico Formen  
LVM ATTORNEYS-AT-LAW

Sergio Franco  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Daniel García  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ariel Imken  
BANCO CENTRAL DEL URUGUAY

Alfredo Inciarte Blanco  
PEREZ DEL CASTILLO, NAVARRO,  
INCIARTE, GARI

Nelly Kleckin  
ESTUDIO BERGSTEIN

Ricardo Mezzera  
ESTUDIO DR. MEZZERA

Matilde Milicevic Santana  
CLEARING DE INFORMES

Felipe Muxi  
LVM ATTORNEYS-AT-LAW

Ricardo Olivera-García  
OLIVERA & DELPIAZZO

Bruno Santin  
ESTUDIO JURÍDICO MUXI &  
ASOCIADOS

Maria Jose Santos  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Eliana Sartori  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fiorella Taborelli  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alvaro Tarabal  
GUYER & REGULES, MEMBER OF  
LEX MUNDI

## VANUATU

George Boar  
PACIFIC LAWYERS

Christopher Dawson  
DAWSON BUILDERS

Geoffrey Gee  
GEOFFREY GEE & PARTNERS

Silas Charles Hakwa  
SILAS CHARLES HAKWA &  
ASSOCIATES

Anita Jowitt  
UNIVERSITY OF THE SOUTH  
PACIFIC

Chris Kernot  
FAMOUS PACIFIC SHIPPING

Jonathan Law  
HAWKES LAW, CHARTERED  
ACCOUNTANTS

Joe W. Ligo  
VANUATU INVESTMENT  
PROMOTION AUTHORITY

John Malcolm  
GEOFFREY GEE & PARTNERS

John Malcolm  
Juris Ozols  
Mark Stafford  
BDO BARRETT AND PARTNERS

## VENEZUELA

Jorge Acedo-Prato  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX MUNDI

Rinaldo Mauricio Alcalá  
PANALPINA C.A.

Francisco Aleman Planchart  
TINOCO, TRAVIESO, PLANCHART  
& NUÑEZ

Servio T. Altuve Jr.  
SERVIO T. ALTUVE R. &  
ASOCIADOS

María Corina Arocha  
ESPIÑEIRA, SHELTON  
Y ASOCIADOS /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mercedes Briceño  
CONAPRI

Alvaro Briceño  
ITP CONSULTORES

Henrique Castillo G.  
TRAVIESO EVANS ARRIA RENGEL  
& PAZ

Arturo de Sola Lander  
DE SOLA PATE & BROWN

Carlos G. Dominguez  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX MUNDI

María Paola D'Onghia  
Inciarte  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX MUNDI

María Inés Fernández  
BANCO VENEZOLANO DE  
CREDITO

Germán A. García-Velutini  
VENCRED

Alejandro Giolito  
ESPIÑEIRA, SHELTON  
Y ASOCIADOS /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Diego Gonzalez Crespo  
CASAS RINCON GONZALEZ RUBIO  
& ASOCIADOS

Alvaro Gonzalez-Ravelo  
ESCRITORIO CALCANO-  
VETANCOURT

Ruben Gotberg  
ESPIÑEIRA, SHELTON  
Y ASOCIADOS /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lorenzo E. Marturet D.  
TRAVIESO EVANS ARRIA RENGEL  
& PAZ

Luiz Ignacio Mendoza  
RODRIGUEZ & MENDOZA

Patricia Milano Hernández  
DE SOLA PATE & BROWN

Luis Fernando Miranda E.  
ESPIÑEIRA, SHELTON  
Y ASOCIADOS /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bruno Parales  
LOGISTICA TSM, C.A.

Fernando Pelaez-Pier  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX MUNDI

Gustavo Enrique Planchart  
Pocaterra  
TINOCO, TRAVIESO, PLANCHART  
& NUÑEZ

Carlos Plaza  
BAKER & MCKENZIE

Eduardo Porcarelli  
CONAPRI

Alfonso Porras  
BAKER & MCKENZIE

Oscar Ignacio Torres  
TRAVIESO EVANS ARRIA RENGEL  
& PAZ

Carlos Velandia Sanchez  
ASOCIACIÓN VENEZOLANA DE  
DERECHO REGISTRAL

## VIETNAM

Nicholas Audier  
GIDE LOYRETTE NOUËL

John Bentley  
STAR

David Brunell  
USAID

Frederick Burke  
BAKER & MCKENZIE

Doan Chiên  
GIDE LOYRETTE NOUËL

Uan Pham Cong  
STATE BANK OF VIETNAM

Giles Thomas Cooper  
BAKER & MCKENZIE

Nguyen Dinh Cung  
MINISTRY OF PLANNING AND  
INVESTMENT

John Davis  
STAR

Tran Anh Duc  
VILAF - HONG DUC LAW FIRM

Bernadette Fahy  
GIDE LOYRETTE NOUËL

David Fitzgerald  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Do Hong Hanh  
USAID

Richard Irwin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alice Krauss Stokke  
UNIVERSITY OF WASHINGTON  
SCHOOL OF LAW

Le Thi Loc  
YKVN

Bill Magennis  
PHILLIPS FOX

Nguyen Tuan Minh  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Suong Dao Nguyen  
JOHNSON STOKES & MASTER,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Mai Nguyen  
JOHNSON STOKES & MASTER,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Linh D. Nguyen  
VILAF - HONG DUC LAW FIRM

Hong Ha Nguyen  
JOHNSON STOKES & MASTER,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Anne-Laure Nguyen Trung  
Hoang  
BAKER & MCKENZIE LLP

Viet D. Phan  
TRAN H. N. & ASSOCIATES

Le Quang Phong  
INTECO LTD. INTERNATIONAL  
FREIGHT FORWARDER

Tran Tuan Phong  
VILAF - HONG DUC LAW FIRM

Hoang Phong-Anh  
GIDE LOYRETTE NOUËL

Nasir PKM Abdul  
FLÉCHEUX, NGO & ASSOCIÉS

Truong Nhat Quang  
YKVN

Van Thi Quynh Dinh  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dinh Quynh Van  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Martin Rama  
WORLD BANK

David Ray  
VIETNAM COMPETITIVENESS  
INITIATIVE, USAID

Yee Chung Seck  
BAKER & MCKENZIE

Robert Strahota  
U.S. SECURITIES AND EXCHANGE  
COMMISSION

Sri Swaminathan  
VILAF - HONG DUC LAW FIRM

Ho Dang Thanh Huyen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Le Thi Thanh Loan  
USAID

Do Thi Thu Ha  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dao Thi Thu Hien  
FLÉCHEUX, NGO & ASSOCIÉS

Phan Nguyen Toan  
LEADCO

Thanh Ha Tran  
BAKER & MCKENZIE

V.N. Trinh  
PANALPINA WORLD TRANSPORT

Nguyen Anh Tuan  
YKVN

Pham Nghiem Xuan Bac  
VISION & ASSOCIATES

## YEMEN

Ali Sheikh Alamakdi  
YEMPAC CARGO

Abdalla Al-Meqbeli

*ABDALLA AL-MEQBELI &  
ASSOCIATES*

Moh'd Ali Lajam

*MIDDLE EAST SHIPPING Co. LTD.*

Mohamed Taha Hamood Al-Hashimi

*MOHAMED TAHA HAMOOD & Co.*

## ZAMBIE

Shaira Adamali

*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

D. Bwalya

*CORPUS GLOBE ADVOCATES*

Chewe K. Bwalya

*D. H. KEMP & Co.*

Elias Chipimo

*CORPUS GLOBE ADVOCATES*

David Doyle

*MANICA ZAMBIA*

Abdul Dudhia

Robin Durairajah

*CHIBESAKUNDA & Co.*

Harriet Kapampa Kapekele

*CORPUS GLOBE ADVOCATES*

Pixie Kasonde-Yangailo

*P.H. YANGAILO & Co.*

Glenan Kasumpa

*ZAMBIA BUSINESS FORUM*

Jacob Lushinga

*ZAMBIA INVESTMENT CENTER*

Gibson Masumbu

*ZAMBIA BUSINESS FORUM*

Victor Mesquita

*MANICA AFRICA*

Jyoti Mistry

*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Henry Musonda

*KIRAN & MUSONDA ASSOCIATES*

Marjorie Grace Mwenda

*M.G. JOHNSON-MWENDA & Co.*

Danmore Nyanga

*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Solly Patel

*CHRISTOPHER, RUSSELL COOK  
& Co.*

Kanti Patel

*CHRISTOPHER, RUSSELL COOK  
& Co.*

Henry Sakalas

*ZAMBIA PRIVATISATION AGENCY*

## ZIMBABWE

Mark Badenhorst

*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Richard Beattie

*THE STONE BEATTIE STUDIO*

Peter Cawood

*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Innocent Chagonda

*ATHERSTONE & COOK*

Augustine Chigudu

Simplisius Chihambakwe

*CHIHAMBAKWE, MUTIZWA &  
PARTNERS*

Lionel Chinyamutansira

Paul De Chalain

*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Paul Fraser

*LOFTY & FRASER LEGAL  
PRACTITIONERS*

Emma Fundira

Obert Chaurura Gutu

*GUTU & CHIKOWERO*

Harry Kantor

*KANTOR & IMMERMANN*

Engelhardt Kongoro

Erle Koomets

*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Rodrick Kusano

Peter Lloyd

*GILL, GODLONTON & GERRANS*

Manuel Lopes

*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Weston Makwara

Rose Mazula

Stenford Moyo

*SCANLEN & HOLDERNESS*

B.T. Mtetwa

John Nhavira

Pindie Nyandoro

Vanani Nyangulu

*V.S. NYANGULU & ASSOCIATES*

John Robertson

Malvern Rusike

Josephat Tshuma

*WEBB, LOW & BARRY*

Chris Venturas

*BYRON VENTURAS & PARTNERS*

Ralph Watungwa







